



HAL
open science

Une planète mobilisée ?

Didier Witkowski, Daniel Boy

► **To cite this version:**

Didier Witkowski, Daniel Boy. Une planète mobilisée ? : L'opinion mondiale face au changement climatique. , 2023. hal-04100278

HAL Id: hal-04100278

<https://hal.science/hal-04100278>

Submitted on 17 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

UNE PLANÈTE MOBILISÉE ?

L'OPINION MONDIALE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Sous la direction de
Didier Witkowski & Daniel Boy







UNE PLANÈTE MOBILISÉE ?

L'OPINION MONDIALE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Sous la direction de
Didier Witkowski & Daniel Boy

Obs'COP 2022
Observatoire international
Climat et Opinions Publiques

ÉDITION

EDF - Direction des Études
22-30 avenue de Wagram - 75008 Paris

DIRECTION

Didier WITKOWSKI (Direction des Études EDF)
Daniel BOY (Cevipof, Sciences Po)

COORDINATION ÉDITORIALE

Anne-Cécile LAFOURCADE, Irène ROCHE
(Direction des Études EDF)

PRODUCTION

Anne-Cécile LAFOURCADE, Irène ROCHE,
Arnaud TAGGER, Didier WITKOWSKI
(Direction des Études EDF)



Enquête internationale conçue par la **Direction des Études EDF**
et réalisée par l'**institut Ipsos**



Brice TEINTURIER (Directeur général délégué)

Au sein de la Direction Corporate Reputation

Guillaume PETIT (Directeur)

Estelle CHANDEZ (Directrice adjointe)

Margaux SCHMITT (Chargée d'études sénior)

CONCEPTION GRAPHIQUE ET RÉALISATION

humancom

Yann de CADEVILLE, Alexandre CHEYROU, Caroline DUBON,
Pauline de LABARTHE, Anne-Marie LACON

IMPRESSION


Printvallée



AVANT-PROPOS

Lorsque nous avons initié l'Observatoire international Climat et Opinions Publiques (Obs'COP) en 2019, nous avons l'intuition que les populations, et plus seulement les militants, les scientifiques et les gouvernants, seraient de plus en plus mobilisées par le changement climatique. Mobilisées car impliquées personnellement et émotionnellement, mais aussi concernées par des politiques climatiques qui interrogent leurs modes de vie, le sens de leur travail, leurs revenus, et enfin sollicitées par des offres politiques - dans les pays qui le permettent - qui leur proposent des solutions ou, parfois, un récit alternatif. L'enquête, réalisée chaque année depuis quatre ans, a chroniqué l'importance ressentie de l'enjeu climatique dans des zones très différentes de la planète, avec chacune sa culture et son histoire, ses événements climatiques, ses enjeux économiques et sociaux spécifiques. Nous avons certes mesuré des dynamiques communes - la montée de l'enjeu environnemental et sa résilience face à la Covid-19 et à l'inflation mondiale, l'installation de l'enjeu climatique en tête des priorités environnementales un peu partout dans le monde -, mais nous ne mesurons ni une plus forte mobilisation des citoyens / consommateurs, ni une acceptation croissante des politiques climatiques, en tout cas proportionnelle à la dramatisation des alertes scientifiques.

À ce point du constat, il nous est apparu nécessaire de faire une pause et de creuser davantage les données de ces quatre années d'enquête, afin de mieux comprendre les logiques sous-jacentes à ces résultats inattendus - décourageants diront certains, intrigants en tout cas. Nous avons donc proposé à plus d'une vingtaine de chercheurs en sciences sociales et politiques d'analyser différentes thématiques de l'enquête ou les résultats d'un pays en particulier. Ce livre est le résultat de leurs travaux : il éclaire les logiques d'acceptabilité des politiques climatiques ou les freins à l'action individuelle, sans négliger la question de la perception du changement climatique, de ses causes et de ses conséquences ; il propose également d'étudier plus précisément la situation dans une dizaine de pays. Il exprime enfin la volonté d'EDF d'enrichir le débat en proposant une matière utile à tous ceux qui défendent la cause climatique.



UNE PLANÈTE MOBILISÉE ?

L'OPINION MONDIALE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

PRÉSENTATION DES CONTRIBUTEURS 8

Obs'COP 2022

MÉTHODOLOGIE	12
LES RÉSULTATS EN UN CLIN D'ŒIL	14
Rien ne se passe comme prévu	16

Didier Witkowski - EDF



PERCEPTIONS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE 30

Perception du changement climatique : une évolution inattendue	32
Daniel Boy - Cevipof (Sciences Po)	
Le public du changement climatique, ou les contradictions d'une avant-garde	46
Jérémy Bouillet, Mathieu Brugidou, Jérôme Cubillé - EDF R&D	
Quels profils d'attitudes face au risque climatique ?	54
Patrick Peretti-Watel - Inserm	
Le conflit entre croissance et environnement	62
Simon Persico - Laboratoire Pacte (CNRS, Sciences Po Grenoble, université Grenoble Alpes)	
La désinformation climatique sur les réseaux sociaux et son impact sur les opinions	68
Interview de David Chavalarias - ISC-PIF/CNRS	
La perception du changement climatique et les clivages partisans - Le cas des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France	74
Jérôme Jaffré - Cecop, Cevipof (Sciences Po)	
Y a-t-il une « génération climat » mondiale ?	82
Olivier Galland - CNRS	

SOMMAI



ACTIONS INDIVIDUELLES ET POLITIQUES CLIMATIQUES 92

Effet des préoccupations environnementales sur les consommations déclarées des individus : une perspective internationale 94
 Mathieu Durand-Daubin, Jérôme Cubillé - EDF R&D

L'insoutenable légèreté climatique de la sobriété en France ? Une exploration sociologique 102
 Stéphane La Branche - Gieco
 Arina Susa - Chercheuse indépendante

Les leviers de la décarbonation 108
Interview de Catherine Bauby - EDF

Politiques publiques du climat : des attitudes globalement favorables, mais des marges de manœuvre réduites 112
 Emiliano Grossman, Charlotte Halpern - CEE (Sciences Po)

L'appétence au changement de mobilité pour répondre à la crise climatique 120
 Vincent Kaufmann, Guillaume Drevon - EPFL

Énergies fossiles : en sortir ou pas ? 126
 Didier Witkowski - EDF



QUELQUES PAYS À LA LOUPE 134

France 136
 Brice Teinturier - Ipsos

Afrique du Sud 144
 Samadia Sadouni - Sciences Po Lyon

Brésil 150
 Pedro Roberto Jacobi, Marcos Tavares - Institut de l'énergie et de l'environnement, université de São Paulo

Chine 157
 Richard Balme - CEE (Sciences Po)

États-Unis 165
 Laurence Nardon - Ifri

Inde 173
 Christophe Jaffrelot - Ceri (Sciences Po)

Italie 180
 Marc Lazar - Sciences Po

Japon 186
 Ioan Trifu - Université Lumière Lyon 2, université du Tōhoku (Japon)

Royaume-Uni 193
 Lucien Thabourey, Florence Faucher - CEE (Sciences Po)

Russie 200
 Michaël Levystone - Ifri

Turquie 206
 Elvan Arik - Chercheur indépendant
 Jean-François Pérouse - Université de Toulouse-Jean-Jaurès

ANNEXES 213

LEXIQUE 241

RE

PRÉSENTATION DES CONTRIBUTEURS



Elvan Arik

Chercheur indépendant, docteur en urbanisme et aménagement. Ses travaux s'intéressent aux transformations des infrastructures et des pratiques énergétiques dans les villes turques. Il est l'auteur d'une thèse sur le développement du réseau de gaz naturel à Istanbul et de plusieurs articles, dont « Grandeur urbaine et vulnérabilité énergétique : le cas de la ville-satellite de Kayasehir à Istanbul » et « Transitions énergétiques à Istanbul et Le Cap : À propos de transformations plurielles » (Multitudes, 2019). ■



Mathieu Brugidou

Politiste, chercheur senior à EDF R&D et associé à Pacte. Ses recherches, à la frontière de l'analyse de discours et de la sociologie politique, portent sur les volets théorique et méthodologique d'une approche discursive et pragmatiste des publics à partir de l'analyse des controverses et des débats. *L'Opinion et ses publics* (Presses de Sciences Po, 2008) propose une synthèse de ces approches en essayant d'articuler leurs dimensions méthodologique et théorique. ■



Richard Balme

Professeur des universités en science politique à Sciences Po, au CEE. Ses recherches portent sur la gouvernance de l'environnement et du climat dans une perspective comparative (Chine, Union européenne, États-Unis). Il est aussi chercheur associé à l'Asian Energy Studies Centre de la Hong Kong Baptist University, au think tank China Policy à Pékin et au Centre des politiques de la Terre de l'université de Paris-Cité et Sciences Po. Il dirige le master international Governance and Diplomacy à l'École d'affaires internationales et le master en politiques et management du développement de Sciences Po Executive Education. ■



Jérôme Cubillé

Statisticien d'enquête au groupe de recherche Énergie, technologie et société d'EDF, il y est responsable de deux baromètres d'opinion sur les thèmes de l'environnement, du changement climatique, de la transition énergétique, de la RSE... Il a enseigné durant plus de vingt-cinq ans la statistique et les sondages. Il fut membre permanent du Comité scientifique et technique du panel Elipss et siège au groupe Enquêtes, modèles et applications de la SFdS. ■



Jérémy Bouillet

Docteur en science politique, enseignant de méthodes en sciences humaines et sociales en master à Sciences Po et chercheur à EDF R&D. Au croisement d'espaces industriels, académiques et d'enseignement, il s'intéresse à la question de la fabrique des opinions et des représentations, et de leur articulation avec les pratiques. Ses intérêts professionnels portent sur le problème de l'énergie. ■



Guillaume Drevon

Géographe, il développe actuellement ses recherches au sein du Laboratoire de sociologie urbaine de l'École polytechnique fédérale de Lausanne et du Luxembourg Institute of Socio-Economic Research. Aujourd'hui, il développe la thématique des rythmes de vie et de ville dans le cadre de plusieurs recherches pour mieux comprendre l'évolution de la perception du temps dans les sociétés contemporaines et pour mettre en lumière des rythmes sociaux plus en phase avec la transition écologique. ■



Daniel Boy

Daniel Boy est directeur de recherche émérite au Centre d'étude de la vie politique française (Sciences Po). Il a exercé ses activités de recherche et d'enseignement dans trois domaines principaux : la sociologie électorale, l'analyse des mouvements écologistes en Europe, l'évolution des attitudes du public à l'égard du développement scientifique et technique. Il participe régulièrement aux enquêtes électorales du Cevipof. ■



Mathieu Durand-Daubin

Ingénieur en statistiques appliquées et chercheur au sein du Grets (EDF R&D). Ses recherches portent sur la compréhension de la diversité et des évolutions des consommations d'énergie des ménages. Il s'appuie sur le croisement de méthodes quantitatives et qualitatives pour analyser la demande d'énergie comme un produit et une composante de pratiques sociales et de modes de vie en évolution. ■



Florence Faucher

Professeure à Sciences Po, directrice du Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE) et Associate Fellow de Nuffield College à Oxford. Ses recherches explorent les rapports au politique et l'évolution des formes de l'engagement politique en Europe, particulièrement en France et au Royaume-Uni. ■



Olivier Galland

Directeur de recherche émérite au CNRS (Gemass), sociologue, spécialiste des questions d'âge et de génération. Dernier ouvrage paru : *20 ans, le bel âge ? Radiographie de la jeunesse française d'aujourd'hui* (Nathan, 2022). ■



Emiliano Grossman

Professeur de science politique à Sciences Po, il enseigne la politique comparée et les politiques publiques. Il est le rédacteur en chef de la revue *European Journal of Political Research*. Ses recherches s'intéressent aux institutions politiques, à la relation entre médias et politique, ainsi qu'aux processus de mise sur agenda. ■



Charlotte Halpern

Docteure en science politique, chercheuse au CEE de Sciences Po, elle s'intéresse aux transformations de l'action publique en Europe et en Amérique du Sud. Elle a développé une expérience forte de recherche et d'enseignement sur les politiques d'environnement et de la ville durable, la gouvernance territoriale et la gestion des infrastructures. Ses recherches en cours portent sur la réduction de la voiture en ville et, plus généralement, sur le gouvernement des trajectoires de transition de mobilité urbaine. ■



Pedro Roberto Jacobi

Professeur titulaire senior à l'Institut de l'énergie et de l'environnement de l'université de São Paulo, où il a complété son doctorat en sociologie après avoir obtenu sa maîtrise en planification urbaine et régionale à Harvard. Il est également coordinateur du groupe de recherche sur la gouvernance environnementale et membre de l'équipe de recherche sur les villes mondiales de l'Institut des études avancées de l'université de São Paulo. ■



Jérôme Jaffré

Politologue, il est directeur du Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (Cecop) et chercheur associé au Cevipof de Sciences Po. Il a été directeur des études politiques et d'opinion de la Sofres. Il a créé et dirigé la série *L'État de l'opinion*, reprenant les sondages politiques et de société de l'année écoulée. Il est aujourd'hui consultant de LCI sur la vie politique et les élections. ■



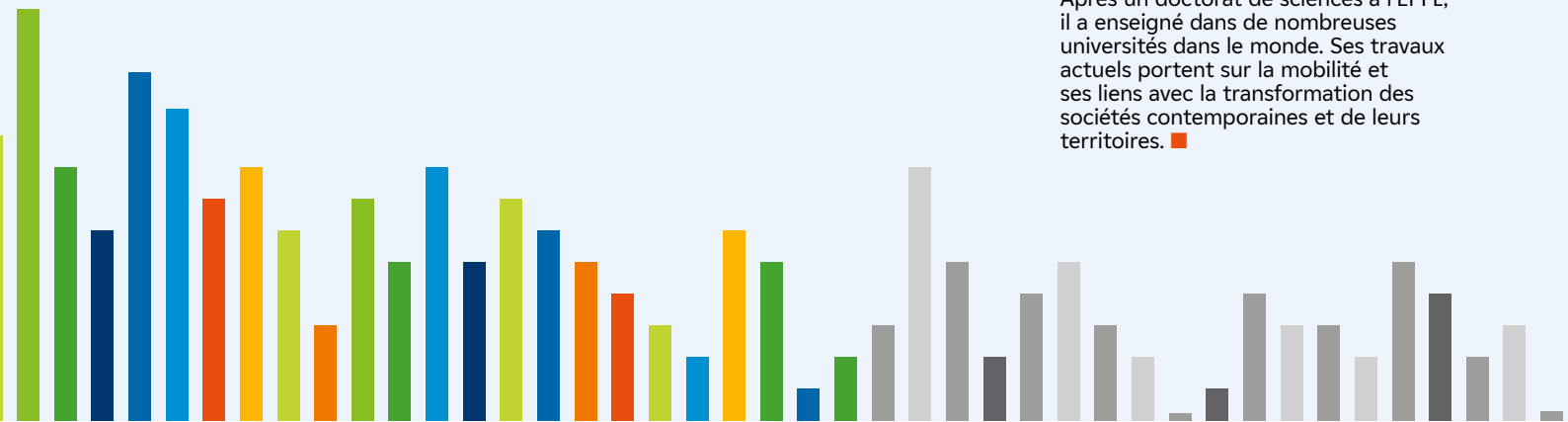
Christophe Jaffrelot

Directeur de recherche au Ceri/Sciences Po-CNRS, président de l'Association française de science politique, consultant permanent au Centre d'analyse, de prospective et de stratégie du Quai d'Orsay et Non Resident Scholar à la Carnegie Endowment for International Peace. Il a rejoint l'Académie des sciences morales et politiques comme membre correspondant en 2019. ■



Vincent Kaufmann

Professeur de sociologie urbaine et d'analyse des mobilités à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Depuis 2010, il est directeur scientifique du Forum vies mobiles. Après un doctorat de sciences à l'EPFL, il a enseigné dans de nombreuses universités dans le monde. Ses travaux actuels portent sur la mobilité et ses liens avec la transformation des sociétés contemporaines et de leurs territoires. ■



PRÉSENTATION DES CONTRIBUTEURS



Stéphane La Branche

Climatologue, chercheur indépendant, associé à Pacte et Sciences Po Grenoble, et coordonnateur scientifique du Gieco/IPBC, il explore les freins et les moteurs aux changements de pratiques et de fonctionnement des institutions en matière de climat, d'énergie et de qualité de l'air. Les résultats de ses recherches ont été intégrés à des scénarios de prospective à 2050, à des politiques environnementales, à des projets d'opérateurs privés, publics et associatifs. ■



Laurence Nardon

Elle dirige le programme Amérique du Nord de l'Institut français des relations internationales (Ifri), où elle édite notamment la collection de notes de recherche en ligne des Potomac Papers. Elle est docteure en science politique de l'université Panthéon-Sorbonne, diplômée de Sciences Po Paris et ancienne Fulbright Scholar. Elle analyse les enjeux de la politique américaine dans le podcast New Deal, produit en partenariat par l'Ifri et Slate.fr. ■



Marc Lazar

Professeur émérite d'histoire et de sociologie politique à Sciences Po (Paris) et président de la School of Government de l'université Luiss (Rome). Il est spécialiste des gauches en Europe, de la politique française et italienne, et des populismes contemporains. En 2022, avec Olivier Galland, il a réalisé et publié pour l'institut Montaigne une enquête sur les jeunes sous le titre « Une jeunesse plurielle ». ■



Patrick Peretti-Watel

Sociologue, directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). Ses recherches portent notamment sur la façon dont les populations perçoivent les risques de toutes sortes, en particulier les risques infectieux et les risques environnementaux. ■



Michaël Levystone

Chercheur associé au Centre Russie/NEI de l'Ifri, spécialiste de la Russie et de l'Asie centrale, diplômé de l'Essec, de l'Iris et d'Assas, il a travaillé à l'Observatoire franco-russe, le centre d'analyses rattaché à la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe, à Moscou, et à l'ambassade de France au Kazakhstan. ■



Jean-François Pérouse

Agrégé de l'université et diplômé de l'Inalco, il est enseignant-chercheur HDR rattaché à l'université de Toulouse-Jean-Jaurès. Il a dirigé l'Institut français d'études anatoliennes. Après une thèse sur la construction d'Ankara, il s'est consacré davantage à la métropole d'Istanbul et à la Turquie contemporaine dans ses aspects migratoires, urbains et géopolitiques. Il est l'auteur de *Erdoğan : Nouveau Père de la Turquie ?* (Éditions François Bourin, 2016). ■



Simon Persico

Professeur des universités en science politique à Sciences Po Grenoble, rattaché au laboratoire Pacte, et membre du conseil de surveillance de la Fondation pour l'écologie politique. Ses travaux portent sur le changement des systèmes partisans en Europe de l'Ouest, l'impact des partis sur les politiques publiques, et les évolutions de l'écologie politique dans l'opinion et les mouvements sociaux. ■



Samadia Sadouni

Maîtresse de conférences en science politique à Sciences Po Lyon et membre de l'UMR 5206 Triangle, elle travaille sur les questions religieuses, migratoires et environnementales en Afrique du Sud. Son dernier ouvrage porte sur le rôle des acteurs religieux dans le domaine du changement climatique et analyse leur mode d'action et leurs discours sur les plateformes multilatérales telles que la CCNUCC. ■



Brice Teinturier

Directeur général délégué d'Ipsos, il est un expert reconnu des évolutions de l'opinion. Il accompagne et conseille des dirigeants économiques et politiques. De formation philosophique, il est également diplômé de Sciences Po Paris. Il enseigne à l'École de la communication de l'Institut d'études politiques de Paris. Il a obtenu le Prix du livre politique pour son ouvrage *Plus rien à faire, plus rien à foutre : La vraie crise de la démocratie* (Robert Laffont, 2017). ■



Arina Susa

Chercheuse et réalisatrice indépendante. Sa pratique scientifique s'inscrit dans la recherche-action participative en sciences humaines et sociales. Elle travaille pour des projets publics et privés de coopération multi acteurs qui visent à produire des changements de pratiques. Les champs d'application sont principalement ceux de la transition agroécologique, la gestion des ressources et des biens communs. ■

Lucien Thabourey

Doctorant au CEE de Sciences Po, sa thèse s'interroge sur l'éventualité et les modalités d'un « retour de l'État » dans les mouvements écologistes, à la suite des marches pour le climat et des actions de désobéissance civile organisées depuis 2018 en Europe et dans le monde. Son travail s'appuie sur une démarche comparative (France/Royaume-Uni) et la mobilisation de méthodes mixtes. ■



Marcos Tavares

Doctorant du programme post-universitaire en sciences de l'environnement à l'université de São Paulo, il a suivi le master en développement et environnement - Prodema à l'université fédérale de Pernambuco-UFPE après avoir complété une licence en sciences biologiques à l'UFPE. Il développe actuellement des recherches dans le domaine de la justice climatique et de la gouvernance environnementale. ■



Ioan Trifu

Docteur en science politique de l'université Lumière Lyon 2 et de l'université du Tōhoku (Japon). Après un parcours de chercheur en France et à l'étranger, il est actuellement chargé de cours à l'Inalco. Spécialiste du Japon, il travaille à une socio-histoire du politique. Ses principales thématiques de recherche concernent les gouvernements locaux, les questions de mémoire et de patrimoine, la gestion des catastrophes et les enjeux politiques du changement climatique au Japon. ■



Didier Witkowski

Directeur des Études à EDF (Dircom Groupe). Diplômé de Sciences Po et de l'université Paris 2 Assas. Spécialiste des sondages d'opinion et des enquêtes électorales, il a été directeur adjoint des études politiques à la Sofres entre 1992 et 2003, avant de rejoindre EDF. Il suit particulièrement la perception des enjeux énergétiques par les différents publics. Il est l'initiateur de l'enquête Obs'COP. ■



Méthodologie

30 pays interrogés sur 5 continents, représentant les 2/3 de la population mondiale.

Les pays ont été sélectionnés sur la base de leurs émissions en CO₂, leur localisation géographique ou leur valeur d'exemplarité dans la lutte contre le changement climatique.

■ Échantillon

- Population cible : hommes/femmes 16-75 ans.
- 24 001 individus (500 ou 1 000 selon les pays).
- Tirage de l'échantillon : échantillon constitué par tirage aléatoire dans la base des panélistes éligibles pour l'étude. Panel IIS.
- Le cas échéant, tirage raisonné permettant de surreprésenter les cibles présentant systématiquement des taux de participation inférieurs à la moyenne.
- Critères et sources de représentativité (selon les pays) : sexe, âge, région, profession, catégorie sociale ou statut, taille d'agglomération.

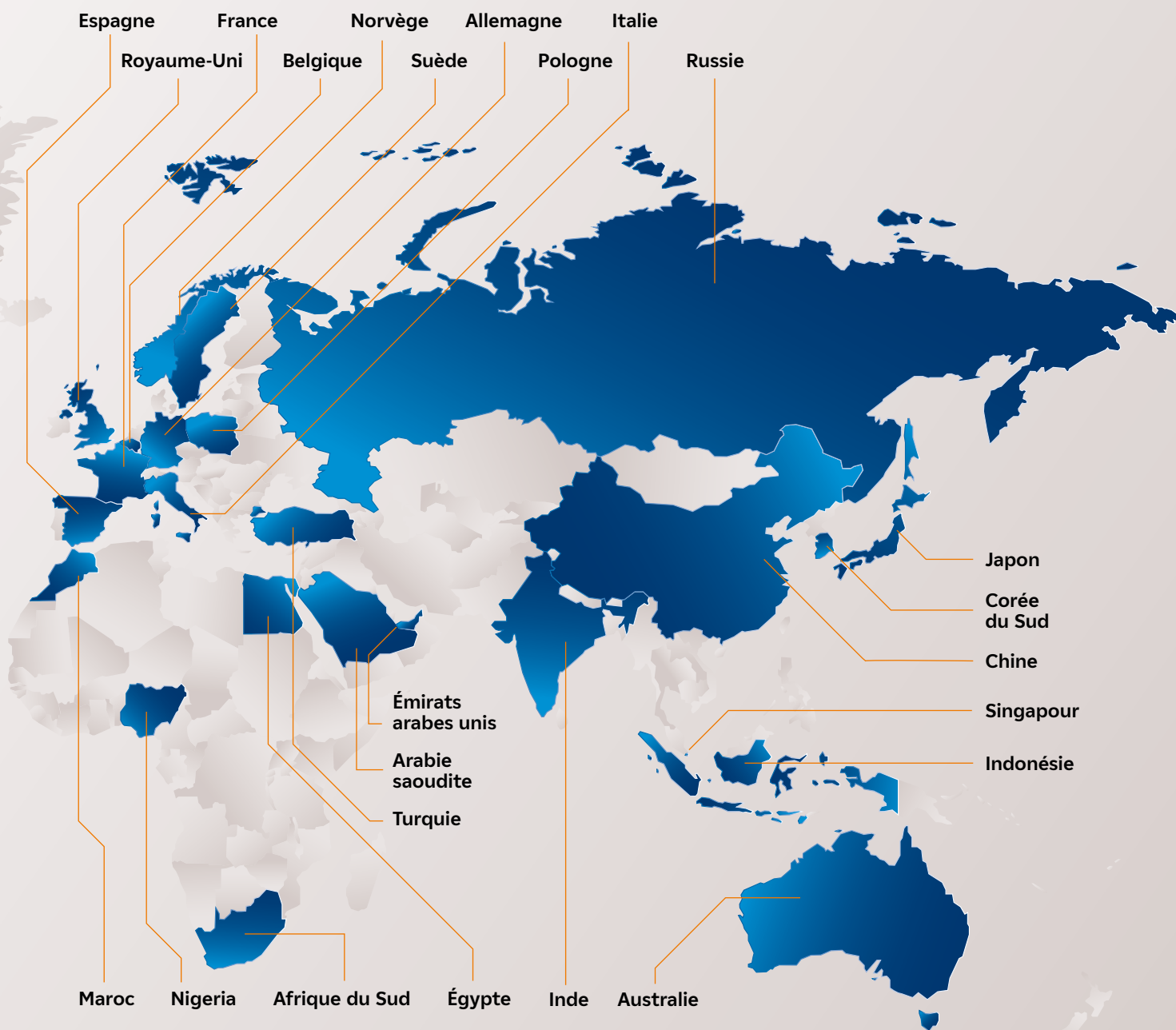
■ Collecte de données

- Dates de terrain : du 30 août au 26 septembre 2022.
- Taille de l'échantillon final : 24 001 individus.
- Mode de recueil : recueil online.
- Type d'incentives : programme de fidélisation avec système de récompense par cumul de points pour les panélistes.
- Méthode de contrôle de la qualité des réponses : surveillance des comportements de réponse des panélistes (repérage des réponses trop rapides ou négligées - cochées en ligne droite ou zigzag, par exemple).
- Contrôle de l'IP et cohérence des données démographiques.

■ Traitement des données

- Échantillon pondéré.
- Méthode de pondération utilisée : méthode de calage sur marges.
- Critères de pondération (selon les pays) : sexe, âge, région, profession, catégorie sociale ou statut, taille d'agglomération.





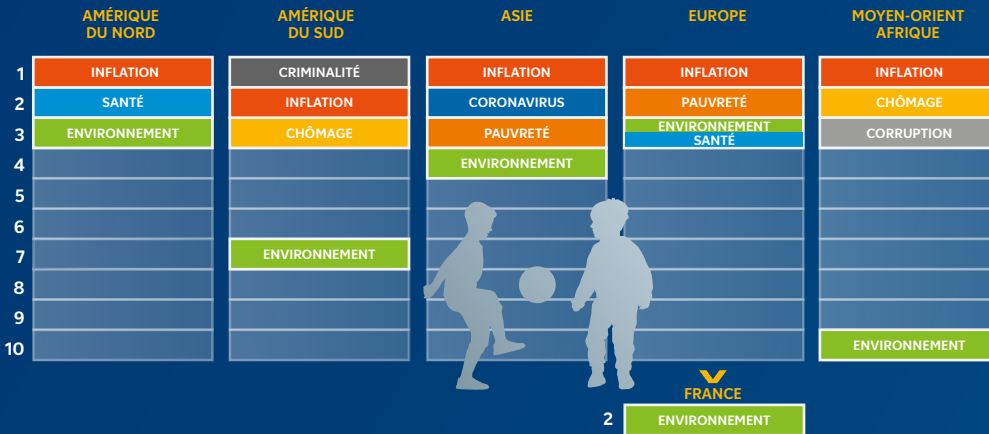
Moyenne globale

Dans l'enquête, la moyenne globale qui sert à présenter un résultat sur l'ensemble de l'échantillon des 30 pays interrogés est une moyenne arithmétique. Chaque pays compte pour 1 dans cette moyenne, indépendamment de la population du pays. Il aurait été possible de présenter une moyenne pondérée, qui tient compte de la population de chaque pays : dans ce cas, plus la population est élevée, plus elle « pèse » sur la moyenne. Mais en choisissant cette option, les résultats d'ensemble de l'enquête auraient reflété ceux de la Chine et de l'Inde, les pays les plus peuplés de l'échantillon Obs'COP. Nous présentons donc une moyenne arithmétique globale des opinions publiques nationales.

Les résultats en

● **Une pression sur le pouvoir d'achat à l'échelle mondiale.**

➤ Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ?

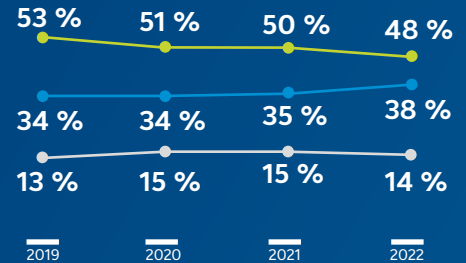


● **Un virage environnemental de l'économie reste souhaitable, mais de façon moins évidente.**

➤ Parmi les deux propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ?

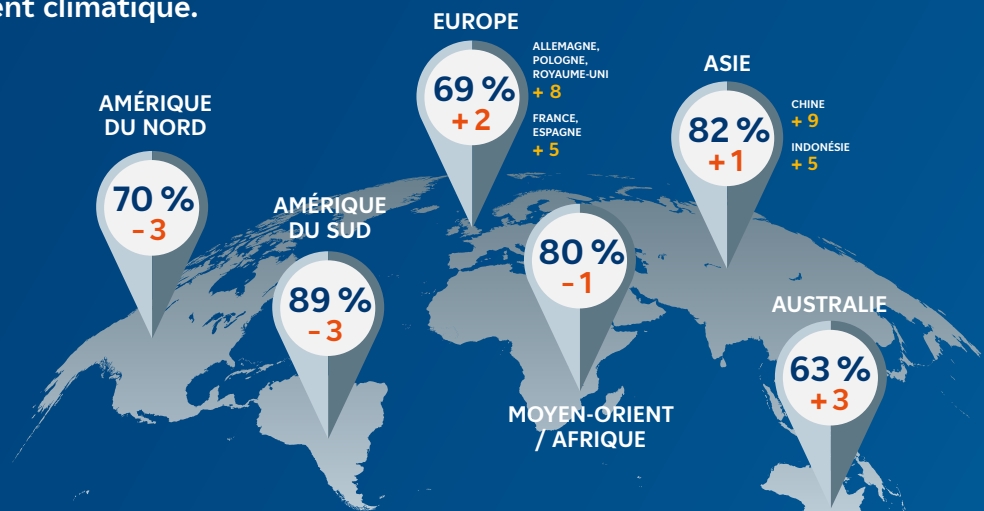
On devrait donner la priorité :

- ... à **L'ENVIRONNEMENT** même si cela peut ralentir la croissance économique de votre pays et faire perdre des emplois
- ... à **LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE** et aux emplois même si cela peut avoir des conséquences néfastes pour l'environnement
- NSP



● **Cette année, une partie de l'Europe et de l'Asie ressent davantage les effets du changement climatique.**

77 %
des enquêtés ont déjà constaté les effets du changement climatique dans leur région



+/- Évolution depuis la vague de 2021

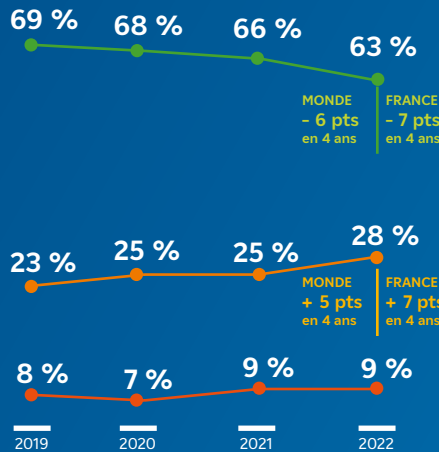
un clin d'œil

• La responsabilité de l'Homme dans le changement climatique est de moins en moins reconnue.

■ Il y a un changement climatique d'origine humaine

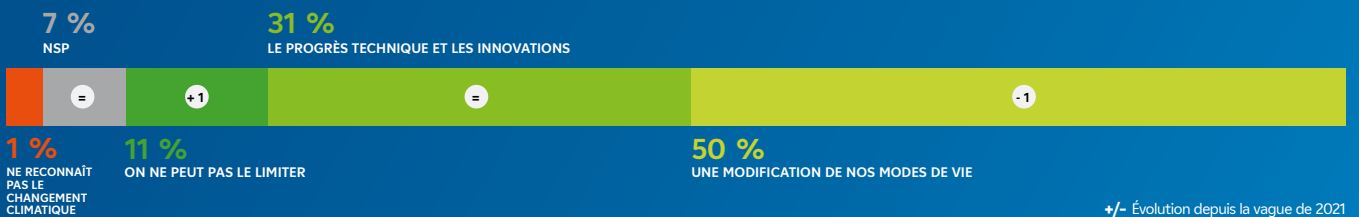
■ Il y a un changement climatique, mais pas d'origine humaine

■ Il n'y a pas de changement climatique



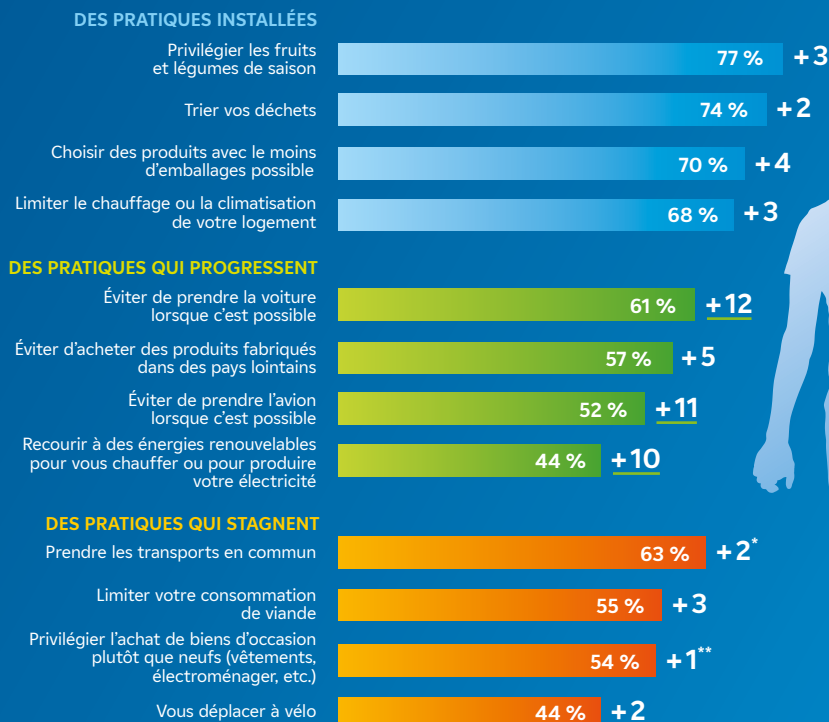
• Changement des modes de vie ou pari technologique : deux camps qui évoluent peu.

✓ La solution privilégiée pour lutter contre le changement climatique



• Éco-gestes : les évolutions depuis quatre ans

% vous le faites systématiquement ou de temps en temps



+/- Évolution depuis 2019 * +/- Évolution depuis 2020 ** +/- Évolution depuis 2021

Rien ne se passe comme prévu

Les résultats de l'Observatoire international
Climat et Opinions Publiques 2022 (Obs'COP)

■ Didier Witkowski - EDF

Les résultats de cette vague 2022 ont une tonalité qui dépend en grande partie des attentes du lecteur. Si l'on formule l'espoir que la mobilisation des populations s'amplifie logiquement au fur et à mesure que le changement climatique administre les preuves de son existence - et les événements n'ont pas manqué en 2022, notamment en Europe -, alors, à l'évidence, les résultats de cette année sont décevants, voire inquiétants. Ni l'origine anthropique du phénomène, ni la nécessité de changer de mode de vie, ni encore l'acceptabilité des politiques climatiques ne progressent. Pire : elles régressent parfois au fil des quatre ans de notre enquête. Certes, tout n'est pas négatif, mais le signal envoyé par cette vague est une certaine résistance des citoyens aux actions possibles ou un accommodement avec un changement de toute façon irrépessible.

Cependant, il n'est pas interdit de rappeler le contexte économique des deux dernières années (les conséquences de la crise de la Covid-19 et aujourd'hui de l'inflation) pour affirmer, sans optimisme outrancier, que la question environnementale et climatique résiste bien parmi les priorités des habitants de la planète, malgré un quotidien plus compliqué ; qu'ils sont ouverts à rééquilibrer les politiques économiques en faveur de l'environnement et que leurs pratiques personnelles évoluent - certes lentement.

C'est en partie pour démêler le conjoncturel du long terme que nous avons demandé aux auteurs dans cet ouvrage de plonger dans les profondeurs des résultats. Mais, avant d'entrer dans le détail de leurs travaux, examinons ce que l'enquête 2022 nous réserve.

Tous les résultats sont en libre accès sur : www.edf.fr/observatoire

Le premier résultat qui frappe le lecteur de cette vague de 2022 est l'universalité du problème de l'inflation : la hausse du coût de la vie est le premier sujet de préoccupation au niveau global. »



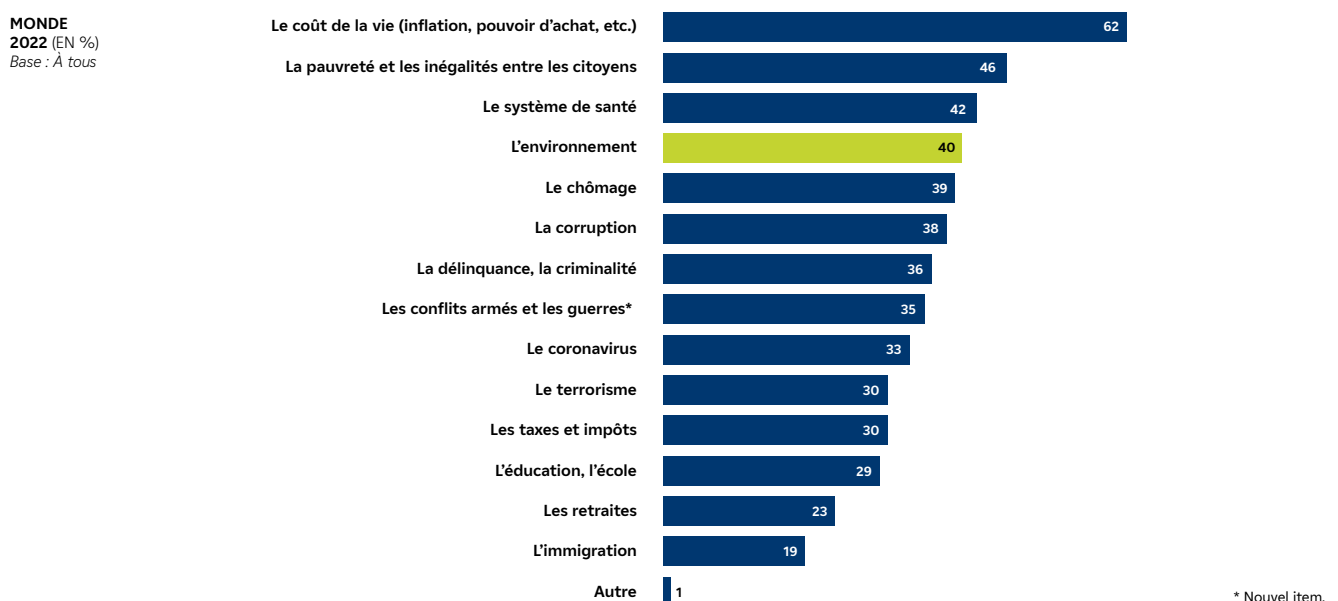
FACE À L'INFLATION, L'ENVIRONNEMENT NE RÉSISTE COMME PRIORITÉ QUE DANS LES PAYS OCCIDENTAUX OU EN FORTE CROISSANCE

■ L'inflation est en tête des priorités partout sur la planète

Le premier résultat qui frappe le lecteur de cette vague de 2022 est l'universalité du problème de l'inflation : la hausse du coût de la vie est le premier sujet de préoccupation au niveau global (62 %), et il occupe la première place dans 23 pays sur les 30 interrogés (Fig. 1). Il avait déjà nettement progressé en 2021 (+ 5 points), il progresse encore fortement cette année (+ 10 points). La pauvreté et les inégalités restent aussi en haut du classement (46 %), suivies par les enjeux de santé (42 %).

Fig. 1. Les sujets de préoccupation en 2022

Q. Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ? (plusieurs réponses possibles)

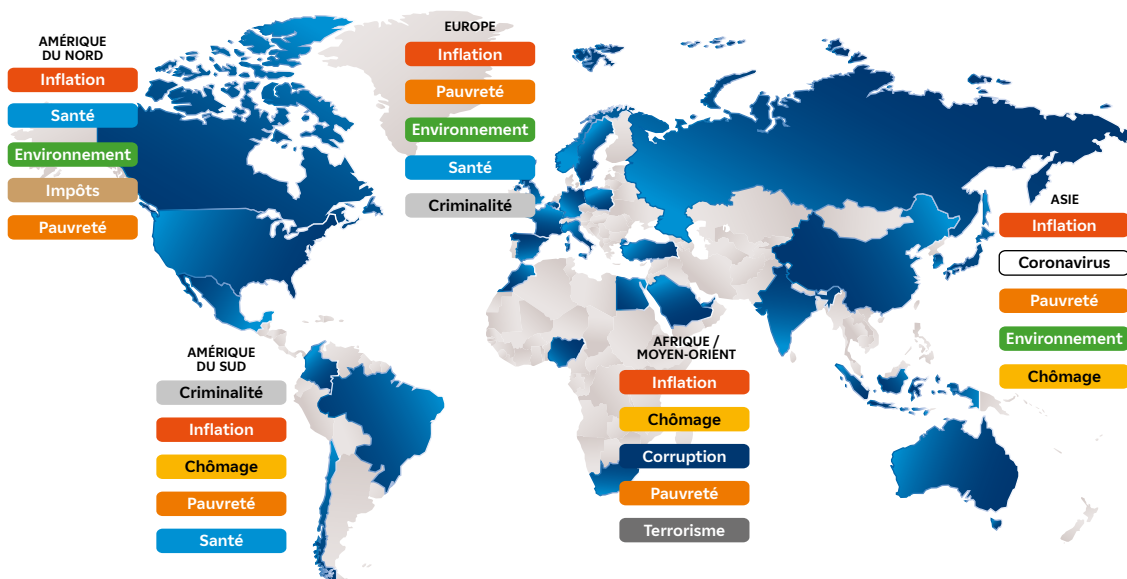


S'il est vrai que l'inflation domine, les priorités divergent ensuite : la santé mobilise l'Europe et l'Amérique du Nord, tandis que l'Amérique du Sud craint plus que partout ailleurs la criminalité et la délinquance ; quant à l'Asie, elle reste la seule zone mondiale - mais aussi la plus peuplée - mobilisée par le coronavirus (Fig. 2).

Fig. 2. Les sujets de préoccupation selon les zones géographiques

Q. Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ? (plusieurs réponses possibles)

2022
Base : À tous



Les inquiétudes économiques elles-mêmes divergent selon les continents : le chômage n'est plus un enjeu en Europe et en Amérique du Nord, mais il demeure un problème crucial en Afrique et en Amérique du Sud.

En 4^e position, l'environnement reste une préoccupation importante, à un niveau stable par rapport à 2021 (40 %, - 1 point). Mais quand on examine son classement selon les grandes zones géographiques de l'enquête, on voit à quel point il demeure une préoccupation des pays riches : à la 3^e place en Europe et en Amérique du Nord, il chute à la 7^e place en Amérique du Sud et à la 10^e place en Afrique et au Moyen-Orient. Conformément à ce que Ronald Inglehart indiquait dès 1977¹, c'est dans les sociétés les plus avancées économiquement que les préoccupations « post-matérialistes », dont celles liées à l'environnement, au cadre de vie, s'expriment plus fortement.

Au sein de chacun des pays, ce principe qui veut que la préoccupation environnementale aille de pair avec l'aisance matérielle, mais surtout avec un niveau d'études supérieur, se vérifie presque partout. À l'échelle globale, les plus instruits sont 42 % à s'inquiéter de l'environnement, contre 34 % des moins diplômés. Selon le niveau de revenus, ces chiffres sont de respectivement 44 % et 36 %.

■ Le dilemme croissance/environnement

Le dilemme entre la priorité environnementale et la priorité à la croissance et aux emplois est très présent dans le débat public des sociétés développées depuis les travaux du Club de Rome et la publication du rapport Meadows en 1972, comme le rappelle Simon Persico dans son chapitre (*voir p. 62*). L'idée selon laquelle il y a une incompatibilité entre croissance et environnement s'est installée au cœur des convictions écologistes, mais elle interroge aujourd'hui bien au-delà dans toutes les sociétés. Confrontée à ce dilemme, une majorité de répondants (48 %) choisit toujours l'environnement, contre 38 % privilégiant la croissance. Mais cette majorité se réduit petit à petit : elle était de 53 % pour l'environnement en 2019, contre 34 % pour la croissance (*Fig. 3*). Il est difficile là aussi de ne pas y voir la conséquence de la crise économique post-Covid et des pressions sur le pouvoir d'achat, auquel cas on pourrait considérer que la priorité donnée à l'environnement résiste plutôt bien.

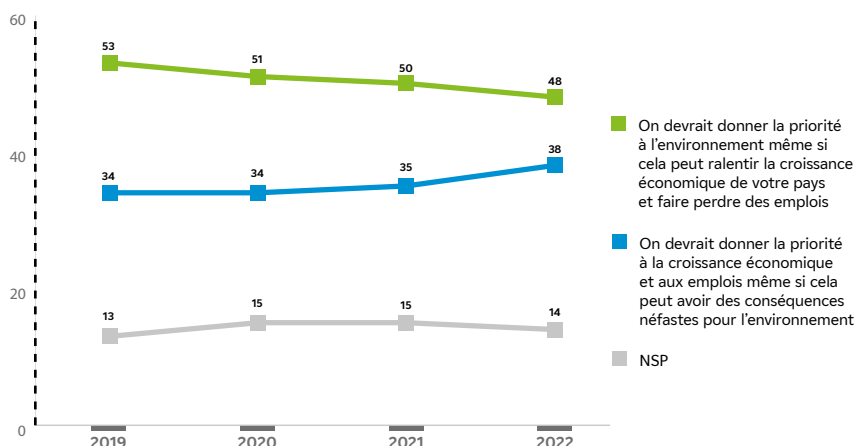
On constate néanmoins que c'est dans les pays à plus forte croissance que le choix de l'environnement est majoritaire. Un constat assez déroutant qui semble indiquer, dans la lignée d'Inglehart d'ailleurs, que la croissance est un préalable à la critique de la croissance !

1. INGLEHART Ronald. *The silent revolution: Changing values and political styles among western publics*, Princeton University Press. 1977.

Fig. 3. L'évolution de la priorité donnée à l'environnement ou à la croissance

Q. Parmi les deux propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ?

MONDE
(EN %)
Base : À tous



LE SENTIMENT D'ÊTRE TÉMOIN DU CHANGEMENT CLIMATIQUE PROGRESSE DANS LES ZONES CONFRONTÉES AUX FORTES CHALEURS ET SÉCHERESSES DE 2022

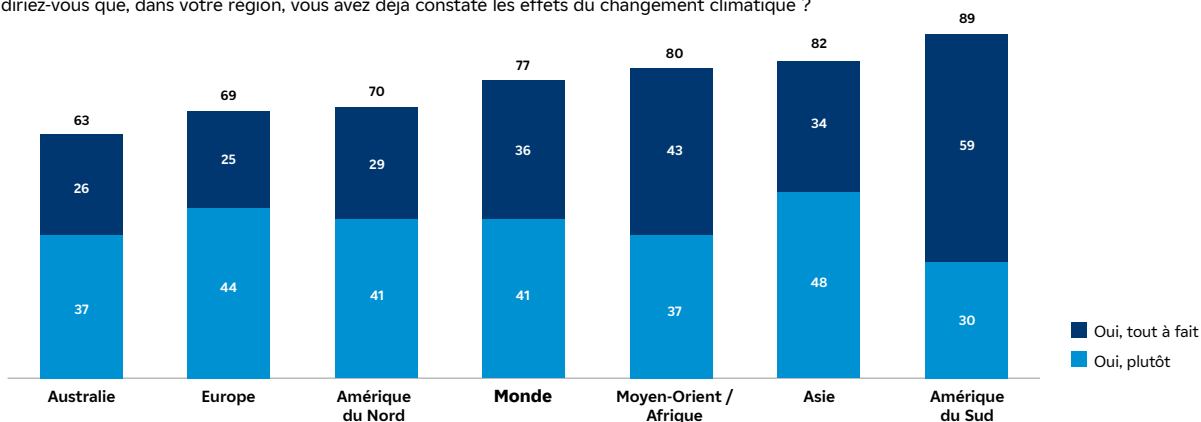
L'année 2022 a été marquée par des événements climatiques majeurs : très fortes chaleurs, sécheresse et incendies hors normes en Europe pendant l'été, inondations en Australie, fortes chaleurs en Inde et au Japon, ou encore sécheresse au Chili plus tôt dans l'année... Pourtant, à l'échelle globale, le sentiment d'être confronté « tout à fait » ou « plutôt » au changement climatique n'a pas progressé depuis 2019, même s'il est certes très élevé (77 %), notamment en Amérique du Sud (89 %), en Afrique / Moyen-Orient (80 %) et en Asie (82 %) (Fig. 4).

En revanche, dans les zones confrontées à ces événements en 2022, dont une partie de l'Europe, les populations ont bien davantage qu'en 2021 le sentiment de voir les effets du changement : + 9 points en Chine, + 8 points en Allemagne, en Pologne et au Royaume-Uni, + 5 points en France et en Espagne, + 11 points en Inde.

Fig. 4. Les effets constatés du changement climatique dans sa région

Q. Globalement, diriez-vous que, dans votre région, vous avez déjà constaté les effets du changement climatique ?

2022 (EN %)
Base : À tous



La réaction des populations n'est pas la même partout. Les Australiens, à 55 % (+ 24 points vs 2021)², mentionnent les inondations qui ont frappé leur pays cette année. Pour autant, leur sentiment d'être confrontés au changement climatique reste plus faible qu'ailleurs et ne progresse pas (63 %).

2. Ces 55 % sont calculés sur la base des 63 % qui constatent les effets du changement climatique. Rapportés à l'ensemble de la population australienne, ils représentent donc 35 %.

À l'inverse, les événements climatiques de cet été ont fortement marqué les Français : les fortes chaleurs (79 %, + 9 points vs 2021), la sécheresse (62 %, + 19 points vs 2021) et l'assèchement des cours d'eau (51 %, + 16 points vs 2021) provoquent une montée de 5 points du sentiment d'être confronté au changement climatique (+ 7 points sur la réponse « tout à fait », qui reste néanmoins peu élevée : 25 %). À coup sûr, cette dynamique des catastrophes devrait à la fois affermir l'évidence du changement climatique et susciter l'appréhension. Or ce n'est pas ce qui se produit.

« Cette dynamique des catastrophes devrait à la fois affermir l'évidence du changement climatique et susciter l'appréhension. Or ce n'est pas ce qui se produit. »



BIEN QUE CLASSÉ EN TÊTE DES PRIORITÉS ENVIRONNEMENTALES, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE NE SUSCITE PAS PLUS D'INQUIÉTUDE ET LE CLIMATOSCEPTICISME PROGRESSE

■ Le changement climatique s'installe comme le péril environnemental majeur

Le changement climatique s'installe en tête des sujets environnementaux les plus importants. Confrontés à une liste de 10 périls écologiques, 17 % des répondants considèrent que le climat est le plus préoccupant, auxquels il faut ajouter 13 % qui choisissent les événements climatiques extrêmes³. Le péril suivant est la question des déchets, qui est la question environnementale majeure pour un habitant de la planète sur 10. En quatre ans, le changement climatique est passé de 14 % à 17 %, et a supplanté les déchets comme première inquiétude (passés de 15 % à 10 %).

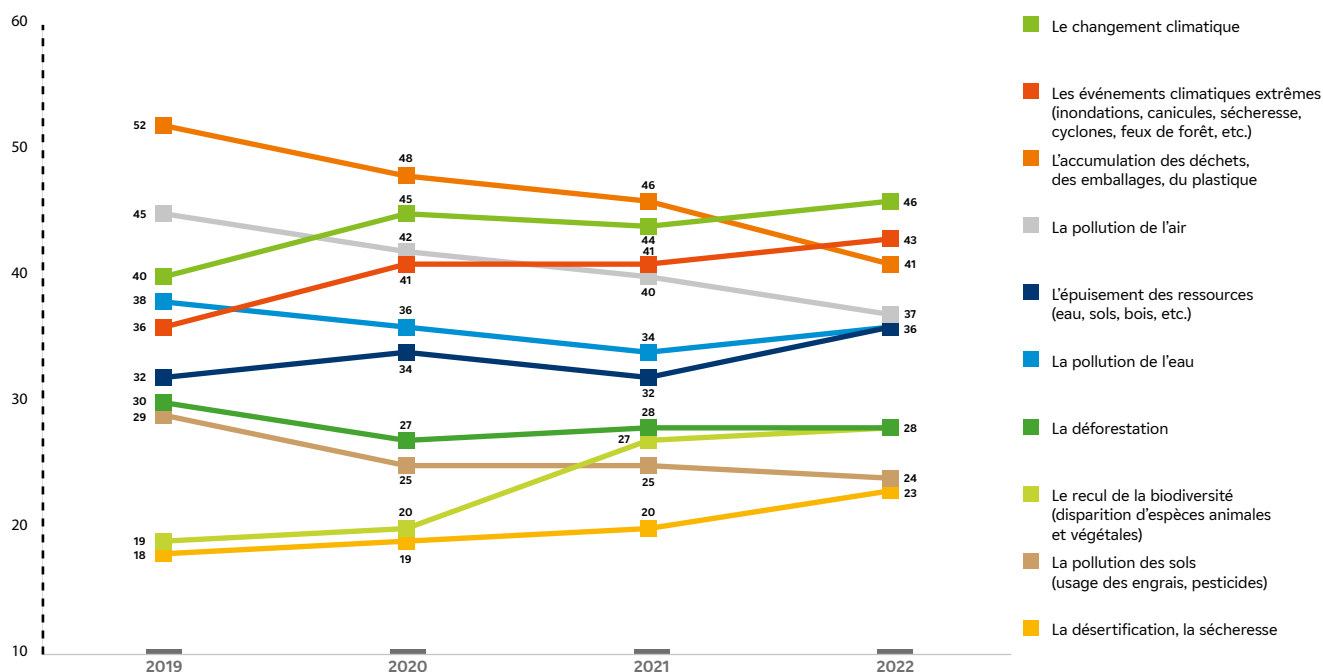
Si l'on examine maintenant la totalité des réponses (plusieurs choix étaient possibles), on observe le même phénomène de remplacement des déchets par les deux items liés au climat (*Fig. 5*). Il est possible que la question du plastique, très active dans l'actualité en 2019, se soit quelque peu effacée depuis. On explique moins la baisse sensible de la pollution de l'air (de 45 % à 37 %), à moins qu'un phénomène de vases communicants se produise entre l'air et le climat, une partie de la population assimilant peut-être les deux problèmes liés à l'atmosphère. Tout de même, si l'on cumule la préoccupation pour le changement climatique et les événements climatiques extrêmes, c'est 66 % de la population interrogée qui considère le climat comme l'enjeu prioritaire en 2022 (contre 60 % en 2019).

3. Cette addition est d'autant plus légitime dans des pays peu confrontés jusqu'à maintenant à ces désordres, comme en Europe, alors qu'en Asie, par exemple, ces catastrophes plus habituelles sont probablement moins associées à un changement du climat.

Fig. 5. L'évolution des préoccupations environnementales

Q. Quels sont, parmi la liste suivante, les problèmes liés à l'environnement que vous jugez les plus préoccupants dans votre pays ? (quatre réponses possibles)

MONDE
(EN %)
Base : À tous



On mesure d'une autre manière sur la Figure 6 le chemin parcouru depuis 2019. À l'époque, 14 pays citaient le changement climatique parmi les trois principaux périls environnementaux. Ils sont 24 trois ans plus tard. On assiste également à une présence plus fréquente des événements climatiques extrêmes dans ce trio de tête, en Europe notamment, preuve supplémentaire de l'impact de l'été 2022. À l'inverse, les déchets et le plastique, qui figuraient dans le trio des périls dans 29 pays sur 30 en 2019, notamment en Europe, régressent presque partout et ne sont plus cités que dans 14 pays.

La figure montre également un net clivage Nord-Sud sur cette perception des périls. Les pays occidentaux sont aujourd'hui mobilisés par la question climatique, notamment dans sa version catastrophique, puis par la question des déchets. Au Sud, le climat progresse également mais reste en concurrence avec les pollutions de l'air et de l'eau, qui demeurent préoccupantes.

Le changement climatique s'impose donc quasiment partout comme un péril majeur. Pourtant, et c'est une vraie énigme, l'inquiétude ne semble pas progresser.

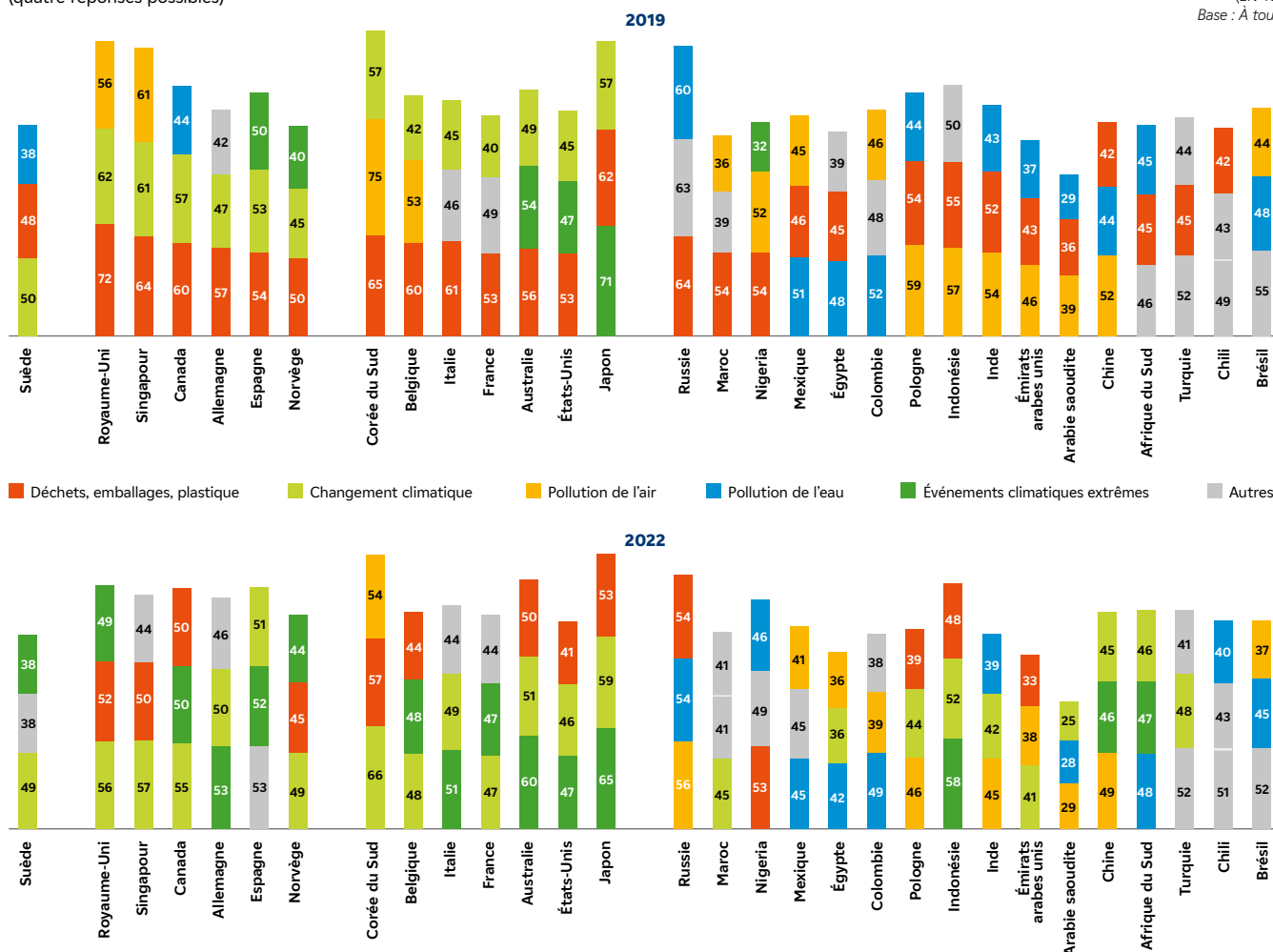


Le changement climatique s'impose donc quasiment partout comme un péril majeur. Pourtant, et c'est une vraie énigme, l'inquiétude ne semble pas progresser. »

Fig. 6. Les trois préoccupations environnementales principales dans chaque pays en 2019 et 2022

Q. Quels sont, parmi la liste suivante, les problèmes liés à l'environnement que vous jugez les plus préoccupants dans votre pays ? (quatre réponses possibles)

MONDE
(EN %)
Base : À tous



■ Pourtant, l'inquiétude des populations ne semble pas progresser

La force et la répétition des événements météorologiques un peu partout sur la planète ces dernières années ont donc installé l'enjeu environnemental dans les trois quarts des pays étudiés ici. Pour autant, si le niveau d'inquiétude à l'égard du changement climatique reste élevé (69 % déclarent la ressentir), elle tend à diminuer (- 3 points à l'échelle globale et - 6 points en France par rapport à l'année dernière). À rebours d'une éco-anxiété qui semble s'abattre sur les personnes les plus sensibles au sujet, la très grande majorité du grand public ne verse ni dans ce sentiment, ni dans le fatalisme.

En France, les 16-24 ans - que l'on désigne souvent comme la population la plus éco-anxieuse - sont moins inquiets que l'ensemble de la population (45 % vs 64 % pour l'ensemble des Français). Ils sont même plus indifférents (16 % vs 7 % pour l'ensemble). Mais il est vrai aussi, et il ne faut pas le négliger, qu'ils se disent plus fréquemment démoralisés (38 % vs 27 % pour l'ensemble).

Un autre phénomène étonnant persiste : la relativisation des conséquences. Seuls 55 % des interviewés sont persuadés que le changement climatique aura, là où ils habitent, « principalement des conséquences négatives ». Les autres pensent souvent qu'il y aura du positif et du négatif (31 %), et 10 % ne prennent pas position - très peu anticipent du positif, 4 % (Fig. 7). Bien entendu, cela n'empêche pas de penser qu'à l'échelle de la planète le phénomène est très négatif. Mais il adoucit tout de même le ressenti des populations, notamment dans les pays du Nord, que l'on découvre aussi plus climatocéptiques. Là encore, les anticipations négatives reculent depuis 2021 (- 3 points).

Fig. 7. Les conséquences anticipées du changement climatique sur le lieu de vie

Q. À votre avis, le changement climatique aura-t-il là où vous habitez ?



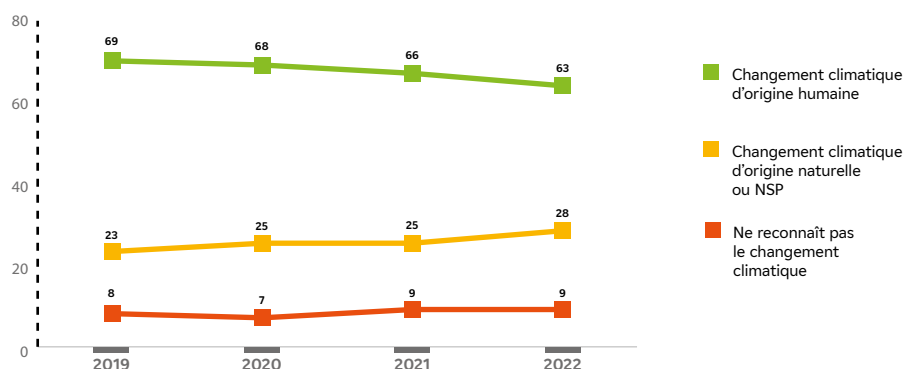
MONDE
2022
Base : À tous

NOUS N'EN AVONS PAS FINI AVEC LE CLIMATOSCEPTICISME

C'est le résultat le plus inattendu de cette vague 2022 : le climatoscepticisme continue de progresser (37 %, + 6 points en trois ans), dans quasiment tous les pays, et de façon particulièrement marquée en France cette année (37 %, + 8 points en un an), alors que la préoccupation environnementale y est particulièrement forte. Plus précisément, l'idée qui progresse le plus n'est pas la négation du changement, mais le fait qu'il est « principalement dû à un phénomène naturel comme la Terre en a toujours connu dans son histoire » (Fig. 8). On trouve donc moins de personnes qu'auparavant souscrivant au changement anthropique, c'est-à-dire causé par les humains : 63 % en 2022, contre 69 % en 2019. Bien que touchée par une brusque montée de doute, la France reste toutefois moins concernée par le climatoscepticisme que certains pays, en général des producteurs de pétrole ou de gaz : Arabie saoudite (60 %), Norvège (48 %), Russie (48 %), Émirats arabes unis (46 %), États-Unis (48 %).

Fig. 8. L'évolution du taux de climatoscepticisme

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :



MONDE
(EN %)
Base : À tous

Il semblerait donc que les populations enregistrent la survenue d'événements climatiques extrêmes sans être davantage convaincues des origines humaines du phénomène, comme si la « nature » semblait de plus en plus dérégulée et engendrait elle-même les catastrophes qui la ravagent, la cause première (l'action de l'homme) paraissant aujourd'hui trop lointaine.

On peut envisager d'autres hypothèses : le poids conjoncturel des inquiétudes économiques ou le rejet de certaines politiques climatiques qui inciterait les citoyens à en rejeter la justification scientifique. Mais aussi l'influence des stratégies de désinformation, principalement sur les réseaux sociaux, qui véhiculent des théories climatosceptiques disparues des médias traditionnels depuis plusieurs années⁴.

4. Voir dans cet ouvrage l'interview de David Chavalarias, p. 68.

MODES DE VIE : EST-CE BIEN À NOUS D'AGIR ?

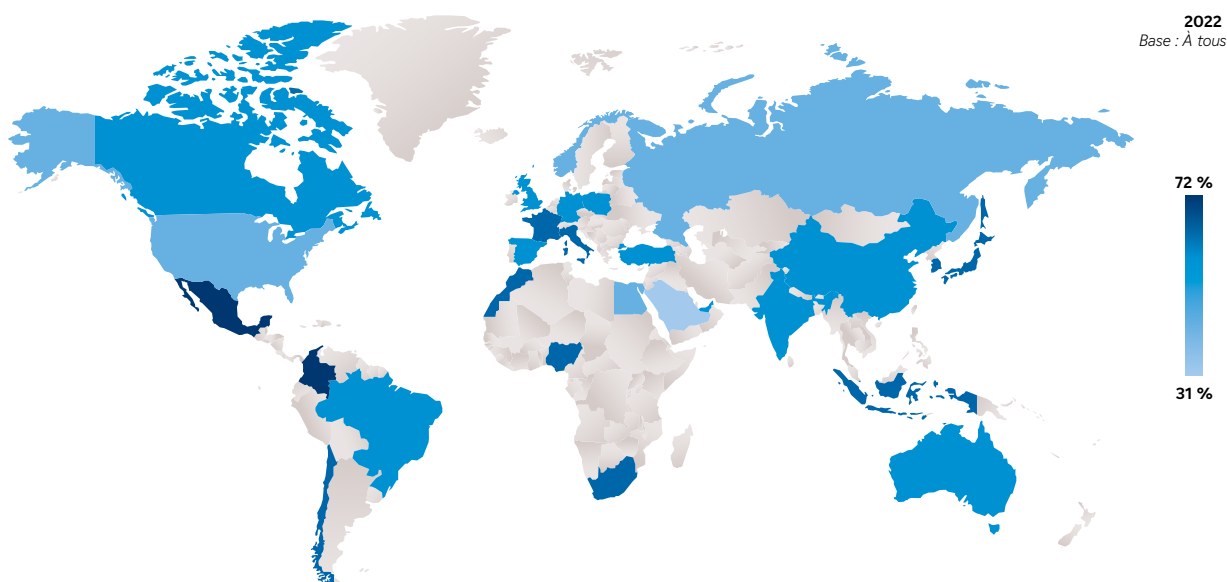
■ Les modes de vie font de la résistance

Face au changement climatique, deux options ont été proposées : changer de mode de vie ou faire confiance au progrès technique et scientifique. La première option est choisie par la majorité, mais de peu, à 50 %, tandis que 31 % font le pari de l'innovation (et 11 % pensent qu'on ne peut plus rien faire). Les évolutions depuis trois ans ne vont pas dans le sens du changement : l'option a reculé de 3 points depuis 2020, tandis que le pari technologique séduit un peu plus (+ 2 points).

Le refus d'un changement de style de vie est logiquement plus fort dans les pays où le climatoscepticisme a une audience certaine, mais ils sont rejoints par des pays en développement comme le Nigeria, l'Égypte ou l'Inde. À l'inverse, les pays d'Amérique du Sud, champions de la mobilisation climatique, sont les plus favorables au changement de vie (64 %). En Europe, les différents pays occupent tout le spectre des opinions : on ne peut pas dire que les Européens soient les champions du changement (*Fig. 9*).

Fig. 9. Équation climatique : changement de nos modes de vie ou pari technologique

Q. De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ? « C'est principalement la modification importante de nos modes de vie qui permettra de limiter le changement climatique »



■ Les gouvernements commencent à agir

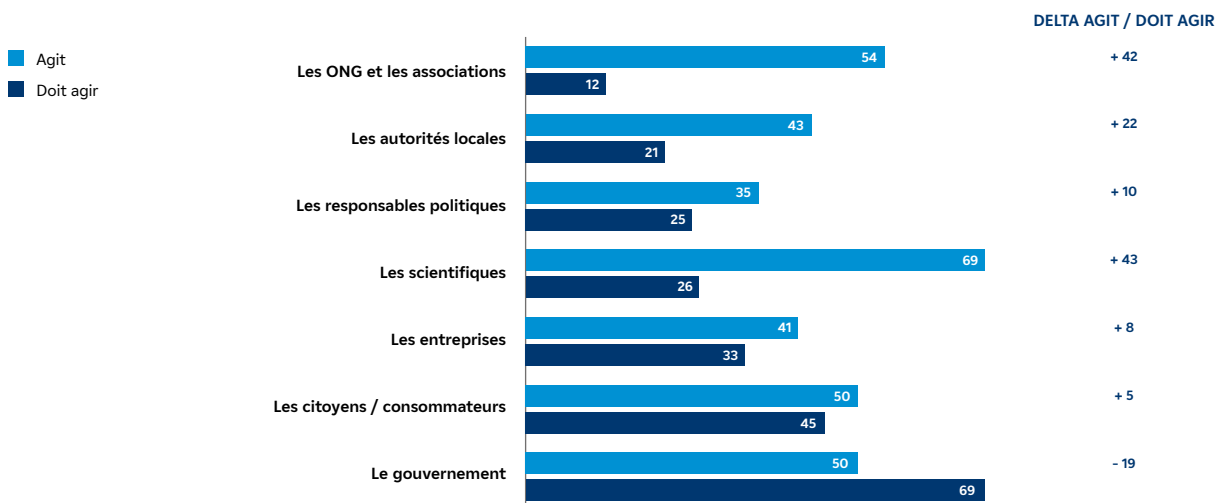
Les gouvernements semblent avoir donné davantage satisfaction à ceux qui attendaient un peu plus de volontarisme écologique. D'abord, les citoyens sont plus nombreux à penser que, dans leur pays, les pouvoirs publics donneront à l'avenir la priorité à l'environnement plutôt qu'à la croissance (32 % en 2022, contre 26 % en 2020). Ensuite, ils ont davantage le sentiment que les responsables politiques et économiques se mobilisent contre le changement climatique. C'est le cas des gouvernements (54 %, + 6 points en trois ans), mais surtout des autorités et collectivités locales (48 %, + 12 points en trois ans). C'est aussi le cas des entreprises (45 %, + 6 points en trois ans) (*Fig. 10*).

Mais ce sont bien les pouvoirs publics nationaux qui sont interpellés. Pour 68 % de la population interrogée, la question climatique reste avant tout l'affaire des gouvernements (ils estiment que c'est à eux d'agir), comme si les citoyens leur disaient : agissez, réglez, prenez des mesures. On verra plus loin toute l'ambiguïté de cette injonction à agir.

Fig. 10. Les acteurs qui doivent agir contre le changement climatique et leur mobilisation perçue

Q. Selon vous, parmi la liste suivante, quels sont ceux qui doivent agir en priorité pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ? /
 Q. Et pour chacun des mêmes acteurs, estimez-vous qu'ils agissent pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ?

MONDE
2022 (EN %)
 Base : À tous



Les populations se tournent d'autant plus vers leurs gouvernants qu'elles semblent moins enclines à agir à l'échelle individuelle : il y a un an, 45 % considéraient que c'était à eux d'agir, ils sont 42 % aujourd'hui. En France, la chute du devoir individuel est très forte en 2022 (de 61 % à 49 %), après avoir progressé régulièrement les trois années précédentes. Ce sont les ouvriers et les moins de 25 ans qui sont les moins enclins à attribuer un devoir d'agir au consommateur. Là encore, est-ce un reflet de la conjoncture ou un mouvement de fond ?

AU QUOTIDIEN, LES GESTES LES PLUS EFFICACES EN FAVEUR DU CLIMAT PROGRESSENT LENTEMENT

Les gestes pratiqués le plus systématiquement par la population interrogée sont le tri des déchets (48 %)⁵ et la préférence donnée aux fruits et légumes de saison (42 %) (Fig. 11). Viennent ensuite, mais à des niveaux moindres (moins d'un tiers des répondants), la limitation du chauffage ou de la climatisation, l'attention au suremballage des produits et le fait de privilégier les transports en commun.

En revanche, lorsqu'on aborde la question des déplacements individuels, de la consommation de viande ou des achats d'occasion, les taux dépassent rarement 25 %.

Tous ces gestes contribuent peu ou prou à lutter contre le réchauffement climatique, mais avec des effets de levier très différents. Ainsi, privilégier les fruits et légumes de saison économise du transport et de la culture sous serre, mais l'effet sur la production de gaz à effet de serre est moindre que le fait de réduire sa consommation de viande. Or cette seconde pratique est deux fois moins répandue que la première.

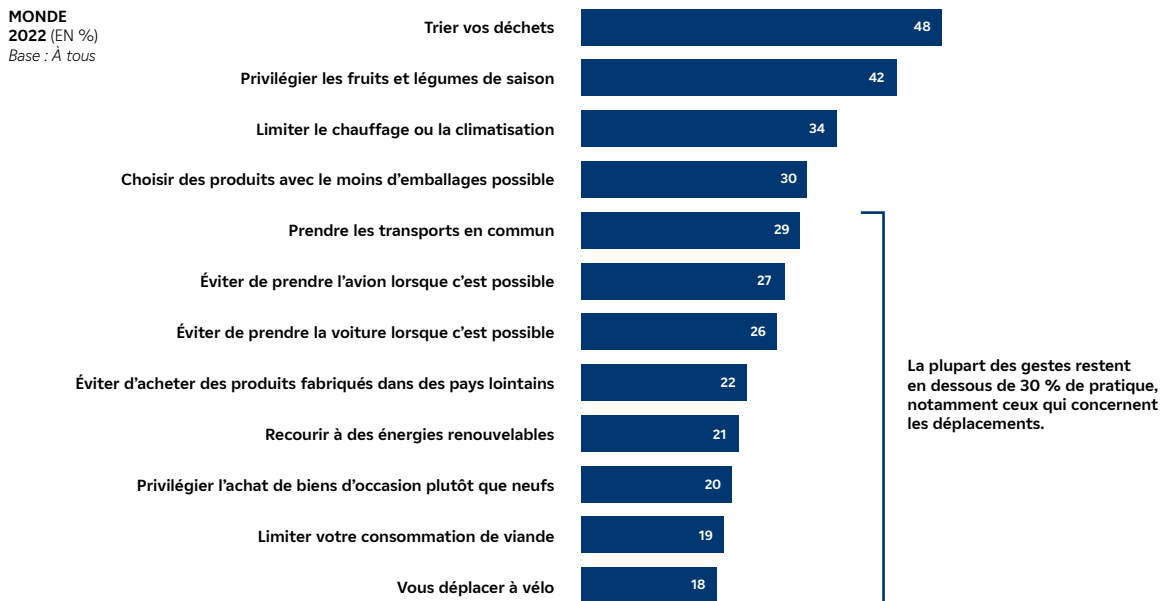
Les populations affirment pourtant que leurs comportements ont évolué. C'est sur l'utilisation des transports individuels que le phénomène est le plus marqué : ceux qui disent éviter de prendre leur voiture au moins de temps en temps sont passés de 49 % à 61 % entre 2019 et 2022, et ceux qui évitent l'avion de 41 % à 52 %. On mesure également une évolution importante sur l'utilisation des énergies renouvelables pour se chauffer : de 34 % à 44 %. Mais le déclaratif peut refléter davantage une prise de conscience que la réalité, voire une norme sociale plus forte. On a ainsi du mal à mesurer, lorsqu'on recense la fréquence d'utilisation de la voiture dans notre enquête, une réelle diminution entre 2021 et 2022...

Les consommateurs semblent plus attentifs à la provenance lointaine des produits : 57 % disent les éviter (+ 5 points vs 2019). En revanche, la consommation de viande, qui justifie des élevages très producteurs de gaz à effet de serre, ne semble pas diminuer, de l'aveu même des interviewés.

5. Le tri des déchets est une pratique très européenne : 65 % des Européens le pratiquent systématiquement, contre 49 % des Nord-Américains, et 45 % des Sud-Américains le font, contre seulement 40 % en Asie et 27 % en Afrique / Moyen-Orient.

Fig. 11. Les actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si :
« Vous le faites systématiquement ou presque »



Les plus jeunes, souvent présentés comme à la pointe du combat climatique, ne déclarent pas plus de pratiques vertueuses que l'ensemble de la population, souvent il est vrai parce que leur situation (ressources, logement) ne le permet pas.

■ Une difficulté à identifier tout ce qui nuit réellement au climat

Ce décalage entre l'urgence ressentie en faveur du climat et des gestes quotidiens finalement peu efficaces repose, en partie, sur un manque d'information sur les causes du changement climatique, alors même que les individus n'ont pas conscience d'être mal informés : 72 % des citoyens / consommateurs ont le sentiment de savoir ce qu'ils peuvent faire à leur niveau contre le changement climatique ; 25 % ont même « tout à fait » ce sentiment, notamment parmi les jeunes.

On a mentionné dans l'étude de 2020 que les émissions de CO₂, par exemple, n'étaient citées que par 62 % des répondants comme cause du changement climatique, tandis que des facteurs inexacts comme la production de chaleur ou le trou de la couche d'ozone étaient encore mentionnés par respectivement 43 % et 32 %. En 2022, on constate que, pour la très grande majorité du public, les émissions de CO₂ sont avant tout le fait de l'industrie, des centrales fossiles, de la déforestation et des transports, soit pour les trois premiers des facteurs sur lesquels les consommateurs n'ont pas de prise directe. Le chauffage, on l'a vu, apparaît en revanche comme secondaire (Fig. 12).

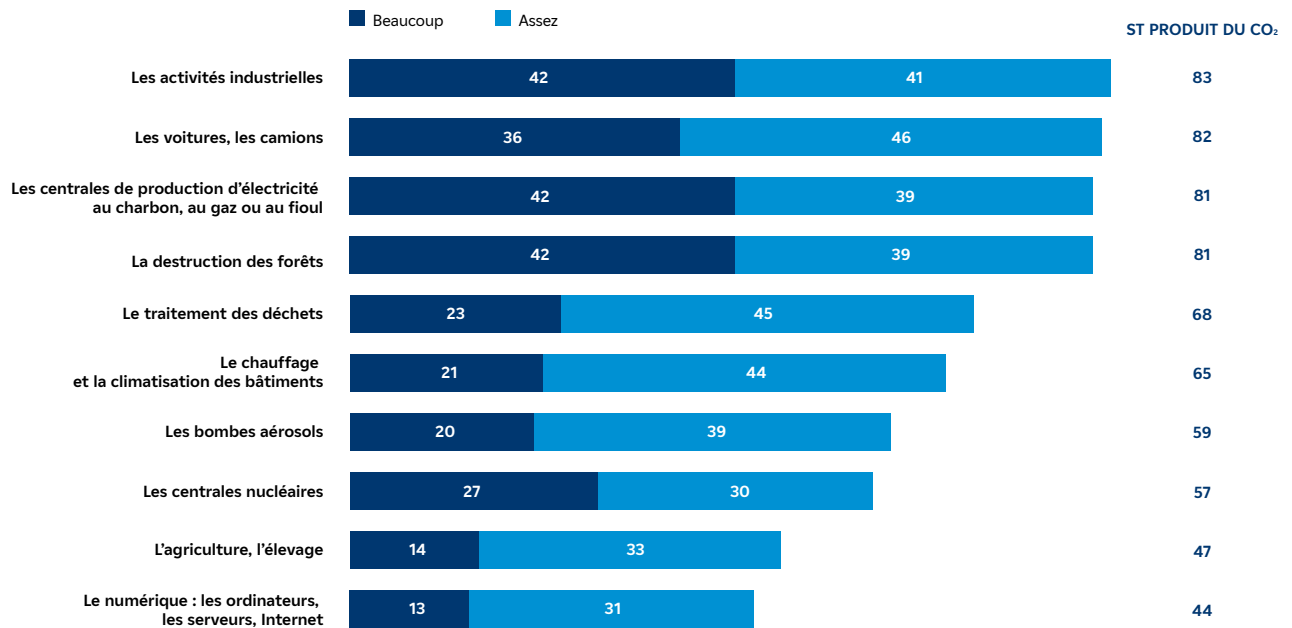
Mais il y a surtout deux secteurs qui sont très minorés : l'agriculture et le numérique, dont les émissions dépendent directement, au moins en partie, des modes de consommation. Ces deux secteurs ne semblent pas connectés à la question climatique. C'est peut-être ce qui explique que la moindre consommation de viande ou la sobriété numérique ne progressent pas, outre des facteurs culturels et sociologiques plus complexes.

« Ce décalage entre l'urgence ressentie en faveur du climat et des gestes quotidiens finalement peu efficaces repose, en partie, sur un manque d'information sur les causes du changement climatique, alors même que les individus n'ont pas conscience d'être mal informés. »

Fig. 12. L'opinion sur les secteurs émetteurs de CO₂

Q. Pour chacune des activités suivantes, dites-moi si, selon vous, elle produit beaucoup, assez, peu ou pas du tout de CO₂, le gaz à effet de serre qui provoque le changement climatique ?

MONDE
2022 (EN %)
Base : À tous



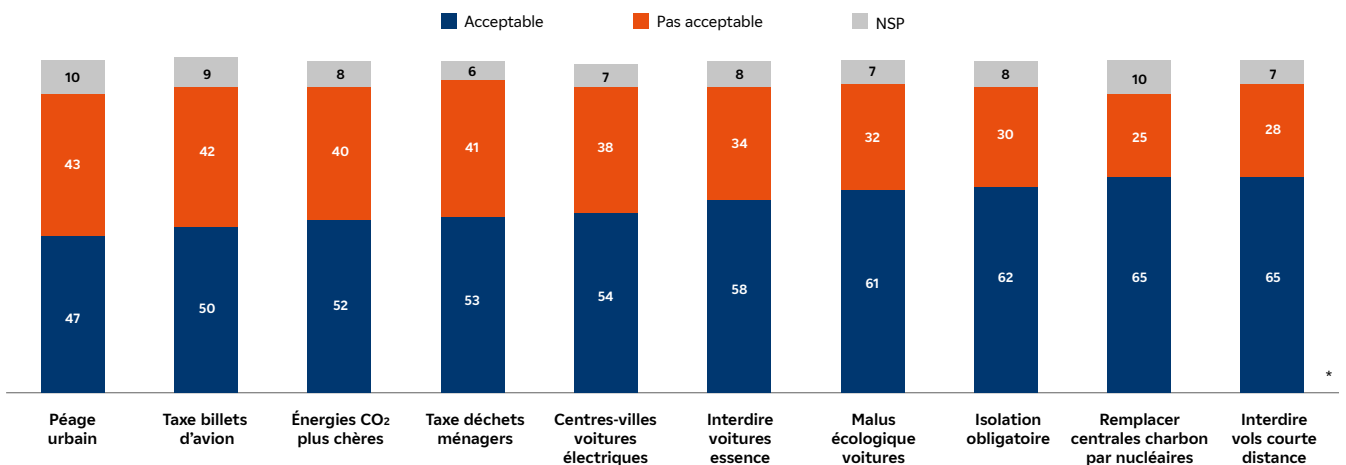
UNE TOLÉRANCE LIMITÉE AUX CONTRAINTES SUR LES MODES DE DÉPLACEMENT, NOTAMMENT DANS LES PAYS RICHES

D'un côté, les gouvernements sont appelés à agir et à légiférer. De l'autre, le niveau d'acceptabilité des mesures envisageables reste faible quand leur impact sur les citoyens est très contraignant.

Fig. 13. L'acceptabilité des mesures en faveur du climat

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît :

MONDE
2022 (EN %)
Base : À tous



* Voir question D5, Annexes, p. 237.

À l'échelle globale, les mesures ciblant les déplacements sont celles qui recueillent l'acceptabilité la plus faible, certes souvent supérieure à 50 %, mais rarement supérieure à 60 % (64 % pour le malus écologique) (Fig. 13). Autrement dit, assez loin des seuils de consensus nécessaires pour les faire adopter sans encombre par les gouvernants. Sur les sept mesures testées sans interruption depuis 2019, on ne constate pas d'évolution forte, ni favorable, ni défavorable, comme si les positions étaient figées quelle que soit la conjoncture.

De la même façon, les mesures qui ont un impact financier sont mal acceptées : l'augmentation des taxes sur les déchets ménagers ou la taxe sur les billets d'avion ne sont acceptables qu'à hauteur de respectivement 53 % et 50 %. On note aussi, et assez logiquement, que les mesures contraignantes financièrement, comme la taxe carbone, sont mieux acceptées par les personnes à hauts revenus.

Une exception toutefois : le malus écologique qui frappe les voitures polluantes est entré dans les mœurs et est accepté par 61 %. Deux autres mesures semblent bien acceptées partout : l'interdiction des vols de courte distance quand le train est une alternative (65 %) et l'obligation faite aux propriétaires d'isoler leur logement (62 %).

Mais c'est à l'échelle européenne et nord-américaine que les réticences apparaissent les plus vives. Sur l'interdiction des moteurs thermiques, par exemple, les Européens sont particulièrement peu enthousiastes (45 % vs 57 % dans le reste des pays interrogés), alors que cette mesure a été adoptée (mais le savent-ils ?). L'idée des péages urbains y est également très impopulaire (36 %), et la limitation des centres urbains aux voitures hybrides ou électriques n'est soutenue que par 45 %. Les Américains du Nord sont peu ou prou aussi peu enthousiastes que les Européens (Fig. 14).

Fig. 14. L'acceptabilité des contraintes sur la voiture individuelle

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : « **Très acceptable** » ou « **Plutôt acceptable** »

2022 Base : À tous	MONDE	USA et CANADA	EUROPE
Limiter l'accès des centres-villes aux voitures électriques ou hybrides	54 %	37 %	45 %
Rendre plus chères les énergies qui produisent du CO ₂ , comme le gaz, l'essence, etc.	51 %	47 %	39 %
Instaurer un péage urbain à l'entrée des grandes villes	47 %	37 %	36 %
Instaurer une taxe lors de l'achat d'un véhicule polluant	60 %	48 %	51 %
Interdire la vente de voitures neuves à essence ou diesel d'ici quinze ans	57 %	48 %	45 %

CONSOMMATION ET PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ : LE SPECTRE DE LA PÉNURIE ET DES PRIX ÉLEVÉS FAIT BOUGER LES LIGNES

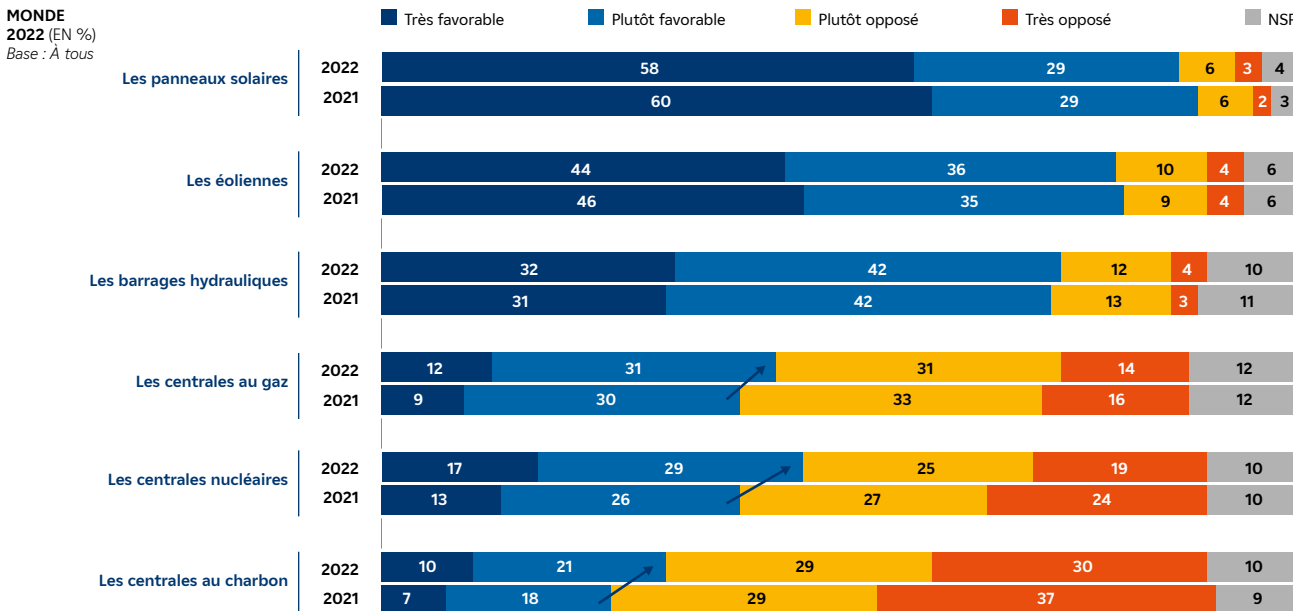
Six mois après le début de la guerre en Ukraine et dans un contexte de tension sur l'approvisionnement énergétique, la flambée des prix est très durement ressentie, et ce partout dans le monde pour les différentes sources d'énergie : 48 % des foyers déclarent être impactés par une forte hausse des prix de l'électricité (37 % en France), 51 % par la hausse des prix de l'essence (53 % en France) et 40 % par la hausse des prix du gaz (seulement 22 % en France).

Il est difficile d'affirmer que la menace de pénurie d'énergie, ressentie en Europe depuis la guerre en Ukraine, se soit étendue à tous les habitants de la planète. Et pourtant, en ce qui concerne spécifiquement la production d'électricité, toutes les sources d'énergie progressent en légitimité entre 2021 et 2022, comme si elles étaient toutes bonnes à prendre (Fig. 15). Bien entendu, la hiérarchie des énergies reste essentiellement tripolaire : les énergies renouvelables sont très largement acceptées (plus de 74 %), tandis que les centrales à charbon ne

sont soutenues que par 31 % de la population interrogée. Les centrales au gaz et nucléaires restent des sources d'énergie discutées, avec leurs partisans et leurs détracteurs faisant quasiment jeu égal.

Fig. 15. L'évolution du soutien aux différents modes de production d'électricité

Q. Pour produire l'électricité dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre pays, êtes-vous favorable ou opposé à chacun des modes de production suivants ?



Mais le soutien global augmente pour les trois énergies non renouvelables. Le gaz apparaît bien comme une énergie de transition dans tous les pays qui dépendent du charbon, mais dans ces pays, notamment ceux en développement, on trouve des supporters de cette énergie en nombre significatif.

En ce qui concerne le nucléaire, la progression est très sensible : + 7 points, et elle l'est particulièrement en Europe (+ 11 points). Faut-il imputer cette hausse au souci de la pénurie ? Et, pour le nucléaire, au fait qu'il réponde à la fois à un besoin d'indépendance énergétique et à l'enjeu climatique ? La place manque ici pour approfondir l'analyse, mais on remarquera que la progression est la plus forte dans des pays qui ont pourtant décidé d'abandonner le nucléaire : Allemagne (+ 15 points), Espagne (+ 13 points), Italie (+ 17 points), Belgique (+ 11 points). Au Japon, le soutien à l'atome progresse de 13 points (de 27 % à 39 %). Or, dans tous ces pays, la question d'un retour éventuel du nucléaire civil est réapparue dans le débat public à la suite de la guerre en Ukraine.

CONCLUSION

Les résultats de l'Obs'COP 2022 sont à l'image du monde après trois ans de crises inédites : inattendus, résilients, paradoxaux, minés par le doute et, peut-être aussi, par la désinformation. Notre enquête joue son rôle de sismographe lorsqu'elle décrit des populations constatant bien les dégâts du changement climatique, mais elle est incomparable pour décrire les perceptions qui en découlent et les stratégies que chaque individu se bricole pour « vivre avec » : nier, agir ou accepter. Pour l'instant, en tout cas, on ne peut pas dire que la planète soit en marche contre ce que les scientifiques décrivent pourtant – et c'est peut-être la première fois dans l'histoire de l'humanité – comme un péril existentiel. Les chapitres qui suivent cherchent des explications, tracent des pistes, éclairent les clivages sous-jacents à ces opinions et attitudes paradoxales ; ils cherchent modestement à aider tous ceux qui veulent convaincre et mobiliser. ■

PERCEPTIONS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE





**Perception du changement climatique :
une évolution inattendue 32**

Daniel Boy

**Le public du changement climatique,
ou les contradictions d'une avant-garde 46**

Jérémy Bouillet, Mathieu Brugidou, Jérôme Cubillé

**Quels profils d'attitudes face
au risque climatique ? 54**

Patrick Peretti-Watel

Le conflit entre croissance et environnement 62

Simon Persico

**La désinformation climatique sur les réseaux
sociaux et son impact sur les opinions 68**
Interview de David Chavalarias

**La perception du changement climatique
et les clivages partisans - Le cas des États-Unis,
du Royaume-Uni, de l'Allemagne
et de la France 74**

Jérôme Jaffré

Y a-t-il une « génération climat » mondiale ? 82

Olivier Galland

Perception du changement climatique : une évolution inattendue

■ Daniel Boy - *Cevipof (Sciences Po)*

Du premier rapport du Giec (1990) à aujourd'hui, le flux des informations relatives à l'ampleur du changement climatique, à ses causes et à ses conséquences a considérablement augmenté. À ces rapports d'experts s'ajoutent régulièrement depuis plusieurs années les alertes lancées par les diverses organisations : associations environnementales, partis écologistes, voire groupes de scientifiques. Enfin, les arguments en faveur d'une prise de conscience du public sont aujourd'hui vigoureusement relayés par de nouvelles organisations (Extinction Rebellion, Just Stop Oil...) adeptes d'actions directes dans des lieux publics, le plus souvent filmées et diffusées à la fois sur les réseaux sociaux et sur les médias de grande audience. Sous des formes diverses, ces interventions publiques recourent à une argumentation commune que l'on peut schématiser de la façon suivante : nous assistons, directement ou indirectement, aux manifestations (inondations, sécheresse, canicules) d'un désordre climatique sans équivalent dans l'histoire de notre planète, cette situation est directement causée par le développement inconsidéré de certaines activités humaines génératrices de gaz à effet de serre. Il faut donc réduire ou stopper ces activités humaines, par la conviction ou par la réglementation. Ces arguments ont-ils convaincu les publics des différentes nations au cours des dernières années ? Et quelles en ont été les éventuelles conséquences sur les comportements privés et sur l'acceptation des politiques publiques ?

COMMENT ONT ÉVOLUÉ LES CONVICTIONS ?

Comment mesurer, dans une enquête d'opinion, le degré d'acquiescement du public à ces assertions sur la nature du changement climatique ? L'argumentation peut se décliner en deux temps. En premier lieu, s'interroger sur la matérialité de ce changement : y a-t-il réellement un changement climatique ? En second lieu, pour celui qui reconnaît plus ou moins fermement cette réalité, quels mécanismes sont réputés le déterminer ? Ces désordres sont-ils les manifestations plus ou moins imprévisibles d'une nature qui, au cours des siècles précédents, a toujours fait varier les climats ? Ou bien ces désordres sont-ils directement liés aux activités humaines ? Ou encore le répondant ne fournit-il aucune réponse à ces interrogations ? Deux questions ont donc été rédigées pour distinguer ces différentes perceptions. Et, pour plus de commodité d'analyse, les réponses à ces deux questions ont été combinées pour former une seule série de réponses (*Fig. 1*).

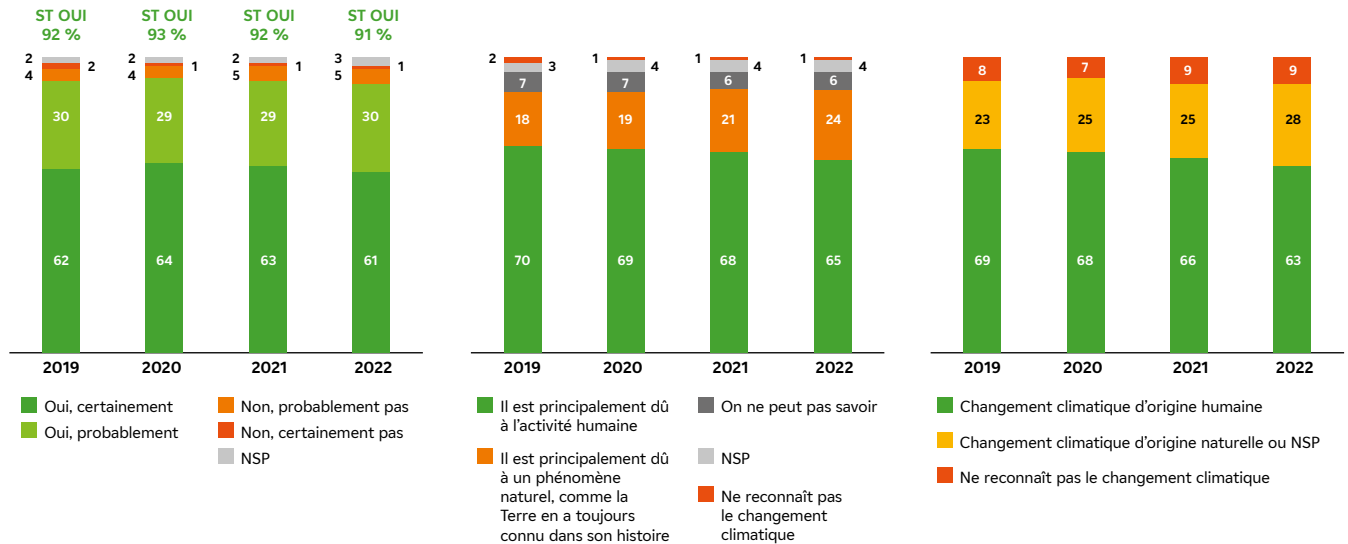
Fig. 1. L'évolution des perceptions sur l'existence et l'origine du changement climatique

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ?

Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? /
 Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

MONDE (EN %)
 Base : À tous



Le constat de la réalité d'un changement climatique est très largement majoritaire : 91 % en sommant les deux réponses proposées (« certainement » et « probablement »). Cette assertion n'a pratiquement pas varié sur la période de mesure de ces enquêtes (2019-2022), et c'est une première source d'étonnement. Deuxième observation, le pourcentage de personnes estimant que ce changement « est principalement dû à l'activité humaine » est très majoritaire (65 %) mais avec une légère tendance à la diminution sur la période : de 70 % à 65 %, résultat, là encore, inattendu. La combinaison de ces deux informations dans le dernier graphique de la Figure 1 conduit à compter au total en 2022 : 63 % de convaincus de l'existence d'un changement de nature anthropique, 28 % de tenants d'un changement d'ordre naturel (ou ne pouvant indiquer les causes du changement) et 9 % de personnes niant la réalité d'un changement (ou ne répondant pas à cette question). Au total, 37 % des répondants peuvent être qualifiés de climatosceptiques à des degrés divers.

Avant de considérer les variations de ces réponses au sein des différentes sous-catégories de notre échantillon, on a établi l'ensemble des réponses à la question distinguant trois types de réponses aux quatre vagues de l'enquête et dans chacun des 30 pays considérés (Fig. 17, p. 44).

On a résumé les enseignements de ce tableau détaillé en Figure 2. Du côté des pays les plus convaincus de l'existence d'un changement de nature anthropique on compte avec au moins deux occurrences au cours des quatre vagues de l'enquête :

- quatre pays d'Amérique latine : Chili, Colombie, Brésil, Mexique ;
- un pays d'Europe : Italie ;
- trois pays d'Asie : Corée du Sud, Turquie (trois occurrences) et Singapour (deux occurrences).

Parmi les pays les plus sceptiques, il faut distinguer ceux où l'idée d'un changement naturel est importante mais sans fort déni de l'existence d'un changement climatique. Ce sont les cas du Japon, du Maroc et de la Russie. Et les pays où le scepticisme se manifeste sous ses deux modalités (changement naturel et absence de changement) : ce sont les cas de la Norvège, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, des États-Unis et de la Chine. Restent enfin deux pays qui se caractérisent surtout par des pourcentages élevés de déni du changement climatique : l'Australie et la Suède.

Fig. 2. Le positionnement des pays par rapport aux causes du changement climatique

2019-2022

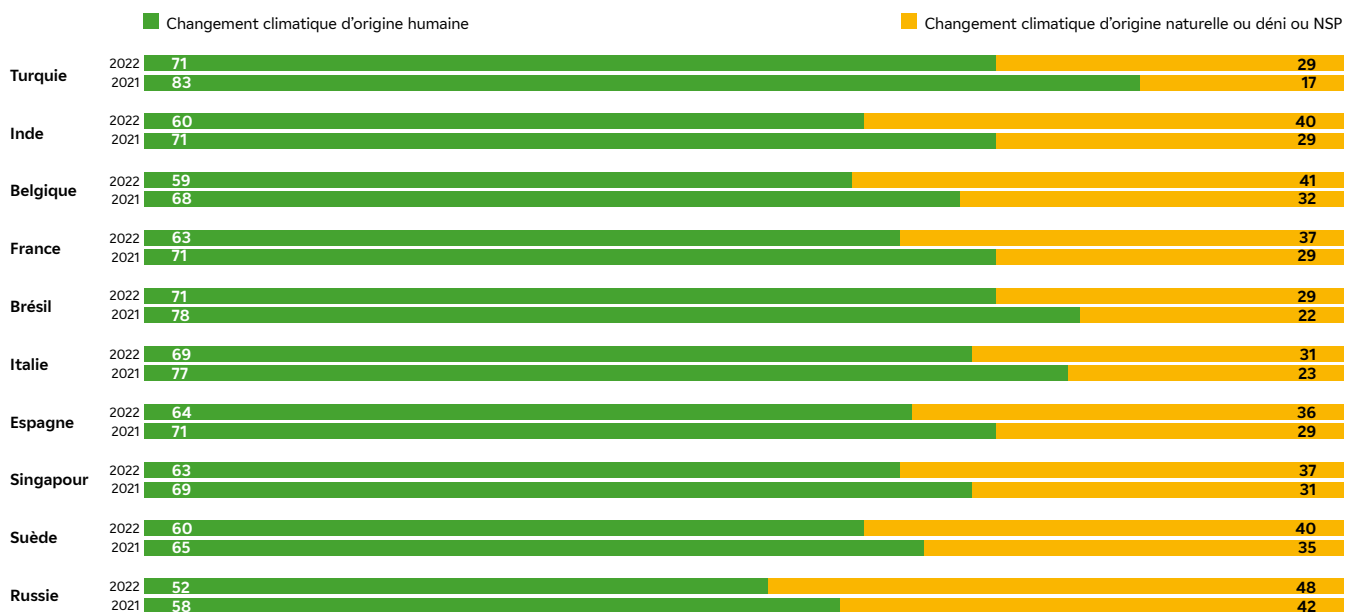
Pays les plus convaincus de l'origine humaine	Pays soutenant davantage les causes naturelles	Pays soutenant davantage les causes naturelles et le déni	Pays soutenant davantage le déni
Chili	Japon	Norvège	Australie
Colombie	Maroc	Arabie saoudite	Suède
Brésil	Russie	Émirats arabes unis	
Mexique		États-Unis	
Italie		Chine	
Corée du Sud			
Turquie			
Singapour			

Au total, l'explication de ces résultats par les critères de la géographie physique ne tient guère. Sans doute trouve-t-on au compte des pays les plus convaincus bien des pays de l'hémisphère Sud, notamment en Amérique du Sud et en Asie. Et à l'inverse on note bien parmi les sceptiques, au nord, les exemples emblématiques de la Suède et de la Norvège. Mais cette règle ne permet guère de rendre compte de pays tels que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis ou les États-Unis, pays pour lesquels on peut imaginer que les intérêts dans le développement des énergies fossiles sont des facteurs d'explication plus effectifs de leur scepticisme que leur position géographique.

On remarque enfin que si la relative stabilité de ces attitudes (avec une légère évolution dans le temps vers le scepticisme) est la règle la plus commune, certains pays se caractérisent au contraire par des évolutions plus marquées vers le scepticisme. Les évolutions entre 2021 et 2022 sont assez marquées (Fig. 3) : on note un recul moyen de 3 points des origines anthropiques sur les 30 pays, mais avec des reculs assez nets dans des pays comme la Turquie (- 12 points), l'Inde (- 11 points), la Belgique (- 9 points) et la France (- 8 points). L'Inde et la Belgique rejoignent ainsi le club des pays atteignant au moins 40 % de climatosceptiques (Suède, Russie, Australie, etc.).

Fig. 3. Les reculs les plus forts de la croyance dans l'origine humaine du changement climatique(EN %)
Base : À tous

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

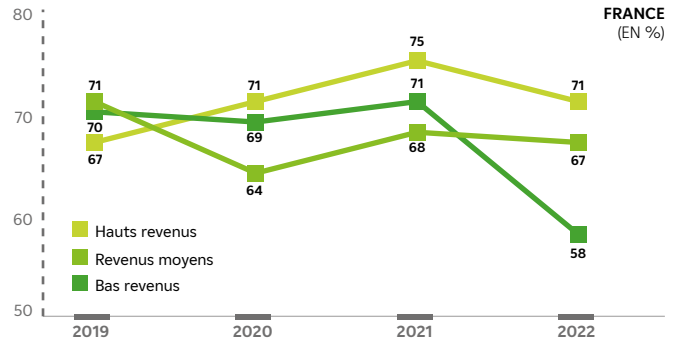


Notons enfin que la France ne se distingue pas très fortement sur ces critères puisque le pourcentage de perceptions anthropiques est seulement légèrement supérieur à la moyenne des pays (68 % contre 63 %), et le pourcentage de perceptions naturelles légèrement inférieur (24 % contre 29 %). Mais son évolution dans l'année récente est remarquable : les perceptions impliquant un désordre « naturel » passent de 20 % à 29 %. L'accumulation d'événements catastrophiques pendant le dernier été (incendies, sécheresse) peut-elle expliquer ce changement

de perception ? Il est possible en effet que l'ampleur des événements ait paradoxalement renforcé l'idée que c'est la nature elle-même qui se dérègle, et que parler d'origine humaine quand on repense à un événement aussi brutal que la sécheresse de 2022 n'est pas si évident, notamment au sein des catégories les moins dotées en capital culturel et économique. Or, ce sont ces catégories qui doutent davantage de l'origine anthropique du changement climatique cette année (Fig. 4). Cette hypothèse - non vérifiée - suggère que le lien entre les faits et les convictions est sans doute plus complexe qu'on ne l'imagine.

Fig. 4. L'origine humaine du changement climatique : évolution selon le niveau de revenus

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous : « **Changement climatique d'origine humaine** »



QUELS FACTEURS EXPLIQUENT LES CONVICTIONS ?

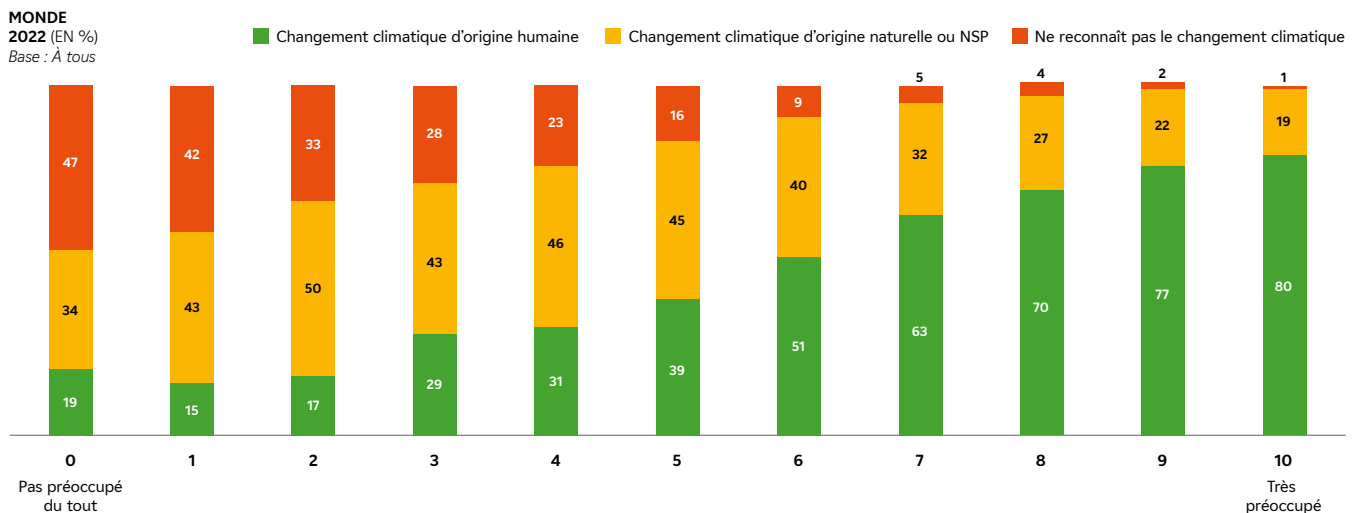
■ Le poids des idées, le poids des faits

Deux facteurs, l'un idéal, l'autre factuel, peuvent être convoqués pour expliquer les convictions relatives au changement climatique. C'est d'abord le sentiment, mesuré dans cette enquête, que le changement climatique est « préoccupant ». C'est ensuite qu'on a le sentiment, ou non, que ce changement exerce d'ores et déjà des effets dans la région de résidence du répondant, ou encore que des effets ont été objectivement recensés dans le pays considéré. Pour cette partie, on considérera uniquement les résultats de l'enquête la plus récente (2022).

Il y a une relation quasi linéaire entre le degré de préoccupation pour le changement climatique, mesuré ici par une échelle de 0 (« pas préoccupé du tout ») à 10 (« très préoccupé »), et l'opinion selon laquelle il y a bien un changement anthropique (Fig. 5).

Fig. 5. La perception du changement climatique selon le degré de préoccupation

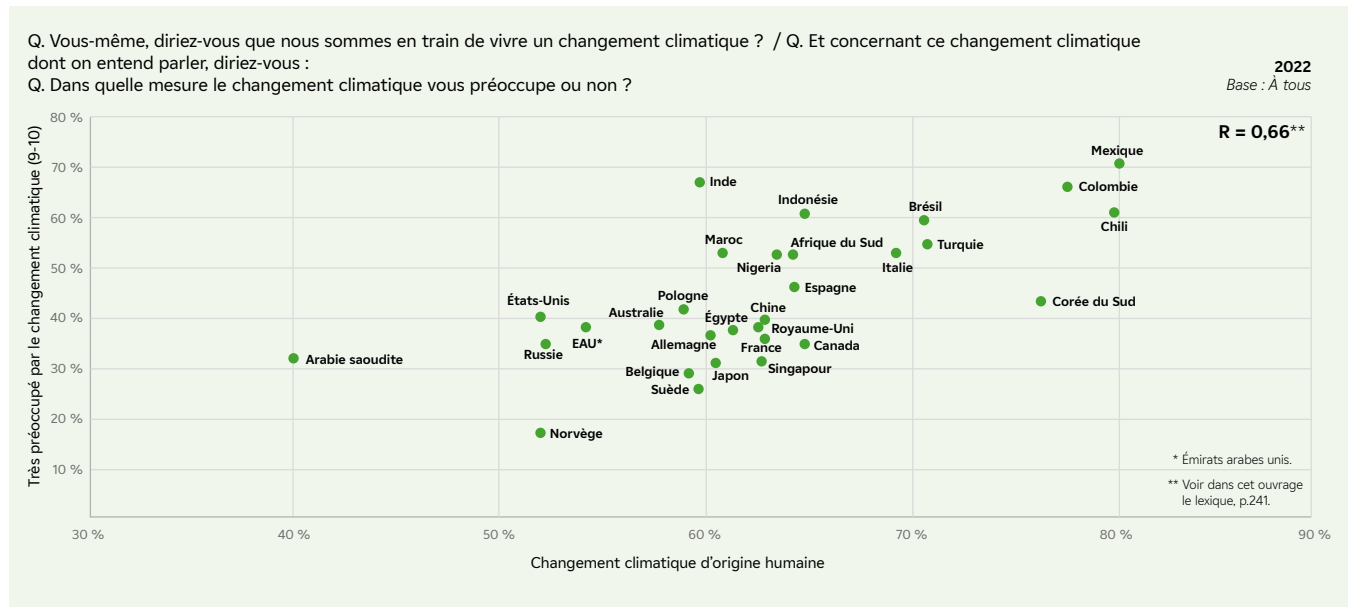
Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :
 Q. Dans quelle mesure le changement climatique vous préoccupe ou non ?



Cette même relation, présentée au niveau des individus dans la Figure 5, peut aussi être mesurée au niveau des pays en calculant pour chacun leurs pourcentages de préoccupation et de perception anthropique et en faisant figurer ces pourcentages sur un graphique (Fig. 6).

On distingue ici, pour l'année 2022, le groupe des pays les plus préoccupés et les plus convaincus de la nature anthropique du changement climatique : Mexique, Colombie, Chili, et, dans une moindre mesure, Brésil, Turquie, Italie. Et leur inverse, peu préoccupés et sceptiques, en bas et à gauche du graphique avec l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, la Norvège, la Suède. La corrélation au niveau des pays entre ces deux séries de pourcentages est très significative ($R = 0,66$), et elle confirme le lien étroit entre inquiétude et adhésion à l'explication anthropique.

Fig. 6. Corrélation entre le degré de préoccupation pour le changement climatique et la reconnaissance de son origine humaine



Un deuxième facteur d'explication, proche de la notion de préoccupation, mais probablement plus direct, est le sentiment d'avoir subi dans sa région les effets du désordre climatique, que l'on peut établir d'abord au niveau des individus, puis à celui des pays.

Au niveau des individus, la Figure 7 fait apparaître une relation régulière entre le sentiment d'avoir subi, dans sa région, les conséquences du désordre climatique et une perception anthropique du changement climatique, de 77 % pour la réponse « Oui, tout à fait » à 24 % pour la réponse « Non, pas du tout ».

Fig. 7. La perception du changement climatique selon la constatation de ses effets

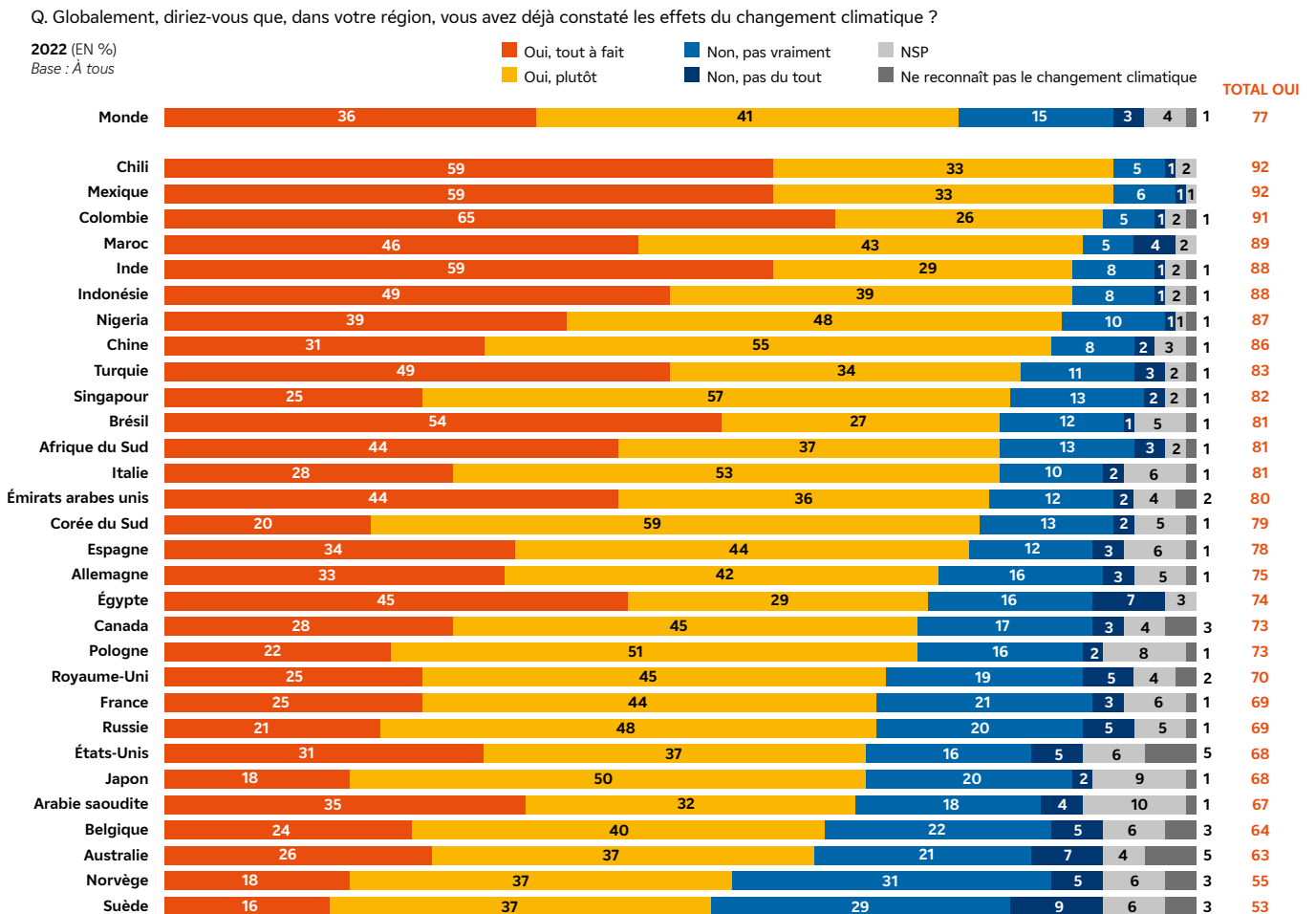
Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :
Q. Globalement, diriez-vous que, dans votre région, vous avez déjà constaté les effets du changement climatique ?

MONDE 2022 Base : À tous	Changement climatique d'origine humaine	Changement climatique d'origine naturelle ou NSP	Ne reconnaît pas le changement climatique	Total
A déjà constaté les effets du changement climatique :				
Oui, tout à fait	77 %	22 %	1 %	100 %
Oui, plutôt	67 %	30 %	3 %	100 %
Non, pas vraiment	42 %	38 %	20 %	100 %
Non, pas du tout	24 %	35 %	41 %	100 %
Vous ne savez pas	27 %	33 %	40 %	100 %

Le Mexique, la Colombie et le Chili sont les pays les plus préoccupés et les plus convaincus de la nature anthropique du changement climatique. »

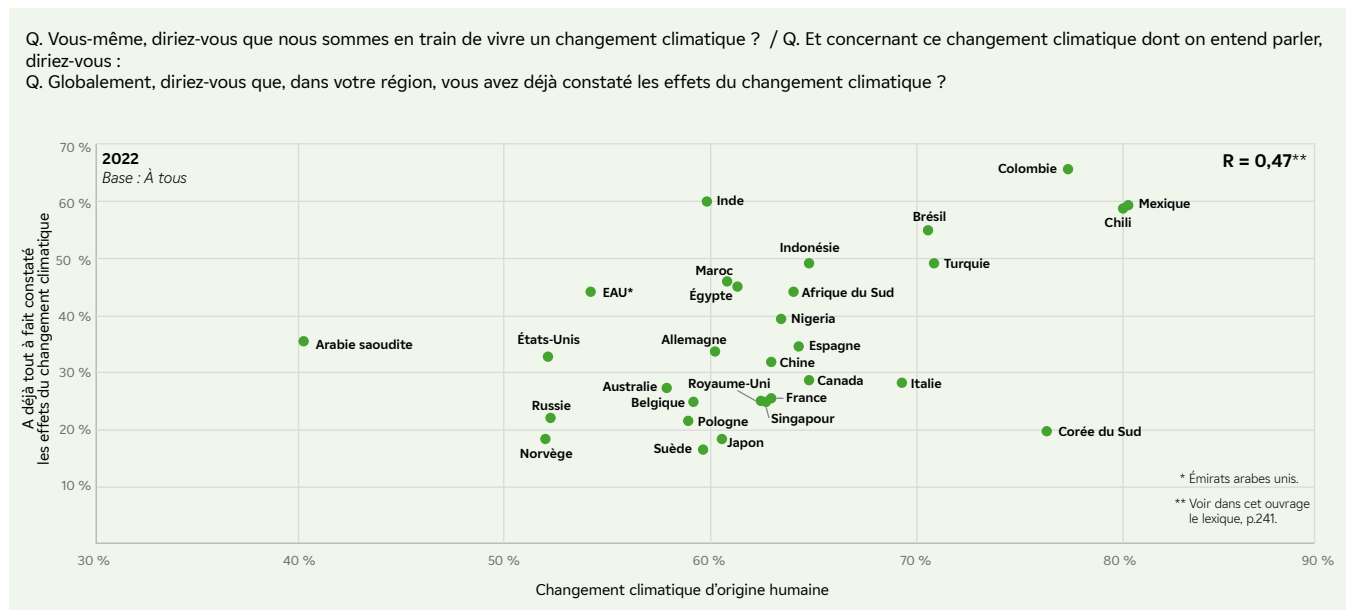
Dans la Figure 8, qui détaille les mêmes réponses par pays, on retrouve, sans surprise, des pays que nous avons identifiés comme très préoccupés par le changement climatique et, de ce fait, convaincus d'une explication anthropique : Chili (92 %), Mexique (92 %), Colombie (91 %). On note aussi le plus faible ressenti des effets du changement climatique dans certains pays définis ici comme sceptiques, tels que l'Australie (63 %) et les États-Unis (68 %).

Fig. 8. Les effets constatés du changement climatique dans sa région



Dans la Figure 9, qui met en relation la perception des effets du changement climatique avec une conception anthropique du changement climatique au niveau des pays, on retrouve une disposition proche de la Figure 6 (avec un niveau de corrélation plus faible : 0,47).

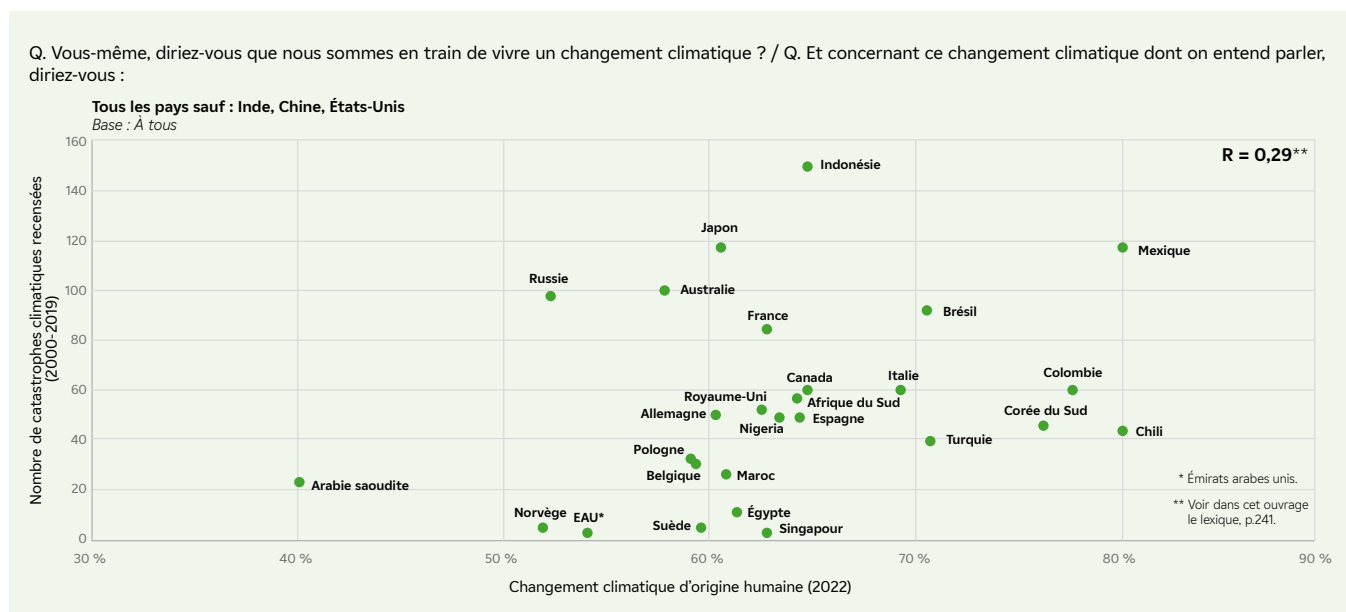
Fig. 9. Corrélation entre le degré de constatation des effets du changement climatique et la reconnaissance de son origine humaine



Ces résultats suggèrent, en toute logique, que l'expérience sensible des effets du changement climatique constitue bien un levier de conscientisation, et une telle relation indique évidemment qu'à l'avenir, sous l'effet fort probable d'une accélération des désordres climatiques, cette conscientisation devrait progresser. Mais ce n'est pas ce que nous observons aujourd'hui dans cette enquête pour la période 2019-2022.

Pour vérifier les résultats obtenus avec la question subjective « Globalement, diriez-vous que, dans votre région, vous avez déjà constaté les effets du changement climatique ? », on a effectué le même type de recherche en utilisant non plus une réponse, par définition subjective, mais un indicateur objectif : un comptage des catastrophes climatiques pour la période 2000-2019 (inondations, tempêtes, sécheresse, températures extrêmes, feux) ajouté aux données de cette enquête¹. La Figure 10 a été construite à partir de ces données.

Fig. 10. Corrélation entre la reconnaissance de l'origine humaine du changement climatique et le nombre de catastrophes climatiques recensées par pays



1. BLIND-KEMPINSKI Françoise et MOTTE-MOITROUX Louise. « Les catastrophes climatiques dans le monde en cartes », *Les Echos Planète*. En ligne : <<https://planete.lesechos.fr/enquetes/les-catastrophes-climatiques-dans-le-monde-en-cartes-8070/>>

Le résultat obtenu est moins probant que le précédent avec un coefficient de corrélation un peu plus faible (0,29), cette relation n'étant d'ailleurs obtenue qu'en excluant du graphique trois points très excentrés représentant la Chine, l'Inde et les États-Unis. Le fait qu'un élément objectif (le nombre de catastrophes recensées) soit au total un peu moins déterminant des perceptions du changement climatique qu'une donnée subjective (les réponses obtenues dans l'enquête) incite à penser que des éléments cognitifs ne produisent des effets sensibles sur les perceptions qu'à travers un cadre d'interprétation préétabli, c'est-à-dire en pratique avec un prisme idéologique. En d'autres termes, les faits établis (l'annonce de nouvelles catastrophes environnementales) sont réinterprétés à travers des systèmes de pensée et, d'une certaine façon, ne convainquent que les convaincus. Le fait que les États-Unis et la Chine, tous deux très sceptiques sur la question d'une causalité anthropique, ne répondent pas à la logique d'ensemble de la relation confirme cette interprétation.

On pourrait pousser plus loin l'hypothèse et retourner le lien de causalité entre opinions et constats, les premières pouvant déterminer les seconds. Il est tout à fait possible que les convictions des individus sur les origines du changement climatique se construisent avant tout sur le crédit qu'ils accordent à la parole scientifique, sur leurs opinions politiques, leur environnement social, etc. Dans ce cas, les catastrophes climatiques ne font que confirmer des convictions préétablies en faveur des origines anthropiques. Mais lorsque les individus ne croient pas à cette explication, ils peuvent opposer une résistance ou une forme de déni face à ces mêmes événements, niant leur importance, voire leur existence même. C'est ce que montre la Figure 11 calculée sur la France : on y voit bien que les personnes niant les origines anthropiques sont parfois deux fois moins nombreuses à avoir constaté ces dernières années la sécheresse, les fortes chaleurs, le manque d'eau. Or, si l'on ne prend que la sécheresse et les fortes chaleurs, tout le territoire français a été également touché en juillet et août derniers : il est pratiquement impossible que les climatosceptiques n'y aient pas été confrontés.

Fig. 11. La constatation des événements climatiques selon la perception du changement climatique

FRANCE
 2022
 Base : À tous

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

Q. Globalement, diriez-vous que, dans votre région, vous avez déjà constaté les effets du changement climatique ?

Q. Là où vous habitez, avez-vous subi ces dernières années les conséquences de désordres climatiques parmi la liste suivante ? (plusieurs réponses possibles)

	Changement climatique d'origine humaine	Changement climatique d'origine naturelle ou déni
A déjà constaté les effets du changement climatique dans sa région		
Oui	80 %	60 %
Non	17 %	31 %
NSP	3 %	9 %
A subi ces dernières années les conséquences de désordres climatiques parmi la liste suivante :		
Tempêtes, vents forts, cyclones, etc.	22 %	12 %
Fortes chaleurs, hausse des températures, canicules	66 %	35 %
Inondations, montée des eaux	18 %	9 %
Assèchement de cours d'eau, de lacs, etc.	44 %	19 %
Dérèglement des saisons	41 %	16 %
Sécheresse	52 %	27 %

Cette hypothèse légitime que l'on se penche sur les mécanismes de formation des opinions climatiques, sur la base des variables sociologiques et idéologiques.

■ Le poids des caractéristiques sociodémographiques et idéologiques

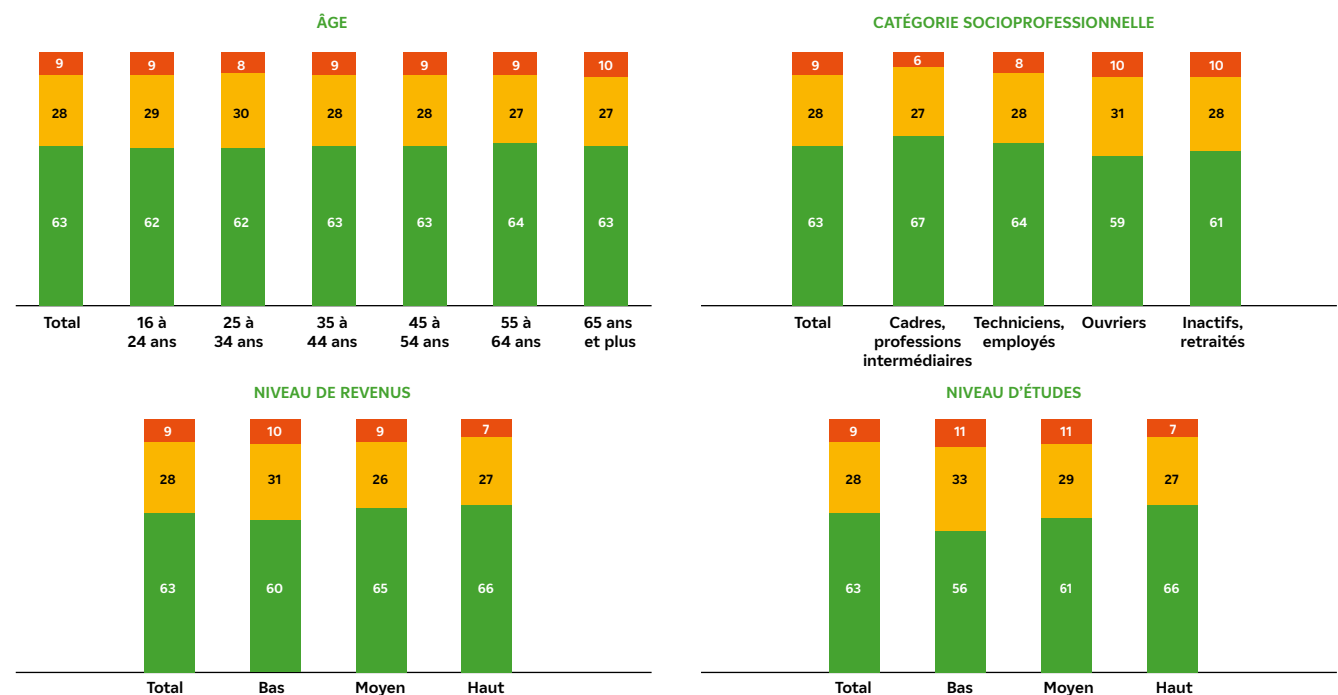
Contrairement à une idée souvent présente dans les médias de grande diffusion, ni le genre ni l'âge n'induisent de différences marquées quant aux perceptions du changement climatique, tel qu'il est mesuré ici. Pour ce qui est du genre, tout d'abord, les écarts de perception entre hommes et femmes sur l'ensemble des enquêtes (2019-2022) quant à la réponse « origine humaine » ne dépassent pas 1 point de pourcentage. L'analyse de ces différences par pays ne fait pas apparaître de régularités significatives. Pour ce qui est de l'âge, là aussi les différences sont modestes². La catégorie socioprofessionnelle, les revenus et le niveau d'études engendrent en revanche certaines différences de perception (Fig. 12).

Fig. 12. La perception du changement climatique selon l'âge, la catégorie socioprofessionnelle, le niveau des revenus et le niveau d'études

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

MONDE
2022 (EN %)
Base : À tous

■ Changement climatique d'origine humaine ■ Changement climatique d'origine naturelle ou NSP ■ Ne reconnaît pas le changement climatique



Pour les trois facteurs explicatifs considérés ici, les amplitudes de variation sont à peu près de même ampleur avec un léger avantage pour le niveau d'études. Au total, les catégories sociales privilégiées, les personnes dotées des revenus les plus hauts et, plus encore, les répondants détenteurs de diplômes plus élevés privilégient une perception anthropique du changement climatique.

Ces règles s'appliquent sans guère d'exceptions dans tous les pays pris en compte dans cette enquête, mais, dans l'ensemble, c'est bien le niveau d'études qui induit les différences les plus marquées.

Dans le cas particulier de la France, l'examen plus détaillé des catégories de niveau d'études montre que la perception anthropique du changement climatique n'est partagée que par 50 % des personnes de niveau d'études primaire contre 74 % pour le niveau universitaire (bac + 3 et plus).

Dans quelle mesure les perceptions du changement climatique sont-elles liées aux positionnements idéologiques ? La difficulté que l'on rencontre ici est de disposer d'indicateurs idéologiques communs aux 30 pays examinés dans cette enquête. La classique variable de positionnement idéologique, mesurée par une échelle gauche-droite, montre qu'il y a bien une relation significative entre un positionnement « à gauche » et une perception anthropique du changement climatique, et un positionnement « à droite » plus fréquemment lié à une réponse « changement naturel » ou « pas de changement »³.

2. Sur les effets de l'âge, voir dans cet ouvrage le chapitre d'Olivier Galland « Y a-t-il une "génération climat" mondiale ? », p. 82.

3. Voir dans cet ouvrage le chapitre de Jérôme Jaffré « La perception du changement climatique et les clivages partisans », p. 74.

Faute de pouvoir utiliser une mesure comprenant les termes « gauche » et « droite », dont la valeur universelle n'est pas attestée, d'autres indicateurs, à vocation plus commune, ont été testés. L'enquête comprend en effet cette année une série de questions d'attitudes sociales qui peuvent jouer le rôle de substitut à une dimension gauche-droite. Parmi celles-ci, nous avons sélectionné les réponses à une question indicatrice d'une attitude plus ou moins égalitariste, formulée dans les termes suivants : « Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres. » La Figure 13 indique dans quelle mesure l'accord avec cette assertion est statistiquement lié aux différentes perceptions du changement climatique.

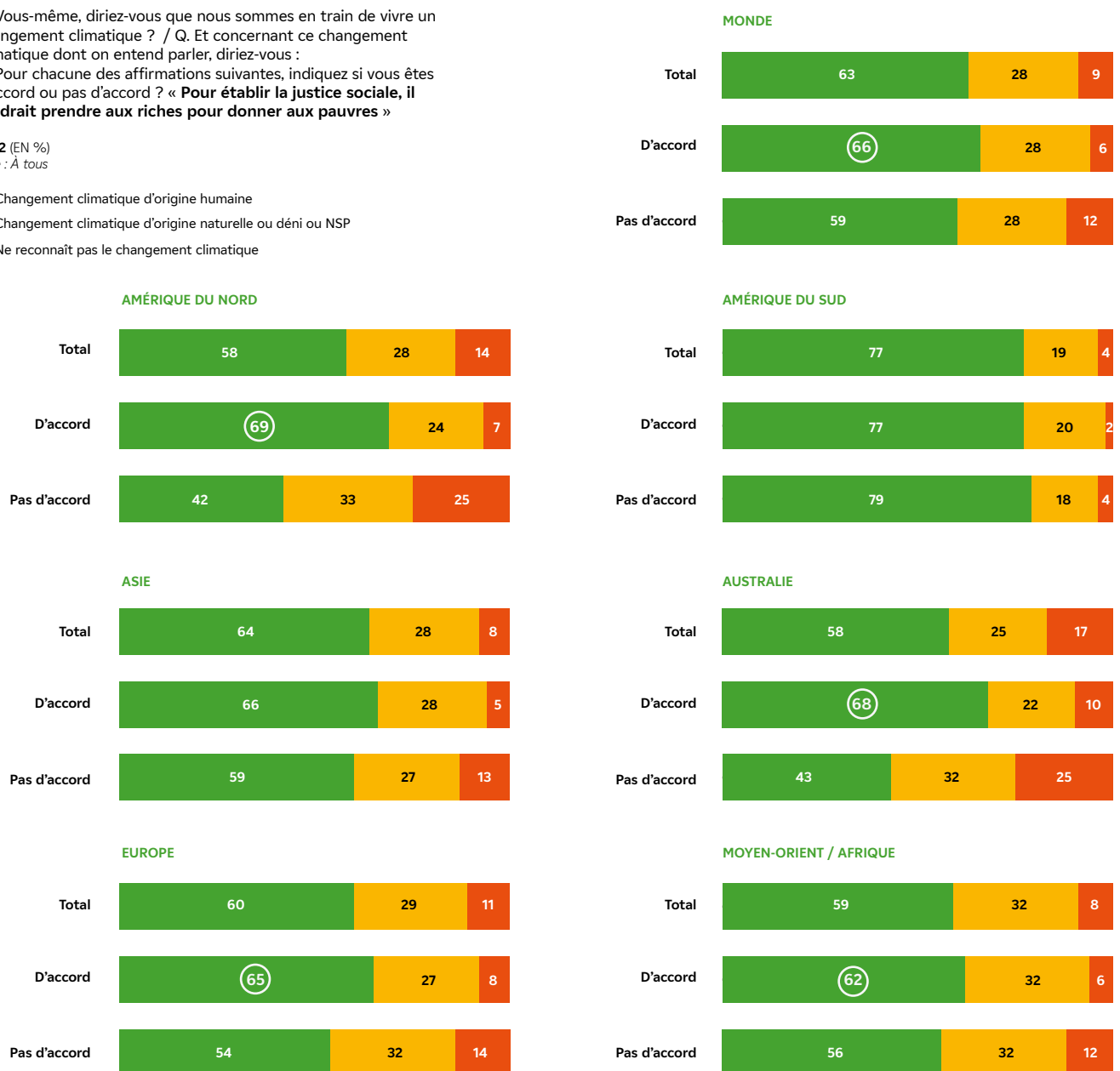
Au total, à l'exception des pays d'Amérique du Sud, on constate en effet qu'une attitude plus égalitaire (« Il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ») s'accompagne plus fréquemment d'une perception anthropique du changement climatique.

Fig. 13. La perception du changement climatique en fonction de l'opinion sur la justice sociale

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :
 Q. Pour chacune des affirmations suivantes, indiquez si vous êtes d'accord ou pas d'accord ? « **Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres** »

2022 (EN %)
 Base : À tous

- Changement climatique d'origine humaine
- Changement climatique d'origine naturelle ou déni ou NSP
- Ne reconnaît pas le changement climatique



En bonne logique, penser que le changement climatique est le produit des activités humaines devrait davantage inciter à des actions destinées à infléchir les conduites humaines, alors qu'une conception naturaliste du changement climatique tendrait à une certaine passivité dans l'attente que les désordres de la nature cessent d'eux-mêmes. C'est à la vérification de ce chemin logique qu'est consacrée cette dernière partie.

QUELLES CONSÉQUENCES EMPORTENT LES CONVICTIONS ?

■ Des solutions globales

Avant d'en venir aux actions individuelles, on peut opposer ici deux conceptions globales des politiques d'atténuation : celle qui accorde sa confiance aux progrès techniques et celle qui estime indispensable une inflexion majeure des modes de vie (Fig. 14).

Fig. 14. Les solutions au changement climatique selon la perception de celui-ci

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

Q. De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?

MONDE 2022 Base : À tous	C'est principalement le progrès technique et les innovations scientifiques qui nous permettront de trouver des solutions contre le changement climatique	C'est principalement la modification importante de nos modes de vie qui permettra de limiter le changement climatique	Il n'y a rien à faire, on ne pourra plus limiter le changement climatique	NSP	Total
Total	31 %	51 %	11 %	7 %	100 %
Origine humaine	29 %	60 %	8 %	3 %	100 %
Origine naturelle (ou NSP)	36 %	36 %	17 %	10 %	100 %
Ne reconnaît pas le changement climatique	28 %	23 %	20 %	30 %	100 %

Un peu moins du tiers des personnes interrogées (31 %) pensent que « le progrès technique... » permettra de trouver des solutions au changement climatique, tandis qu'une moitié environ (51 %) estime au contraire nécessaire une « modification importante de nos modes de vie ». Ces conceptions diffèrent selon les causes attribuées au changement climatique : parmi les tenants de l'explication anthropique, la nécessité d'une modification des modes de vie atteint 60 %, contre seulement 36 % pour ceux que l'explication naturaliste convainc.

■ Des solutions individuelles

Agir soi-même pour contribuer à la lutte contre le changement climatique est une option présentée dans cette enquête en proposant un répertoire d'actions vertueuses (Annexes, Figure D3, p. 234). La question est la suivante : « Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si : Vous le faites systématiquement ou presque, Vous le faites de temps en temps, Vous ne le faites pas encore mais vous envisagez de le faire, Vous ne souhaitez pas ou ne pouvez pas le faire, Non concerné - Vous ne savez pas. »

Pour simplifier la présentation des résultats, un indice d'actions individuelles a été construit en considérant pour chaque individu le nombre d'actions qu'il déclare faire « systématiquement ou presque » ou « de temps en temps ». Pour plus de lisibilité, cet indice, qui s'étend originellement de 0 à 12, a été regroupé en quatre catégories. Ces actions sont mises en relation avec les perceptions du changement climatique (Fig. 15).

Fig. 15. Le nombre d'actions individuelles en faveur du climat effectuées en fonction de la perception du changement climatique

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si : « **Vous le faites systématiquement ou presque** » ou « **Vous le faites de temps en temps** »

MONDE 2022 Base : À tous	0 à 4 actions individuelles	5 à 7 actions individuelles	8 à 9 actions individuelles	10 et + actions individuelles	Total
Total	21 %	28 %	23 %	28 %	100 %
Origine humaine	14 %	28 %	26 %	32 %	100 %
Origine naturelle (ou ne sait pas)	24 %	31 %	21 %	24 %	100 %
Ne reconnaît pas le changement climatique	60 %	22 %	10 %	7 %	100 %

Percevoir le changement climatique comme d'origine anthropique conduit à effectuer plus d'actions individuelles contribuant à la lutte contre le changement climatique : 58 % de ceux qui partagent cette opinion déclarent effectuer au moins huit des 12 actions proposées, contre 45 % pour les tenants de l'explication naturelle et 17 % chez ceux qui ne perçoivent pas de changement climatique. Toutefois, les écarts constatés sont d'assez faible amplitude : au total, parmi les tenants de l'explication anthropique, un tiers environ (32 %) effectuent 10 actions au moins, contre un quart (24 %) parmi ceux qui privilégient la thèse d'un désordre naturel.

■ Politiques publiques

Un deuxième mode d'action individuelle pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre consiste à donner son accord à des politiques publiques destinées à agir dans ce sens. C'est ce que teste la question suivante, qui soumet à l'approbation des personnes interrogées 16 mesures de politique : « Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : Très acceptable, Plutôt acceptable, Plutôt pas acceptable, Pas acceptable du tout, Vous ne savez pas. »

Comme dans le cas précédent, un indice d'approbation a été construit en comptabilisant le nombre de mentions « Très acceptable » puis en regroupant ce comptage en quatre catégories (Fig. 16).

Fig. 16. L'acceptabilité des mesures en faveur du climat en fonction de la perception du changement climatique

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : « **Très acceptable** »

MONDE 2022 Base : À tous	0 à 5 mesures	6 à 8 mesures	9 à 11 mesures	12 et + mesures	Total
Total	23 %	23 %	25 %	29 %	100 %
Origine humaine	15 %	23 %	29 %	33 %	100 %
Origine naturelle (ou NSP)	29 %	25 %	21 %	26 %	100 %
Ne reconnaît pas le changement climatique	63 %	19 %	10 %	8 %	100 %

Là aussi, il apparaît que la conviction que le changement climatique est d'origine anthropique s'accompagne d'une propension plus marquée à soutenir les politiques publiques d'atténuation. Mais, comme dans le cas des actions individuelles (Fig. 15), les écarts sont assez modestes : 33 % des tenants de la thèse anthropique approuvent au moins 12 des mesures de politiques publiques proposées, contre 26 % pour ceux qui soutiennent la thèse naturelle (Fig. 16).

CONCLUSION

L'ensemble des questions que nous avons examinées ici constitue une sorte de schéma logique, dont les éléments sont les suivants : la préoccupation pour le changement climatique, le sentiment qu'il occasionne des dégâts dans la région de résidence entraînent la conviction que ces changements sont causés par les activités humaines et ont pour conséquences logiques l'engagement personnel pour des actions de réduction de son empreinte écologique, le souhait que des politiques publiques d'atténuation se développent, et des mobilisations destinées à pousser à l'action les pouvoirs publics. Mais il faut retenir que les corrélations observées ici entre perception du changement climatique et engagements individuels ou approbation de politiques publiques ne sont pas d'une ampleur considérable. C'est peut-être cette règle qui fait que la « boucle vertueuse » dont nous faisons l'hypothèse n'a pas produit jusqu'ici, selon les données de cette enquête, le résultat attendu, c'est-à-dire une progression sensible des convictions que les changements auxquels nous assistons sont bien d'origine humaine. Au contraire, dans la période examinée (2019-2022), c'est à l'inverse la conception opposée, celle d'un désordre de la nature qui progresse légèrement. Se peut-il que l'aspect particulièrement spectaculaire des événements climatiques survenus ces derniers mois ait produit dans le public un effet de sidération, une conviction émotionnelle que désormais « la nature est devenue folle » ? Ou alors l'extrême gravité de la conjoncture économique (pénuries, inflation) est-elle l'élément qui perturbe les logiques de conviction qui ont été décrites ici ? Ou bien encore la montée du climatoscepticisme résulte-t-elle de dynamiques idéologiques et politiques plus influentes que les événements climatiques ? Il n'y a pas aujourd'hui de réponse claire à cette question. ■

Fig. 17. L'évolution de la perception du changement climatique par pays

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

Note : Pour chacune des trois réponses (origine humaine, origine naturelle, déni), nous avons surligné en orange les 10 pourcentages les plus élevés par année. Cette méthode permet de repérer les pays les plus clairement et constamment orientés dans leur type de réponse.

Base : À tous									
		Origine humaine	Origine naturelle (ou NSP)	Ne reconnaît pas le changement climatique			Origine humaine	Origine naturelle (ou NSP)	Ne reconnaît pas le changement climatique
Australie	2022	58 %	25 %	17 %	Colombie	2022	78 %	19 %	3 %
	2021	58 %	24 %	17 %		2021	76 %	19 %	5 %
	2020	57 %	27 %	16 %		2020	83 %	13 %	3 %
	2019	55 %	29 %	16 %		2019	90 %	8 %	2 %
Belgique	2022	59 %	26 %	14 %	Égypte	2022	61 %	34 %	5 %
	2021	68 %	22 %	11 %		2021	62 %	32 %	6 %
	2020	69 %	24 %	7 %		2020	68 %	28 %	5 %
	2019	64 %	25 %	11 %		2019	67 %	27 %	6 %
Brésil	2022	71 %	24 %	6 %	France	2022	63 %	29 %	8 %
	2021	78 %	18 %	4 %		2021	71 %	20 %	9 %
	2020	76 %	19 %	6 %		2020	68 %	26 %	7 %
	2019	78 %	17 %	6 %		2019	70 %	22 %	8 %
Canada	2022	65 %	24 %	11 %	Allemagne	2022	60 %	30 %	9 %
	2021	69 %	23 %	8 %		2021	63 %	28 %	9 %
	2020	66 %	25 %	9 %		2020	64 %	29 %	7 %
	2019	64 %	26 %	10 %		2019	63 %	29 %	8 %
Chili	2022	80 %	17 %	3 %	Inde	2022	60 %	35 %	5 %
	2021	80 %	17 %	2 %		2021	71 %	25 %	4 %
	2020	80 %	15 %	5 %		2020	72 %	24 %	4 %
	2019	82 %	13 %	4 %		2019	75 %	20 %	5 %
Chine	2022	63 %	28 %	9 %	Indonésie	2022	65 %	33 %	2 %
	2021	59 %	27 %	15 %		2021	67 %	30 %	4 %
	2020	60 %	34 %	7 %		2020	71 %	26 %	3 %
	2019	60 %	25 %	15 %		2019	78 %	20 %	2 %

		Origine humaine	Origine naturelle (ou NSP)	Ne reconnaît pas le changement climatique			Origine humaine	Origine naturelle (ou NSP)	Ne reconnaît pas le changement climatique
Italie	2022	69 %	24 %	7 %	Singapour	2022	63 %	28 %	10 %
	2021	77 %	19 %	5 %		2021	69 %	22 %	9 %
	2020	75 %	20 %	5 %		2020	73 %	21 %	6 %
	2019	79 %	17 %	5 %		2019	73 %	19 %	8 %
Japon	2022	61 %	30 %	9 %	Afrique du Sud	2022	64 %	29 %	7 %
	2021	61 %	31 %	8 %		2021	66 %	28 %	6 %
	2020	59 %	35 %	7 %		2020	69 %	25 %	6 %
	2019	61 %	35 %	4 %		2019	69 %	26 %	5 %
Mexique	2022	80 %	18 %	2 %	Corée du Sud	2022	76 %	18 %	6 %
	2021	81 %	16 %	2 %		2021	79 %	15 %	6 %
	2020	83 %	14 %	3 %		2020	81 %	16 %	3 %
	2019	84 %	14 %	2 %		2019	80 %	17 %	3 %
Maroc	2022	61 %	34 %	5 %	Espagne	2022	64 %	26 %	9 %
	2021	60 %	31 %	9 %		2021	71 %	22 %	7 %
	2020	63 %	27 %	10 %		2020	75 %	18 %	7 %
	2019	70 %	24 %	6 %		2019	73 %	22 %	6 %
Nigeria	2022	63 %	32 %	5 %	Suède	2022	60 %	24 %	17 %
	2021	60 %	27 %	13 %		2021	65 %	21 %	13 %
	2020	65 %	30 %	5 %		2020	71 %	19 %	10 %
	2019	70 %	23 %	7 %		2019	67 %	17 %	16 %
Norvège	2022	52 %	34 %	15 %	Turquie	2022	71 %	20 %	9 %
	2021	53 %	33 %	15 %		2021	83 %	15 %	3 %
	2020	51 %	35 %	14 %		2020	80 %	17 %	4 %
	2019	51 %	34 %	15 %		2019	79 %	16 %	5 %
Pologne	2022	59 %	31 %	10 %	Émirats arabes unis	2022	54 %	36 %	10 %
	2021	60 %	28 %	12 %		2021	57 %	32 %	11 %
	2020	68 %	24 %	7 %		2020	57 %	35 %	8 %
	2019	68 %	24 %	8 %		2019	63 %	30 %	7 %
Russie	2022	52 %	40 %	8 %	Royaume-Uni	2022	63 %	24 %	13 %
	2021	58 %	38 %	4 %		2021	65 %	24 %	11 %
	2020	63 %	33 %	5 %		2020	69 %	22 %	9 %
	2019	66 %	29 %	5 %		2019	66 %	24 %	10 %
Arabie saoudite	2022	40 %	43 %	17 %	États-Unis d'Amérique	2022	52 %	31 %	17 %
	2021	41 %	48 %	11 %		2021	54 %	30 %	16 %
	2020	49 %	43 %	8 %		2020	48 %	32 %	20 %
	2019	41 %	46 %	12 %		2019	55 %	26 %	19 %



Le public du changement climatique, ou les contradictions d'une avant-garde

■ Jérémy Bouillet, Mathieu Brugidou, Jérôme Cubillé – EDF R&D

La question du changement climatique est souvent abordée par la négative : on cherche notamment à observer celles et ceux qui n'en ont pas conscience, voire qui réfutent son existence ou certaines de ses modalités – comme son caractère anthropique. Il existe des raisons tout à fait compréhensibles à observer le changement climatique d'abord par le climatoscepticisme : Naomi Oreskes¹ a montré que dans le cas nord-américain, par exemple, ce climatoscepticisme ne venait pas de nulle part et qu'il était notamment organisé politiquement (et financé) par des groupes qui ont des intérêts à ce que le changement climatique ne soit pas perçu comme un problème à régler. De même, plusieurs chapitres de ce livre font usage de la notion de climatoscepticisme pour qualifier le degré de résistance aux changements éventuels dans la lutte contre le changement climatique, dans un contexte où les événements extrêmes se multiplient, où l'importance de l'enjeu est de mieux en mieux perçue et où, dans le même temps, les citoyens sont de plus en plus réticents à modifier leurs modes de vie.

Mais il est également possible d'appréhender le changement climatique en mesurant, plus positivement, l'évolution des groupes d'individus qui considèrent qu'il constitue un problème collectif, qu'il faut régler si l'on ne souhaite pas en subir les conséquences. Dans ce chapitre, nous mobilisons ainsi la notion de *public du changement climatique*, entendu comme un ensemble d'individus qui savent que le changement climatique d'origine humaine existe et que ses conséquences sont graves mais qu'on peut lutter contre lui. C'est donc un groupe qui partage le constat de l'existence du problème, de son importance et de ses effets, qui souhaite engager sa résolution et qui est conscient de partager ce constat. L'approche permet ainsi de dépasser la simple notion d'attention à un problème – telle que souvent mesurée dans les enquêtes, via l'attention médiatique ou les « problèmes prioritaires » pour telle ou telle communauté politique – pour qualifier un niveau minimal d'engagement des individus dans sa compréhension et la recherche ou la mise en place de solutions partagées. Ainsi, d'une certaine manière, le *public du changement climatique* est « climato-engagé » – sans être nécessairement « climato-militant » : il permet d'identifier et de mesurer une position intermédiaire entre militantisme climatique et inattention au problème, voire climatoscepticisme, au-delà de la seule mesure de l'« importance » du problème climatique.

Ce chapitre a donc pour ambition de discuter cette notion de public appliquée à la question du changement climatique : quels individus sont regroupés dans cette notion ? Comment évoluent-ils géographiquement et dans le temps ? Comment peut-on les qualifier sociologiquement ? De quels types de solutions au problème du changement climatique sont-ils porteurs ? Car, dans un contexte de tensions environnementales, énergétiques et économiques, les arbitrages que doivent faire les individus sont rendus plus difficiles, et ces derniers sont partagés entre des choix de citoyens, d'usagers et de consommateurs dans des contextes de contraintes plus ou moins forts. Le

1. ORESKES Naomi et CONWAY Erik M. *Merchants of doubt: How a handful of scientists obscured the truth on issues from tobacco smoke to global warming*. Londres : Bloomsbury Press. 2010. Traduction : *Les Marchands de doute*. Paris : Le Pommier. 2014.

fait de percevoir en commun un problème, d'identifier des responsables et des victimes, des chaînes causales ou des solutions préférentielles pour le résoudre, définit ainsi l'appartenance à un public. En retour, appartenir à un public – ce qui implique d'en avoir conscience – aide d'une certaine manière à arbitrer.

Le chapitre procède en trois temps : le premier revient sur la notion de public et son ambition théorique ; le deuxième permet de qualifier le *public du changement climatique* dans le temps et dans l'espace grâce aux données de l'enquête Obs'COP ; le dernier discute la question des solutions collectives qui pourraient être mises en place. Au final, certains sont prêts à modifier leurs comportements et leurs pratiques, c'est-à-dire à s'engager dans des modes de vie plus sobres ; d'autres encore estiment que les technologies notamment portent une grande partie de la solution, et misent alors sur des solutions plus efficaces² ; d'autres enfin ne parviennent pas à construire des solutions collectives à un problème qu'ils ont pourtant en partage, et cela est un motif de démobilitation et de désengagement.

LA NOTION DE PUBLIC : PRENDRE UN PROBLÈME AU SÉRIEUX ET S'ENGAGER DANS SA RÉOLUTION

La notion de public est fortement inspirée des travaux des pragmatistes américains, comme John Dewey ou George Mead. Hans Joas a résumé leur position de la manière suivante : « *Le pragmatisme est avant tout une réflexion sur le fait que le sujet est ancré dans la praxis et le tissu social, avant toute autre forme de conscience intentionnelle de l'action.* »³ En d'autres termes, une grande partie de ce que l'on pense et de ce que l'on fait vient de ce que l'on a l'habitude de voir, d'entendre et de pratiquer. L'implication sur la notion de public est la suivante : à l'inverse de ce que considèrent souvent les approches purement sondagières, les jugements et opinions publiques ne préexistent pas en chacun de nous, attendant d'être débusqués par la « bonne » question de sondage. Au contraire, les opinions se forment dans l'exercice des compétences ordinaires des citoyens pour identifier les intérêts qu'ils ont en partage, en particulier dans la vie quotidienne. Et, pour qu'un problème existe, il faut que soit partagé le constat de son existence, de responsables, de victimes, du désordre induit et des solutions à apporter.

Bien que non issue de cette tradition pragmatiste, l'équipe de Jon A. Krosnick⁴ a mis en œuvre et en pratique un modèle proche qui décrit bien, sur le versant individuel, les processus cognitifs impliqués par un jugement sur la gravité du problème climatique : il faut au moins croire que le changement climatique se produira dans le futur avant de décider qu'il constitue un problème public majeur ; si l'on considère qu'il s'agit d'un problème grave, il faut ensuite considérer que ses conséquences seront négatives. Enfin, il faut considérer avec certitude que ce problème existe et que ses conséquences seront non seulement négatives, mais aussi très importantes. Par ailleurs, le modèle postule que ces trois causes sont modulées, d'une part, par la croyance en une cause anthropique du changement climatique et, d'autre part, par la croyance en l'existence d'une solution efficace à ce problème. Ces conditions relient directement ce modèle à une approche par les publics telle que décrite *supra*.

En lien avec le modèle testé par l'équipe de Krosnick, nous avons considéré que le *public du changement climatique* dans nos travaux antérieurs appliqué au cas français était constitué de personnes qui remplissaient ainsi les cinq conditions suivantes :

- savoir avec certitude que le changement climatique existe ;
- penser que ses conséquences sont graves ;
- savoir que son origine est anthropique ;
- estimer qu'il est urgent d'agir ;
- penser que l'on peut personnellement lutter contre le changement climatique.

Ce *public du changement climatique* a pu être reproduit dans l'enquête Obs'COP, à la différence près que l'urgence à agir a dû être remplacée, pour des raisons de disponibilité des indicateurs dans l'enquête, par le constat fait par les enquêtés que les effets du changement climatique se font déjà sentir dans leur région. Il est évident que l'urgence à agir et le constat des conséquences déjà présentes ne sont pas les mêmes indicateurs. Krosnick rappelle toutefois dans sa modélisation que l'expérience personnelle est un antécédent à l'action. Au-delà de la non-disponibilité de l'indicateur dans l'enquête, il n'est donc pas illogique de substituer l'un à l'autre.

2. Solutions dont une partie s'inspire des scénarios dessinés par l'Ademe, RTE ou le Giec dont une dimension structurante est l'opposition entre appétence pour des solutions techniques et modes de vie plus sobres.

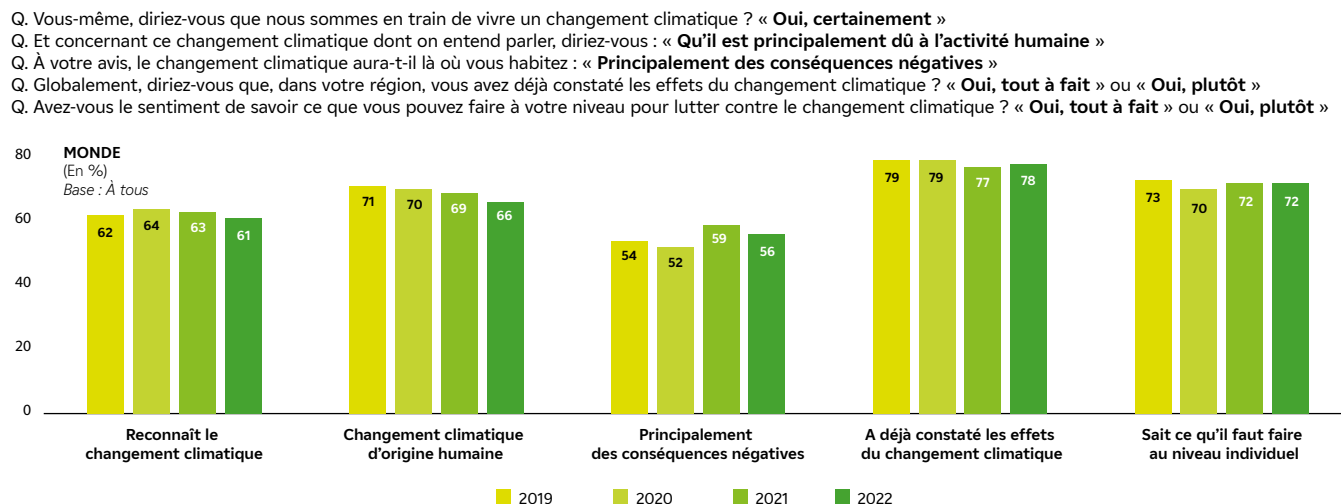
3. JOAS Hans. *Pragmatism and social theory*. Chicago : University of Chicago Press. 1993.

4. KROSNICK Jon A. *et al.* « The origins and consequences of democratic citizens' policy agendas: A study of popular concern about global warming », *Climatic Change*. 2006, n° 77, pp. 7-43.

UNE INÉGALE RÉPARTITION DES PUBLICS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE MONDE, MAIS DES CARACTÉRISTIQUES COMMUNES

Une fois la notion de *public du changement climatique* (PCC) décrite et appliquée aux données de l'enquête Obs'COP, nous pouvons dans un premier temps chercher à qualifier ces publics. Sauf exception précisée dans le texte, nous considérons les quatre années d'enquête de 2019 à 2022.

Fig. 1. L'évolution des cinq dimensions constitutives de la notion de public du changement climatique



Tout d'abord, la Figure 1 nous montre l'évolution, au niveau global et dans le temps, des cinq dimensions qui permettent de construire l'indicateur de PCC. Pour qu'un répondant à l'enquête soit considéré comme PCC, il doit remplir conjointement ces cinq conditions - ce qui rend l'indicateur de PCC plus exigeant que le simple fait de croire à l'origine anthropique du changement climatique. Une fois ces dimensions observées séparément, et conformément à ce qui est illustré dans d'autres chapitres de cet ouvrage, on ne mesure pas de changement majeur sur les quatre ans d'enquête en faveur d'une meilleure prise de conscience ou prise en compte du problème du changement climatique. La perception de faire, dès aujourd'hui, l'expérience du changement climatique ou le fait qu'il soit le résultat des activités humaines ont même tendance à décroître au niveau global.

Fig. 2. La part du *public du changement climatique* dans le monde et évolution entre 2019 et 2022



Ainsi que l'illustre la Figure 2, la part des populations pouvant être qualifiées de PCC varie fortement d'un pays à l'autre, mais aussi dans le temps. En moyenne, sur les quatre ans, il est notable de constater que ces proportions vont de 52 % et 51 %, respectivement pour la Colombie et le Chili – soit une majorité de la population –, à 12 %, 14 % et 18 % par exemple pour l'Arabie saoudite, la Norvège et la Chine. De manière générale, 46 % en moyenne des populations d'Amérique centrale et du Sud interrogées dans l'enquête relèvent du PCC, contre 26 % pour chacun des autres continents⁵.

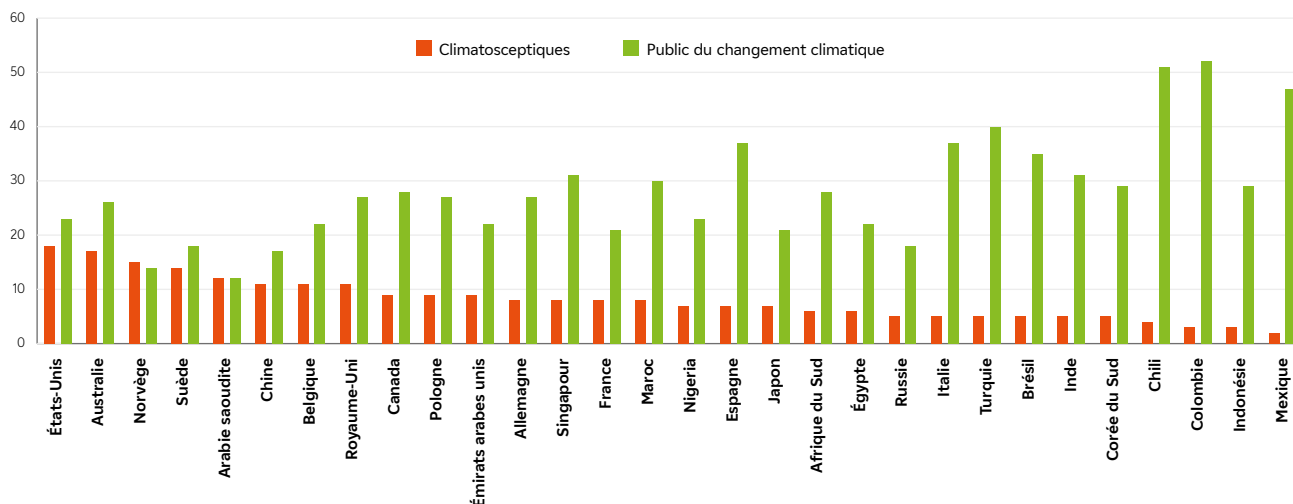
Cet écart considérable et cette typicité du continent sud-américain proviennent du fait que les pays interrogés dans cette aire géographique ont notamment des taux plus élevés sur certaines dimensions de l'indicateur de PCC : en particulier le fait d'expérimenter d'ores et déjà le changement climatique, que celui-ci soit dû à l'activité humaine et qu'il ait des conséquences principalement négatives. Dans le cas de la Colombie et du Chili, par exemple, aucun de ces deux pays n'a, sur les cinq dimensions de l'indicateur de PCC, de taux inférieur à 70 %, quelle que soit l'année considérée – même si ces taux peuvent décroître sur certaines dimensions dans le temps. À l'inverse, la Norvège et la Chine sont des pays dans lesquels trois dimensions (existence du changement climatique, origine humaine et conséquences négatives) atteignent des taux plus bas que les moyennes présentées dans la Figure 1⁶.

Les PCC constituent donc une manière différente d'observer les individus engagés dans les questions environnementales, et qui ne se limite pas d'une part au militantisme, d'autre part à la seule mesure de la connaissance du caractère anthropique du changement climatique. Du reste, par rapport à ce dernier groupe, les PCC sont en moyenne plus jeunes ou font part de leur colère davantage que de leur inquiétude.

Un autre aspect de la question du PCC concerne la nature de sa relation avec le climatoscepticisme. On pourrait penser que le fait de débattre des questions environnementales dans une société donnée conduirait à une polarisation des positions et des opinions, avec la constitution de deux pôles antagonistes : l'un en faveur de la lutte contre le changement climatique, l'autre climatosceptique⁷. En réalité, ainsi qu'en témoigne la Figure 3, plus la part de PCC augmente, plus celle de climatosceptiques diminue – et inversement⁸.

Fig. 3. Les parts de climatosceptiques et de PCC dans les 30 pays

2019-2022 (En %)



5. À l'exception du continent africain, 23 %.

6. Le cas de l'Arabie saoudite constitue une exception puisque les taux sont très inférieurs à la moyenne sur les cinq dimensions relatives à la construction de l'indicateur de PCC. Et si les taux de PCC augmentent sur quatre ans en Chine et en Arabie saoudite, ils baissent en Norvège. Le cas français, quant à lui, se situe plutôt dans la moyenne des pays interrogés, à l'exception de la capacité à agir personnellement contre le changement climatique, dimension sur laquelle la moyenne française est inférieure de 20 points aux taux de la Figure 1.

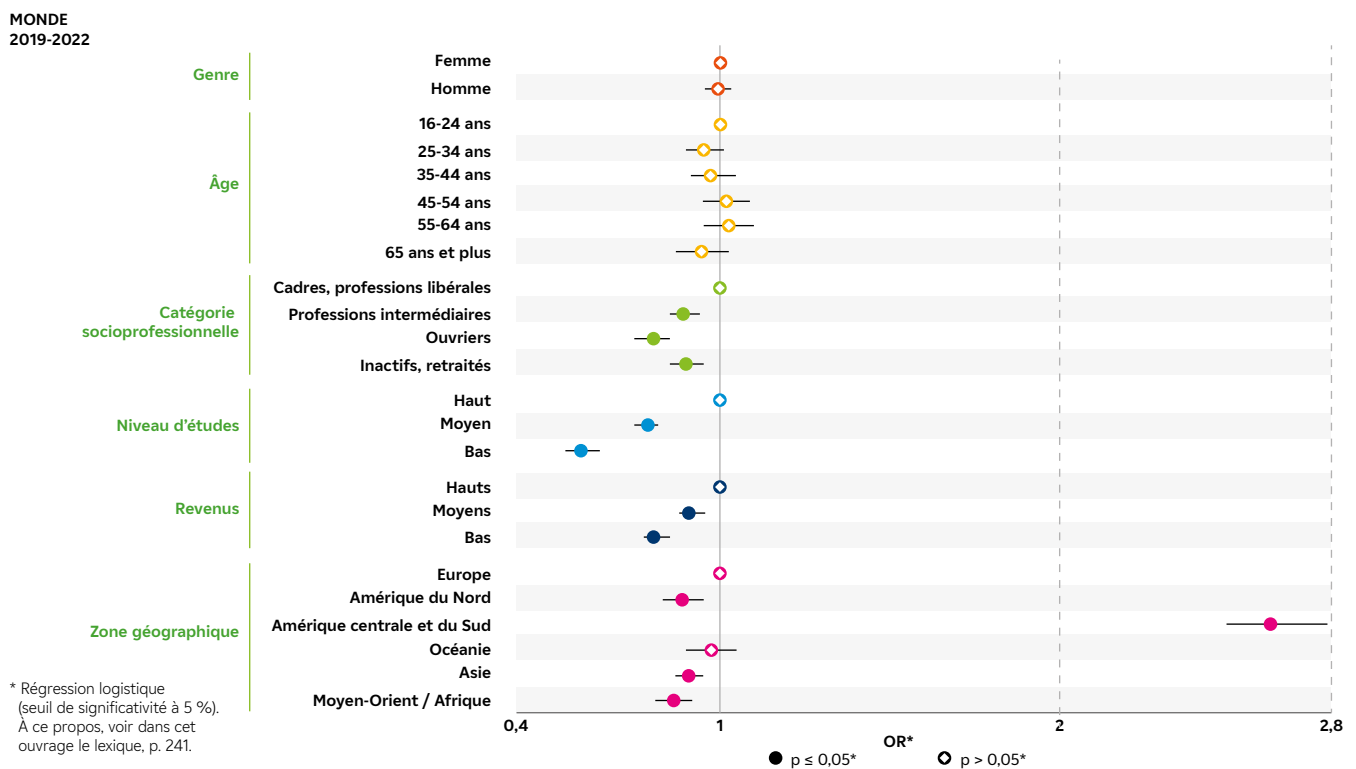
7. Ce qui semble être le cas lorsque des acteurs politiques voient un intérêt électoral ou stratégique à développer un discours climatosceptique et s'engagent dans une activité de codage et de portage de ce discours dans les arènes publiques. MOELHER Karin, PIET Grégory et ZACCAI Edwin. *Changement climatique et familles politiques en Europe*. Crisp, coll. « Courrier Hebdomadaire ». Juin 2015.

8. Avec un r de Pearson très significatif et valant $-0,62$, ce qui illustre bien la relation négative et assez forte qui lie ces deux variables. À ce propos, voir dans cet ouvrage le lexique, p. 241.

PUBLICS, PRATIQUES DÉCLARÉES ET SOLUTIONS PORTÉES : QUELLE POSSIBILITÉ DE CHANGEMENT SOCIAL ?

Qui sont alors ces publics ? Peut-on les qualifier ? Un travail de modélisation a été mené sur les données de l'enquête pour chercher à caractériser les PCC, toutes choses égales par ailleurs, par rapport à des variables telles que le genre, l'âge, la profession, le niveau d'éducation, le niveau de revenus ainsi que le continent. C'est l'objet de la Figure 4. Celle-ci montre notamment qu'au niveau global il n'existe pas de différence significative entre les hommes et les femmes dans le fait d'appartenir au PCC⁹. De la même manière, les différences entre tranches d'âge sont trop faibles pour être statistiquement significatives et ainsi constituer une vraie différence¹⁰.

Fig. 4. La qualification des PCC en fonction des caractéristiques sociodémographiques



En revanche, les variables de profession, de niveaux d'études et de revenus ainsi que de continent sont significativement différenciantes : les PCC sont en moyenne plus souvent des professions libérales et cadres, avec des niveaux d'études et de revenus élevés, et qui vivent en Amérique centrale ou latine¹¹. Au final, le fait d'appartenir à un PCC est sociologiquement marqué : plus de cadres, avec des revenus et des niveaux de diplôme élevés, plus de Sud-Américains et d'Européens - et dans le cas des Européens, plus de femmes et de jeunes en moyenne¹².

D'une certaine manière, on retrouve ici les « bons élèves » de l'environnement, c'est-à-dire à la fois celles et ceux qui intègrent le mieux les normes civiques liées au changement climatique, mais également qui ont les moyens économiques d'agir plus facilement contre le changement climatique.

9. Toutefois, si cette différence de genre n'existe pas au niveau global, elle existe dans les pays européens interrogés : en l'occurrence, les hommes ont 4 % de chances en plus que les femmes de ne pas appartenir au PCC.

10. Là encore, si l'on descend au niveau européen, la variable d'âge influence l'appartenance au PCC avec une relation quasi linéaire : plus on vieillit, moins on a de chances d'appartenir au PCC. Par exemple, dans les pays européens interrogés, les 65 ans et plus ont 10 % de chances en moins d'appartenir au PCC que les 16-24 ans.

11. Ainsi, par exemple, les ouvriers ont 25 % de chances en moins d'appartenir au PCC que les cadres ; les niveaux d'études faibles, 69 % en moins que les niveaux élevés ; les revenus faibles, 23 % en moins que les revenus élevés, etc.

12. D'autres variables ont pu être testées : par exemple, la variable territoire urbain/territoire rural n'est pas différenciante. En revanche, pour les pays pour lesquels on dispose de l'information, les variables politiques et religieuses sont significativement corrélées à l'appartenance au PCC. On constate notamment que la proximité partisane de gauche ou verte sur une échelle gauche/droite ou le fait de se dire athée ou agnostique par rapport au fait de se dire religieux sont des facteurs qui influencent positivement l'appartenance au PCC.

Le font-ils pour autant ? Car si les publics sont conscients du problème et engagés dans sa résolution, mettent-ils leurs pratiques en adéquation avec leurs idées ? La Figure 5 nous place face à une énigme : sur les trois pratiques d'usage et de consommation considérées ici (avion, voiture et viande), l'appartenance à un PCC n'est pas favorable aux deux premières. Autrement dit, 21 % des PCC font usage de l'avion 3 fois ou plus dans l'année, contre 17 % des non-PCC. De même, 71 % des PCC utilisent plusieurs fois par semaine la voiture contre 70 % des non-PCC¹³. Il n'y a que sur la consommation de viande que le PCC se distingue, car seuls 35 % en consomment tous les jours contre 40 % des non-PCC. Nous sommes donc face à cette contradiction : les groupes d'individus les plus conscients du problème du changement climatique et les plus engagés dans sa résolution sont également ceux qui ont les pratiques les plus délétères¹⁴. Étant donné la sociologie des PCC, ce constat renvoie à une question provocatrice, qui avait déjà pu être posée dans la littérature scientifique : d'un point de vue purement environnemental, vaut-il mieux être conscientisé et riche ou mal informé et pauvre ?¹⁵.

Fig. 5. La répartition des usages de l'avion, de la voiture et de la consommation de viande selon l'appartenance au PCC

Q. En moyenne, à quelle fréquence prenez-vous l'avion, que ce soit pour des raisons professionnelles ou personnelles (hors pandémie de Covid-19) ?

Q. En moyenne, à quelle fréquence utilisez-vous votre voiture (hors pandémie de Covid-19) ?

Q. À quelle fréquence mangez-vous de la viande ou des plats à base de viande en moyenne ?

MONDE
2019-2022
Base : A tous

		Public du changement climatique		
		Oui	Non	Total
Usage annuel de l'avion	Jamais	43 %	49 %	47 %
	1 fois	19 %	19 %	19 %
	2 fois	17 %	15 %	15 %
	3 fois et plus	21 %	17 %	18 %
Usage de la voiture	Jamais	2 %	2 %	2 %
	Je n'ai pas de voiture	22 %	22 %	22 %
	Moins d'une fois par semaine	5 %	5 %	5 %
	Plusieurs fois par semaine	71 %	70 %	70 %
Consommation de viande	Jamais	5 %	3 %	3 %
	Moins d'une fois par semaine	14 %	12 %	13 %
	Plusieurs fois par semaine	47 %	44 %	45 %
	Tous les jours	35 %	40 %	39 %

Ce fait illustre deux points : d'une part, il ne suffit pas de constater qu'il faut faire quelque chose pour le faire effectivement – il y a donc un écart entre opinions et représentations d'un côté, et comportements et pratiques de l'autre. D'autre part, une partie de cet écart s'explique par le fait qu'il n'est pas toujours facile d'aligner opinions et pratiques. Car les pratiques peuvent être définies par les capacités d'action qu'ont les individus, capacités encadrées dans des systèmes sociotechniques qui dépassent de loin lesdits individus. Autrement dit, si la consommation de viande peut relever d'un choix personnel, les usages de la voiture ou de l'avion (en particulier pour des raisons professionnelles) échappent en partie à la seule décision des individus. Pour le dire rapidement, les cadres sont peut-être davantage *publics du changement climatique*, tout en étant, dans le même temps, davantage contraints de faire usage de l'avion et de la voiture.

13. La différence pourrait paraître négligeable, sur la base des échantillons considérés, elle est pourtant significative.

14. Dans le cas français, il avait déjà été montré qu'être riche conduit à des pratiques, notamment de mobilité, qui ne sont pas compensées en dépit d'une sensibilité environnementale plus élevée que la moyenne. SESSEGO Victoire et HÉBEL Pascale. « Consommation durable : L'engagement de façade des classes supérieures », *Consommation & Modes de vie*, Credoc. 2019, n° 303.

15. À ce propos, voir dans cet ouvrage le chapitre de Mathieu Durand-Daubin et Jérôme Cubillé, « Effet des préoccupations environnementales sur les consommations déclarées des individus : une perspective internationale », p. 94.

DOZZI Joël et WALLENBORN Grégoire. « Du point de vue environnemental, ne vaut-il pas mieux être pauvre et mal informé que riche et conscientisé ? » In CORNUT Pierre, BAULER Tom et ZACCAÏ Edwin (dir). *Environnement et inégalités sociales*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles. 2007, pp. 49-57.

C'est l'une des raisons pour lesquelles il est intéressant d'observer quels types de solutions les PCC valorisent à long terme et qui devrait, selon eux, les porter. En l'occurrence, l'enquête permet d'identifier des PCC dont la préférence va à une solution de type « technologique » et pour lesquels les scientifiques sont en première ligne dans la lutte contre le changement climatique ; d'autres dont la préférence va à une solution de type « mode de vie » (via des pratiques de consommation plus sobres, par exemple), où ce sont les citoyens et les consommateurs qui doivent d'abord agir ; et d'autres enfin qui ne savent pas quel type de solution pourrait être mis en place, et pour qui la lutte contre le changement climatique n'est pas une affaire de politique partisane. La Figure 6 montre bien que, d'un point de vue environnemental, toutes les solutions au problème du changement climatique ne se valent pas : en l'occurrence, les PCC porteurs de la solution « technologique » déclarent souvent les pratiques plus néfastes pour l'environnement, alors que les PCC porteurs de la solution « mode de vie » sont, entre autres, les plus nombreux à ne pas avoir de voiture, à ne jamais consommer de viande, etc.

Fig. 6. La répartition des usages de l'avion, de la voiture et de la consommation de viande selon l'appartenance au PCC porteur de solutions

Q. De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ? C'est principalement le progrès technique et les innovations scientifiques qui nous

permettront de trouver des solutions contre le changement climatique ; C'est principalement la modification importante de nos modes de vie qui

permettra de limiter le changement climatique ; Il n'y a rien à faire, on ne pourra plus limiter le changement climatique ; Vous ne savez pas

Q. En moyenne, à quelle fréquence prenez-vous l'avion, que ce soit pour des raisons professionnelles ou personnelles (hors pandémie de Covid-19) ?

Q. En moyenne, à quelle fréquence utilisez-vous votre voiture (hors pandémie de Covid-19) ?

Q. À quelle fréquence mangez-vous de la viande ou des plats à base de viande en moyenne ?

		Public du changement climatique porteur de solutions			Non	Total
		Oui, solution « technologique »	Oui, solution « mode de vie »	Oui, sans solution		
Usage annuel de l'avion	Jamais	39 %	44 %	48 %	50 %	48 %
	1 fois	19 %	19 %	20 %	19 %	19 %
	2 fois	19 %	16 %	14 %	15 %	15 %
	3 fois et plus	23 %	21 %	19 %	17 %	18 %
Usage de la voiture	Jamais	2 %	2 %	2 %	3 %	2 %
	Je n'ai pas de voiture	21 %	23 %	21 %	22 %	22 %
	Moins d'une fois par semaine	5 %	5 %	6 %	5 %	5 %
	Plusieurs fois par semaine	73 %	71 %	70 %	70 %	70 %
Consommation de viande	Jamais	4 %	5 %	3 %	3 %	3 %
	Moins d'une fois par semaine	12 %	14 %	13 %	12 %	13 %
	Plusieurs fois par semaine	46 %	48 %	45 %	44 %	45 %
	Tous les jours	38 %	33 %	39 %	41 %	39 %

Or, ces PCC porteurs de solutions ne renvoient pas aux mêmes sociologies. Dans le cas des pays européens, par exemple, les porteurs de la solution « mode de vie » sont plus souvent des femmes, des individus plus âgés que la moyenne ou très jeunes, plus souvent des ouvriers, et avec un tropisme politique écologiste, alors que les porteurs de la solution « technologique » sont plus souvent des hommes, plus hauts dans l'échelle sociale. Pour un public, valoriser telle ou telle solution n'est pas sans conséquence, car cette solution comporte une part de croyance : dans le cas de la solution « technologique », une croyance ancrée dans le progrès amène sans doute à ne pas remettre en cause ses pratiques, ce qui est difficilement compatible avec les enjeux environnementaux de long terme.

CONCLUSION

Au final, on le constate clairement à travers ces résultats, la question du changement climatique ne peut se résoudre par la seule conscience qu'il existe un problème - fût-il public. Cette conscience est une étape nécessaire, mais la discussion scientifique et politique doit également porter sur la nature des solutions à apporter, en lien avec les catégories sociologiques des individus impactés, le rôle du politique dans le soutien à certaines solutions et la capacité des individus à modifier leurs pratiques dans un contexte donné. Il est clair que la lutte contre le changement climatique ne peut se faire à travers le seul discours des « petits gestes » et qu'elle doit embarquer les communautés citoyennes les plus larges possible dans la construction de discours et de solutions communes. L'intérêt de la notion de public est ici de donner une image probablement plus réaliste de l'attention et du niveau de préoccupation des populations à l'égard du changement climatique : un tiers de la population mondiale (28 %) appartient au *public du changement climatique* selon nos critères, alors que 69 % considèrent que le changement climatique existe et qu'il est d'origine humaine - cette comparaison est encore plus défavorable en France (21 % contre 70 %). La différence tient notamment à l'expérience du problème, mais aussi au sentiment qu'il est urgent d'agir.

Toutefois, appartenir au *public du changement climatique* n'est pas nécessairement synonyme de mode de vie plus vertueux : d'une part parce que différents types de solutions sont possibles - dont certaines ne passent pas par une modification des modes de vie -, d'autre part parce que les modes de vie dépendent pour beaucoup du monde matériel dans lequel nous vivons et relèvent donc d'une action publique pour réformer ces infrastructures ou les structures de la consommation liées à l'offre. De ce point de vue, la notion de public présente toutefois un autre avantage : elle permet d'identifier des publics qui pourraient être le socle de telles politiques publiques, non pas parce que les membres de ce public reformeraient individuellement leurs comportements, mais parce qu'ils jugeraient plus légitimes les politiques publiques qui viseraient à nous donner les moyens de réformer nos modes de vie. ■



Quels profils d'attitudes face au risque climatique ?

■ Patrick Peretti-Watel – *Inserm*

Dans les années 1980, Ulrich Beck notait que les risques majeurs contemporains avaient ceci de particulier qu'ils étaient souvent invisibles, et ce malgré leur ampleur¹. Il prenait l'exemple des radiations, qui échappent à nos sens et que nous ne percevons qu'à travers les traces que recueillent des dispositifs de mesure. De même, nous ne « voyons » pas le changement climatique. En revanche, nous sommes témoins, directs ou indirects, dans notre environnement plus ou moins proche, de phénomènes qui font l'objet de diverses mesures (température, niveau des eaux, force des vents...) que nous pouvons interpréter, à partir des informations dont nous disposons, comme des conséquences du changement climatique.

Mais ces conséquences perçues ne constituent qu'un aspect des perceptions du changement climatique. Face à un risque qui se déploie dans le futur, ces perceptions engagent aussi nos anticipations quant aux conséquences à venir. Ces deux dimensions de la perception d'un risque sont bien sûr liées, mais pas tautologiques : celles et ceux qui perçoivent déjà des conséquences sur leur lieu de vie sont sans doute plus enclins à craindre celles à venir, mais d'autres peuvent n'en percevoir aucune pour l'instant, et pourtant nourrir de fortes craintes pour l'avenir. De plus, les perceptions d'un risque ne sont pas qu'une affaire de cognitions : elles se colorent aussi d'émotions. Cette dimension émotionnelle est primordiale, dans la mesure où les émotions constituent souvent le moteur de l'action.

Il s'agit ici d'examiner ces trois dimensions de la perception des conséquences du changement climatique, ainsi que leur différenciation géographique et sociale. En effet, Ulrich Beck soulignait aussi que les risques majeurs contemporains sont souvent nourris par des activités économiques qui produisent en même temps des richesses tangibles immédiates et des effets délétères invisibles et à long terme : de ce point de vue, les préoccupations écologiques seraient plus fortes dans les pays les plus développés, où les besoins matériels immédiats sont moindres. Ce raisonnement peut aussi se décliner au niveau individuel : il est plus facile de se préoccuper de l'avenir de la planète quand on a le ventre plein, un emploi stable et un niveau de diplôme élevé.

Après avoir présenté séparément les conséquences perçues, les conséquences anticipées et les émotions associées au changement climatique, une analyse statistique spécifique permettra d'explorer comment ces trois dimensions se combinent, pour mettre en évidence des profils de perception contrastés. Ces profils seront ensuite étudiés en prenant en compte les principales caractéristiques sociodémographiques des enquêtés, ainsi que leur pays de résidence.

1. BECK Ulrich. *La Société du risque*. Paris : Flammarion (Champs essais). 2008, 528 p.

CONSÉQUENCES PERÇUES ET ANTICIPÉES, ÉMOTIONS ASSOCIÉES

■ Conséquences perçues : d'abord le réchauffement climatique

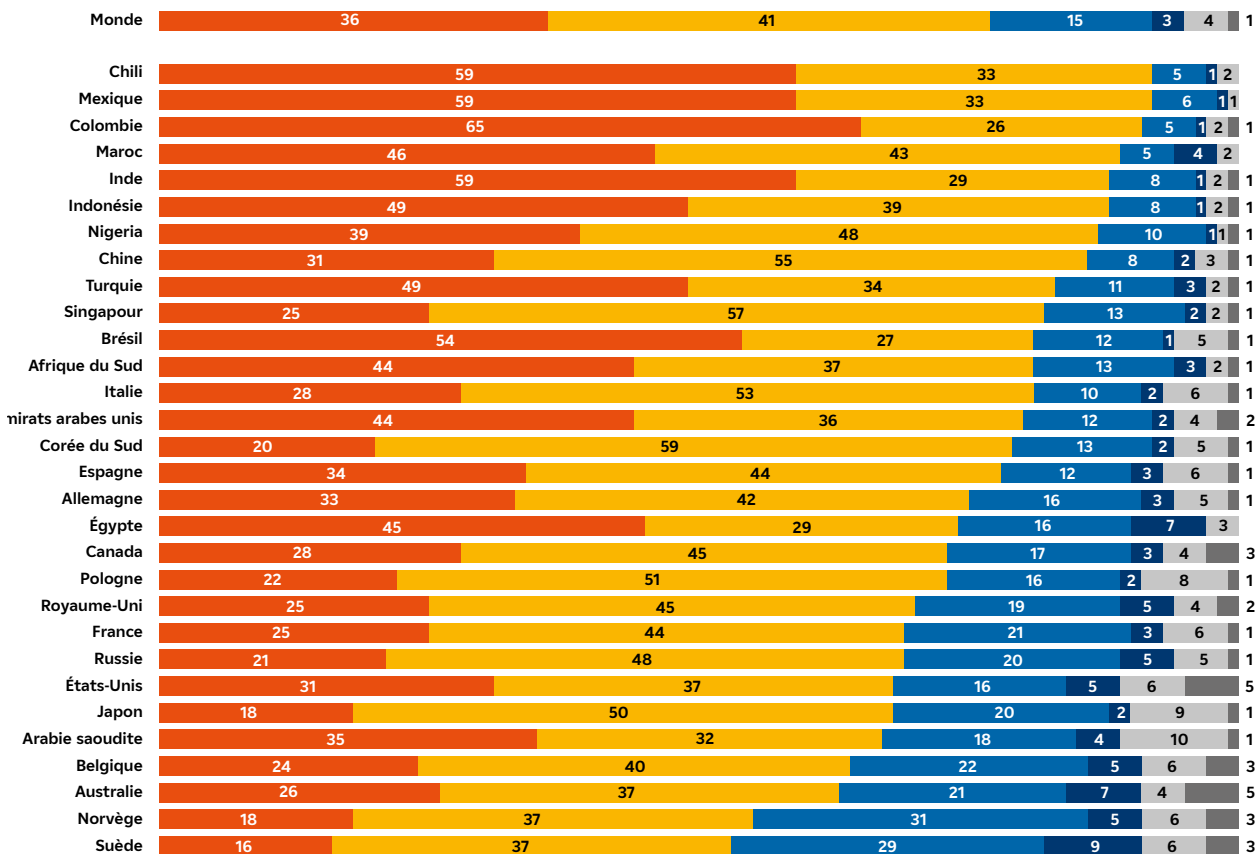
En 2022, plus des trois quarts des enquêtés disent avoir déjà constaté les effets du changement climatique dans leur région (36 % « Oui, tout à fait », 41 % « Oui, plutôt »), 18 % répondent par la négative, 1 % estiment que de toute façon ils ne sont « certainement pas » en train de vivre un changement climatique, et 4 % ne se prononcent pas (Fig. 1). Les réponses « Oui, tout à fait » dépassent 50 % dans les pays d'Amérique latine (65 % en Colombie, 59 % au Chili et au Mexique, 54 % au Brésil), mais aussi en Inde (59 %). *A contrario*, seuls un Norvégien et un Suédois sur six répondent « Oui, tout à fait ».

Fig. 1. Les effets constatés du changement climatique dans sa région

Q. Globalement, diriez-vous que, dans votre région, vous avez déjà constaté les effets du changement climatique ?

■ Oui, tout à fait ■ Non, pas vraiment ■ NSP
■ Oui, plutôt ■ Non, pas du tout ■ Ne reconnaît pas le changement climatique

2022 (EN %)
 Base : À tous



Le réchauffement climatique est de loin le phénomène le plus souvent observé et associé au changement climatique : là où ils habitent, 52 % des répondants disent avoir subi ces dernières années de fortes chaleurs, une hausse des températures ou des canicules (Fig. 2)². Cette proportion dépasse 60 % en Espagne (66 %), en Turquie (61 %), en Corée du Sud et en Colombie (62 % dans ces deux pays), contre seulement 14 % en Norvège.

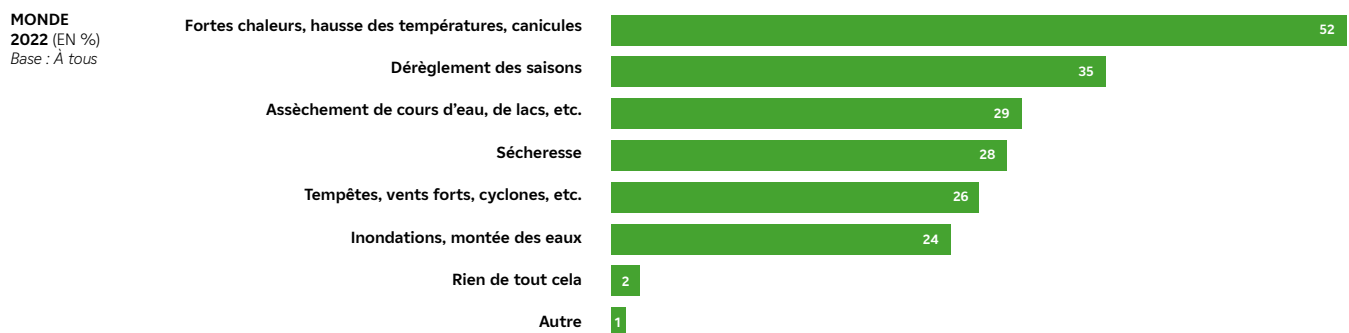
Le dérèglement des saisons est la deuxième conséquence la plus citée : 35 % des participants disent l'avoir subi ces dernières années (Fig. 2). Cette proportion atteint 60 % en Turquie, et presque 50 % en Indonésie, au Brésil et au Chili (48 % dans ces trois pays). Viennent ensuite la baisse du niveau des eaux (assèchement des cours d'eau,

2. La question « Là où vous habitez, avez-vous subi ces dernières années les conséquences de désordres climatiques parmi la liste suivante ? » a été posée à ceux qui ont déjà constaté les effets du changement climatique dans leur région, puis elle a été recalculée sur base ensemble.

des lacs, etc.), citée par 30 % des enquêtés, et la sécheresse, citée par 28 % (Fig. 2). La baisse du niveau des eaux est plus souvent mentionnée au Chili (56 %), au Mexique et en Inde (42 % pour ces deux pays), et sur le pourtour méditerranéen (54 % au Maroc, 41 % en Espagne et en Turquie, 40 % en Italie, contre 35 % en France). Pour la sécheresse, on retrouve aux premières places le Chili et le Maroc (54 %). Enfin, un enquêté sur quatre déclare avoir subi ces dernières années, sur son lieu de vie, des vents forts, des tempêtes ou des cyclones (26 %), ou encore des inondations ou une montée des eaux (25 %) (Fig. 2). Inondations et montée des eaux sont plus souvent déclarées dans les pays du continent africain (58 % au Nigeria, 37 % en Afrique du Sud), dans ceux de la région océanique (42 % en Inde et en Indonésie, 35 % en Australie, 33 % à Singapour, 30 % en Corée du Sud), ainsi qu'en Colombie (47 %) et en Turquie (39 %). Quant aux vents forts ou extrêmes, ils sont souvent davantage signalés dans les mêmes pays que les inondations (39 % en Inde, 35 % en Australie, en Colombie et en Turquie, 33 % en Indonésie, 32 % en Corée du Sud), mais aussi en Italie (39 %), en Pologne (36 %) et au Canada (34 %).

Fig. 2. Les désordres climatiques subis au cours des dernières années sur le lieu de vie

Q. Là où vous habitez, avez-vous subi ces dernières années les conséquences de désordres climatiques parmi la liste suivante ? (plusieurs réponses possibles)



Quel impact de la crise sanitaire sur les conséquences perçues ?

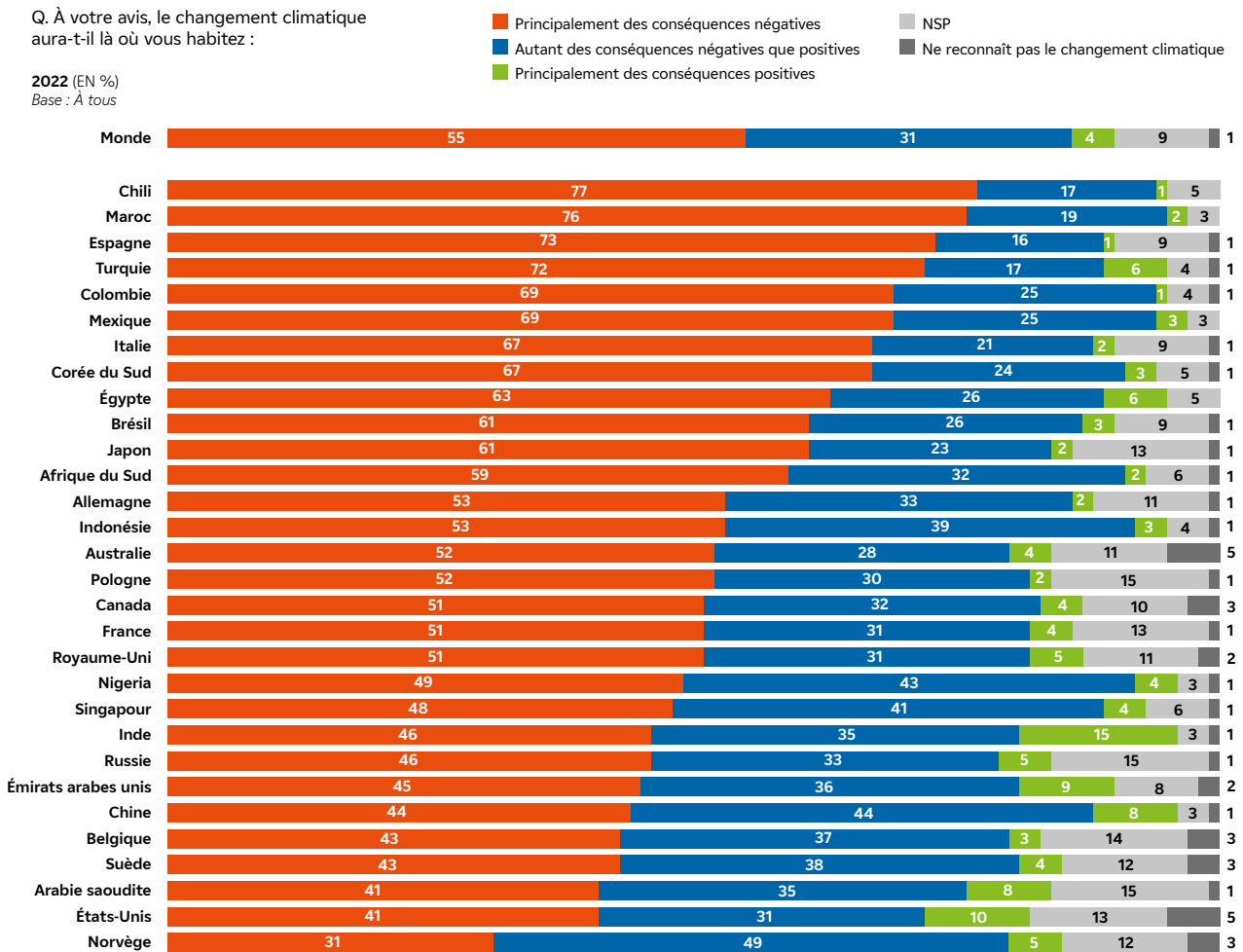
Comme la question sur les conséquences perçues du changement climatique a été posée à l'identique de 2019 à 2022, il est possible d'examiner l'impact éventuel de la crise sanitaire sur ces perceptions. Dans un contexte de hausse des préoccupations à l'égard du changement climatique depuis plusieurs années, on pouvait s'attendre à ce que la crise de la Covid-19 « casse » provisoirement cette tendance. S'agissant des conséquences perçues dans la région de résidence ces dernières années, au niveau global on observe plutôt une stagnation : 80 % des enquêtés déclaraient avoir constaté de tels effets en 2019, 79 % en 2020, 77 % en 2021 et 78 % cette année. Ce résultat général recouvre toutefois des scénarios contrastés selon les pays : le constat des effets du changement climatique a par exemple baissé en 2020 avant de réaugmenter en 2021 ou 2022 aux États-Unis, au Maroc, en Pologne ou encore en Chine, tandis que la baisse est observée seulement en 2021, avant la reprise en 2022, en France, en Allemagne, en Belgique, en Espagne ou encore en Grande-Bretagne. La crise sanitaire a donc pu jouer un rôle sur les variations observées pour ces conséquences perçues, au moins dans certains pays, en sachant que son calendrier et son intensité ont été eux-mêmes très contrastés selon les pays.

■ Seuls 55 % anticipent des conséquences surtout négatives

Comment les enquêtés anticipent-ils l'impact à venir du changement climatique sur leur lieu de vie ? Pour 55 % d'entre eux, ces conséquences seront surtout négatives, tandis que 31 % jugent qu'il y aura autant de conséquences négatives que positives, et que 4 % anticipent des conséquences surtout positives (8 % ne se prononçant pas) (Fig. 3).

Dans huit pays, plus des deux tiers des enquêtés estiment que les conséquences seront principalement négatives : on retrouve ici des pays déjà cités pour les conséquences perçues, en particulier le Chili (77 %), la Colombie et le Mexique (69 %), le pourtour méditerranéen (76 % pour le Maroc, 73 % pour l'Espagne, 72 % pour la Turquie, 67 % pour l'Italie) et la Corée du Sud (67 %). *A contrario*, un Norvégien sur deux juge que les conséquences, là où il habite, seront autant négatives que positives. Un croisement statistique confirme ici que plus les enquêtés ont déjà perçu des désordres climatiques là où ils habitent ces dernières années, plus ils anticipent que les effets à venir seront surtout négatifs.

Fig. 3. Les conséquences anticipées du changement climatique sur le lieu de vie, par pays

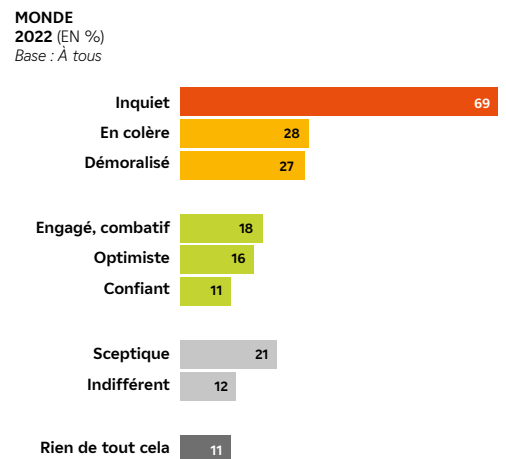


■ Émotions associées : l'inquiétude, loin devant la colère et le découragement

Mais la perception d'un risque est aussi affaire d'émotions. Les enquêtés devaient décrire leur état d'esprit en pensant au changement climatique, en choisissant deux qualificatifs parmi les huit proposés. C'est l'inquiétude qui prévaut le plus : 69 % des répondants se disent inquiets quand ils pensent au changement climatique (plus de 80 % en Amérique latine - Brésil, Chili, Colombie, Mexique -, en Indonésie et en Corée du Sud) (Fig. 4). Suivent, très loin derrière, la colère (28 %, jusqu'à 38 % en Turquie), le découragement (27 % se disent démoralisés, et plus de 40 % en Turquie, en Italie et en Pologne), le scepticisme (21 %), l'engagement (18 % se sentent engagés, combatifs), l'optimisme (16 %), l'indifférence (12 %, 20 % aux États-Unis), tandis que seuls 11 % des enquêtés se sentent confiants. En Inde, les enquêtés se sentent plus souvent optimistes (32 %), confiants (26 %) et indifférents (30 %), tandis qu'en Chine l'optimisme (24 %) et la confiance (20 %) se combinent avec l'engagement (70 %, ce qui traduit sans doute le conformisme à l'égard du discours volontariste des autorités).

Fig. 4. Les émotions associées au changement climatique

Q. Personnellement, quand vous pensez au changement climatique, quel est votre état d'esprit ? Vous vous sentez :



En outre, les femmes se disent plus souvent inquiètes, et les hommes plus souvent optimistes, confiants, sceptiques ou indifférents, mais les écarts, même significatifs, sont faibles. De même, les plus jeunes se disent engagés un peu plus souvent que leurs aînés, mais aussi démoralisés ou indifférents.

PROFILS DE PERCEPTION ET FACTEURS ASSOCIÉS

■ Entre inquiétude, indifférence et optimisme, des profils contrastés

Comment se combinent ces trois dimensions de la perception des conséquences du changement climatique ? Leur analyse conjointe conduit à distinguer cinq profils contrastés, présentés dans la Figure 5 et résumés dans la Figure 6.

Point méthodologique

Les questions relatives aux conséquences perçues du changement climatique n'ont pas été posées aux personnes qui estimaient que nous ne sommes « certainement pas » en train de vivre un changement climatique, lesquelles représentent 1 % des 24 000 personnes interrogées en 2022 (soit 349 personnes). Dans la suite de ce chapitre, les analyses réalisées et les pourcentages mentionnés sont calculés en excluant cette minorité.

Les questions relatives aux trois dimensions des perceptions des conséquences du changement climatique ont été combinées pour prendre en compte les corrélations entre elles, et distinguer cinq profils contrastés (par une méthode de classification mixte). Chaque profil a ensuite été caractérisé du point de vue du genre, de l'âge, du niveau de diplôme de l'individu, du niveau de revenus du ménage, et enfin du pays d'origine de l'enquêté, en utilisant des régressions logistiques³. Toutes les relations mentionnées dans le texte entre un profil et une variable sont donc statistiquement significatives « toutes choses égales par ailleurs », c'est-à-dire en tenant compte simultanément des autres variables.

Fig. 5. Description des profils de perception des conséquences du changement climatique

Q. Là où vous habitez, avez-vous subi ces dernières années les conséquences de désordres climatiques parmi la liste suivante ? (plusieurs réponses possibles) /
Q. À votre avis, le changement climatique aura-t-il là où vous habitez ? /
Q. Personnellement, quand vous pensez au changement climatique, quel est votre état d'esprit ? Vous vous sentez...

2022
Base : À tous

	Très concerné et très inquiet 47 %	Peu concerné et assez inquiet 30 %	Peu concerné et indifférent 10 %	Concerné et optimiste 9 %	Attentes positives 4 %
--	--	--	--	---------------------------------	------------------------------

A constaté ces dernières années les conséquences sur son lieu de vie :

	Très concerné et très inquiet 47 %	Peu concerné et assez inquiet 30 %	Peu concerné et indifférent 10 %	Concerné et optimiste 9 %	Attentes positives 4 %
• aucune conséquence	5 %	46 %	44 %	25 %	39 %
• une ou deux conséquence(s)	39 %	38 %	37 %	46 %	41 %
• trois ou plus	56 %	16 %	19 %	29 %	20 %

Conséquences anticipées pour l'avenir :

	Très concerné et très inquiet 47 %	Peu concerné et assez inquiet 30 %	Peu concerné et indifférent 10 %	Concerné et optimiste 9 %	Attentes positives 4 %
• surtout négatives	95 %	14 %	35 %	40 %	0 %
• autant négatives que positives	3 %	67 %	50 %	53 %	0 %
• surtout positives	0 %	0 %	0 %	0 %	100 %
• NSP	2 %	19 %	15 %	7 %	0 %

3. Sur les régressions logistiques, voir dans cet ouvrage le lexique, p. 241.

2022
 Base : À tous

<i>Très concerné et très inquiet</i>	<i>Peu concerné et assez inquiet</i>	<i>Peu concerné et indifférent</i>	<i>Concerné et optimiste</i>	<i>Attentes positives</i>
47 %	30 %	10 %	9 %	4 %

État d'esprit en pensant au changement climatique (deux réponses possibles) :

• optimiste	6 %	23 %	16 %	39 %	37 %
• confiant	0 %	0 %	6 %	100 %	36 %
• engagé, combatif	19 %	18 %	7 %	25 %	21 %
• sceptique	15 %	29 %	28 %	18 %	23 %
• indifférent	1 %	0 %	100 %	8 %	23 %
• en colère	43 %	18 %	10 %	13 %	18 %
• inquiet	90 %	62 %	38 %	38 %	39 %
• démoralisé	38 %	20 %	12 %	13 %	20 %

Le premier profil regroupe 47 % des enquêtés inclus dans l'analyse, qui apparaissent à la fois *très concernés et très inquiets* : 95 % déclarent avoir déjà constaté les effets des désordres climatiques dans leur région (76 % citent les fortes chaleurs), 95 % également pensent que les conséquences à venir là où ils vivent seront surtout négatives, 90 % se sentent inquiets en y pensant (c'est le premier sentiment pour 71 % d'entre eux), mais aussi en colère (43 %) ou démoralisés (38 %).

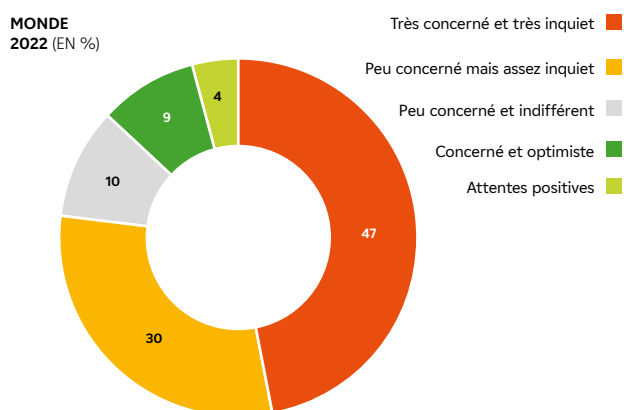
Le deuxième profil (30 % des enquêtés), *peu concerné mais assez inquiet*, s'oppose nettement au premier. Les personnes regroupées ici se disent peu concernées par les conséquences des désordres climatiques : au cours des dernières années, 46 % n'en citent aucun là où elles habitent, et 38 % seulement en citent un ou deux. En outre, les deux tiers (67 %) estiment que les conséquences à venir seront autant négatives que positives. Pourtant, c'est tout de même le sentiment d'inquiétude à l'égard du changement climatique qui prédomine dans ce profil, certes moins que dans le précédent : 62 % de ces enquêtés se sentent inquiets en y pensant (c'est le premier sentiment pour 46 % d'entre eux), mais cette fois-ci l'inquiétude se combine avec du scepticisme (29 % citent ce sentiment).

Le troisième profil réunit 10 % des personnes interrogées. Ce profil est très similaire au précédent, puisque ces personnes ont rarement perçu des conséquences de désordres climatiques chez elles lors de ces dernières années, et que la moitié anticipe des conséquences à venir autant négatives que positives. En revanche, leur état d'esprit n'est pas le même : tous ressentent de l'indifférence à l'égard du changement climatique - pour près de la moitié, c'est même leur premier sentiment, tandis que 28 % ressentent aussi du scepticisme (profil *peu concerné et indifférent*).

Le quatrième profil regroupe aussi près d'un enquêté sur dix (9 %). L'expérience des conséquences de désordres climatiques y est fréquente : 75 % des enquêtés mentionnent au moins un type de conséquences au cours de ces dernières années. En outre, plus de la moitié anticipe des conséquences à venir autant négatives que positives. Ces anticipations se conjuguent ici avec des sentiments positifs : tous les enquêtés de ce profil se sentent confiants en pensant au changement climatique, 39 % se sentent optimistes, et 25 % combatifs (profil *concerné et optimiste*).

Au sein du dernier profil (4 % de l'échantillon), 39 % des enquêtés n'ont pas constaté de conséquences des désordres climatiques ces dernières années là où ils habitent, et 41 % mentionnent un ou deux types de conséquences (sachant que, relativement aux autres profils, ils citent moins souvent de fortes chaleurs). Toutes ces personnes ont des *attentes positives*, puisqu'elles anticipent des effets surtout positifs sur leur lieu de vie. Ces *attentes positives* se combinent avec des sentiments ambivalents : l'inquiétude (citée par 39 % de ces enquêtés), l'optimisme (37 %), la confiance (36 %), et dans une moindre mesure l'indifférence (23 %).

Fig. 6. Les cinq profils de perception des conséquences du changement climatique



Les enquêtés très concernés et très inquiets par les conséquences du changement climatique sont plus souvent des femmes, de 45 ans ou plus, sont plus diplômés et ont plus souvent des revenus moyens ou élevés. »

■ Quels facteurs associés aux cinq profils ?

Les enquêtés *très concernés et très inquiets* par les conséquences du changement climatique sont plus souvent des femmes, de 45 ans ou plus, sont plus diplômés et ont plus souvent des revenus moyens ou élevés. Bien que significatifs ces écarts sont modérés et n'excèdent pas 10 points (ainsi, 50 % des plus diplômés appartiennent à ce profil, contre 40 % des moins diplômés). Les disparités les plus fortes sont observées entre pays : ce profil représente les deux tiers des enquêtés dans plusieurs pays d'Amérique latine (68 % au Chili, 65 % au Mexique et en Colombie) et du pourtour méditerranéen (68 % en Espagne, 66 % au Maroc et en Turquie, 60 % en Italie). Cette répartition géographique dissimule dans les tris croisés certains écarts sociodémographiques mis en évidence « toutes choses égales par ailleurs », puisque plusieurs des pays où ce profil est le plus prégnant ont par ailleurs des niveaux de diplôme et des revenus des ménages plus faibles que la moyenne.

En revanche, le profil *peu concerné mais assez inquiet* n'est ni genré ni âgé. Mais il est plus fréquent parmi les moins diplômés (36 %, contre 27 % des plus diplômés) et ceux dont le ménage dispose de faibles revenus (32 %, contre 26 % pour les enquêtés dont le ménage dispose de revenus élevés). Indépendamment de ces variations socioéconomiques, on observe aussi des effets géographiques : par exemple, ce profil est le plus fréquent en Norvège, où il regroupe 56 % des personnes interrogées, et dans une moindre mesure en Suède (40 %) et en Russie (39 %).

S'agissant des profils plus rares, celui des individus *peu concernés et indifférents* est genré et âgé : les hommes et les moins de 35 ans y sont plus nombreux. En outre, ce profil est surreprésenté aux États-Unis (18 %), en Australie (17 %), mais aussi en Afrique du Sud (17 %) et à Singapour (15 %). Quant aux *concernés optimistes*, ce sont un peu plus souvent des hommes, mais ils ne se distinguent ni par leur âge, ni par leur niveau d'études ou de richesse. En revanche, ils sont surreprésentés en Inde et en Chine (17 % et 16 %), ainsi qu'en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis (17 % et 15 %). Enfin, les 16-34 ans sont plus nombreux à exprimer des *attentes positives*, profil qui est également plus fréquent en Inde (16 %) et aux États-Unis (10 %), ainsi que, dans une moindre mesure, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis (8 % et 9 %).

■ Des contextes nationaux qui comptent aussi

Les analyses menées *supra* ne prennent pas en compte les contextes nationaux, en se cantonnant à mobiliser les caractéristiques individuelles des enquêtés. Les données disponibles agrégées par pays suggèrent un gradient liant inquiétudes à l'égard du changement climatique et niveau de développement. En effet, les individus appartenant aux profils *peu concerné et indifférent* et *concerné et optimiste* vivent plus souvent dans des pays où l'espérance de vie est plus faible, ceux du profil *peu concerné et indifférent* vivent plus souvent dans des pays où l'accès de la population à l'électricité est moindre et le taux de chômage plus élevé, et les *concernés et optimistes* dans des pays où le produit national brut (PNB) par habitant est plus faible.

Mais le contexte national peut aussi influencer les relations entre les perceptions des conséquences du changement climatique et leurs déterminants. Pour illustrer ce point, nous avons réanalysé les facteurs sociodémographiques associés au profil *très concerné et très inquiet* pour chaque pays séparément. Une tendance se dessine alors, même si elle n'est pas vérifiée pour tous les pays. Dans certains cas, un haut niveau de diplôme favorise fortement l'adhésion à ce profil, tandis que le niveau de ressources du ménage a un effet négligeable ou plus faible, ce qui correspond souvent à des pays caractérisés par un PNB par habitant élevé (Australie, Italie, France, Japon, Singapour, Émirats arabes unis, Royaume-Uni et États-Unis). Dans d'autres cas, au contraire, l'adhésion au profil *très concerné et très inquiet* est déterminée surtout par des revenus du ménage moyens ou élevés, tandis que l'effet du diplôme est négligeable ou plus faible : cela correspond plutôt à des pays où le PNB par habitant est plus faible (Brésil, Chili, Colombie, Indonésie, Afrique du Sud, Nigeria, Mexique).

CONCLUSION

Les perceptions des conséquences du changement climatique sont des objets complexes qui mêlent expériences vécues et anticipations, cognitions et émotions. Entre inquiétude, indifférence et optimisme, ces perceptions dessinent des profils très contrastés. Mais ces perceptions sont aussi complexes en raison des facteurs qui les nourrissent. Conformément à la prophétie d'Ulrich Beck, relative aux nouveaux risques majeurs, invisibles et aux effets décalés dans le temps, les inquiétudes à l'égard du changement climatique sont plus fortes parmi les plus diplômés et les plus aisés, et au niveau des pays sont également corrélées à des indicateurs agrégés de développement. Toutefois, quarante ans plus tard, le changement climatique est de moins en moins invisible, et ses conséquences décalées dans le temps commencent à se faire sentir, d'autant que nos capacités à en mesurer les traces ont beaucoup progressé : aux effets socioéconomiques s'ajoutent alors des effets géographiques, dans la mesure où les traces du changement climatique dont nous faisons l'expérience sur notre lieu de vie ne sont pas les mêmes en Scandinavie et sous les tropiques. Nos résultats suggèrent enfin que si les inquiétudes à l'égard du changement climatique sont corrélées positivement aux ressources socioéconomiques des individus, cet effet pourrait être modulé par le niveau de développement : il passerait surtout par le diplôme dans les pays riches, et plutôt par les revenus dans les pays qui le sont moins. ■



Le conflit entre croissance et environnement

■ Simon Persico – *Laboratoire Pacte (CNRS, Sciences Po Grenoble, université Grenoble Alpes)*

L'idée selon laquelle la croissance infinie du produit intérieur brut n'est pas compatible avec le respect des limites physiques et biologiques de la planète est presque aussi ancienne que la croissance elle-même. Alors que la révolution industrielle a ouvert une fenêtre inédite dans l'histoire de l'humanité, marquée par un accroissement rapide et continu de la production, de nombreux auteurs, intellectuels et scientifiques ont documenté et déploré, dès le XIX^e siècle, les effets néfastes du développement économique sur les équilibres planétaires. De Louis René Villermé à John Stuart Mill, de Dominique Méda à Jason Hickel, de Nicholas Georgescu-Roegen à Dennis Meadows, Donella Meadows et Jørgen Randers, dont on a célébré en 2022 les cinquante ans de l'ouvrage *Limits to growth*, la liste des personnalités critiques de l'idéal productiviste est longue.

Les externalités négatives de la croissance économique sont connues : dégradation des sols, de l'air et de l'eau, production de déchets, épuisement des ressources et déséquilibre climatique. Le dernier rapport du Giec confirme ces critiques, en remettant en question l'idée selon laquelle il serait possible de « découpler » durablement croissance économique et émissions de gaz à effet de serre¹. On retrouve les mêmes critiques du côté des experts en biodiversité de l'IPBES (Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services), qui doutent de la compatibilité entre la croissance économique et la protection du vivant².

Pour ces auteurs, entre croissance du PIB et préservation de l'habitabilité de la planète, les sociétés humaines doivent faire un choix. Si l'objectif de croissance reste central dans les politiques économiques de la plupart des pays, comment les opinions publiques se situent-elles face à ce choix ? L'analyse de plusieurs questions posées dans l'enquête Obs'COP offre de bons éléments de réponse. Après avoir présenté l'évolution et la distribution des réponses à ces questions dans le temps et dans l'espace, ce chapitre présente les principaux déterminants sociaux et politiques des positions productivistes – favorables à la croissance au détriment de l'environnement – et anti-productivistes – qui préfèrent protéger l'environnement, même au détriment de la croissance économique.

1. PÖRTNER Hans-Otto *et al.* « Climate change 2022: impacts, adaptation and vulnerability ». *IPCC, Sixth Assessment Report*. 2022.

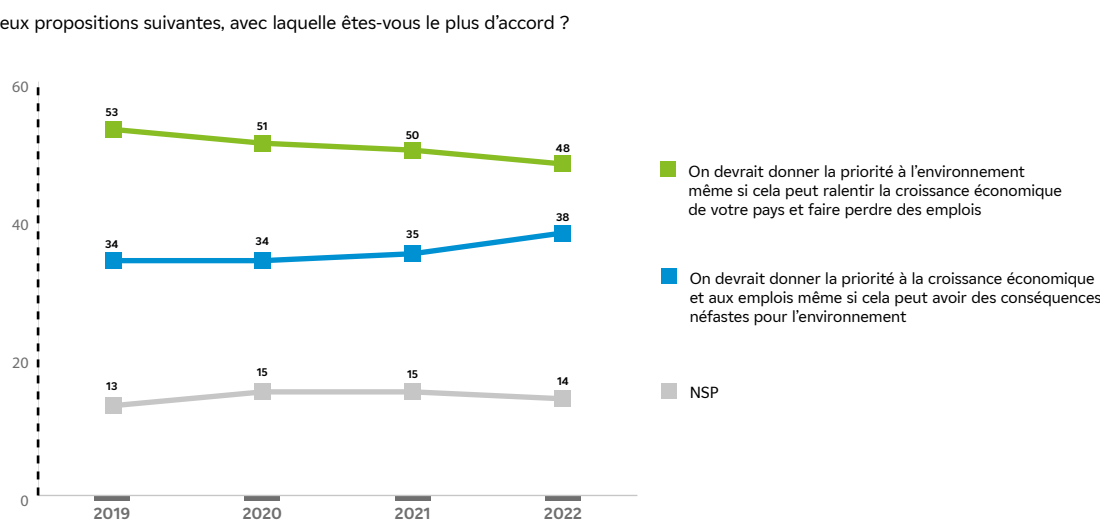
2. OTERO Iago *et al.* « Biodiversity policy beyond economic growth », *Conservation Letters*. 2020, vol. 13(4): e12713.

LA PRIORITÉ ACCORDÉE À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PLUTÔT QU'À LA CROISSANCE DOMINE MAIS S'AFFAIBLIT

Une question est particulièrement pertinente pour évaluer les positions des 30 pays sur le dilemme entre croissance et environnement. Les personnes interrogées devaient choisir entre « donner la priorité à l'environnement, même si cela peut ralentir la croissance économique de votre pays et faire perdre des emplois » et « donner la priorité à la croissance économique et aux emplois même si cela peut avoir des conséquences néfastes pour l'environnement ». Cette question, en liant croissance et emplois, ce qui peut être discuté³, est intéressante, car elle est de nature à limiter les réponses favorables à l'environnement. Ce sont les emplois, et non seulement une croissance du PIB parfois éloignée du quotidien, qui sont dans la balance pour les répondants.

Fig. 1. L'évolution de la priorité donnée à l'environnement ou à la croissance

Q. Parmi les deux propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ?



Dans la moyenne des 30 pays étudiés, c'est pourtant la protection de l'environnement, même si cela peut ralentir la croissance économique et faire perdre des emplois, qui est considérée comme prioritaire. Ce soutien s'est tassé au cours des quatre vagues, passant, comme le montre la Figure 1, de 53 % en 2019 à 48 % en 2022. Cela peut s'expliquer par les difficultés économiques qui ont suivi la crise de la Covid-19 et le déclenchement de la guerre en Ukraine. De même, le taux de personnes ne se prononçant pas sur cette question est plus élevé que pour de nombreuses autres questions de l'Obs'COP, avec des niveaux avoisinant les 15 % des répondants, ce qui marque l'indécision d'une part importante des échantillons face à un tel dilemme.

Mais le taux de répondants privilégiant l'environnement dépasse de 10 points, en moyenne, celui des répondants préférant la croissance. La Figure 2 montre que l'environnement est l'option prioritaire dans 21 des 30 pays de l'enquête. La croissance domine toutefois en Afrique du Sud - où la priorité accordée à la croissance est la plus élevée -, au Japon - où la priorité accordée à l'environnement est la plus faible -, mais aussi en Arabie saoudite, aux États-Unis, en Indonésie, au Nigeria, au Royaume-Uni, en Russie et en Suède.

L'observation de cette Figure indique également que la priorité accordée à l'environnement est plus élevée dans les pays les moins riches de l'échantillon. Plus précisément, 53 % des répondants dans les pays avec un PIB par habitant inférieur à 9 999 dollars privilégient l'environnement, contre 44 % dans les pays avec un PIB par habitant supérieur à 30 000 dollars. Les pays les plus riches sont également ceux où la part des répondants refusant de choisir est la plus élevée. Ce résultat peut paraître contre-intuitif au regard de la thèse, développée par Ronald

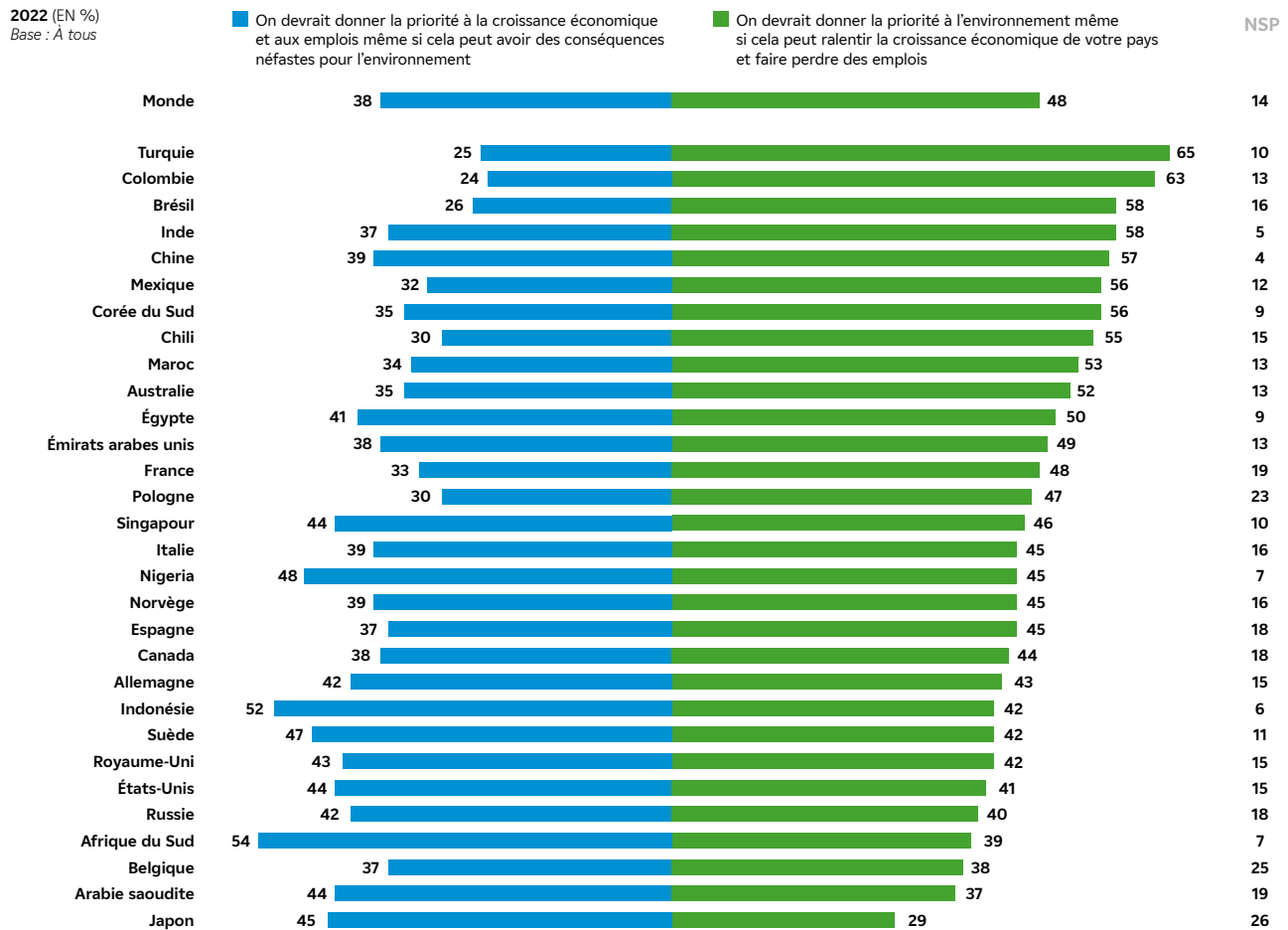
3. GADREY Jean. « Voulez-vous préserver l'environnement ou la croissance et l'emploi ? Une question trompeuse de l'enquête sur les valeurs des Européens ». *Debout. Le blog de Jean Gadrey sur Alternatives économiques*. 2019.

En ligne : <<http://blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2019/05/04/voulez-vous-preserver-l-environnement-ou-la-croissance-et-l-emploi-une-question-trompeuse-de-l-enquete-sur-les-valeurs-des-europeens>>

Inglehart dès la fin des années 1970⁴, selon laquelle c'est dans les économies industrielles avancées que l'on trouve le plus de citoyens mus par des valeurs « post-matérialistes » comme l'environnement, la démocratie ou l'émancipation, plutôt que des valeurs matérialistes comme la sécurité physique et économique. La Figure 2 pointe plutôt vers une forme d'universalité de la critique de la croissance économique, qui ne semble pas constituer un idéal indépassable pour les citoyens des pays moins développés. Une explication alternative à ce phénomène pourrait provenir de ce que les pays les moins riches de l'échantillon sont aussi ceux qui connaissent les taux de croissance les plus élevés. Ce serait alors la dynamique de la croissance des richesses qui influencerait positivement les préférences environnementales des individus, à l'inverse du niveau effectif de ces richesses.

Fig. 2. Priorité donnée à l'environnement ou à la croissance

Q. Parmi les deux propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ?



LES DÉTERMINANTS SOCIODÉMOGRAPHIQUES DU SOUTIEN À L'ENVIRONNEMENT PLUTÔT QU'À LA CROISSANCE

Si les positions sur le conflit entre croissance et environnement varient selon les pays, les différences liées aux caractéristiques sociodémographiques des répondants sont plus limitées. Comme l'indique la Figure 3, de nombreuses variables sociodémographiques ne semblent avoir aucun effet sur la préférence pour l'environnement ou pour la croissance et l'emploi. Les niveaux de réponse sont assez comparables quels que soient le sexe, le statut parental ou le lieu d'habitation. Cela tend à infirmer certains des résultats issus de la littérature, qui voient les femmes, par exemple, plus enclines à favoriser l'environnement⁵.

4. INGLEHART Ronald. *The silent revolution: Changing values and political styles among western publics*, Princeton University Press. 1977.

5. MILDENBERGER Matto et LEISEROWITZ Anthony. « Public opinion on climate change: Is there an economy-environment tradeoff? » *Environmental Politics*. 2017, 26(5): 801-24.

Fig. 3. Priorité donnée à l'environnement ou à la croissance selon les catégories sociodémographiques

Q. Parmi les deux propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ?

MONDE 2022 Base : À tous	On devrait donner la priorité à l'environnement même si cela peut ralentir la croissance économique de votre pays et faire perdre des emplois	NSP	On devrait donner la priorité à la croissance économique et aux emplois même si cela peut avoir des conséquences néfastes pour l'environnement
Ensemble..... 100 %	48 %	14 %	38 %
Genre			
Homme	48 %	11 %	40 %
Femme	47 %	17 %	36 %
Âge			
16-24 ans	49 %	12 %	39 %
25-34 ans	48 %	13 %	39 %
35-44 ans	48 %	13 %	39 %
45-54 ans	46 %	15 %	39 %
55-64 ans	47 %	16 %	37 %
Plus de 64 ans	48 %	15 %	37 %
Nombre d'enfants			
Sans enfants	46 %	17 %	38 %
Un enfant et plus	50 %	11 %	39 %
Niveau de revenus			
Bas revenus	45 %	16 %	39 %
Revenus moyens	47 %	13 %	40 %
Hauts revenus	53 %	9 %	38 %
Niveau d'études			
Bas	42 %	22 %	36 %
Moyen	45 %	16 %	39 %
Haut	51 %	11 %	38 %
Catégorie socioprofessionnelle			
Cadres, professions supérieures	52 %	9 %	39 %
Techniciens, employés	46 %	14 %	40 %
Ouvriers	46 %	13 %	41 %
Inactifs, retraités	47 %	17 %	36 %
Catégorie d'agglomération*			
Urbain	45 %	16 %	39 %
Rural	43 %	19 %	38 %

* 13 pays interrogés : Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis, France, Italie, Norvège, Pologne, Royaume-Uni, Singapour, Suède.

D'autres variables structurent les réponses de manière plus nette. C'est le cas du niveau d'études : 51 % des plus diplômés déclarent privilégier l'environnement, contre 42 % chez les moins diplômés, même si les écarts sont plus limités pour le soutien à la croissance. De même, les personnes avec les plus hauts niveaux de revenus dans leur pays donnent une priorité plus importante à l'environnement que les répondants les plus modestes. Une approche plus contextualisée de l'effet de cette variable montre que les différences en fonction du niveau de revenus sont encore plus marquées dans les pays les plus développés (PIB par habitant supérieur à 30 000 dollars). Dans ces pays, seulement 32 % des personnes avec les revenus les plus faibles déclarent prioriser l'environnement, contre 49 % des personnes avec les revenus les plus élevés, pour une moyenne de 44 % dans ces pays. Le groupe social le plus attaché à la croissance et aux emplois, plutôt qu'à l'environnement, est constitué des citoyens les plus pauvres à l'intérieur des pays les plus développés.

LES DÉTERMINANTS POLITIQUES DU SOUTIEN À L'ENVIRONNEMENT PLUTÔT QU'À LA CROISSANCE

Si les préférences des répondants sur la question de la croissance varient selon leur position sociale, elles sont également liées à leurs préférences sur d'autres dimensions du débat public. La Figure 4 indique par exemple que les convictions relatives à l'existence et à l'origine du changement climatique affectent, sans surprise, la position sur le débat environnement/croissance. Les répondants qui considèrent, à tort, que le changement climatique est un phénomène naturel sont 60 % à privilégier la croissance, contre 31 % qui privilégient l'environnement. Inversement, seuls 31 % de ceux qui considèrent, à raison, que le changement climatique est d'origine humaine privilégient la croissance, contre 57 % qui favorisent l'environnement, y compris au détriment de la croissance et des emplois.

Fig. 4. Priorité donnée à l'environnement ou à la croissance selon les préférences politiques

Q. Parmi les deux propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ?

MONDE 2022 Base : À tous	On devrait donner la priorité à l'environnement même si cela peut ralentir la croissance économique de votre pays et faire perdre des emplois	NSP	On devrait donner la priorité à la croissance économique et aux emplois même si cela peut avoir des conséquences néfastes pour l'environnement
Ensemble..... 100 %	48 %	14 %	38 %
Origine du changement climatique⁶			
Origine humaine	57 %	12 %	31 %
Origine naturelle	31 %	9 %	60 %
On ne peut pas savoir + NSP	26 %	37 %	37 %
Rapport au changement politique⁷			
Révolutionnaire	53 %	8 %	39 %
Réformiste	50 %	12 %	38 %
Conservateur	34 %	12 %	54 %
Redistribution des richesses⁸			
Pro-redistribution	51 %	11 %	38 %
Anti-redistribution	43 %	14 %	43 %
Secteur public⁹			
Pro-public	53 %	8 %	39 %
Pro-privé	45 %	14 %	41 %
Concurrence¹⁰			
Pro-concurrence	47 %	15 %	38 %
Anti-concurrence	49 %	11 %	40 %
Mondialisation⁸			
Anti-mondialisation	47 %	13 %	40 %
Pro-mondialisation	51 %	10 %	39 %
Autoritarisme⁸			
Anti-autoritaire	50 %	14 %	36 %
Autoritaire	48 %	9 %	43 %
Gauche/droite¹¹			
Gauche	61 %	14 %	25 %
Centre	42 %	16 %	42 %
Droite	38 %	9 %	53 %

Les enjeux associés au productivisme sont également liés à d'autres débats qui peuvent paraître plus éloignés des questions environnementales. Cela correspond à une trajectoire observée à plusieurs reprises et qui voit les enjeux environnementaux s'aligner sur les autres enjeux structurants, notamment ceux qui composent l'axe gauche/droite (place de l'État dans l'économie, redistribution des richesses, tolérance à l'égard de l'immigration...). Ainsi, les préférences sur la redistribution des richesses sont liées à la structure des réponses sur le conflit entre croissance et environnement : les répondants qui sont d'accord avec l'idée selon laquelle on doit prendre aux riches pour donner aux pauvres sont 51 % à privilégier l'environnement, contre 43 % de ceux qui ne sont pas d'accord. On constate des effets assez similaires pour la confiance dans le secteur public, plutôt que dans le secteur privé, tandis qu'il n'existe pas de réelles différences entre les répondants favorables à la concurrence et ceux qui y sont hostiles. De même, les personnes considérant qu'il faut un « homme fort » qui n'aurait pas à se soucier du

6. Voir dans cet ouvrage la question B3, Annexes, p. 220.

7. Q. Parmi les affirmations suivantes concernant la société dans laquelle nous vivons, laquelle correspond le mieux à votre opinion ? L'organisation de notre société doit être changée radicalement par une action révolutionnaire ; Notre société doit être améliorée progressivement, au moyen de réformes ; Notre société actuelle doit rester telle qu'elle est ; Vous ne savez pas (*une seule réponse possible*)8. Q. Pour chacune des affirmations suivantes, indiquez si vous êtes d'accord ou pas d'accord ? Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ; Le libre-échange et la mondialisation ont été bénéfiques pour votre pays ; Dans votre pays, on a besoin d'un homme fort qui décide sans s'occuper du parlement (*une seule réponse possible*)

9. Q. Veuillez indiquer ce qui se rapproche le plus de votre opinion sur cette échelle : Une note de 0 signifie que vous êtes entièrement d'accord avec l'affirmation à gauche « Il faut renforcer la part du secteur privé dans l'économie (entreprises et industries) » ; une note de 10 signifie que vous êtes entièrement d'accord avec l'affirmation à droite « Il faut renforcer la part de l'État dans l'économie (entreprises et industries) » ; si vous avez une opinion intermédiaire, vous pouvez choisir tout nombre compris entre ces deux valeurs.

10. Q. Veuillez indiquer ce qui se rapproche le plus de votre opinion sur cette échelle : Une note de 0 signifie que vous êtes entièrement d'accord avec l'affirmation à gauche « La concurrence est nocive » ; une note de 10 signifie que vous êtes entièrement d'accord avec l'affirmation à droite « La concurrence est bénéfique » ; si vous avez une opinion intermédiaire, vous pouvez choisir tout nombre compris entre ces deux valeurs.

11. Quatre pays interrogés : Allemagne, États-Unis, France, Royaume-Uni.

parlement – une position plutôt autoritaire – sont 43 % à privilégier la croissance, contre 36 % des personnes qui ne sont pas d'accord avec cette idée.

L'attitude à l'égard de la mondialisation a un effet modeste : les personnes favorables au libre-échange et à la mondialisation tendent plus à privilégier l'environnement que celles qui y sont hostiles, et cet effet est particulièrement marqué dans les pays les plus développés. L'absence de questions portant sur les enjeux d'immigration ou d'identité dans le questionnaire empêche de vérifier que cette différence est bien liée à un niveau d'ouverture culturelle plus important chez les personnes les plus attachées à l'environnement, un résultat souvent corroboré dans la littérature¹². On notera aussi que les personnes pensant que la société doit être radicalement transformée par une action révolutionnaire privilégient nettement plus l'environnement (53 %) que celles qui souhaitent que la société reste telle qu'elle est (34 %), les personnes adoptant une position réformiste se situant à la moyenne.

Le lien entre la position sur le conflit croissance/environnement et les dimensions composant l'axe gauche/droite est confirmé dans l'échantillon de quatre pays – Allemagne, France, États-Unis, Royaume-Uni –, dans lesquels on a demandé aux répondants de s'autopositionner sur l'axe gauche/droite. On constate en effet que les répondants qui se situent à gauche de l'échiquier politique sont 61 % à prioriser l'environnement, contre 25 % qui privilégient la croissance. Ces taux sont de respectivement 38 % et 53 % pour les répondants qui se sont autopositionnés à droite. Deux mondes différents.

CONCLUSION

L'analyse des résultats de l'ObsCOP dans les 30 pays étudiés indique donc que la priorité accordée par l'opinion publique à l'environnement surpasse celle donnée à la croissance et aux emplois. Il faut savoir raison garder. La croissance du PIB a constitué l'un des objectifs centraux – et consensuels – des politiques économiques depuis plus d'un siècle, et le désaveu des populations mondiales à l'encontre de la croissance et en faveur de l'environnement est à nuancer. Le choix de l'environnement, qui s'est tassé de 5 points au cours des quatre dernières années, n'est majoritaire que dans 11 pays, soit un tiers de l'échantillon. Par ailleurs, il existe des différences notables entre les pays, les groupes sociaux et, plus encore, entre les préférences idéologiques relatives à d'autres enjeux. Cela étant, la critique du productivisme est prégnante dans la totalité des pays étudiés – elle ne descend jamais en-deçà de 30 % de l'échantillon.

Aussi convaincus qu'ils puissent l'être de la nécessité de privilégier la protection de l'environnement plutôt que la croissance et les emplois, les répondants ne se font toutefois guère d'illusions sur la trajectoire que prendra leur pays sur cette question. Quand on leur demande ce qui, selon eux, va se passer dans leur pays dans les prochains mois, ils sont seulement 32 % à considérer que l'environnement sera prioritaire, même si cela entraîne un ralentissement de la croissance économique et des pertes d'emplois. Au contraire, ils sont 51 % à considérer que la croissance économique et les emplois seront prioritaires, même si cela a des effets négatifs sur l'environnement. La structure des préférences sur ce qu'il conviendrait de faire est à fronts renversés avec la structure des prédictions sur ce qui va advenir.

On peut voir là l'expression d'un certain réalisme. Alors que les preuves de la probable incompatibilité entre protection de l'environnement et croissance économique s'accumulent, rien n'indique que les élites politiques et économiques aient intégré cette réalité pour mettre à jour leurs logiciens idéologiques. Dans les pays en développement comme dans les économies (post-)industrielles les plus avancées, la croissance économique reste l'alpha et l'oméga des politiques économiques, et tout indique que les responsables politiques ne sont pas à l'écoute de leur opinion publique sur ce sujet, comme sur d'autres¹³. Ce décalage entre opinion publique et action publique explique peut-être en partie la nouvelle vigueur des actions coups de poing ou de désobéissance civile – dans les musées, les aéroports ou sur les autoroutes. Pour une nouvelle génération d'activistes du climat, il s'agit de faire entendre la voix des 48 % de répondants qui considèrent qu'il faudrait donner la priorité à l'environnement. Une manière d'inciter les responsables politiques, d'autant plus à l'écoute des citoyens que les enjeux en question suscitent l'attention du public et des médias¹⁴, à questionner l'augmentation de la production comme voie privilégiée pour enrayer la dégradation des conditions d'habitabilité sur terre. ■

12. DUNLAP Riley, McCRIGHT Aaron et YAROSH Jerrod. « The political divide on climate change: Partisan polarization widens in the U.S. », *Environment: Science and Policy for Sustainable Development*. 2016, 58:5, 4-23. En ligne : <<http://dx.doi.org/10.1080/00139157.2016.1208995>>

13. BURSTEIN Paul. « Why estimates of the impact of public opinion on public policy are too high: Empirical and theoretical implications », *Social Forces*. 2006, 84(4): 2273-89.

14. BROMLEY-TRUJILLO Rebecca et POE John. « The importance of salience: Public opinion and state policy action on climate change », *Journal of Public Policy*. 2020, 40(2): 280-304.

INTERVIEW DAVID CHAVALARIAS, ISC-PIF/CNRS

La désinformation climatique sur les réseaux sociaux et son impact sur les opinions



David Chavalarias est mathématicien en sciences sociales. Il est directeur de recherche au CNRS et directeur de l'Institut des systèmes complexes de Paris Île-de-France. Il est l'auteur de *Toxic data*, publié en 2022 chez Flammarion, qui décrit les mécanismes de manipulation de l'opinion sur les réseaux sociaux. Il vient de produire, avec Paul Bouchaud, Victor Chomel et Mazyar Panahi, un rapport sur l'activité des communautés climatosceptiques sur le réseau social Twitter en 2021 et 2022¹.

L'étude montre une intensification de l'activité de groupes déniéristes² et climatosceptiques en ligne, notamment en 2022. En France, l'intensification de ce militantisme a été particulièrement marquée depuis juillet de cette même année, avec une triple actualité climatique : une série d'événements extrêmes, la tenue de la COP27 et enfin la convergence des enjeux du réchauffement climatique avec ceux de la sécurité d'approvisionnement en pétrole et en gaz du fait de la guerre en Ukraine.

La coïncidence entre cette suractivité déniériste sur Twitter et la remontée des opinions attribuant à la nature l'origine du changement climatique, notamment en France, nous a incités à interroger David Chavalarias sur la nature de cet activisme numérique et

sur l'influence que cet activisme pouvait avoir sur la population globale, pratiquant ou non les réseaux sociaux.

Le déniarisme climatique sur Twitter : combien de divisions ?

Pour commencer, a-t-on une idée de ce que représente la controverse climatique dans l'ensemble des controverses sur Twitter ?

La question environnementale, et climatique en particulier, est assez minoritaire dans l'ensemble des discussions politiques sur Twitter, en tout cas telles que nous les collectons. Le débat est actif, mais il n'est pas

majeur. D'ailleurs, pendant la campagne présidentielle, le thème du climat était quasiment absent. Twitter n'est pas le terrain idéal pour discuter de questions scientifiques pour lesquelles il faut prendre le temps d'expliquer. Mais ce qui est frappant, quand on regarde moins les chiffres absolus que les variations, c'est le décuplement de la communauté déniériste depuis 2019, et singulièrement en 2022, où l'on mesure une multiplication par six de l'activité de cette communauté (taille et nombre de messages).

Quelles sont ces communautés justement et peut-on mesurer leurs poids respectifs ?

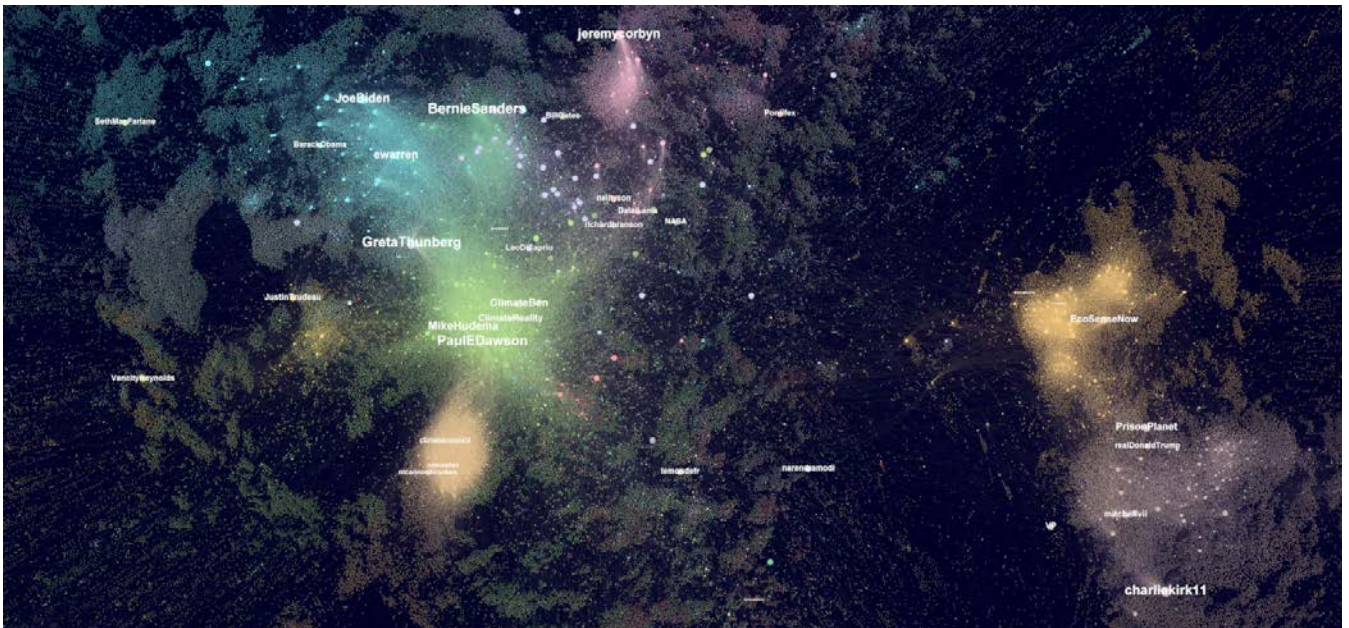
Historiquement, le débat climatique sur Twitter est polarisé autour de

1. CHAVALARIAS David, BOUCHAUD Paul, CHOMEL Victor et PANAH Mazyar. « Les nouveaux fronts du déniarisme et du climatoscepticisme. Deux années d'échanges Twitter passées aux macroscopes », CNRS, Institut des systèmes complexes de Paris IDF. En ligne : <<https://nextcloud.iscpif.fr/index.php/s/qiA5DJoGYMS2jHS#pdfviewer>>

2. Les auteurs utilisent ce terme plutôt que « climatosceptique » pour « souligner qu'il ne s'agit pas de dire qu'un fait établi scientifiquement est nécessairement incontestable, mais que les faits les plus légitimes pour prendre les décisions futures sont ceux qui sont rigoureusement établis par les scientifiques sur la base de l'état actuel des connaissances et de la compréhension liées au système terrestre ».

Fig. 1. La twittosphère climatique au dernier trimestre 2019

Note de lecture : cartographie de 200 k comptes Twitter retweetant des contenus liés au changement climatique, en anglais ou en français. Chaque couleur indique une communauté spécifique, soit géographique (au niveau du pays), soit orientée idéologiquement (militants pro-climat ou déniéristes).



© Source : ISC-PIF/CNRS 2023 Chavalarias, Bouchaud, Chomel, Panahi. <<https://nextcloud.iscpif.fr/index.php/s/qiA5DJoGYMS2jHS#pdfviewer>>

deux communautés (Fig. 1). On estime qu'entre les pro-climat et les déniéristes le rapport est de 70 contre 30 environ.

La communauté « pro-climat » relaie les synthèses du Giec et est composée de scientifiques, d'organisations internationales, d'ONG, de démocrates américains... En face, les « déniéristes », qui réfutent ces arguments, et comptent surtout des partisans de Donald Trump, des influenceurs se prétendant « experts » en climatologie et des comptes soutenus par les industries fossiles. À l'échelle mondiale toujours, on observe une vraie influence de la politique américaine sur les débats autour du réchauffement climatique, avec l'élection de Trump en 2016, qui a eu pour conséquence l'expansion d'une très importante communauté déniériste sur Twitter. Orientée politique, elle est néanmoins en étroite interaction avec l'autre communauté déniériste internationale des lobbyistes du charbon et du pétrole qui relaient les arguments tels que « Le CO₂ est bon pour la planète » ou « Ce n'est pas le CO₂, le climat a toujours varié ».

Côté pro-climat, les primaires de la présidentielle de 2020 ont dynamisé les communautés politiques américaines, Biden voulant récupérer les électeurs de Bernie Sanders, un dynamisme qui est rapidement retombé après que Sanders a été éliminé.

En France, jusqu'en 2019, nous n'observons pas de communauté déniériste très structurée, avec un cœur d'activistes déniéristes de seulement 400 à 500 comptes. Mais, à partir de 2019, on a vu croître l'intensité de leur militantisme sur Twitter avec la présence, sur la période 2021-2023, de plus de 10 000 comptes actifs. La plupart sont des humains et non des « bots », même s'il y a beaucoup d'indices qui laissent penser qu'il y a eu une coordination de cette flambée, via des pratiques d'*astroturfing*³ notamment (Fig. 2).

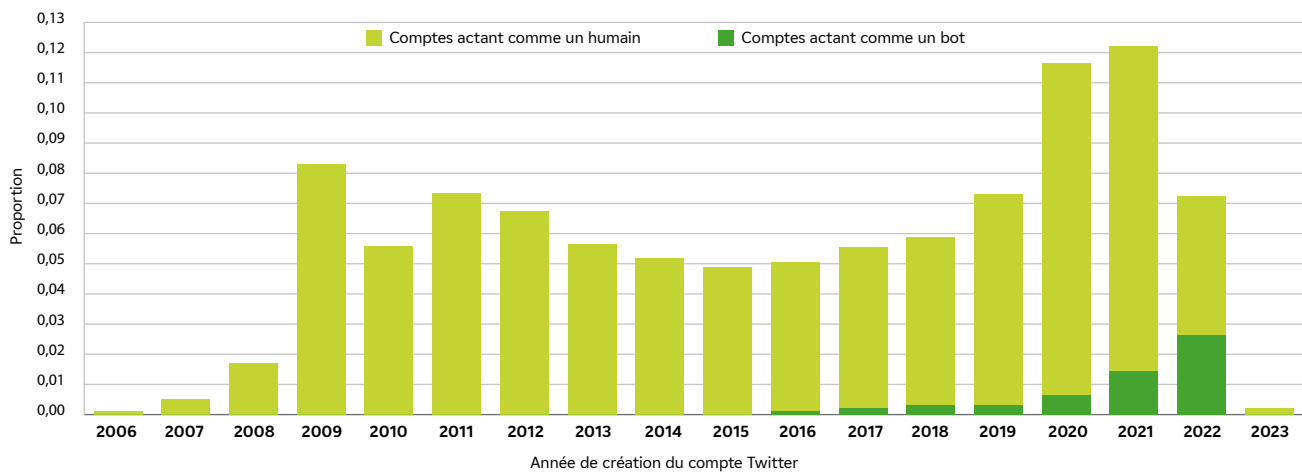
Pour ce qui est de la France, cette période de l'été 2022 est très troublante, car elle correspond à une période où le changement climatique provoque de multiples catastrophes...

Il y a eu des signes de structuration de la communauté déniériste française sur Twitter à partir de février-mars 2022, mais elle s'est accélérée de manière soudaine mi-juillet 2022, alors que le monde entier connaissait des événements climatiques extrêmes, puis en novembre avec la COP27, qui correspond aussi à la période où Elon Musk suspend la modération des comptes Twitter et rétablit des comptes suspendus.

Quand on se penche sur les comptes déniéristes les plus actifs, notamment celui de @Elpis_R (17,8 k d'abonnés), dont l'activité a doublé depuis cet été, on voit beaucoup de passerelles avec des influenceurs anglo-saxons puissants (Fig. 3). Ce compte anonyme @Elpis_R utilise des ficelles bien connues de la subversion numérique, très populaire sur les réseaux, qui s'appuie sur les « 5D » : Déformation / désinformation (si vous n'aimez pas les faits, déformez-les), Discrédit (attaques *ad hominem* des membres du Giec), Distraction (il y a des problèmes plus importants que le climat, le Giec cherche à vous manipuler), Dissuasion (les mesures climatiques

3. L'*astroturfing* est une stratégie consistant à faire croire en l'adhésion d'une foule à une cause par la création d'une foule factice.

Fig. 2. Proportion de comptes participant aux discussions sur le changement climatique au niveau international, par années de création du compte, calculée sur 5 millions de comptes actifs entre 2020 et 2022



Source : ISC-PIF/CNRS 2023 Chavalarias, Bouchaud, Chomel, Panahi

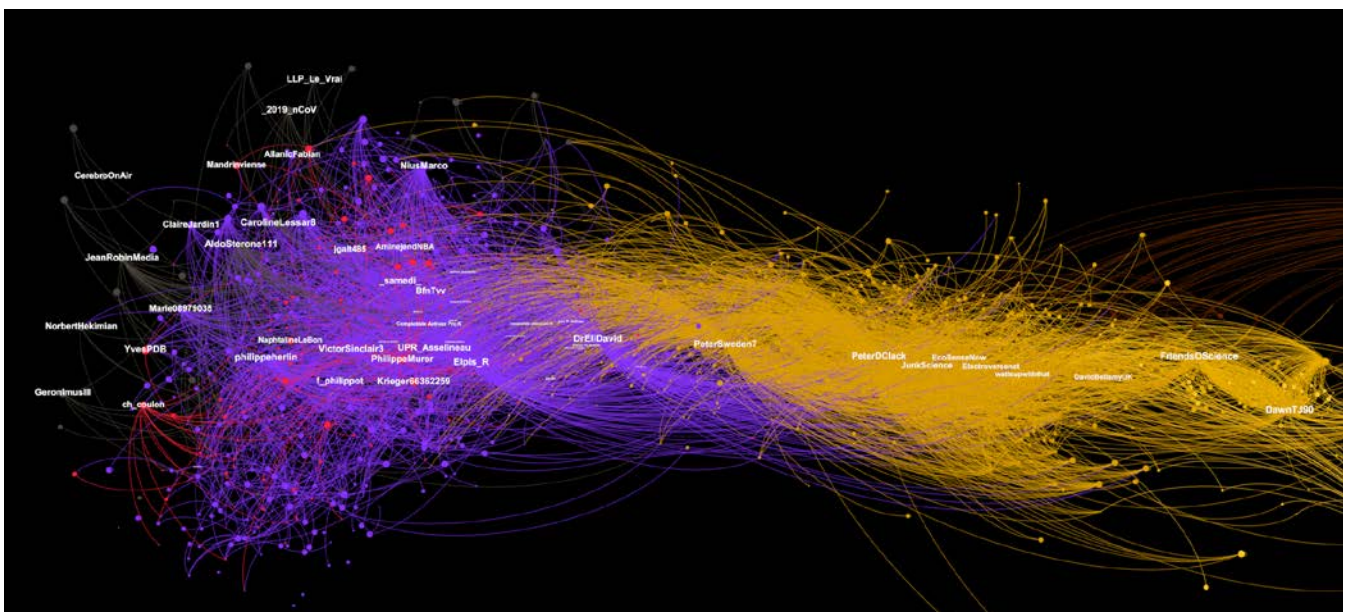
vont ruiner l'économie), Doute (il n'est pas si certain qu'il y ait un réchauffement climatique). Ce compte se présente comme un expert indépendant sur les questions climatiques. Apparemment, cette passion est récente : jusqu'à février 2022, il parlait surtout des vaccins...

Le lien des dénielistes avec la communauté anti-système / anti-vax est d'ailleurs frappant. On a vu au moment de la découverte du vaccin, fin

2020, l'émergence de cette communauté numérique autour de Florian Philippot / François Asselineau, qui est devenue l'une des plus importantes communautés en ligne de notre Politoscope⁴. Cette communauté, qui était en perte de vitesse avec la fin de la crise de la Covid-19, s'est en grande partie remobilisée pendant la guerre en Ukraine autour de la propagande du Kremlin, puis depuis cet été sur les questions climatiques. Il semble donc y avoir un certain opportunisme, qui

consiste à récupérer toutes les polémiques possibles permettant de tenir des discours anti-système. Il est difficile de dire dans quelle mesure il y a une volonté explicite de participer à la propagande du Kremlin et à sa guerre hybride globale qui consiste à semer la discorde au sein des démocraties pour les affaiblir, ou s'il s'agit uniquement d'un anti-européanisme ou d'un anti-américanisme primaire. Toujours est-il qu'il ne semble pas y avoir de stratégie électorale claire,

Fig. 3. Cœur du réseau de circulation d'information entre dénielistes américains et dénielistes français (réseau dense des seconds voisins de @Elpis_R)



Source : ISC-PIF/CNRS 2023 Chavalarias, Bouchaud, Chomel, Panahi. <<https://nextcloud.iscpif.fr/index.php/s/qiA5DJoGYMS2jHS#pdfviewer>>

4. Le Politoscope est une plateforme du CNRS qui analyse le contenu de millions de tweets.

mais plutôt une stratégie de guerre culturelle qui consiste à instiller dans l'opinion publique des éléments de langage qui vont créer du dissensus chaque fois que possible. C'est la dés-stabilisation pour la dés-stabilisation.

Nous avons du mal à comprendre pourquoi, dans notre enquête, c'est la cause naturelle du changement climatique qui progresse. Est-ce que les comptes déniéristes soutiennent cette thèse ?

Oui, mais ce ne sont pas les seuls arguments qui ont circulé et qui ont permis de recruter de nouveaux membres de la communauté. Il y a d'abord eu des attaques *ad hominem* très violentes sur le Giec et l'idée qu'il y a toujours eu des sécheresses, qu'il y a l'activité du soleil... Il y a aussi ceux qui manipulent les statistiques, les échelles de temps des graphiques (comme @Elpis_R), etc.

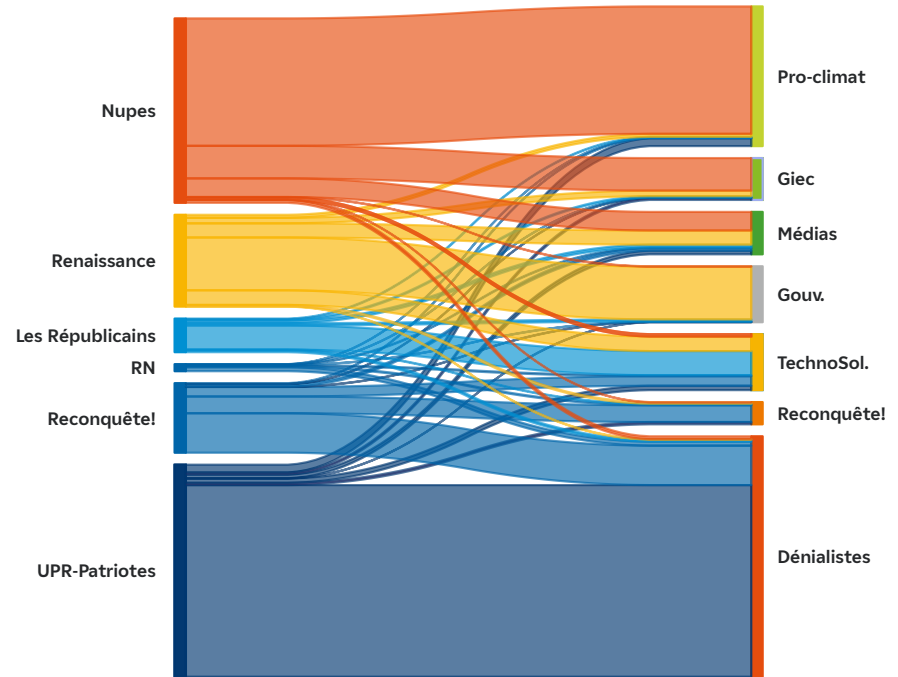
Et puis il y a une dimension populiste forte avec l'opposition élites / médias / scientifiques, d'un côté, et peuples, de l'autre, dans le contexte de la crise énergétique de cet hiver, avec des arguments du type : « On bride les consommateurs pendant que les riches continuent de prendre leurs jets » (y compris pour aller à la COP), « On sacrifie le peuple pour sanctionner Poutine », « On restreint votre liberté pour des raisons qui sont floues ».

Il y aurait une transposition française du libertarisme américain ?

La notion de liberté, qui a été importée des États-Unis par les anti-vax de Florian Philippot, a été centrale au moment du confinement et du vaccin. C'est une réinterprétation de cette notion de liberté, défendue d'ailleurs par le nouveau patron de Twitter, Elon Musk : la liberté absolue de l'individu face à la société, à la science et aux dirigeants, le refus de toute forme de contrainte. C'est cette notion de liberté qui est largement défendue au sein de la communauté déniériste.

Fig. 4. Comptes communs entre la twittosphère politique française (Politoscope, à gauche) et la twittosphère climatique française (Climatoscope, à droite) [18 060 comptes en commun]

Note de lecture : la largeur des bandes indique le nombre de comptes qui sont partagés par les différentes catégories.



Source : ISC-PIF/CNRS 2023 Chavalarias, Bouchaud, Chomel, Panahi

Il faut ajouter à cela un phénomène plus général de mimétisme entre l'extrême droite européenne et l'*alt-right* américaine, la première étant fascinée par le fait que les Américains ont réussi à faire élire Trump, à imposer au pays les débats autour des questions raciales, à imposer leur réalité alternative à coups de fake news, etc. Le pendant européen de l'*alt-right* américaine a vu que cela marchait, en particulier grâce aux réseaux sociaux qui favorisent la polarisation, et elle essaie à son tour de reproduire ce succès en utilisant les mêmes méthodes.

Ce n'est que la conséquence de l'activisme de l'extrême droite américaine ou y a-t-il aussi l'influence des officines du Kremlin ?

Un peu des deux, voire des trois, car il y a encore des acteurs des énergies fossiles, mais l'*alt-right* américaine a objectivement une convergence d'in-

térêts avec l'IRA⁵, cette ferme à trolls pilotée par le Kremlin. Le Climategate, les mails d'Hillary Clinton, les Macron Leaks sont *a priori* l'œuvre de hackers russes dont les documents volés ont été ensuite relayés par l'*alt-right* américaine puis, dans le cas des Macron Leaks, par l'extrême droite française. Les contenus qui circulent dans les communautés numériques d'extrême droite et de droite alternative en France peuvent donc être tout autant « *made in France* » qu'importés ou même directement relayés par l'*alt-right* américaine, ou tout simplement diffusés directement par des trolls de l'IRA qui cherchent à amplifier l'influence de l'extrême droite française et à dés-stabiliser les démocraties. Il est cependant impossible de déterminer avec précision quelle est la proportion de chacun de ces scénarios, dans la mesure où les données nécessaires à cette analyse ne sont accessibles qu'aux employés de Twitter.

5. Internet Research Agency, ou Glavset.

Fig. 5. La twittosphère climatique française à l'automne 2022



Source : ISC-PIF/CNRS 2023 Chavalarias, Bouchaud, Chomel, Panahi. <<https://nextcloud.iscpif.fr/index.php/s/qiA5DJoGYMS2jHS#pdfviewer>>

Une subversion opportuniste

Jusque dans les années 2010, des climatosceptiques comme Claude Allègre ou Vincent Courtillot s'exprimaient dans les médias et avançaient leurs arguments. Les climatosceptiques n'existent plus aujourd'hui dans les médias : est-ce qu'ils existent sur Twitter ? Ou est-ce autre chose ?

Le climatoscepticisme militant est assez absent en France sur Twitter. Ce qui est frappant est le côté opportuniste : des comptes qui, du jour au lendemain, passent d'anti-vax à déniéristes après avoir été pro-Kremlin. Cela pointe vers l'existence d'acteurs qui sont anti-système par principe, quelle que soit leur idéologie. On pourrait même avancer que le fait que le militantisme déniériste se développe sur Twitter ne correspond

pas nécessairement à une augmentation du nombre de personnes rejetant l'idée de réchauffement climatique dans la population.

Mais n'est-ce pas aussi le reflet d'une mutation du débat sur le climat, qui est de plus en plus structuré par la nature des mesures à mettre en place et ce qui va peser sur les différentes classes sociales, et beaucoup moins par des controverses scientifiques ? L'idée aussi que si le climat se réchauffe c'est la faute aux riches... Il y a de l'opportunisme, mais c'est aussi parce que ça accroche le ressentiment de certaines catégories sociales.

Il est évident que si vous demandez des efforts importants à une population au nom d'enjeux qui ne sont pas justifiés à 100 %, la moindre faille sera exploitée politiquement. Quand les hommes politiques n'adoptent

pas un comportement exemplaire et n'ont pas de cohérence dans leurs prises de décision vis-à-vis de cet enjeu sociétal, c'est la porte ouverte à toutes les contestations.

Une vision rassurante quand même : quand les communautés déniéristes s'activent, les comptes pro-climat s'activent en réaction ?

C'est plutôt l'inverse. On montre qu'en France, quand les communautés pro-climat s'activent, les déniéristes s'activent en réaction un ou deux jours plus tard et arrivent à atténuer l'activité des comptes pro-climat. Les membres du Giec subissent par exemple de vrais raids d'insultes qui font des réseaux sociaux des environnements hostiles et moins stimulants, ce qui éloigne certains militants. Quand il n'y a plus que des insultes dans les notifications de votre compte Twitter, vous y allez moins et vous perdez le côté social des réseaux so-

ciaux. À l'aide de techniques d'analyse de séries temporelles comparables à celle que l'on utilise pour analyser les corrélations d'activité entre zones cérébrales, on voit bien qu'à l'échelle de la semaine l'activité de la communauté numérique Giec mène la danse, mais à l'échelle de la journée les réactions des déniéristes impactent négativement le relais d'information au sein de la communauté Giec. Le problème est que les membres du Giec partagent leurs connaissances et sont relayés par des ONG et certains partis politiques, mais ces militants sont présents dans des formes qui sont très différentes de celles des déniéristes, dont les leaders occupent l'espace numérique en permanence et s'organisent pour diffuser des éléments de langage précis.

Du monde numérique à la vie réelle

Dans quelle mesure ce qui se passe sur Twitter se transmet-il dans le monde réel ?

D'abord, ce qui se passe sur Twitter se passe probablement aussi sur Facebook et d'autres réseaux sociaux, avec des caractéristiques propres à chaque réseau. Il est assez difficile de dire exactement ce qu'il s'y passe, car ces réseaux sont fermés. Cependant, on peut s'attendre à ce que sur Facebook, par exemple, les communautés numériques soient sans doute très fragmentées, certaines étant très radicalisées, du fait de la conception de l'algorithme de recommandation qui a tendance à créer ce que les ingénieurs de Facebook eux-mêmes appellent des terriers de lapin, c'est-à-dire des sous-espaces numériques qui sont plongés dans une réalité alternative. On peut aussi mentionner le cas de TikTok, dont la maison mère chinoise s'est engagée à implémenter la politique du parti communiste chinois jusque dans l'algorithme. Il y a donc fort à parier que sa modération sur les questions climatiques ne soit pas neutre, mais, encore une fois, ça reste opaque. De manière générale, il faut bien comprendre que la circulation

d'information dans les espaces numériques reflète en général les objectifs économiques et/ou les visions du monde de leurs propriétaires. Étant donné que 38 % des Français s'informent au moins une fois par semaine sur Facebook, et qu'il existe environ 15 millions de comptes actifs français sur Twitter ou TikTok, ça ne peut pas ne pas avoir de conséquences.

Il y a par exemple une étude du Pew Research Center⁶ qui montre qu'aux États-Unis les personnes qui ont eu des échanges avec leurs adversaires politiques sur les réseaux sociaux ont tendance à moins interagir dans la vraie vie, car elles ont le sentiment général de ne plus rien partager en commun avec leurs adversaires ou souhaitent tout simplement éviter le conflit. La polarisation en ligne provoque une atténuation de la parole des plus modérés, en ligne et hors ligne : ceux-ci restent silencieux alors que les plus virulents continuent de s'exprimer. Le danger par la suite est que, les différents types de polarisations s'alignant, elles fracturent les groupes sociaux qui trouvent de moins en moins de passerelles d'échanges et de plus en plus de points conflictuels. C'est ce qui mène à des événements comme le Capitole, le 6 janvier 2020.

Comment quelques dizaines de milliers de comptes déniéristes pourraient-ils avoir une telle influence sur la population générale ?

Sur Twitter, en France, on a entre 10 et 15 millions de comptes. Mais il n'y a pas besoin d'une forte proportion de gens pour créer du dissensus fort. Si vous avez 4 ou 5 millions de personnes très radicalisées, capables de manifester tous les samedis pendant des semaines, par exemple, comme les Gilets jaunes, ça pèse énormément.

Sans aller jusque-là, songez que le cœur des activistes représente 10 000 personnes du côté des déniéristes et 20 000 du côté des pro-climat. Parmi ces 10 000, certains ont des audiences de 300 000 personnes. Donc les audiences cumulées de 10 000 per-

BIOGRAPHIE

David Chavalarias est directeur de recherche CNRS au Cams (EHESS) et directeur de l'Institut des systèmes complexes de Paris Île-de-France. Les recherches de ce normalien, docteur de l'École polytechnique en sciences cognitives, portent sur la compréhension de nos comportements collectifs et des dynamiques d'opinion à partir de la modélisation et de l'analyse de données du Web. Il a publié dernièrement *Toxic Data : Comment les réseaux manipulent nos opinions* (Flammarion, 2022), où il enquête sur l'impact des médias numériques sur nos démocraties et analyse la désinformation climatique en ligne.

sonnes peuvent atteindre plusieurs millions. Ils ne retweetent peut-être pas, mais ils voient les messages. Autre phénomène : Twitter peut vous pousser du contenu alors que vous n'êtes abonné à aucun compte déniériste.

Enfin, sur les réseaux sociaux, l'information passe très vite, les gens retiennent des infos parcellaires, n'identifient pas les locuteurs d'un débat ou les sources. On retient davantage un sentiment, alors qu'on est dans un domaine comme le climat qui est complexe, scientifique. Donc si on arrive à donner un sentiment général avec l'*astroturfing*, par exemple, on n'est pas loin des mécanismes du conditionnement. ■

Propos recueillis par Daniel Boy et Didier Witkowski (février 2023).

6. DUGGAN Maeve et SMITH Aaron. « The political environment on social media », Pew Research Center. 2016. En ligne : <<https://www.pewresearch.org/internet/2016/10/25/the-political-environment-on-social-media/>>

La perception du changement climatique et les clivages partisans

Le cas des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France

■ Jérôme Jaffré - *Cecop, Cevipof (Sciences Po)*

L'enquête Obs'COP 2022 permet d'étudier les attitudes des citoyens sur le changement climatique sous de multiples aspects. Tout d'abord, en comparant les opinions publiques de différents pays. Dans le cadre de notre contribution, nous avons retenu quatre grands pays occidentaux : les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. Ensuite, en saisissant plusieurs dimensions : la reconnaissance ou non du changement climatique, ses caractéristiques et ses conséquences, l'acceptation ou non de mesures pour réduire les émissions de CO₂, et enfin les comportements personnels sur des sujets y touchant comme l'usage de la voiture ou la consommation de viande. En outre, dans ces quatre pays, des questions ont été posées sur l'orientation politique des interviewés avec le classement sur l'axe gauche-droite et la préférence partisane.

Il est ainsi possible de croiser ces données politiques avec la vision du changement climatique. C'est ce que nous entreprenons dans ce chapitre : y a-t-il une unité de vue dans ces pays sur ces questions ou bien les clivages partisans sont-ils marqués ? Et là où il y a une unité de vue, la mobilisation en faveur du climat est-elle plus forte ?

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET CLASSEMENT SUR L'ÉCHELLE GAUCHE-DROITE

On aurait pu penser que la reconnaissance du changement climatique constitue un fait qui s'impose aux habitants de la planète et, s'agissant de notre étude, aux opinions publiques des quatre pays concernés quelle que soit leur orientation idéologique et politique. Pour le mesurer, nous avons établi un critère inverse du climatoscepticisme : les *climato-convaincus*, c'est-à-dire les interviewés qui jugent « certain » ou « probable » le changement climatique et considèrent qu'il est dû principalement à l'activité humaine. Pour resserrer le critère, nous y avons adjoint une sous-catégorie, les *tout à fait convaincus*, ceux qui se déclarent certains du phénomène et de la responsabilité de l'Homme. La Figure 1 présente pays par pays ce critère en le croisant avec le classement des interviewés sur la traditionnelle échelle gauche-droite de 0 à 10, regroupée ici en sept cases.

Fig. 1. La conviction du changement climatique selon le classement sur l'axe gauche-droite

Q. Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ?

2022
Base : À tous

Classement sur l'axe gauche-droite	ÉTATS-UNIS		ROYAUME-UNI		ALLEMAGNE		FRANCE	
	<i>Climato-convaincus*</i>	<i>Dont tout à fait convaincus**</i>	<i>Climato-convaincus*</i>	<i>Dont tout à fait convaincus**</i>	<i>Climato-convaincus*</i>	<i>Dont tout à fait convaincus**</i>	<i>Climato-convaincus*</i>	<i>Dont tout à fait convaincus**</i>
Très à gauche (0-1)	77 %	68 %	87 %	71 %	69 %	63 %	80 %	67 %
À gauche (2-3)	78 %	70 %	83 %	71 %	82 %	75 %	76 %	63 %
Plutôt à gauche (4)	64 %	50 %	73 %	61 %	70 %	65 %	62 %	43 %
Au centre (5)	52 %	37 %	58 %	40 %	62 %	51 %	66 %	47 %
Plutôt à droite (6)	44 %	24 %	59 %	36 %	58 %	48 %	58 %	36 %
À droite (7-8)	41 %	25 %	49 %	35 %	42 %	29 %	59 %	36 %
Très à droite (9-10)	43 %	31 %	45 %	32 %	46 %	29 %	59 %	39 %

* Jugent le changement climatique « certain » ou « probable » et considèrent qu'il est dû principalement à l'activité humaine.

** Jugent le changement climatique « certain » et considèrent qu'il est dû principalement à l'activité humaine.

Note de lecture : 77 % des Américains qui se déclarent très à gauche sont *climato-convaincus* ; 43 % qui se déclarent très à droite sont *climato-convaincus*.

Le constat est clair et saisissant : dans chaque pays, la perception du changement climatique est assez étroitement liée à l'autopositionnement sur l'axe gauche-droite. Plus on est à gauche, plus on figure parmi les *climato-convaincus* comme chez les *tout à fait convaincus* ; plus on est à droite, moins on adhère à la notion de changement climatique. Malgré tous les rapports des scientifiques, la question fait encore débat et, plus préoccupant encore, elle continue de s'inscrire dans les clivages politiques. Plus préoccupant, car la mise en œuvre des politiques publiques comme la prise en compte des mesures à prendre par la population risquent d'être insuffisantes par rapport à l'urgence de la situation, et même d'être liées aux alternances politiques comme au rapport des électeurs avec leurs gouvernants.

- Dans l'enquête effectuée aux États-Unis, les réponses s'échelonnent presque parfaitement dans les sept catégories du classement allant de 77 % pour les *très à gauche* à 43 % pour les *très à droite*, soit un écart de 34 points. Les personnes qui se classent *au centre* sont sur ce sujet plus proches de la droite que de la gauche.
- Au Royaume-Uni, l'ordonnancement gauche-droite est également la règle, avec un écart entre les cases extrêmes de 42 points, une différence plus grande encore qu'aux États-Unis. À nouveau, les personnes qui se classent *au centre* se montrent proches de la droite.
- En Allemagne, les résultats sont un peu différents, même si le classement sur l'échelle continue de différencier gauche et droite sur la conviction du changement climatique. Cependant, les interviewés qui se classent *très à gauche* sont un peu en retrait par rapport aux *à gauche*, tant sur le critère des *climato-convaincus* que sur celui des *tout à fait convaincus*. Mais, à nouveau, les personnes qui se classent *au centre* sont plus proches de la droite. Au total, les écarts entre les positions extrêmes se trouvent atténués par rapport aux pays anglo-saxons, avec 23 points entre les *très à droite* et les *très à gauche* en Allemagne, contre 34 aux États-Unis et 42 au Royaume-Uni.
- Enfin, c'est en France que l'écart est le plus faible, tout en respectant la graduation partout observée. Il est de 21 points sur le critère des *climato-convaincus* et de 28 points pour les *tout à fait convaincus*. Sur ce dernier élément, c'est 6 à 11 points de moins que dans les autres pays étudiés. L'originalité des résultats en France est plus grande encore : d'une part, à l'opposé des trois autres pays, les interviewés qui se classent *au centre* sont sur ce sujet plus proches de la gauche que de la droite. D'autre part, les interviewés qui se classent *très à droite* sont beaucoup plus sensibles au changement climatique que les interviewés du même camp politique dans les trois autres pays (13 à 16 points de différence).

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PRÉFÉRENCE PARTISANE

La question climatique fait donc l'objet, dans l'opinion publique, d'un clivage politique assez fort, que l'on retrouve naturellement dans le champ partisan. Dans la Figure 2, nous avons établi cinq catégories de partis politiques inégalement présents dans les quatre pays de notre étude.

La gauche inclut les sympathisants des démocrates aux États-Unis, du parti travailliste au Royaume-Uni, du SPD en Allemagne et du regroupement LFI-PC-PS en France. Ceux de EELV ont été classés dans une deuxième catégorie, celle des écologistes, avec les Grünen allemands et les proches du Green Party anglais, très faible dans les élections en raison en partie du scrutin majoritaire à un tour¹ mais beaucoup plus puissant comme courant d'opinion.

Le centre est composite avec les libéraux-démocrates au Royaume-Uni, les proches du FDP en Allemagne, de LREM (devenu depuis Renaissance) et du MoDem en France.

La droite est puissante dans trois de ces quatre pays : aux États-Unis avec les républicains, au Royaume-Uni avec les conservateurs, en Allemagne avec la CDU/CSU. Le cas à part est celui de la France, où LR et l'UDI sont sortis très affaiblis des scrutins du printemps 2022.

Enfin, l'extrême droite partisane n'est présente qu'en France et en Allemagne, avec respectivement le RN et l'AFD.

Au total, les systèmes sont donc assez différents d'un pays à l'autre : presque parfaitement bipolaire aux États-Unis (où cependant les électeurs indépendants, par définition hors parti, peuvent faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre), fortement bipartisan au Royaume-Uni, où dominent les travaillistes et les conservateurs. Il est multipartisan en Allemagne, avec cependant un rôle toujours majeur pour le SPD et la CDU/CSU. Enfin, il est fragmenté en France, avec en réalité un duel centre-extrême droite et une gauche déplacée vers sa fraction radicale.

Fig. 2. La conviction du changement climatique selon la préférence partisane

Q. De quel parti ou formation politique vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?

2022
Base : À tous

Préférence partisane	ÉTATS-UNIS		ROYAUME-UNI		ALLEMAGNE		FRANCE	
	<i>Climato-convaincus</i>	Dont tout à fait convaincus	<i>Climato-convaincus</i>	Dont tout à fait convaincus	<i>Climato-convaincus</i>	Dont tout à fait convaincus	<i>Climato-convaincus</i>	Dont tout à fait convaincus
Écologistes (Green Party, Grünen, EELV)	-	-	73 %	55 %	89 %	85 %	79 %	62 %
Gauche (démocrates, travaillistes, SPD, gauche hors EELV)	67 %	55 %	74 %	60 %	66 %	57 %	65 %	50 %
Centre (libéraux-démocrates, FDP, LREM, MoDem)	-	-	69 %	50 %	63 %	48 %	74 %	50 %
Droite (républicains, conservateurs, CDU/CSU, LR, UDI)	33 %	19 %	54 %	33 %	60 %	51 %	54 %	26 %
Extrême droite (AFD, RN)	-	-	-	-	30 %	18 %	59 %	40 %

Note de lecture : aux États-Unis, 67 % des démocrates sont des *climato-convaincus*, contre 33 % parmi les républicains.

Assez naturellement, les sympathisants écologistes sont en pointe sur la conviction du changement climatique. Tant en Allemagne qu'en France, ce sont les plus *climato-convaincus* et même *tout à fait convaincus* avec, sur ce critère le plus exigeant, un taux exceptionnel de 85 % outre-Rhin. Toutefois, au Royaume-Uni, les sympathisants du Green Party ne sont pas en pointe par rapport à ceux classiquement de gauche. S'agissant de l'extrême droite, les proches du RN en France se situent à un assez haut niveau, au-dessus même de la droite, en particulier concernant les *tout à fait convaincus* et très au-dessus aussi des partisans de l'AFD.

1. 2,7 % des suffrages exprimés aux dernières législatives (2019). « UK results: Conservatives win majority », BBC News. 2019.

En ligne : <<https://www.bbc.co.uk/news/election/2019/results>>

C'est aux États-Unis, au système partisan bipolaire – on l'a dit –, que l'écart gauche-droite est le plus grand : 34 points entre démocrates et républicains parmi les *climato-convaincus*, et 36 points parmi les *tout à fait convaincus*. Si 55 % des démocrates se classent ainsi au niveau le plus élevé, le pourcentage n'est que de 19 % chez les républicains. En d'autres termes, deux tiers des proches du parti républicain sont des climatosceptiques, et 80 % ne sont pas *tout à fait convaincus* du changement climatique.

Les écarts sont moindres au Royaume-Uni, mais tout de même importants : 20 points séparent travaillistes et conservateurs *climato-convaincus*, et jusqu'à 27 points si l'on considère les *tout à fait convaincus*. Dans les deux pays anglo-saxons de notre étude, ce sont de véritables fossés qui, sur cette question majeure, séparent les sympathisants des partis de gauche et ceux de droite. Avec comme conséquences la difficulté à mener des actions consensuelles pour lutter contre le changement climatique et le risque qu'en cas d'alternance la continuité des politiques publiques se trouve interrompue.

En comparaison, les écarts gauche-droite sont plus réduits en Allemagne et en France. En Allemagne, l'écart est de 6 points seulement sur chacun de ces critères. On relève que les sympathisants du FDP sont plus proches de la CDU/CSU que du SPD, avec lequel, pourtant, leur parti est associé au gouvernement. Le véritable décrochage se fait en réalité entre la droite et l'extrême droite : les proches de l'AFD sont en effet clairement climatosceptiques.

Le cas de la France, au système partisan fragmenté, est différent : les proches des partis du centre (LREM et MoDem) sont des *climato-convaincus*, mais un peu en retrait sur le critère le plus exigeant. À la différence des autres pays, les sympathisants de gauche ne sont pas en pointe, et ceux de droite sont très bas sur ce critère. En fin de compte, l'écart gauche-droite n'est que de 11 points sur les *climato-convaincus*, mais il atteint 24 points sur les *tout à fait convaincus*.

ATTITUDES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET CLIVAGE GAUCHE-DROITE

S'agissant du changement climatique, on peut distinguer trois niveaux d'analyse dans l'enquête : que pense-t-on plus précisément des effets de ce changement ? Quelle est l'acceptation des mesures à prendre pour réduire les émissions de CO₂ ? Et enfin, s'agissant des comportements personnels, agit-on soi-même dans ce sens ?

Les Figures 3, 4 et 5 présentent pays par pays une analyse des réponses en fonction du clivage gauche-droite, en retenant deux questions sur chacune de ces trois dimensions. Il convient de garder présent à l'esprit que ce clivage fonctionne de façon binaire aux États-Unis et encore fortement au Royaume-Uni. Il reste significatif en Allemagne mais est beaucoup moins opérationnel en France. Néanmoins, pour permettre la comparaison des quatre pays, nous y avons établi les résultats sur la gauche hors EELV et la droite réduite à LR et l'UDI.

Fig. 3. Les opinions sur le changement climatique selon le clivage gauche-droite

Q. De quel parti ou formation politique vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?

Q. À votre avis, le changement climatique aura-t-il là où vous habitez : « **Principalement des conséquences négatives** »

Q. Parmi les deux propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ? « **On devrait donner la priorité à l'environnement même si cela peut ralentir la croissance économique de votre pays et faire perdre des emplois** »

2022
Base : À tous

Opinions sur le changement climatique	ÉTATS-UNIS				ROYAUME-UNI			
	Total	Démocrates	Républicains	Écart (points)	Total	Travaillistes	Conservateurs	Écart (points)
Principalement des conséquences négatives	41 %	54 %	26 %	+ 28	51 %	65 %	41 %	+ 24
Priorité donnée à l'environnement sur la croissance	42 %	55 %	25 %	+ 30	42 %	50 %	30 %	+ 20

Opinions sur le changement climatique	ALLEMAGNE				FRANCE			
	Total	SPD	CDU/CSU	Écart (points)	Total	Gauche*	Droite**	Écart (points)
Principalement des conséquences négatives	53 %	62 %	53 %	+ 9	51 %	53 %	44 %	+ 9
Priorité donnée à l'environnement sur la croissance	43 %	49 %	37 %	+ 12	48 %	58 %	45 %	+ 13

* Gauche hors EELV. ** LR et UDI.

Fig. 4. L'acceptabilité des mesures en faveur du climat selon le clivage gauche-droite

Q. De quel parti ou formation politique vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : « **Très acceptable** » ou « **Plutôt acceptable** »

2022
Base : À tous

Mesures acceptables	ÉTATS-UNIS				ROYAUME-UNI			
	Total	Démocrates	Républicains	Écart (points)	Total	Travailleurs	Conservateurs	Écart (points)
Limiter l'accès des centres-villes aux voitures électriques ou hybrides	39 %	54 %	27 %	+ 27	46 %	52 %	43 %	+ 9
Rendre plus chères les énergies qui produisent du CO ₂ , comme le gaz, l'essence...	46 %	65 %	30 %	+ 35	47 %	54 %	48 %	+ 6

Mesures acceptables	ALLEMAGNE				FRANCE			
	Total	SPD	CDU/CSU	Écart (points)	Total	Gauche*	Droite**	Écart (points)
Limiter l'accès des centres-villes aux voitures électriques ou hybrides	36 %	48 %	38 %	+ 10	39 %	48 %	31 %	+ 17
Rendre plus chères les énergies qui produisent du CO ₂ , comme le gaz, l'essence...	31 %	36 %	31 %	+ 5	38 %	44 %	30 %	+ 14

* Gauche hors EELV. ** LR et UDI.

Fig. 5. Les actions individuelles en faveur du climat selon le clivage gauche-droite

Q. De quel parti ou formation politique vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si : « **Vous le faites systématiquement ou presque** »

2022
Base : À tous

Actions individuelles faites systématiquement ou presque	ÉTATS-UNIS				ROYAUME-UNI			
	Total	Démocrates	Républicains	Écart (points)	Total	Travailleurs	Conservateurs	Écart (points)
Éviter de prendre la voiture lorsque c'est possible	20 %	26 %	14 %	+ 12	23 %	29 %	19 %	+ 10
Limiter sa consommation de viande	18 %	25 %	10 %	+ 15	24 %	29 %	17 %	+ 12

Actions individuelles faites systématiquement ou presque	ALLEMAGNE				FRANCE			
	Total	SPD	CDU/CSU	Écart (points)	Total	Gauche*	Droite**	Écart (points)
Éviter de prendre la voiture lorsque c'est possible	19 %	21 %	16 %	+ 5	35 %	36 %	32 %	+ 4
Limiter sa consommation de viande	25 %	29 %	22 %	+ 7	29 %	30 %	32 %	- 2

* Gauche hors EELV. ** LR et UDI.

On constate qu'aux États-Unis le clivage gauche-droite est très fort sur les opinions (Fig. 3) - c'est-à-dire ici les conséquences négatives ou non du changement climatique, et la priorité à donner ou non à l'environnement. Il est aussi important sur l'acceptation des mesures possibles en faveur du climat (Fig. 4). Nous en avons retenu deux, emblématiques, sur la place de la voiture : l'accès aux centres-villes réservé aux voitures électriques ou hybrides, et l'acceptation d'un coût plus élevé pour les énergies fossiles, le gaz, l'essence.

En revanche, les écarts entre démocrates et républicains sont beaucoup plus faibles sur les comportements personnels (Fig. 5). Alors que les démocrates s'inquiètent en majorité des conséquences négatives du changement climatique, donnent la priorité à l'environnement sur la croissance, acceptent des mesures plus strictes sur l'accès ou le coût des voitures, ils ne sont qu'un quart à déclarer *éviter systématiquement ou presque* de prendre leur voiture lorsque c'est possible, ou limiter leur consommation de viande. Et ce, alors même que 59 % des Américains déclarent manger de la viande tous les jours !²

Le cas du Royaume-Uni est différent. Le clivage partisan entre les travaillistes et les conservateurs est fort sur les opinions. Il est en revanche beaucoup plus faible sur l'acceptation des mesures et limité sur les comportements personnels. Sur les questions d'opinion, les différences sont grandes : à l'opposé des sympathisants de gauche, les conservateurs ne sont qu'une minorité à considérer que le changement climatique aura des conséquences négatives, et ils sont encore moins nombreux à donner la priorité à l'environnement. En revanche, ils ont un taux d'acceptation des mesures testées élevé - le plus important des sympathisants de droite parmi les quatre pays étudiés - et assez peu éloigné de celui des travaillistes.

Pour sa part, l'Allemagne offre un exemple d'unité assez grande, entre gauche et droite, sur les trois dimensions. La surprise est ailleurs : dans ce pays apparemment très sensibilisé aux questions climatiques, le taux global d'acceptation des mesures se situe à un niveau beaucoup plus bas que dans les deux pays anglo-saxons pourtant beaucoup moins préoccupés. Il y a là un enseignement majeur de l'enquête : en Allemagne, le clivage partisan entre gauche et droite est assez réduit, l'opinion est sensibilisée au sujet, mais il ne s'ensuit pas pour autant une acceptation forte des mesures pour la réduction des émissions de CO₂, en particulier celles qui touchent à la voiture, dont on connaît la place clé dans la transition écologique.

Enfin, la France se caractérise par un haut niveau sur les opinions, mais aussi - ce qui est le seul véritable cas - sur les comportements personnels. Sur ces deux terrains, le clivage gauche-droite se trouve très atténué. En revanche, le clivage est marqué, beaucoup plus qu'en Allemagne, sur l'acceptation des mesures de restriction et de coût sur les voitures. Sur le papier, les sympathisants de gauche acceptent beaucoup plus volontiers que ceux de droite de telles mesures : ainsi, 44 % accepteraient de payer plus cher le gaz, l'essence, pour contribuer à réduire les émissions de CO₂. Un résultat à accueillir avec prudence dans un pays où dominent les questions du pouvoir d'achat et des taxes.

ÊTRE CONVAINCU DU CHANGEMENT CLIMATIQUE CHANGE-T-IL LES ATTITUDES ?

L'enquête Obs'COP permet aussi de répondre à une question majeure sur la mobilisation de l'opinion publique face au défi climatique : le fait d'être convaincu du phénomène modifie-t-il les attitudes sur les priorités, l'acceptation des mesures et aussi les comportements personnels ? Et, surtout, le clivage partisan s'en trouve-t-il atténué, évoluant vers une forme de consensus politique face à la menace ? Pour y voir clair, nous avons retenu le critère le plus exigeant, celui des *tout à fait convaincus*, et l'avons comparé pour chaque préférence partisane au reste des sympathisants. Dans un souci de synthèse, nous ne présentons que les résultats des États-Unis dans les Figures 6, 7 et 8.

2. Pourcentage très au-dessus des trois autres pays et qui touche tous les camps : 56 % des démocrates et 66 % des républicains.

Fig. 6. Les opinions sur le changement climatique selon le clivage partisan aux États-Unis

Q. De quel parti ou formation politique vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?

Q. À votre avis, le changement climatique aura-t-il là où vous habitez : « **Principalement des conséquences négatives** »

Q. Parmi les deux propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ? « **On devrait donner la priorité à l'environnement même si cela peut ralentir la croissance économique de votre pays et faire perdre des emplois** »

2022
Base : À tous

ÉTATS-UNIS								
Opinions sur le changement climatique	Démocrates <i>tout à fait convaincus</i>	Républicains <i>tout à fait convaincus</i>	Écart (points)	Autres démocrates	Autres républicains	Écart (points)	Écart sur démocrates (points)	Écart sur républicains (points)
Principalement des conséquences négatives	74 %	44 %	+ 30	30 %	22 %	+ 8	+ 44	+ 22
Priorité donnée à l'environnement sur la croissance	72 %	57 %	+ 15	36 %	17 %	+ 19	+ 36	+ 40

Fig. 7. L'acceptabilité des mesures en faveur du climat selon le clivage partisan aux États-Unis

Q. De quel parti ou formation politique vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : « **Très acceptable** » ou « **Plutôt acceptable** »

2022
Base : À tous

ÉTATS-UNIS								
Mesures acceptables	Démocrates <i>tout à fait convaincus</i>	Républicains <i>tout à fait convaincus</i>	Écart (points)	Autres démocrates	Autres républicains	Écart (points)	Écart sur démocrates (points)	Écart sur républicains (points)
Limiter l'accès des centres-villes aux voitures électriques ou hybrides	51 %	54 %	- 3	57 %	21 %	+ 36	- 6	+ 33
Rendre plus chères les énergies qui produisent du CO ₂ , comme le gaz, l'essence...	68 %	54 %	+ 14	63 %	24 %	+ 39	+ 5	+ 30

Fig. 8. Les comportements personnels en faveur du climat selon le clivage partisan aux États-Unis

Q. De quel parti ou formation politique vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si : « **Vous le faites systématiquement ou presque** »

2022
Base : À tous

ÉTATS-UNIS								
Actions individuelles faites systématiquement ou presque	Démocrates <i>tout à fait convaincus</i>	Républicains <i>tout à fait convaincus</i>	Écart (points)	Autres démocrates	Autres républicains	Écart (points)	Écart sur démocrates (points)	Écart sur républicains (points)
Éviter de prendre la voiture lorsque c'est possible	27 %	25 %	+ 2	26 %	12 %	+ 14	+ 1	+ 13
Limiter sa consommation de viande	26 %	21 %	+ 6	25 %	7 %	+ 18	+ 1	+ 14

Aux États-Unis, on relève un changement spectaculaire des attitudes des républicains, dès lors que ceux-ci sont *tout à fait convaincus* du changement climatique (ils ne représentent que 19 % de cette sensibilité politique) : la priorité à l'environnement plutôt qu'à la croissance est choisie par 57 % d'entre eux, contre seulement 17 % des autres républicains (40 points d'écart). L'acceptation de la limitation de l'accès des centres-villes aux voitures électriques et hybrides progresse aussi beaucoup parmi les républicains *tout à fait convaincus* (Fig. 7), de même que l'autolimitation de la consommation de viande, qui passe de 7 % à 21 % (Fig. 8). Reste que, même *tout à fait convaincus*, les sympathisants des républicains demeurent divisés pour reconnaître les conséquences négatives du changement climatique : seule une minorité (44 %) le fait. De leur côté, les démocrates *tout à fait convaincus*

(ils sont 55 % de cette sensibilité politique) se montrent beaucoup plus mobilisés que le reste des sympathisants sur les questions d'opinion (Fig. 6), mais le gain est faible sur les mesures à prendre (Fig. 7) et même quasi nul sur les comportements personnels (Fig. 8). Au total cependant, le fait aux États-Unis d'être *tout à fait convaincu* du changement climatique réduit l'ampleur du clivage partisan - c'est-à-dire l'écart entre démocrates et républicains -, qui, en moyenne, sur les six questions présentées recule de 12 points, passant de 22,5 points à 10,5 points, soit la baisse la plus élevée des quatre pays étudiés. Avec un déficit à noter : le clivage s'accroît au lieu de se réduire sur la question majeure des conséquences négatives ou non du dérèglement climatique.

Au Royaume-Uni, on relève aussi une forte évolution chez les sympathisants du parti conservateur, dès lors qu'ils sont *tout à fait convaincus* du changement climatique. Outre-Manche, à la différence des États-Unis, c'est sur les conséquences négatives que la droite évolue le plus : 64 % des *tout à fait convaincus* estiment qu'il en est ainsi, au lieu de 29 % parmi les autres, soit un écart de 35 points. De leur côté, les travaillistes - 60 % d'entre eux sont *tout à fait convaincus* - progressent fortement, comme les démocrates américains, sur les questions d'opinion, nettement moins, voire pas du tout, sur l'acceptabilité des mesures. Au total, sur les six questions analysées, le clivage partisan, assez présent, connaît un recul moyen de 8 points, passant de 12 points à seulement 4 points, signe d'une assez grande unité de vue selon la tendance politique parmi les *tout à fait convaincus*.

En Allemagne, les sympathisants de la CDU/CSU, dès lors qu'ils sont *tout à fait convaincus*, connaissent un mouvement très net sur les questions d'opinion et en particulier sur les conséquences négatives du changement climatique (74 %, contre 31 % chez le reste des sympathisants, + 43 points). Hormis ce domaine, les mouvements restent limités, voire nuls, sauf sur l'acceptation, à ce stade seulement déclarative, d'un coût plus élevé pour les énergies fossiles. Les mêmes mouvements se retrouvent en règle générale parmi les sympathisants du SPD. Au total, le clivage partisan gauche-droite, de toute façon faible en Allemagne, se réduit à peine : de 1 point seulement en moyenne sur les six questions analysées, passant de 8 points à 7 points. La surprise est dans la faible différence de résultats entre les *tout à fait convaincus* et les autres, comme si le changement climatique ne divisait pas vraiment le pays, sans entraîner pour autant chez les premiers une mobilisation forte.

Enfin, en France, le clivage gauche-droite ne s'exerce pas avec la même puissance partisane que dans les trois autres pays. C'est le seul pays étudié dans lequel le clivage gauche-droite s'accroît entre les *tout à fait convaincus* et les autres. Au total, l'écart des réponses entre gauche et droite progresse en moyenne de 2,5 points (6,5 points chez les *tout à fait convaincus*, 4 points chez les autres).

CONCLUSION

Plusieurs enseignements se dégagent de cette comparaison de quatre grands pays occidentaux et du lien entre la perception du changement climatique et le clivage partisan. En premier lieu, ce lien existe systématiquement dans ces pays. Le classement des interviewés sur l'échelle gauche-droite ordonne les réponses : plus on est à gauche, plus on est *climato-convaincu*. En glissant vers la droite, ce taux tend à diminuer. Sur le plan partisan, les sympathisants écologistes, là où ils sont présents, sont sans surprise en pointe. Et entre les sympathisants des partis de gauche et ceux des partis de droite, l'écart est grand.

En second lieu, sur les composantes du débat climatique - opinions, mesures, comportements -, le clivage partisan gauche-droite s'exerce différemment d'un pays à l'autre : très fort dans les pays anglo-saxons, en particulier aux États-Unis entre démocrates et républicains, il est sensiblement plus réduit dans les pays de l'Europe continentale examinés ici, l'Allemagne et la France.

Tout se passe comme si dans les pays anglo-saxons régnait encore une bataille d'opinion sur les conséquences négatives ou non du changement climatique. Alors que, dans les deux pays continentaux de notre étude, il s'agit bien davantage d'une bataille sur l'acceptation des mesures, en particulier sur l'usage de la voiture, élément clé des modes de vie.

Enfin, être *tout à fait convaincu* du changement climatique et l'attribuer à l'Homme n'efface pas le clivage gauche-droite mais l'atténue (sauf en France), en particulier sur les opinions, à savoir la reconnaissance des conséquences négatives du changement climatique et la priorité à donner à l'environnement sur la croissance. Toutefois, il ne suffit pas d'exprimer ces opinions pour changer ses comportements personnels ou accepter des mesures sur l'usage de la voiture. En Allemagne, où le clivage gauche-droite est réduit sur ce sujet et la sensibilité élevée, les mesures touchant à la voiture sont beaucoup moins acceptées que dans les pays anglo-saxons pourtant beaucoup moins sensibilisés. Et on sait d'expérience en France qu'elles peuvent susciter un mouvement de rejet d'une puissance exceptionnelle... ■

Y a-t-il une « génération climat » mondiale ?

■ Olivier Galland – CNRS

L'idée de la « génération climat » s'impose assez naturellement dans l'opinion du fait de la multiplication d'actions de protestation pour dénoncer l'inaction des gouvernements ou les pratiques de certaines entreprises, actions dans lesquelles les jeunes sont très fortement et très visiblement surreprésentés. Toutefois, il peut y avoir un biais dans cette idée que les jeunes sont les premiers porteurs de la sensibilité à la question du changement climatique. En effet, ceux qui ne protestent pas et qui appartiennent à des générations plus âgées sont-ils pour autant insensibles à cette préoccupation ? C'est précisément l'intérêt d'une enquête comme celle de l'Obs'COP que de mesurer les différentes facettes des attitudes à l'égard du changement climatique.

Ces attitudes ne sont pas en effet d'un seul bloc opposant des « pro » à des « anti ». Il y a probablement une gamme de comportements combinant de manière spécifique plusieurs dimensions. On peut en retenir six à partir du questionnaire de l'enquête¹ :

- la croyance ou non dans la réalité du changement climatique (B1) ;
- la croyance ou non dans l'origine humaine du changement climatique (B3) ;
- la priorité donnée à l'environnement ou à la croissance (A2) ;
- les actions individuelles que les personnes sont prêtes à entreprendre pour lutter contre le changement climatique (D3) ;
- les actions de mobilisation auxquelles les personnes se disent prêtes à participer pour lutter contre le changement climatique (manifestation, pétition, boycott, vote) (C4) ;
- l'acceptabilité des mesures de politique publique pour le climat (D5).

DEUX AXES D'ATTITUDES À L'ÉGARD DU CLIMAT

La technique statistique de l'analyse en composantes principales (ACP)² permet de synthétiser les grandes orientations qui relient ces différentes dimensions. Un premier examen des six dimensions³ citées plus haut sur les quatre années allant de 2019 à 2022 fait ainsi apparaître clairement deux types d'oppositions principales, qui expliquent respectivement 38 % et 17 % de la variation des attitudes à l'égard du changement climatique, et qui peuvent

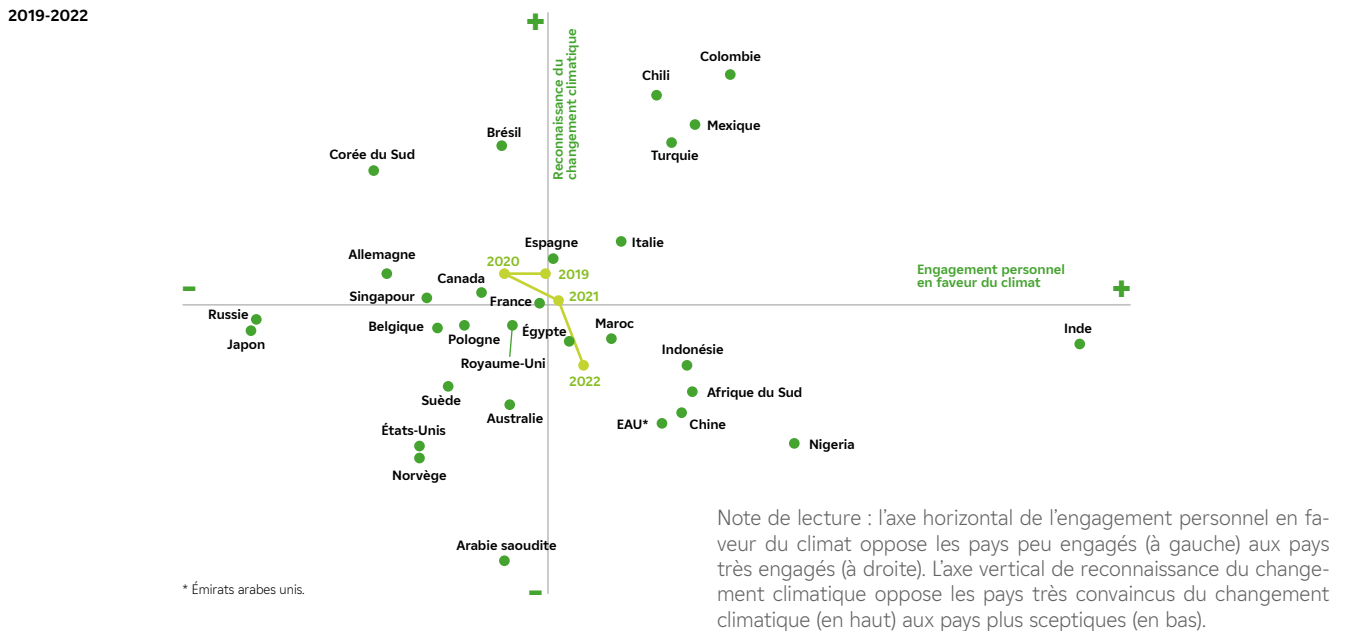
1. Voir dans cet ouvrage les annexes, p. 213.

2. Voir dans cet ouvrage le lexique, p. 241.

3. Voir dans ce chapitre le point méthodologique, p. 83.

être regroupés en deux axes. Le premier axe est celui de l'engagement personnel pour le climat et oppose les individus qui s'engagent personnellement pour lutter contre le changement climatique à ceux qui refusent de le faire. Le second axe, celui de la reconnaissance de la réalité du changement climatique et de son origine humaine, oppose les individus convaincus de la réalité du changement climatique à ceux persuadés du contraire. La Figure 1 montre comment les pays enquêtés se positionnent sur ces deux axes.

Fig. 1. La position des 30 pays sur les deux principaux facteurs d'attitudes à l'égard du changement climatique



Point méthodologique

Six dimensions ont été retenues pour l'ACP. Les variables doivent être continues ou ordinales : elles ont été recodées ainsi, en allant toutes dans le sens d'une moindre implication pour le climat à une plus grande. Les recodages ont été les suivants, sur la période allant de 2019 à 2022 :

Variable de la reconnaissance de la réalité du changement climatique (QB1) : 1. non, certainement pas. 2. non, probablement pas. 3. ne sait pas. 4. oui, probablement. 5. oui, certainement.

Variable de reconnaissance de la responsabilité humaine du changement climatique (QB3) : 1. qu'il est principalement dû à l'activité humaine. 2. qu'on ne peut pas savoir / ne sait pas. 3. qu'il est principalement dû à un phénomène naturel, comme la Terre en a toujours connu dans son histoire.

Variable donnant la priorité à l'environnement sur la croissance (QA2) : 1. on devrait donner la priorité à la croissance économique et aux emplois même si cela peut avoir des conséquences néfastes pour l'environnement. 2. ne sait pas. 3. on devrait donner la priorité à l'environnement même si cela peut ralentir la croissance économique de votre pays et faire perdre des emplois.

La variable d'actions individuelles en faveur du climat (QD3) somme les réponses des enquêtés aux huit actions suivantes : éviter de prendre la voiture lorsque c'est possible, privilégier les fruits et légumes de saison, limiter sa consommation de viande, trier ses déchets, choisir des produits avec le moins d'emballages possible, limiter le chauffage ou la climatisation de son logement, éviter d'acheter des produits fabriqués

dans des pays lointains, recourir à des énergies renouvelables pour se chauffer ou pour produire son électricité. Le codage oppose ceux qui les font : systématiquement ou presque (3) à ceux qui ne les font que de temps en temps (2) et à tous les autres qui ne les font pas mais envisagent de le faire / ne souhaitent ou ne peuvent pas le faire / sont non concernés ou ne savent pas (1). L'alpha de Cronbach* sur cette échelle est de 0,789.

La variable de mobilisation (ou d'engagement) pour le climat (QC4) somme les réponses des enquêtés aux quatre types de mobilisation suivants : manifester, signer une pétition, boycotter un produit ou une marque en raison de son impact sur le changement climatique, voter pour un parti politique, car il est particulièrement engagé contre le changement climatique. Le recodage est le suivant : 1. non et ne compte pas le faire. 2. ne sait pas. 3. non mais compte le faire. 4. l'a déjà fait. L'alpha de Cronbach sur cette échelle est de 0,752.

La variable d'acceptabilité des mesures de politique publique en faveur du climat (QD5) somme les réponses des enquêtés aux cinq types de mesure suivants : limiter l'accès des centres-villes aux voitures électriques ou hybrides, rendre plus chères les énergies qui produisent du CO₂, comme le gaz, l'essence, instaurer un péage urbain à l'entrée des grandes villes, taxer davantage les ordures ménagères pour inciter à moins gaspiller, obliger les propriétaires à bien isoler leur logement. Le recodage est le suivant : 1. pas acceptable du tout. 2. plutôt pas acceptable. 3. ne sait pas. 4. plutôt acceptable. 5. très acceptable. L'alpha de Cronbach sur cette échelle est de 0,761.

* À propos du coefficient alpha de Cronbach, voir dans cet ouvrage le lexique, p. 241.

Les pays d'Amérique du Sud se distinguent par un haut niveau de reconnaissance de la réalité du changement climatique et, pour trois d'entre eux (Chili, Colombie, Mexique), par un niveau d'engagement personnel élevé. Des pays réputés très favorables à l'environnement (Suède, Norvège) sont paradoxalement situés plutôt bas sur l'axe de reconnaissance de la réalité du changement climatique et plutôt en dessous de la moyenne pour l'engagement individuel. Ils sont proches de pays réputés sceptiques comme les États-Unis ou l'Australie. La plupart des autres pays d'Europe sont au centre du plan et se situent donc à un niveau moyen des attitudes environnementales. Quelques pays ont des positions très excentrées : l'Inde, très engagée individuellement, à l'inverse du Japon et de la Russie, très désengagés. L'Arabie saoudite semble être le pays le plus climatosceptique.

La même analyse peut être reproduite en distinguant les jeunes (16-30 ans) et les adultes (plus de 30 ans) pour chaque pays. *A priori*, les jeunes se répartissent sur tous les quadrants du plan ; ils ne sont pas systématiquement situés parmi ceux qui sont les plus sensibles au changement climatique et les plus décidés à agir, même si le plus souvent ils sont plus préoccupés que les adultes de même nationalité. Mais il y a des contre-exemples : le Maroc, les Émirats arabes unis, le Japon, l'Arabie saoudite, l'Indonésie, l'Égypte (Fig. 2). En revanche, dans la plupart des pays d'Europe (ainsi qu'aux États-Unis, en Australie et en Chine), les jeunes sont plus « écolos » que les adultes, sans que les écarts soient souvent très prononcés (Fig. 2). L'Amérique du Sud se distingue par une grande convergence générationnelle sur ces questions du climat, comme l'Inde, les autres pays asiatiques et les pays africains enquêtés (Fig. 2). D'une manière générale, on ne sent pas *a priori* une logique générationnelle très forte qui l'emporterait sur la logique nationale.

Fig. 2. Écarts entre jeunes et adultes sur la reconnaissance du changement climatique

Pays où les jeunes reconnaissent plus que les adultes le changement climatique		Pays où jeunes et adultes ont des positions très proches		Pays où les adultes reconnaissent plus que les jeunes le changement climatique	
Australie	+++	Inde		Maroc	---
Chine	+++	Chili		Émirats arabes unis	--
Suède	++	Singapour		Japon	--
France	++	Allemagne		Arabie saoudite	-
Belgique	++	Mexique		Indonésie	-
Brésil	++	Colombie		Égypte	-
États-Unis	+	Turquie		2019-2022 Base : A tous	
Russie	+	Corée du Sud			
Canada	+	Afrique du Sud			
Espagne	+	Nigeria			
Italie	+				
Norvège	+				
Pologne	+				
Royaume-Uni	+				

Note de lecture : la Figure classe par ordre décroissant les écarts observés dans chaque pays entre les jeunes (16-30 ans) et les adultes (plus de 30 ans) concernant la reconnaissance du changement climatique. On distingue trois types d'écart : écart positif (première colonne), pas d'écart (deuxième colonne), écart négatif (troisième colonne). Le nombre de signes + et - symbolise l'amplitude de l'écart.

UNE TYPOLOGIE DE PAYS

Pour rendre le traitement des données plus facile et plus lisible, il est utile de regrouper les pays les plus proches dans leurs orientations environnementales dans des classes d'attitudes homogènes (ou le plus homogènes possible). À cet effet, une analyse de classification⁴ a été réalisée à partir des six variables citées plus haut pour chaque pays de l'enquête, sur la période 2019-2022. Le résultat aboutit à la Figure 3, qui établit une typologie de pays en cinq classes d'attitudes à l'égard du changement climatique.

4. À propos de la classification ascendante hiérarchique, voir dans cet ouvrage le lexique, p. 241.

Fig. 3. Le classement des pays par types d'attitudes à l'égard du changement climatique

2019-2022	Classe 1 Les sceptiques	Classe 2 Les bonnes volontés individuelles	Classe 3 Les désimpliqués	Classe 4 Les politiques climatiques	Classe 5 Les convaincus
Priorité donnée à l'environnement sur la croissance	—	0	—	—	++
Reconnaissance du changement climatique	---	0	+	0	++
Origine humaine du changement climatique	--	0	0	—	++
Actions individuelles en faveur du climat	—	++	---	--	+++
Mobilisation en faveur du climat	--	0	---	++	+++
Acceptabilité des mesures en faveur du climat	--	---	--	+++	+++
Pays	Australie, Norvège, Suède, États-Unis	Canada, Belgique, France, Allemagne, Italie, Pologne, Espagne, Royaume-Uni	Japon, Russie, Singapour, Corée du Sud	Chine, Égypte, Indonésie, Maroc, Nigeria, Arabie saoudite, Afrique du Sud, Émirats arabes unis	Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Inde, Turquie

La classe 1, les *sceptiques*, se caractérise par des valeurs négatives sur toutes les dimensions des attitudes environnementales, et tout particulièrement en ce qui concerne la reconnaissance de la réalité du changement climatique, l'engagement personnel pour le climat et l'acceptation des mesures de politique publique. Cette classe rassemble l'Australie, la Norvège, la Suède et les États-Unis. Ce résultat ne veut pas dire que les habitants de ces pays sont majoritairement sceptiques sur le changement climatique, mais qu'ils en sont moins convaincus que la moyenne. Par exemple, les Norvégiens sont 43 % à dire que nous sommes « certainement » en train de vivre un changement climatique, contre 62 % des personnes interrogées dans l'ensemble des pays de l'échantillon. La classe 1 est donc plus sceptique.

La classe 2, les *bonnes volontés individuelles*, se caractérise par des valeurs proches de 0 pour quatre des six dimensions analysées. Ce sont donc des personnes qui se distinguent assez peu de l'ensemble, leurs attitudes au sujet de l'appréhension du changement climatique sont proches de celles de la moyenne de l'échantillon. À noter, ils sont plus engagés individuellement en faveur du climat mais sont plus réticents à accepter les mesures de politique publique. Cette classe regroupe la plus grande partie des pays européens - Belgique, France, Allemagne, Italie, Pologne, Espagne, Royaume-Uni -, ainsi que le Canada.

La classe 3, les *désimpliqués*, se distingue également peu sur la reconnaissance du changement climatique mais est très en retrait en ce qui concerne l'engagement individuel et l'acceptation des mesures politiques. Ce sont les moins impliqués. Cette classe rassemble un petit nombre de pays : la Russie et trois pays asiatiques (Japon, Singapour et Corée du Sud).

La classe 4, les *politiques climatiques*, regroupe des personnes qui sont prêtes à s'engager personnellement pour le climat et qui ont surtout un très haut niveau d'acceptation des mesures politiques de lutte contre le changement climatique. Ce sont ceux qui soutiennent le plus les politiques climatiques. Cette classe rassemble un groupe assez hétéroclite de pays asiatiques, arabes et africains : la Chine, l'Égypte, l'Indonésie, le Maroc, le Nigeria, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud et les Émirats arabes unis.

Enfin, la classe 5, les *convaincus*, se distingue par des valeurs positives et assez élevées sur tous les indicateurs. Ce sont donc les personnes les plus convaincues de la réalité du changement climatique et qui sont prêtes à agir pour lutter contre. Cette classe rassemble les pays d'Amérique du Sud (Brésil, Chili, Colombie, Mexique), l'Inde et la Turquie.

Quelles sont les attitudes environnementales des jeunes (16-30 ans) et des adultes (plus de 30 ans) dans chaque classe de pays ? Il en ressort que dans trois classes de pays - les *convaincus* (Amérique du Sud, Turquie), les

désimpliqués (Asie et Russie) et les *politiques climatiques* (Chine, pays arabes et africains) – les attitudes des jeunes et des moins jeunes à l'égard du changement climatique sont très proches.

C'est moins vrai dans les deux autres classes de pays – les *bonnes volontés individuelles* (Europe et Canada) et les *sceptiques* (Europe du Nord, États-Unis, Australie). Dans celles-ci, les jeunes sont plus nettement convaincus de la réalité du changement climatique que leurs compatriotes plus âgés. Ils sont aussi un peu plus engagés qu'eux dans des actions individuelles ou des formes de contestation pour défendre le climat. Mais sur ce point, les différences semblent assez ténues.

COMMENT ONT ÉVOLUÉ LES ATTITUDES DES DIFFÉRENTES CLASSES D'ÂGE ?

Comment ont évolué les attitudes à l'égard du climat des diverses classes d'âge dans les différentes dimensions examinées dans l'enquête ? Pour simplifier la présentation, nous avons retenu trois classes d'âge : les jeunes de 16 à 30 ans, les adultes de 31 à 59 ans, principalement en activité, et enfin les personnes de plus de 59 ans, dont une bonne partie est à la retraite. Nous passons en revue quatre dimensions : le climatoscepticisme⁵, les actions individuelles entreprises pour lutter contre le changement climatique, l'engagement dans des actions protestataires ou politiques, le degré d'approbation des mesures de politique publique visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

■ Le climatoscepticisme

Sur la période 2019-2022, le climatoscepticisme reste minoritaire (environ un tiers des personnes interrogées sur l'ensemble de l'échantillon) et a peu évolué. Mais il n'a pas régressé et s'est même paradoxalement renforcé en 2022, alors qu'on aurait pu penser que l'été caniculaire vécu par les habitants de beaucoup de pays aurait fait reculer le climatoscepticisme. Apparemment, il n'en est rien. Cependant, ce n'est pas la reconnaissance de la réalité du changement climatique qui a diminué (elle reste massive à plus de 90 %), mais la reconnaissance du rôle du facteur humain dans ce dérèglement (qui reste très majoritaire, mais qui passe de 71 % en 2019 à 66 % en 2022 sur l'ensemble de l'échantillon). Une interprétation possible est que la vague de chaleur enregistrée en 2022 a paradoxalement alimenté la conviction que c'était la nature elle-même qui était dérégulée, sans que l'action humaine y ait particulièrement contribué. Mais les données elles-mêmes ne permettent pas de confirmer ou d'infirmer cette interprétation.

Si l'on revient aux évolutions par âges, on constate d'abord que, dans plusieurs classes de pays, les différences d'adhésion au climatoscepticisme par classes d'âge sont très faibles et évoluent très peu d'une année à l'autre. C'est le cas des *désimpliqués*, regroupant la Russie et les trois pays asiatiques qui lui sont proches (Japon, Singapour, Corée du Sud), des *convaincus*, rassemblant les pays d'Amérique du Sud et la Turquie, et des *politiques climatiques*, rassemblant la Chine et un certain nombre de pays arabes et africains. Pour ces trois classes de pays, on n'enregistre pas d'effet d'âge ou d'effet de génération significatif.

Il en va différemment chez les *bonnes volontés individuelles* et les *sceptiques* (Fig. 4). En Europe, de 2019 à 2021, le taux de climatosceptiques a crû avec l'âge : plus faible chez les jeunes, plus élevé dans les classes d'âge intermédiaires et plus encore chez les 60 ans et plus, sans que les différences soient très fortes. En 2021, par exemple, il y avait 27 % de climatosceptiques chez les jeunes, 31 % chez les 31-59 ans et 35 % chez les 60 ans et plus. Mais l'année 2022 voit se manifester une convergence générationnelle : le taux de climatosceptiques s'accroît chez les jeunes comme dans les classes d'âge intermédiaires, pour rejoindre celui des plus âgés.

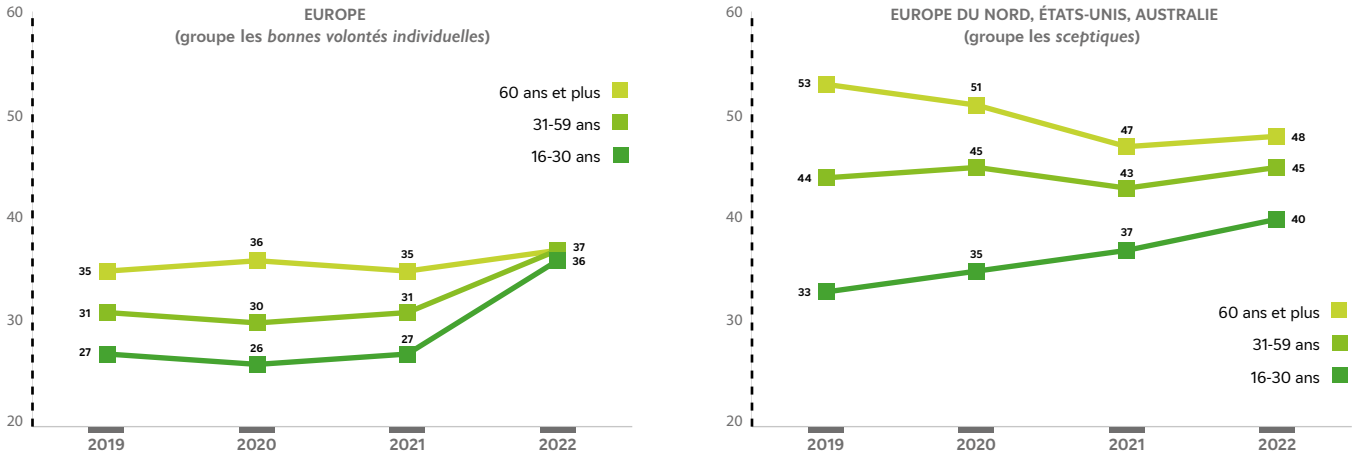
Un phénomène équivalent, quoiqu'un peu moins prononcé, se manifeste aussi dans la classe de pays *sceptiques* rassemblant l'Europe du Nord, les États-Unis et l'Australie : là aussi, une convergence générationnelle, qui était déjà enclenchée en 2021, semble se confirmer en 2022 (Fig. 4). Ces résultats paraissent donc infirmer la thèse d'une « génération climat ». Celle-ci serait au contraire de plus en plus difficile à distinguer du fait du rapprochement des attitudes des différentes classes d'âge. Reste à voir si ce résultat se confirme sur d'autres dimensions.

5. La définition retenue est la suivante : ceux qui refusent la réalité même du changement climatique et ceux qui, sans nier cette réalité, considèrent qu'elle n'est pas d'origine humaine, soit 37 % de la population interrogée en 2022, contre 63 % qui reconnaissent cette réalité.

Fig. 4. L'évolution du taux de climat scepticisme par classes d'âge

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous : « **Changement climatique d'origine naturelle ou NSP** » ou « **Ne reconnaît pas le changement climatique** »

(EN %)
Base : À tous



■ Les actions individuelles pour lutter contre le changement climatique

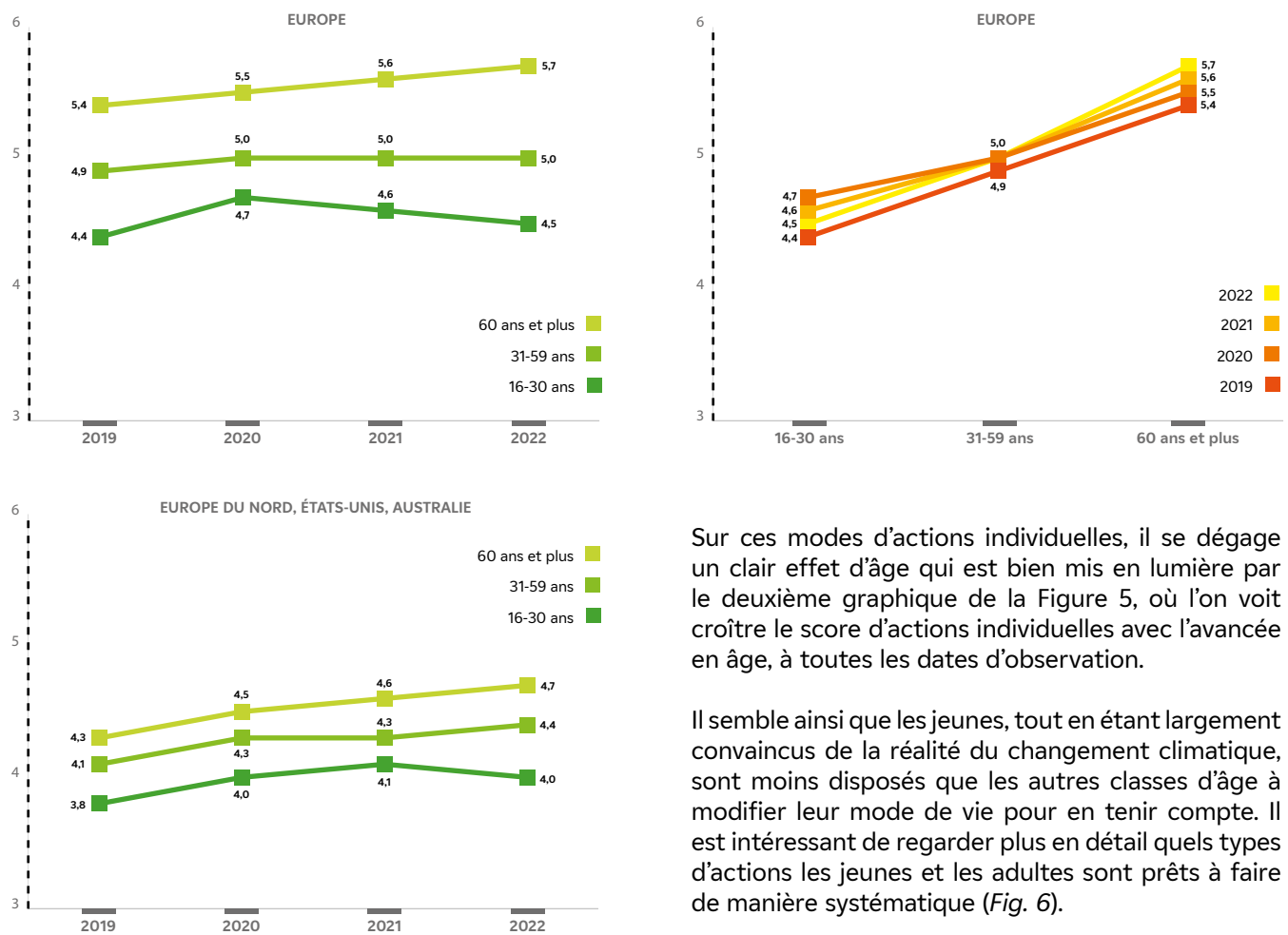
L'évolution des actions individuelles en faveur du climat par classes d'âge livre un résultat qui confirme la difficulté à distinguer une « génération climat » qui serait plus engagée sur l'ensemble des dimensions concernant le changement climatique. En effet, si les jeunes sont, sur l'ensemble de la période étudiée, légèrement plus convaincus de la réalité du changement climatique que les personnes plus âgées, ils mettent cependant moins souvent en œuvre des actions individuelles pour en limiter les effets. C'est ce que montre la Figure 5, qui présente les évolutions des scores d'actions individuelles en faveur du climat par classes d'âge en Europe, aux États-Unis et en Australie.

Point méthodologique

Le score d'actions individuelles en faveur du climat est fondé sur les huit actions suivantes : éviter de prendre la voiture lorsque c'est possible, privilégier les fruits et légumes de saison, limiter sa consommation de viande, trier ses déchets, choisir des produits avec le moins d'emballages possible, limiter le chauffage ou la climatisation de son logement, éviter d'acheter des produits fabriqués dans des pays lointains, recourir à des énergies renouvelables pour se chauffer ou pour produire son électricité.

Les réponses aux huit types d'actions individuelles sont sommées et recodées de la manière suivante : 0 pour aucune action à 10 pour toutes les actions entreprises. Les valeurs présentées dans la Figure 5 sont les valeurs moyennes. Les deux premiers graphiques portant sur l'Europe s'appuient sur les mêmes données, le premier présentant l'année d'observation en abscisse, le second présentant les classes d'âge en abscisse.

Fig. 5. Les scores d'actions individuelles en faveur du climat par classes d'âge



Sur ces modes d'actions individuelles, il se dégage un clair effet d'âge qui est bien mis en lumière par le deuxième graphique de la Figure 5, où l'on voit croître le score d'actions individuelles avec l'avancée en âge, à toutes les dates d'observation.

Il semble ainsi que les jeunes, tout en étant largement convaincus de la réalité du changement climatique, sont moins disposés que les autres classes d'âge à modifier leur mode de vie pour en tenir compte. Il est intéressant de regarder plus en détail quels types d'actions les jeunes et les adultes sont prêts à faire de manière systématique (Fig. 6).

Fig. 6. Les actions individuelles en faveur du climat réalisées par les jeunes et les adultes

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si : « Vous le faites systématiquement ou presque »

EUROPE
2019-2022
Base : À tous

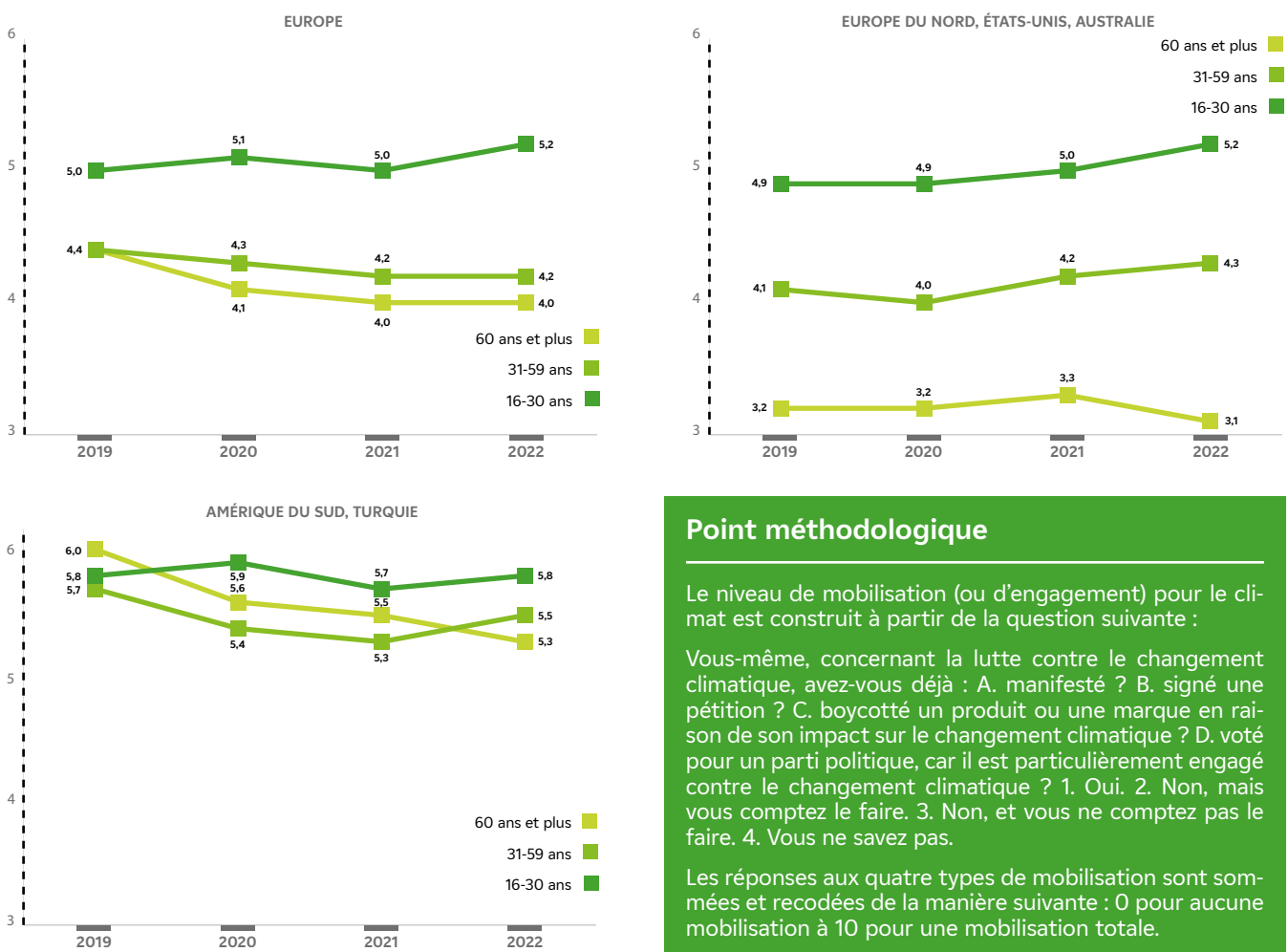
Actions que les jeunes (16-30 ans) font systématiquement plus que les adultes	Actions que les adultes (plus de 30 ans) font systématiquement plus que les jeunes	Actions que les jeunes et les adultes font systématiquement autant
Prendre les transports en commun	Éviter de prendre l'avion lorsque c'est possible	Éviter de prendre la voiture lorsque c'est possible
Se déplacer à vélo	Privilégier les fruits et légumes de saison (51 % vs 36 % en 2022)	Recourir à des énergies renouvelables pour se chauffer ou pour produire son électricité
Privilégier l'achat de biens d'occasion plutôt que neufs (vêtements, électroménager, etc.)	Trier ses déchets (51 % vs 75 % en 2022)	
	Choisir des produits avec le moins d'emballages possible	
	limiter le chauffage ou la climatisation dans son logement (33 % vs 45 % en 2022)	
	Éviter d'acheter des produits fabriqués dans des pays lointains	

Cinq types d'actions recensés dans l'enquête sont entrepris systématiquement plus souvent par les adultes que par les jeunes Européens, souvent avec des écarts importants. Les trois actions que les jeunes font plus souvent (avec des écarts assez faibles) sont des comportements qui correspondent naturellement à leur mode de vie, comme le fait de se déplacer à vélo ou de prendre les transports en commun. Il semble donc bien que les jeunes adoptent d'abord les types de comportements vertueux qui ne constituent pas une rupture avec leurs façons de vivre habituelles, mais qu'ils sont moins enclins à adopter ceux qui relèvent d'une démarche plus volontariste et plus directement guidée par l'impératif de répondre à l'urgence climatique. Il est possible également que les jeunes soient simplement des consommateurs moins avertis, plus insouciants, moins au fait de la qualité, au sens large, des produits qu'ils achètent, par exemple prendre garde au fait d'acheter des fruits et légumes de saison. En tout cas, le résultat est indéniable : ils sont moins engagés dans des actions personnelles pour orienter leurs comportements dans un sens favorable à la protection du climat.

■ Les formes de mobilisation pour lutter contre le changement climatique

L'analyse du niveau de mobilisation pour lutter contre le changement climatique (via la participation à des manifestations, à des boycotts de produits ou de marques, à la signature de pétitions ou en votant pour des partis engagés sur ces questions) livre un résultat à nouveau différent (Fig. 7).

Fig. 7. Le niveau de mobilisation en faveur du climat par classes d'âge



Point méthodologique

Le niveau de mobilisation (ou d'engagement) pour le climat est construit à partir de la question suivante :

Vous-même, concernant la lutte contre le changement climatique, avez-vous déjà : A. manifesté ? B. signé une pétition ? C. boycotté un produit ou une marque en raison de son impact sur le changement climatique ? D. voté pour un parti politique, car il est particulièrement engagé contre le changement climatique ? 1. Oui. 2. Non, mais vous comptez le faire. 3. Non, et vous ne comptez pas le faire. 4. Vous ne savez pas.

Les réponses aux quatre types de mobilisation sont sommées et recodées de la manière suivante : 0 pour aucune mobilisation à 10 pour une mobilisation totale.

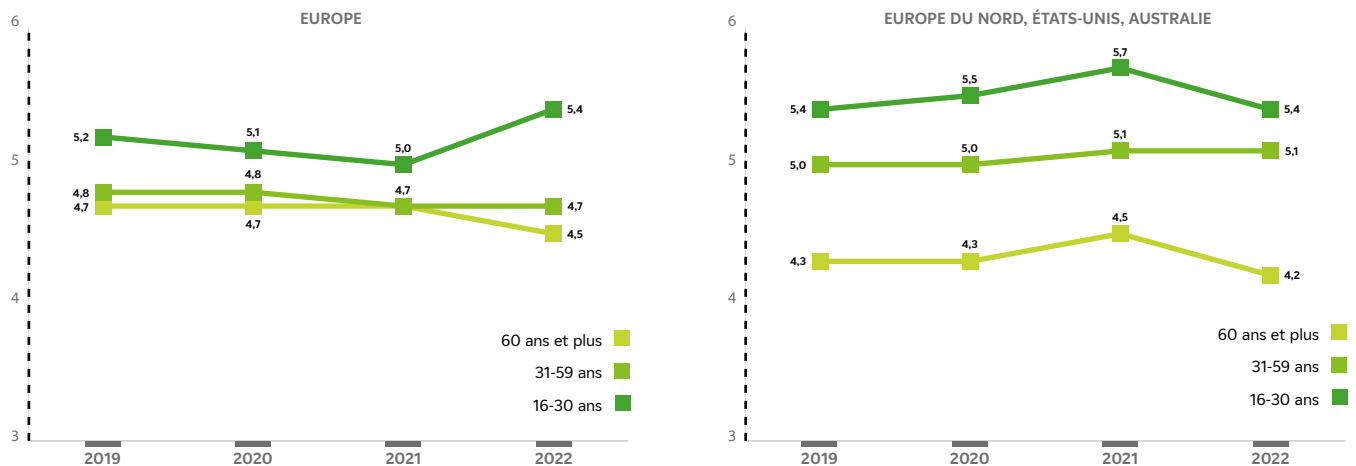
En effet, les jeunes – que ce soit en Europe, ou dans les pays anglo-saxons, ou encore en Amérique du Sud⁶ – sont nettement plus engagés dans ces formes de mobilisation que les classes d'âge plus âgées. Ce surcroît de mobilisation juvénile semble même s'être accentué depuis 2019.

Il est vrai que, d'une manière générale, les jeunes mettent plus souvent en œuvre des formes d'actions politiques protestataires. Il n'est donc pas très étonnant qu'ils le fassent aussi plus souvent que les adultes pour défendre le climat.

■ L'acceptabilité des mesures de politique publique en faveur du climat

Le résultat est assez semblable concernant le degré d'acceptation des mesures de politique publique pour lutter contre le changement climatique (Fig. 8). Les jeunes y sont – en Europe et dans les pays anglo-saxons – systématiquement plus favorables que les adultes. Ces écarts sont cependant plus forts dans la classe de pays ayant un niveau de scepticisme plus élevé à l'égard du changement climatique (États-Unis, Europe du Nord et Australie). Les divergences générationnelles y sont plus marquées que dans les autres pays européens, où il semble y avoir un plus large consensus sur les mesures à adopter.

Fig. 8. L'acceptabilité des mesures en faveur du climat par classes d'âge



Point méthodologique

Le niveau d'acceptabilité des mesures de politique publique en faveur du climat est construit à partir de cinq des 12 items de la question suivante :

Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : 1. très acceptable. 2. plutôt acceptable. 3. plutôt pas acceptable. 4. pas acceptable du tout. 5. vous ne savez pas.

A. Limiter l'accès des centres-villes aux voitures électriques ou hybrides

B. Rendre plus chères les énergies qui produisent du CO₂, comme le gaz, l'essence...

C. Instaurer un péage urbain à l'entrée des grandes villes

D. Taxer davantage les ordures ménagères pour inciter à moins gaspiller

E. Obliger les propriétaires à bien isoler leur logement

Les réponses aux cinq mesures sont sommées et recodées de la manière suivante : 0 pour le refus de toutes les mesures à 10 pour l'acceptation de toutes les mesures.

6. Il n'y a en revanche aucune différence selon l'âge en Russie, en Asie et dans les pays africains et arabes.

CONCLUSION

Les résultats de l'enquête conduisent à fortement relativiser l'idée qu'on verrait émerger au niveau mondial une « génération climat ». Dans de nombreux pays - ceux d'Amérique du Sud (avec un niveau élevé de reconnaissance du changement climatique), une partie des pays d'Asie et la Russie (avec un faible niveau d'engagement dans la lutte contre le changement climatique), la Chine et les pays arabes et africains interrogés (moins convaincus de la réalité du changement climatique) -, les différences entre classes d'âge ne se distinguent tout simplement pas. Dans ces pays, il y a donc une très forte homogénéité des attitudes à l'égard du climat selon l'âge ; l'effet pays l'emporte très largement sur l'effet générationnel.

Dans les pays d'Europe, aux États-Unis et en Australie - globalement donc dans le monde occidental -, les choses sont un peu plus complexes, mais les données n'alimentent pas non plus la thèse d'une franche rupture générationnelle. En effet, sur certains points - la mobilisation pour le climat et l'acceptation des mesures de politique publique en faveur du climat -, les jeunes sont plus engagés que les adultes, mais sur d'autres - les actions individuelles entreprises pour lutter contre le changement climatique - ils sont plutôt moins allants. En ce qui concerne le climatocépticisme (qui reste minoritaire), on assiste à une convergence générationnelle.

Au total, l'impression qui prévaut dans l'opinion et les médias que les jeunes sont à la pointe de l'engagement pour lutter contre le changement climatique et se démarquent très nettement des autres générations sur ce point n'est pas vraiment validée par les résultats de cette enquête. Ce qui alimente malgré tout cette impression, c'est le fait que les jeunes, qui sont les plus sensibilisés à cette question du climat, sont davantage mobilisés pour exprimer leur opinion et protester par des actions trouvant souvent un large écho médiatique. Ce qui différencie les générations n'est donc pas véritablement la sensibilité au sujet - celle-ci traverse toutes les générations, sauf peut-être les plus âgées - mais la façon d'exprimer cette sensibilité. Les adultes le font plus par des actions individuelles visant à réformer (même si c'est de façon modérée) leur façon de vivre ou de consommer ; les jeunes le font plus en se manifestant sur la scène publique pour exprimer leur crainte et leur volonté de réformes structurelles. Mais ce tableau concerne essentiellement le monde occidental. Dans le reste du monde, les différences générationnelles sont quasiment inexistantes. ■



ACTIONS INDIVIDUELLES ET POLITIQUES CLIMATIQUES





Effet des préoccupations environnementales sur les consommations déclarées des individus : une perspective internationale 94

Mathieu Durand-Daubin, Jérôme Cubillé

L'insoutenable légèreté climatique de la sobriété en France ? Une exploration sociologique 102

Stéphane La Branche, Arina Susa

Les leviers de la décarbonation 108
Interview de Catherine Bauby

Politiques publiques du climat : des attitudes globalement favorables, mais des marges de manœuvre réduites 112

Emiliano Grossman, Charlotte Halpern

L'appétence au changement de mobilité pour répondre à la crise climatique 120

Vincent Kaufmann, Guillaume Drevon

Énergies fossiles : en sortir ou pas ? 126

Didier Witkowski

Effet des préoccupations environnementales sur les consommations déclarées des individus : une perspective internationale

■ Mathieu Durand-Daubin, Jérôme Cubillé – EDF R&D

Pour lutter contre le changement climatique, il paraît essentiel de pouvoir s'appuyer sur une forte prise de conscience de la population, afin de faciliter la transformation des pratiques de consommation, et de réduire leur empreinte carbone. Pour autant, est-ce que des individus plus conscients des enjeux environnementaux ont des niveaux de consommation plus durables ? En France, les études menées sur cette question indiquent au contraire que les personnes les plus sensibilisées ont des consommations plus élevées, du fait de leur capital économique et culturel supérieur. Ainsi, sur la base de l'enquête Conditions de vie du Credoc, recueillie en 2018, Sessego et Hébel concluent que « *la richesse conduit les plus sensibles à l'écologie à des pratiques de mobilité qui ne peuvent pas être compensées, en termes d'empreinte écologique, par de petits gestes* »¹. De même, concernant l'énergie utilisée dans les logements, l'Atelier parisien d'urbanisme montre, en 2022, qu'à Paris les consommations réelles par personne sont sensiblement plus élevées dans les quartiers où les revenus sont plus hauts malgré la meilleure performance énergétique de leurs bâtiments². Ce lien paradoxal, entre sensibilité environnementale et niveau de consommation, sous-tendu par le rôle structurant du niveau de revenus et de l'éducation est depuis longtemps relevé en Europe³. Est-il spécifique aux pays occidentaux ? Le retrouve-t-on sur les cinq continents, dans des pays où perception des problèmes environnementaux et développement économique diffèrent fortement ? C'est à ces questions que nous proposons d'apporter des éléments de réponse en analysant la dernière vague de l'Obs'COP. Il s'agit ici d'identifier les relations entre sensibilité environnementale, gestes de sobriété et fréquence déclarée de consommation de trois produits ou services (la viande, la voiture et l'avion) pour un ensemble de 30 pays. Quelles sont les structures les plus répandues ? Quelles en sont les variantes ?

1. SESSEGO Victoire et HÉBEL Pascale. « Consommation durable : L'engagement de façade des classes supérieures », *Consommation & Modes de vie*, Credoc. Mars 2019, n° 303. En ligne : <<https://www.credoc.fr/download/pdf/4p/CMV303.pdf>>

2. « Paris, des enjeux de rénovation énergétique très forts pour plus de la moitié des logements », *Atelier parisien d'urbanisme*, Apur. Juin 2022, note n° 212.

En ligne : <<https://www.apur.org/fr/nos-travaux/paris-enjeux-renovation-energetique-forts-plus-moitie-logements>>

3. DOZZI Joël et WALLENBORN Grégoire. « Du point de vue environnemental, ne vaut-il pas mieux être pauvre et mal informé que riche et conscientisé ? » In CORNUT Pierre, BAULER Tom et ZACCAÏ Edwin (dir), *Environnement et inégalités sociales*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles. 2007, pp. 49-57.

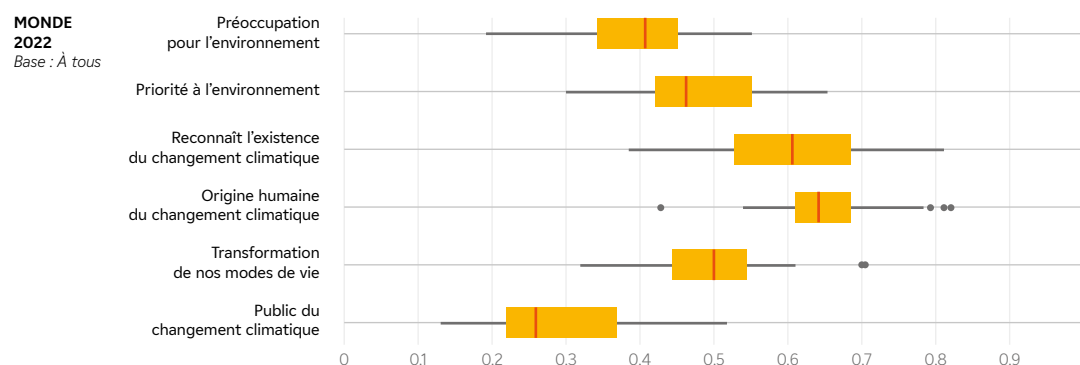
SENSIBILITÉ ENVIRONNEMENTALE, CONSOMMATIONS DÉCLARÉES ET GESTES DE SOBRIÉTÉ

Dans ce chapitre, nous proposons donc d'étudier les liens entre trois notions : la sensibilité à l'environnement, les consommations individuelles dans trois domaines (usage de la voiture, usage de l'avion et consommation de viande) et les efforts déclarés pour limiter ces trois consommations. Il s'agit pour nous d'évaluer dans quelle mesure être conscient des problèmes environnementaux incite à limiter sa consommation, et si les personnes qui déclarent limiter leur consommation ont un niveau moins élevé que les autres.

L'enquête de l'Obs'COP comprend un large éventail de questions pour décrire la perception de l'état de l'environnement local et global, du changement climatique et de ses causes. Il couvre également la perception de ce qui peut ou doit être fait, et par qui, pour préserver l'environnement et lutter contre le changement climatique. Dans notre étude, la sensibilité environnementale d'un individu est décrite par six notions. La première, binaire, est la *préoccupation pour l'environnement*, qui est positive si le répondant a mentionné l'« environnement » parmi les sujets qui le préoccupent le plus⁴. La deuxième est la *priorité à l'environnement*, où l'individu indique que l'on doit accorder plus d'importance à l'environnement qu'à l'économie, et non l'inverse, avec la possibilité de donner une réponse neutre⁵. La troisième est plus spécifiquement la conviction de l'*existence du changement climatique*⁶. Les deux suivantes questionnent le rôle des hommes, leur responsabilité et leur capacité à agir : l'*origine principalement humaine* du changement climatique⁷ et la *transformation de nos modes de vie* comme solution principale à ce problème environnemental⁸. La sixième, composite, est l'appartenance au *public du changement climatique*, qui induit à la fois une conscience de l'enjeu et une implication dans la lutte contre le changement climatique ; elle est développée dans le chapitre de Jérémie Bouillet, Mathieu Brugidou et Jérôme Cubillé de cet ouvrage⁹. Par ces six notions, il s'agit pour nous de caractériser l'importance donnée aux problèmes environnementaux dans leur ensemble, et la croyance en la possibilité de lutter contre ces problèmes en changeant nos modes de vie et en particulier nos modes de consommation.

La Figure 1 montre comment se distribue la part des répondants sensibles à l'environnement par pays enquêtés (30 pays sur cinq continents) pour chacun de ces indicateurs. Certains critères apparaissent plus sélectifs, comme l'appartenance au public du changement climatique, pour lequel la moitié des pays présente un taux d'adhésion entre 20 % et 40 % de la population. D'autres sont au contraire plus consensuels, comme l'origine anthropique du changement climatique, qui est admise par plus de 60 % de la population dans plus de la moitié des pays. Ce critère distingue le faible score de l'Arabie saoudite et les scores élevés de trois pays d'Amérique du Sud : Mexique, Chili, Colombie, mais aussi Corée du Sud. La Colombie, le Mexique et le Chili se distinguent également par leur forte adhésion à une limitation du changement climatique par une transformation de nos modes de vie.

Fig. 1. La dispersion des pays sur les dimensions de la sensibilité environnementale



4. Voir dans cet ouvrage la question A1BIS, Annexes, p. 214.

5. Voir dans cet ouvrage la question A2, Annexes, p. 217.

6. Voir dans cet ouvrage la question B1, Annexes, p. 220.

7. Voir dans cet ouvrage la question B3, Annexes, p. 220.

8. Voir dans cet ouvrage la question B8, Annexes, p. 227.

9. Voir dans cet ouvrage, le chapitre de Jérémie Bouillet, Mathieu Brugidou et Jérôme Cubillé, « Le public du changement climatique, ou les contradictions d'une avant-garde », p. 46.

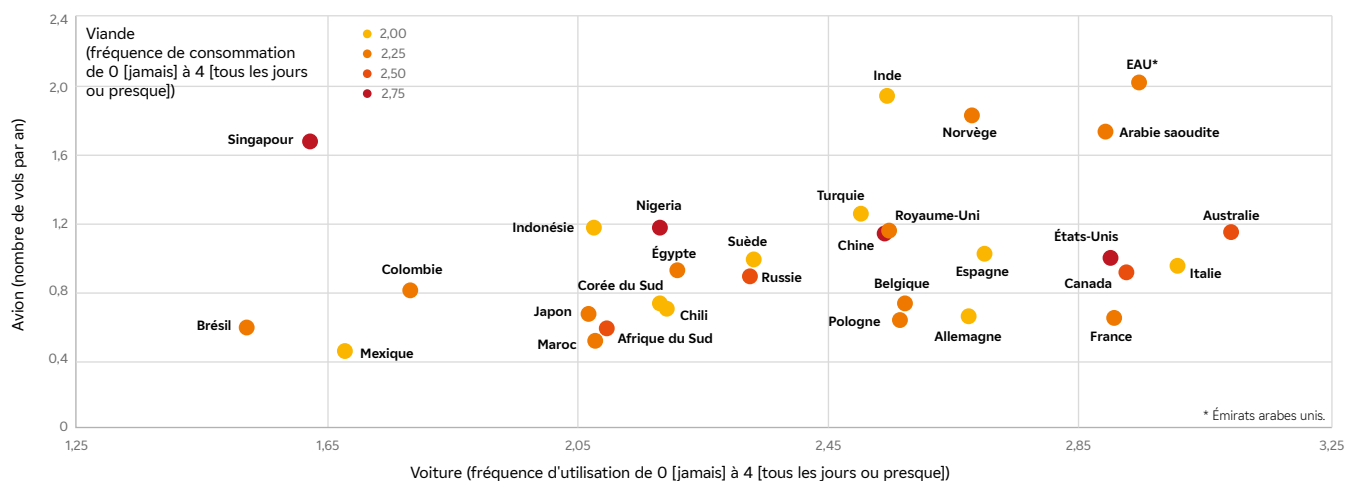
Pour connaître les consommations des individus, et indirectement leur impact environnemental, nous disposons de trois variables : la fréquence d'utilisation de sa voiture à l'échelle de la semaine (de 0, pour « jamais », à 4, pour « tous les jours ou presque »), le nombre de déplacements réalisés en avion en un an, et la part des repas qui comprennent de la viande à l'échelle de la semaine (de 0, pour « jamais », à 4, pour « à tous les repas »). Les moyennes de ces niveaux de consommation par pays sont représentées sur la Figure 2, en abscisse pour la voiture, en ordonnée pour l'avion, et par la taille pour la viande. Les monarchies pétrolières et l'Inde connaissent un fort recours à la voiture et à l'avion. Dans les pays anglo-saxons, en Chine, en Russie et à Singapour, la consommation de viande est élevée. La cité-État de Singapour se distingue par son faible recours à la voiture, lié à un territoire dense, peu étendu et enclavé, et par son fort recours à l'avion, signe de son haut niveau de vie et de son activité internationale.

Ces trois types de consommation ont l'intérêt d'être associés à une part importante des émissions de CO₂ directement liées à nos modes de vie. On remarquera cependant que nous ne disposons que de consommations déclarées et non réelles, que les distances parcourues donneraient une meilleure description de l'intensité d'usage des transports, et que d'autres caractéristiques des modes de vie, comme la surface habitée par personne, auraient utilement complété ces indicateurs de consommation.

Fig. 2. Les consommations moyennes par pays

Q. En moyenne, à quelle fréquence utilisez-vous votre voiture (hors pandémie de Covid-19) ? / Q. En moyenne, à quelle fréquence prenez-vous l'avion, que ce soit pour des raisons professionnelles ou personnelles (hors pandémie de Covid-19) ? / Q. À quelle fréquence mangez-vous de la viande ou des plats à base de viande en moyenne ?

2022
Base : À tous



Une façon dont la sensibilité environnementale peut influencer le niveau de consommation passe par la réalisation d'actions individuelles de limitation des consommations, comme décrites dans les travaux du Credoc¹⁰. Dans l'Obs'COP, des restrictions volontaires de cette nature peuvent être associées aux trois consommations étudiées : éviter de prendre la voiture, éviter de prendre l'avion, limiter la consommation de viande. Les niveaux d'effort proposés sont dans l'ordre, du plus faible au plus fort : « Vous ne souhaitez pas ou ne pouvez pas le faire », « Vous ne le faites pas encore, mais vous envisagez de le faire », « Vous le faites de temps en temps », « Vous le faites systématiquement ou presque ».

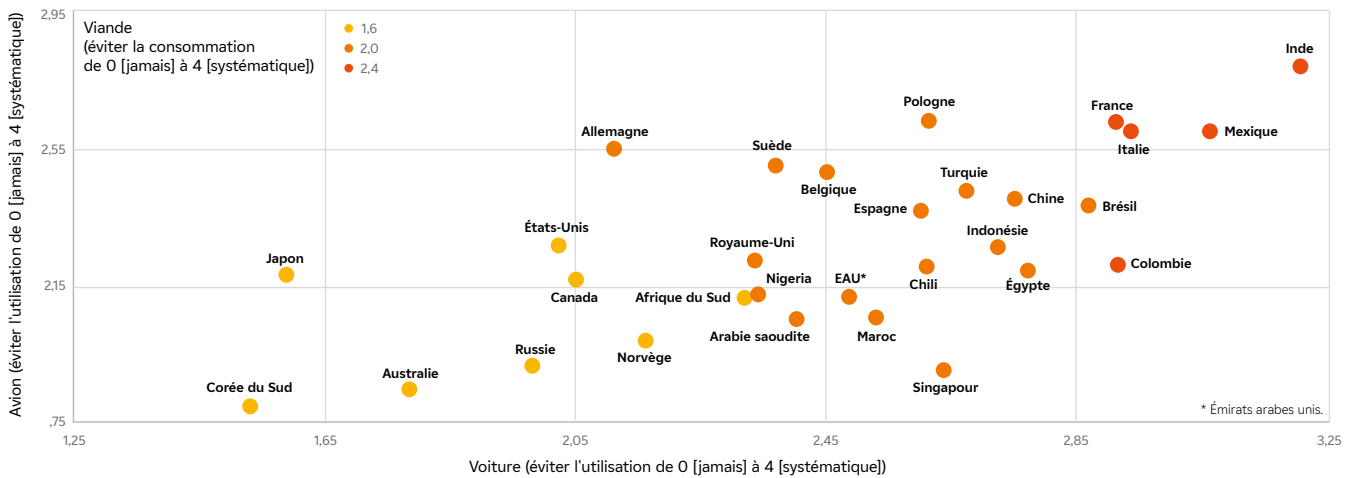
Les moyennes des efforts de limitation déclarés par pays sont représentées sur la Figure 3 pour les trois types de consommation. C'est en Inde, puis en France, en Italie, au Mexique et en Colombie, que l'on déclare le plus limiter son recours à la voiture et à l'avion. Dans ces mêmes pays, ainsi qu'en Allemagne et au Maroc, on déclare également bien réduire sa consommation de viande. Les Sud-Coréens déclarent peu se limiter, les Japonais ne disent pas restreindre leur usage de la voiture ni les Singapouriens celui de l'avion.

10. SESSEGO Victoire et HÉBEL Pascale. *Op. cit.*

Fig. 3. Les actions de limitation de la consommation par pays

Q. En moyenne, à quelle fréquence utilisez-vous votre voiture (hors pandémie de Covid-19) ? / Q. En moyenne, à quelle fréquence prenez-vous l'avion, que ce soit pour des raisons professionnelles ou personnelles (hors pandémie de Covid-19) ? / Q. À quelle fréquence mangez-vous de la viande ou des plats à base de viande en moyenne ?

2022
 Base : À tous



Au-delà de leur caractère déclaratif, ces gestes posent des questions d'interprétation, dans la mesure où des personnes qui ont une consommation nulle peuvent déclarer la limiter (par exemple des personnes qui ne prennent jamais l'avion), et où d'autres, qui ont une consommation significative, peuvent déclarer ne pas être concernées par cette question.

DES CONSOMMATIONS GLOBALEMENT PEU LIÉES À LA SENSIBILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Pour chaque pays, l'existence d'un lien direct entre la préoccupation environnementale et le niveau de consommation des individus a été évaluée à l'aide du tau de Kendall¹¹ (corrélation ordinale). Pour les trois types de consommation, les valeurs de ces corrélations (positives si les individus les plus préoccupés consomment plus, négatives s'ils consomment moins) sont présentées successivement dans la Figure 4. Seuls les pays pour lesquels cette corrélation est significativement différente de 0 sont représentés.

Dans la majorité des pays étudiés, la corrélation n'est pas différente de 0, indiquant ainsi une absence de lien entre préoccupation et niveau de consommation. Lorsqu'on observe un effet, cela va presque toujours dans le sens d'une réduction de la consommation de viande (sauf en Indonésie). Pour l'utilisation de la voiture, cela varie selon le pays, tandis que pour l'avion cela va toujours dans le sens d'une utilisation plus fréquente - tous les pays concernés étant non européens.

On retrouve donc ici le lien entre préoccupation environnementale et consommation plus élevée de transports observé par le Credoc¹², mais seulement pour l'avion et la voiture dans huit ou neuf pays, tous en dehors de l'Europe. Au contraire, dans les pays européens, cette préoccupation est associée à une moindre consommation de viande, et dans certains cas à une légère baisse du recours à la voiture.

11. À propos du tau de Kendall, voir dans cet ouvrage le lexique, p. 241.

12. SESSEGO Victoire et HÉBEL Pascale. *Op. cit.*

Fig. 4. Corrélations entre préoccupation environnementale et niveau de consommation par pays, pour chaque type de consommation

Q. Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ? « **L'environnement** » / Q. À quelle fréquence mangez-vous de la viande ou des plats à base de viande en moyenne ? / Q. En moyenne, à quelle fréquence prenez-vous l'avion, que ce soit pour des raisons professionnelles ou personnelles (hors pandémie de Covid-19) ? / Q. En moyenne, à quelle fréquence utilisez-vous votre voiture (hors pandémie de Covid-19) ?



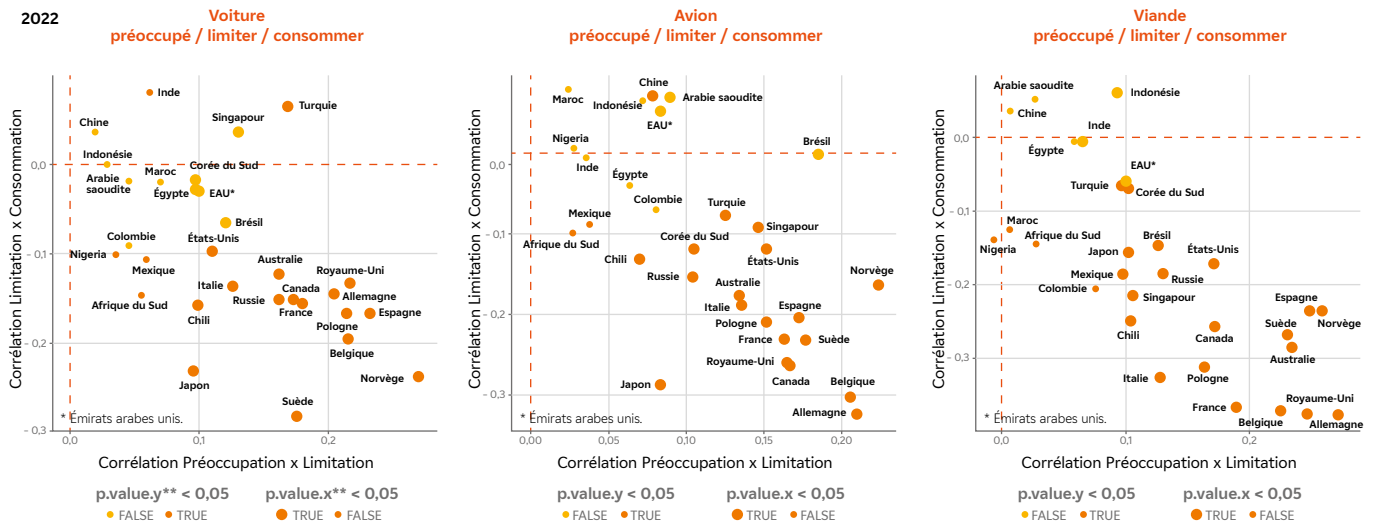
DES GESTES DE LIMITATION QUI FONT LE LIEN ENTRE SENSIBILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION

Si se déclarer préoccupé par l'environnement n'est pas toujours lié à un niveau de consommation plus faible, on peut s'interroger sur le rôle intermédiaire des pratiques de limitation volontaire de ces consommations. Est-ce qu'être préoccupé incite à limiter sa consommation ? Est-ce que limiter sa consommation aboutit à une consommation plus faible ? Pour chaque pays, nous avons évalué la corrélation (tau de Kendall) entre la préoccupation environnementale et la déclaration d'un effort pour limiter sa consommation, puis la corrélation entre cet effort et le niveau de cette consommation.

Sur la Figure 5, on peut observer la dispersion des pays selon ces deux corrélations, entre préoccupation et geste de limitation en abscisse, et entre geste de limitation et niveau de consommation en ordonnée, successivement pour le recours à la voiture et à l'avion, puis pour la consommation de viande. Un point de petite taille indique, pour un pays, l'absence de lien entre préoccupation et limitation (abscisse), et un point transparent indique

l'absence de lien entre limitation et consommation (ordonnée). Pour les trois types de consommation, dans la majorité des pays, on observe une corrélation positive entre préoccupation et limitation, et une corrélation négative entre limitation et consommation (cadran en bas à droite par rapport à l'origine du graphique).

Fig. 5. Liens entre (préoccupation et actions de limitation) et entre (actions de limitation et niveau de consommation), par pays



** À ce propos, voir dans cet ouvrage le lexique, p. 241.

Dans tous ces pays, et en particulier en Europe, les personnes préoccupées par l'environnement déclarent plus souvent faire des efforts pour limiter leur consommation, et ceux qui font ces efforts présentent plus souvent des niveaux de consommation plus faibles. Ces deux liens ne sont en revanche pas observés en Chine, en Inde, en Indonésie, dans les pays arabes ni en Afrique. Dans trois de ces pays, déclarer limiter sa consommation est même associé à une consommation significativement plus élevée : en Inde pour l'usage de la voiture, au Maroc et en Chine pour celui de l'avion. On ne trouve en revanche aucun pays dans lequel être préoccupé par l'environnement se traduit par moins de gestes de limitation de la consommation.

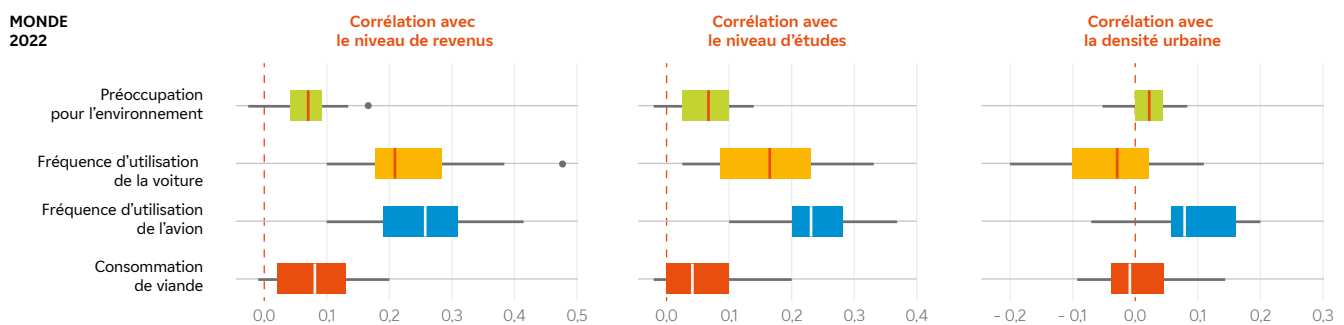
Enfin, on modérera ce constat en notant que ces corrélations sont affaiblies si on exclut le cas des personnes qui déclarent une consommation nulle : ceux qui ne prennent jamais la voiture ou l'avion, ou ceux qui ne mangent jamais de viande. Or l'interprétation de la limitation de la consommation dans ces situations est délicate. Même si l'on s'attend à ce que les personnes qui n'ont pas ce type de consommation, par contrainte ou par choix de vie, se déclarent non concernées, certains pourront considérer qu'il s'agit d'une pratique de limitation. De plus, si dans cette enquête la corrélation entre geste de sobriété et consommation est négative dans une large majorité de pays - ce qui peut être interprété comme un effort qui aboutit à une baisse de consommation -, il faut garder en tête que la causalité inverse existe également, quand un niveau de consommation élevé incite à plus de sobriété, et se traduit par une corrélation positive.

On observe donc que, dans une majorité de pays (essentiellement occidentaux), déclarer limiter sa consommation fait le lien entre les préoccupations environnementales et le niveau de consommation, alors que ces deux notions ne sont directement corrélées (négativement) que dans le cas de la viande et très modérément dans celui de la voiture. D'autres facteurs liés aux préoccupations environnementales semblent donc structurer le niveau de consommation, en particulier dans le cas du transport aérien, pour lequel les personnes les plus préoccupées prennent significativement plus l'avion.

DES CONSOMMATIONS DE TRANSPORTS QUI RESTENT STRUCTURÉES PAR LE NIVEAU DE REVENUS, D'ÉTUDES ET LE TERRITOIRE

En France, le lien paradoxal entre préoccupation environnementale et empreinte environnementale élevée a été expliqué par l'effet du niveau d'études et de revenus sur ces deux caractéristiques¹³. Dans l'Obs'COP, nous pouvons vérifier l'effet du niveau de revenus et du niveau d'études (Fig. 6) sur la préoccupation environnementale (corrélation significativement positive dans 16 pays sur 30), et de façon encore plus nette sur les fréquences d'utilisation de la voiture (25 pays sur 30) et surtout de l'avion (tous les pays). Cet effet est plus rare (11 pays sur 30) et faible pour la consommation de viande.

Fig. 6. Corrélations entre caractéristiques sociodémographiques, préoccupation et niveaux de consommation



Les consommations de transports sont également influencées par la densité ou le caractère urbain de la zone d'habitat. Cette information très dépendante du pays est collectée de façon hétérogène et, dans la vague d'enquête de 2022, permet uniquement de comparer 18 pays avec une catégorie large opposant territoires urbains et territoires ruraux (Fig. 6). Pour ce sous-ensemble de pays, la fréquence d'utilisation de la voiture est plus faible dans les zones urbaines (10 pays sur 18), alors que la fréquence d'utilisation de l'avion est plus élevée dans ces mêmes espaces urbains (13 pays sur 18). La préoccupation environnementale et la consommation de viande ne diffèrent pas entre les zones urbaines et rurales.

Pour comprendre et résumer les rôles respectifs des variables sociodémographiques, de la sensibilité environnementale et des gestes de limitation, dans les niveaux de consommation individuelle, nous avons construit des modèles de régression¹⁴ (ordinaire pour la voiture et la viande, linéaire pour l'avion). Afin de produire un résultat synthétique, malgré l'hétérogénéité des situations des différents pays, nous avons estimé un modèle multiniveau pour chaque type de consommation, afin de neutraliser l'effet des pays et de nous concentrer sur les effets des caractéristiques des individus. Les coefficients de ces régressions montrent que les trois consommations croissent de façon significative avec les niveaux de revenus et d'études. Pour les transports, ces deux facteurs sont ceux qui ont les effets les plus importants. Le caractère urbain du territoire est le troisième facteur le plus important lorsque cette information est disponible (les urbains ont un meilleur accès à l'avion, et aux transports alternatifs qui permettent de limiter l'usage de la voiture). Pour la consommation de viande, c'est le fait de déclarer limiter sa consommation qui joue le plus, tandis que la situation urbaine n'a pas d'influence, et que l'effet de l'éducation est plus faible.

Une fois les effets structurels du niveau de revenus, d'études et de la densité du territoire pris en compte, le fait de déclarer limiter sa consommation se traduit par une consommation significativement plus basse pour les trois types de consommation. Enfin, les différents indicateurs de sensibilité environnementale ont des effets plus faibles, contrastés, et souvent non significatifs. Appartenir au *public du changement climatique* a un effet positif sur les fréquences d'usage de la voiture et de l'avion, ce qui est aussi l'effet de la *préoccupation pour l'environnement* dans le cas de l'avion. Au contraire, considérer que le changement climatique est *principalement d'origine humaine*, et dans une moindre mesure penser que la solution au changement climatique réside d'abord dans la *transformation de nos modes de vie*, est associé à des consommations moins élevées de transports et de viande. Comme vu précédemment, les personnes *préoccupées par l'environnement* ont par ailleurs aussi une consomma-

13. SESSEGO Victoire et HÉBEL Pascale. *Op. cit.*

14. À propos des régressions, voir dans cet ouvrage le lexique, p. 241.

tion de viande plus faible. Enfin, celles qui déclarent que l'« on devrait donner la priorité à l'environnement même si cela peut ralentir la croissance économique du pays et faire perdre des emplois » présentent un usage de la voiture plus modéré.

CONCLUSION

À la question de savoir si la sensibilité des individus aux problèmes environnementaux se traduit par une consommation plus sobre, les données de l'enquête Obs'COP permettent de répondre que cette implication dépend du type de consommation et de la situation du pays. Parmi les trois consommations que nous avons pu interroger, qui, toutes, ont un impact significatif sur les émissions de CO₂, la consommation de viande montre des ressorts très différents de la fréquence d'usage de la voiture et de l'avion. Ainsi, les personnes préoccupées par l'environnement ont tendance à consommer moins de viande, alors qu'elles utilisent plus l'avion et que leur usage relatif de la voiture dépend du pays. Le fait que les consommations de transports soient plus élevées pour les personnes préoccupées par l'environnement ne traduit pas pour autant une dissonance entre des valeurs et des actes. En effet, ces personnes mettent bien en œuvre des actions de limitation qui se traduisent par une réduction de consommation. Mais, comme l'observaient Sessego et Hébel, ces réductions sont trop faibles pour compenser le niveau structurellement élevé des consommations associées à leurs caractéristiques sociodémographiques : ce sont des urbains aux revenus et niveau d'études supérieurs.

En effet, comme cela avait été observé dans les analyses nationales, les consommations des individus dépendent plus des caractéristiques socioéconomiques structurelles, comme leur niveau de revenus ou leur lieu d'habitation, que de leur perception de l'environnement. Les consommations ne sont pas de simples choix individuels isolés ; elles s'inscrivent dans des pratiques sociales impliquant des infrastructures, des significations partagées et des savoir-faire¹⁵. On voit que c'est ici particulièrement le cas de l'utilisation des transports, avec la voiture, liée au niveau de revenus et moins utilisée en ville, et l'avion, plus lié au niveau d'études et aux territoires urbains. D'autres variables auraient été nécessaires pour mieux comprendre ces usages des transports et surtout les consommations de viande, avant d'en arriver à identifier le rôle des préoccupations environnementales dans ces pratiques.

Si l'on s'intéresse plus spécifiquement aux différents indicateurs de sensibilité environnementale, les personnes qui attribuent un rôle plus important à l'Homme dans le changement climatique (origine humaine) et dans les solutions pour le limiter (changer nos modes de vie) présentent généralement des consommations plus faibles dans les trois domaines étudiés.

Malgré son effet positif, il apparaît donc que la progression de la conscience des problèmes environnementaux dans les populations est peu susceptible de conduire à une transformation significative des niveaux de consommation par le seul biais des actions individuelles qu'elle suscitera. En revanche, cette prise de conscience est sans doute nécessaire à la construction de transformations collectives des organisations et des infrastructures de production et de consommation, à même de réduire l'empreinte écologique de nos sociétés. Ces enjeux sont développés dans d'autres parties de cet ouvrage. Cependant, l'adhésion à ces transformations collectives pourrait être freinée par la persistance de grands écarts d'empreinte carbone entre les individus, écarts dont on voit qu'ils restent structurés par les inégalités économiques. La réduction de ces inégalités pourrait donc être un levier au moins aussi important que la sensibilisation aux enjeux environnementaux pour atteindre la neutralité carbone. ■

15. SHOVE Elizabeth. « Beyond the ABC: Climate change policy and theories of social change », *Environment and Planning A: Economy and Space*, 2010, pp. 42(6), 1273-1285. En ligne : <<https://doi.org/10.1068/a42282>>

L'insoutenable légèreté climatique de la sobriété en France ? Une exploration sociologique

■ Stéphane La Branche - *Giéco*

■ Arina Susa - *Chercheuse indépendante*

La sociologie de l'énergie se penche depuis plusieurs années déjà sur la notion et les pratiques de sobriété de manière théorique, politique et comportementale. Dans un contexte de neutralité carbone en 2050 (inscrit dans la loi de nombreux pays de cette enquête), les efforts de sobriété à fournir sont devenus encore plus importants, autant en matière de gestion, d'efficacité, de production d'EnR que de sobriété comportementale - et ce, d'autant plus en 2022-2023, dans un contexte de guerre en Ukraine et de ses impacts sur les prix de l'énergie.

Si certains scénarios de prospective (négaWatt, Ademe...) misent sur une diminution de la consommation d'énergie dépassant les 20 %, voire les 30 %, grâce aux changements de comportements, les sciences sociales soulignent toute la difficulté à devenir suffisamment sobre pour atteindre de tels objectifs. Car, comme l'indique Marie-Christine Zélem¹, devenir sobre ne va pas de soi puisque ces efforts s'inscrivent dans des représentations sociales, des logiques d'actions, des valeurs et des habitudes ancrées dans un système carboné². Mais les acteurs consentent-ils réellement à faire les efforts et accepter l'inconfort physique et cognitif en résultant ? Si devenir sobre est difficile, ne peut-on pas penser que les gestes déclarés comme étant les plus pratiqués soient aussi ceux qui sont les plus faciles à adopter - mais pas nécessairement les plus efficaces en termes de réduction d'impacts ?

Il existe également un postulat largement répandu dans la sphère publique et au fondement de la plupart des campagnes de sensibilisation, mais aussi parmi les injonctions issues des sciences naturelles, que la communication de données scientifiques sur la crise climatique suffirait à mener à des changements de mode de vie. Quel est donc le poids de ce type de données dans les choix et les pratiques au quotidien ?

La complexité de l'inflexion des comportements en faveur de la sobriété est mise en avant depuis plusieurs années déjà par les sciences sociales et est de mieux en mieux prise en compte par les institutions³. D'abord, il faut être relativement informé pour avoir conscience des impacts et les ressentir comme étant dus aux changements climatiques. Ensuite, l'idée que ne pas ressentir les impacts de ce changement explique la faible implication dans les changements de pratiques ne reste qu'une hypothèse. La crise de la Covid-19 a en effet jeté des doutes sur cette explication, l'épidémie tuant et affectant des gens connus ou proches de soi : les politiques de confinement, la fermeture des boutiques, le blocage des déplacements ont tous affecté nos vies de manière très directe. Pourtant, même avec toute la réalité de ses impacts, on a pu observer une très grande variété de réactions, allant du déni à l'insouciance en passant par la résistance ou l'angoisse⁴.

1. ZÉLEM Marie-Christine. *Enjeux et réalités de la sobriété. Une simple question de sémantique ?* Débat national sur la transition énergétique. 2013.

2. LA BRANCHE Stéphane. *Énergie et écologie : les sept profils socioénergétiques*. PUG, Coll. « Le virus de la recherche ». 2021.

3. CÉZARD Florian et MOURAD Marie. *Panorama sur la notion de sobriété. Définitions, mises en œuvre, enjeux* (rapport final). Ademe. 2019. 52 p.

4. LA BRANCHE Stéphane et LEFRANÇOIS-COUTANT Camille. « Covid-19: introduction to IPBC issues ». *IPBC Covid report, IPBC Informed food for thought pieces series no. 1*. 2021.

En analysant la propension déclarée des Français à mener des changements de comportements - et lesquels -, ce chapitre vise à vérifier si la recherche de sobriété est bien au cœur des motivations des individus pratiquant ces éco-gestes. Nos propos sont enrichis de nombreuses réflexions et observations issues de plus de 35 projets de recherche sur les enjeux sociologiques de la transition. Abordons d'abord les différences entre trois notions clés, si l'on souhaite comprendre les moteurs et les freins comportementaux dans les efforts de sobriété.

EFFICACITÉ, GESTION ET SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Afin de simplifier l'analyse :

- l'efficacité renvoie spécifiquement à la technique, elle vise à un meilleur rendement énergétique pour un usage égal ;
- la gestion de l'énergie renvoie aux moments et à la manière dont l'énergie est consommée, mais elle ne mène pas nécessairement à une diminution de la consommation ni à de la sobriété ;
- la sobriété est une notion souvent confondue avec celles de gestion et d'efficacité, mais, de fait, elle recoupe une diversité importante de facteurs psychologiques, structurels, sociaux, politiques, économiques et psychocognitifs. Elle renvoie spécifiquement aux changements de pratiques et soulève donc des moteurs et des freins de changements et de non-changements différents de l'efficacité et de la gestion de l'énergie.

Comme l'ont si bien expliqué les travaux de Marie-Christine Zélem⁵, changer de comportements énergétiques n'est pas simple : le passage entre la volonté de changer ses habitudes et le changement effectif suppose une rationalisation du quotidien, qui passe d'abord par une observation de soi, de ses propres habitudes et gestes automatiques. Cela implique un effort cognitif important. D'autant plus que les pratiques individuelles s'inscrivent dans un contexte plus large, qui varie selon le secteur. Ainsi, par exemple, les efforts sur la mobilité sont fortement contraints par l'urbanisme, alors que les efforts de diminution de la consommation de viande sont davantage influencés par la culture culinaire d'un pays et le choix individuel.

Au niveau neurocognitif, l'automatisation fait partie intrinsèquement des obstacles aux changements de comportement, car elle permet une action immédiate et rapide, sans réflexion, réduisant ainsi la charge cognitive. De plus, si les pratiques quotidiennes englobent un large éventail d'activités, elles tendent à former un système qui renforce la cohérence des pratiques préexistantes, associées à une société carbonée.

Enfin, ces habitudes existent dans un système global de consommation et de production qui tend à renforcer les pratiques individuelles carbonées plutôt que l'inverse. Devenir sobre peut alors être perçu comme un réel travail de Sisyphe individuel et collectif.

Se pose également la signification donnée à un geste : un geste défini comme « écologique » (se déplacer à vélo) peut avoir des motivations non écologiques (le plaisir de l'exercice) et, inversement, un geste non écologique (manger de la viande) n'est presque jamais fondé sur une position anti-écologique mais sur d'autres facteurs, souvent très prosaïques (aimer l'odeur du barbecue). Comme le disait Jean-Paul Bozonnet, la conscience écologique, « même lorsqu'elle est très présente, n'est pas beaucoup plus efficace que l'absence de conscience écologique »⁶ pour induire des changements de comportements.

Parmi la littérature existante relative aux leviers de sobriété, mentionnons le projet HOPE⁷, qui analyse les préférences des ménages pour atténuer leur empreinte carbone, au sein de quatre villes de taille moyenne en Europe. On constate que les gestes écologiques les plus mobilisés ne sont pas ceux qui ont un degré élevé d'impact écologique, mais plutôt ceux qui sont les plus faciles à adopter (le tri des déchets). Le rapport HOPE soutient l'hypothèse du manque d'information comme explication du décalage entre conscience du problème et absence de pratique, négligeant ainsi le poids des représentations sociales et des habitudes. Pourtant, la sociologie de l'énergie montre bien que le déficit d'information n'est qu'un facteur parmi d'autres, et pas le plus important, dans les efforts de changements de comportements. Plusieurs facteurs, souvent indirectement associés au climat ou à l'énergie, jouent un rôle important, telles la conscience du domicile comme milieu énergétique, les habitudes, les représentations sociales et les routines quotidiennes fortement structurées par les horaires de travail, le nombre d'enfants ou encore les phases de vie... Que révèlent alors les résultats de l'enquête Obs'COP, à grande échelle, sur ces différentes questions ?

5. ZÉLEM Marie-Christine. *Op. cit.*

6. BOZONNET Jean-Paul. *De la conscience écologique aux pratiques : Comment expliquer le hiatus entre attitudes environnementalistes et les comportements.* PACTE. 2007.

7. MOBERG Karen R., AALL Carlo, DORNER Florian *et al.* « Mobility, food, and housing: responsibility, individual consumption and demand-side policies in European deep decarbonization pathways », *Energy Efficiency*. 2019.

LA SOBRIÉTÉ DANS LE LOGEMENT, LA MOBILITÉ ET LA CONSOMMATION

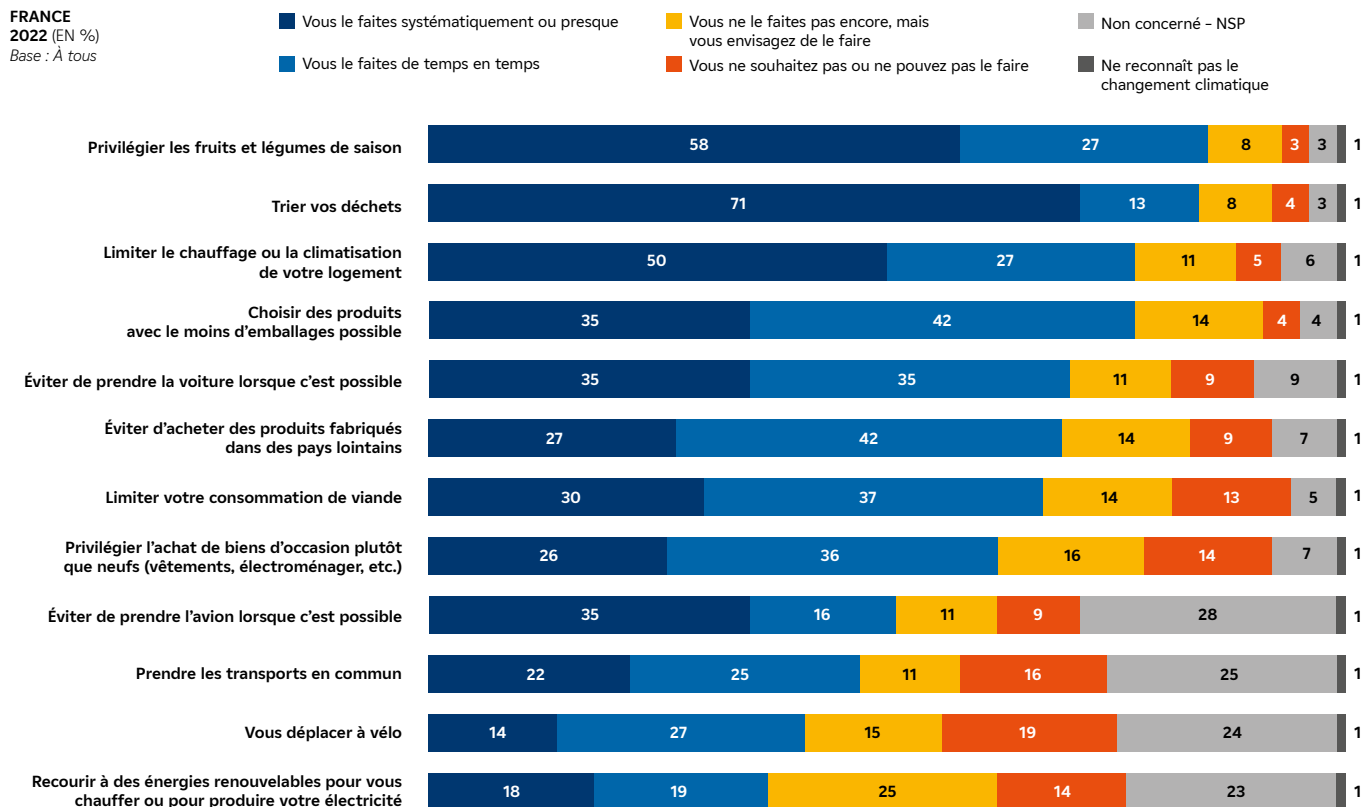
La Figure 1 reprend les données de l'enquête 2022 et liste des pratiques associées à la sobriété : le tri des déchets, l'alimentation, le chauffage et la climatisation, la réduction de l'usage de la voiture, l'achat de fruits et légumes de saison et le déplacement à vélo. Bien entendu, toutes ces pratiques ne renvoient pas aux mêmes facteurs de changement et de non-changement. Ainsi, la décision de manger moins de viande est davantage individuelle que la mobilité, pour laquelle des facteurs structurels (urbanisme, pistes cyclables, topographie...) jouent un rôle important. Le rôle du facteur prix varie énormément également. Moins se chauffer permet de réduire sa facture, mais il est plus facile de se prémunir du froid avec d'autres moyens (mettre un pull) que de se protéger d'une canicule. De plus, si diminuer sa consommation de viande permet également de réduire la facture liée à l'alimentation, les enjeux culturels et les représentations sociales associées au plaisir de manger prévalent.

Nous avons bien entendu comparé les données françaises 2022 de l'Obs'COP avec les années précédentes et, si les chiffres varient un peu, les résultats sont assez stables en termes d'assiduité des efforts sur les différents postes. Dans l'ensemble, ces premières données confirment nos propos (Fig. 1), tout en les affinant. Les gestes écologiques les plus pratiqués (la consommation de fruits et légumes de saison et le tri des déchets) sont ceux qui nécessitent le moins d'efforts cognitifs et de remise en cause des habitudes, mais ils sont aussi les deux secteurs les moins importants en termes d'émissions de gaz à effet de serre au niveau individuel.

S'agissant des pratiques plus impactantes comme le chauffage et la climatisation, les efforts semblent être réalisés en déclaratif, mais ils sont en réalité peu pratiqués⁸ : quelle que soit l'étude⁹, on constate au cours des dix dernières années que la température moyenne de chauffage en France reste au-dessus de la norme de 19° C, quels que soient le type de chauffage ou le niveau d'efficacité énergétique du bâtiment.

Fig. 1. Les actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si :



8. En tout cas à la date de l'enquête puisque, depuis le mois d'octobre en France, la consommation d'électricité des particuliers a baissé entre 8 % et 10 % par rapport aux hivers précédents (corrégés de la météo). Sources : RTE, EDF.

9. Voir par exemple : MARESCA Bruno, DUJIN Anne et PICARD Romain « La consommation d'énergie dans l'habitat entre recherche de confort et impératif écologique ». Crédoc, *Cahier de recherche n° 264*, décembre 2009. « Les Français et le chauffage : comportements, petits gestes et habitudes ». Enquête nationale ENI - Ifop. 2018.

En ce qui concerne l'alimentation, les résistances au changement sont également plus marquées pour les pratiques nécessitant le plus d'efforts : privilégier les fruits et légumes de saison (ce qui n'implique pas nécessairement de diminuer la consommation de tomates en hiver ni de se priver de café) est une pratique bien installée (environ 60 % des Français déclarent le faire systématiquement ou presque), alors que moins d'un tiers des Français déclarent limiter le plus possible leur consommation de viande (30 %). Pourtant, réduire l'alimentation carnée aurait un impact bien plus fort sur le climat qu'augmenter sa consommation de fruits de saison. Une autre enquête française réalisée par l'Ifop en 2020 montre que 24 % des Français déclarent un régime flexitarien¹⁰ (mais sont en réalité 21 % à suivre effectivement ce régime), auxquels il faudrait ajouter 8 % de flexitariens effectifs mais non déclarés. Les flexitariens déclarés sont plus souvent des femmes et sont issus des catégories supérieures. Leurs motivations pour adopter ce régime sont un mélange de souci écologique (le bien-être animal, les conséquences de l'élevage sur l'environnement) et de souci de son propre bien-être (santé, « se sentir bien »...). En revanche, chez les flexitariens non revendiqués, le prix de la viande est la première raison qui les pousse à limiter leur consommation, devant la santé. On notera que l'enjeu climatique n'est jamais cité comme un facteur de décision pour consommer moins de viande. Pourtant, la science nous dit qu'il s'agit d'un poste très important d'émissions de gaz à effet de serre. Cela soulève le rôle de la connaissance dans les efforts de changements de pratiques que nous interrogeons dans ce chapitre à partir des résultats de l'enquête.

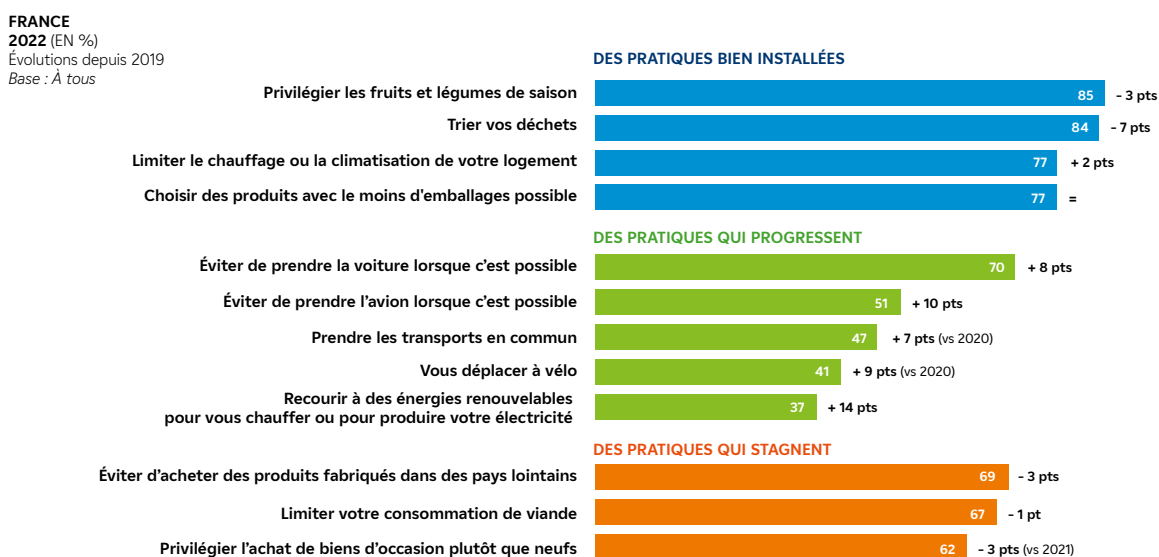
Dans l'enquête Obs'COP 2022, c'est sur la mobilité que l'on constate la plus forte évolution des pratiques, et en particulier les transports individuels : les Français qui déclarent éviter de prendre leur voiture au moins de temps en temps sont passés de 62 % à 70 % entre 2019 et 2022 (+ 8 points), et ceux qui évitent l'avion de 41 % à 51 % (+ 10 points, Fig. 2). L'utilisation des transports en commun est également en progression (47 %, + 7 points), de même que les déplacements à vélo (41 %, + 9 points)¹¹.

Cette première analyse des résultats n'est pas la plus encourageante au vu des efforts à mener en matière de sobriété, car ce sont bien l'alimentation, le chauffage¹² et la mobilité qui sont les sources principales d'émissions de gaz à effet de serre des ménages¹³. Mais les répondants le savent-ils ? Ne peut-on pas raisonnablement penser qu'il existe une corrélation entre l'imputation des sources de gaz à effet de serre et les efforts sur des pratiques spécifiques ? Par exemple, si je pense que la cause majeure du changement climatique est le chauffage, il est raisonnable de penser que je ferai davantage d'efforts sur ce poste. Mais est-ce le cas ? L'hypothèse de l'insuffisance de connaissance comme facteur explicatif d'un faible effort de sobriété tient-elle ?

Au risque de bousculer les tenants de l'objectivité comme facteur de décision, nous adoptons ici une analyse sub-jektiviste de la connaissance. L'implication est la suivante : en matière de décision à modifier ses propres pratiques,

Fig. 2. L'évolution des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si : « Vous le faites systématiquement ou presque » ou « Vous le faites de temps en temps »



10. Enquête Ifop/FranceAgriMer réalisée du 30 septembre au 8 novembre 2020 auprès d'un échantillon de 15 000 personnes âgées de 15 à 70 ans. En ligne : <<https://www.ifop.com/publication/vegetariens-et-flexitariens-en-france-une-enquete-referente-realisee-aupres-de-15-000-francais/#>>

11. À noter, une autre enquête avance le chiffre de 3 %, sauf dans quelques villes spécifiques, au relief plat et avec un nombre élevé de pistes cyclables sécurisées répondant à la crainte des accidents (Grenoble, Strasbourg). « Mobilités dans les espaces peu denses en 2040 : un défi à relever dès aujourd'hui », Sénat, Rapport d'information n° 313. 2020-2021.

ce qui importe n'est pas d'avoir une connaissance scientifique correcte (*via* les données du Giec, par exemple) mais celle que l'on pense avoir. Quelle que soit la place réelle de la voiture comme source de gaz à effet de serre, les individus qui lui imputent la première place l'utilisent-ils moins que les autres ? Parallèlement, ceux qui pensent que l'agriculture est la source la plus importante sont-ils plus flexitariens, voire plus végétariens, que les autres ? Cette dernière partie explore brièvement cette question.

DE LA PERCEPTION DE LA CAUSE À LA PRATIQUE PERTINENTE ?

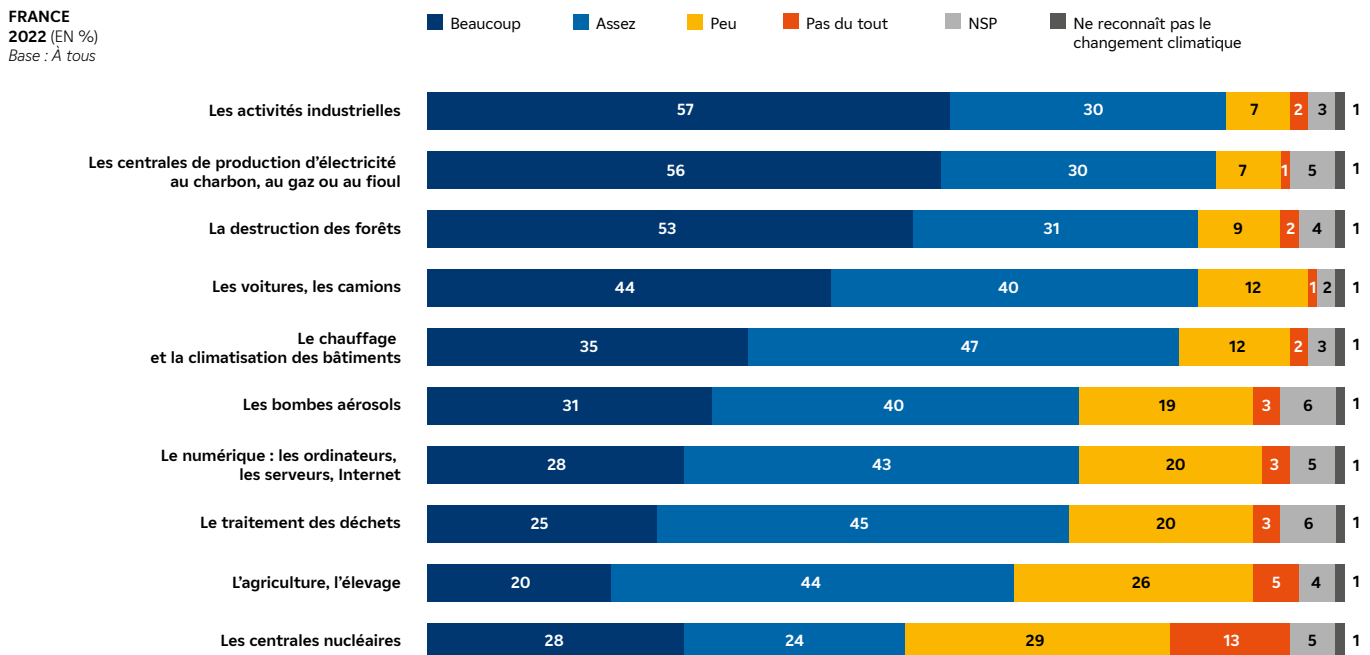
Dans cette partie, nous comparons l'imputation des sources majeures d'émissions de gaz à effet de serre (les voitures et camions ; les activités industrielles ; le chauffage et la climatisation ; la production d'électricité au charbon, au gaz ou au fioul ; la destruction des forêts ; les centrales nucléaires ; la production agricole... *Fig. 3*) aux pratiques correspondantes, en matière de mobilité, d'alimentation et d'usages au sein du logement.

Comme on pourrait s'y attendre, la corrélation entre les pratiques et la hiérarchie des sources d'émissions n'existe pas. Les préférences d'actions par les ménages ne correspondent donc pas à l'importance des sources d'émissions ou de consommation d'énergie. Si c'était le cas, les ménages français feraient d'abord des efforts en matière de rénovation énergétique de leurs bâtiments, ils réduiraient leur mobilité en voiture et mangeraient moins de viande, mais ils font d'abord du tri. Cela est-il dû à un déficit de connaissances ?

On vérifie effectivement que ceux qui attribuent une place importante à un secteur d'émissions ont tendance à faire davantage d'efforts que ceux qui ne lui attribuent pas une telle place (*Fig. 4*). Ainsi, par exemple, quand on compare ceux qui pensent que l'agriculture produit du CO₂ à ceux qui pensent l'inverse, 34 % des premiers limitent leur consommation de viande contre 23 % des seconds. Donc, savoir que l'agriculture est une source d'émissions a un impact, mais partiel, sur la pratique individuelle de consommation carnée. Partiel, car le nombre de végétariens demeure très bas.

Fig. 3. L'opinion sur les secteurs émetteurs de CO₂

Q. Pour chacune des activités suivantes, dites-moi si, selon vous, elle produit beaucoup, assez, peu ou pas du tout de CO₂, le gaz à effet de serre qui provoque le changement climatique ?



Globalement, il y a donc un effet positif de la connaissance sur les changements de pratiques, mais il varie selon le secteur : il est plus faible sur les changements de pratiques « contraignants » que sur les changements de

12. Avec néanmoins une bonne nouvelle dans l'Obs'COP : une évolution importante sur l'utilisation des énergies renouvelables pour se chauffer de 34 % à 44 % entre 2021 et 2022.

13. Voir dans cet ouvrage l'interview de Catherine Bauby, p. 108.

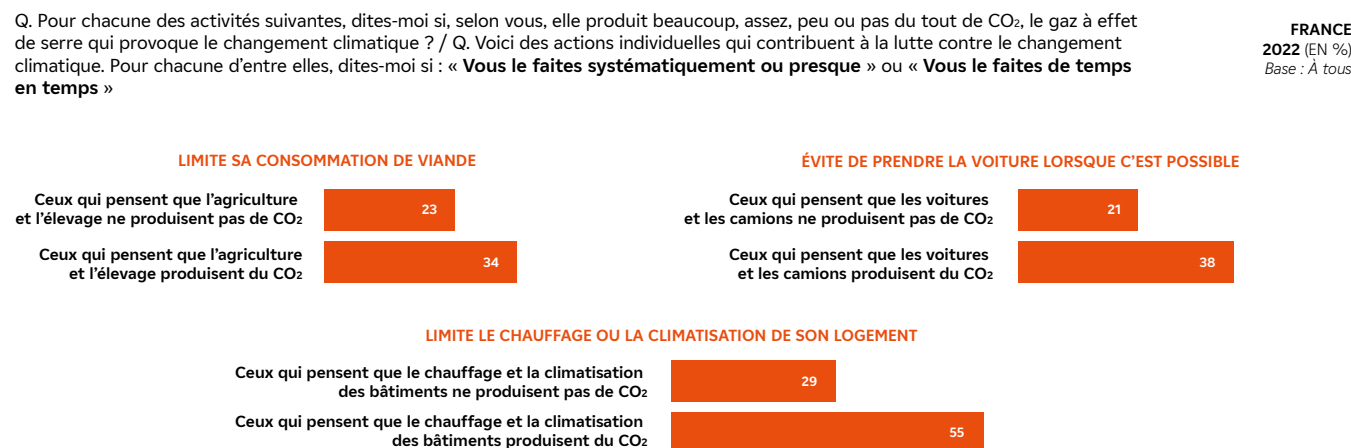
pratiques « peu contraignants » et qui ont un impact de réduction moindre. Dans les trois secteurs émetteurs de CO₂ listés dans la Figure 4 (agriculture et élevage, chauffage et climatisation des bâtiments, voitures et camions), les répondants ont tendance à choisir plus facilement les changements de pratiques « faiblement compensatoires » que ceux qui demandent un effort cognitif et une réduction du confort quand ils ont conscience de l'impact climatique de ces activités.

L'information serait alors partiellement intégrée mais sans mener à un choix « rationnel » parfait, et assez fortement contingentée par des préférences et les freins à la sobriété que sont les habitudes et le poids négatif des efforts cognitifs à faire dans un processus de changement. L'hypothèse du déficit de connaissance nous semble également incomplète, dans la mesure où elle n'intègre pas assez la dimension subjective. On peut penser par exemple à la perception des sources d'émissions (qui peut être juste ou erronée) et à la perception des effets des efforts réalisés (valent-ils la peine ?) qui dépendent en partie des facteurs intrinsèques (telle la réduction de la dissonance cognitive) et extrinsèques (diminuer le nombre de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère).

Abordons maintenant un dernier postulat que nous souhaitons discuter, selon lequel le manque de réalité perceptible du changement climatique expliquerait le faible niveau d'actions en matière de sobriété. Quoique plausible, nous pensons que cette relation est plus complexe que ce qui est avancé dans la sphère publique. Même en matière de santé, l'obésité ne mène pas nécessairement à faire plus de sport ou à manger plus sainement.

Lorsque nous regardons les six pratiques analysées dans ce chapitre, nous obtenons un résultat qui confirme nos hypothèses, tout en nous laissant perplexes : les répondants de 2020 déclaraient en faire davantage pour le climat lorsqu'ils pensaient que les impacts du changement climatique se feraient sentir surtout au niveau global et non à une échelle de perception immédiate, en proximité, ce qui est difficile à expliquer.

Fig. 4. Les actions individuelles déclarées en fonction de l'opinion sur les secteurs émetteurs de CO₂



CONCLUSION

Au final, ce chapitre explore en sourdine la rencontre de deux types d'analyses, quantitative et qualitative, en offrant des éléments d'explication qualitatifs, subjectifs, à des statistiques issues d'une enquête à grande échelle. Qu'une connaissance soit juste ou fautive (selon des critères des sciences naturelles), elle ne mène pas nécessairement à de « bonnes » (ou de « mauvaises ») pratiques ! Parallèlement, le climat, en tant qu'enjeu social et politique, n'est qu'une motivation parmi d'autres, jouant un rôle, minoritaire, dans les efforts de sobriété. Plusieurs autres facteurs structurels (urbanisme, offres de services...) et psycho-cognitifs (habitudes, préférences...) jouent un rôle bien plus important. Notre analyse montre toute l'ambiguïté du statut de la connaissance dans les changements de pratiques, ce que dévoile la sociologie des sciences, du climat ou de l'énergie.

Nous pensons également que la complexité agit comme un frein : face à une trop grande complexité de corrélations, de causes à effets directs et indirects, à échelles géographique et temporelle variables, des raccourcis cognitifs sont alors mobilisés par les individus. Parfois, ces raccourcis vont dans le sens de faire des liens entre imputation de la cause et pratiques, mais pas toujours. Face à cette complexité, adapter des pratiques génériques facilite le processus cognitif et permet d'atteindre des objectifs perçus comme suffisants, notamment avec la perception des impacts que l'on peut avoir en tant qu'individus. ■

Les leviers de la décarbonation

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, SOBRIÉTÉ, POLITIQUES PUBLIQUES

Depuis l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat en 2015, afin de continuer à lutter contre le changement climatique, l'objectif premier est de limiter l'augmentation de la température moyenne de la planète en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, et si possible de limiter cette augmentation à 1,5 °C. Cela réduirait considérablement les conséquences du changement climatique. Il y a aujourd'hui un consensus scientifique, notamment grâce aux travaux des experts du Giec, sur le fait que pour respecter ces objectifs il faudra atteindre la neutralité carbone dans le monde autour de 2050.

Vu des citoyens / consommateurs, cet objectif de neutralité carbone en 2050 peut paraître à la fois abstrait et lointain. Quelle est l'ampleur de l'effort à réaliser ?

Il est vraiment colossal, car il faut transformer énormément d'infrastructures en trente ans, et sur l'ensemble de la planète. Prenons l'exemple de la France : nous avons l'un des mix de production d'électricité les plus décarbonés au monde (92 % de l'électricité produite en France n'émet pas de CO₂), et pour autant deux tiers de l'énergie consommée (pour se chauffer, se déplacer, faire fonctionner les industries...) vient toujours des énergies

fossiles (charbon, pétrole, gaz), qui sont fortement émettrices de CO₂. Il va donc falloir changer radicalement notre façon d'utiliser et produire l'énergie, en consommant moins d'énergie et mieux. Mais comme on aura toujours besoin d'énergie, il faudra basculer les usages fossiles vers des solutions décarbonées.

Sur quoi faut-il agir en priorité pour décarboner l'économie ?

Il y a trois leviers essentiels. Le premier, c'est d'électrifier les usages. Électrifier permet de consommer moins et mieux grâce à de meilleurs rendements : utiliser un véhicule électrique plutôt qu'un véhicule thermique pour se déplacer, ou une pompe à chaleur

(PAC) pour se chauffer en remplacement d'une chaudière gaz ou fioul, permet de consommer trois fois moins d'énergie et d'émettre dix fois moins¹ de CO₂.

Dans le secteur des transports, l'électrification se concrétisera ainsi par la bascule vers les véhicules électriques y compris dans le transport lourd, dans les bâtiments par le déploiement des PAC et enfin dans l'industrie par l'électrification des procédés.

Le deuxième levier est de systématiser le recours à l'efficacité énergétique. On peut réduire nos consommations d'énergie grâce à l'amélioration technique des différents procédés. Chaque nouvelle machine acquise par un ménage ou une entreprise présente déjà un meilleur bilan énergétique que celles des générations précédentes. Les constructions nouvelles ou rénovées voient leurs besoins énergétiques réduits.

Le troisième levier est celui de la sobriété, qui permettra de réaliser des économies d'énergie supplémentaires, selon les efforts que la société sera prête à consentir. C'est l'un des grands sujets de notre étude Obs'COP car l'impact de la sobriété

1. En France.



“Sauver la planète” doit bien être notre objectif commun et prioritaire, tout en ayant conscience que cela couvre un champ d’actions et de thématiques très diverses. »

dépend de l’ampleur des modifications de comportements, des modes de vie et de notre organisation collective.

Depuis des années, les consommateurs reçoivent des injonctions de toutes sortes pour « sauver la planète » : trier ses déchets, manger moins de viande, baisser le chauffage, rouler à l’électricité, acheter moins de vêtements... Quels sont ceux qui sont vraiment déterminants ?

« Sauver la planète » doit bien être notre objectif commun et prioritaire, tout en ayant conscience que cela couvre un champ d’actions et de thématiques très diverses. Les 17 objectifs de développement durable promus par les Nations unies reflètent cette variété de problématiques à traiter. Le Giec explique bien que la lutte contre le changement climatique doit primer, car « sans mesures d’atténuation urgentes, efficaces et équitables, le changement climatique menace de plus en plus la santé et les moyens de subsistance des populations du monde entier, la santé des écosystèmes et la biodiversité ». C’est pour cette raison que nous rappelons l’importance de l’électrification, car elle a un impact

de tout premier ordre pour diminuer nos émissions de CO₂. Toute action en faveur de l’électrification est donc déterminante, tant pour un consommateur particulier que pour une entreprise. Un particulier peut ainsi avoir un impact majeur sur ses émissions de CO₂ en installant une pompe à chaleur en remplacement d’une chaudière gaz ou fioul, ou en investissant dans un véhicule électrique.

Vous attribuez un rôle majeur à l’électrification des usages. Vous prêchez pour votre paroisse, non ?

Soyons clairs : pour la France, c’est la mobilisation des trois leviers que je viens de citer (électrification, efficacité énergétique et sobriété) qui nous permettra d’atteindre la neutralité carbone en 2050. Tout en diminuant notre consommation d’énergie par deux. C’est ce que disent les études comme Futurs énergétiques 2050 de RTE ou les projections de la stratégie nationale bas carbone.

Mais il est tout aussi clair que cette diminution drastique s’accompagnera dès 2030 d’une forte hausse de la consommation d’électricité. La demande en électricité en France en 2050 devrait atteindre 700 TWh par an, alors qu’elle était de 475 TWh en

2019. Cette croissance de la consommation d’électricité n’est d’ailleurs pas une spécificité française : l’Agence internationale de l’énergie (AIE), le Giec et l’Union européenne font les mêmes projections à l’échelle mondiale et européenne.

Mais n’est-il pas illusoire de vouloir produire de plus en plus d’électricité sans produire davantage de CO₂ ?

Pour bien répondre à cette question, il faut embrasser tous les enjeux de la problématique : comment produire de l’électricité sans émettre de CO₂, mais tout en garantissant la sécurité d’approvisionnement, tout en garantissant la résilience du système à une consommation en 2050 plus élevée que prévu, tout en garantissant notre souveraineté énergétique, tout en garantissant une transition qui aura un coût abordable pour la société ?

En France, le système électrique dispose d’une longueur d’avance par rapport aux autres pays européens : il est en effet déjà décarboné à plus de 92 % grâce à deux technologies matures, le nucléaire et les renouvelables. Grâce à cela, l’électricité française a une intensité carbone six fois inférieure à la moyenne européenne. Il faut absolument conserver cette longueur d’avance et continuer à

nous appuyer sur ces deux piliers. Soyons donc très clairs sur le fait que l'objet n'est pas d'opposer les technologies bas carbone (en particulier le nucléaire et les renouvelables, comme beaucoup cherchent à le faire), mais bien de sortir des énergies fossiles. Pour cela, il faut mobiliser toutes les technologies bas carbone disponibles, et les mix électriques associant un socle de nucléaire et les renouvelables sont bien ceux qui répondent le mieux à tous les enjeux mentionnés plus haut.

Mais ce modèle de décarbonation est-il adaptable partout dans le monde, notamment dans les pays les moins avancés ?

Le modèle de décarbonation basé sur le triptyque électrification, efficacité énergétique, sobriété est celui qui s'impose en conclusion de toutes les grandes études sur les scénarios de la neutralité carbone en 2050. C'est vrai en France avec l'étude Futurs énergétiques 2050 de RTE, c'est vrai

à l'échelle de l'Union européenne, et c'est aussi le cas dans le World Energy Outlook de l'AIE, qui projette ainsi que la production d'électricité dans le monde va être multipliée par trois d'ici à 2050, et que, pour ce faire, le rythme annuel de déploiement des énergies renouvelables (hydraulique, solaire et éolien) devra être deux à quatre fois plus important dans les vingt prochaines années que le rythme annuel de mise en service de centrales nucléaires devra être multiplié par quatre d'ici à 2030. Ayons conscience que cela va nécessiter des investissements colossaux, avec globalement un besoin de tripler les investissements dans les technologies bas carbone d'ici à 2030.

Il est vrai qu'aujourd'hui, déjà marqué dans les économies avancées, le manque d'investissements est encore plus marqué dans les économies émergentes. Les investissements nécessaires pour réaliser la transition ne pourront pas être intégralement supportés par les États, il

est donc incontournable de mettre en place des schémas de régulation qui réduisent les risques divers afin de stimuler les investissements privés dans toutes les technologies de décarbonation, dans toutes les géographies.

Au-delà des aspects économiques, la diminution de la part des énergies fossiles dans la production d'électricité sera progressive, tout d'abord en raison du point de départ (en 2021, 62 % de l'électricité consommée dans le monde a été produite à partir de charbon et de gaz), et en raison des enjeux de sécurité d'approvisionnement. Les besoins en centrales thermiques (notamment à gaz) persisteront pour répondre aux besoins croissants de flexibilité du système électrique, y compris dans les économies les plus avancées dans le déploiement des énergies bas carbone. Une fois de plus, l'enjeu technologique et financier de la décarbonation de ces centrales sera une clé de réussite de la transition.

92 %
de l'électricité
produite en
France n'émet
pas de CO₂, pour
autant deux
tiers de l'énergie
consommée
vient des
énergies
fossiles.



Enfin, ne l'oublions pas, l'efficacité énergétique et la sobriété sont à promouvoir partout dans le monde, d'une part pour favoriser l'atteinte de la neutralité carbone, mais aussi pour protéger les consommateurs de l'impact des crises successives affectant les coûts de l'énergie.

Dans le cas de la France, pourquoi ne pas préférer des scénarios 100 % renouvelables ?

Parce que ces scénarios reposent sur des paris techniques, industriels et économiques risqués. Un socle de nucléaire permet tout d'abord de viser un rythme de développement des renouvelables très ambitieux mais réaliste : nous devons développer en France 6 GW de renouvelables par an, alors que ce rythme a été de 2,2 GW par an en moyenne sur la dernière décennie. C'est déjà considérable ! Les scénarios 100 % énergie renouvelable nécessiteraient de développer 11 GW de renouvelables par an pendant trente ans : c'est irréaliste.

J'ajoute que cet équilibre entre nucléaire et renouvelables permet également d'éviter des travaux extrêmement significatifs de renforcement et de reconfiguration des réseaux, et d'éviter d'avoir à développer massivement des moyens de flexibilité et de stockage d'énergie intersaisonniers (qui sont indispensables dans les scénarios 100 % renouvelables pour déplacer la production renouvelable importante en été vers la demande plus élevée en hiver, ou pour assurer des périodes d'hiver sans vent).

Je reviens à la question de la souveraineté énergétique. Un mix associant nucléaire et renouvelables en France permet de réduire d'un facteur d'au moins deux les besoins en matériaux stratégiques (tels que le lithium, par exemple) par rapport à un mix sans nucléaire ; cela permet par ailleurs de limiter notre dépendance aux importations de technologies. La transition énergétique doit absolument éviter le piège de la dépendance technologique : le paradoxe serait de substituer une dépendance aux énergies fossiles importées par une dépendance accrue à telle ou telle technologie importée ou aux matériaux comme le cuivre, l'aluminium et autres terres rares.

Quel est le rôle des pouvoirs publics dans cette décarbonation ?

Comme je vous le disais au début, les économies d'énergie sont essentielles pour réussir à boucler l'équation de la neutralité carbone. En France, la stratégie nationale bas carbone intègre déjà des hypothèses très ambitieuses de baisse de nos consommations d'énergie par l'évolution de nos modes de vie, d'environ 200 TWh par an à l'horizon 2050. Certaines de ces hypothèses vont même à contre-courant des tendances actuelles, visant par exemple l'augmentation de la part de l'habitat collectif dans les constructions neuves, ou la diminution des déplacements en véhicule particulier.

Ces évolutions nécessiteront bien entendu des adaptations individuelles, mais aussi et surtout des politiques publiques adaptées, qui doivent s'appliquer à toutes les sphères de l'éco-

BIOGRAPHIE

Catherine Bauby est entrée à EDF il y a vingt ans, après des études scientifiques en France et aux États-Unis et un an d'expatriation en Chine. Elle a occupé différentes responsabilités à EDF (R&D, Optimisation amont/aval, Finances). Responsable des études économiques à la maille européenne à la Direction de la stratégie du Groupe entre 2013 et 2017, elle a pris la tête de cette direction en juillet 2020.

nomie, et engager toutes les strates de la société.

Prenons l'exemple de la mobilité : encourager le développement de la mobilité électrique et de l'utilisation du vélo pour de courts trajets nécessite de manière incontournable la mise en œuvre de politiques qui soutiennent respectivement le déploiement des infrastructures de recharge des véhicules électriques et la construction des pistes cyclables adéquates.

Comment stimuler le déploiement des PAC sans la mise en place des filières professionnelles et des réglementations adéquates ? Comment poursuivre le développement de l'ensemble des moyens de production décarbonés (nucléaire, renouvelables, mais aussi hydraulique) alors qu'aujourd'hui 80 % des investissements du secteur se font uniquement dans les renouvelables (car elles bénéficient de mécanismes de soutien public) ? Les pouvoirs publics ont partout le même rôle à jouer : être clairs sur leurs objectifs et prendre des décisions pérennes afin de donner de la visibilité à toutes les filières concernées par la transition énergétique. ■

Propos recueillis par
 Didier Witkowski (janvier 2023).



© iStock/Brasil2

Politiques publiques du climat : des attitudes globalement favorables, mais des marges de manœuvre réduites

■ Emiliano Grossman, Charlotte Halpern - *CEE (Sciences Po)*

Ce texte centre l'attention sur les marges de manœuvre des gouvernants pour établir des politiques publiques en faveur du climat. Ainsi, atteindre la neutralité carbone dans les trois prochaines décennies constitue un défi majeur pour les sociétés. Les difficultés sont à la fois techniques, économiques et financières, *a fortiori* dans le contexte de confiance déclinante et de polarisation politique accrue. Mais le défi s'exprime également en termes de gouvernement, pour adopter et suivre la mise en œuvre de mesures de politique publique - taxes, restrictions d'usage, etc. - visant à transformer durablement les pratiques les plus établies tout en assurant une répartition équitable de la charge qu'elles imposent. Les résistances sont considérables, et se manifestent à différents niveaux, qu'il s'agisse du consentement à l'impôt, des comportements politiques ou encore des pratiques de consommation. L'adoption de mesures de politique publique nécessite ainsi des arbitrages politiques parfois douloureux, pour réorganiser l'ensemble des priorités existantes, en matière de développement économique, d'aménagement du territoire, de protection sociale au regard de l'impératif climatique. Leur mise en œuvre dépend aussi de la capacité organisationnelle et institutionnelle à accompagner le déploiement de ces mesures sur la longue durée, et à identifier les leviers (innovation technologique, ressorts sociologiques, etc.) à même d'étendre les marges de manœuvre existantes et d'en créer de nouvelles. Au-delà, il s'agit d'avoir une bonne compréhension des déterminants des résistances à ces politiques, les manières d'y faire face, de préparer les décisions en la matière et de communiquer dessus.

L'enquête Obs'COP confirme la réduction croissante des marges de manœuvre des gouvernants pour adopter des mesures de politique publique en faveur du climat. Le texte explore les déterminants individuels et collectifs des attitudes face aux arbitrages politiques mentionnés. Tout en montrant un niveau de soutien moyen important dans tous les pays, une analyse plus fine des mesures de politique publique montre que ce soutien tend à s'affaiblir en lien avec le niveau de richesse du pays, et au sein de ceux-ci, en fonction des niveaux de revenus.

Dans les 30 pays concernés, l'enquête pose 13 questions sur l'opinion relative à différentes mesures de politique publique. Celles-ci portent sur des sujets très concrets, allant de l'introduction d'un péage pour limiter l'accès aux centres urbains et du développement des éoliennes en mer à l'interdiction des véhicules diesel et des vols de courte distance. L'analyse des résultats met en lumière les principales différences et similitudes entre les pays concernés, et ce dans l'objectif d'en tirer des conclusions par groupes de pays, notamment en fonction de leur richesse relative. Ensuite, trois mesures feront l'objet d'un examen approfondi afin de saisir l'ampleur des tensions qu'elles seraient susceptibles de générer sur un axe économique (revenus).

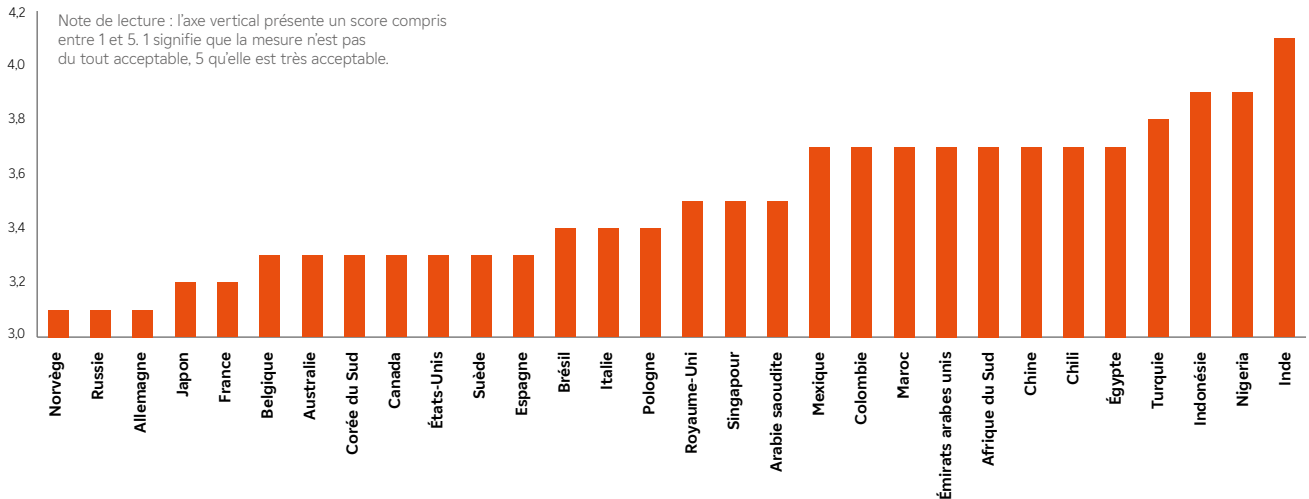
DES POSITIONS DIVERSES

L'enquête pose 13 questions sur l'opinion relative à des mesures politiques¹. Ces mesures concernent une variété de sujets allant de la création d'un péage pour l'accès aux centres urbains et du développement des éoliennes en mer à l'interdiction des véhicules diesel et des vols de courte distance. Tout d'abord, nous regarderons les différences moyennes de soutien à ces mesures entre pays (Fig. 1).

Fig. 1. Soutien moyen aux mesures en faveur du climat

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : Très acceptable ; Plutôt acceptable ; Plutôt pas acceptable ; Pas acceptable du tout ; Vous ne savez pas

2022
Base : À tous



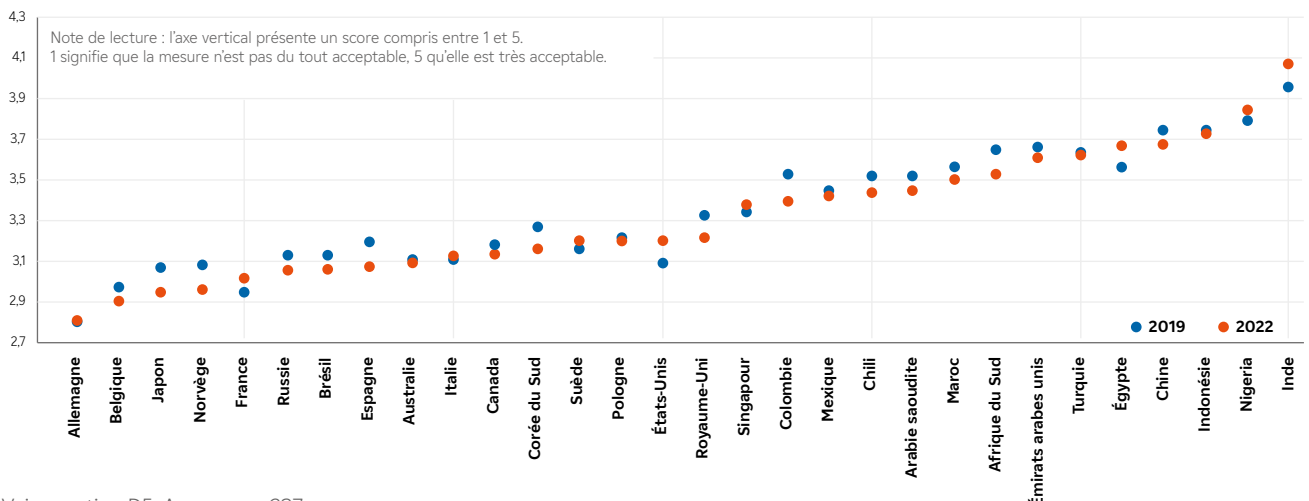
Le soutien aux mesures est plutôt important partout, puisqu'il s'agit de la valeur moyenne entre 1 (pas du tout acceptable) et 5 (très acceptable)². Cependant, on constate des variations importantes entre l'Inde et la Norvège. La France se situe parmi les pays les moins favorables, avec la plupart des pays riches.

Ensuite, la Figure 2 montre aussi une évolution dans le temps, pour les sept items n'ayant pas varié dans le questionnaire entre ces deux dates. Alors que dans quelques pays le soutien moyen aux mesures a augmenté depuis 2019 (Inde, Nigeria, Égypte, États-Unis et France), il a diminué dans la plupart des pays, parfois assez sensiblement dans les pays riches, notamment.

Fig. 2. Évolution du soutien moyen aux mesures en faveur du climat

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : Très acceptable ; Plutôt acceptable ; Plutôt pas acceptable ; Pas acceptable du tout ; Vous ne savez pas (sept mesures testées)

Base : À tous



1. Voir question D5, Annexes, p. 237.

2. Nous avons systématiquement recodé la catégorie « Je ne sais pas » comme catégorie intermédiaire. Autrement dit, nous considérons que « Je ne sais pas » se situe entre « Plutôt pas acceptable » (2) et « Plutôt acceptable » (4).

La question centrale que nous allons aborder dans le reste de ce chapitre concerne les déterminants de la variance entre pays. Nous regarderons successivement la richesse relative du pays, le rôle du niveau de revenus et dans quelle mesure le pays est directement concerné par une mesure.

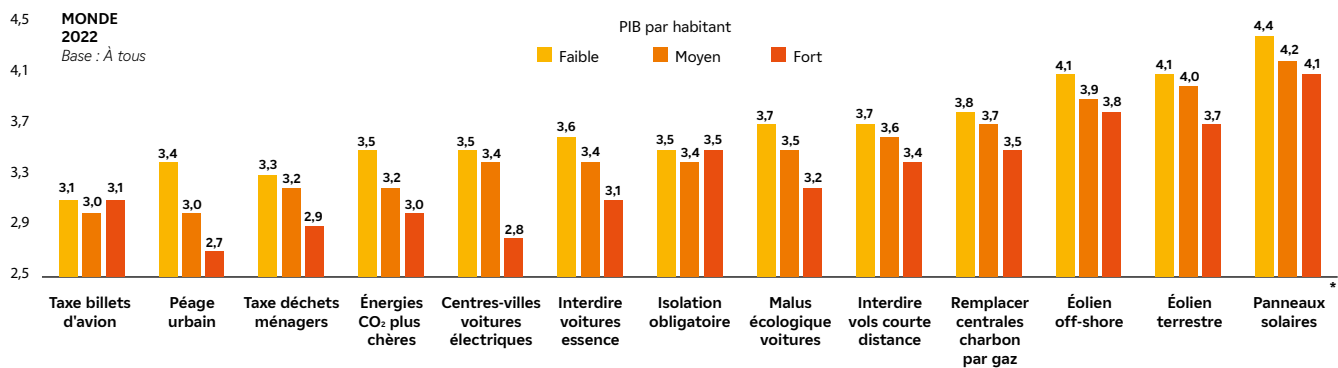
LA RICHESSE RELATIVE

L'enquête Obs'COP inclut 30 pays avec des niveaux de développement et de richesse très divers. Or on peut s'attendre à ce que cette variable témoigne du développement industriel et, donc, de la pollution, mais aussi de la probabilité de mettre en œuvre la transition écologique.

Par souci de lisibilité, nous nous sommes contentés dans la Figure 3 de classer les 30 pays en trois niveaux de PIB par habitant : faible (moins de 9 000 euros par an), moyen (de 9 000 à 39 000 euros par an) et élevé (plus de 39 000 euros par an).

Fig. 3. Soutien moyen aux mesures en faveur du climat en fonction du niveau du PIB par habitant

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : Très acceptable ; Plutôt acceptable ; Plutôt pas acceptable ; Pas acceptable du tout ; Vous ne savez pas



Note de lecture : l'axe vertical présente un score compris entre 1 et 5. 1 signifie que la mesure n'est pas du tout acceptable, 5 qu'elle est très acceptable.

* Voir question D5, Annexes, p. 237.

On perçoit que la position la plus favorable aux mesures proposées correspond aux pays les plus pauvres dans notre échantillon, alors que le soutien le plus faible vient presque toujours des pays les plus riches. C'est particulièrement visible pour la proposition de faire payer plus cher les énergies générant beaucoup de CO₂ et la construction d'éoliennes en mer.

Cette différence presque systématique pose la question de la manière dont les répondants perçoivent la réalité ou la probabilité de mise en œuvre des mesures proposées. On peut imaginer que, dans les pays les plus pauvres de l'échantillon, ces questions sont relativement abstraites ou ont peu de chances de devenir contraignantes. À l'inverse, dans les pays riches, ces mesures sont actuellement à l'agenda ou en cours de déploiement. Elles soulèvent de nombreux débats quant aux modalités concrètes de leur financement, des mesures d'accompagnement destinées à protéger les populations les plus vulnérables, et de leur ancrage territorial. À titre d'exemple, les débats sur l'inscription du gaz et du nucléaire dans la taxonomie verte de l'Union européenne, c'est-à-dire les sources d'énergie considérées comme neutres en carbone et appelées à rester au cœur du mix énergétique de la région, ont donné lieu à d'âpres débats au sein des institutions européennes. En Allemagne, en Pologne et dans tous les autres États de l'Union européenne ayant maintenu une production de charbon, le recours à cette source d'énergie fortement émettrice en carbone a été maintenu, tout en donnant lieu à des négociations quant aux mesures d'accompagnement du Pacte vert pour l'Europe, qui prévoient un phasage dans le temps du démantèlement à venir pour les territoires et les populations les plus impactés. Enfin, dans le contexte de la flambée des prix de l'énergie, à la suite de la guerre en Ukraine, l'ensemble des pays européens a revu le calendrier de mise en œuvre de la transition vers un mix énergétique décarboné, et seule la Belgique a poursuivi la mise à l'arrêt de centrales nucléaires.

Pour explorer davantage cet aspect, nous allons maintenant nous tourner vers le niveau de richesse à l'intérieur d'un pays, en comparant les niveaux de revenus et le niveau de PIB (Fig. 4).

Point méthodologique

La Figure 4 présente la relation entre le niveau de revenus et le PIB par habitant³ d'une part (axe horizontal), et le soutien à diverses mesures politiques d'autre part (axe vertical).

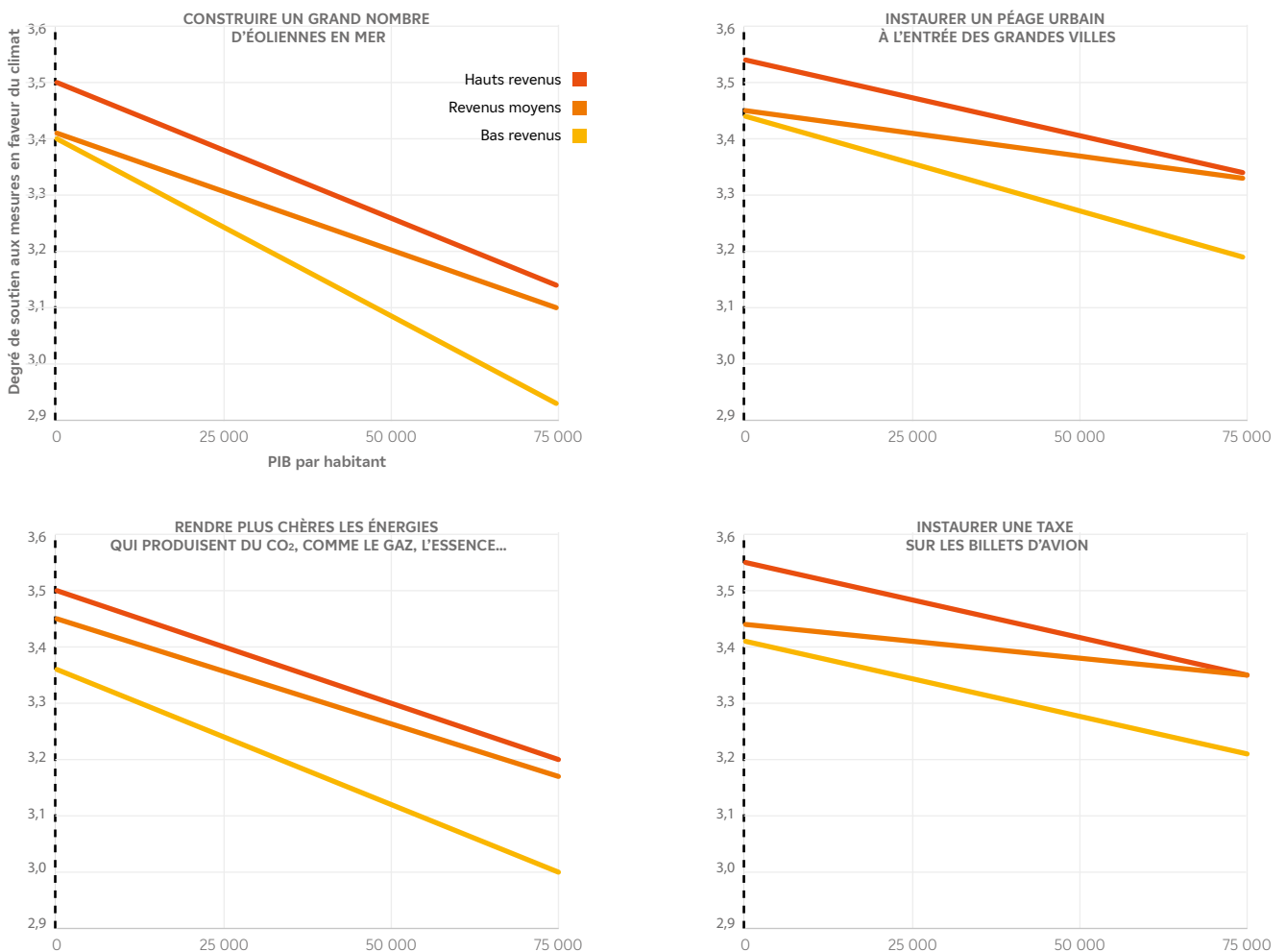
Le niveau de revenus a été divisé en trois tiers égaux : le premier tiers correspond aux bas revenus, le deuxième aux revenus moyens et le troisième aux hauts revenus. Ils sont symbolisés par des courbes dans la Figure.

À titre d'exemple et concernant la mesure de construction d'un grand nombre d'éoliennes en mer : il n'y a pas de différence significative de soutien entre les faibles revenus et les revenus moyens dans les pays les plus pauvres (*i.e.* ceux dont le PIB par habitant est peu élevé, à gauche sur l'axe horizontal). Plus les pays sont riches (*i.e.* à droite sur l'axe horizontal), plus les courbes des revenus faibles et moyens divergent (et donc le niveau de soutien diffère), alors que celles des revenus moyens et des hauts revenus convergent (le niveau de soutien devient similaire).

Fig. 4. Soutien à certaines mesures en faveur du climat par niveaux de revenus et PIB par habitant

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : Très acceptable ; Plutôt acceptable ; Plutôt pas acceptable ; Pas acceptable du tout ; Vous ne savez pas

MONDE 2022
 Base : À tous



Force est de constater que le soutien à ces mesures diminue avec la richesse moyenne du pays. Le rôle des différences de PIB par habitant est très largement supérieur à celui des différences de revenus à l'intérieur de chaque pays. En effet, ces dernières ne jouent que marginalement, même s'il est assez clair que le groupe des bas revenus est le plus opposé à toutes les politiques, quel que soit le niveau de PIB par habitant. Il est intéressant que les revenus les plus hauts soient aussi bien plus favorables aux mesures évoquées. Cependant, pour quatre des cinq mesures, le groupe des hauts revenus semble se rapprocher de celui des revenus moyens, au fur et à mesure que le PIB augmente.

3. Le PIB par habitant est calculé en USD par an.

Cela confirme ainsi l'idée d'une différence assez nette entre pays selon le niveau de PIB : les pays dont le PIB par habitant est faible soutiennent davantage les mesures pour lutter contre le changement climatique que les pays dont le PIB par habitant est élevé. Il est fort probable que ceux dont le PIB est le plus faible (ici, dans l'ordre sur l'axe horizontal : le Nigeria, l'Inde, le Maroc, l'Égypte, l'Indonésie, la Colombie, l'Afrique du Sud et le Brésil) sont également des pays avec un régime de règles environnementales moins ambitieux à ce jour que les pays d'Europe du Nord, dont le PIB est très élevé. S'y ajoute le fait qu'il s'agit aussi de pays avec un État de droit plus faible que les autres pays interrogés, de sorte qu'une mesure adoptée n'est pas nécessairement mise en œuvre, notamment par manque de financements, comme l'ont montré les récentes négociations dans le cadre de la COP27, en novembre 2022. Enfin, une dernière explication concerne le fait que ces pays sont peut-être aussi bien moins émetteurs de CO₂ : en dehors de l'Afrique du Sud, qui produit bien plus de CO₂ que les autres pays dans cette catégorie, c'est le cas de tous les autres pays cités.

Du côté des pays plus riches, la réalité est inverse : des mesures plus ambitieuses, une mise en œuvre plus stricte et un coût en termes de changement de comportement loin d'être négligeable pour une bien plus grande partie de la population. Ces éléments entraînent une politisation autrement plus forte de nombre de ces mesures et une opposition croissante, qui se transforme de plus en plus souvent en mobilisation collective, à l'instar de la mobilisation des « gilets jaunes » en France contre la mise en place de la taxe carbone.

CONTEXTE ET SOUTIEN AUX MESURES

Pour mieux comprendre les dynamiques de soutien et d'opposition, nous soumettons trois mesures à une analyse plus fine. Ces mesures portent sur des thématiques variées : pour chacune d'entre elles, nous regardons le degré de soutien à cette mesure, pour chaque pays, au regard de la part de la population susceptible d'être concernée par cette mesure, et ce afin de vérifier les leçons plus générales que nous avons identifiées, à savoir : le niveau de soutien décroît dans les pays les plus riches et parmi les groupes de population aux revenus les plus élevés.

■ Introduction d'un péage urbain

Cette mesure constitue un outil adopté par des villes telles que Singapour, Londres, Milan ou Sydney pour décourager l'accès à une portion de leur espace routier, principalement dans une perspective de réduction de la congestion, mais, dans certains cas aussi, pour améliorer la qualité de l'air. Le prix varie selon le degré de dissuasion souhaité, et le rendement ainsi généré permet, dans la majorité des cas, de financer la mise en place d'alternatives à la voiture ou des aménagements de voirie. Bien que de nombreuses autres villes aient envisagé l'introduction d'un péage urbain, les résistances suscitées par cette mesure fondée sur le prix ont conduit les autorités publiques urbaines à privilégier des restrictions d'accès, en fonction du type de véhicule pour accélérer le renouvellement de la flotte.

Les résultats présentés dans la Figure 5 montrent des variations dans le niveau moyen de soutien selon le développement du parc automobile⁴.

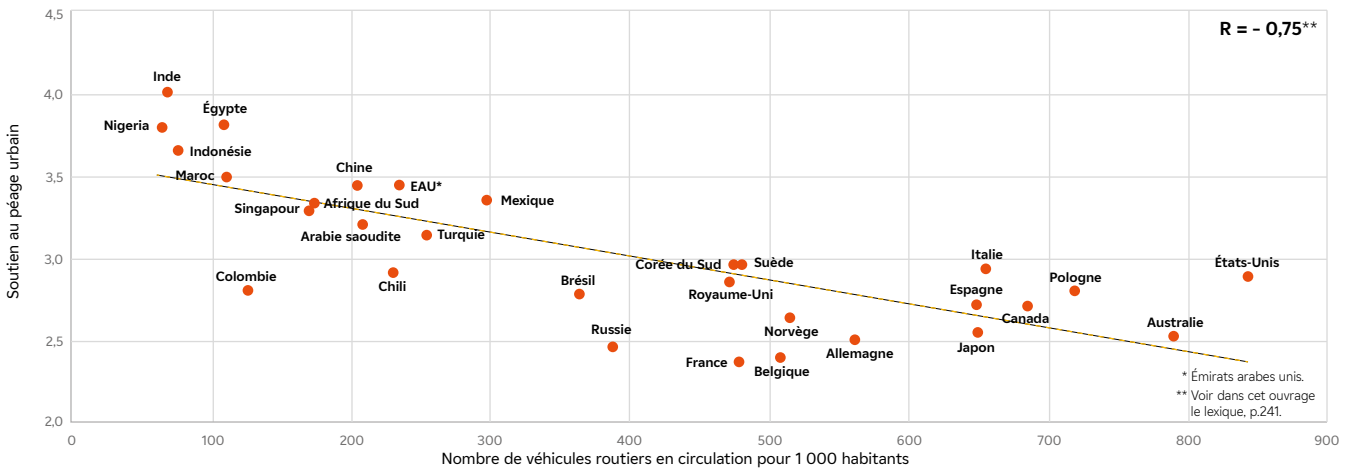
Ainsi, plus le parc automobile est développé, ce qui concerne les pays les plus riches au sein de notre échantillon, moins le soutien à cette mesure est élevé. C'est ce qu'on observe aux États-Unis et en Australie, mais aussi dans la majorité des États européens, y compris ceux comme la Suède, l'Italie ou la Grande-Bretagne, où cette mesure est déjà en place dans plusieurs villes. Contrairement à d'autres mesures de restrictions d'accès, comme les zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m), les péages urbains suscitent l'opposition de celles et ceux qui dépendent de la voiture et vivent en périphérie : ce sont les catégories sociales qui, à Londres ou à Stockholm, sont les plus impactées car ne bénéficiant pas de mesures de compensation et dotées d'une faible capacité d'adaptation compte tenu du prix des logements. Du côté des pays où le parc est moins développé – et probablement limité aux catégories sociales les plus aisées –, le niveau moyen de soutien est plus élevé. C'est le cas notamment du Nigeria, de l'Inde ou de l'Égypte.

4. Nombre de véhicules automobiles routiers pour 1 000 habitants (voitures, fourgonnettes, bus, camions). « Liste des pays par véhicules par habitant », *Stringfixer*. En ligne : <https://stringfixer.com/fr/List_of_countries_by_vehicles_per_capita>

Fig. 5. Soutien à l'instauration d'un péage urbain en fonction du nombre de véhicules en circulation

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : Très acceptable ; Plutôt acceptable ; Plutôt pas acceptable ; Pas acceptable du tout ; Vous ne savez pas

2022
 Base : À tous



Note de lecture (1) : l'axe vertical présente un score compris entre 1 et 5. 1 signifie que la mesure n'est pas du tout acceptable, 5 qu'elle est très acceptable.
 Note de lecture (2) : les États-Unis possèdent 842 véhicules pour 1 000 habitants et affichent un soutien moyen à l'introduction du péage urbain de 2,89 sur 5.

■ Renchérir le prix des énergies générant du CO₂

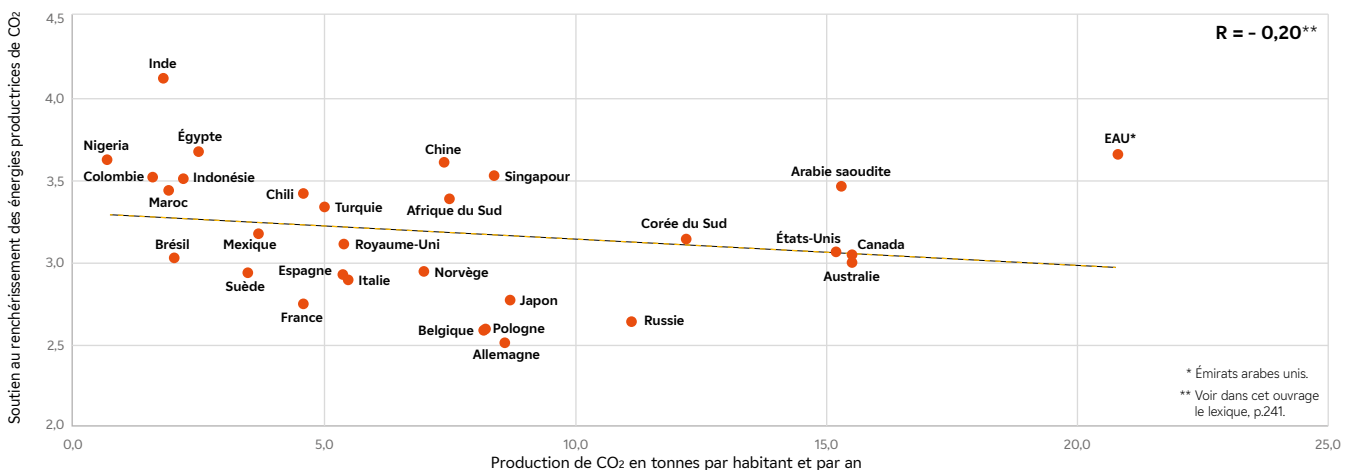
Cette mesure de politique publique constitue un outil majeur de réduction de la dépendance aux énergies fossiles, et, en particulier, le charbon, le pétrole et le gaz naturel. Il s'agit d'un vecteur majeur des politiques de transition énergétique, et de soutien, lorsque celles-ci existent, aux alternatives telles que les énergies renouvelables. Elle renvoie également à une série de débats et de tentatives de mettre un prix sur la tonne de CO₂ à travers des systèmes de quotas, comme dans l'Union européenne.

Les résultats présentés dans la Figure 6 montrent d'importantes différences par rapport à l'introduction d'un péage urbain, avec des variations dans le niveau moyen de soutien en fonction de la production de CO₂ en tonnes par habitant⁵ qui semblent moins déterminées par le niveau de richesse du pays. La relation (ligne rouge) est en effet bien plus faible que celle entre le nombre de voitures et le soutien à l'introduction d'un péage urbain.

Fig. 6. Soutien au renchérissement des énergies polluantes en fonction de la production de CO₂

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : Très acceptable ; Plutôt acceptable ; Plutôt pas acceptable ; Pas acceptable du tout ; Vous ne savez pas

2022
 Base : À tous



Note de lecture (1) : l'axe vertical présente un score compris entre 1 et 5. 1 signifie que la mesure n'est pas du tout acceptable, 5 qu'elle est très acceptable.
 Note de lecture (2) : les Émirats arabes unis produisent 20,8 tonnes de CO₂ par habitant et par an et affichent un soutien moyen au renchérissement des énergies produisant beaucoup de CO₂ de 3,64 sur 5.

5. Émissions de CO₂ par pays, en tonnes par habitant. « CO₂ Highlights », International Energy Agency, 2018.

D'autres explications peuvent ainsi être avancées : ce niveau moyen de soutien varie selon le niveau de dépendance aux énergies fossiles, notamment le gaz et le charbon. Plus celui-ci est élevé, comme aux États-Unis, en Pologne ou encore en Allemagne, plus le niveau moyen de soutien est faible. On note, de manière générale, le peu d'enthousiasme pour ce type de mesures dans les États européens, où l'opposition à la taxe carbone reste élevée. Dans nombre de ces pays, à la suite du renchérissement du prix de l'énergie dans le contexte de la guerre en Ukraine, des mesures d'urgence ont d'ailleurs pu être adoptées par les gouvernements de ces États pour protéger les revenus les plus faibles à travers la mise en place d'un bouclier tarifaire ou d'une indemnité carburant étendue à certaines professions.

■ La taxe sur les billets d'avion

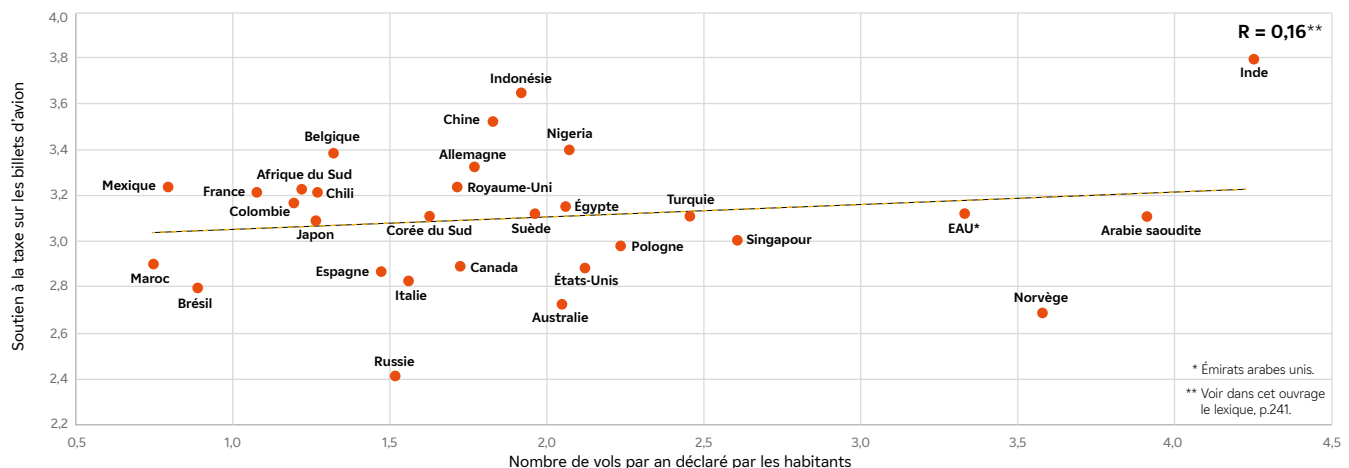
Cette mesure constitue un enjeu majeur pour les ONG du domaine de l'environnement dans le cadre des négociations internationales sur le climat. Elle vise à réévaluer la prise en compte de l'impact écologique dans le prix des billets. Contrairement à d'autres formes de taxation, celle-ci bénéficie d'un soutien globalement plus important car perçue comme plus impactante pour les catégories sociales les plus aisées. Certains États, comme les Pays-Bas, qui ne sont pas dans notre échantillon, ont introduit une taxe de ce type tout en excluant les passagers en transit sur le territoire national, et ce afin de limiter l'impact sur la compagnie aérienne nationale.

Les résultats présentés dans la Figure 7 montrent des variations significatives par rapport aux deux mesures précédemment étudiées, le soutien à la taxation des billets d'avion étant analysé en fonction de la fréquence déclarée de recours à l'avion sur une base annuelle.

Fig. 7. Soutien à l'instauration d'une taxe sur les billets d'avion en fonction de la fréquence du recours à l'avion

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : Très acceptable ; Plutôt acceptable ; Plutôt pas acceptable ; Pas acceptable du tout ; Vous ne savez pas Q. En moyenne, à quelle fréquence prenez-vous l'avion, que ce soit pour des raisons professionnelles ou personnelles (hors pandémie de Covid-19) ?

2022
Base : À tous



Note de lecture (1) : l'axe vertical présente un score compris entre 1 et 5. 1 signifie que la mesure n'est pas du tout acceptable, 5 qu'elle est très acceptable.

Note de lecture (2) : les habitants de l'Inde déclarent prendre l'avion 4,2 fois par an et affichent un soutien moyen à la taxe sur les billets d'avion de CO₂ de 3,79 sur 5.

On note que le soutien à cette mesure ne semble corrélé ni à la richesse des pays, ni à l'utilisation annuelle moyenne de l'avion pour chacun d'entre eux. On notera d'ailleurs que la variance de cette moyenne est assez faible puisque celle-ci oscille entre 0 et 3 vols par an dans 26 des 30 pays étudiés, et ne dépasse pas les 4,5 vols dans les quatre derniers. On trouve, parmi les pays les plus favorables à la taxe, des fréquences déclarées aussi différentes que celles de l'Inde, de l'Indonésie ou de la Belgique, et parmi les quatre pays où la fréquence des vols est la plus élevée (Inde, Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Norvège), on mesure des attitudes très différentes par rapport à la taxe.

Cette absence de relation se vérifie à l'échelle individuelle : le score de soutien à la taxe est de 3,2 chez ceux qui ne voyagent jamais en avion, puis varie entre 3,0 et 3,1 jusqu'à 4 vols par an, puis remonte à 3,2 à partir de 5 vols annuels.

De manière générale, cela semble impliquer que ces attitudes dépendent davantage du degré de politisation de ces enjeux dans le débat public au niveau de chaque pays.

CONCLUSION

L'enquête Obs'COP confirme la réduction croissante des marges de manœuvre des gouvernants pour adopter des mesures de politique publique en faveur du climat. Le texte met en évidence le rôle de la richesse relative comme principal déterminant individuel et la richesse nationale comme principal déterminant collectif des attitudes face aux arbitrages politiques mentionnés. Il confirme aussi des nuances importantes d'une mesure à l'autre, et l'importance, pour créer de nouvelles marges de manœuvre, d'identifier les principaux ressorts d'un soutien déclinant afin d'accompagner l'introduction des mesures les plus douloureuses. La variance plus ou moins importante selon les types de mesures semble impliquer que les attitudes sont en grande partie façonnées par la manière dont elles émergent et sont portées dans le débat public national. Ainsi, au-delà de comparaisons nationales, il est important de mieux comprendre la formation des attitudes à travers l'étude approfondie des débats politiques nationaux. ■



L'appétence au changement de mobilité pour répondre à la crise climatique

■ Vincent Kaufmann, Guillaume Drevon - EPFL

Pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C, conformément à l'Accord de Paris adopté en 2015, les experts préconisent au niveau mondial une réduction des émissions de 45 % d'ici à 2030 et la réalisation d'une neutralité carbone au plus tard en 2050. Atteindre cette neutralité carbone nécessite des changements sans précédent, soit en particulier des transitions rapides et de grande envergure dans tous les domaines de la société et de l'économie.

Concernant les modes de vie, atteindre un tel objectif nécessite le passage à la mobilité électrique, mais également une politique très volontariste de report de l'usage de l'automobile vers d'autres moyens de transport et de relocalisation d'activités dans la proximité. La classification des stratégies pour réduire les émissions de CO₂ liées à la mobilité proposée par l'ONU envisage ainsi trois leviers d'action : *avoid*, *shift* and *improve* (« éviter, modifier et améliorer »). Il s'agit tout d'abord de favoriser l'évitement des déplacements (*avoid*). Les déplacements qui n'ont pu être évités peuvent ensuite faire l'objet d'un report modal (*shift*) vers des modes moins ou pas carbonés. Enfin, en dernier ressort, l'amélioration technologique (*improve*) permet de réduire, voire de neutraliser, l'empreinte carbone de certains déplacements pour lesquels le report modal est impossible.

Pourtant, d'après plusieurs études internationales récentes, dont celle de Cresswell *et al.* (2018), financée par le Forum Vies Mobiles¹, les politiques de limitation de l'empreinte carbone des transports privilégient le levier technologique, dans une logique de croissance verte et de renforcement de l'industrie¹. Elles donnent alors la priorité aux acteurs et aux déplacements dominants, en particulier ceux liés à l'automobile : l'écrasante majorité des

1. CRESSWELL Tim, ADEY Peter, YEONJAE LEE Jane, NIKOLAEVA Anna, NOVOA Andre et TEMENOS Cristina. *Living in the mobility transition. Final report revised*. Paris : Forum Vies Mobiles. En ligne : <<http://owncloud.forumviesmobiles.org/index.php/s/rg05afXv5p6v1cG>>

politiques cherche, via l'innovation technologique, à améliorer les performances énergétiques de la voiture (développement du véhicule électrique et des carburants alternatifs à l'essence et au diesel). Une minorité de politiques cherche à favoriser le report des modes de transport carbonés vers les modes décarbonés (transports collectifs, vélo, marche) en développant les infrastructures nécessaires ou en agissant sur les modes de vie. Enfin, un très petit nombre d'actions s'attaque au volume même des déplacements, en diminuant les distances à parcourir ou en évitant les trajets inutiles.

Mais quelle est l'acceptabilité des changements de mode de vie dans le domaine de la mobilité pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et, plus généralement, pour répondre à la crise climatique ? L'enquête internationale Obs'COP menée en 2022 donne des éléments importants pour répondre à cette question.

CHANGEMENT CLIMATIQUE, LE DILEMME : COMPTER SUR LE PROGRÈS TECHNIQUE OU CHANGER SON MODE DE VIE

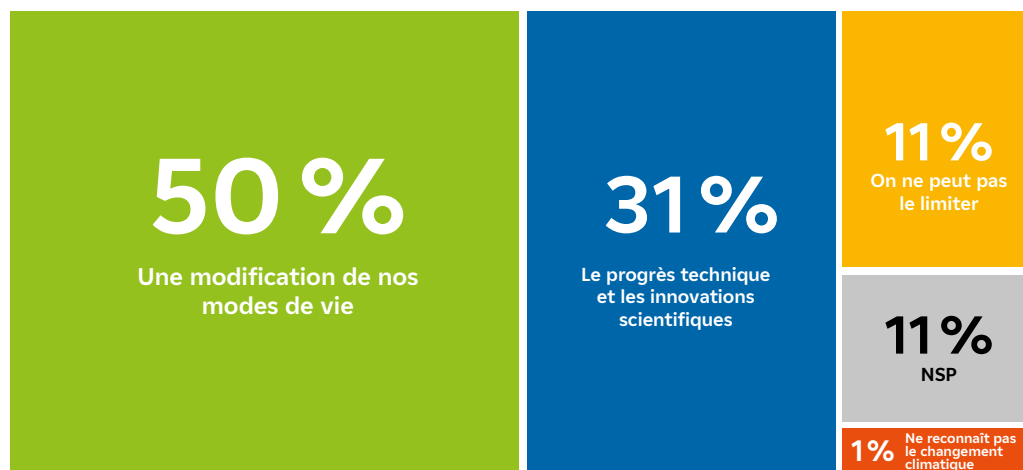
Notons tout d'abord que l'environnement ressort comme une préoccupation importante dans tous les pays sondés et tout particulièrement dans les pays du Sud, plus vulnérables au réchauffement climatique.

Lorsqu'on interroge les citoyens sur les acteurs devant agir en priorité pour lutter contre le changement climatique, les gouvernements arrivent en tête, suivis des citoyens eux-mêmes. En d'autres termes, un consensus large dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud se dessine dans les résultats de l'enquête pour plébisciter des transformations des modes de vie pour résoudre les problèmes écologiques (Fig. 1).

Fig. 1. Équation climatique : changement de mode de vie ou pari technologique

Q. De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ? C'est principalement le progrès technique et les innovations scientifiques qui nous permettront de trouver des solutions contre le changement climatique ; C'est principalement la modification importante de nos modes de vie qui permettra de limiter le changement climatique ; Il n'y a rien à faire, on ne pourra plus limiter le changement climatique ; Vous ne savez pas

MONDE
 2022
 Base : À tous



L'analyse des résultats de l'enquête à partir de régressions² permet d'observer que, si la variabilité est importante entre les pays concernant l'adhésion au progrès technique comme solution au changement climatique et à une transformation des modes de vie vers davantage de durabilité, celle-ci ne suit pas un clivage géographique entre pays.

2. Voir dans cet ouvrage le lexique, p. 241.

En revanche, il est frappant de constater que l'adhésion à ces deux types de mesures est fortement associée au genre et à la position sociale des répondants : les femmes sont d'une manière générale beaucoup plus sceptiques que les hommes par rapport à ce que l'on peut attendre des progrès technologiques (Fig. 2), et elles sont en revanche beaucoup plus convaincues que les hommes par les impacts des changements de mode de vie pour résoudre les problèmes de changement climatique (Fig. 3).

En ce qui concerne la position sociale, notons que les personnes les plus diplômées et ayant les revenus les plus élevés sont plus confiantes que les personnes moins dotées pour dire qu'il est possible de résoudre la question du changement climatique, que ce soit par le progrès technologique ou en changeant de mode de vie (Fig. 2, Fig. 3).

Fig. 2. Équation climatique : les déterminants du pari technologique

Q. De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?

MONDE
2022
Base : À tous

C'est principalement le progrès technique et les innovations scientifiques qui nous permettront de trouver des solutions contre le changement climatique	
Facteurs déterminants	Corrélation
Genre féminin	--
Plus âgé	-
Diplôme élevé	++
Hauts revenus	++
Ménage de grande taille	+
Occident*	--
Asie	-
Amérique du Sud	---
Monde arabe**	-

* Sont regroupés sous l'étiquette « Occident » les pays suivants : Australie, Belgique, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Norvège, Pologne, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Royaume-Uni, États-Unis.

** Sont regroupés sous l'étiquette « Monde arabe » les pays suivants : Égypte, Maroc, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Turquie.

Fig. 3. Équation climatique : les déterminants du changement de nos modes de vie

Q. De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?

MONDE
2022
Base : À tous

C'est principalement la modification importante de nos modes de vie qui permettra de limiter le changement climatique	
Facteurs déterminants	Corrélation
Genre féminin	++
Plus âgé	+
Diplôme élevé	++
Hauts revenus	+
Ménage de grande taille	+
Occident*	++
Asie	++
Amérique du Sud	+++
Monde arabe**	-

Note de lecture : l'opinion « C'est principalement la modification importante de nos modes de vie qui permettra de limiter le changement climatique » est corrélée très positivement avec le genre féminin.

Ainsi, les femmes sont beaucoup plus convaincues que les hommes par les impacts des changements de mode de vie pour résoudre les problèmes du changement climatique.

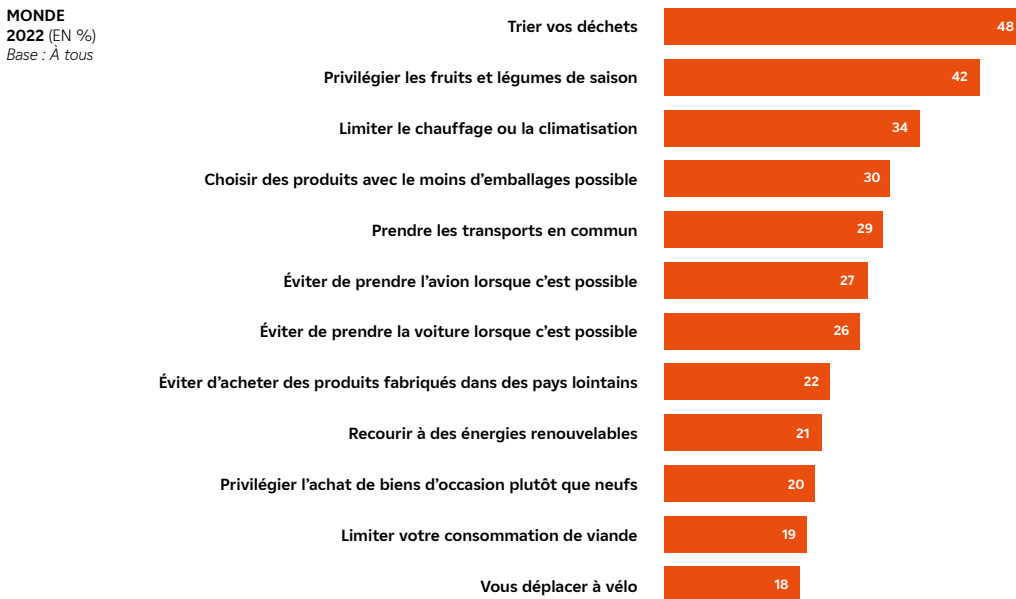
/// L'adhésion au progrès technique ou à une transformation des modes de vie comme solution au changement climatique est fortement associée au genre et à la position sociale des répondants. »

MOBILITÉ : LES DÉTERMINANTS DE L'ENGAGEMENT À CHANGER SON MODE DE VIE

Une autre question permet d'approfondir le sujet de la transformation des modes de vie (Fig. 4).

Fig. 4. Les actions individuelles qui contribuent à lutter contre le changement climatique

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si : « **Vous le faites systématiquement ou presque** »



Dans les actions listées pour changer son mode de vie, notons d'emblée que la mobilité n'est pas plébiscitée dans la grande majorité des pays. En d'autres termes, il apparaît plus facile, pour ce qui est de la transformation des modes de vie, de trier ses déchets, de revoir son alimentation ou de limiter le chauffage ou la climatisation chez soi, plutôt que de renoncer à utiliser l'automobile.

Ce constat est particulièrement important puisqu'il apparaît clairement dans plusieurs recherches récentes³ que les mesures visant à transformer les modes de vie pour limiter l'empreinte carbone des mobilités se heurtent à la dépendance à l'automobile⁴, c'est-à-dire au fait que les accessibilités aux nouvelles urbanisations ont été conçues pendant des décennies pour l'automobile exclusivement, rendant ce moyen de transport indispensable dans la vie quotidienne.

Pour approfondir l'analyse, nous avons réalisé une régression⁵ sur chaque item relatif à la mobilité afin de comprendre qui adhère et qui n'adhère pas aux mesures proposées en fonction des variables de positionnement social et géographique. Cette analyse permet d'identifier les contours de l'appétence au changement de mode de vie dans le domaine de la mobilité (Fig. 5 à 8).

3. CRESSWELL Tim, ADEY Peter, YEONJAE LEE Jane, NIKOLAEVA Anna, NOVOA Andre et TEMENOS Cristina. *Living in the mobility transition. Final report revised*. Paris : Forum Vies Mobiles. En ligne : <<http://owncloud.forumviesmobiles.org/index.php/s/rq05afXv5p6vlcG>>

4. NEWMAN Peter et KENWORTHY Jeffrey. *Cities and automobile dependence*. Aldershot : Gower. 1989.

5. Voir dans cet ouvrage le lexique, p. 241.

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si vous le faites : Systématiquement ou presque ; De temps en temps ; Pas encore mais vous envisagez de le faire ; Vous ne souhaitez pas ou ne pouvez pas le faire ; Non concerné - NSP

MONDE
2022
Base : À tous

Fig. 5. Engagement à limiter l'usage de la voiture

Éviter de prendre la voiture lorsque c'est possible	
Facteurs déterminants	Corrélation
Genre féminin	++
Plus âgé	-
Diplôme élevé	++
Hauts revenus	--
Ménage de grande taille	--
Occident*	---
Asie	++
Amérique du Sud	+++
Monde arabe**	++

Fig. 6. Engagement à limiter l'usage de l'avion

Éviter de prendre l'avion lorsque c'est possible	
Facteurs déterminants	Corrélation
Genre féminin	++
Plus âgé	-
Diplôme élevé	--
Hauts revenus	--
Ménage de grande taille	++
Occident*	+++
Asie	++
Amérique du Sud	+++
Monde arabe**	++

Fig. 7. Engagement à utiliser les transports en commun

Prendre les transports en commun	
Facteurs déterminants	Corrélation
Genre féminin	++
Plus âgé	-
Diplôme élevé	++
Hauts revenus	--
Ménage de grande taille	--
Occident*	---
Asie	+++
Amérique du Sud	+++
Monde arabe**	++

Fig. 8. Engagement à utiliser le vélo

Vous déplacer à vélo	
Facteurs déterminants	Corrélation
Genre féminin	---
Plus âgé	--
Diplôme élevé	--
Hauts revenus	++
Ménage de grande taille	++
Occident*	--
Asie	+++
Amérique du Sud	+++
Monde arabe**	++

* Sont regroupés sous l'étiquette « Occident » les pays suivants : Australie, Belgique, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Norvège, Pologne, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Royaume-Uni, États-Unis.

** Sont regroupés sous l'étiquette « Monde arabe » les pays suivants : Égypte, Maroc, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Turquie.

Relevons d'emblée que les réponses aux questions sont systématiquement associées au genre : les femmes sont systématiquement plus enclines à s'engager à utiliser moins la voiture et l'avion, et davantage les transports en commun. Elles sont en revanche réticentes à utiliser le vélo, ce qui correspond aux recherches menées sur le sujet par ailleurs⁶.

6. SAYAGH David. *Pourquoi les adolescentes ont moins de possibilités réelles de faire du vélo que les adolescents*, PhD Thesis, Université Paris-Est. 2018. En ligne : <<http://www.theses.fr/2018PESC1090>>

Notons également que le niveau de revenus et le niveau d'éducation sont structurants des réponses aux questions, mais pas de façon convergente : les hauts revenus ne sont pas prêts à se passer de voiture ou d'avion, ni à utiliser davantage les transports publics. Seul l'engagement à davantage se déplacer à vélo est plébiscité par les hauts revenus. Pour les personnes les plus diplômées, notons qu'elles sont prêtes à utiliser moins l'automobile et davantage les transports en commun, mais qu'elles ne sont en revanche pas prêtes à se passer de l'avion...

Notons aussi que les grands ménages ne sont pas prêts à réduire l'utilisation de l'automobile, attestant du fait qu'il est plus facile de se passer de voiture lorsqu'on vit seul ou en couple plutôt qu'avec des enfants, car dans ce dernier cas la mobilité quotidienne nécessite souvent des enchaînements d'activités complexes.

Entre les grandes régions du monde, relevons enfin un clivage assez net entre les pays occidentaux, dont les citoyens sont clairement moins enclins à réduire leur usage de l'automobile pour se tourner vers l'utilisation des transports en commun ou du vélo, tandis que les répondants des pays asiatiques, du monde arabe ou d'Amérique du Sud y sont beaucoup plus engagés pour le report modal dans la vie quotidienne.

Concernant l'avion en revanche, la disposition à moins l'utiliser pour contribuer à réduire le changement climatique est partagée dans toutes les régions du monde (*Fig. 6*).

CONCLUSION

Que tirer de ces analyses ? Trois aspects essentiels en ressortent et donnent à réfléchir. Premièrement, dans les pays interrogés, ce sont les femmes qui sont beaucoup plus engagées pour le changement de mode de vie afin de répondre au changement climatique, et tout particulièrement dans le domaine de la mobilité. À l'inverse, et également au niveau global, les hommes croient bien davantage à l'innovation technologique pour résoudre le problème du changement climatique.

Deuxièmement, les personnes les plus dotées socialement sont celles qui sont les plus réticentes à opérer des reports modaux écologiques. Cela pose question dans la mesure où il s'agit précisément des populations à l'origine de la plus grande partie des émissions de gaz à effet de serre dans le domaine de la mobilité...

Troisièmement, prendre moins l'avion est une mesure plébiscitée dans les 30 pays. D'une certaine manière, l'avion fait l'unanimité contre lui. Moyen de transport intouchable car très bien défendu par des lobbys très puissants, il n'est pas pris en considération dans les calculs de décarbonation des accords internationaux et son carburant n'est pas taxé.

Ces trois résultats mettent en relief, chacun à leur manière, trois défis de la lutte contre le changement climatique : 1) le pouvoir économique et politique est très largement entre les mains des hommes, peu ouverts aux changements de mode de vie. 2) Les élites et autres classes dirigeantes défendent leurs privilèges, de même que 3) le secteur de l'aviation, gros émetteur, qui dispose de toutes sortes de passe-droits écologiques.

Atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat nécessite, dans le domaine de la mobilité, de combiner l'innovation technologique et la transformation des modes de vie, comme nous l'avons souligné en ouverture de ce chapitre. Relever les trois défis identifiés nécessite du courage politique... mais, sachant que le secteur du transport est responsable de 35 à 40 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, les relever est indispensable. ■

Énergies fossiles : en sortir ou pas ?

■ Didier Witkowski – EDF

Parmi l'éventail des politiques publiques à la disposition des pays pour faire baisser leurs émissions de gaz à effet de serre, le remplacement des centrales électriques à énergies fossiles au profit de moyens de production décarbonés est un levier essentiel¹. En général, ces politiques infrastructurelles se heurtent davantage aux réticences des pouvoirs publics, parfois pour de bonnes raisons (le coût des investissements notamment), qu'à celles des populations, qui ont théoriquement peu de raisons de s'opposer à la fermeture de centrales au charbon, très polluantes, au profit d'usines moins émettrices ou d'énergies renouvelables². L'idée s'est installée que seules des considérations économiques liées au poids de l'extraction charbonnière et à son contenu en emplois seraient un frein à la disparition des centrales au charbon (la Pologne étant l'exemple souvent cité), mais que, sur le fond, personne n'a de raisons de défendre ces centrales – ou alors en petit nombre, pour assurer la sécurité des réseaux quelques jours par an, comme en France. Qu'en est-il réellement lorsqu'on interroge les opinions publiques sur les cinq continents ? Les centrales fossiles sont-elles partout condamnées sur l'autel de la transition énergétique et de la sauvegarde du climat ?

L'ACCEPTABILITÉ DES DIFFÉRENTS MOYENS DE PRODUCTION

Commençons par un tour des différentes énergies, du point de vue de leur acceptabilité. Dans notre enquête Obs'COP, une question propose aux interviewés d'approuver ou non le recours à différentes sources d'énergie pour produire l'électricité dans leur pays. Elle est formulée de cette manière : « Pour produire l'électricité dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre pays, êtes-vous favorable ou opposé à chacun des modes de production suivants ? » Sont testés : les panneaux solaires, les éoliennes, les barrages hydrauliques, les centrales nucléaires, les centrales au charbon et les centrales au gaz.

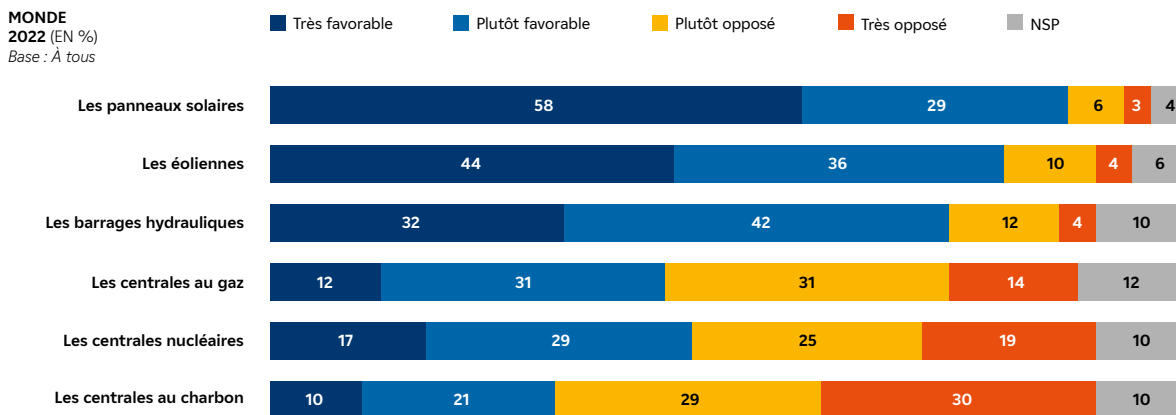
Les résultats organisent une hiérarchie des acceptabilités sur un mode tripolaire, comme nous l'observons en France depuis des décennies. Sans réelle surprise, les moyens les mieux acceptés sont les énergies renouvelables, qui recueillent en moyenne globale 87 % pour le solaire, 80 % pour les éoliennes et 74 % pour l'hydraulique (Fig. 1).

1. Voir dans cet ouvrage l'interview de Catherine Bauby, p. 108.

2. Encore que l'exemple de l'éolien en France incite à la prudence sur ce point...

Fig. 1. Le soutien aux différents modes de production d'électricité

Q. Pour produire l'électricité dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre pays, êtes-vous favorable ou opposé à chacun des modes de production suivants ?



La domination du solaire est éclatante à la lecture des réponses « Très favorable » : 58 % en moyenne et jamais inférieures à 40 %, sauf au Japon (27 %) et en Corée du Sud (24 %), les deux pays les moins enthousiastes sur cette énergie. Les pays d'Asie en général plébiscitent d'ailleurs moins le solaire (46 %) que les pays d'Amérique du Sud (64 %) ou d'Afrique (73 %). Il n'en demeure pas moins que le solaire est bien l'énergie consensuelle par excellence dans la plupart des pays.

L'éolien a un statut très proche du solaire, sans atteindre néanmoins son niveau de consensus. Bien que l'éolien soit accepté par 80 % des interviewés, les taux de réponses « Très favorable » (44 % en moyenne) n'atteignent pas 40 % dans neuf pays³ (contre deux pour le solaire). La caractéristique de l'éolien est de susciter quelques réticences nationales plus prononcées, notamment en Norvège (34 % d'opposants) et en France (28 %).

L'énergie hydraulique bénéficie également d'un haut score d'acceptabilité globale (74 %) mais, comme l'éolien, rencontre un peu plus d'opposition dans certains pays, en l'occurrence au Chili et au Brésil (respectivement 39 % et 31 % d'opposants).

Après les énergies renouvelables, les centrales au gaz et nucléaires apparaissent, à l'échelle globale, comme des énergies plus clivées, divisant la population en deux camps opposés, pour et contre (43 % vs 45 % pour le gaz, 46 % vs 44 % pour le nucléaire). Le nucléaire polarise les opinions un peu plus que le gaz : les « très » pour et les « très » contre étant plus nombreux.

Le lecteur s'étonnera peut-être de voir le gaz et le nucléaire très proches en termes de popularité. En ce qui concerne l'atome civil, on peut déjà révéler que cet état de fait est dû à une remontée de 7 points des opinions favorables à l'échelle globale entre 2021 et 2022 (contre + 4 points pour le gaz).

Les centrales au charbon, enfin, bien que produisant toujours la majorité de l'électricité à l'échelle mondiale, sont les seules à ne pas être souhaitées par les populations : 59 % y sont opposés, dont 30 % « très » opposés. Seuls cinq pays ne condamnent pas cette énergie (Arabie saoudite, Chine, Inde, Nigeria et Indonésie), mais même dans ces pays le soutien dépasse rarement les 50 %. L'Inde, avec 60 % de soutien contre 38 % d'opposition, fait figure d'exception.

Pour trouver les logiques sous-jacentes à ces différents niveaux d'acceptabilité, nous examinerons l'influence de deux facteurs : les réalités énergétiques et économiques des pays, et la sensibilité des populations au changement climatique.

3. Arabie saoudite 37 %, Chine 36 %, Suède 35 %, Russie 33 %, Singapour 33 %, Norvège 31 %, France 23 %, Japon 22 %, Corée du Sud 20 %.

CHARBON ET GAZ : LE POIDS DE LA DÉPENDANCE

Une première question que l'on peut se poser est l'existence ou non d'un lien entre la « popularité » des énergies et la situation objective des pays, du point de vue de leur situation énergétique et économique, voire de leur vulnérabilité au changement climatique. La question se pose plus particulièrement pour le gaz et le charbon, car ces énergies sont dominantes dans le mix électrique mondial, à des degrés divers selon les pays⁴. On peut donc vérifier si ces énergies suscitent davantage de rejet dans les pays où elles dominent, au nom de la transition énergétique, ou si, au contraire, elles bénéficient d'un crédit de confiance, y compris pour l'avenir, puisqu'elles ont démontré leur efficacité.

On peut éliminer de l'analyse les pays - minoritaires - ayant moins de 30 % d'énergies fossiles (charbon ou gaz) dans leur mix électrique. Ceux-là (Belgique, Brésil, Canada, France, Suède et Norvège) accordent de toute façon peu d'avenir au charbon (moins de 20 %, sauf le Brésil : 25 %), car ils peuvent compter sur de l'hydraulique, de l'éolien et, pour certains (France, Belgique, Suède, Canada), sur du nucléaire⁵.

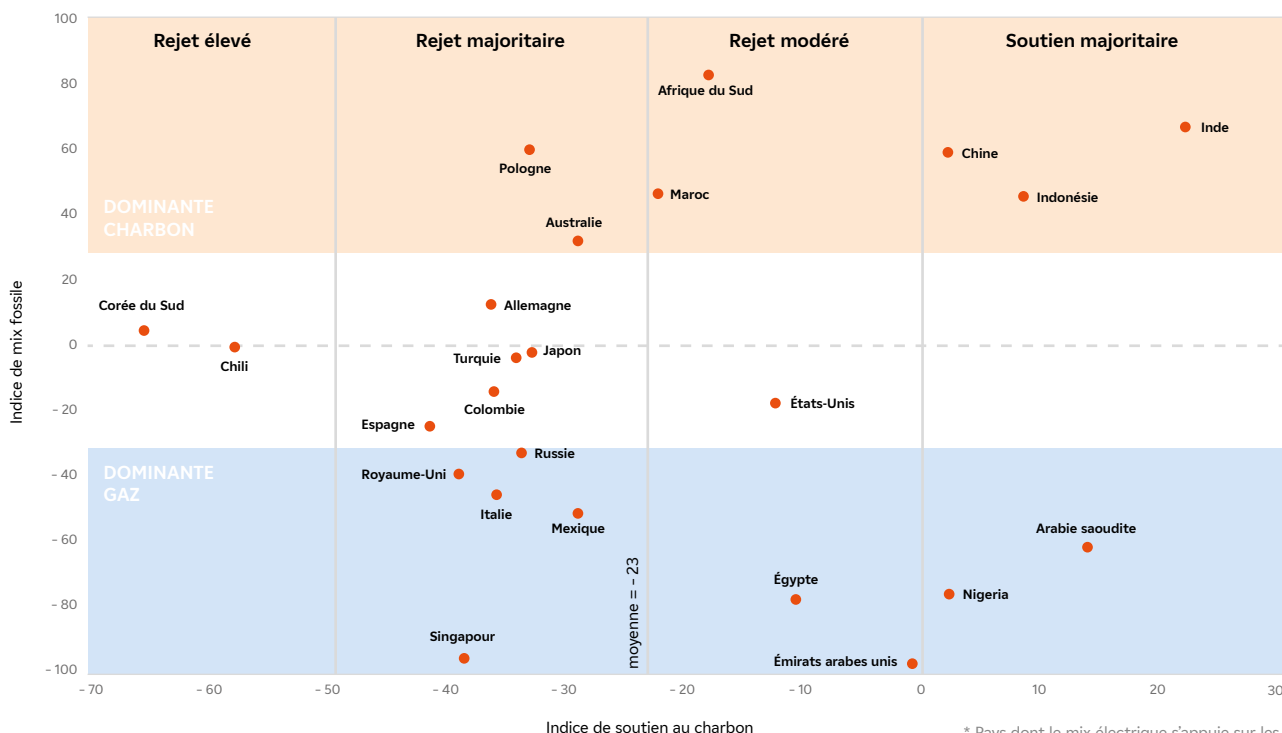
Afin de cartographier la position des différents pays à dominante « fossiles »⁶ sur l'avenir du charbon, nous avons fait correspondre dans la Figure 2 deux indices :

- l'indice de mix fossile (axe vertical) représente le différentiel de la part du charbon par rapport au gaz : plus on s'approche de 100, plus la part du charbon est dominante dans la composante « fossiles » des mix nationaux ; plus on s'approche de - 100, plus la part du gaz est importante. 0 représente un équilibre entre les deux ;
- l'indice de soutien au charbon (axe horizontal), construit par différence des opinions favorables et des opinions opposées à la production électrique à l'aide de cette énergie. La moyenne des 24 pays considérés se situe à - 23.

Fig. 2. Le soutien accordé au charbon en fonction du mix électrique national

Q. Pour produire l'électricité dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre pays, êtes-vous favorable ou opposé à chacun des modes de production suivants ? « Les centrales au charbon »

TOUS PAYS SAUF FRANCE, SUÈDE,
NORVÈGE, BELGIQUE, BRÉSIL, CANADA*
2022
Base : À tous



* Pays dont le mix électrique s'appuie sur les énergies fossiles à hauteur de 30 % ou plus.

4. RITCHIE Hannah, ROSER Max et ROSADO Pablo. « Energy », *OurWorldInData.org*. En ligne : <<https://ourworldindata.org/energy>>

5. *Ibid.*

6. Sont donc exclus : France, Suède, Norvège, Belgique, Brésil et Canada. On y a inclus l'Espagne et la Colombie, qui ne sont pas à proprement parler à dominante « fossiles », mais où ces énergies produisent tout de même plus de 30 % de l'électricité.

En ce qui concerne le charbon, pour un indice d'acceptation moyen de - 23, on mesure des taux significativement supérieurs dans neuf pays (Afrique du Sud, États-Unis, Égypte, Chine, Nigeria, Indonésie, Arabie saoudite, Inde, Émirats arabes unis), où les énergies fossiles produisent le plus souvent plus des deux tiers de l'électricité, et parfois la totalité. Trois cas apparaissent :

- ceux qui soutiennent le charbon en y ayant déjà fortement recours : Inde, Chine et Indonésie ;
- ceux qui soutiennent le charbon tout en lui préférant actuellement le gaz : Arabie saoudite et Nigeria ;
- ceux qui rejettent modérément le charbon, la plupart étant plutôt « gaziers » : États-Unis, Égypte, Émirats arabes unis et Afrique du Sud.

Au total, on doit bien constater que le rejet du charbon n'est pas unanime et qu'il demeure même acceptable, voire populaire, au-delà des pays qui en dépendent. Aux yeux du grand public, on vient de le voir, mais aussi auprès des élites : parmi les niveaux de diplôme ou de revenus élevés, le soutien au charbon n'est pas moins fort.

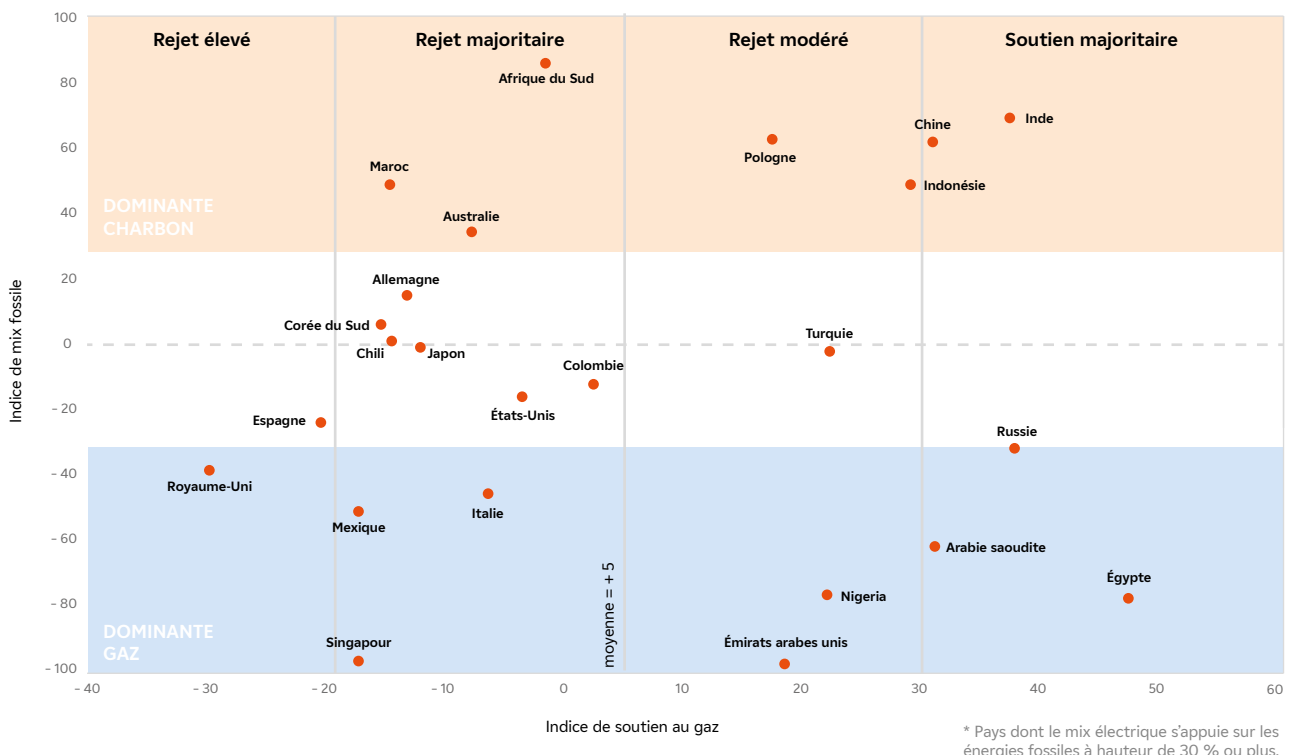
Les autres pays sont plus nettement défavorables à l'usage du charbon à l'avenir, avec des rejets très forts au Chili et en Corée du Sud, par exemple. Mais il faut bien constater que seuls la Pologne, le Mexique et l'Australie expriment ce rejet alors qu'ils en dépendent fortement : c'est une position évidemment plus coûteuse sous bien des aspects, économiques et sociaux notamment. Mais un consensus social existe dans ces trois pays, de bas en haut de l'échelle sociale, pour condamner le charbon. Même constat dans des pays moins dépendants mais y recourant à hauteur de 30 % environ : l'Allemagne, le Japon, la Turquie, la Colombie...

On a reproduit l'exercice de cartographie pour le gaz (Fig. 3). Cette fois, l'indice de soutien s'étale sur une plage plus large (de + 47 à - 30), signe que cette énergie produit des réactions plus contrastées selon les pays, mais aussi globalement plus positives. Alors que l'indice de soutien était de - 23 pour le charbon, il est de + 5 pour le gaz.

Fig. 3. Le soutien accordé au gaz en fonction du mix électrique national

Q. Pour produire l'électricité dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre pays, êtes-vous favorable ou opposé à chacun des modes de production suivants ? « Les centrales au gaz »

TOUS PAYS SAUF FRANCE, SUÈDE, NORVÈGE, BELGIQUE, BRÉSIL, CANADA*
 2022
 Base : À tous



Deux fois moins producteur de CO₂ que le charbon, le gaz produit plus de 30 % de l'électricité dans 12 pays sur 30, et plus de 50 % dans sept d'entre eux. La situation du gaz est similaire à celle du charbon : il est populaire dans la plupart des pays qui en sont dépendants à plus de 50 %, mais il est aussi populaire dans des pays très dépendants du charbon. Ce qui, cette fois, peut se comprendre rationnellement puisque, pour ces pays (Inde, Chine,

Indonésie, Pologne...), le gaz peut être une énergie de transition avant la décarbonation totale de leur système électrique.

Certains pays dans lesquels le gaz occupe une part importante du mix électrique s'expriment négativement sur l'avenir de cette énergie, mais ils sont peu nombreux. Singapour est un exemple emblématique, mais en réalité unique, d'un pays dépendant du gaz à 95 % et où 51 % des habitants souhaitent en sortir (indice de - 17). Au Royaume-Uni, l'impopularité du gaz est plus prononcée (56 %), mais la dépendance y est moins forte (40 %). Et dans des pays comme l'Italie ou les États-Unis, le gaz est plus discuté que discrédité pour l'avenir. Le gaz est donc une énergie plutôt bien acceptée dans les pays qui y recourent largement - peu souhaitent l'abandonner - et, dans les pays très dépendants du charbon, il incarne une transition possible faute de pouvoir investir suffisamment dans des renouvelables ou du nucléaire.

SORTIR DU CHARBON : POUR QUELLES RAISONS ?

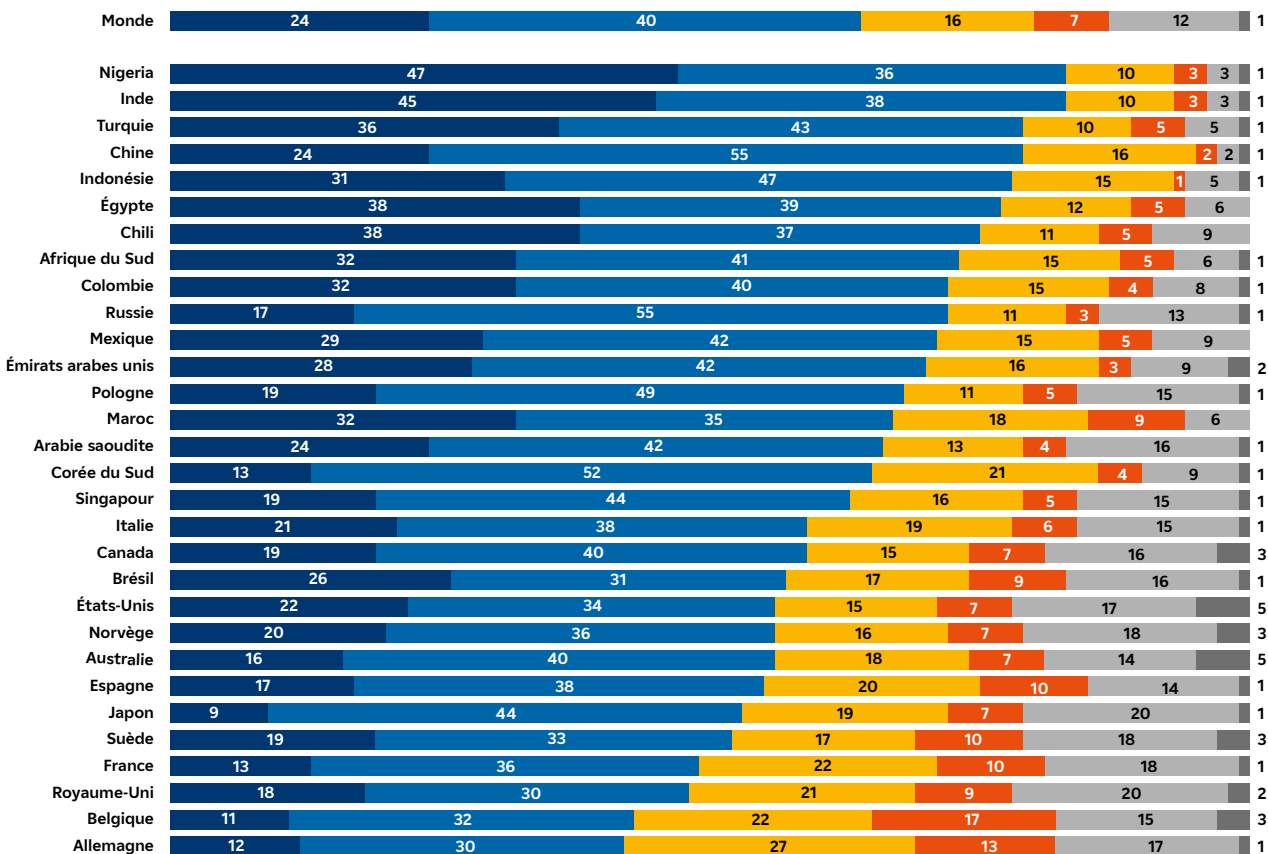
La question de la transition charbon vers gaz a été posée expressément dans l'enquête, formulée ainsi : « Parmi des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, dites-moi si remplacer les centrales au charbon ou au fioul par des centrales au gaz vous paraît acceptable ou pas acceptable. » La question est posée dans tous les pays, qu'ils recourent ou non à ces énergies fossiles. Les résultats à l'échelle des 30 pays montrent une approbation très nette, sachant que le profit à en tirer est clairement indiqué dans la question (la réduction des émissions de gaz à effet de serre) : 64 % sont d'accord pour cette substitution, contre 23 % qui s'y opposent (Fig. 4). Les souhaits sont les plus forts dans les pays du Sud : 69 % en Amérique du Sud, 70 % en Asie, 74 % en Afrique / Moyen-Orient, tandis qu'ils sont plus mesurés en Europe (54 %) et en Amérique du Nord (57 %).

Fig. 4. L'opinion sur le remplacement des centrales au charbon ou au fioul par des centrales au gaz

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : « Remplacer les centrales au charbon ou au fioul par des centrales au gaz »

■ Très acceptable ■ Plutôt pas acceptable ■ NSP
■ Plutôt acceptable ■ Pas acceptable du tout ■ Ne reconnaît pas le changement climatique

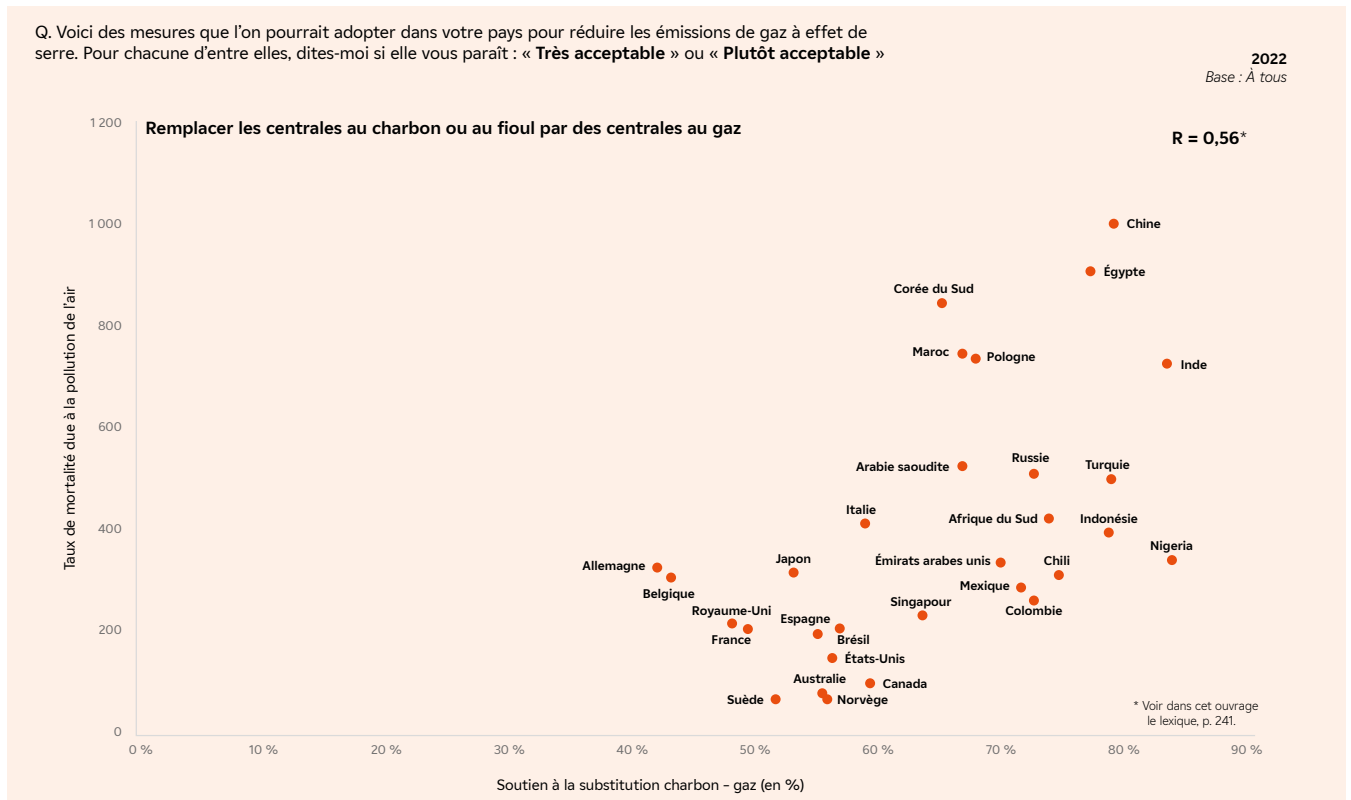
2022 (EN %)
Base : À tous



Au nom de la santé

En Inde, en Chine, en Indonésie ou en Afrique du Sud, ce souhait paraît d'autant plus cohérent que ces pays sont très dépendants du charbon. Mais il y a peut-être un autre facteur, sanitaire celui-là, qui est le taux de mortalité due à la pollution de l'air. Le problème se pose de façon aiguë en Chine et en Égypte, mais aussi en Corée du Sud, au Maroc et en Inde, où ce taux dépasse les 700 décès pour 1 million d'habitants⁷. Sur l'ensemble de l'échantillon, la corrélation entre cette variable et le souhait de sortir du charbon est assez significative (0,56) (Fig. 5). Autrement dit, au-delà des considérations sur la dépendance énergétique de leur pays, les populations introduisent aussi dans leurs critères la question de la pollution de l'air pour juger de la viabilité des énergies.

Fig. 5. La corrélation entre le souhait de sortir du charbon et le taux de mortalité due à la pollution de l'air



Au nom du changement climatique

La transition du charbon vers le gaz peut donc répondre à une préoccupation sanitaire de lutte contre la pollution. En est-il de même avec la préoccupation climatique ? Dans cette partie, nous avons restreint l'analyse aux pays où les mix électriques sont à dominante « fossiles » (24 pays⁸).

La première approche consiste à regarder si le souhait de transition est lié ou non aux effets du changement climatique dans la région considérée. On a ainsi examiné, à l'échelle des répondants, le croisement entre cette exposition réelle et la volonté d'abandonner le charbon. Pour ce faire, on a regroupé les 24 pays en cinq groupes, en fonction du nombre de catastrophes climatiques recensées entre 2000 et 2019, des moins exposés (moins de 25) aux plus exposés (plus de 148)⁹. Les résultats ne sont guère probants : on ne mesure aucun lien entre les deux variables, notamment pas de progression du souhait de transition avec le degré d'exposition aux catastrophes : de 69 % pour les moins exposés à 74 % pour les plus exposés, mais sans tendance claire sur les expositions intermédiaires (Fig. 6).

7. « Effets de la pollution de l'air », OCDE. 2023. En ligne : <<https://data.oecd.org/fr/air/effets-de-la-pollution-de-l-air.htm#indicator-chart>>

8. Sont exclus : France, Suède, Norvège, Belgique, Brésil et Canada. Voir la note de bas de page 6, p. 128.

9. BLIND-KEMPINSKI Françoise et MOTTE-MOITROUX Louise. « Les catastrophes climatiques dans le monde en cartes », *Les Echos Planète*. 2020. En ligne : <<https://planete.lesechos.fr/enquetes/les-catastrophes-climatiques-dans-le-monde-en-cartes-8070/>>

En revanche, lorsqu'on examine l'influence de la perception subjective du changement climatique, c'est-à-dire le fait de constater les effets du changement dans sa région, on observe une relation significative avec le souhait d'abandon du charbon. Comme l'a montré Daniel Boy à propos du climatoscepticisme¹⁰, l'interprétation des faits par les individus pèse davantage que l'exposition réelle des individus à ces mêmes faits.

Fig. 6. Le souhait de remplacement des centrales au charbon par des centrales au gaz selon l'exposition aux catastrophes climatiques

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : « Remplacer les centrales au charbon ou au fioul par des centrales au gaz »
Q. Globalement, diriez-vous que, dans votre région, vous avez déjà constaté les effets du changement climatique ?

TOUS PAYS SAUF
FRANCE, SUÈDE,
NORVÈGE, BELGIQUE,
BRÉSIL, CANADA*
2022
Base : À tous

Ensemble des 24 pays .. 100 %	Acceptable 68 %	Pas acceptable 21 %	NSP 11 %
Nombre de catastrophes climatiques dans le pays (2000-2019)*			
• Moins de 30	69 %	20 %	11 %
• 31-46	71 %	18 %	11 %
• 47-59	62 %	26 %	12 %
• 60-116	63 %	21 %	16 %
• Plus de 116	74 %	18 %	8 %
A déjà constaté les effets du changement climatique			
• Oui, tout à fait	77 %	17 %	6 %
• Oui, plutôt	69 %	21 %	10 %
• Non, pas vraiment	60 %	28 %	12 %
• Non, pas du tout	52 %	33 %	15 %

* Pays dont le mix électrique s'appuie sur les énergies fossiles à hauteur de 30 % ou plus.

Il est donc assez logique de constater qu'une sensibilité plus forte à l'enjeu climatique appelle à une sortie du charbon. Les personnes se situant sur les cases 9 et 10 de l'échelle d'inquiétude face au climat sont 76 % à exprimer cette opinion, contre 58 % pour celles qui se positionnent sur les cases 0 à 6.

La sortie du charbon, dans ces pays à dominante « fossiles », est également dans le viseur des catégories les plus mobilisées en faveur du climat et de l'environnement : celles qui ont au moins une fois manifesté, boycotté, signé une pétition ou voté pour un parti pro-environnement sont 79 % à la souhaiter, contre seulement 59 % des non-mobilisés.

■ 2022, retour de faveur pour le charbon et le gaz

Les résultats de 2022 enregistrent un phénomène inattendu dans le domaine énergétique : une remontée significative, par rapport à 2021, de l'acceptabilité des centrales au charbon, au gaz et nucléaires (Fig. 7).

Concernant les deux premières, dont l'acceptabilité augmente respectivement de 6 points et 4 points, on constate des évolutions plus fortes dans certains pays :

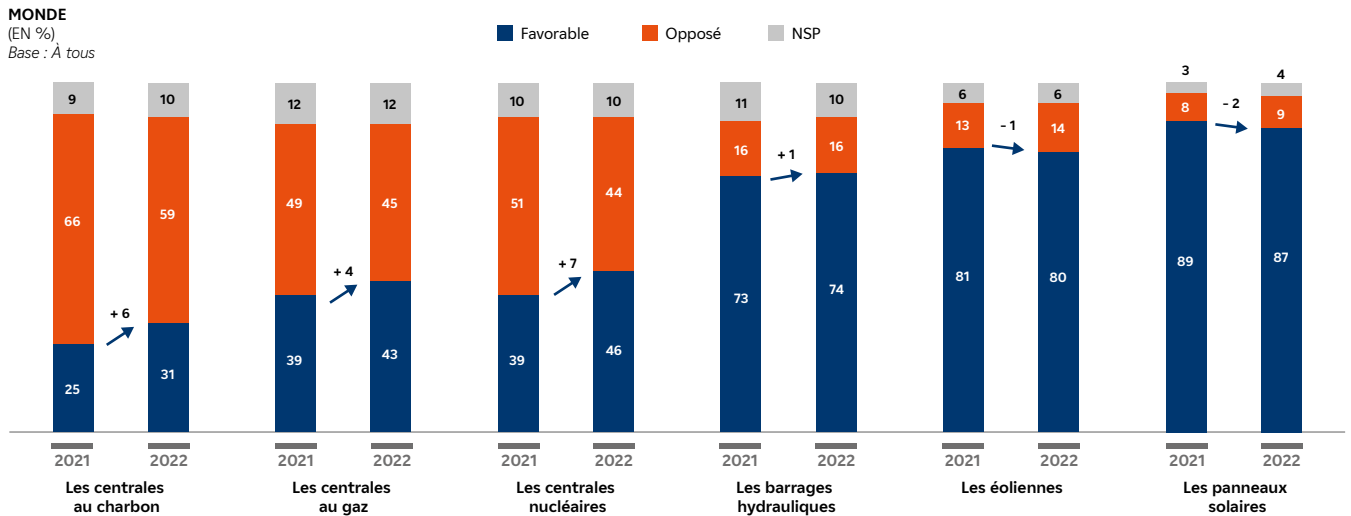
- pour le charbon : en Inde (+ 19), en Égypte (+ 14), en Norvège (+ 12), en Allemagne (+ 12), en Italie (+ 10), au Royaume-Uni (+ 9) ;
- pour le gaz : au Japon (+ 16), en Inde (+ 14), en Norvège (+ 12), en Russie (+ 11), en Espagne (+ 10).

L'hypothèse de l'inflation des prix de l'énergie, qui relancerait l'intérêt pour tous les moyens de production, notamment les moins onéreux comme le charbon, n'est pas vraiment confirmée dans l'enquête. Nous disposons d'une question enregistrant les hausses ressenties dans les énergies domestiques par les interviewés. Les résultats sont sans appel : entre 69 % et 81 % ont été affectés par la hausse des prix de l'énergie dans leur foyer (gaz, essence, électricité), et la réponse « beaucoup » atteint 51 % pour l'essence, 48 % pour l'électricité et 40 % pour le gaz. Néanmoins, les foyers ayant le plus durement ressenti la hausse des factures d'électricité ne se montrent pas plus

10. Voir dans cet ouvrage le chapitre de Daniel Boy « Perception du changement climatique : une évolution inattendue », p. 32.

Fig. 7. L'évolution du soutien aux différents modes de production électricité

Q. Pour produire l'électricité dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre pays, êtes-vous favorable ou opposé à chacun des modes de production suivants ?



favorables au charbon ou au gaz que les autres. Autrement dit, vues des particuliers, ces énergies ne sont pas une réponse - même temporaire - à la hausse des prix.

La piste du mix énergétique ne mène pas loin non plus : l'appel à plus de centrales au charbon augmente autant dans des pays au mix « charbon » (Inde, Allemagne) que dans des pays très « gaziers » (Égypte, Italie), ou encore en Norvège, qui ne produit qu'avec de l'hydraulique... En revanche, il est possible que ce regain de faveur ait à voir localement avec des pénuries redoutées ou effectives, conséquences de la guerre en Ukraine qui fait peser une forte pression sur l'approvisionnement de gaz en Europe, notamment. Mais alors comment expliquer l'absence de surréaction de la Pologne sur le charbon (+ 7 points, mais seulement 25 % de soutien) et de l'Allemagne sur le gaz (+ 1 point, 36 %) ? L'enquête seule ne permet pas d'avancer de piste satisfaisante : les contextes économiques locaux sont peut-être des facteurs plus pertinents.

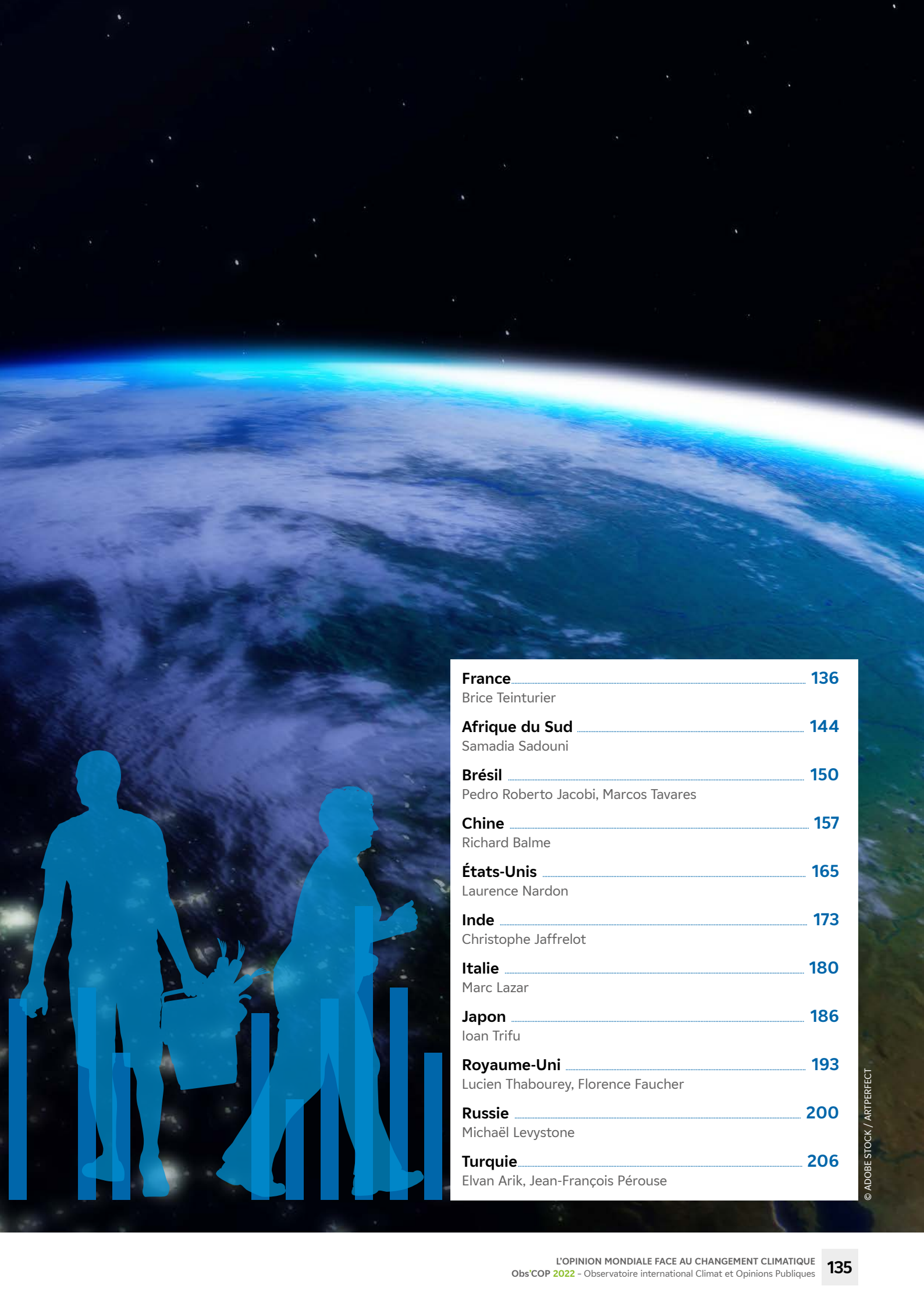
CONCLUSION

Alors que la sortie du charbon s'impose comme une nécessité, notamment dans les pays du Sud, pour décarboner les mix électriques à l'horizon 2050, les populations des pays dépendants des énergies fossiles sont favorables au remplacement de ces centrales par des centrales au gaz. La sensibilité au changement climatique, mais aussi à la pollution de l'air, joue positivement dans ce sens. Il demeure toutefois un phénomène curieux : dans les pays dépendants des énergies fossiles, gaz ou charbon, ces énergies conservent des soutiens, qui progressent même entre 2021 et 2022. Or, parmi ces pays, figurent les pays parmi les plus peuplés de la planète : la Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Nigeria. Ils représentent à eux seuls 64 % de notre échantillon ! Il va sans dire que si nous calculions les résultats d'ensemble de l'Obs'COP en tenant compte de la taille des populations¹¹, l'acceptabilité du charbon à l'échelle mondiale serait bien plus élevée. Au-delà de l'artifice statistique, cette remarque nous incite à voir l'opinion publique mondiale comme beaucoup plus mesurée face aux énergies fossiles que ce que nous percevons souvent en Occident. Car nous oublions un peu vite que ces pays doivent à ces énergies, aujourd'hui condamnées, leur électrification et donc leur développement économique. ■

11. Ce que nous ne faisons pas : chaque pays pèse 1 dans le calcul des résultats d'ensemble. À ce propos, voir dans cet ouvrage le chapitre « Méthodologie », p. 12.

QUELQUES PAYS À LA LOUPE





France	136
Brice Teinturier	
Afrique du Sud	144
Samadia Sadouni	
Brésil	150
Pedro Roberto Jacobi, Marcos Tavares	
Chine	157
Richard Balme	
États-Unis	165
Laurence Nardon	
Inde	173
Christophe Jaffrelot	
Italie	180
Marc Lazar	
Japon	186
Ioan Trifu	
Royaume-Uni	193
Lucien Thabourey, Florence Faucher	
Russie	200
Michaël Levystone	
Turquie	206
Elvan Arik, Jean-François Pérouse	



Baigneurs sur la plage du Moulleau - en arrière-plan, les feux de forêt à La Teste-de-Buch. Arcachon, juillet 2022.

© Thibaud Moritz / AFP

Les Français et le réchauffement climatique, ou le syndrome de la grenouille

■ Brice Teinturier - Ipsos

Prenez une grenouille, mettez-la dans une casserole d'eau froide, réchauffez lentement à feu doux puis de plus en plus fort. La grenouille s'adapte, s'alanguit et meurt. Prenez cette même grenouille, jetez-la brusquement dans une eau très chaude et elle bondit en dehors de la casserole.

L'un des enseignements majeurs - et particulièrement inquiétant - de la quatrième vague de l'Obs'COP est qu'en matière de réchauffement climatique les Français sont de plus en plus touchés par le syndrome de la grenouille endormie dans sa casserole d'eau froide, avant que celle-ci ne devienne tiède puis brûlante. Et cela en dépit d'une préoccupation qui reste toujours forte. Un apparent paradoxe que nous tenterons de lever dans cette contribution¹.

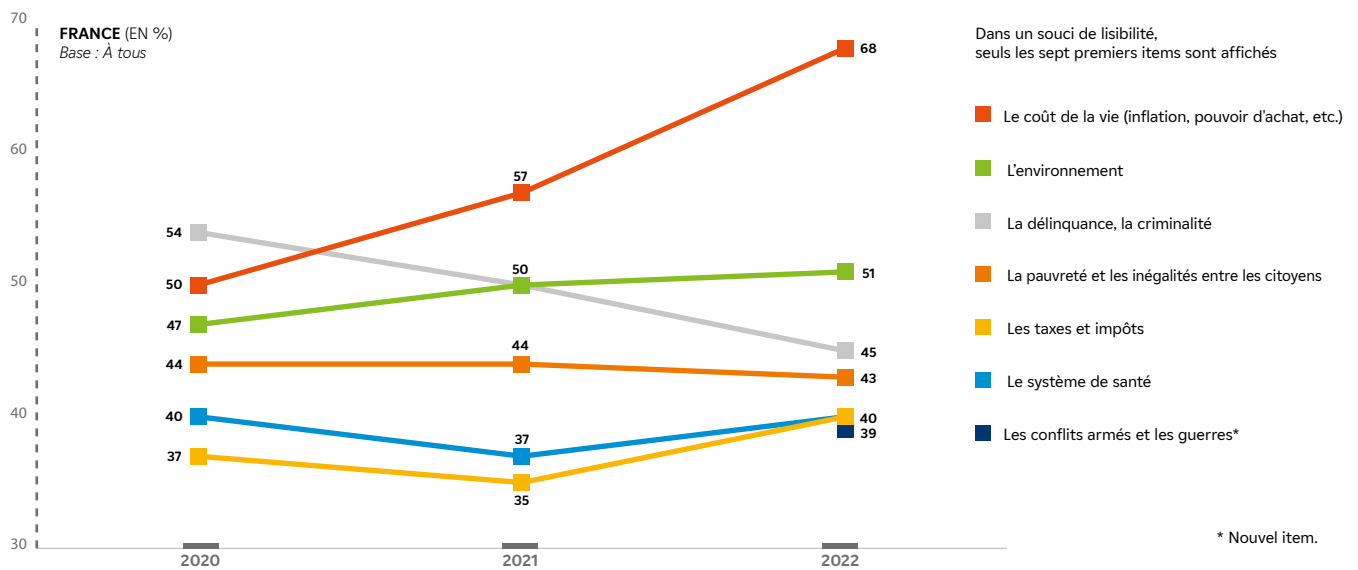
L'ENVIRONNEMENT, UN SUJET QUI PERDURE MALGRÉ LE COÛT DE LA VIE

Dans le contexte actuel de forte inflation et d'augmentation du prix de l'énergie et des denrées alimentaires, le coût de la vie est de loin le premier sujet de préoccupation des Français (68 % de citations), et cela de manière nettement plus marquée qu'auparavant : + 11 points par rapport à 2021 et + 18 points par rapport à 2020 (Fig. 1). Cette préoccupation est relativement homogène dans toutes les catégories sociales (62 % chez les cadres et 66 % chez les ouvriers) et introduit une nouvelle donne par rapport à 2020 : à l'époque, la délinquance, le coût de la vie et l'environnement constituaient un trio resserré de préoccupations. Pour autant, cette poussée de l'inquiétude en matière de pouvoir d'achat ne signifie pas que celle relative à l'environnement aurait décliné. Celle-ci figure en deuxième position parmi les préoccupations des Français et augmente même de 4 points depuis 2020, un niveau qui place la France parmi les pays les plus préoccupés par le sujet (au 4^e rang sur les 30 pays interrogés, derrière le pouvoir d'achat, la pauvreté et le système de santé).

1. Cette référence à la grenouille a été utilisée notamment par Ivar Ekeland. EKELAND Ivar. *Le syndrome de la grenouille : L'économie et le climat*. Odile Jacob, 2015

Fig. 1. L'évolution des sujets de préoccupation des Français

Q. Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ? (plusieurs réponses possibles)



Ce ressenti est par ailleurs relativement homogène selon les catégories de population, et cela davantage que dans la plupart des autres pays. Ainsi, l'environnement est certes une préoccupation particulièrement forte chez les catégories sociales les plus aisées (57 % des cadres se déclarent préoccupés, en deuxième position juste après le coût de la vie et devant les conflits armés et les guerres), mais 46 % des ouvriers se disent également inquiets : si l'environnement est chez eux devancé par le coût de la vie et par la délinquance et la criminalité, il figure quand même en troisième position, au même niveau que les taxes et les impôts.

Pour tous, l'environnement est donc aujourd'hui plus préoccupant que la pauvreté et les inégalités (43 %), le système de santé (40 %), les retraites (36 %), le terrorisme (35 %), l'éducation (34 %) ou le chômage (22 %).

La lecture par âges met également en valeur des résultats homogènes, l'environnement étant la deuxième préoccupation quelle que soit la tranche d'âge et n'étant donc pas l'apanage des plus jeunes².

En revanche, le ressenti de l'urgence climatique varie considérablement selon la préférence partisane des répondants (Fig. 2) : si l'environnement est logiquement la première préoccupation des sympathisants EELV, la deuxième chez ceux de LREM et la troisième chez ceux de LFI, il n'arrive qu'en huitième position chez les sympathisants RN³.

Fig. 2. La préoccupation environnementale selon la préférence partisane

Q. Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus : « L'environnement »
Q. De quel parti ou mouvement politique vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?

FRANCE
Base : À tous

	2020	2021	2022
La France insoumise	52 %	50 %	57 %
Europe Écologie Les Verts	79 %	81 %	72 %
Parti socialiste	46 %	56 %	54 %
La République en marche (devenue Renaissance)	51 %	58 %	55 %
Les Républicains	25 %	35 %	47 %
Rassemblement national (ex-Front national)	40 %	35 %	40 %
Sans proximité partisane	47 %	50 %	50 %

2. Voir dans cet ouvrage le chapitre d'Olivier Galland « Y a-t-il une "génération climat" mondiale ? », p. 82.

3. Voir dans cet ouvrage le chapitre de Jérôme Jaffré « La perception du changement climatique et les clivages partisans », p. 74.

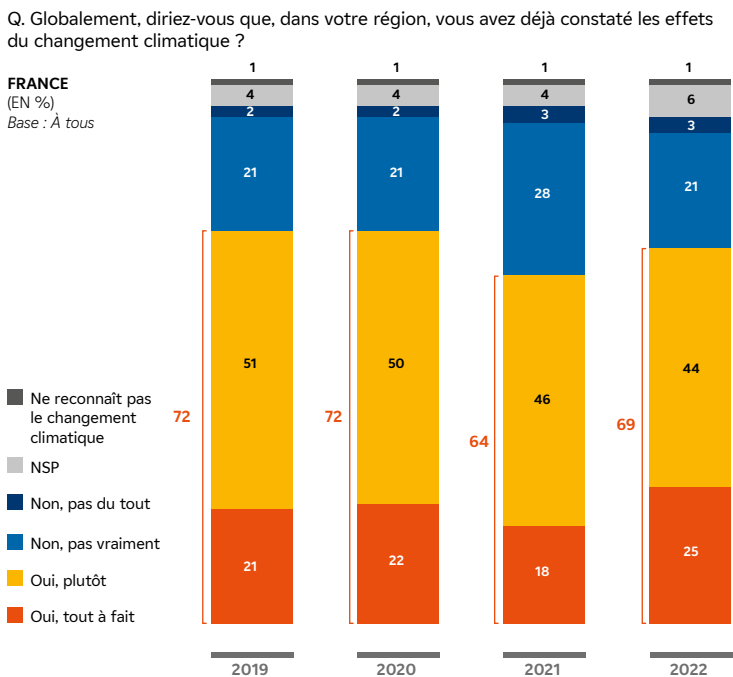
Au total, l'urgence environnementale continue d'être perçue comme prioritaire pour une majorité de Français, même si l'urgence liée au coût de la vie gagne en importance et prédomine dans le contexte actuel.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, UNE RÉALITÉ À LAQUELLE LES FRANÇAIS S'HABITUENT

L'impression d'être confronté aux effets du changement climatique remonte cette année, après une baisse en 2021 (Fig. 3). À l'issue d'un été marqué par des événements climatiques exceptionnels (vagues de chaleur, orages dévastateurs en Corse, incendies dans le Sud-Ouest...), les Français sont nombreux et plus nombreux qu'avant à déclarer avoir ressenti le dérèglement climatique : 55 %⁴ (+ 8 points par rapport à l'an dernier) citent les fortes chaleurs, 43 % (+ 15 points) la sécheresse et 35 % (+ 13 points) l'assèchement des cours d'eau et des lacs. Le dérèglement des saisons, qui touche 32 % des Français, est en revanche moins relevé qu'en 2021 (- 9 points).

Globalement, l'impression pour les Français d'être confrontés aux effets du changement climatique dans leur région reste forte et concerne près de sept Français sur dix, un résultat toutefois légèrement plus faible qu'en 2019 ou 2020 (72 %). Un Français sur quatre déclare être « tout à fait » impacté par le changement climatique dans sa région, un chiffre en légère progression (+ 4 points depuis 2019). Il n'y a donc pas de lien clair et mécanique entre la multiplication des phénomènes liés au dérèglement climatique et un ressenti qui irait en s'accroissant et se doublerait d'une inquiétude toujours plus forte. Tout se passe plutôt comme si l'opinion publique commençait à intégrer, sans les nier, ces phénomènes, et à se comporter comme la grenouille dans une casserole d'eau froide que l'on réchaufferait petit à petit : elle s'y habitue. De fait, les effets du changement climatique sont avant tout et davantage soulignés par les catégories d'emblée les plus préoccupées par l'environnement (cadres, jeunes, sympathisants de gauche et écologistes), plutôt que par la population dans son ensemble.

Fig. 3. Les effets constatés du changement climatique dans sa région



L'INQUIÉTUDE SUSCITÉE PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE BAISSÉ ET SES CONSÉQUENCES SONT JUGÉES EN PARTIE POSITIVES

Si les conséquences du changement climatique sont principalement négatives pour la majorité des Français, la proportion de ceux qui y voient également ou exclusivement des conséquences positives progresse (35 %, + 4 points).

À noter que les conséquences négatives sont davantage ressenties dans le Sud-Est (56 %, contre 51 % en moyenne) et moins dans le Nord-Est (44 %). La France, soumise selon les régions à des climats différents, met en exergue les perceptions contrastées soulignées au niveau mondial (conséquences négatives moins ressenties dans les pays nordiques que dans ceux du Sud). Cette attitude est d'un certain point de vue parfaitement rationnelle, mais elle

4. La question « Là où vous habitez, avez-vous subi ces dernières années les conséquences de désordres climatiques parmi la liste suivante ? » (B6B) a été posée à ceux qui ont déjà constaté les effets du changement climatique dans leur région (B7), puis elle a été recalculée sur base ensemble.

montre aussi que le changement climatique n'est pas démonisé comme le signe avant-coureur d'une catastrophe à venir, et qu'on peut le relativiser, voire y déceler des aspects positifs.

Dans le même esprit, les Français sont toujours majoritairement inquiets vis-à-vis du changement climatique, mais beaucoup moins qu'en 2021 (64 %, - 6 points). Interrogés sur les différents sentiments positifs ou négatifs - optimisme, confiance, colère... - qu'il leur inspire, les sentiments positifs sont au total davantage cités que l'an dernier (+ 5 points) et les négatifs moins cités (- 3 points).

Deux logiques semblent donc se combiner : d'une part, avec la répétition des événements climatiques extrêmes, une forme de banalisation de ces événements et de leur signification. D'autre part, une focalisation sur des enjeux de vie quotidienne plus immédiats et intensément ressentis : le coût de la vie, de l'énergie, des denrées alimentaires. Ce dont témoigne la baisse de l'inquiétude plus marquée encore chez les catégories modestes et les moins de 35 ans que dans l'ensemble de la population (Fig. 4).

Fig. 4. Évolution du sentiment d'inquiétude face au changement climatique

Q. Personnellement, quand vous pensez au changement climatique, quel est votre état d'esprit ? Vous vous sentez : « **Inquiet** »

FRANCE
Base : À tous

	2021	2022
Ensemble	70 %	64 %
Âge		
16-24 ans	68 %	45 %
25-34 ans	76 %	66 %
35-44 ans	70 %	65 %
45-54 ans	71 %	66 %
55 ans et plus	68 %	66 %
Catégorie socioprofessionnelle		
Cadres	75 %	71 %
Professions intermédiaires / employés	68 %	64 %
Ouvriers	69 %	52 %
Inactifs, retraités	70 %	65 %
Niveau de revenus		
Bas revenus	69 %	61 %
Revenus moyens	67 %	68 %
Hauts revenus	73 %	66 %

La France comparée aux autres pays

France : 19 points d'écart entre cadres et ouvriers. 5 points d'écart entre bas revenus et hauts revenus.

Allemagne : 12 points d'écart entre cadres et ouvriers. 1 point d'écart entre bas revenus et hauts revenus.

Royaume-Uni : 13 points d'écart entre cadres et ouvriers. 2 points d'écart entre bas revenus et hauts revenus.

Espagne : 13 points d'écart entre cadres et ouvriers. 10 points d'écart entre bas revenus et hauts revenus.

CHANGEMENT CLIMATIQUE : UN PHÉNOMÈNE RAREMENT NIÉ MAIS DONT L'ORIGINE NE FAIT PAS CONSENSUS

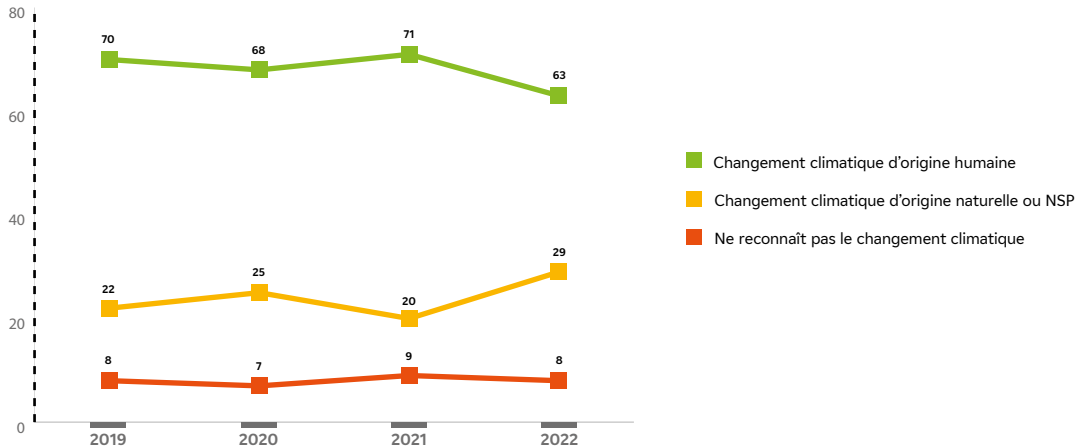
Si l'existence même du changement climatique n'est que peu remise en question (elle concerne moins d'un Français sur dix), il est cette année davantage perçu comme un phénomène naturel, et moins comme un phénomène lié à l'activité humaine : une mise à distance assez soudaine de l'origine anthropique du changement climatique par les Français, alors même que sa réalité tangible est davantage reconnue. La perception de l'origine du changement climatique était en effet stable entre 2019 et 2021, mais l'idée qu'il s'agirait d'un phénomène « principalement dû

à un phénomène naturel, comme la Terre en a toujours connu dans son histoire » progresse de 9 points (29 %) cette année (Fig. 5). À l'inverse, l'idée que le changement climatique est d'origine humaine perd 8 points (63 %).

Fig. 5. L'évolution du taux de climatoscepticisme en France

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

FRANCE
(EN %)
Base : À tous



Au sein des Français, on retrouve les différences déjà soulignées, avec d'un côté les catégories aisées, les sympathisants de gauche et les sympathisants LREM (depuis devenue Renaissance), davantage convaincus de l'origine humaine du phénomène (à plus de 70 %), et de l'autre les catégories modestes, les sympathisants de droite et ceux du RN (Rassemblement national), moins convaincus (à moins de 60 %). Les jeunes ne se révèlent pas moins climatosceptiques que les autres.

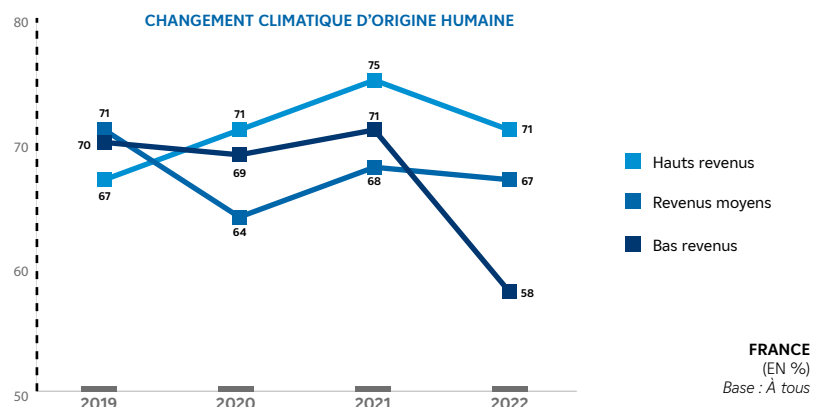
Cette dynamique, si elle se confirmait dans les années à venir, est évidemment redoutable, car elle vient frontalement s'opposer à l'idée qu'il faudrait modifier nos comportements. Au-delà de la concurrence entre sujets de préoccupation, elle peut sans doute s'expliquer par la difficulté pour les individus à raccorder deux phénomènes aux temporalités et apparences bien différentes : du côté de la cause, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté sur le long terme et de manière peu visible, alors que du côté des conséquences celles-ci apparaissent depuis quelques années seulement et de manière soudaine.

Par ailleurs, lors de la survenue d'événements climatiques extrêmes, c'est bien la nature que l'on voit se déchaîner, d'où probablement pour certains une mise à distance de l'idée d'un changement d'origine humaine au profit de l'idée d'un changement naturel.

Enfin, en constatant à quel point les évolutions diffèrent entre les milieux aisés et les catégories populaires (Fig. 6), on ne peut écarter non plus l'hypothèse que ces dernières commenceraient à être habitées par une contestation latente d'un diagnostic « venu d'en haut » qui leur intimait progressivement de vivre autrement (moins utilisation de la voiture, moins consommation de viande, etc.). Dans cette hypothèse, la mise à distance de l'origine anthropique du changement climatique ne relèverait pas seulement d'une tension entre pouvoir d'achat et environnement ou d'une habitude progressive à la répétition des phénomènes extrêmes, mais, comme on va le voir, d'un attachement plus marqué au mode de vie actuel.

Fig. 6. L'origine humaine du changement climatique : évolutions selon le niveau de revenus

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

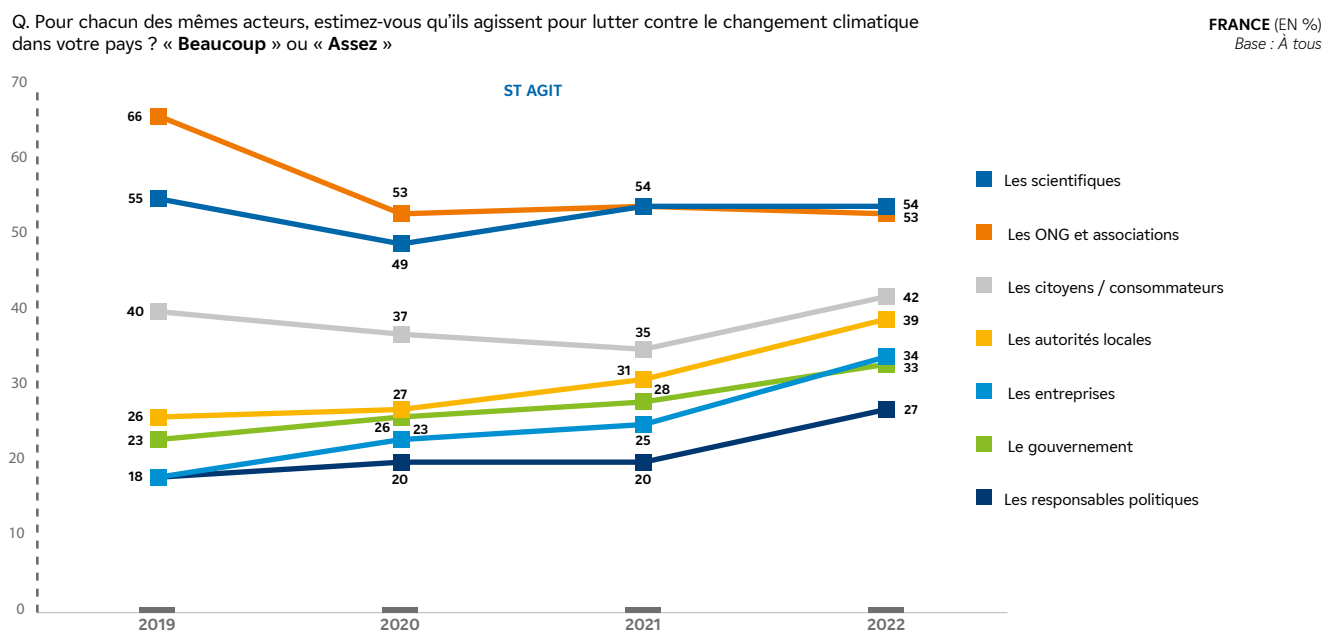


FRANCE
(EN %)
Base : À tous

CRITIQUES FACE AUX POUVOIRS PUBLICS, LES FRANÇAIS SONT EUX-MÊMES MOINS ENCLINS À AGIR

Parmi les acteurs qui agissent pour lutter contre le changement climatique, les entreprises, le gouvernement et les responsables politiques sont perçus par les Français comme les moins actifs : respectivement 34 %, 33 % et 27 % seulement des Français estiment qu'ils agissent, dont un peu plus de 10 % qu'ils agissent « beaucoup » (Fig. 7). En revanche, les autres catégories et par exemple les citoyens consommateurs sont bien mieux notés (42 %), même si ce niveau reste faible. Certes, selon les Français, la mobilisation des pouvoirs publics progresse notablement dans le temps, mais le niveau atteint est loin de les satisfaire.

Fig. 7. Les acteurs qui luttent contre le changement climatique selon les Français



La conséquence en est que les Français se reposent davantage sur les acteurs politiques et économiques que sur eux-mêmes et les citoyens pour agir contre le changement climatique, confirmant là encore un mécanisme de mise à distance venant s'ajouter à une forme de relativisation du phénomène, de ses causes et de sa dangerosité. 66 % d'entre eux estiment aujourd'hui que c'est avant tout au gouvernement et 52 % aux entreprises d'agir pour lutter contre le changement climatique, devant les citoyens (49 %). S'agissant de ces derniers, le résultat est en baisse de 12 points par rapport à 2021.

Dans le même esprit, si l'idée que le changement climatique sera limité par un changement de mode de vie reste majoritaire (57 %), ce résultat est en baisse de 4 points par rapport à 2021 et de 7 points par rapport à 2019, les Français se reposant plus qu'avant (22 %, + 3 points) sur l'espoir que les innovations scientifiques seront la solution et les dispenseront d'agir par eux-mêmes.

Cette baisse est observée dans toutes les catégories sociales, à l'exception des cadres. Les ouvriers et les plus jeunes (moins de 25 ans) sont nettement en retrait sur cette question : 45 % d'entre eux adhèrent à l'idée d'un changement de mode de vie (contre 57 % pour l'ensemble de la population), et 36 % des plus jeunes et 31 % des ouvriers ont confiance dans la technologie pour trouver une solution (contre 22 % pour l'ensemble de la population).

Enfin, le sentiment d'information sur ce qu'il faut faire à un niveau personnel pour lutter contre le changement climatique tend à progresser (63 %, + 7 points depuis 2019) mais reste très bas : seuls 14 % des Français déclarent savoir « tout à fait » quoi faire à leur niveau pour lutter contre le changement climatique (+ 4 points depuis 2019). On peut en tirer deux conclusions : d'une part, c'est moins parce qu'ils ne savent pas que parce qu'ils ne veulent pas (ou moins qu'avant) que les choses évoluent peu. D'autre part et malgré tout, il existe toujours un besoin de pédagogie et d'explications concrètes sur un phénomène aussi complexe que le changement climatique, afin que les Français comprennent bien son origine humaine et les comportements qui ont véritablement de l'impact sur le phénomène.

DES COMPORTEMENTS ÉCOLOGIQUES QUI N'ÉVOLUENT PAS

Les changements de comportement sont peu importants depuis la création de l'enquête il y a quatre ans : l'utilisation d'énergies renouvelables pour se chauffer ou produire de l'électricité (18 %), l'utilisation du vélo (14 %) ou encore l'achat de produits d'occasion plutôt que neufs (26 %) progressent de 4 à 6 points seulement. Des gestes vertueux pour l'environnement mais, tout le laisse à penser, avant tout initiés dans un objectif économique. Parmi les Français déclarant faire des efforts pour limiter leur consommation d'énergie, 62 % disent le faire pour réduire leur facture et seuls 22 % pour lutter contre le changement climatique (14 % pour éviter la pénurie d'énergie). À l'inverse, le renoncement à des produits fabriqués dans des pays lointains baisse (27 %, - 4 points vs 2019), et la limitation de la consommation de viande (dont on connaît l'impact carbone) est en revanche stable depuis 2019.

En matière de comportements, les plus jeunes ne se montrent pas plus vertueux que leurs aînés et même plutôt moins (à l'exception de l'utilisation des transports en commun et du recours à l'achat de seconde main).

Enfin, l'acceptabilité des mesures contraignantes reste faible. Les mesures consistant à taxer les individus ou touchant les déplacements en voiture suscitent le rejet des Français : péages urbains (28 % seulement les jugent acceptables), limitation des centres-villes aux voitures électriques ou hybrides (39 %), interdiction des voitures neuves au diesel d'ici quinze ans (41 %), taxe sur les déchets (43 %), surcoût des énergies fossiles (38 %) sont très majoritairement rejetés. Les mesures liées à la limitation de la voiture ou à la taxation des produits pétroliers sont celles qui provoquent le rejet le plus fort des Français, avec un quart d'entre eux ou plus ne les acceptant « pas du tout ».

Seules deux mesures sur les 14 testées - le recours plus massif aux panneaux solaires et l'interdiction des vols courts quand une alternative en train existe - recueillent l'adhésion d'au moins trois Français sur quatre.

Enfin, deux mesures sont acceptées par les deux tiers des Français : l'obligation pour les propriétaires d'isoler leur logement (67 %) et le remplacement des centrales au charbon ou au fioul par des centrales nucléaires (69 %, + 14 points par rapport à 2019).

La construction d'éoliennes divise les Français, qu'elles soient offshore (59 %, - 6 points vs 2021) ou terrestres (54 %, - 3 points).

CONCLUSION

Au terme de cette quatrième édition de l'Obs'COP, il apparaît que la multiplication des événements extrêmes et l'amplification du changement climatique ne conduisent pas à une conscience accrue du phénomène et à des comportements plus vertueux. Tout au contraire, les Français semblent se rapprocher de la grenouille dans une casserole d'eau qui s'habitue à un phénomène de réchauffement progressif jusqu'à en mourir : progression de l'idée d'un phénomène naturel que la Terre a déjà connu, euphémisation et baisse de l'inquiétude sur ses conséquences, voire augmentation du niveau de ceux qui y voient des aspects positifs, mise à distance des responsabilités au profit d'efforts à faire de la part du gouvernement et des entreprises davantage que des citoyens eux-mêmes, croyance en hausse que la technologie permettra de trouver des solutions, attachement à un modèle de société et refus fort de toute mesure coercitive, les freins sont nombreux. La période est cependant marquée par l'intensité de la problématique du pouvoir d'achat et des difficultés accrues pour les foyers les plus modestes, pouvant en partie, mais en partie seulement, expliquer une telle évolution et permettre, à terme, un retour à des jugements différents. ■



FRANCE



POPULATION



65,6
millions
d'habitants (2022)



83,1 ans
d'espérance de vie moyenne (2022)

ÉCONOMIE



7 %
de croissance
annuelle du PIB (2021)



43 519 \$
de PIB par habitant (2021)



7,3 %
de chômage (2022)



5,8 %
d'inflation annuelle (2021-2022)

SÉCURITÉ



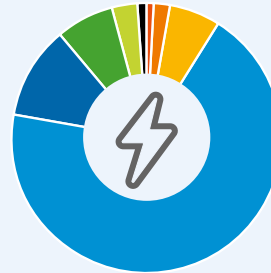
29 d'indice
de corruption (2021)
Sur une échelle de 0 (corruption faible)
à 100 (corruption élevée)

ALIMENTATION



N/A kg
de viande consommée
par an et par habitant
vs 35 kg au niveau mondial
(projections 2020-2029)

MIX ÉLECTRIQUE



- Charbon 1 %
- Pétrole 2 %
- Gaz 6 %
- Nucléaire 69 %
- Hydraulique 11 %
- Éolien 7 %
- Solaire 3 %
- Autres EnR 1 %

(2021)

CLIMAT



4,6 t
de CO₂ par habitant
vs 4,5 t au niveau mondial
(2018)



85
catastrophes climatiques (2000-2019)
Inondations, tempêtes, sécheresse,
températures extrêmes, feux, etc.



203
décès pour 1 million
d'habitants liés à la pollution
de l'air
vs 537 décès en moyenne au niveau mondial
(2017-2019)

TRANSPORT



478
automobiles pour
1 000 habitants (2015)



9,8 %
de véhicules électriques
particuliers dans les nouvelles
immatriculations (2021)

Sources : Ined, OCDE, Banque mondiale, Transparency International, AIE, ONU, Statista, université d'Oxford, Trading Economics



Enseigne du bureau régional d'Eskom à Braamfontein, Johannesburg, pendant un délestage. Afrique du Sud, janvier 2023.

© AFP

Afrique du Sud : les défis de la transition énergétique

■ Samadia Sadouni – *Sciences Po Lyon*

L'Afrique du Sud, puissance de l'Afrique australe et deuxième puissance économique du continent africain en termes de PIB, a une population d'environ 60 millions d'habitants et connaît un taux de croissance à hauteur de 4,9 %. Malgré ces indicateurs positifs d'une puissance dite « moyenne », l'indice de Gini du pays demeure le plus élevé parmi les 30 interrogés dans le cadre de cette étude Obs'COP 2022. Depuis ces dix dernières années, il est en effet estimé à 65, ce qui traduit une inégalité importante entre ses habitants puisque le niveau maximal est représenté par le nombre 100. La question des inégalités en Afrique du Sud post-apartheid ne peut donc qu'être au centre de l'analyse socioéconomique et politique de cette puissance africaine, nouvellement démocratique depuis la victoire électorale de Nelson Mandela à la présidence du pays en 1994.

L'EMPLOI EN CONTEXTE POST-APARTHEID

Les Sud-Africains portent un regard assez défavorable sur l'action économique des différents gouvernements qui se sont succédé depuis sous la direction du Congrès national africain (ANC). Le taux de chômage en Afrique du Sud est aujourd'hui de 34,5 % et est particulièrement élevé (42 %) pour les personnes âgées de 25 à 34 ans¹. Il faut aussi considérer que les revenus perçus par une catégorie de la population active ne lui permettent pas de vivre décemment. Un phénomène qui est accentué avec le contexte présent de l'inflation. De fait, les questions liées à l'emploi et au marché du travail doivent inclure non seulement le taux de chômage mais aussi le sous-emploi qui touche les populations les plus défavorisées et issues des zones périphériques des grandes villes (les *townships*) et rurales. Ces dernières ainsi que les anciennes entités territoriales autonomes (*bantoustans*), foyers nationaux réservés aux Noirs, sont particulièrement marquées par l'héritage de l'apartheid, qui avait institué la ségrégation et la discrimination.

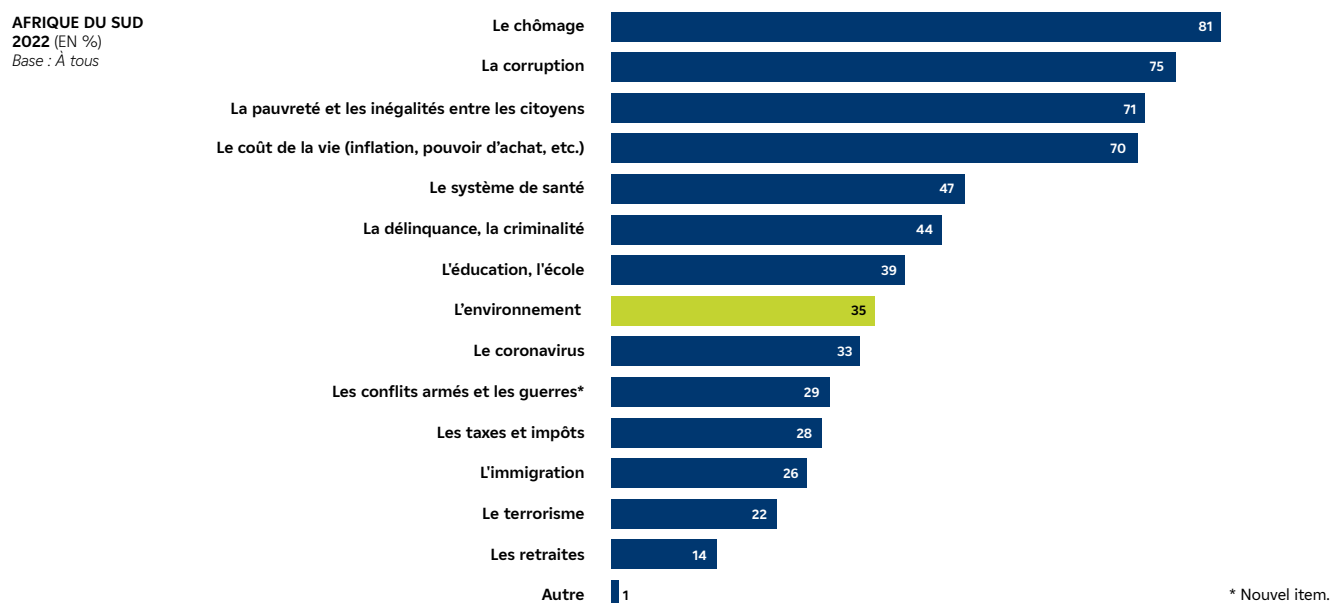
1. « South Africa's youth continues to bear the burden of unemployment », *Statssa*. 1^{er} juin 2022. En ligne : <<https://www.statssa.gov.za/?p=15407>>

Face à cette situation de l'emploi dans le pays, le plus grand nombre des Sud-Africains partage le sentiment d'une désillusion à l'égard de la démocratie, qui n'aurait pas permis la fin des inégalités sociales exacerbées, entre autres, par la crise énergétique. La production de l'électricité repose toujours très largement sur l'exploitation du charbon, qui a par ailleurs fait l'objet, dans le pacte de Glasgow, issu de la COP26 de 2021, d'un appel à réduire son utilisation. Avec les nouvelles restructurations économiques en contexte démocratique, une crise énergétique va progressivement s'installer dans le pays, car les infrastructures de production et de distribution de l'électricité ne seront pas en mesure de répondre à une demande croissante ni d'accompagner le développement économique. C'est au cours du second mandat présidentiel de Thabo Mbeki en 2007 que les coupures de courant par l'entreprise publique Eskom, en charge des centrales électriques au charbon, vont rythmer la vie quotidienne des Sud-Africains et toucher plus particulièrement les chômeurs. Les responsables politiques avaient considéré, à l'époque, que ces coupures devaient être comprises comme le signe d'une croissance économique positive pour le pays, alors que certains experts avaient regretté non seulement le peu d'anticipation de la part du gouvernement pour l'amélioration du parc des centrales électriques² mais aussi les affaires de corruption ayant impliqué Eskom. Au final, l'Afrique du Sud, qui aujourd'hui tire 84 % de son électricité du charbon, traverse, depuis ces quinze dernières années, et de manière continue, une crise de l'énergie. Cette dernière est marquée par des délestages qui évitent, certes, l'effondrement du réseau mais ralentissent en même temps l'activité économique du pays, et dont les conséquences touchent durement les plus vulnérables parmi la population noire sud-africaine.

Probablement en raison de ce contexte post-apartheid et de la situation énergétique impactant l'économie du pays, l'environnement ne fait pas partie des cinq premières préoccupations des Sud-Africains (Fig. 1). Ce sont plutôt le chômage (81 % avec une augmentation de 2 points), la corruption (75 %, augmentation de 1 point), la pauvreté et les inégalités (71 %, augmentation de 1 point) qui inquiètent davantage la majorité de la population et avec les taux les plus élevés parmi les 30 pays interrogés.

Fig. 1. Les sujets de préoccupation des Sud-Africains

Q. Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ? (plusieurs réponses possibles)



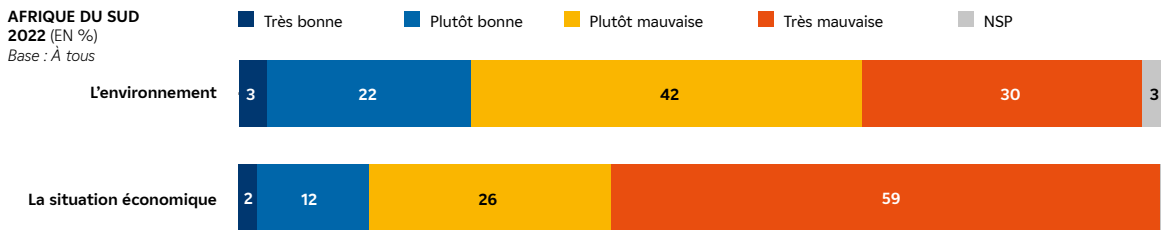
En revanche, la question environnementale liée aux enjeux de la production énergétique est un sujet qui préoccupe les Sud-Africains. Tout d'abord pour des questions d'emploi, car il ne faut pas oublier que l'industrie minière a participé à l'essor de l'économie de l'Afrique du Sud et de ses villes, comme celle de Johannesburg, et ce dès la fin du XIX^e siècle. Bien que les Sud-Africains estiment dans une grande majorité que la situation de l'environnement dans leur pays est mauvaise et qu'elle s'est dégradée en l'espace d'un an (Fig. 2), leurs préoccupations concernant l'environnement demeurent stables depuis l'an dernier. Le diagnostic de la situation économique est, en revanche, bien plus net puisqu'ils considèrent à 59 % qu'elle est très mauvaise, derrière le Nigeria (61 %). Le Nigeria et

2. SOKOPO Asa. « Mbeki apologises for SA power cuts », *IOL*. 12 décembre 2007.
En ligne : <<https://www.iol.co.za/news/politics/mbeki-apologises-for-sa-power-cuts-382421>>

l’Afrique du Sud, deux puissances économiques du continent africain, représentent, parmi les 30 pays interrogés, les deux premiers pays dont les habitants estiment en majorité que leur économie est fragile et vulnérable.

Fig. 2. L’opinion des Sud-Africains sur la situation environnementale et économique de leur pays

Q. Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si la situation dans votre pays vous paraît :



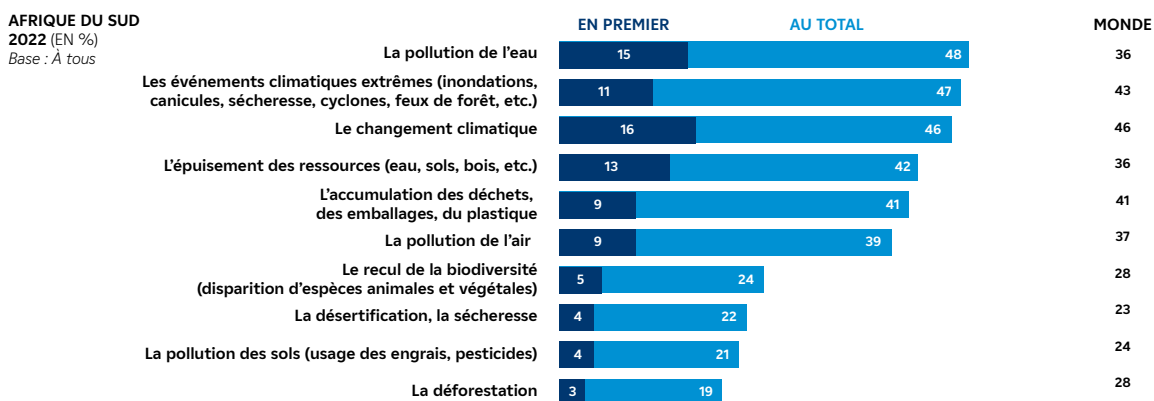
VULNÉRABILITÉ, CHANGEMENTS DE MODES DE VIE ET DE PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE

■ Vulnérabilité au changement climatique

Dans les questions concernant l’environnement, c’est le changement climatique, plus précisément, qui inquiète la majorité des Sud-Africains (Fig. 3). Ces derniers sont de plus en plus témoins d’événements climatiques extrêmes et en sont davantage préoccupés par rapport à 2021, une augmentation de 17 points qui représente la progression la plus forte constatée dans l’ensemble des pays étudiés. L’Afrique du Sud possède un vaste espace maritime puisqu’elle se trouve à la pointe du continent africain. Ses côtes maritimes longent non seulement l’océan Atlantique mais aussi l’océan Indien, avec un environnement climatique différent selon les provinces du pays. Bien que l’Afrique du Sud fasse partie des 20 premiers pays dans le monde les plus riches en biodiversité, ce n’est pas le sujet qui préoccupe le plus sa population, mais plutôt la pollution de l’eau, les épisodes de sécheresse et de catastrophes naturelles à grande échelle qui ont eu lieu ces dix dernières années. En avril 2022, la province du KwaZulu-Natal, où se trouve la ville portuaire de Durban, ainsi que le Cap oriental ont été, par exemple, frappés par des inondations et des tempêtes de pluie importantes faisant plus de 300 morts, et plus de 40 000 personnes ont été contraintes de quitter leur domicile. Un état de catastrophe nationale avait notamment été déclaré, le 18 avril dernier, par le chef de l’État, Cyril Ramaphosa³.

Fig. 3. Les préoccupations environnementales des Sud-Africains

Q. Quels sont, parmi la liste suivante, les problèmes liés à l’environnement que vous jugez les plus préoccupants dans votre pays ? (quatre réponses possibles)



3. « South Africa: Floods and landslides », United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. Avril 2022. En ligne : <<https://reliefweb.int/disaster/fl-2022-000201-zaf>>

■ Changement des modes de vie

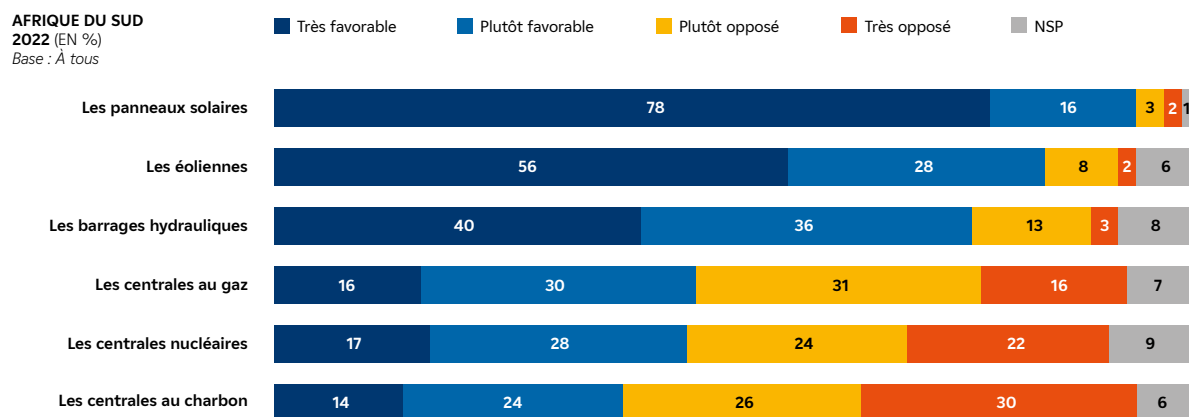
Même si le taux de climatoscepticisme en Afrique du Sud a augmenté de 2 points en un an pour atteindre 36 % en 2022, les Sud-Africains considèrent toujours en majorité (58 %, avec une augmentation de 3 points depuis 2021) que la modification des modes de vie représente néanmoins la solution à l'atténuation du réchauffement climatique, tout en continuant à estimer que la priorité devrait être donnée à la croissance économique et à l'emploi en dépit des conséquences néfastes pour l'environnement. Toutefois, comme pour les autres pays interrogés, les efforts ont reculé, et on peut l'observer à travers la consommation de viande, qui influence la production de l'industrie alimentaire. L'agriculture et l'élevage, étant des secteurs économiques importants pour l'emploi des Sud-Africains tout en représentant moins de 3 % du PIB du pays, sont aussi liés aux modes de vie et alimentaires des habitants. Ces derniers ne sont pas prêts à consommer moins de viande, comme l'indique le pourcentage de 50 %, stable depuis l'an dernier.

■ Production d'énergie

En ce qui concerne la production d'électricité, l'Afrique du Sud est le pays le plus dépendant du charbon parmi les 30 pays étudiés (84 % de son mix électrique⁴). C'est ce qui peut expliquer qu'une partie importante de sa population (38 %) soutienne encore cette énergie, condition de l'approvisionnement en électricité (Fig. 4), mais dans des proportions qui ne sont tout de même pas celles de la Chine ou de l'Inde, pour prendre l'exemple d'autres pays très dépendants de cette énergie (plus de 50 % de soutien dans ces pays)⁵.

Fig. 4. Le soutien des Sud-Africains aux différents modes de production d'électricité

Q. Pour produire l'électricité dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre pays, êtes-vous favorable ou opposé à chacun des modes de production suivants ?



On observe d'ailleurs une grande ouverture à une transition énergétique du charbon vers le gaz, mais aussi vers l'énergie nucléaire (5 % de son mix électrique), présente en Afrique du Sud depuis 1984 via la centrale de Koeberg, située près de la ville du Cap (et seule centrale nucléaire sur le continent africain). L'Afrique du Sud est le cinquième pays le plus favorable à un remplacement de ses centrales fossiles par des centrales nucléaires : 74 % y sont favorables, dont 40 % très favorables (Fig. 5). Un résultat qui participe à conforter le gouvernement dans sa poursuite de construction de nouvelles centrales, alors qu'il y a quelques années des organisations environnementales avaient réussi à freiner ce projet pour des raisons de légalité⁶.

Les Sud-Africains pensent à 47 % (11 points de plus que la moyenne globale) que l'impact de la priorité à l'environnement sur l'emploi permettrait de créer plus d'emplois dans le pays que cela n'en détruirait. Cependant, la perception favorable de l'action du pays dans la lutte contre le changement climatique demeure faible, car seulement 17 % de la population pense que le pays fait partie de ceux qui font le plus d'efforts pour lutter contre le changement climatique. À cela, il convient d'ajouter que 9 % des Sud-Africains ne se sont pas exprimés, ce

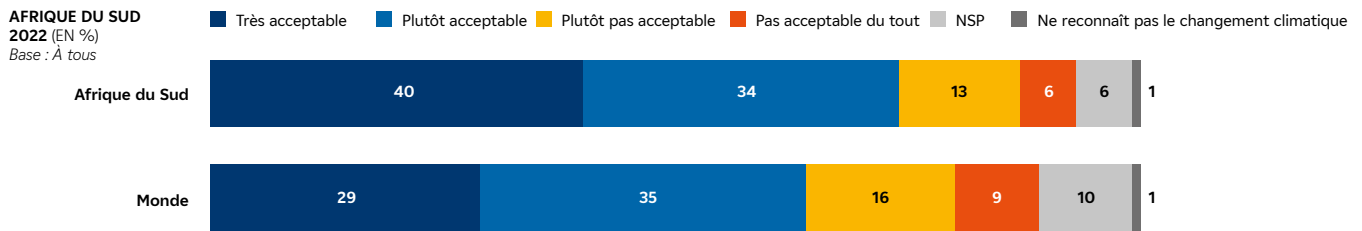
4. Voir à ce propos la figure sur le mix électrique sud-africain, à la fin de ce chapitre p. 149.

5. Voir dans cet ouvrage le chapitre de Didier Witkowski « Énergies fossiles : en sortir ou pas ? », p. 126.

6. Cela a été le cas en 2017 avec la décision de la plus haute juridiction du Cap occidental (Western Cape High Court) annulant les accords de l'État sud-africain avec la Russie, les États-Unis et la Corée du Sud pour la construction de huit centrales nucléaires. « South Africa's nuclear deals unlawful, court rules », *BBC News*. 26 avril 2017. En ligne : <<https://www.bbc.com/news/world-africa-39717401>>

Fig. 5. L'opinion sur le remplacement des centrales au charbon ou au fioul par des centrales nucléaires

Q. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît acceptable ou pas acceptable : « Remplacer les centrales au charbon ou au fioul par des centrales nucléaires »



qui pourrait illustrer l'expression d'une défiance et d'une forme de pessimisme à l'égard de la gouvernance environnementale et climatique par la majorité de la population. Ils considèrent, en revanche, nécessaire une action gouvernementale en faveur du développement des énergies renouvelables, qui représentent seulement 8 % de la production d'électricité dans le pays et qui font partie du Plan national de développement 2030 (*National Development Plan 2030*), visant, entre autres, la diminution de l'utilisation du charbon. Les énergies renouvelables s'inscriront certainement dans le cadre de partenariats régionaux et internationaux, comme c'est le cas aujourd'hui pour la distribution de l'électricité produite à partir du charbon. En effet, l'Afrique du Sud vend mais aussi achète son électricité au sein de sa région d'Afrique australe. Sa production d'électricité sert également les populations des pays limitrophes (Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie, Eswatini, Zimbabwe). La coopération interafricaine pour la production et la distribution futures d'électricité à partir d'énergies renouvelables – dont, par exemple, l'hydroélectricité grâce au potentiel du fleuve Congo en République démocratique du Congo (RDC) –, demeure un enjeu majeur dans la gouvernance environnementale du continent auquel la puissance sud-africaine n'échappera pas. C'est toujours dans le cadre de la coopération internationale et de l'investissement économique que l'Afrique du Sud a pu bénéficier d'un « partenariat pour une transition énergétique juste » (*Just Energy Transition Partnership, JETP*)⁷ qui engage le Royaume-Uni, les États-Unis, la France, l'Allemagne et l'Union européenne. Cette aide d'un montant de 8,5 milliards de dollars, obtenue lors de la COP26, a pour objectif de contribuer à décarboner sa production d'électricité.

CONCLUSION

L'Afrique du Sud, qui représente une nouvelle démocratie dans le continent africain depuis près de 30 ans, est traversée par différents défis socioéconomiques et environnementaux entremêlés et hérités en grande partie de l'apartheid. Sa situation géographique, sa démographie, sa puissance économique en lien, entre autres, avec ses relations historiques avec l'Europe mais aussi avec l'espace indiano-océanique l'intègrent dans le classement des pays émergents et des différents forums intergouvernementaux tels que les G20 et Brics. Malgré les avancées économiques et diplomatiques du pays, sa population demeure inquiète devant les inégalités sociales qui n'ont pas été réduites et risquent de freiner l'investissement individuel, collectif et industriel dans l'atténuation du réchauffement climatique. ■

7. « Joint statement: South Africa just energy transition investment plan », *European Commission*, 7 novembre 2022. En ligne : <https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/STATEMENT_22_6664>



AFRIQUE DU SUD



POPULATION



60,7
millions
d'habitants (2022)



64,8 ans
d'espérance de vie moyenne (2022)

ÉCONOMIE



4,9 %
de croissance
annuelle du PIB (2021)



6 994 \$
de PIB par habitant (2021)



34,5 %
de chômage (2022)



6,5 %
d'inflation annuelle (2021-2022)

SÉCURITÉ



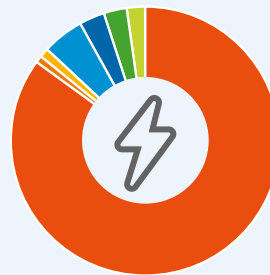
56 d'indice
de corruption (2021)
Sur une échelle de 0 (corruption faible)
à 100 (corruption élevée)

ALIMENTATION



57,5 kg
de viande consommée
par an et par habitant
vs 35 kg au niveau mondial
(projections 2020-2029)

MIX ÉLECTRIQUE



- Charbon 85%
- Pétrole 1%
- Gaz 1%
- Nucléaire 5%
- Hydraulique 3%
- Éolien 3%
- Solaire 2%
- Autres EnR 0%

(2021)

CLIMAT



7,5 t
de CO₂ par habitant
vs 4,5 t au niveau mondial
(2018)



56
catastrophes climatiques (2000-2019)
Inondations, tempêtes, sécheresse,
températures extrêmes, feux, etc.



423
décès pour 1 million
d'habitants liés à la pollution
de l'air
vs 537 décès en moyenne au niveau mondial
(2017-2019)

TRANSPORT



174
automobiles pour
1 000 habitants (2015)



0,05 %
de véhicules électriques
particuliers dans les nouvelles
immatriculations (2021)

Sources : Ined, OCDE, Banque mondiale, Transparency International, AIE, ONU, Statista, université d'Oxford, Trading Economics



Zone déboisée de la forêt amazonienne dans l'État d'Amazonas. Brésil, septembre 2022.

Brésil : entre inquiétudes environnementales et transition politique

■ Pedro Roberto Jacobi, Marcos Tavares – *Institut de l'énergie et de l'environnement, université de São Paulo*

Le Brésil a joué un rôle prépondérant dans la lutte mondiale pour le climat. Toujours à l'avant-garde des négociations internationales et de la composition du programme pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que pour l'atténuation et l'adaptation en matière d'événements climatiques extrêmes, le pays a vu son attitude proactive diminuer avec l'élection du gouvernement Bolsonaro. En raison de l'importance de la biodiversité du pays et de son impact sur le climat à l'échelle de la planète, les administrations fédérales brésiliennes ont toujours adopté une conduite conforme à la pensée scientifique mondiale concernant les enjeux climatiques, ainsi qu'au discours politique international de préservation de l'environnement. Cependant, des discours négatifs accompagnés de mesures, d'actions et de politiques publiques graves contre l'urgence climatique ont fait apparaître un décalage dans ce domaine. L'image et les performances du pays, notamment lors des COP à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, n'ont cessé de se dégrader.

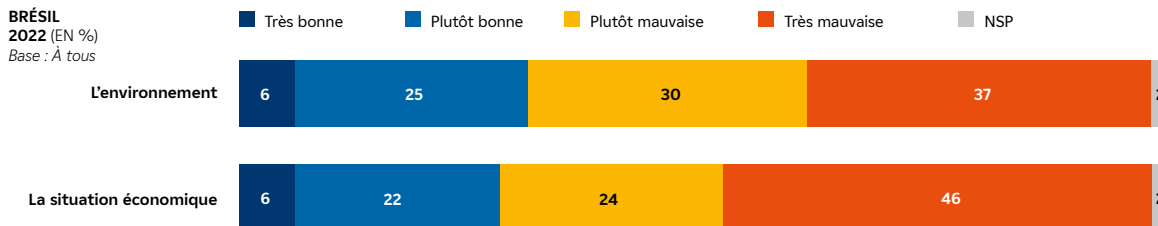
Avec l'élection du nouveau gouvernement fédéral, sous la présidence de Luiz Inácio Lula da Silva, le Brésil montre à nouveau des signes d'alignement sur la question environnementale. Dès son discours d'investiture, le président a déclaré son engagement à lutter contre le changement climatique. Depuis, il a participé à la COP27, en Égypte, avec l'intention de rapprocher son pays de la ligne du plan mondial pour le climat et de travailler à la préservation de la forêt amazonienne. Premières marques de cette nouvelle attitude : le regain d'intérêt des Brésiliens pour le climat, et le retrait du discours de déni et de scepticisme climatique des programmes politiques du pays.

CHANGEMENT CLIMATIQUE : ÉTAT DES CONNAISSANCES ET DES PERCEPTIONS PARMIS LES POPULATIONS

La perception des Brésiliens concernant la question environnementale dans le pays est préoccupante. La majorité juge insatisfaisante la situation nationale sur ce plan. En effet, 67% des répondants l'estiment mauvaise (Fig. 1). Ces chiffres reflètent la crise environnementale que traverse le pays depuis quelques années.

Fig. 1. L'opinion des Brésiliens sur la situation environnementale et économique de leur pays

Q. Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si la situation dans votre pays vous paraît :



Cette vision pessimiste du traitement de l'environnement s'aligne sur la question économique, qui a toujours touché la population brésilienne. Les 70 % de désapprobation de la situation économique actuelle sont dus, entre autres, aux taux d'inflation élevés, qui - malgré la croissance de 4,6 % du PIB en 2021 - provoquent la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité. L'inflation s'est accrue de 11,8 % entre 2021 et 2022. En conséquence, le chômage, la pauvreté et les inégalités, ainsi que le coût de la vie, figurent en tête des préoccupations nationales, l'environnement n'arrivant qu'en huitième position (Fig. 2). Même si les Brésiliens déclarent un intérêt à faire primer l'environnement sur la croissance économique (58 % d'entre eux estiment que ce devrait être le cas), 57 % des répondants pensent que la croissance économique prendra le pas sur la dégradation de l'environnement.

Fig. 2. Les sujets de préoccupation des Brésiliens

Q. Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ? (plusieurs réponses possibles)



L'insatisfaction concernant le traitement de l'environnement par les autorités publiques est en rapport avec la grande préoccupation des Brésiliens quant à la question environnementale : 57 % d'entre eux attribuent à ce sujet une note supérieure à 8 sur une échelle de 0 à 10 (Fig. 3). Globalement, la population brésilienne est l'une des plus préoccupées par l'environnement sur la planète, avec une note moyenne de 8,3 (contre 7,6 à l'échelle globale).

Fig. 3. Le niveau de préoccupation des Brésiliens à propos de l'environnement

Q. Dans quelle mesure la situation de l'environnement vous préoccupe ou non ? La note 10 signifie que la situation de l'environnement vous préoccupe beaucoup, la note 0 qu'elle ne vous préoccupe pas du tout. Les notes intermédiaires vous permettent de nuancer votre jugement.

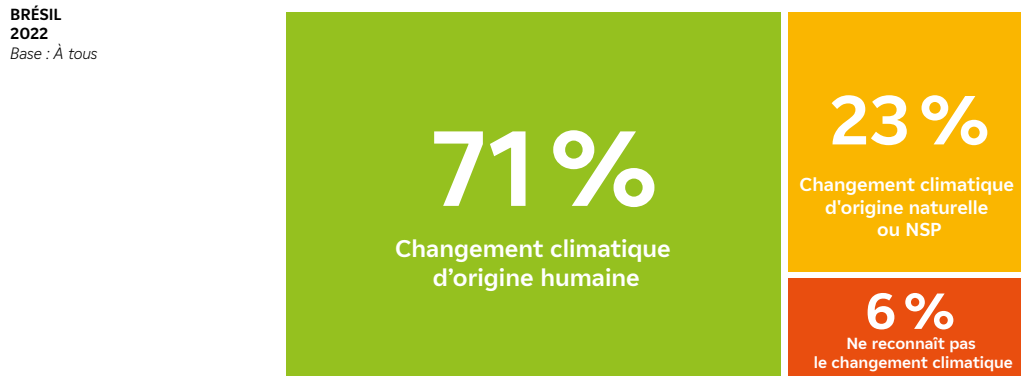


PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES

Bien que la majorité des répondants (71 %) pense que le changement climatique est lié aux activités humaines, ce chiffre a baissé de 7 points par rapport à l'année précédente (Fig. 4). Cela dénote une augmentation du nombre de sceptiques et de négateurs en matière de climat. Les perceptions des émissions se concentrent sur la déforestation, la production industrielle et le transport. En 2021, la déforestation amazonienne a atteint 13 038 km², triste record depuis 2006. Cela représente une hausse de 73 % par rapport à 2018, année qui a marqué le début de l'administration Bolsonaro. L'exploitation minière illicite en Amazonie a augmenté de 44 % en 2021, sans aucun signe de diminution au cours des premiers mois. Les populations autochtones et *quilombolas* en ont directement souffert ces dernières années, notamment sur le plan de la délimitation des terres.

Fig. 4. Le taux de climatoscepticisme au Brésil

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :



Dans un pays où l'agriculture figure parmi les principaux moteurs économiques et où la consommation de viande atteindra probablement 78 kg par habitant en 2029, ce secteur agricole est responsable de seulement 51 % du total des émissions de gaz à effet de serre. Au Brésil, la moyenne des émissions de CO₂ par habitant est de 2 tonnes, bien en dessous de la moyenne globale de 4,5 tonnes.

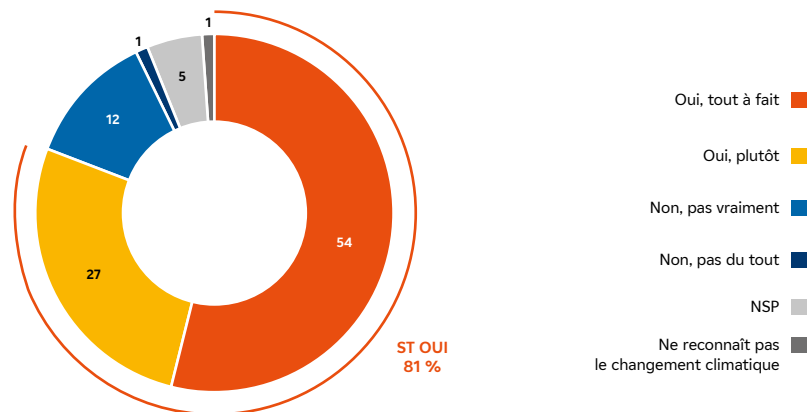
L'inquiétude des Brésiliens face au changement climatique est liée aux effets déjà ressentis par 81 % des personnes interrogées (Fig. 5). Au cours des derniers mois, différentes régions du Brésil ont connu des événements météorologiques extrêmes. Dus principalement à la concentration des précipitations dans le régime pluviométrique, ils ont causé des inondations, des glissements de terrain et des décès, surtout dans les couches les plus pauvres de la population. De 2000 à 2019, le pays a subi 91 catastrophes climatiques¹. En décembre 2021, de fortes pluies ont frappé le sud de l'État de Bahia et le nord de l'État de Minas Gerais, provoquant des inondations et des glissements de terrain. Selon les estimations, 160 villes auraient été touchées. Plus de 30 décès ont été confirmés. En janvier 2022, l'État de São Paulo a connu de fortes précipitations qui ont causé le décès de 27 personnes et le

déplacement de plus de 660 familles dans 11 villes. En février de la même année, la ville de Petrópolis, dans l'État de Rio de Janeiro, a subi des pluies torrentielles qui ont fait plus de 170 morts. C'est la plus grande tragédie de l'histoire de cette municipalité. En mai 2022, des précipitations ont touché la région métropolitaine de Recife, dans l'État de Pernambuco, tuant plus de 120 personnes.

Fig. 5. Les effets constatés du changement climatique dans sa région

Q. Globalement, diriez-vous que, dans votre région, vous avez déjà constaté les effets du changement climatique ?

BRÉSIL
2022 (EN %)
Base : À tous



En plus d'avoir remarqué les effets du changement climatique, les Brésiliens sont 61 % à en constater des conséquences principalement négatives (la moyenne globale étant de 55 %). La hausse des températures, le dérèglement des saisons et les tempêtes sont les perturbations climatiques les plus citées, les tempêtes affichant 20 points de plus par rapport à l'année précédente.

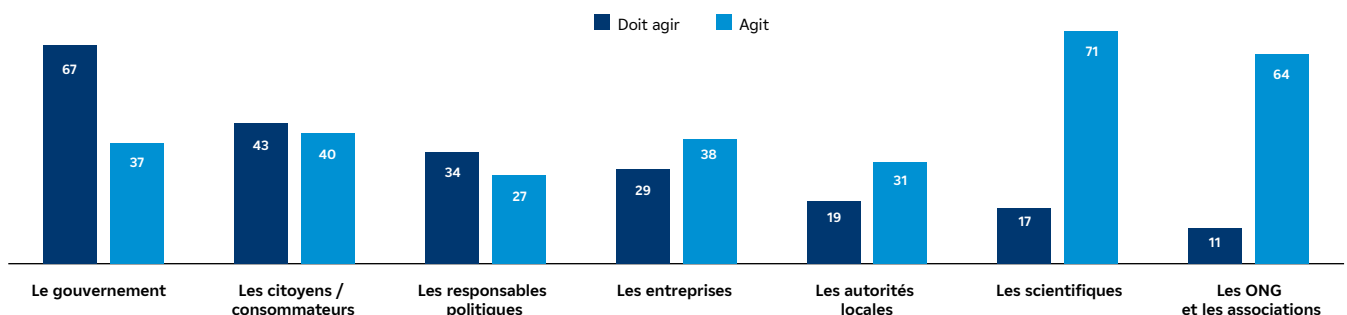
CHANGEMENT CLIMATIQUE : QUI DOIT AGIR EN PRIORITÉ ET POUR FAIRE QUOI ?

L'enquête Obs'COP révèle que la plupart des personnes interrogées au Brésil pensent que les scientifiques et les ONG (à respectivement 71 % et 64 %) sont ceux qui agissent le plus contre le changement climatique. Cependant, elles estiment que le gouvernement est une entité qui devrait agir, mais qui le fait encore peu (Fig. 6). La coalition brésilienne pour le climat, les forêts et l'agriculture - qui regroupe plus de 300 entités issues du secteur privé, de l'agroalimentaire, de la société civile et de la communauté scientifique - s'investit dans des actions qui font pression sur le gouvernement fédéral dans un double objectif : qu'il fixe des objectifs plus stricts en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et qu'il participe davantage aux COP.

Fig. 6. Les acteurs qui doivent agir contre le changement climatique et leur mobilisation perçue

Q. Selon vous, parmi la liste suivante, quels sont ceux qui doivent agir en priorité pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ? / Q. Et pour chacun des mêmes acteurs, estimez-vous qu'ils agissent pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ?

BRÉSIL
2022 (EN %)
Base : À tous



1. BLIND-KEMPINSKI Françoise et MOTTE-MOITROUX Louise. « Les catastrophes climatiques dans le monde en cartes », *Les Echos Planète*. 2020. En ligne : <<https://planete.lesechos.fr/enquetes/les-catastrophes-climatiques-dans-le-monde-en-cartes-8070/>>

Ces initiatives sont en accord avec l'opinion des 44 % de Brésiliens qui pensent que leur pays compte parmi ceux qui déploient le moins d'efforts pour lutter contre le changement climatique. Seuls 13 % des répondants estiment que leur pays figure parmi ceux qui font le plus d'efforts, ce qui est bien inférieur à la moyenne des 30 pays participants (25 %).

L'OPINION DES BRÉSILIENS SUR LES ACTIONS INDIVIDUELLES DE LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Du point de vue des actions individuelles, l'opinion des Brésiliens est conforme à l'avis général selon lequel le changement des habitudes de vie est à privilégier pour lutter contre le changement climatique : 55 % d'entre eux ont choisi cette option comme solution principale, bien que cette part ait diminué de 8 points par rapport à l'année précédente. Compter sur le progrès technologique et l'innovation scientifique est la deuxième option la plus citée (à 28 %, soit une hausse de 5 points depuis 2020).

À 71 %, les Brésiliens ont le sentiment de savoir ce qu'ils doivent faire personnellement pour lutter contre le changement climatique. Cependant, sur ce nombre, seuls 26 % pensent savoir absolument quoi faire. Les principales actions mentionnées sont : privilégier les légumes et les fruits de saison (74 %), trier les déchets (74 %), choisir des produits avec moins d'emballage (73 %) et prendre les transports en commun (73 %).

Au Brésil, 21,4 % de la population s'est déplacée en avion en 2020, et l'utilisation des voitures électriques n'atteignait encore que 0,02 % du parc automobile national en 2021. Le recours au transport ferroviaire dans les villes est principalement le fait de la population urbaine. Dans l'intérieur du pays, son utilisation est limitée au transport de marchandises, et le réseau de voies ferrées se trouve concentré dans le Sud-Est. Un autre facteur qui a restreint l'utilisation des voitures dans le pays est la hausse du prix des carburants au cours des derniers mois. Contenue pendant la période électorale, elle a rapidement repris lorsque l'administration en exercice n'a pas été reconduite.

En ce qui concerne les actions individuelles entreprises pour lutter contre le changement climatique, la signature d'une pétition est la plus choisie par les répondants (63 %), suivie du vote pour les candidats politiques qui intègrent le changement climatique à leur programme de campagne (59 %) et du boycott des produits qui ont un impact direct sur le problème (54 %). La participation à une manifestation est l'option qui suscite le moins d'adhésion (44 %), mais aussi le moins d'intérêt quant à une participation future.

OPINION SUR LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE DU PAYS

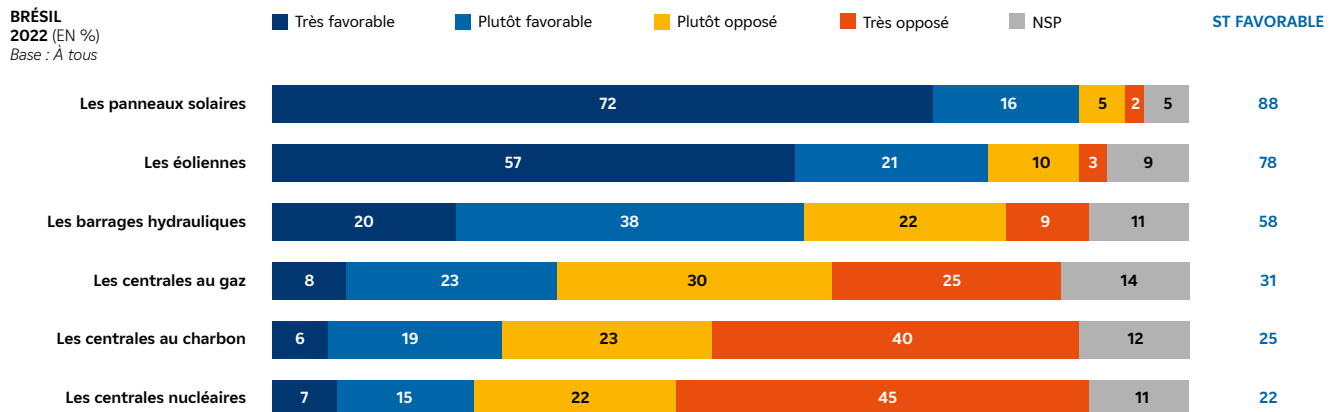
Sur le plan de l'énergie, les résultats de l'enquête Obs'COP indiquent que 88 % des personnes interrogées se disent favorables à l'utilisation de panneaux solaires et 78 % à l'exploitation d'éoliennes dans le pays (Fig. 7). Une explication possible du plébiscite de ces formes d'énergie réside dans le fait que le Brésil présente un degré élevé d'ensoleillement tout au long de l'année dans la plupart de ses régions et dispose d'un littoral étendu, qui accueille déjà quelques parcs éoliens, notamment dans le Nord-Est. La majeure partie de l'énergie produite à l'échelle nationale provient de sources renouvelables (79 %, dont 58 % de type hydroélectrique). 100 % de la population a accès à l'électricité.

L'aversion pour l'utilisation de l'énergie nucléaire (67 % des répondants) est due à son association à des accidents survenus dans des centrales d'autres pays, comme Fukushima (au Japon) en 2011 et Tchernobyl (en Ukraine) en 1986, sans oublier l'accident impliquant du césium 137 dans la ville de Goiânia, dans l'État de Goiás, en 1987.

Les efforts déployés pour réduire la consommation d'énergie tiennent compte du résultat final de l'allègement de la facture (63 %), au détriment de la prévention du changement climatique (26 %). Cela s'explique par le fait que le Brésil est le deuxième pays au monde qui affiche la facture énergétique la plus élevée. En prenant en considération le revenu par habitant de chaque pays, il n'est devancé que par la Colombie. Au regard des augmentations jusqu'à 60 % enregistrées au cours des derniers mois, l'Agence nationale brésilienne de l'énergie électrique (Aneel)

Fig. 7. Le soutien des Brésiliens aux différents modes de production d'électricité

Q. Pour produire l'électricité dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre pays, êtes-vous favorable ou opposé à chacun des modes de production suivants ?



a adopté un système de drapeaux tarifaires, avec des tranches de prix qui évoluent en fonction du niveau d'eau dans les réserves des centrales hydroélectriques.

CONCLUSION

Ayant été confrontée à des événements météorologiques extrêmes au cours des derniers mois, au moment des élections (par vote populaire), la majorité de la population brésilienne s'intéresse à la question environnementale et craint l'avancée du changement climatique mondial déjà en cours. Cependant, ces points finissent par ne pas figurer parmi les priorités du programme des personnalités politiques portées au pouvoir. À l'issue des élections d'octobre 2022, le groupe environnemental de la Chambre des députés fédérale est passé de 101 noms associés à la cause écologiste à 81. Les candidats liés aux thèmes économiques et à la création d'emplois attirent davantage de votes.

La direction du gouvernement fédéral assurée par Jair Bolsonaro a réussi à camoufler les discours négateurs du changement climatique prononcés par le président et plusieurs de ses ministres en pseudo-préoccupation environnementale dans l'unique but d'accélérer la croissance économique, en excluant au passage la question sociale. Jair Bolsonaro a réduit de 93 % les dépenses consacrées aux études et aux projets portant sur l'atténuation et l'adaptation en matière de changement climatique, en plus d'imposer une proposition de modèle économique qui allie prédation et exclusion. Cependant, dans ses discours internationaux lors d'événements relatifs au climat, il a menti en feignant de vouloir préserver l'environnement et de s'inquiéter face à l'urgence climatique.

Avec l'élection de Luiz Inácio Lula da Silva, candidat d'une coalition de partis de la gauche et du centre, les enjeux climatiques reviennent au cœur du débat environnemental brésilien et deviennent une priorité. Promettant d'associer la question sociale de la faim au Brésil à la lutte contre le changement climatique, le président Lula promet un plan économique qui encourage la déforestation zéro de l'Amazonie, ainsi que des investissements dans la bioéconomie et les énergies renouvelables. ■



BRÉSIL



POPULATION



215,4
millions
d'habitants (2022)



76,5 ans
d'espérance de vie moyenne (2022)

ÉCONOMIE



4,6 %
de croissance
annuelle du PIB (2021)



7 519 \$
de PIB par habitant (2021)



9,8 %
de chômage (2022)



11,8 %
d'inflation annuelle (2021-2022)

SÉCURITÉ



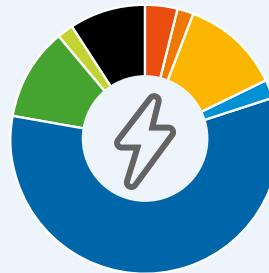
62 d'indice
de corruption (2021)
Sur une échelle de 0 (corruption faible)
à 100 (corruption élevée)

ALIMENTATION



78,7 kg
de viande consommée
par an et par habitant
vs 35 kg au niveau mondial
(projections 2020-2029)

MIX ÉLECTRIQUE



- Charbon 4 %
- Pétrole 2 %
- Gaz 12 %
- Nucléaire 2 %
- Hydraulique 58 %
- Éolien 11 %
- Solaire 2 %
- Autres EnR 9 %
(2021)

CLIMAT



2 t
de CO₂ par habitant
vs 4,5 t au niveau mondial
(2018)



91
catastrophes climatiques (2000-2019)
Inondations, tempêtes, sécheresse,
températures extrêmes, feux, etc.



207
décès pour 1 million
d'habitants liés à la pollution
de l'air
vs 537 décès en moyenne au niveau mondial
(2017-2019)

TRANSPORT



364
automobiles pour
1 000 habitants (2015)



0,02 %
de véhicules électriques
particuliers dans les nouvelles
immatriculations (2021)

Sources : Ined, OCDE, Banque mondiale, Transparency International, AIE, ONU, Statista, université d'Oxford, Trading Economics



© HUANG SHIPENG/Future Publishing via Getty Images

Trains de charbon sur le point de quitter une mine à Huaibei. Chine, février 2022.

La longue marche de la transition écologique : l'éco-autoritarisme de la République populaire de Chine

■ Richard Balme - CEE (Sciences Po)

La République populaire de Chine (RPC) a depuis longtemps habitué ses observateurs à l'accumulation des paradoxes. Depuis la politique de réforme et d'ouverture inaugurée par Deng Xiaoping en 1978, l'intensité des changements économiques et sociaux contraste avec la rigidité constitutionnelle et politique du régime. Aux mouvements de libéralisation économique, culturelle et politique qui ont vu le jour dans la société, le parti communiste chinois (PCC) a répondu par un renforcement de son emprise, et par un durcissement de son autoritarisme, particulièrement net dans les dix dernières années. Pour autant, la plus grande dictature du monde n'obéit pas à une forme de gouvernement simplement conservateur, qui tenterait de préserver l'ordre ancien par réaction au changement. Le régime de Pékin, sous le leadership de Xi Jinping, se projette résolument vers l'avenir, avec pour horizon l'année 2049, où sera célébré le centenaire de sa fondation. C'est l'accomplissement du socialisme à l'intérieur, et de la suprématie de la Chine dans l'ordre international, qui définit le « rêve chinois » promu par Xi Jinping et les idéologues du parti. De ses origines révolutionnaires, le PCC conserve la vision d'un ordre politique qu'il a pour mission de faire advenir, par l'invention continue de ses modes de gouvernance néo-autoritaire. Enfin, dernier paradoxe, la RPC, premier pollueur mondial et notamment premier émetteur de CO₂ depuis 2007, n'est dans ses politiques environnementales ni régressive, comme ont pu l'être l'administration de Donald Trump aux États-Unis pendant son mandat et celle de Jair Bolsonaro au Brésil, ni même passive. Les enjeux de pollution, de santé environnementale et de climat sont depuis longtemps reconnus par Pékin et inscrits dans sa palette de politiques publiques. Un temps mise sur la sellette pour prendre ses responsabilités dans les négociations internationales sur le climat, la RPC s'est affirmée comme un acteur majeur du régime climatique depuis l'Accord de Paris en 2015.

La RPC a ainsi adopté des engagements de réduction d'émissions, en se dotant des outils de planification nécessaires. Le gouvernement chinois s'est engagé au moment de l'Accord de Paris à atteindre le pic de ses émissions en 2030, et, en septembre 2020, le président Xi Jinping a affirmé un objectif de neutralité carbone pour 2060. Le pays a réalisé des investissements considérables pour déployer des énergies renouvelables et un parc nucléaire très conséquent, et pour moderniser sa production d'électricité. Malgré ces efforts, la demande croissante d'énergie fait encore la part belle au charbon¹, dont la Chine est le premier importateur mondial, malgré les gisements importants dont elle dispose. La RPC est également le premier importateur mondial de pétrole et de gaz.

Ses émissions de CO₂ étaient de 10 707 220 tonnes en 2019, soit 31 % du total mondial, approchant le niveau de l'ensemble des pays de l'OCDE². Ces chiffres sont bien sûr à rapprocher de la structure productive du pays, où la valeur ajoutée dans l'industrie contribue à 39 % du PIB, et à la taille de la population (1,41 milliard en 2021). Rapporté à sa population, ce niveau d'émissions est de 7,4 t/habitant (contre 4,6 pour la France, 8,6 pour l'Allemagne et 15,2 pour les États-Unis)³. Pour autant, la Chine contribue au PIB industriel mondial à hauteur de 26 %, soit sensiblement moins que sa part d'émissions, dévoilant ainsi un modèle productif particulièrement polluant. Sidérurgie, construction, verrerie, adossées à une production d'énergie fondée sur le charbon, expliquent largement cette caractéristique.

Le changement climatique n'est certainement pas la seule préoccupation environnementale en Chine. Les catastrophes naturelles, telles que les inondations, les typhons, les sécheresses et les séismes, sont régulières dans l'histoire chinoise. Même si ces événements sont éventuellement aujourd'hui plus fréquents, la population chinoise y est plus accoutumée que la population européenne, qui vit sous des latitudes plus tempérées⁴. En revanche, les niveaux de pollution de l'air, de l'eau et du sol, particulièrement dans les zones urbaines en pleine expansion, et leurs conséquences sur la production agroalimentaire et sur la santé sont une expérience quotidienne, en Chine comme dans l'ensemble des pays émergents⁵. Au-delà d'un arsenal étoffé de mesures réglementaires, le régime de Pékin a aussi intégré l'environnement dans sa doctrine idéologique avec le concept de « civilisation écologique » (*shengtai wenming*, 生态文明), d'abord avancé par Hu Jintao en 2007, avant d'être progressivement promu au rang d'objectif primordial du PCC en 2012, puis de principe constitutionnel de la République populaire en 2018⁶. La population chinoise est donc familiarisée et concernée par les enjeux climatiques et environnementaux, et potentiellement mobilisée en ce sens par la rhétorique du régime, pour autant que sa rhétorique soit opérante. C'est en référence à cet arrière-plan qu'il faut interpréter les données livrées par l'enquête Obs'COP.

SUBJECTIVITÉ CHINOISE DU CLIMAT : FACE À LA CRISE, PRIORITÉ À L'ENVIRONNEMENT

Le premier point à relever est qu'à contre-courant de l'opinion globale, divisée et majoritairement négative, la population chinoise porte une appréciation largement positive (85 %) sur l'état de l'environnement dans son pays. Cette figure un peu surprenante s'applique d'ailleurs également à la situation économique. Cette attitude démontre dans une perspective comparée une première dimension d'un patriotisme environnemental qui mérite d'être souligné. Mais la perception de cette question mérite d'être davantage explorée. Est-elle entendue comme une appréciation de l'état qualitatif de l'environnement ? ou (plus probablement selon nous) de la richesse du patrimoine naturel ? Les Chinois sont volontiers fiers de leur pays, et admiratifs de la nature. C'est cette seconde

1. La production nette d'électricité en Chine s'élève à 8 484 TWh en 2022 (au niveau mondial : 27 782 TWh). Voir à ce propos la figure sur le mix électrique chinois à la fin de ce chapitre, p. 164.

2. La RPC ne fait pas partie de l'OCDE, dont l'ensemble des pays ont émis en 2019 11 610 640 tonnes, dont 2 724 970 tonnes pour l'Union européenne et 4 817 720 tonnes pour les États-Unis. Banque mondiale. 2019.

En ligne : <<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EN.ATM.CO2E.PC?locations=CN>>

3. Banque mondiale. 2019.

En ligne : <<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EN.ATM.CO2E.PC?locations=CN>>

4. La Chine a subi 424 catastrophes climatiques entre 2000 et 2019, contre 85 en France sur la même période. Elle est, avec les États-Unis d'Amérique, l'un des pays les plus impactés. BLIND-KEMPINSKI Françoise et MOTTE-MOITROUX Louise. « Les catastrophes climatiques dans le monde en cartes », *Les Echos Planète*. 2020.

En ligne : <<https://planete.lesechos.fr/enquetes/les-catastrophes-climatiques-dans-le-monde-en-cartes-8070/>>

5. La mortalité due à la pollution de l'air en Chine est la plus élevée au monde, avec 994 décès par million d'habitants pour la période 2017-2019 (contre 203 décès par million d'habitants pour la même période en France). « Effets de la pollution de l'air », *OECD*. 2019.

En ligne : <<https://data.oecd.org/fr/air/effets-de-la-pollution-de-l-air.htm#indicator-chart>>

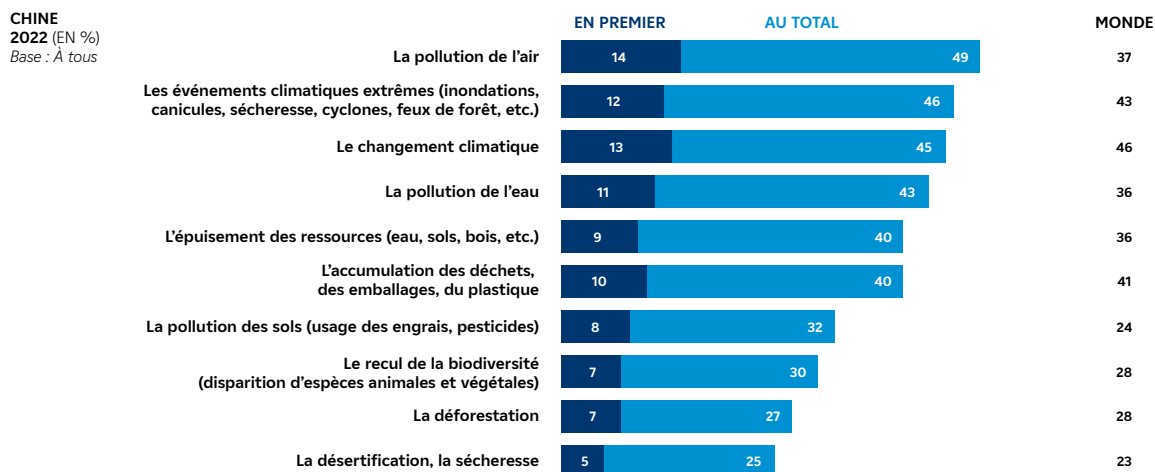
6. GAFFRIC Gwenaël et HEURTEBISE Jean-Yves. « Éco-orientalisme et "civilisation écologique" : entre mythologie académique et construction politique ». In Jean-Paul Maréchal. *La Chine face au mur de l'environnement*. Paris : CNRS Éditions. 2017, pp. 175-194.

interprétation qui est soutenue par l'inquiétude révélée par l'enquête au sujet de l'état de l'environnement d'une part, et du changement climatique d'autre part. Dans les deux cas, les réponses classent la Chine au-dessus de la moyenne des pays interrogés avec un score de 8, sur une échelle de 0 à 10. Les Chinois sont à la fois fiers de leur environnement et inquiets pour celui-ci.

Une autre particularité en comparaison avec les autres pays est la très nette prééminence de la Covid-19 dans les préoccupations des enquêtés. La Chine est à la fois le foyer d'origine de la Covid-19 et le pays où la gestion de la pandémie a été la plus contraignante pour la population, avec des confinements très restrictifs et controversés, encore en vigueur au moment de l'enquête dans de nombreuses régions. C'est donc sans surprise que 61 % des personnes interrogées l'indiquent comme une préoccupation majeure, loin devant l'environnement, à égalité avec le pouvoir d'achat (41 %). Mais il est tout de même significatif que, dans un tel contexte, ce record mondial d'inquiétude sur la Covid-19, avec ses conséquences économiques, n'écrase pas complètement l'environnement dans les préoccupations des Chinois, qui en font tout de même leur troisième préoccupation, en le plaçant au même niveau que la moyenne des 30 pays interrogés. Plus en détail, et en ligne avec ce que nous avançons plus haut, la pollution de l'air surpasse le changement climatique dans l'ordre des préoccupations environnementales, même si c'est bien pour l'ensemble des problèmes environnementaux (eau, déchets, plastique, etc.) que la population chinoise exprime un niveau d'inquiétude supérieur à la moyenne globale (Fig. 1).

Fig. 1. Les préoccupations environnementales des Chinois

Q. Quels sont, parmi la liste suivante, les problèmes liés à l'environnement que vous jugez les plus préoccupants dans votre pays ? (quatre réponses possibles)

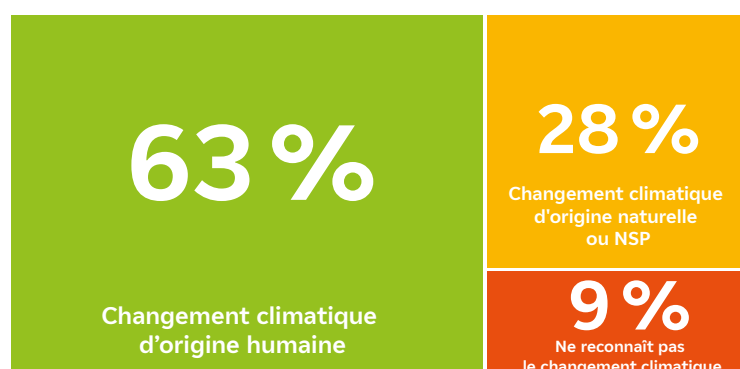


La figure chinoise des croyances climatiques correspond en tous points avec sa distribution mondiale : 63 % reconnaissent l'origine humaine du changement climatique, 28 % pensent qu'il est d'origine naturelle ou ne se prononcent pas, et 9 % pensent qu'il n'y a pas de changement climatique (Fig. 2). À noter tout de même que cette dernière catégorie régresse de 6 points entre les enquêtes de 2019 et 2022, et que la perception de l'origine humaine du changement climatique progresse de 5 points, à l'encontre du tassement qu'elle subit ailleurs. Ainsi, en Chine, le climatoscepticisme est en recul, et l'adhésion à la thèse anthropique en progression.

Fig. 2. Le taux de climatoscepticisme en Chine

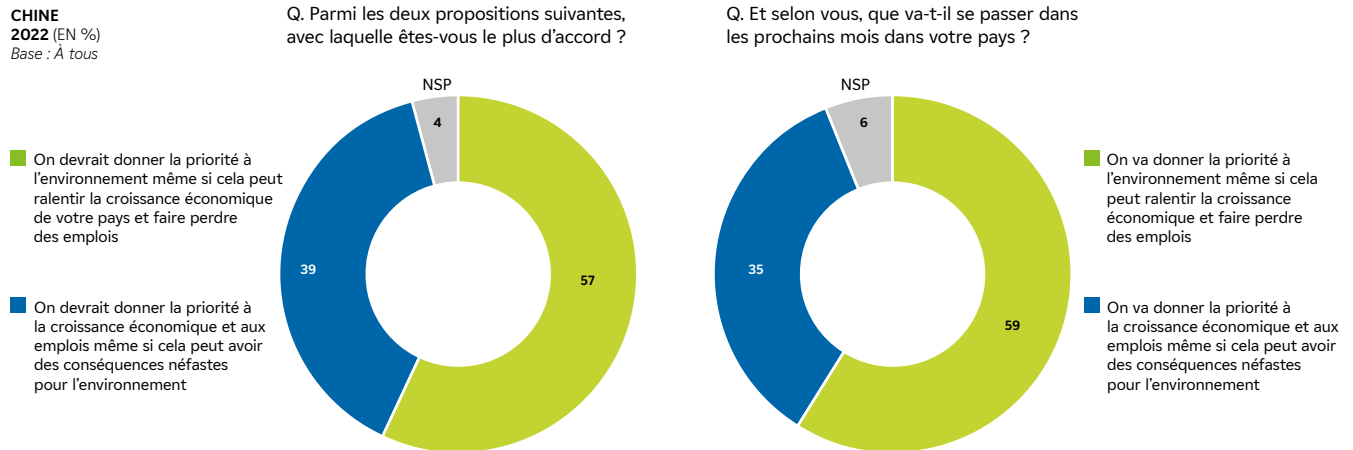
Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

CHINE
2022
Base : À tous



Dans la ligne de cette mobilisation cognitive, l'adhésion à une perspective de transition écologique de la part de la population chinoise est particulièrement prononcée. 57 % (48 % pour la moyenne des 30 pays) pensent qu'il faut donner priorité à l'environnement, même si cela doit ralentir la croissance et détruire des emplois (Fig. 3). 54 % (36 % seulement en moyenne au global) pensent aussi que donner la priorité à l'environnement créera davantage d'emplois que cela n'en détruira. Enfin, 59 % (le record des pays interrogés) pensent que c'est bien la priorité environnementale, plutôt que la priorité économique, qui sera appliquée dans leur pays dans les mois à venir (Fig. 3).

Fig. 3. Priorité à l'environnement ou à la croissance : arbitrage et prédictions des Chinois



Cette adhésion et cette attente sont d'autant plus remarquables que les activités polluantes sont extrêmement encastrées dans le modèle de croissance chinois. La population semble accepter et, au-delà, appeler de ses vœux une transformation profonde de ses modes de vie pour échapper à la crise écologique. Les Chinois se montrent également plus conscients des impacts du changement climatique dans leur région, plus préoccupés, mais aussi plus engagés ou militants, plus optimistes et plus confiants, en un mot plus positifs que l'ensemble des répondants sur le changement climatique.

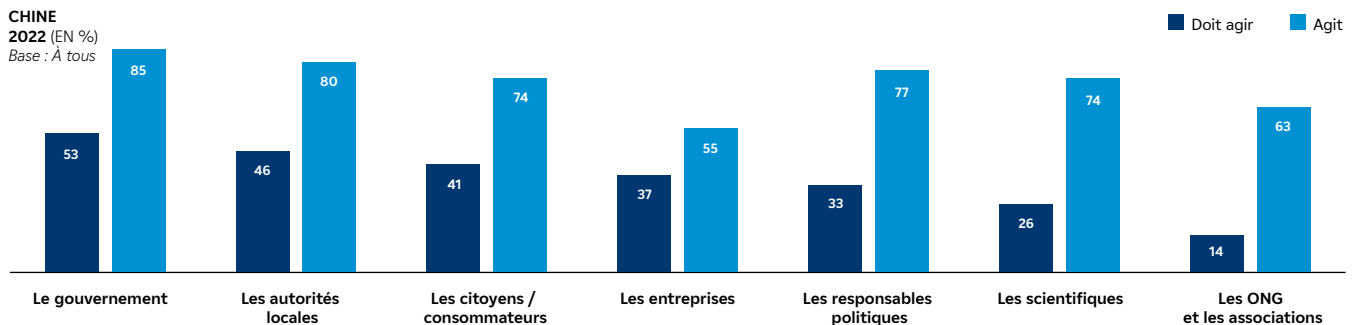
LA RESPONSABILITÉ DE L'ACTION CLIMATIQUE : L'ADHÉSION À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE COMME PATRIOTISME ENVIRONNEMENTAL

L'imputation de la responsabilité de l'action climatique présente en Chine des caractéristiques intéressantes, surtout si elle est placée dans une perspective comparative. Les autorités publiques sont bien les premiers acteurs identifiés comme responsables de l'action climatique, comme dans l'ensemble des pays interrogés. Mais c'est un peu moins au gouvernement (53 %, contre 68 % pour la moyenne globale) et un peu plus aux autorités locales (46 %, contre 21 %) qu'est attribuée cette responsabilité, ce qui correspond à la forme de l'État, à la fois unitaire et fortement décentralisé au niveau provincial dans la conduite de l'action publique. Les citoyens, les scientifiques et les organisations de la société civile sont également identifiés comme importants. Mais ce sont surtout les entreprises privées (37 %, contre 32 %) et les leaders politiques, en clair le parti communiste chinois et ses dirigeants, qui sont ici plus fortement sollicités qu'ailleurs (33 %, contre 25 %) dans l'imputation de cette responsabilité.

Le niveau d'engagement de ces différents acteurs est perçu comparativement comme très élevé (plus de 30 points d'écart avec la moyenne globale pour les pouvoirs publics et les dirigeants politiques). Il dépasse pour chaque catégorie d'acteurs le niveau d'attente mesuré par l'indicateur précédent (Fig. 4). Au total, les citoyens chinois sont ceux qui perçoivent leur pays comme le plus engagé dans la lutte contre le changement climatique (65 % jugent que leur pays fait le plus d'efforts pour lutter contre le changement climatique, contre 25 % en moyenne dans les 30 pays interrogés).

Fig. 4. Les acteurs qui doivent agir contre le changement climatique et leur mobilisation perçue

Q. Selon vous, parmi la liste suivante, quels sont ceux qui doivent agir en priorité pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ? / Q. Et pour chacun des mêmes acteurs, estimez-vous qu'ils agissent pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ?

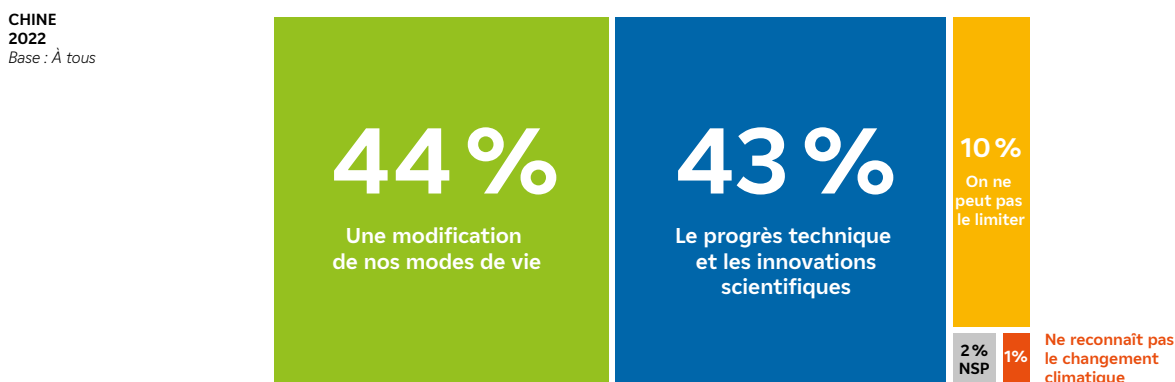


QUE FAIRE ? MOBILISÉS POUR LA TRANSITION

Lorsqu'on aborde les solutions, l'opinion chinoise se sent plutôt bien informée (76 %, score élevé comparé à la moyenne globale) sur ses potentialités d'action au niveau individuel. Elle est par ailleurs divisée, hésitant entre la transformation des modes de vie (44 %) et la technologie (43 %) comme solution d'avenir privilégiée. Son adhésion à la perspective technologique est toutefois plus prononcée, de 12 points par rapport à l'ensemble des 30 pays (Fig. 5).

Fig. 5. Équation climatique : changement de nos modes de vie ou pari technologique

Q. De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ? C'est principalement le progrès technique et les innovations scientifiques qui nous permettront de trouver des solutions contre le changement climatique ; C'est principalement la modification importante de nos modes de vie qui permettra de limiter le changement climatique ; Il n'y a rien à faire, on ne pourra plus limiter le changement climatique ; Vous ne savez pas



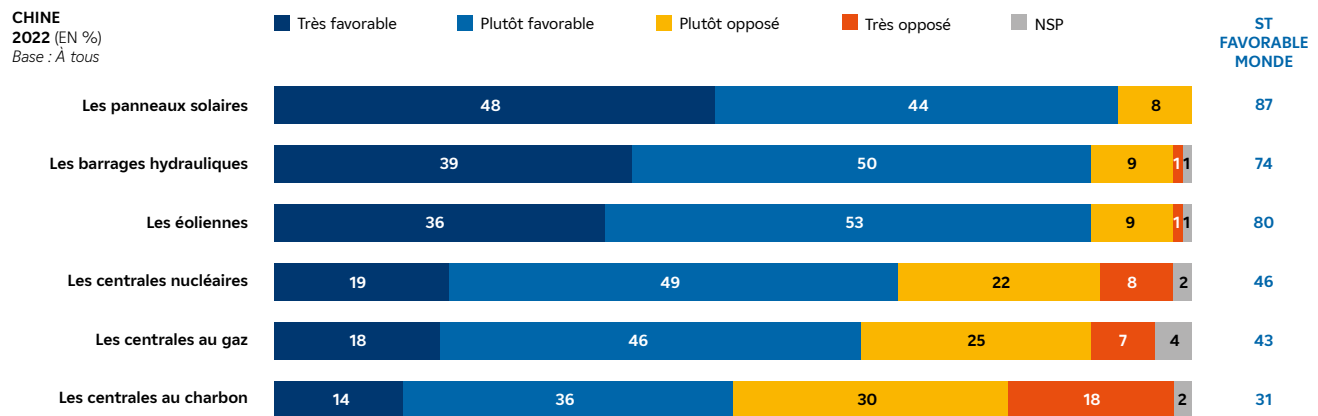
Dans la ligne de ce qui précède, les personnes interrogées sur leur comportement pour limiter le changement climatique en Chine présentent un niveau d'engagement supérieur ou égal à la moyenne globale. Pour ce qui est des pratiques quotidiennes, l'écart est particulièrement important en ce qui concerne l'usage des transports collectifs (76 % vs 63 % au global, + 13 points d'écart), l'évitement des déplacements en voiture (70 % vs 61 % en moyenne, + 9 points d'écart), l'usage du vélo (70 % vs 44 % au global, + 26 points d'écart) et l'utilisation de renouvelables (en l'occurrence des panneaux solaires largement déployés à cet effet) pour la production de chauffage et d'électricité domestique (68 % vs 44 %, + 24 points d'écart). Le même niveau d'engagement déclaré peut être constaté pour des comportements civiques ou politiques, tels que boycotter un produit ou une marque en raison de son impact sur le changement climatique (35 % déclarent l'avoir déjà fait), voter pour un parti politique, car il est particulièrement engagé contre le changement climatique (28 %, dans ce cas évidemment non concurrentiel), signer une pétition (27 %) ou manifester (14 %).

Concernant cette fois les politiques climatiques, deux éléments principaux sont à souligner. Le premier concerne la transformation du mix énergétique chinois. L'enquête révèle une opinion plus favorable que la moyenne des 30 pays au déploiement de tous les types de technologie pour la production d'électricité, ce qui souligne le besoin

d'énergie et exprime la demande chinoise en ce sens. Les Chinois privilégient ainsi très largement les énergies renouvelables, et ce davantage que les répondants des autres pays. Ils favorisent ensuite le nucléaire et le gaz, à un niveau moindre que les renouvelables, mais bien supérieur à la moyenne des autres pays. Enfin, le charbon, qui ne recueille que 31 % de soutien au niveau global, rassemble tout de même 50 % des faveurs de l'échantillon en Chine (Fig. 6).

Fig. 6. Le soutien des Chinois aux différents modes de production d'électricité

Q. Pour produire l'électricité dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre pays, êtes-vous favorable ou opposé à chacun des modes de production suivants ?



Le deuxième aspect concernant les politiques climatiques en Chine est celui de leur acceptabilité sociale. Celle-ci oscille entre 84 %, pour les mesures les plus générales (déploiement des renouvelables, isolation des bâtiments, modernisation des centrales électriques) et 63 %, pour les plus contraignantes au niveau individuel et quotidien (restrictions d'accès automobiles aux centres-villes, taxation et interdiction des véhicules polluants). Surtout, cette acceptabilité est systématiquement plus élevée que la moyenne des 30 pays interrogés. Là encore, c'est le niveau d'adhésion et, plus encore sans doute, d'attente à l'égard de la transition écologique et climatique, particulièrement élevé en Chine, qui est révélé par ces données.

CONCLUSION

Les éléments précédents se conjuguent pour dessiner une figure très particulière prise par les politiques de l'environnement et du climat en République populaire de Chine. En premier lieu, on peut parler d'un « patriotisme environnemental », clairement attesté par l'attachement à l'environnement dans l'espace national, par la perception de l'engagement des autorités (PCC et différents niveaux de gouvernement) dans les transitions écologiques, et par la perception d'un leadership exercé par la Chine dans la lutte contre le changement climatique au niveau mondial. Cette perception peut sembler contredire l'image de la Chine « premier pollueur » qui prévaut volontiers dans l'opinion mondiale. Mais l'engagement de la RPC dans la définition du régime climatique global, les objectifs adoptés et les performances nationales réalisées depuis l'Accord de Paris de 2015 placent effectivement la Chine dans le trio de tête de l'action climatique, pour insuffisante qu'elle soit, avec l'Union européenne et les États-Unis⁷. Ce patriotisme se complète d'une forte mobilisation cognitive (le climatocépticisme régresse sur la période récente) et civique (l'enquête montre la disposition à agir et l'acceptabilité des politiques climatiques, l'une et l'autre plus élevées que dans d'autres contextes nationaux) sur les enjeux climatiques.

Pour autant, cette mobilisation populaire n'équivaut naturellement pas à une forme de démocratie environnementale. En premier lieu, ce patriotisme prend une coloration clairement technocratique, avec des politiques climatiques conditionnées par une demande énergétique en très forte croissance, et déclinées par la planification quinquennale sous le leadership du PCC. Le soutien au déploiement de toutes les formes de production d'énergie électrique, et la confiance plus prononcée qu'ailleurs placée en Chine dans la technologie, vont en ce sens. Le terme de « technocratie environnementale » nous semble approprié pour caractériser la gouvernance du climat en Chine, et transparait à travers les données que nous avons analysées.

7. WANG Zhuangzhuang et BALME Richard. « States' climate governance capacity: concept, indicators and assessment ». *International Forum* (国际论坛). 2022. pp. 34-60.

Enfin, les observations rassemblées par l'enquête questionnent à l'évidence la nature autoritaire du régime de Pékin. On peut les lire de plusieurs manières. La première interprétation peut les comprendre comme un pur effet de propagande, produit d'un régime qui demeure la première source de pollution de la planète mais a su rester maître dans la fabrication idéologique et la mobilisation de l'opinion⁸. Les « habits verts du président Xi Jinping », pour paraphraser Simon Leys, en quelque sorte. Pour autant, les politiques climatiques et environnementales en Chine ne sont pas pure langue de bois et produisent des effets, insuffisants mais réels, pour contenir ce que seraient les problèmes environnementaux dans un scénario de *statu quo*. Et si la population chinoise adhère à la thèse anthropique du changement climatique et à la perspective d'une transition écologique, ce n'est pas sous le seul effet de la propagande d'État, mais sous celui conjugué de celle-ci avec l'expérience de la pollution, les médias, les rapports scientifiques et les informations internationales. La thèse strictement idéologique, celle d'une pure « fausse conscience » de l'environnement en Chine, même si le patriotisme de l'opinion est manifestement empreint de biais informationnels, semble insuffisante.

La littérature sur les politiques de l'environnement en Chine a aussi assez systématiquement adopté le terme d'« autoritarisme environnemental » ces dernières années⁹. Le concept ouvre une discussion intéressante. La politique environnementale et climatique active est-elle pour le régime une source de renforcement de son autoritarisme ? De nombreux éléments peuvent aller dans ce sens¹⁰. Mais l'idée d'autoritarisme environnemental est également ambiguë lorsqu'on élargit le spectre au-delà de la Chine. Dans une perspective comparative plus large, l'autoritarisme environnemental réfère en effet plutôt à des situations où les autorités politiques adoptent des politiques régressives et répressives en matière d'environnement, par exemple en déclassant des espaces protégés, en privilégiant les technologies les plus polluantes, en détruisant des ressources naturelles, en imposant ces choix au besoin par la violence exercée sur les populations locales ou sur les activistes environnementaux. De nombreux cas de ce type sont observables en Amérique latine, en Afrique ou en Asie. Ce n'est cependant pas ce qui est observable en RPC, en tout cas pas suffisamment pour caractériser le modèle dominant pris par la politique de l'environnement dans ce contexte. D'abord, l'éco-autoritarisme chinois s'est doté de politiques qui, pour insuffisantes qu'elles soient pour protéger l'environnement, sont progressives plutôt que régressives. On peut même penser qu'étant donné ses contraintes elles placent le pays à un niveau d'engagement et d'effort très significatif. Ensuite, cette politique n'est pas d'abord répressive. Pendant une assez longue période, elle ouvrait occasionnellement des espaces de contestation et d'interaction avec les populations locales et, dans certains cas, connaissait des issues moins strictement déterminées qu'on ne pouvait le supposer. Cette ouverture s'est progressivement refermée sous le leadership de Xi Jinping, où l'activisme et les mobilisations sont beaucoup plus strictement réprimés que par le passé. C'est bien la surveillance numérique et l'encadrement de la mobilisation qui ont pris le pas avec le tour néo-stalinien pris par le régime de Pékin. Celui-ci semble profiter des enjeux climatiques et environnementaux, et de leur perception dans l'opinion, pour engager derrière lui la population chinoise dans la transition écologique. C'est sans aucun doute une source de légitimité pour le pouvoir néo-totalitaire en place à Pékin. Mais il est douteux que la mobilisation sur le climat et l'environnement soit suffisante à contrecarrer d'autres enjeux, comme la corruption, la Covid-19 et la surveillance généralisée. Il est aussi peu probable que le déroulement de cette transition soit, à terme, facilité par le caractère autoritaire du régime, qui rend la mise en œuvre des politiques plus difficile que leur inscription sur l'agenda idéologique et programmatique du régime. Le chemin de la transition écologique chinoise reste celui d'une nouvelle longue marche. ■

8. C'est par exemple la thèse « sino-catastrophiste » de Richard WRIGHT, *China's engine of environmental collapse*. Londres : Pluto Press. 2020.

9. BEESON Mark. « The coming of environmental authoritarianism », *Environmental Politics*. Vol. 19, n° 2. March 2010. pp. 276-294 ; et « Coming to terms with the authoritarian alternative: The implications and motivations of China's environmental policies », *Asia & the Pacific Policy Studies*. 2017. Vol. 5, n° 1, pp. 34-46.

10. Voir notamment LI Yifei et SHAPIRO Judith. *China goes green: Coercive environmentalism for a troubled planet*. Cambridge : Polity Press. 2020.



CHINE



POPULATION



1 448,5
millions
d'habitants (2022)



77,4 ans
d'espérance de vie moyenne (2022)

ÉCONOMIE



8,1 %
de croissance
annuelle du PIB (2021)



12 556 \$
de PIB par habitant (2021)



5,9 %
de chômage (2022)



2,5 %
d'inflation annuelle (2021-2022)

SÉCURITÉ



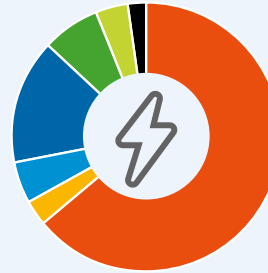
55 d'indice
de corruption (2021)
Sur une échelle de 0 (corruption faible)
à 100 (corruption élevée)

ALIMENTATION



49,3 kg
de viande consommée
par an et par habitant
vs 35 kg au niveau mondial
(projections 2020-2029)

MIX ÉLECTRIQUE



- Charbon 64 %
 - Pétrole 0 %
 - Gaz 3 %
 - Nucléaire 5 %
 - Hydraulique 15 %
 - Éolien 7 %
 - Solaire 4 %
 - Autres EnR 2 %
- (2021)

CLIMAT



7,4 t
de CO₂ par habitant
vs 4,5 t au niveau mondial
(2018)



424
catastrophes climatiques (2000-2019)
Inondations, tempêtes, sécheresse,
températures extrêmes, feux, etc.



994
décès pour 1 million
d'habitants liés à la pollution
de l'air
vs 537 décès en moyenne au niveau mondial
(2017-2019)

TRANSPORT



204
automobiles pour
1 000 habitants (2015)



11,1 %
de véhicules électriques
particuliers dans les nouvelles
immatriculations (2021)

Sources : Ined, OCDE, Banque mondiale, Transparency International, AIE, ONU, Statista, université d'Oxford, Trading Economics



Embouteillages sur l'I-15, lors d'un retour de week-end à Las Vegas. Comté de San Bernardino, Californie. Novembre 2022.

États-Unis : la perception des questions environnementales est le reflet de divisions politiques, religieuses et sociales

■ Laurence Nardon - *Ifri*

À

l'instar de ce que l'on observe dans les 30 pays interrogés, une partie de l'opinion publique états-unienne se montre préoccupée par les questions environnementales. Mais la prévalence de positions climatosceptiques reste quand même singulièrement forte dans le pays. Cela tient à un contexte politique, religieux et social bien particulier.

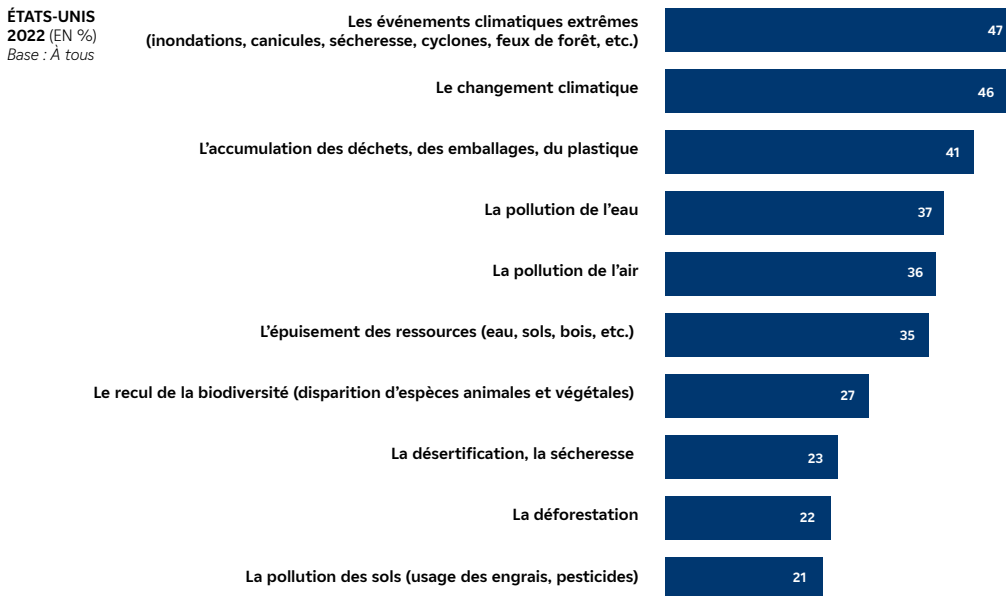
VERS UNE PRISE DE CONSCIENCE DU PROBLÈME ENVIRONNEMENTAL ?

Le rapport à la nature des Américains a longtemps pu rester serein, fondé sur la conviction que les immenses espaces naturels du pays sont encore largement intacts, d'autant qu'ils sont sanctuarisés par le système des grands parcs nationaux mis en place pendant la présidence de Theodore Roosevelt. L'opinion publique a cependant pris davantage conscience de la crise climatique ces dernières années. La fréquence croissante des événements météorologiques extrêmes semble en effet difficile à ignorer, qu'il s'agisse des ouragans qui ont frappé la Floride et Porto Rico en septembre 2022 ou de la méga-sécheresse (*megadrought*) qui affecte les États du Sud-Ouest américain depuis une vingtaine d'années, et voit la Californie ravagée chaque été par des feux de forêt de plus en plus intenses.

Parmi les problèmes environnementaux listés dans l'enquête 2022, les événements climatiques extrêmes et le changement climatique sont les premiers cités par les Américains, suivis par le problème des déchets (Fig. 1). Pas moins de 83 % d'entre eux reconnaissent d'ailleurs la réalité du changement climatique. Pourtant, ce score est le plus bas de l'échantillon global, identique aux réponses de l'Arabie saoudite, de la Suède et de l'Australie, la moyenne des 30 pays interrogés étant à 91 %. De même, la perception du changement climatique « dans votre région » est de 68 % aux États-Unis, contre une moyenne globale de 77 %.

Fig. 1. Les préoccupations environnementales des Américains

Q. Quels sont, parmi la liste suivante, les problèmes liés à l'environnement que vous jugez les plus préoccupants dans votre pays ? (quatre réponses possibles)



L'IMPORTANCE DU COURANT CLIMATOSCEPTIQUE AUX ÉTATS-UNIS

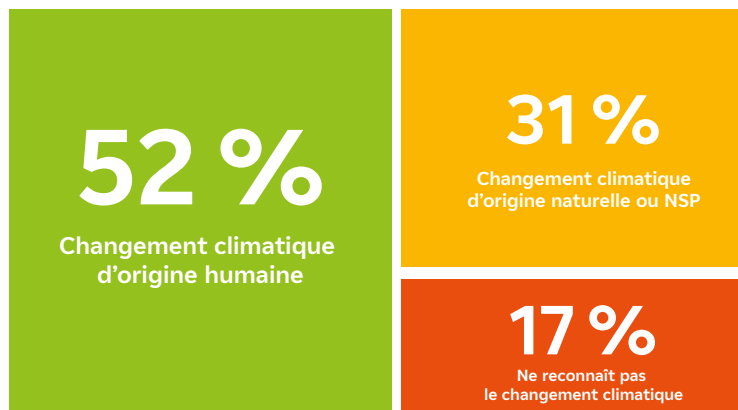
Les questions environnementales et les enjeux liés au changement climatique ont en effet une emprise moindre dans l'opinion américaine par comparaison avec celle des autres pays développés. Ainsi, l'environnement n'arrive en 2022 qu'en quatrième position des préoccupations des Américains, cité par 35 % des personnes interrogées, en dessous de la moyenne globale de 40 %. C'est le coût de la vie qui l'emporte en tant que préoccupation principale pour 66 % des Américains sondés. Cela n'a rien d'étonnant quand on sait que les questions économiques sont toujours au premier rang des sujets d'intérêt de la population américaine, et que le thème de l'inflation a été au centre de la campagne électorale pour les élections de mi-mandat de novembre 2022.

Plus frappant encore est le taux de climatoscepticisme aux États-Unis : seuls 52 % des interviewés affirment que le changement climatique existe et qu'il est d'origine humaine. Inversement, 31 % affirment qu'il s'agit d'un changement naturel ou qu'ils ne savent pas, tandis que 17 % nient tout à fait l'existence du changement climatique (Fig. 2). Ce sont donc 48 % des interviewés qui peuvent être classés sous l'étiquette « climatosceptique », sachant que l'existence d'un phénomène de changement climatique d'origine anthropique est une évidence scientifique avérée depuis des années. Ce résultat américain est très au-dessus de la moyenne globale, qui s'établit cette année à 37 %. Un détail ressort de cette comparaison : le pourcentage de ceux qui nient l'existence même du changement climatique est de 17 % aux États-Unis, presque le double de la moyenne des 30 pays, qui s'établit à 9 %.

Fig. 2. Le taux de climatoscepticisme aux États-Unis

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

ÉTATS-UNIS
2022
Base : À tous



POURQUOI TANT DE CLIMATOSCEPTICISME ?

La société américaine se caractérise par la revendication d'un mode de vie fondé sur la prospérité et le consumérisme, un *American way of life* qui en fait le pays où la consommation d'énergie par habitant est l'une des plus élevées au monde.

Or, depuis les années 2000, ces éléments culturels ont été instrumentalisés par certains courants du parti républicain, désireux d'entraver les politiques de protection de l'environnement. Ce thème relativement récent du conservatisme américain se situe au croisement de courants idéologiques puissants et anciens : une méfiance populiste envers les élites intellectuelles et scientifiques, une défense d'inspiration libertarienne des prérogatives des États contre Washington, de la souveraineté nationale contre la menace d'un gouvernement mondial, des droits de l'individu contre le *big government* et de la liberté d'entreprendre contre le « socialisme »¹.

La présidence Obama avait cristallisé cette opposition, qui se trouva concrétisée sous Trump avec le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris signé en 2015. La proportion de climatosceptiques aux États-Unis a d'ailleurs connu un pic à 52 % pendant la campagne présidentielle de 2020, lorsque Donald Trump a mobilisé ce thème, au milieu d'autres *fake news*.

Dans l'enquête 2022, la corrélation entre le climatoscepticisme et les opinions politiques est ainsi très nette. À la question « Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ? », le groupe allant de 6 à 10, c'est-à-dire à droite, est climatosceptique à 58 %, soit 10 points au-dessus de la moyenne des Américains ; le groupe qui donne la réponse 5, donc au milieu politiquement, est climatosceptique à 48 %, comme la moyenne des Américains (Fig. 3). Enfin, le groupe allant de 0 à 4, le plus à gauche, se dit climatosceptique à 26 % seulement, soit 22 points au-dessous de la moyenne du pays, dont 9 % qui nient la réalité même du changement climatique, un score similaire à la moyenne des pays interrogés (Fig. 3).

Les opinions venues de la droite de l'échiquier politique américain semblent pourtant avoir des résonances dans l'ensemble de la société américaine. Ainsi, même dans un média progressiste tel que le *New York Times*, on peut trouver à l'automne 2022 un long article expliquant comment le changement climatique, si l'on réussit à s'y adapter, n'aura pas que des désavantages².

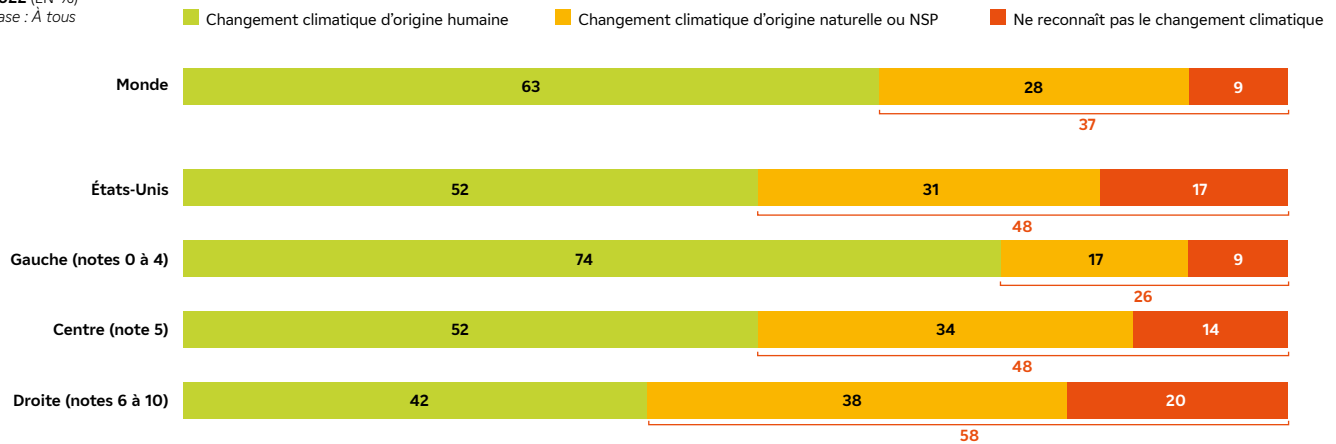
1. PÉREON Yves-Marie. « L'«anti-environnementalisme», nouveau thème des conservateurs américains », *Potomac Paper, Ifri*. Septembre 2011, n° 8.

2. WALLACE-WELLS David. « Beyond catastrophe: A new climate reality is coming into view », *The New York Times*. 26 octobre 2022.

Fig. 3. Le taux de climatoscepticisme aux États-Unis selon la proximité politique

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :
 Q. Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ?

2022 (EN %)
 Base : À tous



L'INFLUENCE DE LA DROITE CHRÉTIENNE

Une force particulièrement influente dans l'expression du climatoscepticisme aux États-Unis est celle de la droite chrétienne. Les fondamentalistes et les évangéliques, qui sont deux dénominations protestantes conservatrices, se sont alliés depuis les années 1970 pour porter un projet de société qu'on pourrait qualifier de réactionnaire. Ils ont gagné en influence politique à la faveur de la présidence Reagan. À leurs yeux, la protection de l'environnement est contraire aux enseignements de la Bible, qu'ils considèrent souvent de façon littérale. D'une part, la domination de la Terre a été accordée à l'Homme dès la Genèse (et accordée tout particulièrement aux Américains, qui sont le nouveau peuple élu sur leur terre nord-américaine). L'exploitation des ressources est donc dans l'ordre des choses. D'autre part, la perspective de la fin du monde tient une grande place dans leur vision théologique. Cette eschatologie marquée par un grand pessimisme rend le principe d'une protection de la planète inutile voire sacrilège.

L'enquête révèle ainsi que les évangéliques blancs se disent climatosceptiques à 73 % (46 % doutent de l'origine anthropique du changement climatique et 27 % nient sa réalité). C'est le segment de la population américaine pour lequel ce taux est le plus élevé.

L'attitude des catholiques américains, qui représentent 20,8 % de la population, pose question³. Ils partagent en effet le combat des protestants radicaux contre le droit à l'avortement. Ont-ils choisi de les suivre sur leur positionnement anti-environnementaliste ou de rester cohérents avec la vision écologique défendue par le pape ? Dans les faits, ce groupe paraît divisé. La Cour suprême, où l'on compte désormais six juges catholiques sur neuf, a adopté en juin dernier une décision qui réduit fortement les pouvoirs de l'Environment Protection Agency (EPA) au niveau des États⁴. Pourtant, l'enquête montre une opinion catholique beaucoup plus mesurée : 39 % d'entre eux seulement sont climatosceptiques (25 % doutent de l'origine anthropique du changement climatique, 14 % nient sa réalité), bien en dessous de la moyenne nationale (48 %) et même de l'opinion des protestants « modérés », plutôt progressistes en général (44 %, dont 25 % qui doutent de l'origine anthropique du changement climatique et 19 % qui nient sa réalité).

3. Pew Research Center. En ligne : <<https://www.pewresearch.org/>>

4. Décision West Virginia State v. EPA, 30 juin 2022.

UN MODE DE VIE ÉNERGIVORE ET ASSUMÉ

On observe sans surprise une grande centralité des pratiques énergivores dans le mode de vie des Américains. Compte tenu du PIB élevé du pays, le taux d'équipement est parmi les plus élevés de l'enquête, notamment pour les voitures et la climatisation.

Les États-Unis sont ainsi le pays où le nombre de véhicules automobiles (voiture, fourgonnette, bus, camion) est le plus élevé⁵. Logiquement, la voiture est utilisée au moins plusieurs fois par semaine par 71 % des Américains, contre une moyenne de 58 % dans les 30 pays. Un score très proche de celui de l'Australie, qui est le plus élevé de l'enquête (78 %).

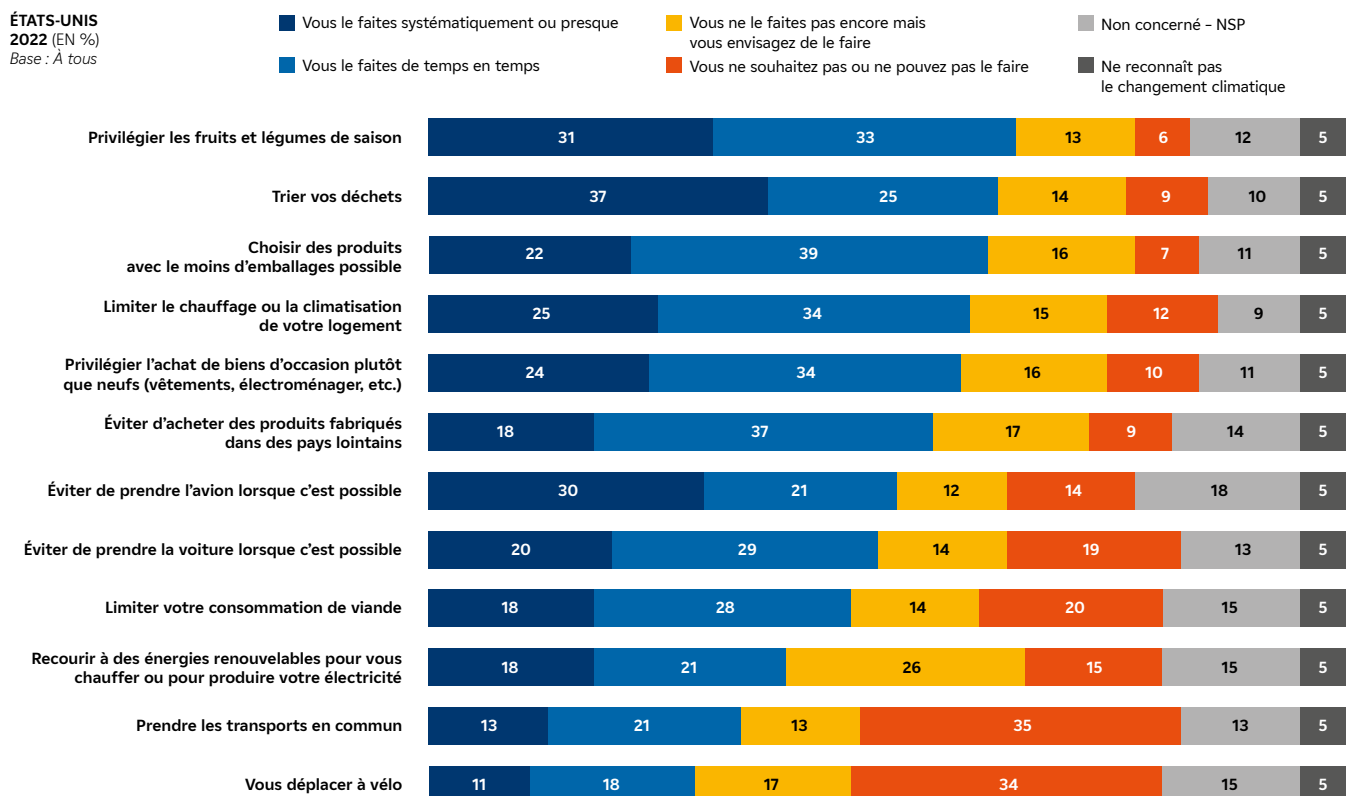
Tout aussi significatif, 88 % des Américains interrogés déclarent avoir l'air conditionné à la maison, très au-dessus de la moyenne globale de 49 %.

Enfin, la consommation de viande au moins une fois par jour concerne 59 % des personnes interrogées aux États-Unis, 20 points au-dessus de la moyenne globale de 39 %.

Conséquence, sans doute, de ce mode de vie, l'acceptabilité pour les Américains des mesures individuelles pour combattre le changement climatique est presque toujours en deçà de la moyenne globale. Les seules pratiques qui s'en approchent concernent le fait de privilégier les achats de seconde main ou les achats locaux (Fig. 4). En revanche, un recours moindre à l'utilisation de la voiture n'est pratiqué que par 49 % des Américains interrogés, contre 61 % en moyenne dans l'enquête - même si le score américain est en hausse de 7 points en 2022, ce qui présage peut-être d'une évolution vertueuse. Quant à l'utilisation des transports en commun ou de la bicyclette, le refus ou l'impossibilité sont massifs, à 35 % et 34 % respectivement, les réponses positives s'établissant à 34 % et 29 %.

Fig. 4. Les actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si :



5. 842 véhicules pour 1 000 habitants. La moyenne des 30 pays s'établit en effet à 390, avec l'Inde à 70 et la France à 478. « Liste des pays par véhicules par habitant », *Stringfixer*. En ligne : <https://stringfixer.com/fr/List_of_countries_by_vehicles_per_capita>

LE CAS PARTICULIER DU TRANSPORT AÉRIEN

La part de voyageurs transportés en avion rapportée au nombre d'habitants s'établit à 282 % en 2019 aux États-Unis, ce qui est supérieur à la moyenne, 194 %, dans les 30 pays, dont la France à 106 %⁶. En revanche, seulement 51 % des Américains interrogés en 2022 déclarent prendre l'avion au moins une fois par an, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne des 30 pays, qui s'établit à 55 %.

Cette différence tient au fait qu'une partie des Américains prend beaucoup l'avion, tandis qu'une autre ne le prend que très peu ou pas du tout. Contrairement à la voiture, qui pénètre de façon quasiment égale tous les milieux sociaux, l'usage de l'avion semble en effet corrélé aux revenus des ménages. Ainsi, dans les foyers à bas revenus, 72 % des personnes déclarent ne jamais prendre l'avion, pour 28 % qui le prennent au moins une fois par an. Dans les foyers à hauts revenus, les proportions sont inverses : 29 % déclarent ne jamais le prendre et 71 % le prendre au moins une fois par an (dont 38 % qui déclarent le prendre trois fois par an ou plus).

Dès lors, les efforts personnels pour éviter les trajets en avion semblent relativement bien acceptés parmi les mesures suggérées : 51 % des Américains interrogés déclarent s'y résoudre, un score quasiment identique à la moyenne des 30 pays (52 %). Les foyers à hauts revenus, ceux qui prennent l'avion, sont plus préoccupés par les questions environnementales (41 %) que les foyers modestes (30 %) et sont donc prêts à faire des concessions.

L'ACTION DU PRÉSIDENT BIDEN EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE EST SANS DOUTE ADAPTÉE AU PUBLIC AMÉRICAIN

Le président démocrate Joe Biden avait fait de la lutte contre le changement climatique un pilier de son programme lors de sa campagne pour les élections de 2020. Il s'était notamment inspiré de l'ambitieux projet de Green New Deal, proposé par la gauche du parti démocrate. Les objectifs en ont été partiellement respectés grâce à l'adoption de l'Inflation Reduction Act (IRA), le 16 août 2022.

Parmi des mesures sur des sujets très divers, la loi prévoit 391 milliards de dollars pour accélérer la transition écologique aux États-Unis, dont 270 milliards sous forme d'incitations fiscales pour les entreprises fabriquant des batteries pour véhicules électriques. Ces entreprises pourront être américaines ou étrangères, mais leurs usines devront être installées aux États-Unis. Outre redonner de l'emploi aux cols bleus du pays, l'IRA vise à faire basculer le pays de la voiture thermique à la voiture électrique pour réduire les émissions de CO₂. L'importance des sommes en jeu permettra sans doute aux États-Unis de rattraper rapidement leur retard. Dans les années récentes, la part des voitures électriques dans les nouvelles immatriculations n'est en effet que de 2,6 % aux États-Unis, contre 9,8 % en France et 13,6 % en Allemagne⁷.

Choisir des mesures incitatives plutôt que punitives (telles que la taxe carbone) est probablement une approche habile dans un pays où l'opinion publique tient à son mode de vie et rechigne plus qu'ailleurs à mettre le climat en tête de sa liste de priorités. Ainsi, l'IRA ne revient pas sur le principe de la voiture mais cherche à verdifier le parc automobile du pays. Par ailleurs, elle respecte l'importance de la croissance économique dans les préoccupations des Américains. L'enquête 2022 indique que 44 % d'entre eux pensent que la priorité devrait être donnée à la croissance économique et à l'emploi, même si cela peut avoir des conséquences néfastes sur l'environnement, contre 41 % qui pensent l'inverse - là où la moyenne des 30 pays est de 48 % pro-environnement contre 38 % pro-croissance (Fig. 5). Loin d'opposer ces deux termes, l'IRA ambitionne de combiner croissance économique et protection de l'environnement.

6. Soit 926,7 millions de voyageurs transportés aux États-Unis en 2019 pour 328,3 millions d'habitants. Les passagers aériens transportés comprennent les passagers des vols intérieurs et internationaux des transporteurs aériens autorisés dans le pays. « Transport aérien, voyageurs transportés », *Banque mondiale*.

En ligne : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IS.AIR.PSGR?name_desc=false&view=chart>

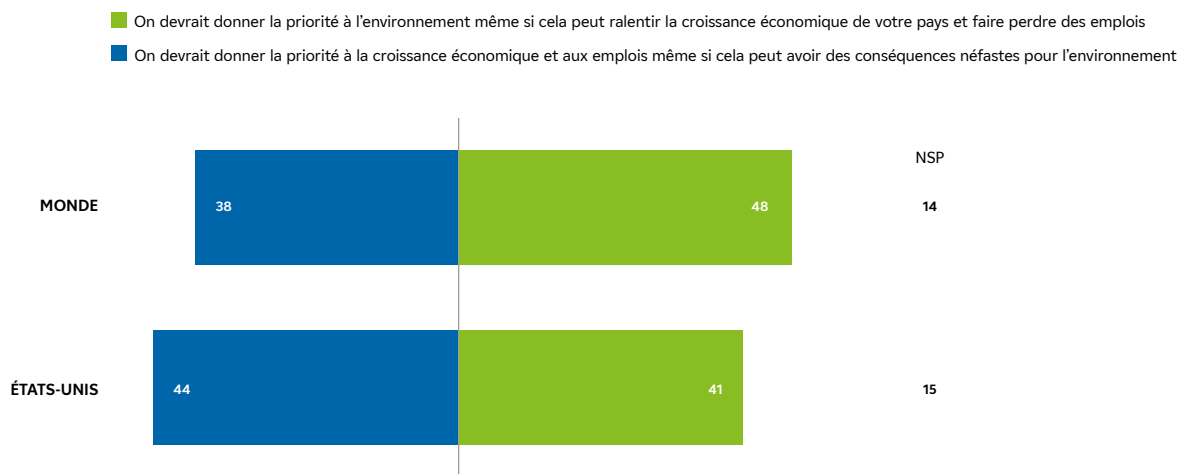
7. GAUDIAUT Tristan. « Mobilité électrique : la Norvège mène la charge », *Statista*. 18 octobre 2022.

En ligne : <<https://fr.statista.com/infographie/17401/parts-de-marche-voitures-electriques-par-pays/>>

Fig. 5. Priorité donnée à l'environnement ou à la croissance

Q. Parmi les deux propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ?

2022 (EN %)
Base : A tous



LE MAINTIEN DU NUCLÉAIRE CIVIL

Enfin, la loi IRA prévoit aussi un réinvestissement de 30 milliards de dollars dans la filière nucléaire, ce qui devrait permettre de prolonger la durée de vie des réacteurs actuellement utilisés⁸. Cette mesure reflète la plus grande acceptabilité du nucléaire civil aux États-Unis, en hausse de 11 points en 2022, à 49 %. La prise de conscience de l'urgence qu'il y a à limiter les émissions de CO₂ conduit à un changement d'image du nucléaire civil dans le monde. Ainsi, l'évolution aux États-Unis est en phase avec celle des 30 pays, qui connaît une hausse de 7 points, conduisant l'acceptabilité du nucléaire à 46 %. Ces scores sont largement supérieurs à l'acceptabilité des centrales à charbon, de 38 % seulement aux États-Unis, même si cette énergie connaît elle aussi une hausse marquée de 6 points en 2022. La moyenne des 30 pays interrogés est de 31 %, avec là également une hausse de 6 points en 2022. Cette évolution-là est sans doute liée aux craintes de pénurie d'énergie liées à la guerre en Ukraine.

CONCLUSION

Les rôles de moteur de l'économie mondiale et de modèle démocratique que jouent les États-Unis dans le monde - même s'ils ont connu quelques avanies ces dernières années - continuent à être très importants. C'est pourquoi la forte polarisation de l'opinion publique américaine sur les questions climatiques et les coups de balancier que connaît la politique environnementale du pays constituent un problème bien au-delà de ses frontières.

L'administration Biden s'est lancée avec beaucoup de vigueur dans un programme de croissance verte. Parce qu'elles s'adressent en priorité aux entreprises, il semble que ses dispositions ne pourraient pas être renversées aussi facilement par une prochaine administration républicaine (possiblement élue en 2024 ou en 2028) que l'adhésion à l'Accord de Paris sur le climat, dont Trump avait sorti les États-Unis en 2017. Croisons les doigts. ■



8. NATTER Ari. « Manchin deal tosses \$30 billion lifeline to US nuclear reactors », *Bloomberg*. 3 août 2022.



ÉTATS-UNIS



POPULATION



334,8
millions
d'habitants (2022)



79,1 ans
d'espérance de vie moyenne (2022)

ÉCONOMIE



5,7 %
de croissance
annuelle du PIB (2021)



69 288 \$
de PIB par habitant (2021)



3,6 %
de chômage (2022)



8,6 %
d'inflation annuelle (2021-2022)

SÉCURITÉ



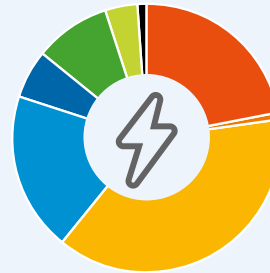
33 d'indice
de corruption (2021)
Sur une échelle de 0 (corruption faible)
à 100 (corruption élevée)

ALIMENTATION



101,1 kg
de viande consommée
par an et par habitant
vs 35 kg au niveau mondial
(projections 2020-2029)

MIX ÉLECTRIQUE



- Charbon 22 %
- Pétrole 1 %
- Gaz 38 %
- Nucléaire 19 %
- Hydraulique 6 %
- Éolien 9 %
- Solaire 4 %
- Autres EnR 1 %

(2021)

CLIMAT



15,2 t
de CO₂ par habitant
vs 4,5 t au niveau mondial
(2018)



457
catastrophes climatiques (2000-2019)
Inondations, tempêtes, sécheresse,
températures extrêmes, feux, etc.



145
décès pour 1 million
d'habitants liés à la pollution
de l'air
vs 537 décès en moyenne au niveau mondial
(2017-2019)

TRANSPORT



842
automobiles pour
1 000 habitants (2015)



2,6 %
de véhicules électriques
particuliers dans les nouvelles
immatriculations (2021)

Sources : Ined, OCDE, Banque mondiale, Transparency International, AIE, ONU, Statista, université d'Oxford, Trading Economics



Brouillard sur Kartavya Path. New Delhi, Inde. Novembre 2022

Inde : entre conscience des enjeux et inertie

■ Christophe Jaffrelot - *Ceri (Sciences Po)*

Tous les ans en novembre – et jusqu'en février –, la question environnementale fait la une des journaux indiens lorsque la pollution de l'air atteint des niveaux tels que les écoles doivent fermer et les aéroports réduire leur activité. Le problème ne date pas d'hier et ne se limite pas à la capitale, Delhi, même s'il y est plus aigu : il y a déjà six ans une étude parue dans *The Lancet* montrait que 22 des 30 villes les plus polluées au monde se trouvaient en Inde, ce fléau ayant déjà été à l'origine de 1,2 million de décès prématurés, principalement d'enfants et de personnes âgées¹. Aujourd'hui, on estime que 600 000 personnes meurent chaque année prématurément en Inde du fait de la pollution atmosphérique, dont 35 000 à Delhi, car peu a été fait² pour améliorer la situation.

UNE OPINION PUBLIQUE ENTRE CONSCIENCE ENVIRONNEMENTALE, PAUVRETÉ ET CONSUMÉRISME

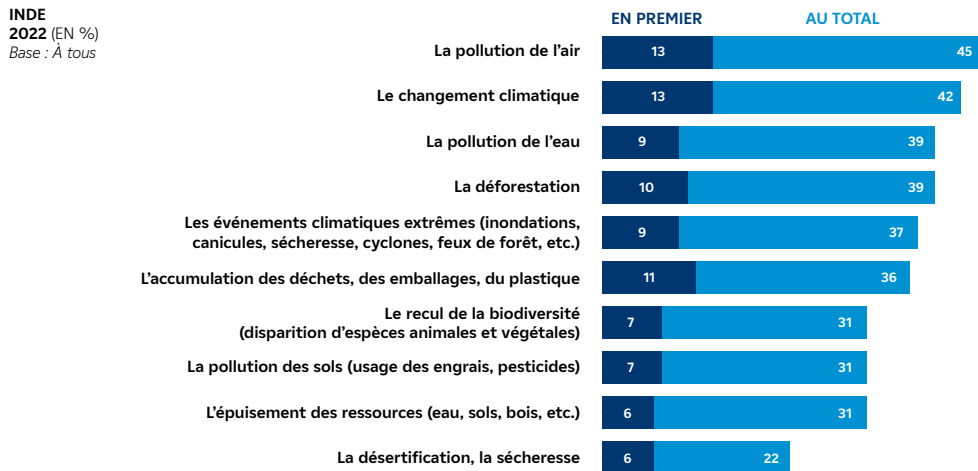
Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que l'Inde soit le pays où l'opinion publique se montre la plus préoccupée au monde par la question environnementale, avec une note de 8,7 sur 10 quand la moyenne globale est à 7,6. Cependant, l'enquête Obs'COP montre que seuls 45 % des Indiens interrogés mettent l'environnement en tête de leurs préoccupations, derrière le chômage et la corruption. Autre résultat contradictoire : seuls 31 % des Indiens trouveraient la situation de leur pays « plutôt » ou « très » mauvaise en matière d'environnement... De tous les sujets de préoccupation liés à l'environnement, c'est la qualité de l'air qui, logiquement, vient en tête (citée par 45 % des personnes interrogées) (*Fig. 1*).

1. En 2014 déjà, l'OMS avait classé 13 villes de l'Inde parmi les 20 les plus polluées au monde. Si Delhi forme l'épicentre de ce qu'on appelle l'« airpocalypse », d'autres villes, coincées comme la capitale indienne sous l'arc himalayen (Lucknow, Faridabad, Kanpur, Varanasi, Agra, etc.), battent également des records de pollution, mais c'est aussi le cas d'Ahmedabad, Pune, Hyderabad, Mumbai, Bangalore, etc.

2. Au mois de novembre de chaque année depuis au moins dix ans, l'ambassade américaine – qui reste la meilleure source d'information – enregistre une concentration de 800 microgrammes de particules fines par mètre cube d'air environ, soit un taux 32 fois supérieur aux normes de l'OMS (ce qui revient à fumer 22 cigarettes par jour d'après certaines estimations).

Fig. 1. Les préoccupations environnementales des Indiens

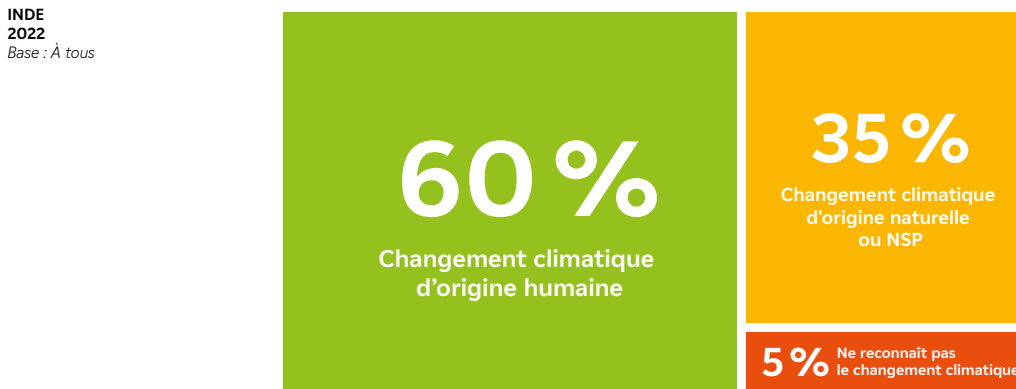
Q. Quels sont, parmi la liste suivante, les problèmes liés à l'environnement que vous jugez les plus préoccupants dans votre pays ? (quatre réponses possibles)



Dans l'arbitrage entre environnement et croissance, 58 % des Indiens sont prêts à accorder la priorité au premier et seulement 37 % à la seconde. Ils ne sont toutefois que 60 % à établir un lien entre l'activité humaine et le changement climatique, la part des climatosceptiques ayant progressé de 11 points en un an (Fig. 2) - sans doute en raison de la vague de désinformation qui envahit les réseaux sociaux et les médias³. Seuls 46 % des Indiens interrogés considèrent que le changement climatique est porteur de graves conséquences pour le lieu où ils résident, alors même que 59 % d'entre eux en ont « tout à fait » ressenti les conséquences, à commencer par l'élévation des températures (59 %), qui, de fait, ont dépassé les 50 °C au printemps 2022 dans certaines régions - un record absolu en cette saison.

Fig. 2. Le taux de climatoscepticisme en Inde

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :



Surtout, les Indiens sont moins disposés à changer de mode de vie que les autres pays interrogés (47 % contre 50 % en moyenne au global) et tendent à attendre le salut du progrès technique et de l'innovation (35 % contre 31 %). Ce résultat s'explique en partie par le niveau - et le mode - de développement du pays. D'un côté, l'immense majorité des Indiens ne peut guère réduire sa consommation, étant donné l'état de dénuement dans lequel elle se trouve - alors même que sa condition se dégrade : pour la première fois depuis les années 1970 (et donc depuis que cette statistique existe), le National Sample Survey Office (l'Insee indien) a montré en 2018 que le pourcentage d'individus vivant sous le seuil de pauvreté augmentait.

D'un autre côté, la classe moyenne, réduite en nombre mais responsable de la part la plus importante de la pollution d'origine individuelle, n'est en rien prête à réduire sa consommation, alors que c'est à elle que tient son - tout récent - statut social, les inégalités ne s'étant vraiment creusées que depuis vingt ans en Inde, au moment où le taux de croissance a commencé à tutoyer les deux chiffres.

3. Néanmoins, 66 % des Indiens sont préoccupés par le changement climatique ; seuls les Mexicains le sont davantage.

CHARBON CONTRE RENOUVELABLES : UNE GOUVERNANCE DÉFICIENTE

Une majorité relative d'Indiens (49 %) considère que son pays donnera la priorité à la croissance économique, tandis que 45 % pensent qu'il l'accordera à l'environnement. Ce jugement reflète fidèlement l'évolution de la politique du gouvernement depuis l'alternance de 2014. D'un côté, l'Inde s'est engagée sur la voie d'une transition énergétique dont le solaire est le principal moteur ; d'un autre, elle continue de recourir au charbon de façon massive et détricote les lois protégeant la nature des industries les plus polluantes.

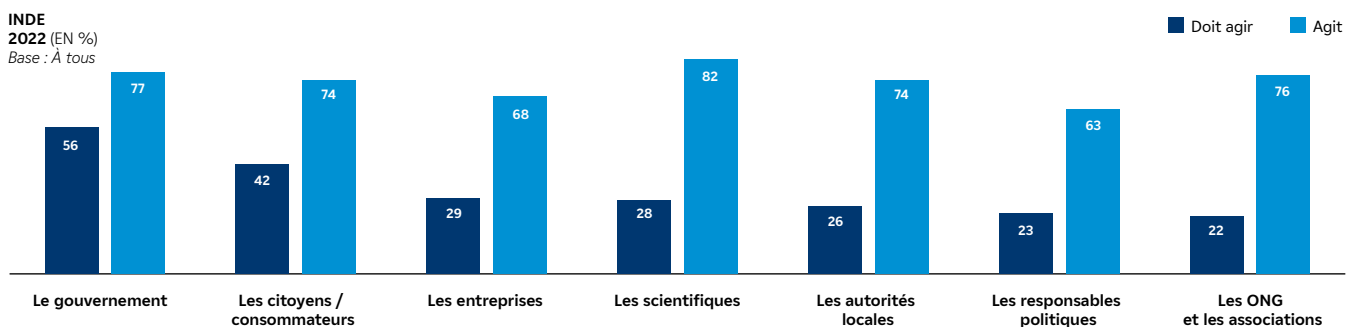
Depuis la COP21, l'Inde souhaite apparaître comme faisant partie de la solution au problème du changement climatique (et non plus comme faisant partie du problème, ce qui avait été le cas à Copenhague en 2009). Mais ses annonces à visées diplomatiques, si elles améliorent son « *soft power* », trouvent peu de traductions concrètes : si l'Inde s'est engagée à réduire son empreinte carbone de 35 % (par rapport à 2005) en 2030, elle est devenue le troisième plus gros pollueur au monde en termes d'émissions de CO₂ et ses efforts en termes de transition énergétique restent limités. En 2021, le gouvernement a annoncé que sa capacité de production électrique provenant des renouvelables avait franchi le cap des 100 GW – pour l'essentiel grâce aux panneaux solaires et aux éoliennes. Mais dans le même temps, les énergies fossiles (dans lesquelles l'Inde avait beaucoup plus investi au cours des sept dernières années – 3,3 trillions de dollars contre 70 milliards dans les renouvelables) continuaient de progresser et, en leur sein, le charbon, pourtant désigné par tous comme la source d'énergie à bannir en priorité mais bénéficiant de subventions bien supérieures à celles des renouvelables : la Central Electricity Authority indienne a indiqué que la capacité de production des centrales à charbon augmenterait de 202 GW en 2021 à 266 GW en 2030.

Le recours massif au charbon explique en partie que 50 % des Indiens considèrent que l'industrie pollue « beaucoup » et que 46 % pensent la même chose des centrales thermiques (Fig. 4), car c'est là une source d'énergie majeure pour la production d'électricité : 55 % du courant électrique est encore produit en Inde par des centrales au charbon.

Parmi les acteurs appelés à prendre des initiatives, les Indiens citent moins le gouvernement (Fig. 3) – en qui ils n'ont guère confiance – que les personnes interrogées dans d'autres pays : 56 %, contre 68 % en moyenne dans les 30 pays interrogés. C'est que les gouvernants, tant au niveau national qu'au sein des États de l'Union indienne, soucieux de ne pas indisposer les électeurs-conducteurs ou les paysans – grands pollueurs à leur façon –, répugnent à prendre des mesures significatives. Il faut dire qu'aucune force politique ne se réclame en Inde de l'écologie : il n'y a jamais eu de parti « vert », et aucune formation ne fait une place significative aux enjeux environnementaux. Seule exception : en 2019, le Congrès a ajouté un chapitre relevant de ce domaine à son programme. Cela ne lui a pas porté chance. C'est qu'aucune de ces questions n'a fait partie des débats de la campagne électorale, centrée, comme toujours, sur des questions identitaires (et même ethno-religieuses quand il s'agit des relations entre hindous et musulmans) et sécuritaires.

Fig. 3. Les acteurs qui doivent agir contre le changement climatique et leur mobilisation perçue

Q. Selon vous, parmi la liste suivante, quels sont ceux qui doivent agir en priorité pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ? / Q. Et pour chacun des mêmes acteurs, estimez-vous qu'ils agissent pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ?



NEXUS POLITICO-INDUSTRIEL ET DÉFORESTATION

Les Indiens ne font pas non plus confiance au pouvoir pour traiter des enjeux environnementaux parce que les gouvernants entretiennent des relations de plus en plus étroites avec les industriels qui détruisent la nature. La proximité du gouvernement de Narendra Modi avec de grands groupes qui ont investi dans le secteur minier est particulièrement évidente. La holding de Gautam Adani, un homme d'affaires dont la fortune – la première d'Asie aujourd'hui – a accompagné l'ascension de Modi depuis vingt ans, est par exemple en mesure d'exploiter toutes sortes de minerais (y compris du charbon) dans plusieurs États de l'Inde, aux dépens des forêts dans les sous-sols desquelles se trouvent ces ressources. La déforestation bat son plein en Inde et une majorité des Indiens interrogés – 51 % (soit 10 points de pourcentage de plus que la moyenne) – considère que la destruction des forêts produit beaucoup de CO₂.

Pour faciliter la tâche des grands magnats de l'économie indienne, les lois protégeant les forêts et leurs habitants – en particulier les populations autochtones qui en vivent – ont été considérablement diluées. En 2020, le ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique a amendé les procédures concernant l'*Environment Impact Assessment* de telle sorte que les investissements miniers en zones forestières ont été facilités. Premièrement, l'impact de ces investissements sur l'environnement ne doit plus être évalué avant le début des travaux, mais après, *ex post*. Deuxièmement, l'ordonnance du ministère autorise un grand nombre d'exemptions justifiant la mise en œuvre de chantiers aux dépens de l'environnement. Des ONG ont certes continué à lutter pour la défense des forêts et de ses habitants, mais en vain.

Les ONG jouent un rôle essentiel dans la défense de l'environnement : 76 % des Indiens interrogés, un record, pensent d'ailleurs que les ONG et autres associations luttent contre le réchauffement climatique (Fig. 3). Mais les ONG environnementalistes sont soumises à une répression sévère, liée, à l'origine, à leur combat anti-nucléaire. C'est ainsi que Greenpeace – fer de lance de la lutte contre le charbon – a été accusé de violer la loi contrôlant les dons en provenance de l'étranger et, après avoir perdu tout accès aux financements internationaux, a dû considérablement réduire ses activités. Trois autres ONG – Let India Breathe, Fridays For Future India et There is No Earth B – ont aussi été soumises à des formes de répression, allant des contrôles fiscaux à l'accusation de terrorisme.

La déforestation bat son plein en Inde et une majorité des Indiens interrogés considère que la destruction des forêts produit beaucoup de CO₂. »

LE RÔLE DU POUVOIR JUDICIAIRE

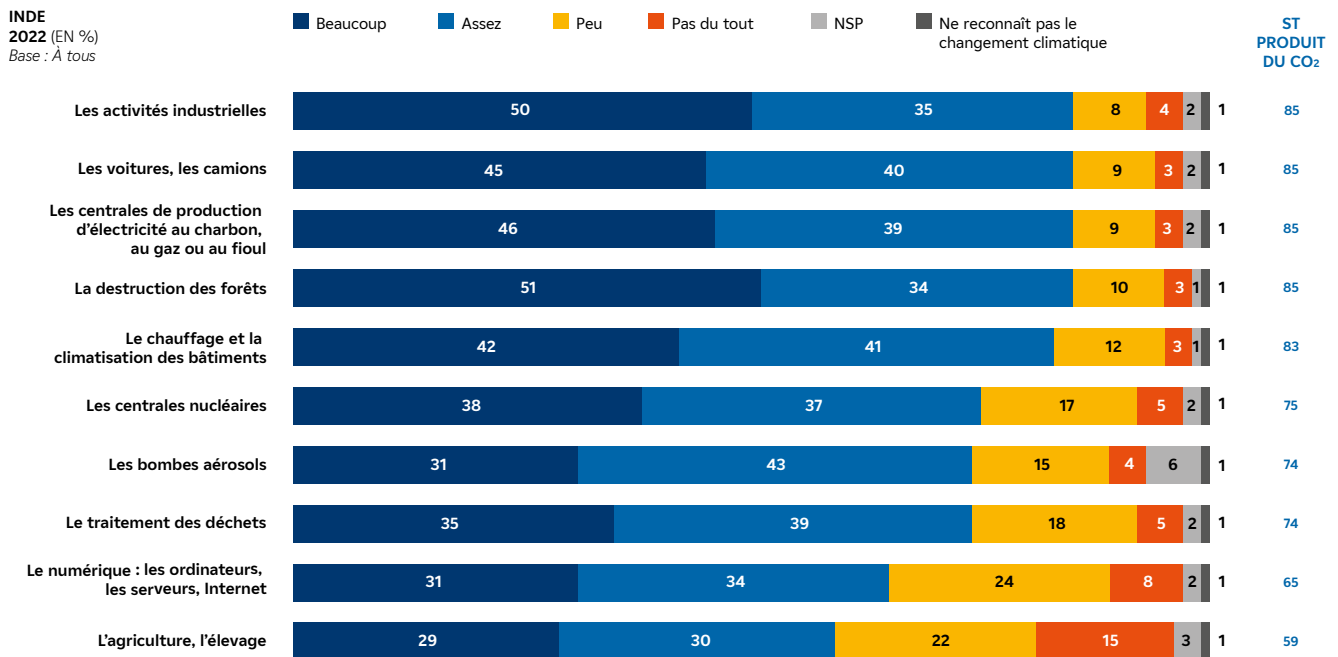
Si les ONG sont marginalisées, un autre acteur joue un rôle majeur dans la protection de l'environnement en Inde : le pouvoir judiciaire. Les autorités tardant à réagir, la Cour suprême (où siège souvent un « *green judge* » chargé des dossiers environnementaux) est amenée à intervenir de plus en plus souvent depuis trente ans, comme si elle exerçait le pouvoir exécutif. Dans un passé récent, elle a, par exemple, suspendu les chantiers de construction et le travail des carrières de la région de Delhi ainsi que l'incinération des ordures, assortissant toute infraction à ces règles de lourdes amendes. C'est grâce au pouvoir judiciaire que la plupart des usines (notamment les centrales thermiques au charbon) de la région de Delhi ont été fermées ou délocalisées, l'usage d'un carburant plus propre imposé à tous et la traversée de Delhi interdite aux camions.

Il faut dire que l'État de Delhi s'était contenté de réintroduire (comme à son habitude pendant la saison hivernale) la circulation alternée des véhicules. Il avait aussi demandé, comme tous les ans et avec toujours aussi peu de succès, aux États voisins, ruraux pour l'essentiel, de suspendre la culture sur brûlis.

Tous les ans, en effet, les paysans brûlent les chaumes que laissent les récoltes pour pouvoir semer à nouveau. Il s'agit là de la principale cause de pollution atmosphérique de la région. L'Inde est, au demeurant, le pays où un pourcentage considérable (59 %) de personnes interrogées considère que l'agriculture produit beaucoup de CO₂. La proportion de celles qui pensent que c'est aussi le cas du numérique est également supérieure à la moyenne (65 %, contre 44 % en moyenne), signe d'une grande familiarité avec l'outil informatique, une ressource majeure pour le « bureau du monde », dont Bangalore est la capitale (Fig. 4).

Fig. 4. L'opinion des Indiens sur les secteurs émetteurs de CO₂

Q. Pour chacune des activités suivantes, dites-moi si, selon vous, elle produit beaucoup, assez, peu ou pas du tout de CO₂, le gaz à effet de serre qui provoque le changement climatique ?



QUELLE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : CHARBON, RENOUVELABLES ET/OU NUCLÉAIRE ?

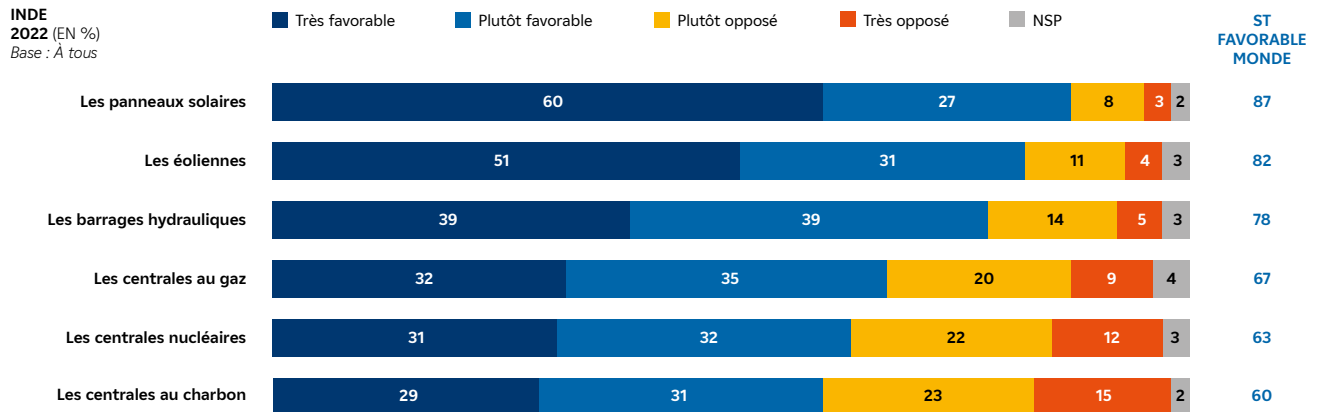
Si les Indiens sont les plus favorables aux énergies renouvelables (74 % d'entre eux disent d'ailleurs y recourir déjà, contre 44 % à l'échelle mondiale), ils sont aussi beaucoup moins réticents que nombre de citoyens d'autres pays au développement de l'énergie nucléaire.

Pour lutter contre le changement climatique, les Indiens privilégient l'énergie solaire à 87 % (55 % d'entre eux - contre 52 % de moyenne globale - considérant « très acceptable » d'installer des panneaux solaires partout où c'est possible). Ce résultat s'explique sans doute par le fait que la population en constate déjà les bienfaits et pense - à juste titre - que le pays est mieux doté pour ce renouvelable-là que pour l'éolien ou l'hydraulique. Il est toutefois frappant de constater que 60 % des Indiens restent « très » (29 %) ou « plutôt » (31 %) favorables au charbon pour produire l'électricité du pays, probablement parce que le pays possède cette ressource en abondance et qu'elle est perçue comme bon marché (Fig. 5).

En outre, et contrairement à l'opinion dominante dans le monde, une écrasante majorité d'Indiens considère que remplacer les centrales au charbon ou au gaz par des centrales nucléaires est « très » (46 %) ou « plutôt » (35 %) acceptable, contre 29 % et 35 % en moyenne dans le monde en général. Aucun pays n'atteint un tel niveau d'acceptabilité de l'atome. Cette exception indienne s'explique sans doute par le fait que les incidents techniques en la matière ont été rares et peu médiatisés. De toute façon, le nucléaire représente une très faible part du bilan énergétique, les seules centrales en fonctionnement étant d'ailleurs d'origines soviétique et russe.

Fig. 5. Le soutien aux différents modes de production d'électricité

Q. Pour produire l'électricité dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre pays, êtes-vous favorable ou opposé à chacun des modes de production suivants ?



CONCLUSION

Il convient de noter que certaines questions dont les résultats donnent lieu à des graphiques comparatifs se révèlent peu pertinentes dans le cas de l'Inde, comme celle concernant la consommation de viande (le végétarisme étant une référence culturelle, sinon la norme, et le régime carné étant déjà stigmatisé par l'idéologie nationaliste hindoue, aujourd'hui dominante). D'une façon générale, interpréter les résultats de cette enquête demande une prise en compte des contextes culturels, et pas seulement environnementaux, politiques et sociaux. C'est ainsi qu'on peut aussi expliquer que l'Inde soit le pays au monde où l'idée de remplacer l'aérien par le ferroviaire pour les courtes distances soit la plus populaire au monde (41 % contre 28 % de moyenne globale), étant donné non seulement le niveau de vie de la population, mais aussi une très ancienne culture du train. D'où, aussi, le fait que l'Inde soit le pays où l'idée d'instaurer une taxe sur les billets d'avion est également la plus populaire au monde, même si en l'occurrence la variable « pouvoir d'achat » doit également être prise en compte. ■





INDE



POPULATION



1 406,6
millions
d'habitants (2022)



70,3 ans
d'espérance de vie moyenne (2022)

ÉCONOMIE



8,9 %
de croissance
annuelle du PIB (2021)



2 277 \$
de PIB par habitant (2021)



7,8 %
de chômage (2022)



7 %
d'inflation annuelle (2021-2022)

SÉCURITÉ



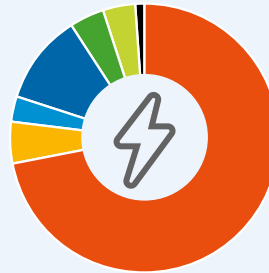
60 d'indice
de corruption (2021)
Sur une échelle de 0 (corruption faible)
à 100 (corruption élevée)

ALIMENTATION



3,8 kg
de viande consommée
par an et par habitant
vs 35 kg au niveau mondial
(projections 2020-2029)

MIX ÉLECTRIQUE



- Charbon 72 %
- Pétrole 0 %
- Gaz 5 %
- Nucléaire 3 %
- Hydraulique 11 %
- Éolien 4 %
- Solaire 4 %
- Autres EnR 1 %
(2021)

CLIMAT



1,8 t
de CO₂ par habitant
vs 4,5 t au niveau mondial
(2018)



290
catastrophes climatiques (2000-2019)
Inondations, tempêtes, sécheresse,
températures extrêmes, feux, etc.



717
décès pour 1 million
d'habitants liés à la pollution
de l'air
vs 537 décès en moyenne au niveau mondial
(2017-2019)

TRANSPORT



70
automobiles pour
1 000 habitants (2015)



0,1 %
de véhicules électriques
particuliers dans les nouvelles
immatriculations (2021)

Sources : Ined, OCDE, Banque mondiale, Transparency International, AIE, ONU, Statista, université d'Oxford, Trading Economics



Bateau de croisière MSC Orchestra dans la lagune vénitienne. Venise, Italie. Juillet 2021.

L'Italie, entre transition écologique et urgence sociale

■ Marc Lazar – *Sciences Po*

On connaît le mot fameux du chancelier autrichien Metternich en 1847 : « *L'Italie n'est qu'une simple expression géographique.* » L'Histoire a démenti ce jugement dédaigneux. Quelques années plus tard, l'Italie est devenue un État-nation, puis, après bien des vicissitudes politiques, un pays fondateur de l'Europe, et, aujourd'hui, la troisième puissance économique et la deuxième réalité industrielle de l'Union européenne. Et pourtant, la géographie originale de ce pays – une péninsule longue de 1 300 kilomètres s'enfonçant, telle une botte, au cœur de la Méditerranée, de multiples obstacles montagneux, une sismicité élevée et une marqueterie de paysages le plus souvent sublimes et d'écosystèmes particuliers – façonne en partie l'italianité, laquelle se fonde sur la référence constante au *bel paese* (« beau pays ») et sur l'inquiétude permanente face aux récurrentes catastrophes naturelles. Pour cette raison, les Italiens devraient démontrer une sensibilité particulière aux menaces que charrie le changement climatique, qui ne peut qu'accroître les fragilités naturelles de l'Italie. Qu'en est-il exactement ?

L'ENVIRONNEMENT N'EST PLUS LA PRIORITÉ DES ITALIENS

Cette enquête démontre, avant tout, l'effet de la conjoncture sur la perception italienne au moment où les personnes ont été interrogées¹. Si 77 % d'entre elles considèrent que la situation de l'environnement dans leur pays est mauvaise (dont un quart « très mauvaise »), ce pourcentage monte à 85 % pour la situation économique, dont 36 % « très mauvaise ». Des résultats bien au-dessus de la moyenne des 30 pays interrogés. Le souci fondamental des Italiens est donc de nature économique et sociale, ce que confirment tous les autres sondages réalisés en Italie. Ainsi, à l'occasion de la campagne électorale qui se déroulait au moment de l'enquête, les attentes prioritaires des électeurs concernaient l'inflation, le pouvoir d'achat, le prix du gaz et de l'électricité, le travail. Il en va de même dans notre enquête. Quand on demande aux Italiens ce qui les préoccupe le plus, les résultats sont clairs (*Fig. 1*) : le coût de la vie arrive largement en tête, l'environnement étant en troisième position après les guerres et presque à égalité

1. Terrain réalisé du 31 août au 7 septembre 2022.

avec le chômage, la pauvreté et les inégalités. Rien d'étonnant dans un pays qui stagne économiquement depuis des décennies, où l'inflation affleure les 9 %, le chômage 8 % (24 % pour celui des jeunes), tandis que la pauvreté touche près de 6 millions d'individus et 2 millions de familles, et que se creusent les inégalités de toute nature².

Fig. 1. Les sujets de préoccupation des Italiens

Q. Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ? (plusieurs réponses possibles)



Il en résulte que, cette année, seulement 45 % des Italiens sont d'accord pour donner la priorité à l'environnement, même si cela aboutirait à un ralentissement de la croissance et détruirait des emplois (7 points de moins qu'en 2021), tandis que 39 % d'entre eux préfèrent la croissance et des emplois, quitte à ce que cela provoque des conséquences nuisibles sur l'environnement (9 points de plus en un an). 52 % des Italiens, résignés ou réalistes, voire résignés et réalistes, pensent que la priorité sera donnée à la croissance et aux emplois malgré les effets négatifs que cela entraînera pour l'environnement. Or l'enquête a été réalisée à la fin de l'été, un mois avant l'accès au gouvernement de Giorgia Meloni du parti Frères d'Italie, dont la conscience écologique se révèle très faible. Davantage, les Italiens semblent manifester un certain scepticisme. Si décision était prise dans leur pays de donner la priorité à l'environnement, 22 % d'entre eux estiment que cela détruirait plus d'emplois que cela n'en créerait, soit une progression de 7 points en un an, 36 % d'entre eux pensant le contraire (9 points de moins), un quart d'entre eux considérant que cela ne changerait rien.

Toutefois, les Italiens sont désormais sensibilisés aux problématiques environnementales et climatiques. Cela ne tient pas à la présence du parti des Verts, qui, hormis entre les années 1980, surtout après la catastrophe de Tchernobyl qui a traumatisé l'Italie, et le début des années 1990, n'a jamais vraiment percé. L'environnement ne constituait pas la priorité de la population ; la polarisation du système politique entre centre droit et centre gauche, pro-berlusconiens et anti-berlusconiens, laissait peu de place à un parti peu attractif et qui a été concurrencé, à partir du début de ce millénaire, par l'émergence du Mouvement 5 étoiles, mettant l'écologie au cœur de son programme. Aujourd'hui, seuls 2 % des Italiens se déclarent proches des Verts. Aussi leur conscience écologique s'est-elle principalement et progressivement forgée grâce à de multiples associations, la *Legambiente*³ par exemple, par certains activistes comme Alexander Langer, des responsables politiques (Laura Conti ou Antonio Cederna), des journalistes (Lilia Colò), des chanteurs (Adriano Celentano), et des intellectuels, tel Pier Paolo Pasolini, qui, dans un article fameux souvent encore cité de nos jours, publié par le *Corriere della sera* en date du 1^{er} février 1975, écrivait : « Au début des années 60, à cause de la pollution atmosphérique et, surtout, à la campagne, à cause de la pollution de l'eau (fleuves d'azur et canaux limpides), les lucioles ont commencé à disparaître. Cela a été un phénomène foudroyant et fulgurant. Après quelques années, il n'y avait plus de lucioles. »

2. « L'Anello debole », *Caritas Italiana*. Octobre 2022.

En ligne : <<https://www.caritas.it/presentazione-del-rapporto-2022-su-poverta-ed-esclusione-sociale-in-italia/>>

3. Legambiente est une association environnementale italienne créée en 1980.

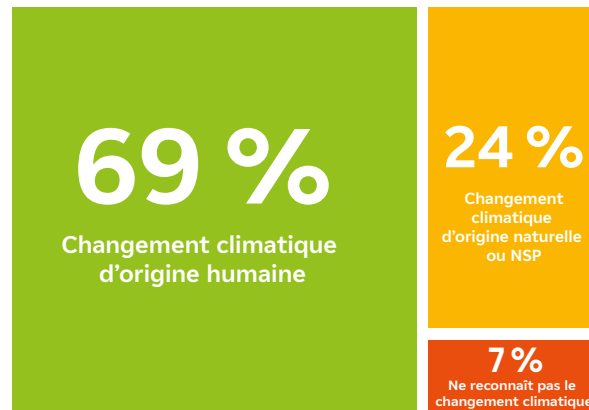
En dépit d'une légère progression des climatosceptiques (7 % d'entre eux estimant qu'il n'y a pas de changement climatique et 24 % que celui-ci est dû à des facteurs naturels ou déclarant ne pas avoir d'opinion), les Italiens se montrent majoritairement sensibilisés à la question du changement climatique, dû selon 69 % d'entre eux aux activités humaines, un pourcentage en très légère baisse par rapport à 2021 (Fig. 2).

Selon eux, les deux principaux problèmes environnementaux qui affectent leur pays sont les événements climatiques extrêmes (inondations, canicules, sécheresse, cyclones, feux de forêt), certains d'entre eux les frappant en effet au premier chef, et le changement climatique. Ils pensent que celui-ci est dû essentiellement aux activités industrielles, aux centrales électriques au charbon, au gaz et au fioul, aux voitures et aux camions, au chauffage et à l'air conditionné utilisé dans les bâtiments. Mais, ce changement n'a rien d'abstrait. 81 % des Italiens disent avoir ressenti personnellement ses effets dans leurs régions, auxquelles ils sont très attachés puisqu'elles constituent pour nombre d'entre eux l'une de leurs références identitaires (on se déclare par exemple Toscan avant de se définir comme Italien). Et ses effets sont négatifs pour 67 % des personnes interrogées. Quand on leur demande d'indiquer ce qu'ils ont ressenti personnellement, ils désignent à 78 % l'augmentation des températures, les canicules. L'ensemble de ces transformations affecte leur moral : 72 % des Italiens se déclarent inquiets, et 47 % démoralisés (une progression de 6 points en un an). Sans doute parce qu'il existe un fossé entre, d'un côté, le ressenti personnel et collectif du changement climatique, le traitement médiatique de celui-ci et les mobilisations des associations, et, de l'autre, l'action publique. Il est d'ailleurs assez symptomatique que les questions environnementales n'aient pas été au cœur de la dernière et récente campagne électorale, en dépit des quelques efforts produits par le parti démocrate (centre gauche).

Fig. 2. Le taux de climatoscepticisme en Italie

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

ITALIE
2022
Base : À tous



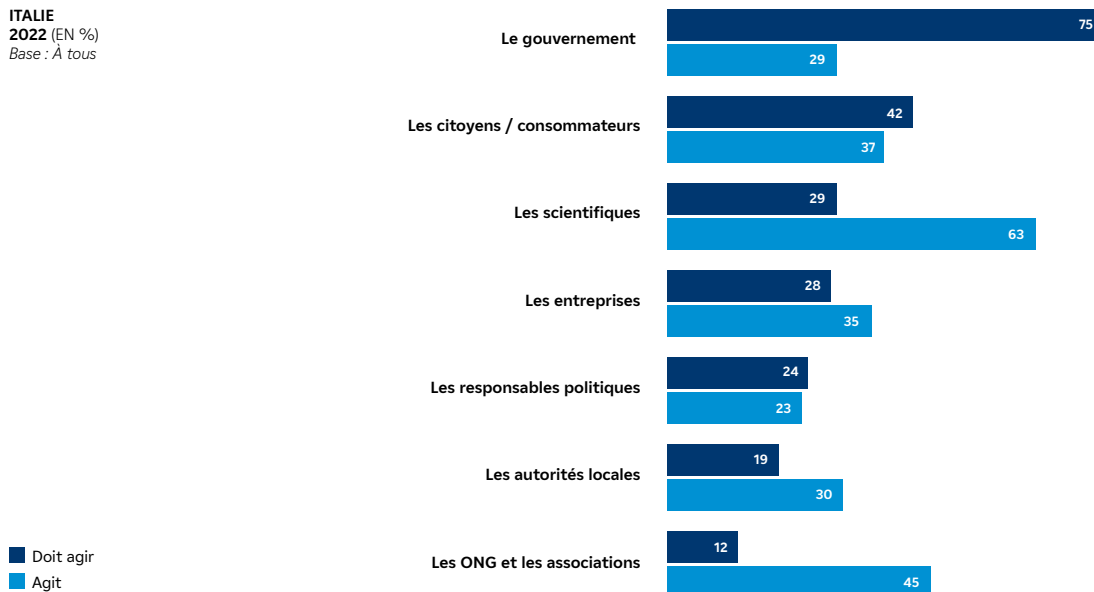
ACTION ET MOBILISATION DES ACTEURS ET CITOYENS

La défiance quasiment structurelle des Italiens envers la classe politique depuis des décennies affecte aussi leur perception de son action à l'égard du changement climatique. Seulement 23 % estiment que leurs leaders politiques agissent et 29 % leur gouvernement, alors qu'ils sont 75 % à déclarer que cela relève de la responsabilité de celui-ci (Fig. 3). Cela atteste d'un contraste assez classique chez les Italiens : pour des raisons historiques, ils se méfient de l'État, qu'ils trouvent trop intrusif tout en lui demandant en permanence d'intervenir sur certains sujets et en l'accusant de ne rien faire. En revanche, les Italiens saluent l'action des scientifiques (63 %) et celle des organisations non gouvernementales et à but non lucratif (45 %), ce qui atteste leur confiance dans ce qui émane de la société plus que dans ce qui provient de la sphère politique (Fig. 3).

Cela n'empêche pas que près d'un Italien sur deux estime que son pays fait presque les mêmes efforts que les autres ; toutefois, 27 % ont un avis contraire, ce qui, là encore, relève d'un trait culturel italien fort diffusé, celui de l'*autolesionismo* (« l'autoflagellation »). Plus d'un Italien sur deux est conscient qu'il faut procéder à un changement de vie majeur pour limiter le changement climatique, et 73 % disent savoir quoi faire. La preuve, au niveau individuel, deux actions se détachent nettement. Le tri sélectif des déchets, qu'ils disent pratiquer systématiquement (86 %) : il est vrai que l'Italie est très en avance sur ce point (74 % en moyenne dans les pays interrogés). De même, 84 % déclarent privilégier régulièrement les légumes et les fruits, 61 % mangent de la viande quelques fois par semaine, seuls 15 % en consomment quotidiennement. Cela provient de la tradition gastronomique du régime méditerranéen, recommandé par les diététiciens à l'échelle internationale, et aussi du succès du mouvement Slow Food lancé par Carlo Petrini, qui incite à respecter les saisons et les produits locaux. En outre, les Italiens se mobilisent : 62 % d'entre eux ont signé une pétition ou sont prêts à le faire pour combattre le changement climatique, et 58 % ont boycotté des produits et des marques qui ont un impact négatif sur le climat.

Fig. 3. Les acteurs qui doivent agir contre le changement climatique et leur mobilisation perçue

Q. Selon vous, parmi la liste suivante, quels sont ceux qui doivent agir en priorité pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ? /
 Q. Et pour chacun des mêmes acteurs, estimez-vous qu'ils agissent pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ?



Pour produire l'électricité nécessaire aux besoins du pays, ils sont d'accord à 89 % pour privilégier les panneaux solaires, à 84 % pour les éoliennes, à 80 % pour les barrages hydrauliques, mais, nouveauté confirmée par d'autres sondages, 43 % se prononcent pour l'énergie nucléaire. Un bond de 17 points en un an, dû à la guerre en Ukraine, qui a fait comprendre aux Italiens la dépendance de leur pays au gaz et au pétrole russes. 56 % des Italiens (+ 13 points par rapport à 2021) disent qu'il faut remplacer les centrales à charbon par des centrales nucléaires. Alors que par deux fois les Italiens ont repoussé le nucléaire par référendum, un mouvement inverse de l'opinion s'amorce. La coalition de droite-centre victorieuse aux dernières élections, favorable à la relance des centrales nucléaires, entend remettre ce sujet sur la table.

QUELLES POLITIQUES PUBLIQUES DE L'ÉNERGIE DE LA PART DU NOUVEAU GOUVERNEMENT ?

Les Italiens ont massivement compris avec la guerre en Ukraine qu'ils sont plus dépendants en matière d'énergie que les autres pays de l'Union européenne. Leurs factures d'électricité et de gaz étaient déjà fort élevées, et ils estiment à 80 % avoir été affectés par la hausse des premières et à 77 % par celle des secondes. Mais le pire, pour 83 % d'entre eux, est l'augmentation des dépenses de l'essence et du gazole. Car ils sont aussi fortement dépendants de l'usage de leur automobile. 74 % des Italiens l'utilisent au moins plusieurs fois par semaine, dont 53 % tous les jours, alors qu'à 85 % ils savent que cet usage contribue au changement climatique. Mais ils se heurtent à une réalité de nature historique. Le choix de la voiture a été effectué après la Seconde Guerre mondiale, sous la pression de Fiat. La mobilité devait se faire par la route au détriment du chemin de fer. L'Italie a récemment rattrapé une partie de son retard en développant les trains à grande vitesse, mais l'automobile reste indispensable et inévitable pour la majorité des Italiens. Elle est en outre une véritable passion nationale, véhiculant toute une mythologie qui fonctionne encore à plein régime.

La question énergétique est devenue un problème quotidien pour les Italiens. 87 % d'entre eux déclarent faire des efforts pour limiter leur consommation d'énergie, mais c'est surtout pour réduire leurs dépenses en la matière, comme le reconnaissent 61 % d'entre eux, le quart des Italiens disant le faire pour des motifs liés à l'environnement (Fig. 4).

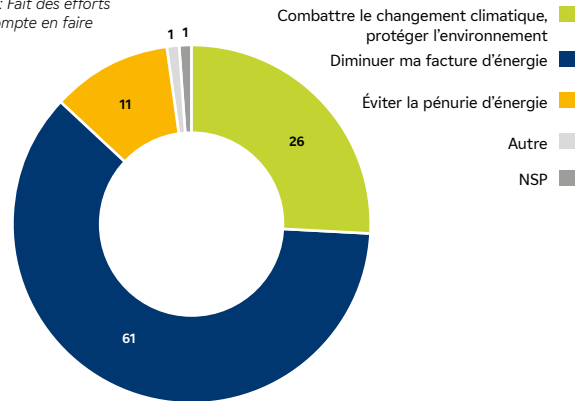
Le prix de l'énergie est devenu aussi un sujet mis à l'agenda politique durant la campagne électorale. Sur ce point, le gouvernement de Giorgia Meloni est fortement attendu, en particulier pour savoir si elle prolongera le Plan national de relance et de résilience élaboré par son prédécesseur Mario Draghi. En conformité avec les indications de l'Union européenne, celui-ci est axé sur la transition écologique, qui représente 40 % des dépenses prévues sur les plus de 220 milliards d'euros alloués, et indique une stratégie nationale pour la promotion de l'économie circulaire. L'objectif indiqué consiste à atteindre la neutralité climatique, donc une économie sans émissions nettes de gaz à effet de serre pour 2050 et une réduction de 55 % de ces émissions d'ici à 2030. De nombreux engagements sont pris en faveur de la décarbonation, de l'amélioration de la qualité de l'air, du recyclage de 65 % des déchets plastiques et 100 % des déchets textiles, du renouvellement des transports publics locaux avec l'achat de bus moins polluants et de la flotte des trains régionaux. D'importants investissements sont en outre prévus dans les sources d'énergie renouvelable et notamment la filière de l'hydrogène vert. Une partie du plan est également consacrée aux infrastructures hydrauliques afin de réduire les pertes d'eau potable de 15 %. 31,4 milliards d'euros sont destinés à la mobilité écologique avec le développement rationnel d'une infrastructure moderne, à savoir durable et couvrant l'ensemble du territoire de la Péninsule. Les investissements cibleront particulièrement les transports ferroviaires à grande vitesse, qui devront être encore plus étendus. Ils permettront par exemple de gagner 1 h 30 sur la ligne Naples-Bari, 1 h 20 entre Rome et Pescara, et 1 heure entre Catane et Palerme. Dès sa prise de fonction, la présidente du Conseil a demandé à la Commission européenne une adaptation du contenu du plan afin de tenir compte de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qu'elle a contribué à créer.

Fig. 4. Les raisons de la maîtrise de la consommation d'énergie

Q. Pour quelle raison principale faites-vous ou envisagez-vous de faire des efforts de maîtrise de consommation d'énergie dans votre logement ?

ITALIE
2022 (EN %)

Base : Fait des efforts
ou compte en faire



CONCLUSION

De cette enquête se dégage une leçon importante. Les Italiens sont sensibilisés aux problématiques de l'environnement et au changement climatique, d'autant plus qu'ils sont fiers de la beauté de leur pays, qui n'est pas seulement harmonieuse, mais est aussi âpre et rugueuse dans certaines régions. Ils savent également sa vulnérabilité, du fait des fréquents tremblements de terre et de la répétition de catastrophes naturelles qui pourraient se multiplier avec le changement climatique. Par ailleurs, selon l'OCDE, pour la période 2017-2019, le pays a enregistré 408 morts pour 1 million d'habitants dues à la pollution de l'air, contre 190 en Espagne et 232 en France⁴. D'un autre côté, leurs priorités actuelles tiennent à leurs conditions économiques et sociales, qui les obnubilent et sont devenues des ressources politiques pour les partis qui ont emporté les dernières élections. Il reste à savoir si le nouveau gouvernement sera capable de concilier une politique sociale et une politique environnementale, laquelle ne semble pas être sa préoccupation principale. En effet, la loi de finances 2023, qui vient d'être adoptée par le Parlement, ne comporte que des aides diverses et variées pour un total de 21 milliards d'euros afin d'aider au moins pour trois mois les familles, les entreprises ou encore les commerces à lutter contre la hausse des prix de l'énergie. Elle maintient aussi la taxation des superprofits, mais uniquement ceux des entreprises dont 75 % des revenus proviennent de la production et de la commercialisation du gaz et des produits liés au pétrole. L'opposition a dénoncé l'absence d'ambition du gouvernement, qui, selon elle, n'a rien prévu en matière de programmation d'énergies renouvelables et de mesures incitatives pour la rénovation énergétique et antisismique des bâtiments. Manifestement, la priorité de l'exécutif est de chercher un compromis avec Bruxelles pour ce qui concerne l'économie et les comptes publics du pays tout en prenant des dispositions politiques (pour instaurer le présidentielisme) et sécuritaires (par rapport aux ONG qui viennent en aide aux migrants, à la délinquance et en faveur de l'ordre public) à usage électoraliste. Les questions d'environnement passeront éventuellement après. ■

4. « Effets de la pollution de l'air », OCDE, 2023.

En ligne : <<https://data.oecd.org/fr/air/effets-de-la-pollution-de-l-air.htm#indicator-chart>>



ITALIE



POPULATION



60,2
millions
d'habitants (2022)



83,9 ans
d'espérance de vie moyenne (2022)

ÉCONOMIE



6,6 %
de croissance
annuelle du PIB (2021)



35 551 \$
de PIB par habitant (2021)



8,1 %
de chômage (2022)



8 %
d'inflation annuelle (2021-2022)

SÉCURITÉ



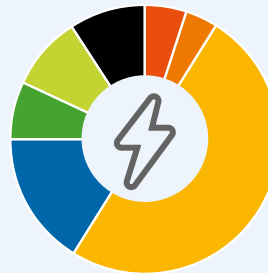
44 d'indice
de corruption (2021)
Sur une échelle de 0 (corruption faible)
à 100 (corruption élevée)

ALIMENTATION



N/A kg
de viande consommée
par an et par habitant
vs 35 kg au niveau mondial
(projections 2020-2029)

MIX ÉLECTRIQUE



- Charbon 5%
- Pétrole 4%
- Gaz 50%
- Nucléaire 0%
- Hydraulique 16%
- Éolien 7%
- Solaire 9%
- Autres EnR 9%

(2021)

CLIMAT



5,4 t
de CO₂ par habitant
vs 4,5 t au niveau mondial
(2018)



59
catastrophes climatiques (2000-2019)
Inondations, tempêtes, sécheresse,
températures extrêmes, feux, etc.



408
décès pour 1 million
d'habitants liés à la pollution
de l'air
vs 537 décès en moyenne au niveau mondial
(2017-2019)

TRANSPORT



655
automobiles pour
1 000 habitants (2015)



4,6 %
de véhicules électriques
particuliers dans les nouvelles
immatriculations (2021)

Sources : Ined, OCDE, Banque mondiale, Transparency International, AIE, ONU, Statista, université d'Oxford, Trading Economics



Passants se protégeant des vents forts, à l'approche du typhon Chanthu. Carrefour de Shibuya, Tokyo, septembre 2021.

Les Japonais et le changement climatique : une question de priorité ?

■ Ioan Trifu – *Université Lumière Lyon 2, université du Tōhoku (Japon)*

Les Japonais, bons élèves de l'environnement ? Alors qu'à chaque événement sportif majeur les supporters japonais impressionnent les médias du monde entier par leur dévouement à nettoyer avant de quitter les lieux, il pourrait être tentant de penser que les Japonais auraient le gène de l'écologie dans leur ADN social. L'idée d'un peuple que ses spiritualités et religions – le shintoïsme en premier lieu – rendraient proche de la nature demeure souvent ancrée dans les représentations occidentales des habitants de l'archipel. L'histoire et le présent du pays peignent un portrait plus complexe que cette douce image d'Épinal. Loin d'être le contre-exemple culturel d'une modernisation accomplie dans le respect de l'environnement, le Japon a subi, lui aussi, la destruction de la biodiversité, le saccage des paysages naturels et les ravages de la pollution au cours des XIX^e et XX^e siècles. C'est par un sursaut de mobilisation sociale et politique, et non par l'influence d'une tradition ou d'un état d'esprit national, qu'a été surmonté le gros de ces problèmes environnementaux après les années 1970.

Aujourd'hui, comment les Japonais font-ils face à un défi encore plus massif, celui du changement climatique ? Sur la base de l'enquête Obs'COP, il nous est donné d'examiner d'abord la place de l'environnement dans le quotidien des Japonais, puis les actions et les engagements au niveau individuel et collectif pour lutter contre le changement climatique, et enfin les positions par rapport au sujet crucial de l'énergie.

UN PESSIMISME QUI S'INSTALLE

Le Japon n'a pas été épargné par les tumultes économiques et politiques en 2022. Les effets de l'invasion russe de l'Ukraine et la vague inflationniste mondiale se sont fait ressentir jusqu'à l'archipel. Le yen a été durement fragilisé, descendant à des niveaux historiquement bas, en particulier face au dollar américain. Cela a accentué la flambée des coûts de l'énergie et des produits alimentaires, deux domaines dans lesquels le pays est fortement dépendant des importations. L'inflation a ainsi atteint 3,6 % sur un an en novembre, un record depuis 1982¹. Du point de vue

1. « Fueled by weak yen, Tokyo inflation hits fastest pace since 1982 », *The Japan Times*, 25 novembre 2022.
En ligne : <<https://www.japantimes.co.jp/news/2022/11/25/business/japan-tokyo-yen-inflation/>>

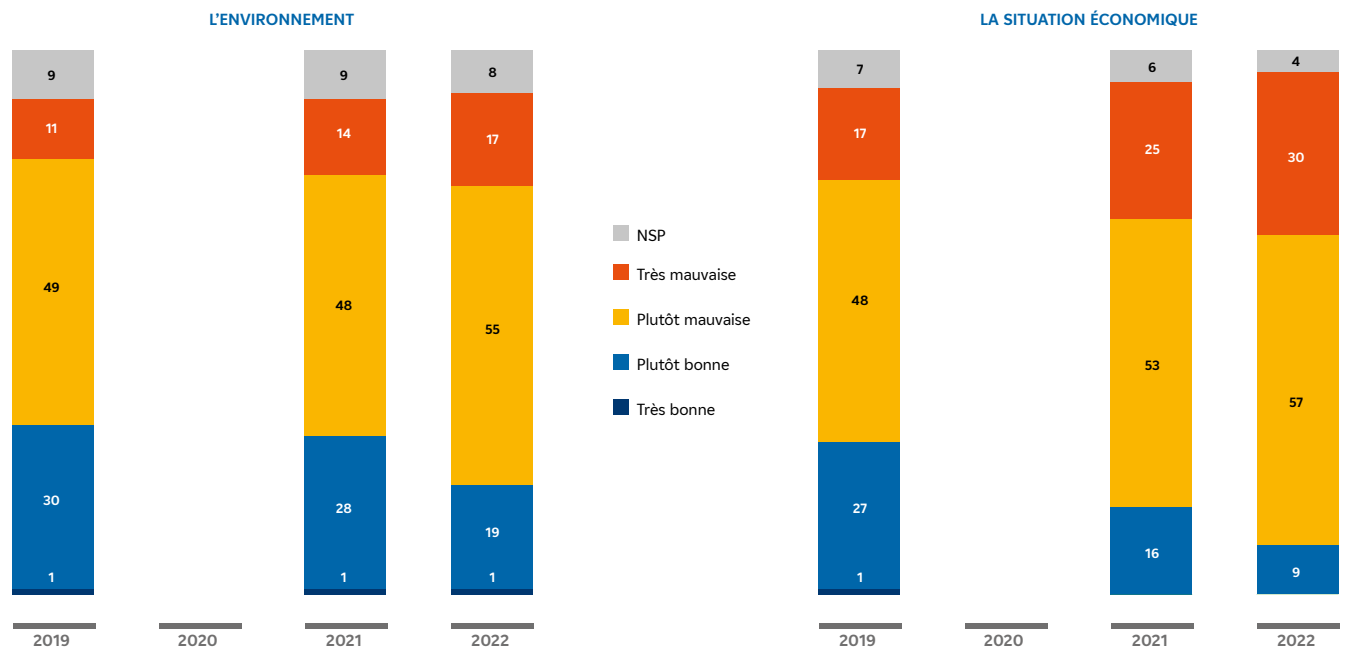
politique, si le parti libéral-démocrate au pouvoir a consolidé son emprise nationale en remportant les élections de juillet, l'assassinat de l'ancien Premier ministre Shinzō Abe, une semaine avant les élections, par un individu voulant protester contre l'influence de la secte Moon, et les révélations depuis lors des liens entretenus par nombre de politiciens avec cette secte n'ont certainement pas rassuré les Japonais sur leur classe politique.

Ces facteurs ont jeté un froid sur les maigres espoirs d'une reprise économique après la pandémie. Les Japonais figurent habituellement parmi les peuples les moins confiants sur la situation de leur propre pays², et cette tendance paraît s'aggraver. Selon les résultats 2022 de l'enquête, 87 % jugent négativement l'état de l'économie japonaise, contre 65 % en 2019 (Fig. 1). L'environnement n'est guère perçu plus positivement : seulement 20 % des interrogés estiment que la situation environnementale de leur pays est bonne, alors qu'ils étaient 31 % trois ans auparavant. Le chiffre est encore plus faible chez les moins de 25 ans (14 %). Si les autres pays connaissent également une vague d'inquiétude, les opinions négatives au Japon sont nettement supérieures à la moyenne (+ 16 points pour l'environnement, + 23 points pour l'économie).

Fig. 1. L'opinion des Japonais sur la situation environnementale et économique de leur pays

Q. Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si la situation dans votre pays vous paraît :

JAPON
(EN %)
Base : À tous



Un puissant pessimisme s'installe donc dans l'archipel, autant pour l'avenir que pour l'état actuel du pays. Les centres d'inquiétude sont variés : le problème des retraites, ceux de la fiscalité et les menaces internationales sont cités par au moins un Japonais sur trois. Même si la crise de la Covid-19 s'est apaisée au Japon, le virus continue d'y être le deuxième sujet de préoccupation de la population. L'environnement arrive en sixième position, ex aequo avec les inégalités sociales et le système de santé.

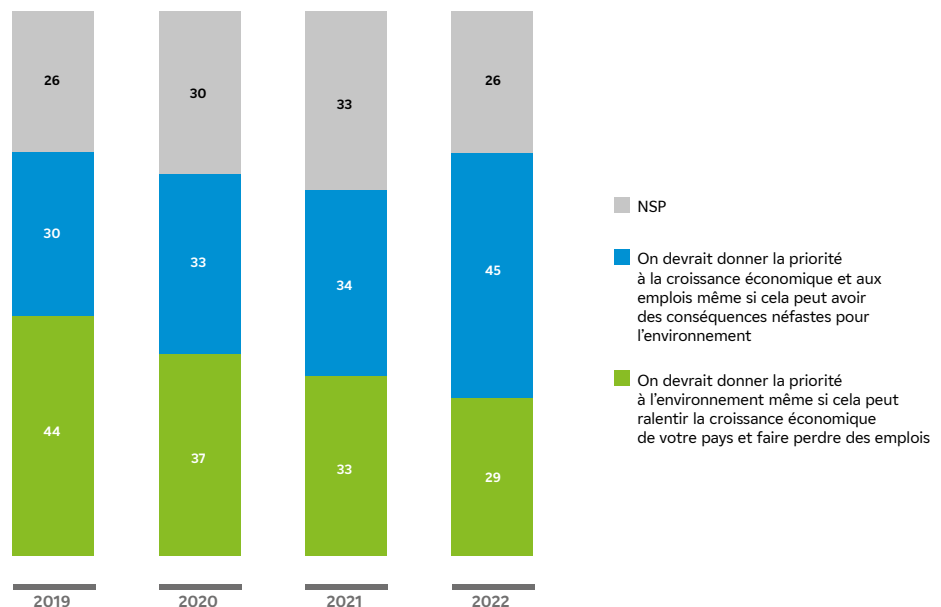
Cette question environnementale ainsi que celle du changement climatique ne sont pas négligées par les Japonais : une large majorité d'entre eux se sent concernée. Toutefois, l'intérêt y est d'un degré moindre qu'ailleurs. Et, surtout, c'est le coût de la vie qui aujourd'hui domine largement les esprits. Les événements des dernières années (la pandémie, l'inflation) ont renversé l'ordre des priorités, au détriment de la cause environnementale. En 2019, 44 % des Japonais jugeaient que l'environnement devait être une priorité, même si cela pouvait signifier moins de croissance et d'emplois (Fig. 2). En 2021, la Covid-19 a instauré un équilibre : environ un tiers privilégiait l'environnement, un tiers privilégiait l'économie et un tiers était sans opinion. En 2022, alors que la moyenne des autres pays penche toujours vers l'environnement (48 %, contre 38 % pour l'économie), les Japonais choisissent, eux, l'économie à 45 % et l'environnement à 29 %, le taux le plus bas parmi les nations interrogées.

2. SCHUMACHER Shannon et MONCUS J.J. « Economic attitudes improve in many nations even as pandemic endures », *Pew Research Center*. 21 juillet 2021. En ligne : <<https://www.pewresearch.org/global/2021/07/21/economic-attitudes-improve-in-many-nations-even-as-pandemic-endures/>>

Fig. 2. Priorité donnée à l'environnement ou à la croissance

Q. Parmi les deux propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ?

JAPON
(EN %)
Base : À tous



Une caractéristique du Japon, le vieillissement de sa population, amplifierait-il cette tendance ? Les données ne semblent pas aller dans ce sens. Au contraire, bien que l'économie soit privilégiée par toutes les classes d'âge, l'environnement trouve un soutien plus fort chez les plus de 55 ans (35 %, contre 42 % pour l'économie), devant les 16-24 ans (33 %, contre 48 %). Si une fracture par âge existe au Japon, elle se situe entre le gros de la population active (les 25-54 ans) et le reste de la société (les plus jeunes et les plus âgés), les jeunes actifs en début de carrière (25-34 ans) étant les moins enclins à opter pour les choix environnementaux.

Une seconde spécificité du pays est à interroger : l'effet des catastrophes dites « naturelles » dans le cas d'un archipel régulièrement touché par celles-ci. Le Japon place au plus haut de ces problèmes environnementaux les phénomènes climatiques extrêmes (inondations, typhons, canicules...). Le changement climatique progresse cependant, occupant aujourd'hui la deuxième place de la liste de ces problèmes. Cette montée peut s'expliquer en partie par le fait que les médias japonais évoquent plus fréquemment le changement climatique dans leur couverture des catastrophes ces dernières années. Pourtant, la prise en compte de la responsabilité humaine dans ces phénomènes reste floue puisque les Japonais ne sont que 61 % (contre 63 % pour la moyenne des 30 pays) à affirmer que le changement climatique est d'origine humaine.

LES RÉTICENCES À BOULEVERSER UN MODE DE VIE

Ce pessimisme national s'applique aux mesures environnementales prises par le Japon. Rares sont les Japonais qui voient leur pays comme un chef de file dans la lutte contre le changement climatique : ils ne sont que 8 % à le considérer comme l'un des pays en faisant le plus en la matière (contre 42 % qui le considèrent comme l'un des pays qui en font le moins). Ces deux taux manifestent l'un des constats les plus sombres parmi les 30 pays interrogés (25 % déclarent que leur pays en fait le plus, et 40 % que leur pays en fait autant que les autres). Ils sont pourtant légèrement plus positifs qu'il y a un an. Le facteur âge joue avec une évaluation négative de la moitié des plus de 55 ans, tandis que les jeunes restent partagés.

Cette critique vise spécifiquement les autorités politiques, jugées comme n'en faisant pas assez alors qu'elles devraient être à la pointe du combat dans le pays. L'opinion des Japonais est l'une des plus sévères puisque respectivement 14 % et 30 % d'entre eux pensent que leurs leaders politiques et leur gouvernement agissent réellement pour le climat, soit 26 points et 24 points de moins que la moyenne globale. L'attente est pourtant grande vis-à-vis

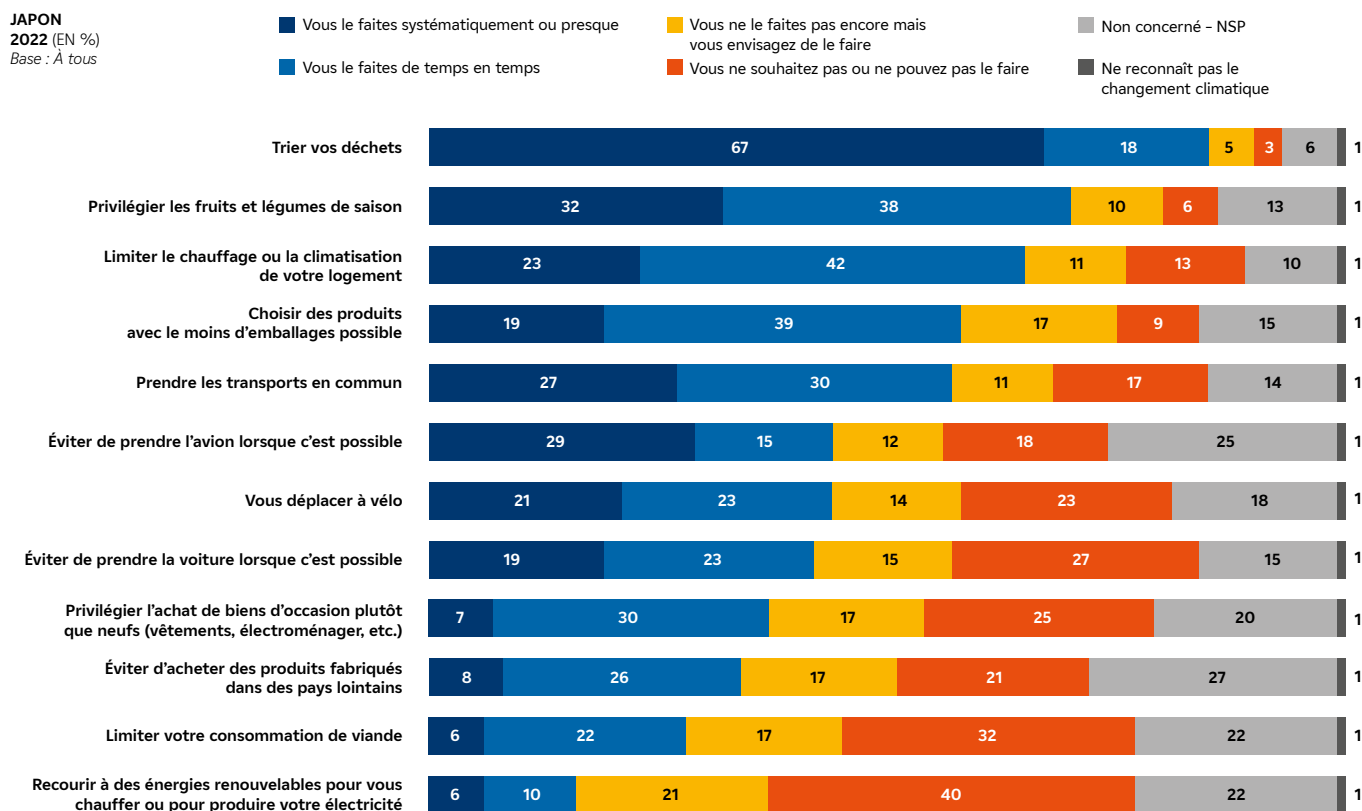
Les incitations aux économies d'énergie sont acceptées, mais elles renforcent l'idée d'une "écologie punitive". »

de l'État. Mais les Japonais accordent également une place importante aux efforts des entreprises, qui bénéficient d'un regard plutôt bienveillant dans l'archipel (53 % des Japonais pensent qu'elles agissent pour lutter contre le changement climatique), avec un taux supérieur à celui des autres pays (45 %).

Ce rôle attribué au secteur privé tranche avec celui plus en retrait donné aux citoyens et aux consommateurs. Moins d'un Japonais sur trois considère que c'est à la population elle-même de prendre les devants en matière de lutte contre le changement climatique. Cette position plus timorée qu'ailleurs reflète une difficulté majeure de l'action environnementale au Japon : celle-ci est vécue comme une atteinte à un mode de vie³. Au cours des vingt dernières années, quelques mesures ont pu être plutôt bien accueillies (Fig. 3) : le *Cool Biz*, notamment, a permis aux salariés japonais d'adopter des tenues plus légères en été, afin de réduire la climatisation dans les bureaux. D'autres plus anciennes, comme le tri des déchets et la propreté des lieux publics, ont été intégrées au fil du temps dans les pratiques de plusieurs générations grâce aux familles et à l'école. Les plus récentes, comme l'emploi de sacs réutilisables (*eco-bag*) ou les incitations aux économies d'énergie, sont certes acceptées mais sans enthousiasme, tels des petits riens qui perturbent les habitudes et renforcent l'idée d'une « écologie punitive ».

Fig. 3. Les actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si :



Les Japonais sont particulièrement sensibles à cet aspect des contraintes érodant une manière de vivre. Ainsi, lors de la World Wide Views on Climate and Energy, consultation globale citoyenne organisée en 2015 avec le soutien de l'ONU, les participants japonais répondaient à 60 % que les mesures pour lutter contre le changement climatique représentaient une menace pour leur qualité de vie, un pourcentage bien supérieur à celui des autres nations (25 % pour les Américains, 12,6 % pour les Français, par exemple)⁴. Cela permet d'expliquer en partie pourquoi les habitudes de consommation et de transport se modifient moins clairement au Japon, même chez les jeunes : si la moitié des plus de 55 ans agissent en matière de consommation, ce taux passe sous les 40 %

3. NOZOMI Matsukawa. « Kikô hendô taisaku 'gaman ja nai'tte hontô ? Nihon ga negatibu na riyû » (« Est-ce vrai que les mesures contre le changement climatique, ce n'est pas une question de "prendre sur soi" ? Les raisons de la négativité japonaise »), *WithNews*. 23 septembre 2022. En ligne : <<https://withnews.jp/article/f0221023001qq0000000000000000W08k10101qq000025197A>>

4. « World Wide Views report », *Climate and Energy*. Juillet 2015. En ligne : <<http://climateandenergy.worldviews.org/wp-content/uploads/sites/3/2015/07/Synthesis-WVV-EN-web.pdf>>

chez les moins de 45 ans. Ces réticences devant ce qui est perçu comme une détérioration de la qualité de vie se retrouvent dans le peu d'entrain à soutenir de nouvelles restrictions ou taxations des activités émettrices de CO₂, en comparaison des autres pays.

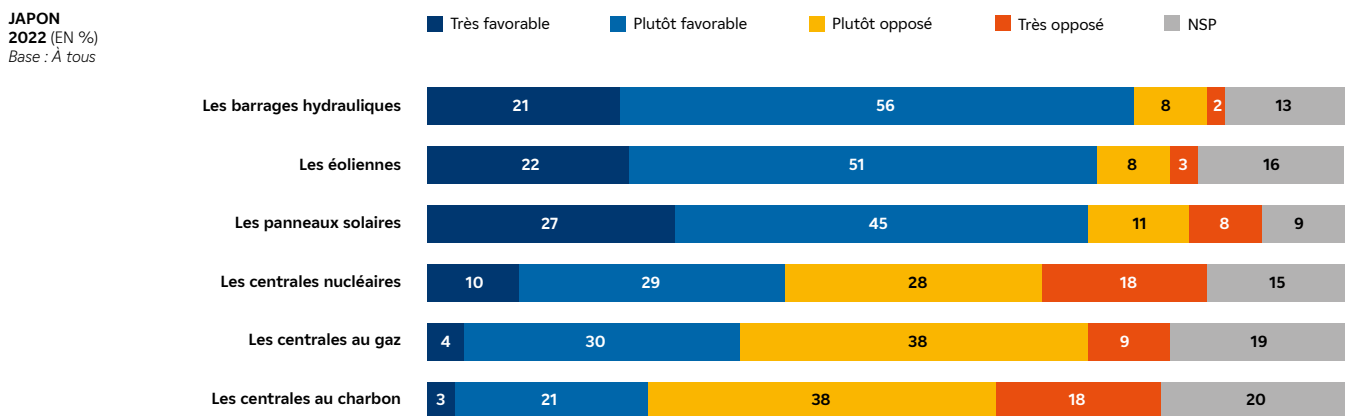
Cette attitude est à lier avec le pessimisme japonais, car, malgré les idées reçues, les Japonais ne se réfugient pas dans l'espoir technologique : seulement 22 % pensent que le changement climatique pourra être résolu par la science et l'innovation technologique. Pour la majorité (54 %), cette lutte appelle bel et bien une transformation en profondeur du mode de vie. Elle n'implique pas nécessairement un engagement militant. Les protestations et les manifestations ne sont guère prisées par les Japonais en règle générale, même si les plus jeunes sont un peu plus ouverts que leurs aînés. On peut surtout noter que l'idée de voter pour un parti sur la base de son programme écologique séduit une majorité des moins de 25 ans et des plus de 55 ans (53 % et 52 %). Or les partis politiques japonais évitent de mettre en avant leur projet environnemental, et il n'existe pas de parti « vert » au niveau national, les tentatives s'étant toutes soldées jusqu'à présent par un échec. Cela conduit aussi à s'interroger sur le fait que seul un Japonais sur deux répond avoir le sentiment de savoir ce qu'il faut faire au niveau personnel pour lutter contre le changement climatique. Il s'agit du taux national le plus bas dans l'enquête, et de loin puisque la moyenne des 30 pays se situe à 72 %. Peut-être des signes d'un manque d'informations pratiques et d'offres politiques plutôt que d'un refus d'évoluer du côté de la population ?

UN PRAGMATISME ÉNERGÉTIQUE ?

La possibilité de surmonter ces réticences populaires paraît importante pour les questions énergétiques. Le Japon est en effet soumis à de fortes pressions dans ce domaine, étant extrêmement dépendant des énergies fossiles et des importations. L'accident nucléaire de Fukushima en 2011 a entraîné la fermeture des centrales nucléaires du pays et, si plusieurs réacteurs ont redémarré depuis lors, le nucléaire ne fournit aujourd'hui que 6,9 % de l'énergie du pays. La part des renouvelables, en particulier le solaire, progresse doucement et a dépassé les 20 % en 2021. Nous sommes cependant loin des objectifs fixés pour 2030, à savoir 20-22 % pour le nucléaire et 36-38 % pour les renouvelables⁵.

Fig. 4. Le soutien des Japonais aux différents modes de production d'électricité

Q. Pour produire l'électricité dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre pays, êtes-vous favorable ou opposé à chacun des modes de production suivants ?



Alors que 2021 a vu la première augmentation des émissions de CO₂ au Japon depuis 2008, le poids des énergies fossiles est un sujet épineux pour la politique climatique du pays. Les investissements japonais (publics comme privés) dans ce secteur à l'international sont régulièrement dénoncés par les ONG environnementales. Les Japonais ne voient pas d'un meilleur œil ces énergies fossiles, les centrales thermiques étant refusées plus fortement encore que dans la plupart des autres pays de l'enquête (24 % d'opinions favorables pour les centrales à charbon et 34 % pour celles à gaz, contre respectivement 31 % et 43 % de moyenne globale) (Fig. 4). Les grandes ambitions

5. « Japan relying more on renewables, nuclear power for energy: report », *Kyodo News*. 22 novembre 2022.
En ligne : <<https://nordot.app/967672122627751936>>

de l'archipel pour l'hydrogène et les techniques de captage et de stockage du CO₂ rendent pourtant improbable un renversement de la stratégie nationale au sujet des énergies fossiles.

Le nucléaire est cependant ce qui cristallise les principales tensions au Japon. Le gouvernement du Premier ministre Fumio Kishida maintient une ligne pronucléaire en assumant son souhait d'un redémarrage massif des centrales. Les obstacles demeurent nombreux, avec un nucléaire devenu très coûteux à cause du durcissement des normes de sécurité et les oppositions locales, en particulier les actions en justice⁶. Dans son ensemble, la population est aujourd'hui plus partagée : les favorables au nucléaire ne sont que 39 %, mais ce chiffre a bondi de 12 points depuis 2021. De même, si les Japonais désirant remplacer les centrales thermiques par le nucléaire ne sont pas encore une majorité (46 %), leur nombre est en augmentation (+ 11 points depuis 2019). Ce sont les plus âgés qui restent surtout hostiles, la moitié des moins de 25 ans manifestant une attitude favorable.

Quant aux énergies renouvelables, elles sont bien accueillies (à plus de 70 %), mais moins qu'ailleurs dans le monde avec un écart de - 7 points pour l'éolien et, surtout, de - 15 points pour le solaire, qui est au cœur de la politique japonaise pour les renouvelables. Ce dernier a cependant vu son image se détériorer dans l'opinion publique, notamment à cause des affaires de destruction de l'environnement pour la construction de mégafermes solaires. De plus, bien qu'en baisse à travers le monde, son coût reste encore élevé au Japon, ce qui permet de comprendre que seuls 16 % des enquêtés ont opté pour des énergies renouvelables au niveau individuel.

Les Japonais semblent donc adopter une posture pragmatique, méfiants envers les promesses des sources énergétiques mais sans rejet complet, dans un contexte de hausse des factures d'électricité.

CONCLUSION

Le cas japonais exemplifie le dilemme posé par le changement climatique aux dirigeants des pays développés : comment convaincre des populations inquiètes d'un déclin de leur niveau de vie de la nécessité d'une action forte pour la planète ? Au pays du soleil levant aussi, les fins de mois passent souvent avant la fin du monde. Et si les Japonais sont conscients des risques entraînés par le changement climatique, cela ne sera peut-être pas suffisant pour vaincre les craintes de déclassement. Plutôt qu'un réveil général de la population, le récent succès en librairie d'un livre vantant la décroissance ou les actions périodiques de Fridays for Future Japan (« vendredis pour le futur Japon »⁷) indique qu'il existe une petite minorité active dans le pays. Il reste à voir si la mobilisation de celle-ci pourra modifier certains choix politiques et convaincre le reste des citoyens que la lutte contre le changement climatique n'est pas juste une affaire de sacrifice personnel. ■

6. KOPPENBORG Florentine. « Nuclear revival won't rid Japan of its energy crisis », *East Asia Forum*. 14 juillet 2022.
En ligne : <<https://www.eastasiaforum.org/2022/07/14/nuclear-revival-wont-rid-japan-of-its-energy-crisis/>>

7. Fridays for Future est un mouvement dirigé et organisé par des jeunes qui a débuté en août 2018, après que Greta Thunberg et d'autres jeunes militants se sont assis devant le Parlement suédois tous les jours d'école pendant trois semaines, pour protester contre le manque d'action sur la crise climatique. Des manifestations ont ensuite eu lieu tous les vendredis pendant plusieurs semaines.
En ligne : <<https://fridaysforfuture.org/>>



JAPON



POPULATION



125,6
millions
d'habitants (2022)



85 ans
d'espérance de vie moyenne (2022)

ÉCONOMIE



1,6 %
de croissance
annuelle du PIB (2021)



39 285 \$
de PIB par habitant (2021)



2,6 %
de chômage (2022)



2,5 %
d'inflation annuelle (2021-2022)

SÉCURITÉ



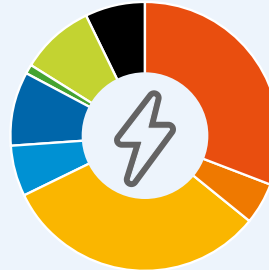
27 d'indice
de corruption (2021)
Sur une échelle de 0 (corruption faible)
à 100 (corruption élevée)

ALIMENTATION



42,1 kg
de viande consommée
par an et par habitant
vs 35 kg au niveau mondial
(projections 2020-2029)

MIX ÉLECTRIQUE



- Charbon 31 %
- Pétrole 5 %
- Gaz 32 %
- Nucléaire 6 %
- Hydraulique 9 %
- Éolien 1 %
- Solaire 9 %
- Autres EnR 7 %

(2021)

CLIMAT



8,7 t
de CO₂ par habitant
vs 4,5 t au niveau mondial
(2018)



116
catastrophes climatiques (2000-2019)
Inondations, tempêtes, sécheresse,
températures extrêmes, feux, etc.



313
décès pour 1 million
d'habitants liés à la pollution
de l'air
vs 537 décès en moyenne au niveau mondial
(2017-2019)

TRANSPORT



649
automobiles pour
1 000 habitants (2015)



0,9 %
de véhicules électriques
particuliers dans les nouvelles
immatriculations (2021)

Sources : Ined, OCDE, Banque mondiale, Transparency International, AIE, ONU, Statista, université d'Oxford, Trading Economics



Golfers entourés de *grasslands* desséchés pendant la canicule. Beverley, Royaume-Uni, août 2022.

© iStock / Daniélio

Royaume-Uni : un climat de passivité et de pessimisme

■ Lucien Thabourey, Florence Faucher – CEE (Sciences Po)

Le Royaume-Uni a été à la fois l'épicentre de la révolution industrielle en Europe et le berceau d'un militantisme environnemental puissant qui continue à alimenter les mobilisations contre le changement climatique. Hôte de la COP26 à Glasgow en novembre 2021 et parmi les premiers pays à avoir fixé dans la loi l'impératif d'une neutralité carbone en 2050, le Royaume-Uni peine pourtant à transformer ses objectifs en politiques publiques¹, et les gouvernements cultivent l'ambiguïté. L'analyse des résultats du sondage dresse un tableau également contrasté de l'opinion des Britanniques. Tout en responsabilisant les acteurs collectifs, et notamment le gouvernement (ce qui peut surprendre pour un pays qui a été le fer de lance du néolibéralisme en Europe), ces derniers se montrent moyennement préoccupés et relativement peu disposés à la modification de leurs modes de vie ou à l'action politique. Ces résultats tiennent à la fois à des éléments de contexte politique et à des dynamiques internes où l'affiliation partisane, l'âge, le genre et les revenus jouent, selon les sujets, un rôle important.

UNE PRÉOCCUPATION RELATIVE POUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Au Royaume-Uni, comme dans la moyenne des pays, l'environnement est l'une des principales préoccupations des citoyens : 43 % d'entre eux le mentionnent dans leurs sujets d'inquiétude en 2022 (Fig. 1). En revanche, quand on leur demande de préciser l'intensité de leur sentiment sur une échelle de 1 à 10, elle est, en moyenne, inférieure à celle de l'ensemble des pays interrogés (7 contre 7,6). Ce résultat peut s'expliquer par l'exposition plus faible du pays aux risques induits par le changement climatique. En effet, les populations des pays du Sud ou méditerranéens sont les plus concernées par le changement climatique (8 pour l'Italie, 7,6 pour l'Espagne, 7,4 pour la France). Ainsi, 70 % des Britanniques déclarent avoir déjà ressenti les effets du changement climatique dans leur région contre plus de 80 % en moyenne pour les pays non européens.

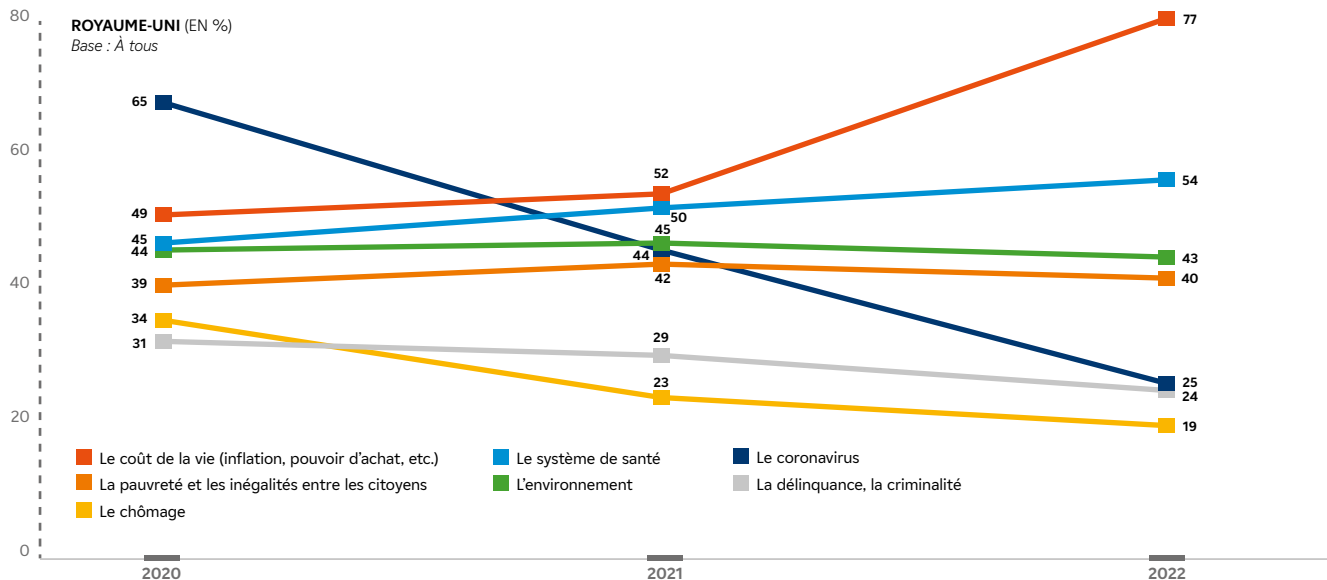
1. Climate Change Committee. « Progress in reducing emissions. 2022 Report to Parliament ». Juin 2022.
En ligne : <<https://www.theccc.org.uk/publication/2022-progress-report-to-parliament/>>

Pour autant, les effets de l'été 2022, marqué au Royaume-Uni par une chaleur record et le premier déclenchement de l'alerte canicule dans l'histoire du pays, apparaissent dans l'enquête. Ainsi, parmi les Britanniques qui déclarent avoir déjà constaté les effets du changement climatique, la part de ceux qui ont observé dans leur région des phénomènes de sécheresse a bondi de 25 points en un an (de 10 % en 2021 à 35 % en 2022) ; et la perception des vagues de chaleur a augmenté de 10 points (de 65 % à 75 %).

Fig. 1. L'évolution des sujets de préoccupation des Britanniques

Q. Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ? (plusieurs réponses possibles)

Dans un souci de lisibilité, seuls les sept premiers items sont affichés



Néanmoins, les Britanniques sont moins inquiets du changement climatique (62 % vs 69 % au global en 2022) et plus pessimistes quant à l'ambition environnementale à court terme de leur gouvernement : tandis que dans les pays interrogés 32 % des répondants pensent que leur pays donnera dans les prochains mois la priorité à la préservation de l'environnement sur la croissance économique, c'est le cas pour seulement 18 % des Britanniques. De tels doutes peuvent être mis en relation avec la situation économique actuelle, marquée par les effets du Brexit et de la guerre en Ukraine. Cela se traduit notamment par la contraction des échanges commerciaux internationaux, une hypothèque sérieuse sur la croissance, l'inflation la plus forte en Europe (et à un niveau inégalé depuis quarante et un ans) accentuée par les tensions sur le marché de l'énergie et les faibles capacités nationales de stockage. La thématique du coût de la vie progresse ainsi très fortement au Royaume-Uni, où elle est mentionnée par 77 % des répondants en 2022 contre 49 % en 2020 (+ 28 points, Fig. 1), et alors que la moyenne des 30 pays se situe aux alentours de 60 %.

Pour comprendre cette situation particulière, il faut prendre en considération la succession des gouvernements conservateurs depuis 2010, et leur engagement en faveur de politiques de dérégulation. Même si Margaret Thatcher a été, en 1988, l'une des premiers leaders à mentionner l'environnement, les conservateurs ne sont guère connus pour leurs positions environnementales ainsi que l'illustrent récemment l'autorisation du *fracking*² et l'assouplissement des règles sur la qualité de l'eau des plages. Par ailleurs, les Britanniques s'attendent à ce que les réglementations européennes soient assouplies par un gouvernement poursuivant un modèle économique très libéral, en ligne avec les politiques portées par les partisans du Brexit depuis 2016³.

Enfin, on observe, au Royaume-Uni comme ailleurs, une hausse de l'idée d'un changement climatique d'origine naturelle. Cette évolution résulte autant de la contraction de la certitude dans l'origine anthropique du changement climatique que du transfert des personnes qui jusqu'ici n'iaient la réalité même du changement climatique.

2. Fracturation hydraulique : fissuration massive d'une roche en injectant un liquide sous pression, afin de récupérer du pétrole ou du gaz dans des substrats trop denses.

3. ALEXANDRE-COLLIER Agnès et FEE David. « L'Angleterre est-elle toujours britannique ? », *Le Monde diplomatique*. 2022. En ligne : <https://www.monde-diplomatique.fr/2022/05/ALEXANDRE_COLLIER/64612>

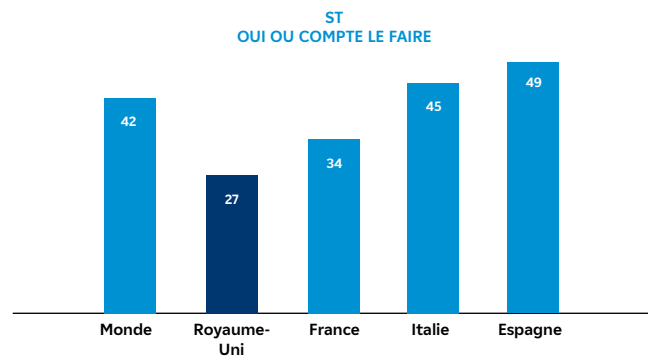
UNE CERTAINE PASSIVITÉ POLITIQUE ET INDIVIDUELLE

En cohérence avec leur inquiétude modérée, leur pessimisme et une hausse (légère) de leur climatoscepticisme, les Britanniques affichent une relative passivité. En effet, l'enquête révèle des dispositions à l'action politique comparativement très faibles : en 2022, 27 % des Britanniques déclarent avoir manifesté pour l'environnement ou prévu de le faire, contre 34 % des Français, 45 % des Italiens et 49 % des Espagnols (Fig. 2).

Fig. 2. Part des citoyens ayant déjà participé ou comptant participer à une manifestation climat

Q. Vous-même, concernant la lutte contre le changement climatique, avez-vous déjà : « **Manifesté** »

2022 (EN %)
Base : À tous



Si l'on constate partout un déclin de l'attribution aux individus d'un rôle important dans la réponse à apporter aux changements climatiques et une demande de responsabilisation des acteurs collectifs, cette évolution est plus forte au Royaume-Uni. »

Cet engouement limité pour cette forme de participation politique peut surprendre puisque le Royaume-Uni a été un pionnier dans le développement du mouvement environnemental. Il reste d'ailleurs caractérisé par la coexistence d'associations de protection de la nature anciennes, puissantes financièrement et comptant un nombre élevé d'adhérents (Royal Society for the Protection of Birds, National Trust), de nombreuses organisations internationales apparues dans les années 1970 (Friends of the Earth, Greenpeace) et d'autres, récentes et protestataires (Extinction Rebellion, Just Stop Oil). L'attention médiatique que reçoivent leurs initiatives parfois spectaculaires et le souvenir de mouvements ponctuels comme celui des suffragettes peuvent faire oublier que le Royaume-Uni se caractérise par une culture civique modérée, qui a été qualifiée de « déférentielle », et par une vie politique dominée dès le XIX^e siècle par le bipartisme. La remise en question du consensus a érodé la confiance dans les institutions parlementaires et les partis politiques, tandis que les réformes thatchériennes, puis néotravailleurs, ont transformé les valeurs des citoyens britanniques, et leurs attentes vis-à-vis du politique, et alors même que les politiques d'austérité (mises en place depuis 2010) ont augmenté les inégalités sociales, économiques et géographiques. Le vote en faveur du Brexit (en 2016) en est la conséquence, mais le climat s'est encore dégradé durant la phase de négociation et depuis la sortie (2020). Malgré la succession de crises (Brexit, sanitaire, économique et commerciale, énergétique, financière, inflationniste) et de scandales politiques, l'opposition ne parvient pas à imposer sa voix, et les élections de 2019 ont conforté la domination du courant le plus radical et libéral du parti conservateur.

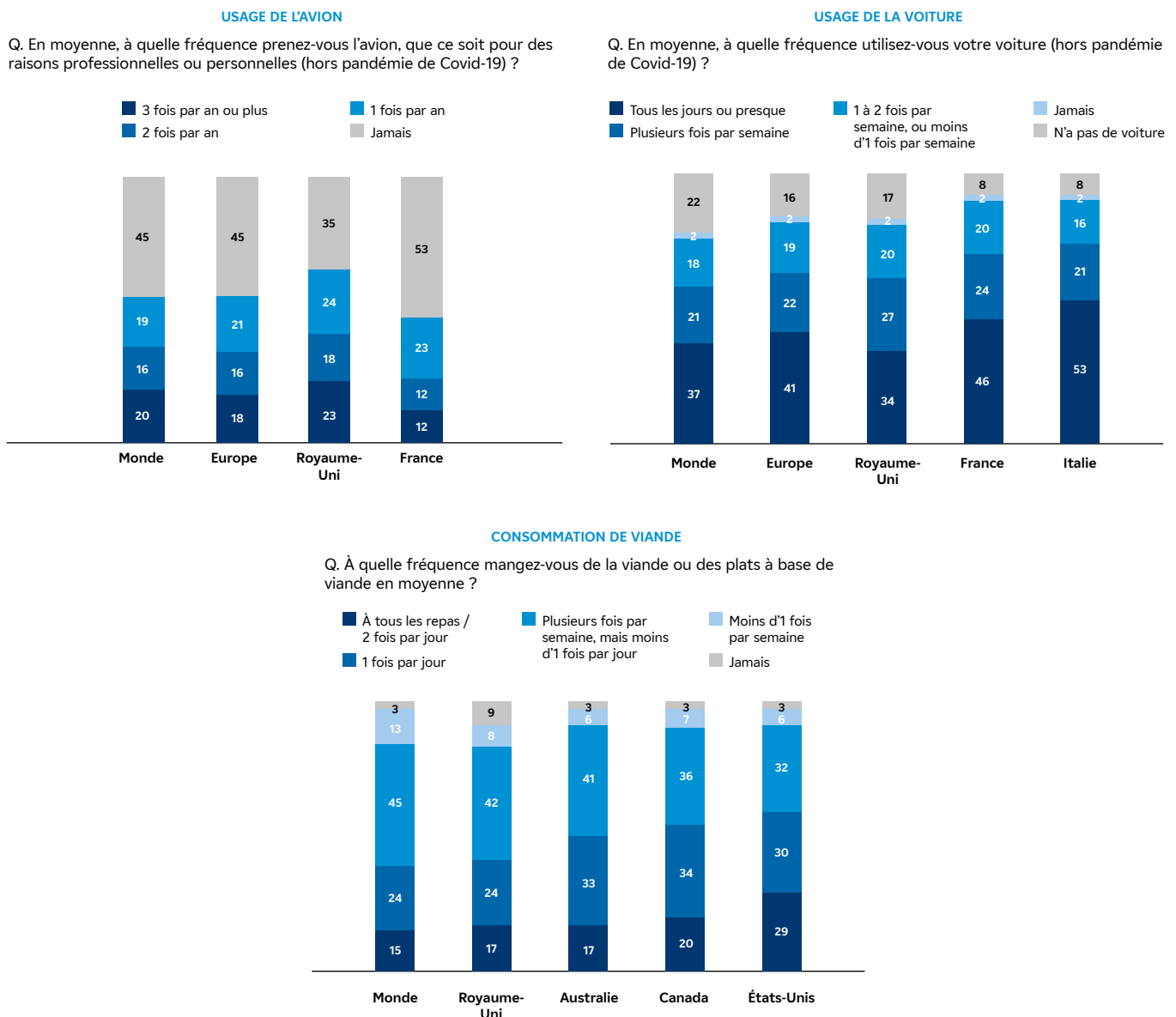
En conséquence, le sentiment d'efficacité politique individuel des citoyens britanniques est probablement au plus bas. Si l'on constate partout un déclin de l'attribution aux individus d'un rôle important dans la réponse à apporter aux changements climatiques et une demande de responsabilisation des acteurs collectifs, cette évolution est plus forte au Royaume-Uni : en 2022, 74 % des Britanniques citent leur gouvernement dans les acteurs devant agir en priorité, contre 68 % en moyenne dans les pays interrogés et 66 % en France, où la tradition étatique reste forte. Sans la prise en compte du contexte politique et économique, ces chiffres détonnent dans un pays connu pour son attachement au libéralisme économique et à la réduction du rôle de l'État.

L'enthousiasme limité des Britanniques pour l'adoption de pratiques quotidiennes pro-environnementales est cohérent avec leur faible préoccupation, et leur propension à placer la responsabilité des réponses entre les mains des politiques. Seulement 35 % des citoyens britanniques déclarent n'avoir jamais recours à l'avion (contre 45 % des Européens, 53 % des Français et 56 % des Allemands) (Fig. 3). En outre, les voyageurs réguliers (3 fois par an ou plus) et occasionnels (1 ou 2 fois par an) sont également plus nombreux : respectivement 23 % et 42 % au Royaume-Uni (18 % et 37 % en moyenne en Europe). Il faut bien sûr mettre ces chiffres en relation avec l'existence de réseaux de transports publics, notamment ferroviaires, bon marché et fiables - ce qui n'est plus le cas au

Royaume-Uni depuis la privatisation des années 1980. Certes, les Britanniques sont des utilisateurs modérés de la voiture (seulement 34 % l'utilisent tous les jours ou presque, contre près de 50 % dans les pays anglo-saxons et plus de 40 % dans les pays européens), mais ils sont aussi moins nombreux à être propriétaires d'une voiture : 17 % n'en possèdent pas (8 % des Français et des Italiens) (Fig. 3). Pour ce qui concerne les pratiques alimentaires, les Britanniques sont plus nombreux à être végétariens (9 %, contre 5 % en Allemagne et en Suède, et 3 % au global), mais, paradoxalement, ils sont aussi de grands consommateurs de viande, à l'instar des autres pays anglo-saxons : 41 % des Britanniques en consomment tous les jours, juste derrière les Australiens (50 %), les Canadiens (54 %) et les Américains (59 %) (Fig. 3). Ces résultats, qui contrastent avec des études plus anciennes, soulignent le poids du contexte⁴.

Fig. 3. La fréquence de l'usage de l'avion, de la voiture et de la consommation de viande

2022 (EN %)
Base : À tous



La comparaison du Royaume-Uni avec le reste du corpus fait donc émerger des éléments de contexte propres au pays. Cependant, cela ne permet pas de rendre compte complètement des dynamiques internes. Nous allons dans la dernière partie, à l'aide de régressions⁵, étudier les différents facteurs qui façonnent la propension des citoyens britanniques à agir politiquement en relation avec les questions climatiques, à attribuer des responsabilités aux différents acteurs (gouvernement, entreprises, citoyens) et à formuler des attentes quant à leur mise en œuvre.

4. FAUCHER Florence. *Les Habits verts de la politique*. Presses de Sciences Po. 1999.

5. Sur les régressions logistiques, voir dans cet ouvrage le lexique, p. 241.

QUI FAIT QUOI, QUI DOIT FAIRE QUOI ? EFFETS D'ÂGE ET IDENTIFICATION PARTISANE

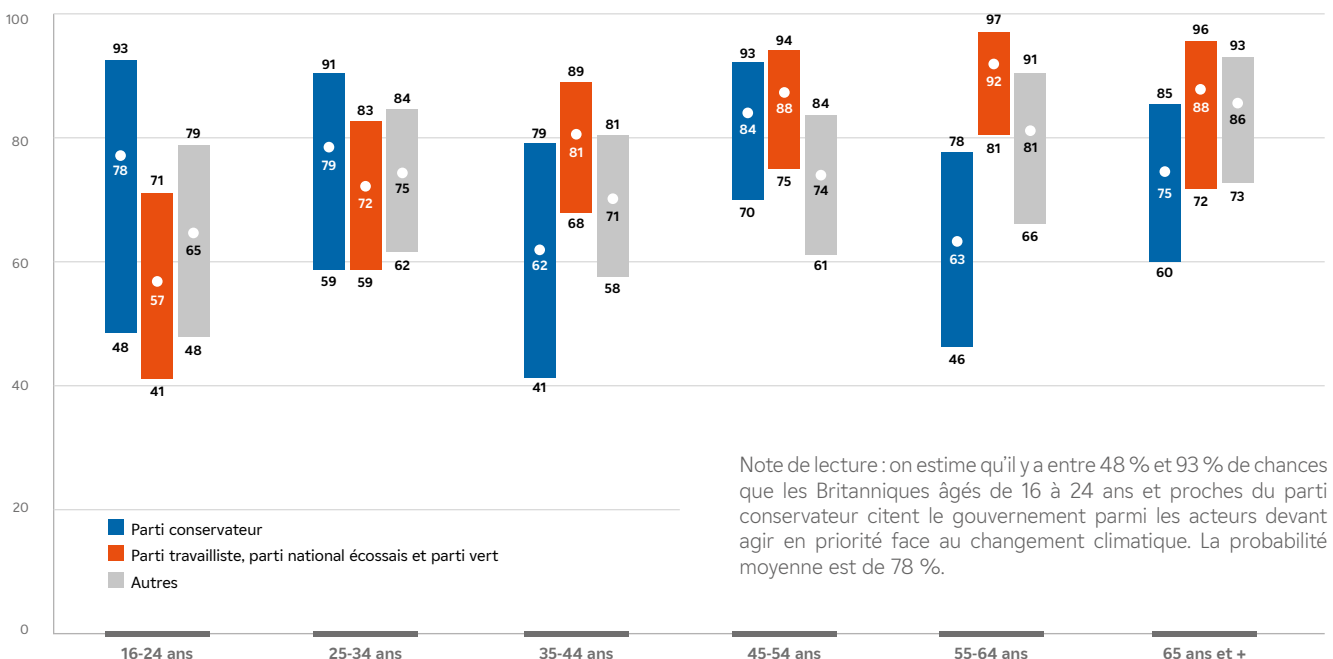
■ Responsabilités des acteurs et attentes envers le gouvernement : l'alliance de circonstance entre jeunes conservateurs et anciennes générations travaillistes

La propension à citer le gouvernement comme devant agir en priorité pour répondre aux enjeux environnementaux est affectée positivement par le niveau d'éducation, l'âge (au-delà de 45 ans) et l'affiliation partisane (chez les travaillistes et les indépendantistes écossais). Cela n'est pas surprenant dans la mesure où le niveau d'éducation est généralement corrélé avec une conscience environnementale plus importante. Il en va de même pour la relation entre affiliation à un parti de gauche⁶ et attachement à l'action publique. Au contraire, depuis Margaret Thatcher, les conservateurs militent pour un retrait de l'État.

Le croisement des variables partisanes et d'âge montre dans la Figure 4 que, si la probabilité de citer le gouvernement parmi les acteurs devant agir en priorité est forte partout (très proche ou supérieure à 50 %), on constate une inversion de l'effet de l'âge selon l'identification partisane. En effet, tandis que chez les plus jeunes ce sont les conservateurs qui sont les plus susceptibles de citer le gouvernement (25 points de plus pour les conservateurs de 16-24 ans par rapport à leurs homologues travaillistes, même si la marge d'erreur est importante), entre 35 ans et 64 ans, ce sont les travaillistes qui ont la plus forte probabilité de le faire. Chez les jeunes conservateurs, ce résultat peut s'expliquer par la présence de leur parti au pouvoir. Au contraire, leurs homologues travaillistes sont sans doute d'autant plus pessimistes qu'ils n'ont pas connu leur parti au pouvoir et que l'héritage des gouvernements néotravaillistes est très critiqué à gauche. En revanche, chez les plus âgés, on observe la prégnance du clivage entre attachement au néolibéralisme pour les conservateurs et soutien à l'intervention publique pour les générations qui ont connu le parti travailliste avant son tournant sous Tony Blair.

Fig. 4. Prédications de la probabilité de citer le gouvernement parmi les acteurs devant agir en priorité, en fonction de l'identification partisane

ROYAUME-UNI
2022 (en %)



6. HIDALGO-CRESPO José *et al.* « Understanding citizens' environmental concern and their pro-environmental behaviours and attitudes and their influence on energy use », *Energy Reports*. 2022, 8:103-9.

■ Les pratiques sobres se retrouvent davantage chez les femmes, les plus de 45 ans et les ménages aux revenus inférieurs

Du point de vue des pratiques, on retrouve, dans une moindre mesure, l'effet des identifications partisanes et de l'âge. L'affiliation à un parti de gauche se traduit par une moindre probabilité de prendre l'avion et la voiture. Par ailleurs, les plus âgés ont des pratiques plus sobres que leurs cadets en termes de recours à l'avion et de consommation de viande. Si l'on peut expliquer l'usage plus important de l'avion chez les jeunes générations par des tarifs particulièrement attractifs dans un pays qui a été le berceau de l'une des plus grandes compagnies aériennes low cost, leur importante consommation de viande pourrait surprendre dans un pays où le végétarisme est ancré. Pour rendre compte de ces pratiques de consommation, les variables sociodémographiques (niveau de revenus et genre) se révèlent les plus déterminantes, ce qui confirme les résultats de précédentes études sur les inégalités d'empreinte carbone⁷ et l'importance de l'alimentation carnée dans les modèles de masculinité⁸.

■ Les jeunes générations de gauche aux avant-postes de l'action politique en faveur du climat

Sans surprise, les Britanniques s'identifiant à un parti de gauche sont bien plus susceptibles d'agir politiquement pour le climat : par rapport aux conservateurs, un partisan du parti vert a cinq fois plus de chances de participer à une manifestation ou de l'envisager, un partisan des indépendantistes écossais quatre fois plus et un travailliste trois fois plus. Si, comme montré précédemment, les plus jeunes générations ne se caractérisent pas par des modes de vie plus respectueux de l'environnement, les moins de 45 ans sont en revanche largement plus susceptibles de mentionner l'environnement comme motivation de leur participation politique que leurs aînés. L'écart maximal se retrouve ainsi chez les 16-24 ans, qui sont 10 fois plus susceptibles de participer à une manifestation ou de l'envisager que les plus de 65 ans, l'écart se réduisant à un facteur de 5,5 pour les 55-64 ans et 3,2 pour les 45-54 ans.

CONCLUSION

Bien que la médiatisation de récentes mobilisations écologistes au Royaume-Uni puisse donner l'impression d'une population particulièrement sensible aux enjeux climatiques, le sondage offre des résultats contrastés. Les Britanniques font preuve d'une préoccupation et de dispositions à l'action relatives, préférant s'en remettre à leur gouvernement tout en étant pessimistes sur sa capacité à arbitrer en faveur de la préservation de l'environnement face à la croissance économique. Ces résultats tiennent autant aux conséquences d'un contexte politique et économique peu favorable qu'à l'activation de clivages partisanes, d'âge, de genre, d'éducation et de revenus qui, selon les enjeux, créent des configurations différentes. ■

7. CHANCEL Lucas. « Global carbon inequality over 1990-2019 », *Nature Sustainability*. Septembre 2022, 5(11) : 931-38. En ligne : <<https://www.nature.com/articles/s41893-022-00955-z>>

8. SOBAL Jeffrey. « Men, meat, and marriage: models of masculinity », *Food and Foodways*. 2005, 13(1-2) : 135-58.



ROYAUME-UNI



POPULATION



68,5
millions
d'habitants (2022)



81,7 ans
d'espérance de vie moyenne (2022)

ÉCONOMIE



7,4 %
de croissance
annuelle du PIB (2021)



47 334 \$
de PIB par habitant (2021)



3,8 %
de chômage (2022)



9,1 %
d'inflation annuelle (2021-2022)

SÉCURITÉ



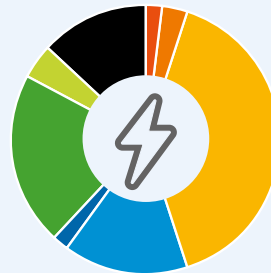
22 d'indice
de corruption (2021)
Sur une échelle de 0 (corruption faible)
à 100 (corruption élevée)

ALIMENTATION



61,1 kg
de viande consommée
par an et par habitant
vs 35 kg au niveau mondial
(projections 2020-2029)

MIX ÉLECTRIQUE



■ Charbon 2 %
■ Pétrole 3 %
■ Gaz 40 %
■ Nucléaire 15 %
■ Hydraulique 2 %
■ Éolien 21 %
■ Solaire 4 %
■ Autres EnR 13 %
(2021)

CLIMAT



5,4 t
de CO₂ par habitant
vs 4,5 t au niveau mondial
(2018)



52
catastrophes climatiques (2000-2019)
Inondations, tempêtes, sécheresse,
températures extrêmes, feux, etc.



214
décès pour 1 million
d'habitants liés à la pollution
de l'air
vs 537 décès en moyenne au niveau mondial
(2017-2019)

TRANSPORT



471
automobiles pour
1 000 habitants (2015)



11,6 %
de véhicules électriques
particuliers dans les nouvelles
immatriculations (2021)

Sources : Ined, OCDE, Banque mondiale, Transparency International, AIE, ONU, Statista, université d'Oxford, Trading Economics



© Sergei Karpukhin/TASS/Sipa USA/SIPA

Vue aérienne de pingos près du village de Churapcha. République de Sakha-Yakoutie, Russie. 2021.

La Russie, un acteur climatique paradoxal

■ Michaël Levystone – *Ifri*

Quatrième émetteur mondial de gaz à effet de serre, classée 52^e à l'Indice de performance climatique (IPC), la Russie est régulièrement pointée du doigt pour son inaction supposée dans le domaine de la préservation de l'environnement. S'il est vrai que Vladimir Poutine n'a pas daigné se déplacer à Glasgow pour participer à la COP26 en 2021, son pays n'en est pas moins signataire des principaux traités internationaux imposant des objectifs chiffrés pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, qu'il s'agisse du Protocole de Kyoto (1997) ou de l'Accord de Paris (2015). Par ailleurs, la Russie collabore avec le Giec, au sein duquel elle est représentée par d'éminents experts des questions climatiques, et cela depuis la période soviétique. Enfin, elle est victime, ces dernières années, de catastrophes écologiques à répétition¹, qui ont notamment conduit les autorités à se saisir du sujet climatique avec un volontarisme inédit.

Ainsi, à peine réélu à la présidence de la Fédération de Russie en mai 2018, Vladimir Poutine a annoncé un programme massif d'investissements pour accroître la compétitivité de l'économie (les « Projets nationaux », *Fig. 5, p. 204*), dont un volet entier concerne l'écologie. Ses prises de position accrues sur le climat ont par la suite vu le chef de l'État successivement reconnaître le caractère anthropique du changement climatique, fixer un objectif de neutralité carbone à horizon 2060 et qualifier le climat de priorité pour le développement du pays. Si l'adoption en 2021 d'une taxonomie russe inspirée de celle de l'Union européenne (UE) et l'essor d'une finance verte, avec l'émission des premières obligations vertes à la Bourse de Moscou, ont semblé confirmer cet élan, le refus des autorités de réduire la production de combustibles fossiles et d'adopter une législation environnementale contraignante – ce dont témoigne l'absence d'une taxe carbone à l'échelle nationale – laisse cependant perplexe quant à la volonté réelle de Moscou de lutter contre le réchauffement climatique. La nature profondément ambivalente de la politique climatique russe se confirme dans le contexte de la guerre en Ukraine, déclenchée par Vladimir Poutine le 24 février 2022.

1. On peut citer les feux de forêt qui ont ravagé plusieurs régions sibériennes en 2019 (oblast d'Irkoutsk, territoire de Krasnoïarsk, république de Sakha-Yakoutie) ; une marée noire provoquée par le déversement d'une cuve d'essence dans la rivière Ambarnaïa (près de la ville arctique de Norilsk) en 2020 ; ou encore les pluies diluviennes qui se sont abattues sur le territoire de Krasnodar (dans le Caucase) en 2021.

LE CLIMAT, FACTEUR DE DIVISIONS ET D'APATHIE AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ RUSSE

Quoique dressant en majorité (59 %) un bilan négatif de la situation environnementale de son pays, la société russe se montre profondément divisée sur les enjeux climatiques. D'une part, elle reste encore assez fortement climatosceptique : 40 % des citoyens russes récusent le caractère anthropique du changement climatique et 8 % vont jusqu'à nier l'existence même de ce phénomène (Fig. 1). D'autre part, l'environnement suscite un intérêt pour le moins éparés au sein de la société russe, 38 % des citoyens se déclarant extrêmement préoccupés par ce sujet (Fig. 2).

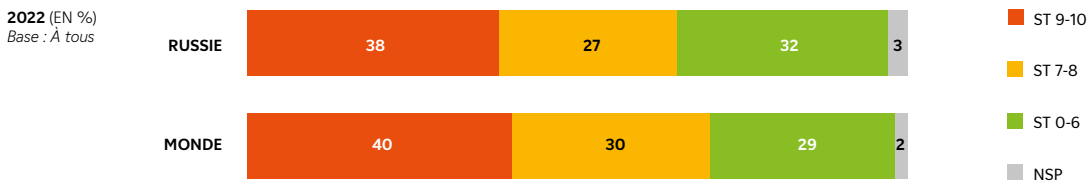
Fig. 1. Le taux de climatoscepticisme en Russie comparé aux 30 pays

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ? / Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :



Fig. 2. Le niveau de préoccupation des Russes à propos de l'environnement

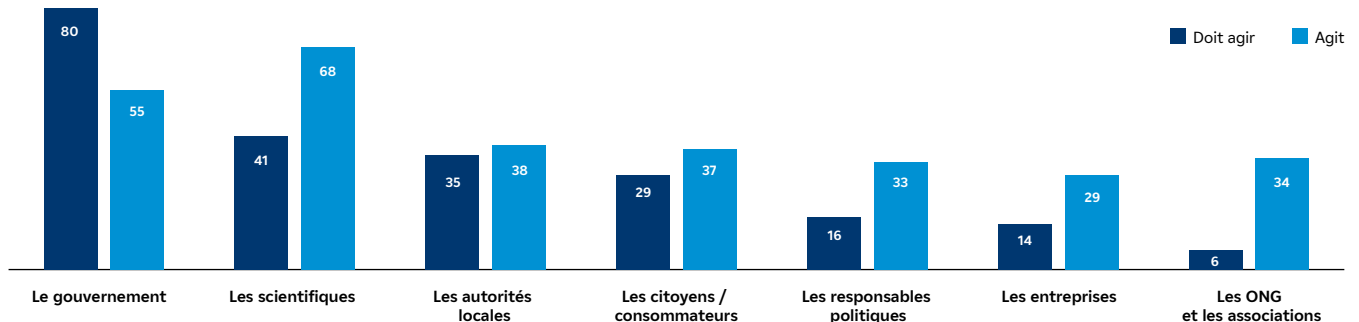
Q. Dans quelle mesure la situation de l'environnement vous préoccupe ou non ?
La note 10 signifie que la situation de l'environnement vous préoccupe beaucoup, la note 0 qu'elle ne vous préoccupe pas du tout. Les notes intermédiaires vous permettent de nuancer votre jugement.



La société russe fait par ailleurs montre d'une certaine passivité en matière de lutte contre le changement climatique. En effet, les citoyens russes s'en remettent prioritairement au gouvernement : ils sont 80 % à déclarer qu'il doit agir pour lutter contre le changement climatique. Cependant, ils considèrent que c'est le seul acteur qui en fait bien moins qu'il ne pourrait : les Russes sont 55 % à dire qu'il agit réellement.

Fig. 3. Les acteurs qui doivent agir contre le changement climatique et leur mobilisation perçue

Q. Selon vous, parmi la liste suivante, quels sont ceux qui doivent agir en priorité pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ? / Q. Et pour chacun des mêmes acteurs, estimez-vous qu'ils agissent pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ?



En outre, les citoyens russes ne sont pas prêts à se mobiliser en propre sur ces sujets : seulement 37 % d'entre eux considèrent qu'un changement dans leurs modes de vie et de consommation contribuerait fortement à enrayer le réchauffement climatique, contre 50 % des personnes interrogées en moyenne à l'échelle des 30 pays interrogés. Par ailleurs, 18 % des Russes estiment que rien ne peut être fait pour interrompre le réchauffement

climatique, contre 11 % de fatalistes à l'échelle mondiale. Le coût de la transition écologique constitue un argument démobilisateur supplémentaire pour une population dont la conjoncture économique constitue, plus que jamais, la principale préoccupation (73 %).

UN PRISME RÉSOLUMENT ÉCONOMIQUE

L'opinion publique russe s'attend à ce que les autorités mettent le cap sur le développement de l'économie aux dépens de l'environnement dans le contexte de la guerre en Ukraine (42 % des personnes interrogées, soit 6 points de plus qu'en 2021). Pourtant, une frange non négligeable de la population souhaite voir primer l'environnement sur l'économie (40 % des sondés, soit presque autant que ceux préconisant l'orientation inverse). La question des conséquences sociales induites par l'introduction de mesures de décarbonation dans le pays met, elle aussi, aux prises deux camps homogènes : 23 % des Russes considèrent en effet que cela détruirait plus d'emplois que cela n'en créerait, soit autant que ceux qui pensent exactement le contraire. Cet équilibre des forces entre « écologistes » et « économistes » semble bien précaire, tant la dynamique paraît en faveur de ces derniers depuis plusieurs mois. En effet, entre 2021 et 2022, la part des Russes voulant voir primer la croissance économique sur la préservation de l'environnement dans les politiques publiques est passée de 36 % à 42 % ; celle des Russes estimant que le verdissement de l'économie nationale détruira davantage d'emplois qu'il n'en créera, de 19 % à 23 %.

Renforcée à l'évidence par l'alourdissement des sanctions occidentales contre l'économie russe en 2022, cette évolution est manifestement appelée à se poursuivre dans les années à venir, où elle risque d'accréditer la conception résolument utilitariste des dérèglements climatiques développée par les milieux d'affaires du pays. Le réchauffement de la température atmosphérique, qui a eu pour effets notables de permettre la mise en exploitation de gisements d'hydrocarbures jusqu'alors inaccessibles dans l'Arctique et d'étendre vers le nord du territoire russe les surfaces agricoles utiles – tirant les récoltes à la hausse, au point d'imposer la Russie comme le premier exportateur mondial de blé en 2017 – a ainsi été présenté de manière méliorative par les lobby industriels et agricoles du pays. Occultant la face sombre des « retombées positives » du changement climatique², ils se sont vertement opposés aux mesures de décarbonation proposées par le gouvernement.

Ainsi, l'Union russe des industriels et des entrepreneurs (*Rossijskij soûz promyšlennikov i predprinimatelej*, RSPP) s'est insurgée en 2020 contre la volonté affichée par le gouvernement d'imposer aux entreprises publiques l'intégration de mesures de décarbonation dans leurs programmes d'activité, afin de diminuer les émissions russes de gaz à effet de serre. À l'inverse, la RSPP a approuvé les objectifs d'augmentation graduelle de la production de pétrole, de gaz naturel et de charbon prévus dans la stratégie (publiée la même année) pour le développement énergétique de la Fédération de Russie jusqu'en 2035. L'accroissement exponentiel par la Russie de ses livraisons pétrolières et gazières aux marchés indien et chinois au cours des deuxième et troisième trimestres 2022 n'aura sans doute pas manqué de rassurer les lobbyistes échaudés par les embargos américain et européen sur les hydrocarbures russes, en représailles à l'invasion du territoire ukrainien. Quoique peu compatible avec une vision éco-responsable, cette stratégie mise en œuvre par les autorités russes dans le contexte de la guerre en Ukraine n'en a pas moins le mérite de préserver la stabilité intérieure de leur pays, dont la rente pétro-gazière constitue le socle économique (la vente des hydrocarbures représente 60 % des revenus de Moscou à l'export) et énergétique (le mix électrique russe repose à 61 % sur des combustibles fossiles)³.

LA POLITIQUE CLIMATIQUE RUSSE DANS LE CONTEXTE DE LA GUERRE EN UKRAINE : ENTRE RUPTURE ET CONTINUITÉ

Dès les premiers jours de la guerre en Ukraine⁴, le représentant spécial du président Poutine pour le climat, Ruslan Edelgueriev, a assuré que la Russie ne dévierait pas des objectifs qu'elle s'était jusqu'alors fixés pour la décarbo-

2. Le changement climatique a entraîné des conséquences désastreuses sur le plan environnemental en Russie. Un seul exemple : la canicule de l'été 2019 a anéanti 1 million d'hectares de terres arables en Russie, poussant 18 régions à déclarer l'état d'urgence agricole.

3. Voir à ce propos la figure sur le mix électrique russe à la fin de ce chapitre, p. 205.

4. Ce conflit entraîne des conséquences désastreuses pour l'environnement en Ukraine, telles les pollutions de l'eau et de l'air, occasionnées respectivement par les combats en mer Noire et les bombardements russes du territoire ukrainien – dont le pilonnage en cours des infrastructures électriques risque de tirer à la baisse l'efficacité énergétique ukrainienne –, sans oublier les risques de catastrophe nucléaire autour de la centrale de Zaporijjia.

nation de son économie. Dans cette logique, plutôt que de renoncer à son plan pour une stratégie de neutralité carbone – qu’il était censé finaliser en mars 2022 –, le gouvernement l’a adapté aux nouvelles sanctions contre l’économie russe, avec la volonté affichée de le valider avant la fin de l’année 2022⁵. Quant à la région de Sakhaline, véritable porte-étendard de la stratégie russe de décarbonation, elle continue de travailler à la mise en place d’un marché du carbone et a même émis, en septembre 2022, les premiers crédits carbone du pays à la Bourse de Moscou.

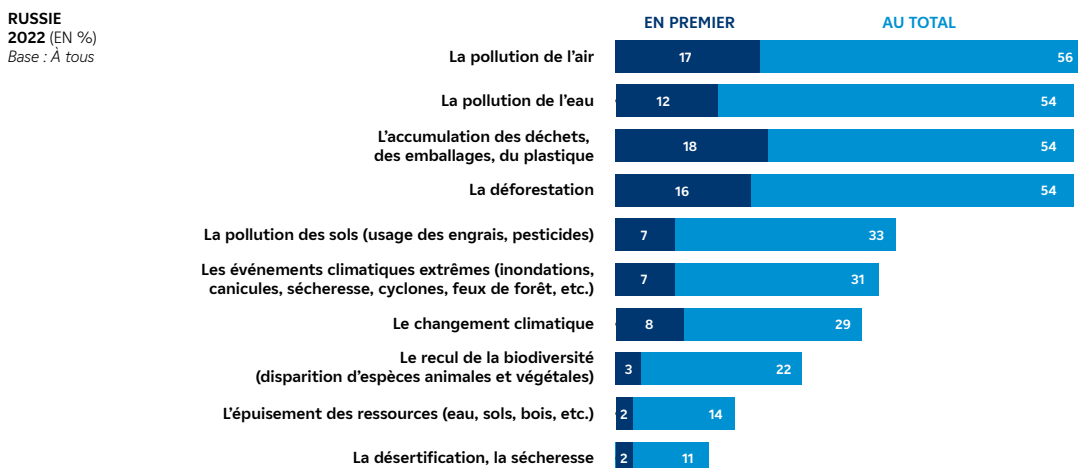
Par ailleurs, la Russie envoie des signaux inquiétants depuis le début de la guerre en Ukraine. En plus de permettre la mise en circulation des véhicules automobiles de classe Euro 0 (la norme européenne la moins restrictive en termes d’émissions de gaz à effet de serre, entrée en vigueur au début des années 1990), les autorités russes ont adopté, en réponse aux nouvelles batteries de sanctions occidentales, un plan de soutien au secteur énergétique qui dispense les producteurs de combustibles fossiles du pays de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Pour ce qui concerne la stratégie d’introduction des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les entreprises russes, il n’est pas à exclure que s’opère un rééquilibrage depuis le E (tourné sur les exportations) vers le S (priviliégiant la population russe), même si cette tendance pourrait être entravée par la réorientation du commerce extérieur russe à destination des pays asiatiques. Ceux-ci ne se montrent en effet pas moins exigeants que les pays européens sur le respect des critères ESG par leurs partenaires en affaires.

Toujours est-il que la guerre en Ukraine n’a pas, en soi, fondamentalement altéré, dans un sens ou dans l’autre, les préoccupations traditionnelles des Russes dans la sphère environnementale (Fig. 4). Les citoyens de ce pays continuent, il est vrai, de se montrer particulièrement inquiets de :

- la pollution de l’air (à 56 %), pour laquelle les entreprises émettant plus de 150 000 tonnes de CO₂ devront s’inscrire sur un registre fédéral spécial qui doit voir le jour en 2023 ;
- la pollution de l’eau (à 54 %), qui fait l’objet de quatre des 11 programmes fédéraux inclus dans le projet national « Écologie » (Fig. 5) ;
- la gestion des déchets (à 54 %), seul sujet en lien avec le climat à avoir jusqu’ici poussé les Russes à se mobiliser (avec par exemple la « crise des ordures » qui a éclaté dans plusieurs villes de la région de Moscou à l’été 2017, avec l’organisation d’importantes manifestations pour protester contre l’implantation d’usines d’incinération des ordures ménagères en provenance de la capitale) ;
- la déforestation (54 %), l’un des rares points de convergence entre la Russie et les autres pays présents à la COP26⁶.

Fig. 4. Les préoccupations environnementales des Russes

Quels sont, parmi la liste suivante, les problèmes liés à l’environnement que vous jugez les plus préoccupants dans votre pays ? (quatre réponses possibles)



5. La RSPP lui a demandé de repousser à l’année 2023 l’adoption de ce texte.

6. L’intérêt tout particulier qu’accorde Moscou à ses forêts – qui représentent le quart des espaces boisés du globe – est justifié par leur capacité à absorber du CO₂. Les autorités russes militent pour que la capacité d’absorption de leurs forêts soit prise en compte en tant que facteur compensatoire aux émissions de gaz à effet de serre déclarées par leur pays.

CONCLUSION

Principal client des hydrocarbures russes jusqu'au déclenchement des hostilités en Ukraine, l'UE disposait là d'un moyen de pression considérable sur Moscou pour l'inciter à s'engager dans la transition écologique. De fait, le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) annoncé par la Commission européenne pour 2026 a incité la Russie - en dépit d'ambiguïtés persistantes - à montrer progressivement patte blanche en matière de lutte contre le changement climatique, afin de préserver ses intérêts économiques avec ses partenaires européens. Illustrée, entre autres, par la suspension du projet de gazoduc Nord Stream 2 (en février 2022) et par la conclusion d'un pacte gazier avec l'Azerbaïdjan (en juillet 2022), la volonté affichée par les dirigeants européens de frapper la Russie au porte-monnaie pour la punir d'avoir envahi l'Ukraine a *in fine* privé Bruxelles de ce levier.

La rupture des coopérations énergétiques européennes avec la Russie - qui n'a pas tardé à trouver du réconfort auprès de l'Inde et de la Chine - risque de se révéler une stratégie pour le moins contre-productive dans l'optique de la lutte internationale contre le changement climatique. Quelle que soit son action en Ukraine, la Russie, plus grand pays forestier de la planète et classée au quatrième rang mondial des pays responsables des émissions de gaz à effet de serre, ne peut définitivement être mise au ban des nations dans le domaine climatique. Bien avant la guerre en Ukraine, les autorités russes, pleinement conscientes de l'importance de leur pays dans l'agenda climatique mondial, réclamaient le retrait des sanctions ciblant leur économie pour mener à bien la transition écologique en Russie. Il est fort à parier qu'elles se serviront à nouveau du climat comme d'un outil de négociation avec les Européens (et même avec les Occidentaux en général) pour obtenir un allègement des sanctions économiques, sensiblement renforcées en 2022. Très objectivement, la question se pose de la pertinence des sanctions imposées par l'UE à la Russie, à laquelle pourraient par exemple profiter les composants et savoir-faire européens en vue de procéder à la modernisation de ses infrastructures électriques vétustes. Parangon du développement durable, Bruxelles démontre ici que Moscou n'a pas le monopole du paradoxe sur un sujet qui engage l'avenir de l'humanité. ■

Fig. 5. Le projet national « Écologie »

PROGRAMMES FÉDÉRAUX	OBJECTIFS	AUTORITÉS TUTÉLAIRES	FINANCEMENTS ALLOUÉS*
« Pays propre »	<ul style="list-style-type: none"> Détruire les décharges illégales Végétaliser les sites qu'elles occupent 	Ministère fédéral des Ressources naturelles et de l'Écologie	124 206,8
« Système intégré de gestion des déchets solides municipaux »	<ul style="list-style-type: none"> Généraliser le recyclage des ordures 	Ministère fédéral des Ressources naturelles et de l'Écologie	296 223,8
« Assainissement de la Volga »	<ul style="list-style-type: none"> Déblayer et draguer le cours inférieur de la Volga Construire et moderniser les systèmes d'épuration des eaux usées 	Ministère fédéral des Ressources naturelles et de l'Écologie	205 378,9
« Conservation du lac Baïkal »	<ul style="list-style-type: none"> Construire et moderniser les infrastructures d'épuration des eaux usées qui se déversent dans le lac Baïkal 	Ministère fédéral des Ressources naturelles et de l'Écologie	33 944,9
« Conservation des plans d'eau naturels »	<ul style="list-style-type: none"> Réhabiliter les réseaux hydrographiques Assainir les côtes lacustres et fluviales 	Ministère fédéral des Ressources naturelles et de l'Écologie	15 152
« Conservation de la biodiversité et développement de l'écotourisme »	<ul style="list-style-type: none"> Accroître la surface des aires protégées d'au moins 5 millions d'hectares Y réintroduire des espèces animales rares ou menacées de disparition 	Ministère fédéral des Ressources naturelles et de l'Écologie	6 282,8
« Conservation des forêts »	<ul style="list-style-type: none"> Procéder au reboisement (y compris artificiel) des forêts sinistrées en Russie 	Ministère fédéral des Ressources naturelles et de l'Écologie	151 009,8
« Infrastructure pour la gestion des déchets dangereux de classes 1 et 2 »	<ul style="list-style-type: none"> Traiter des déchets dangereux Détruire des armes chimiques 	Agence fédérale de l'énergie atomique (Rosatom)	36 353,3
« Air pur »	<ul style="list-style-type: none"> Diminuer les rejets de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique dans les grandes villes industrielles 	Service fédéral de surveillance des ressources naturelles (Rosprirodnadzor)	500 139,8
« Eau propre »	<ul style="list-style-type: none"> Augmenter la qualité de l'eau potable en modernisant les réseaux de traitement et de distribution 	Ministère fédéral de la Construction et du Génie urbain	245 050
« Introduction des meilleures techniques disponibles »	<ul style="list-style-type: none"> Populariser auprès des entreprises des méthodes de production écoresponsables 	Ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce	2 427 300
Total :			4 041 045,1

Source : « Opublikovan pasport nacional'nogo proekta "Èkologiâ" » [le passeport du projet national « Écologie » est publié], Gouvernement fédéral. 11 février 2019. En ligne : <<http://government.ru>>

* SUR LA PÉRIODE 2019-2024 (en millions de roubles).



RUSSIE



POPULATION



145,8
millions
d'habitants (2022)



73 ans
d'espérance de vie moyenne (2022)

ÉCONOMIE



4,8 %
de croissance
annuelle du PIB (2021)



12 173 \$
de PIB par habitant (2021)



3,9 %
de chômage (2022)



15,9 %
d'inflation annuelle (2021-2022)

SÉCURITÉ



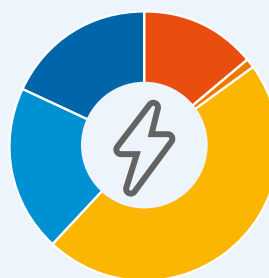
71 d'indice
de corruption (2021)
Sur une échelle de 0 (corruption faible)
à 100 (corruption élevée)

ALIMENTATION



65,6 kg
de viande consommée
par an et par habitant
vs 35 kg au niveau mondial
(projections 2020-2029)

MIX ÉLECTRIQUE



- Charbon 14 %
 - Pétrole 1 %
 - Gaz 47 %
 - Nucléaire 20 %
 - Hydraulique 18 %
 - Éolien 0 %
 - Solaire 0 %
 - Autres EnR 0 %
- (2021)

CLIMAT



11,1 t
de CO₂ par habitant
vs 4,5 t au niveau mondial
(2018)



97
catastrophes climatiques (2000-2019)
Inondations, tempêtes, sécheresse,
températures extrêmes, feux, etc.



507
décès pour 1 million
d'habitants liés à la pollution
de l'air
vs 537 décès en moyenne au niveau mondial
(2017-2019)

TRANSPORT



388
automobiles pour
1 000 habitants (2015)



0,03 %
de véhicules électriques
particuliers dans les nouvelles
immatriculations (2021)

Sources : Ined, OCDE, Banque mondiale, Transparency International, AIE, ONU, Statista, université d'Oxford, Trading Economics



Can Erok /olia images via Getty Images

Lutte contre les feux de forêt à Marmaris, Turquie, juin 2022.

Turquie : une sensibilité environnementale à l'épreuve des incertitudes économiques et politiques

■ Elvan Arik – *Chercheur indépendant*

■ Jean-François Pérouse – *Université de Toulouse-Jean-Jaurès*

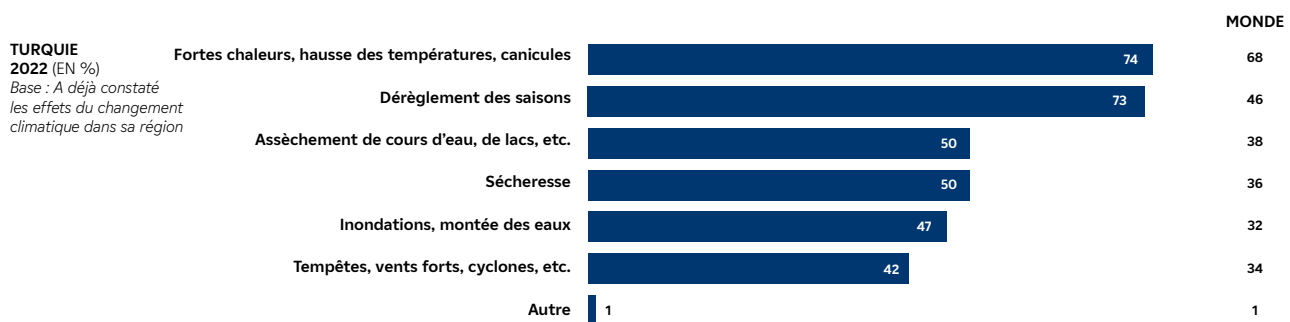
Avec près de 85 millions d'habitants en 2022, la Turquie pèse démographiquement, dans sa région proche comme à l'échelle du bassin méditerranéen, tout en étant directement exposée aux flux migratoires produits par l'instabilité de son environnement géopolitique immédiat (guerres persistantes en Syrie et en Ukraine). Urbanisé désormais à près de 80 %, ce vaste pays (une fois et demie la France) est engagé dans sa transition démographique, avec cependant de fortes inégalités, les régions orientales conservant des taux de natalité encore très supérieurs à la moyenne nationale. La Turquie s'apprête en outre à célébrer en octobre 2023 ses cent ans d'existence en tant qu'État-nation. En 2023 devraient aussi avoir lieu des élections présidentielles et législatives, et devraient être lancés les premiers réacteurs de la première centrale nucléaire du pays (construite par Rosatom) à Akkuyu, sur la côte méditerranéenne orientale. Pays exposé au risque sismique (comme l'a rappelé le nouveau tremblement de terre survenu dans la région égéenne le 4 novembre 2022), la Turquie vit en outre une double crise sévère qui n'est pas sans incidences sur la perception de l'environnement et les comportements individuels, tels que les résultats de l'étude Obs'COP la décrivent : une crise politique liée à la fin interminable du régime du président Erdoğan et une crise économique qui se traduit principalement pour les citoyens par une forte inflation (l'une des plus élevées au monde en 2022) et par une dépréciation sévère de la monnaie nationale par rapport aux devises de référence.

UN ÉVEIL CLIMATO-ENVIRONNEMENTAL SOUS CONTRAINTES ÉCONOMIQUES NATIONALES

Dans ce contexte, les données 2022 de l'Obs'COP confirment une tendance que des enquêtes d'opinion turques avaient déjà quelque peu détectée¹ : la population turque, toutes catégories sociales confondues, est de plus en plus préoccupée et inquiète par la question du changement climatique. Cette prise de conscience d'une perturbation écologique globale d'origine anthropique est récente. Elle s'est accélérée en grande partie sous l'effet de la multiplication ces dernières années d'événements météorologiques extrêmes. Plus de 70 % des personnes enquêtées disent ainsi avoir vécu un épisode caniculaire, entre 40 et 50 % avoir été témoins d'une sécheresse, d'une inondation ou d'un événement cyclonique, soit des taux largement supérieurs à ceux des autres pays (Fig. 1). Ces expériences traumatiques ont atteint un nouveau sommet durant l'été 2021, après que des records de chaleur établis dans le sud de la région égéenne et le manque de précipitations ont facilité le départ de plus de 200 foyers d'incendie et ravagé plus de 170 000 hectares de forêts de pins. Un mois plus tard, des inondations et des glissements de terrain, conséquences de violents épisodes orageux, ont dévasté plusieurs vallées urbanisées dans la région de la mer Noire. Par l'ampleur et la gravité des dégâts occasionnés², ces deux événements ont été qualifiés d'« historiques ».

Fig. 1. Les désordres climatiques subis au cours des dernières années sur le lieu de vie

Q. Là où vous habitez, avez-vous subi ces dernières années les conséquences de désordres climatiques parmi la liste suivante ? (plusieurs réponses possibles)



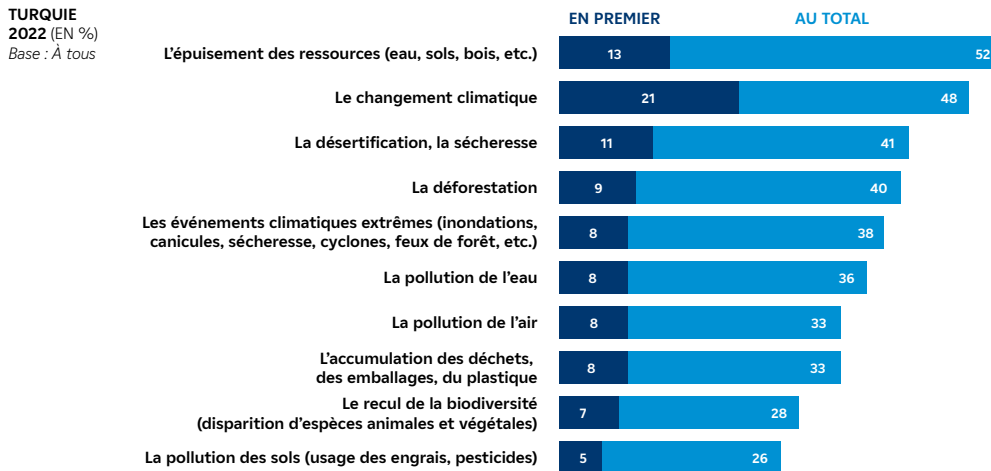
Mais, pendant que la population turque découvre tardivement et à ses dépens sa situation de *hotspot* du bouleversement climatique planétaire à l'instar de l'ensemble du bassin méditerranéen, le pays affronte depuis les années 2010 une succession de crises internes dont les causes comme les effets sur l'environnement s'articulent à d'autres échelles de temps et d'espace. Autrement dit, la dégradation des conditions d'habitabilité telle que vécue par la majorité de la population procède moins d'une crise écologique globale, trop abstraite pour être comprise, que des bouleversements matériels induits par le projet développementaliste sur lequel repose toute la trajectoire de modernisation du jeune État-nation turc depuis sa fondation. C'est à ce titre par exemple que la multiplication des inondations ces dernières années en Turquie, dont les plus récentes évoquées ci-dessus, a aussi été interprétée comme la conséquence directe d'une politique d'urbanisation spéculative et d'investissements inconsidérés dans l'installation de centaines de mini-centrales hydroélectriques par de grands groupes privés. Malgré le recul massif des libertés publiques, la médiatisation ces dernières années d'une série de scandales socioenvironnementaux (pollutions diverses, accidents miniers, accumulation de déchets non traités, déclin de la biodiversité) et de mobilisations contre de grands projets infrastructurels et urbains a permis de dévoiler au plus grand nombre les contradictions inhérentes d'un modèle économique productiviste, fortement carboné et extractiviste. La raréfaction des ressources métaboliques (eau, air, sol, bois), fruit d'une exploitation non régulée sur l'ensemble du territoire national, suscite plus qu'ailleurs une inquiétude telle (Fig. 2) qu'elle semble ne plus être entièrement compensée par l'extension massive des progrès sociaux et du confort matériel dont la société a bénéficié ces vingt dernières années.

1. DOĞRU Barış, BAGATIR Bulut et PULTAR Eren. « Climate change perception in Turkey 2019 », *Konda Research*. Juillet 2019. En ligne : <<https://www.iklimhaber.org/wp-content/uploads/2019/07/ClimatePerceptionTurkey.pdf>>

2. 90 morts, environ 1 000 blessés, plusieurs milliers de personnes évacuées.

Fig. 2. Les préoccupations environnementales des Turcs

Q. Quels sont, parmi la liste suivante, les problèmes liés à l'environnement que vous jugez les plus préoccupants dans votre pays ? (quatre réponses possibles)



Déjà largement incomplet et sélectif, le caractère redistributif du régime libéral de croissance soutenu par l'AK Parti (AKP)³ s'est d'ailleurs lui-même heurté aux limites inflationnistes d'une crise économique qui a brutalement réduit depuis 2018 le pouvoir d'achat de la majorité de la population, y compris des classes moyennes. La question de la hausse du coût de la vie, de la pauvreté, des inégalités et du chômage envahit ainsi les préoccupations du quotidien, loin devant l'environnement (Fig. 3).

Fig. 3. Les sujets de préoccupation des Turcs

Q. Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ? (plusieurs réponses possibles)



Dans ce contexte de vulnérabilité généralisée que la crise de la Covid-19 n'a fait qu'aggraver, les comportements individuels et collectifs ne semblent pas toujours en phase avec l'agenda environnementaliste. D'un côté, les pratiques de sobriété sont bien plus contraintes que volontairement assumées au nom d'un idéal de maîtrise ou de préservation. Il en va ainsi des fortes hausses du coût de l'énergie que les habitants tentent d'atténuer en

3. Le parti de la justice et du développement, AK Parti ou AKP, est un parti islamo-conservateur au pouvoir en Turquie depuis 2002. Tayyip Erdoğan en est le président général depuis 2017.

réduisant leur consommation, quitte à se priver d'un recours minimal à l'électricité ou au chauffage : en effet, plus de 80 % de la population turque déclare avoir été affectée par la hausse des prix du gaz, de l'électricité et de l'essence. Même constat pour la viande, dont le prix prohibitif explique sa consommation relativement réduite (22 % en mangeant tous les jours) dans un pays où la consommation de viande fait partie des rituels de sociabilité et des pratiques d'ostentation. D'un autre côté, la différence turque par rapport à d'autres pays de l'OCDE tient au fait que les citoyens estiment ne pas avoir atteint les standards acceptables de niveau de développement comparativement aux pays européens, par exemple. En conséquence, il existe une contradiction entre les aspirations partagées de « mise à niveau » des standards moyens de mode de vie et les pratiques de distinction des classes moyennes à travers des modes de consommation « énergivores » et les choix de renoncement jugés nécessaires dans la lutte contre le changement climatique, propres aux sociétés plus « développées ». La climatisation comme le chauffage du logement, l'usage particulièrement élevé de la voiture⁴ ou de l'avion (la taille du pays et l'essor récent des lignes intérieures expliquant cette propension) sont une affaire autant de nécessité relative que d'affirmation d'un statut social.

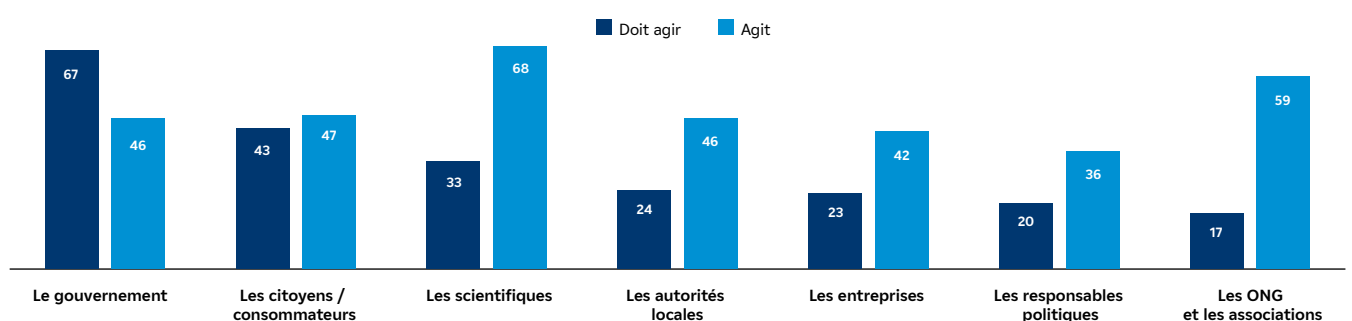
UN PAYS MARQUÉ PAR UNE CULTURE TECHNO-SCIENTIFIQUE SOUS CONTRÔLE ÉTATIQUE TOUJOURS PRÉGNANTE EN DÉPIT D'UNE MONTÉE DES CRITIQUES ÉCOLOGISTES

Ce qui frappe à la vue des résultats est le paradoxe qui existe entre une foi persistante en l'État - sans doute liée à une sociabilisation politique spécifique dans le cadre du nouvel État-nation - et le constat de l'inefficacité de ce dernier ainsi que des hommes politiques dans la lutte contre le réchauffement climatique. D'un côté donc, les personnes interrogées disent que l'État est idéalement l'acteur principal nécessaire des politiques de réduction des émissions, et de l'autre le constat est fait d'une inefficacité patente de ce dernier. À l'opposé, dans un pays où pourtant la décentralisation administrative demeure très limitée, les attentes et la confiance exprimées envers les pouvoirs locaux sont surprenantes (Fig. 4).

Fig. 4. Les acteurs qui doivent agir contre le changement climatique et leur mobilisation perçue

Q. Selon vous, parmi la liste suivante, quels sont ceux qui doivent agir en priorité pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ? / Q. Et pour chacun des mêmes acteurs, estimez-vous qu'ils agissent pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ?

TURQUIE
2022 (EN %)
Base : À tous



À la culture de l'État est associée une croyance largement partagée dans les pouvoirs de la technologie : la foi des personnes sondées dans la recherche scientifique et technologique en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre est en Turquie (36 %) sensiblement plus grande que dans les autres pays étudiés (31 %) (Fig. 5). Toutefois, presque la moitié de la population turque pense qu'il faut modifier ses modes de vie pour lutter contre le changement climatique. Cela rejoint le fait que bien souvent les dispositifs techniques sont présentés par les pouvoirs publics comme constituant le principal mode de solution à la crise environnementale, beaucoup plus que des changements dans les pratiques et comportements sociopolitiques. Ainsi, la confiance relative dans le

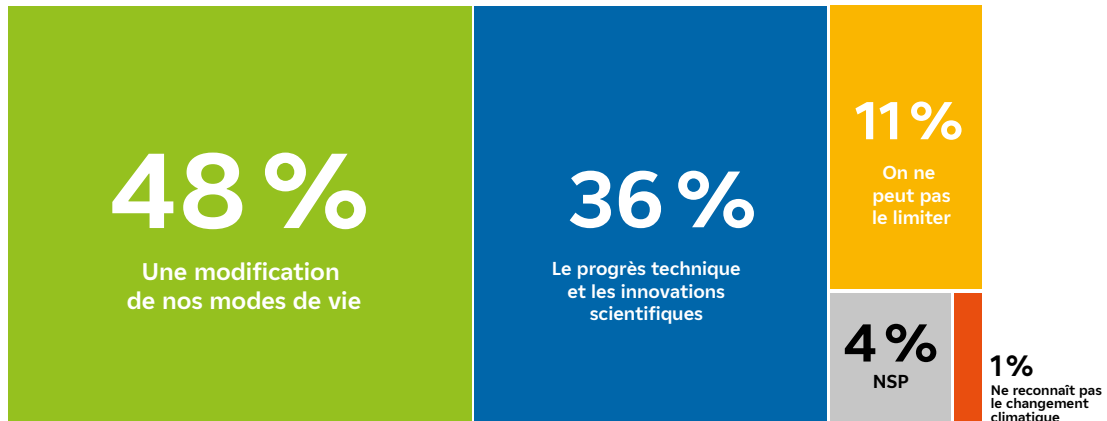
4. Le recours à l'automobile reste élevé, pour les propriétaires de véhicule en tout cas (en effet, le taux de motorisation reste réduit, avec 161 véhicules pour 1 000 habitants en avril 2022). KARAMANOGLU Kağan. « Electric vehicle sales review full year 2021 ». *Strategy&*. 2021. En ligne : <<https://www.strategyand.pwc.com/tr/en/medya/2021-yili-elektrikli-arac-satirlari-incelemesi.html>>

nucléaire, présenté par les gouvernements AKP depuis des années comme une source d'énergie « propre », a à voir avec la propension à se soumettre au principe d'autorité de la sphère technico-étatique.

Fig. 5. Équation climatique : changement de nos modes de vie ou pari technologique

Q. De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ? C'est principalement le progrès technique et les innovations scientifiques qui nous permettront de trouver des solutions contre le changement climatique ; C'est principalement la modification importante de nos modes de vie qui permettra de limiter le changement climatique ; Il n'y a rien à faire, on ne pourra plus limiter le changement climatique ; Vous ne savez pas

TURQUIE
2022
Base : À tous



La Turquie dispose en outre de sa propre histoire de production électrique. Le plébiscite des enquêtés pour l'hydroélectricité (80 % des Turcs y sont favorables), représentant 17 % de la production en 2021⁵, est un héritage de la puissance industrielle et économique qu'a incarnée le développement des grands barrages dans l'est du pays dans les années 1970. Malgré un mix électrique encore dépendant du gaz et du charbon à plus de 60 %, le très fort crédit accordé aux énergies éoliennes et solaires apparaît comme une réponse pragmatique afin de tirer bénéfice du potentiel géo-climatique du territoire national. Il ne faut pas oublier en effet que la Turquie est un pays à la fois montagneux (plus de 50 % du territoire est situé au-dessus de 1 000 mètres), jouissant d'un ensoleillement moyen supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE et offrant une palette diversifiée de climats partout nuancés par les effets de l'altitude : faciès méditerranéens, faciès pontiques (avec forte pluviosité) et faciès continentaux tendant vers le semi-aride au sud-est. Toutefois, le développement récent des énergies renouvelables en Turquie n'est aucunement le reflet d'une politique de transition énergétique telle qu'entendue classiquement dans les pays occidentaux. Les gigantesques parcs éoliens visibles sur la péninsule d'Urla ou de Karaburun ou le champ de 3,5 millions de panneaux solaires (1 000 MW de puissance installée à terme) en cours d'assemblage à Karapinar, dans la province de Konya, ne visent des objectifs ni de décentralisation de la production électrique ni de décarbonation de l'économie. Ces investissements lucratifs, réalisés par de grandes holdings proches du pouvoir, matérialisent au contraire la poursuite d'un objectif prioritaire de sécurisation de l'approvisionnement énergétique national afin de soutenir la croissance industrielle et l'urbanisation des modes de vie. Il faut d'ailleurs noter que la position vis-à-vis des sociétés privées est assez singulière en Turquie, pays où l'entrepreneur privé est roi et où les citoyens attendent moins du secteur privé et considèrent même que ce dernier fait plus que ce qu'il ne devrait faire en matière de lutte contre le changement climatique, à l'inverse de la configuration française (Fig. 4).

Comme le suggèrent les réponses de l'étude, l'engagement personnel sur les questions environnementales n'est pas négligeable : la participation aux boycotts comme aux manifestations y est plus élevée que la moyenne (les Turcs sont 64 % à déclarer avoir déjà boycotté ou prévoir de boycotter une marque en raison de son impact environnemental, contre 56 % au niveau global). On voit en effet, surtout depuis la résistance de Gezi en 2013 (autour d'un parc en centre-ville menacé par un projet de réaménagement), éclore des mouvements de contestation dans l'ensemble du pays, portés par des citoyens décidés à défendre coûte que coûte leur environnement. Tous ces mouvements sont maintenant interconnectés, et on assiste à un *empowerment* de la population concernée, qui a fait l'apprentissage rapide de répertoires d'actions et de référentiels qui intègrent la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique. Celui-ci ne peut de ce fait plus être instrumentalisé par les dirigeants comme prétexte pour ne pas assumer leurs responsabilités à leur échelle, en tout cas plus aussi facilement qu'il y a quelques années.

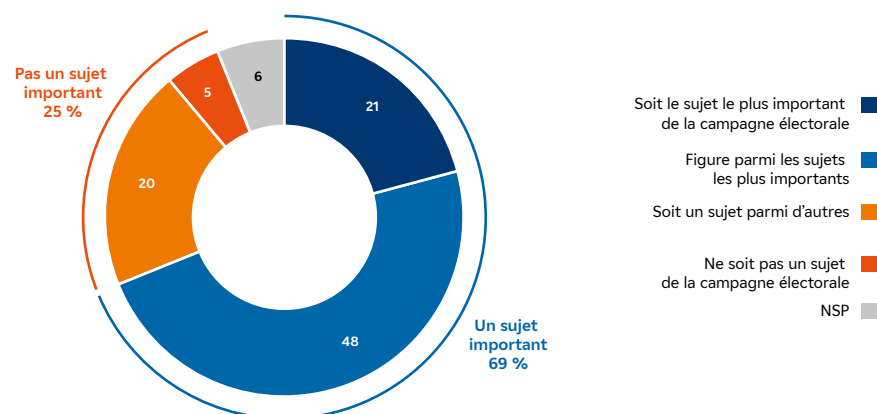
5. RITCHIE Hannah, ROSER Max et ROSADO Pablo. « Energy », *OurWorldInData.org*. En ligne : <<https://ourworldindata.org/energy>>

Cependant, à la vue notamment des réponses concernant l'élection présidentielle à venir (Fig. 6), le décalage entre les attentes des questionnés, très majoritairement en faveur d'une mise à l'agenda prioritaire des questions environnementales, et le contenu actuel des débats n'a de cesse de surprendre. Autrement dit, c'est comme si la sensibilité de l'opinion publique, sans doute aussi liée à la jeunesse relative de la population turque – seulement 9 % de celle-ci a plus de 65 ans, contre 22 % en France – ne trouvait pas encore de répondant dans l'offre politique dominante. Et si la ratification par l'Assemblée nationale turque en octobre 2021 de la signature de l'Accord de Paris peut être considérée comme un signe d'avancée, celle-là demeure à ce jour sans effets réels encore. À l'examen, la responsabilisation des pouvoirs publics s'exprime paradoxalement sans doute plus à l'échelle urbaine, à travers des tentatives de gestion innovante comme à Gaziantep, Istanbul, Izmir, par exemple. À cet égard, le rôle stimulant des réseaux transnationaux (ICLEI, Energy Cities, CGLU, Convenant of Mayor) mérite d'être souligné.

Fig. 6. L'importance du changement climatique dans la campagne présidentielle de 2023

Q. Personnellement, souhaitez-vous que, au cours de la campagne électorale pour l'élection présidentielle de 2023, le changement climatique...

TURQUIE
2022 (EN %)
Base : À tous



CONCLUSION

Au total, les résultats de l'ObsCOP pour la Turquie doivent être lus à l'aune du contexte d'un pays au niveau de développement intermédiaire, aux fortes inégalités de revenus, à la population aux aspirations matérielles encore élevées, d'un pays relativement jeune, caractérisé par un fossé entre un niveau croissant de sensibilité de l'opinion publique aux enjeux du réchauffement climatique et des politiques publiques jugées insuffisantes qui continuent à prioriser des modes de développement économique destructeurs (et peu égalitaires par ailleurs). Une sorte d'« effet mode » peut aussi expliquer la sensibilité affichée, très supérieure à celle affichée en France, lié au fait que les préoccupations climatiques et environnementales ont été plus récemment introduites dans le débat public et sont moins prises en charge par les pouvoirs publics. ■



TURQUIE



POPULATION



85,6
millions
d'habitants (2022)



78,4 ans
d'espérance de vie moyenne (2022)

ÉCONOMIE



11 %
de croissance
annuelle du PIB (2021)



9 587 \$
de PIB par habitant (2021)



11,3 %
de chômage (2022)



78,6 %
d'inflation annuelle (2021-2022)

SÉCURITÉ



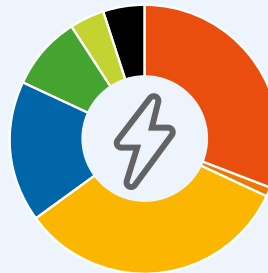
62 d'indice
de corruption (2021)
Sur une échelle de 0 (corruption faible)
à 100 (corruption élevée)

ALIMENTATION



N/A kg
de viande consommée
par an et par habitant
vs 35 kg au niveau mondial
(projections 2020-2029)

MIX ÉLECTRIQUE



- Charbon 31 %
 - Pétrole 1 %
 - Gaz 33 %
 - Nucléaire 0 %
 - Hydraulique 17 %
 - Éolien 9 %
 - Solaire 4 %
 - Autres EnR 5 %
- (2021)

CLIMAT



5 t
de CO₂ par habitant
vs 4,5 t au niveau mondial
(2018)



39
catastrophes climatiques (2000-2019)
Inondations, tempêtes, sécheresse,
températures extrêmes, feux, etc.



499
décès pour 1 million
d'habitants liés à la pollution
de l'air
vs 537 décès en moyenne au niveau mondial
(2017-2019)

TRANSPORT



N/A
automobiles pour
1 000 habitants (2015)



7,1 %
de véhicules électriques
particuliers dans les nouvelles
immatriculations (2021)

Sources : Ined, OCDE, Banque mondiale, Transparency International, AIE, ONU, Statista, université d'Oxford, Trading Economics

ANNEXES



Partie A	214
• Préoccupations des populations	
Partie B	220
• Connaissance et perception du changement climatique	
Partie C	229
• Mobilisation des différents acteurs	
Partie D	233
• La prise en compte du changement climatique au quotidien	
Lexique	241

PARTIE A

PRÉOCCUPATIONS DES POPULATIONS

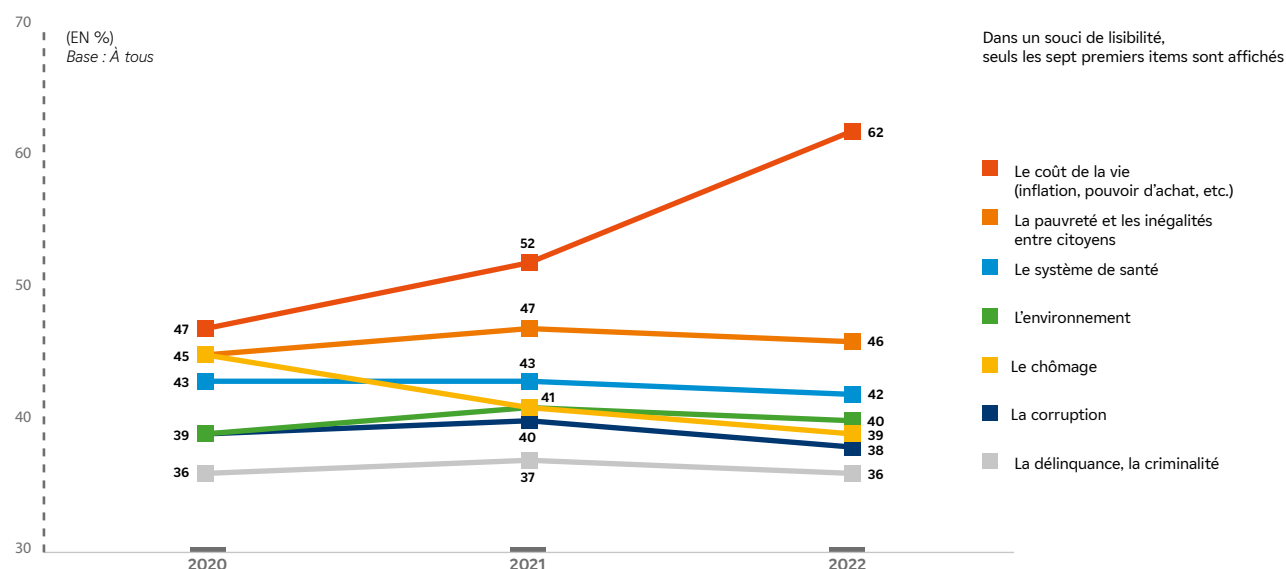
A1BIS. Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ?
(plusieurs réponses possibles)

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Le coût de la vie (inflation, pouvoir d'achat, etc.)	62	71	64	55	77	66	57
La pauvreté et les inégalités entre les citoyens	46	36	58	40	42	44	51
Le système de santé	42	49	57	31	54	43	36
L'environnement	40	38	50	39	40	43	32
Le chômage	39	23	59	37	24	28	53
La corruption	38	32	52	30	34	29	52
La délinquance, la criminalité	36	28	65	25	29	37	29
Les conflits armés et les guerres*	35	25	35	32	38	41	33
Le coronavirus	33	29	32	51	31	23	33
Le terrorisme	30	23	28	28	24	29	38
Les taxes et les impôts	30	37	35	24	23	34	25
L'éducation, l'école	29	23	44	21	21	24	35
Les retraites	23	15	27	19	22	31	15
L'immigration	19	18	21	10	14	25	19

* Nouvel item.

HISTORIQUE MONDE



Nouvelle question

A6ENV. Dans quelle mesure la situation de l'environnement vous préoccupe ou non ?2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
0 Pas préoccupé du tout	2	4	0	0	4	2	1
1	1	2	0	0	3	2	1
2	2	3	0	1	3	2	1
3	2	4	1	1	2	3	2
4	3	4	2	2	4	4	3
5	9	10	6	7	13	11	9
6	9	10	7	9	9	10	8
7	13	13	9	15	14	15	11
8	17	15	16	21	16	16	15
9	14	13	15	18	12	13	14
10 Très préoccupé	26	20	43	23	19	20	32
(NR)	2	2	1	3	1	2	3
ST 0 à 6	28	37	16	20	38	34	25
ST 7 à 8	30	28	25	36	30	31	26
ST 9 à 10	40	33	58	41	31	33	46
Moyenne	7,6	6,8	8,4	7,8	6,8	7,1	7,8

Nouvelle question

A6UKR. Dans quelle mesure la guerre en Ukraine vous préoccupe ou non ?2022 (EN %)
Base : À tous sauf Russie

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
0 Pas préoccupé du tout	2	3	1	1	3	2	4
1	2	3	1	1	2	2	3
2	2	4	2	1	3	2	3
3	3	3	3	2	2	3	4
4	4	5	4	3	4	4	5
5	12	13	12	11	11	10	13
6	10	11	10	11	9	11	8
7	14	14	13	16	18	15	11
8	16	16	16	18	16	17	12
9	12	11	11	15	13	13	11
10 Très préoccupé	20	14	25	18	17	19	22
(NR)	3	3	2	3	2	2	4
ST 0 à 6	35	42	33	30	34	34	40
ST 7 à 8	30	30	29	34	34	32	23
ST 9 à 10	32	25	36	33	30	32	33
Moyenne	7	6,5	7,3	7,3	6,9	7,1	6,8

A1. Pour chacun des domaines suivants - l'environnement et la situation économique -, dites-moi si la situation dans votre pays vous paraît :

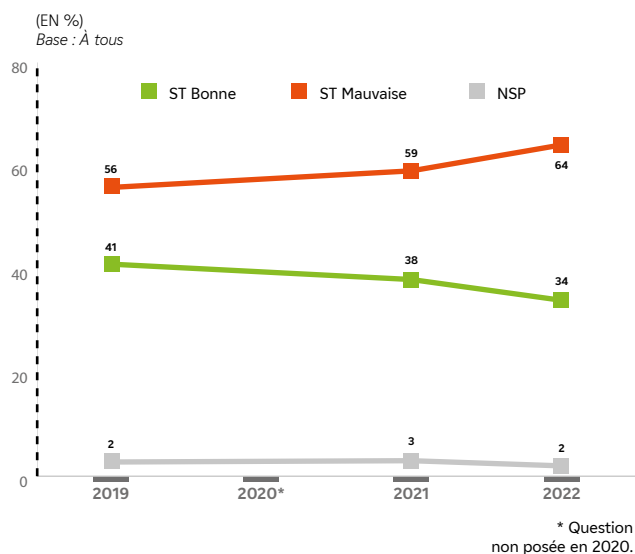
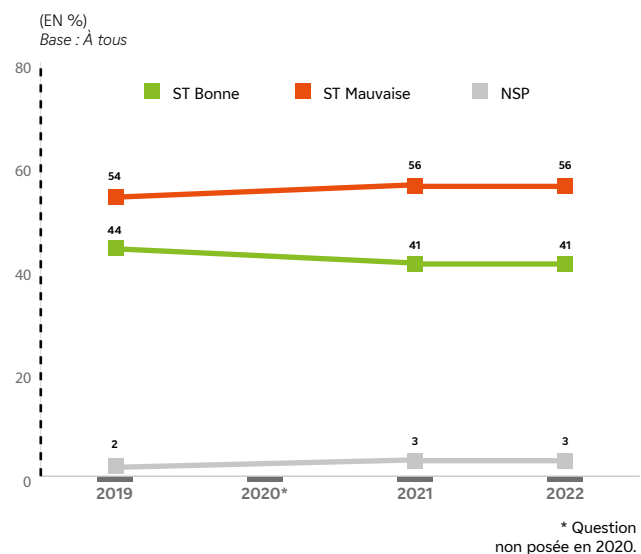
2022 (EN %)
Base : À tous

		MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
L'environnement	Très bonne	8	9	5	11	6	4	13
	Plutôt bonne	33	35	19	43	39	30	36
	Plutôt mauvaise	38	36	46	31	36	45	31
	Très mauvaise	18	16	27	12	15	17	18
	Vous ne savez pas	3	4	3	3	4	4	2
	ST Bonne	41	44	24	54	45	34	49
	ST Mauvaise	56	52	73	43	51	62	49
La situation économique	Très bonne	7	6	4	10	3	4	13
	Plutôt bonne	27	25	17	39	34	23	27
	Plutôt mauvaise	36	39	44	33	43	41	26
	Très mauvaise	28	27	33	16	16	30	32
	Vous ne savez pas	2	3	2	2	4	2	2
	ST Bonne	34	31	21	49	37	27	40
	ST Mauvaise	64	66	77	49	59	71	58

HISTORIQUE MONDE

ENVIRONNEMENT

SITUATION ÉCONOMIQUE

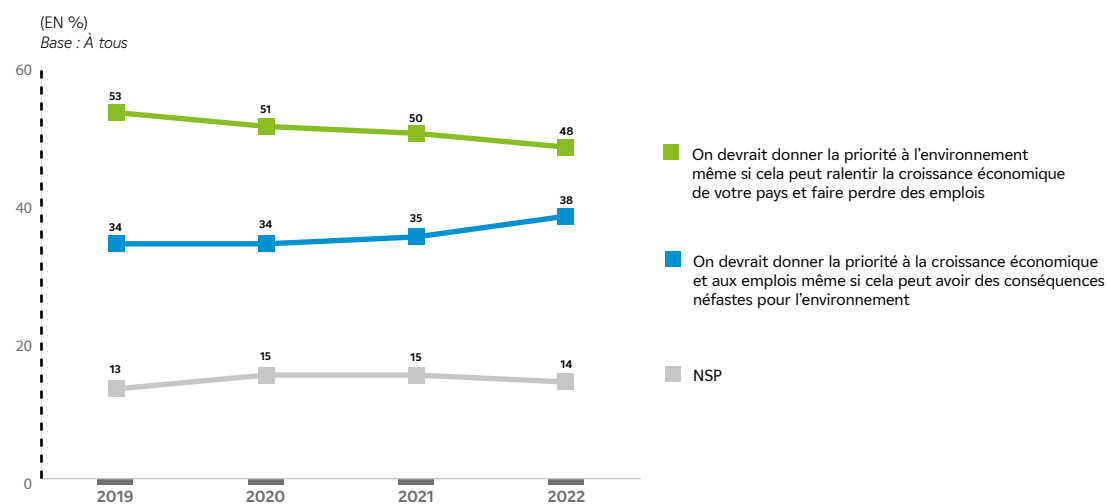


A2. Parmi les deux propositions suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ?

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
On devrait donner la priorité à l'environnement même si cela peut ralentir la croissance économique de votre pays et faire perdre des emplois	48	43	58	48	52	43	48
On devrait donner la priorité à la croissance économique et aux emplois même si cela peut avoir des conséquences néfastes pour l'environnement	38	41	28	42	35	39	41
Vous ne savez pas	14	16	14	10	13	18	11

HISTORIQUE MONDE

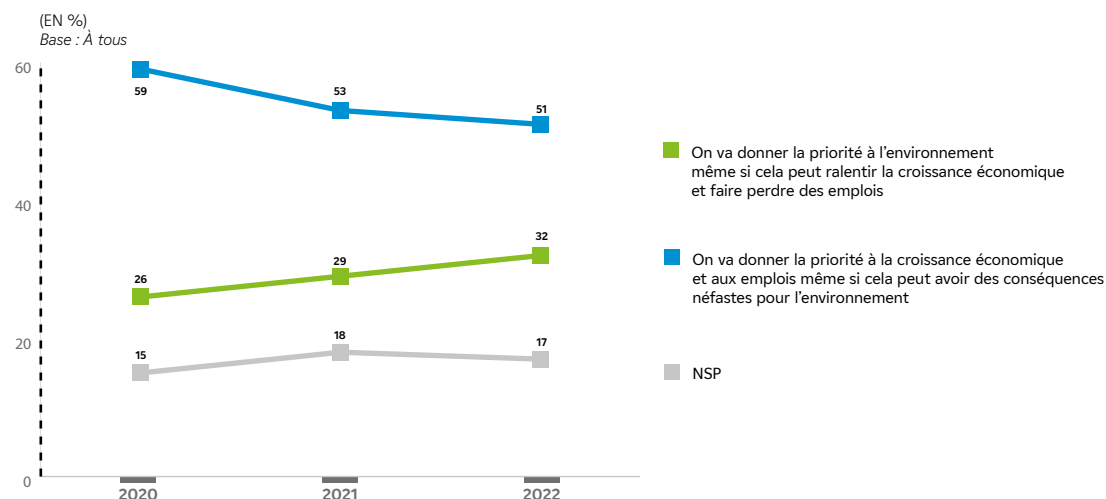


QNEW1. Et selon vous, que va-t-il se passer dans les prochains mois dans votre pays ?

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
On va donner la priorité à l'environnement même si cela peut ralentir la croissance économique et faire perdre des emplois	32	32	34	38	26	26	35
On va donner la priorité à la croissance économique et aux emplois même si cela peut avoir des conséquences néfastes pour l'environnement	51	51	50	50	58	54	47
Vous ne savez pas	17	17	16	12	16	20	18

HISTORIQUE MONDE



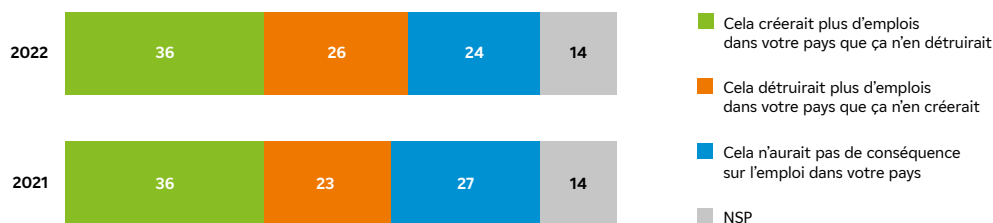
A4. Si on donnait la priorité à l'environnement dans votre pays, pensez-vous que :

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Cela créerait plus d'emplois dans votre pays que ça n'en détruirait	36	35	40	39	35	26	47
Cela détruirait plus d'emplois dans votre pays que ça n'en créerait	26	30	18	27	29	30	20
Cela n'aurait pas de conséquence sur l'emploi dans votre pays	24	18	32	20	18	25	24
Vous ne savez pas	14	17	10	14	18	19	9

HISTORIQUE MONDE

(EN %)
Base : À tous

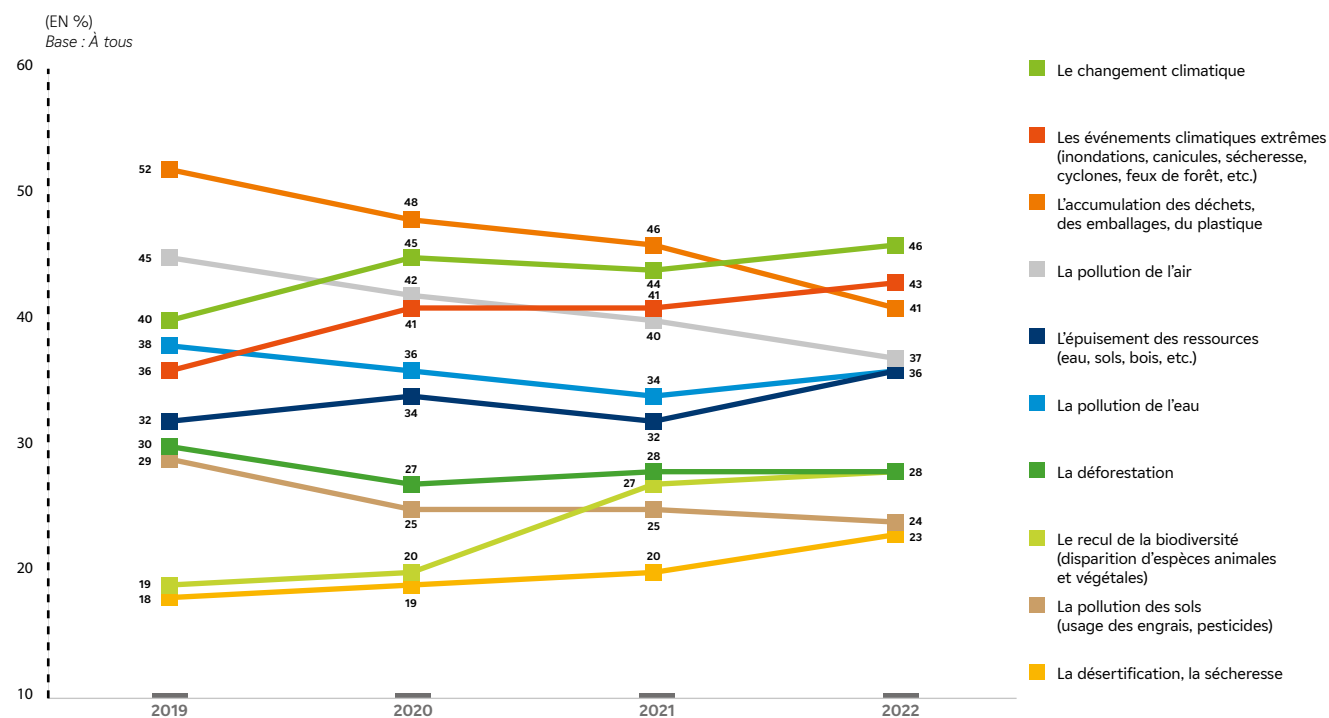


A3. Quels sont, parmi la liste suivante, les problèmes liés à l'environnement que vous jugez les plus préoccupants dans votre pays ? (quatre réponses possibles)

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Le changement climatique	46	51	36	53	51	46	41
Les événements climatiques extrêmes (inondations, canicules, sécheresse, cyclones, feux de forêt, etc.)	43	48	36	50	60	45	35
L'accumulation des déchets, des emballages, du plastique	41	46	34	47	50	42	36
La pollution de l'air	37	35	39	41	23	36	36
L'épuisement des ressources (eau, sols, bois, etc.)	36	32	42	37	31	34	34
La pollution de l'eau	36	37	45	33	26	33	37
La déforestation	28	24	35	29	24	27	24
Le recul de la biodiversité (disparition d'espèces animales et végétales)	28	28	30	27	39	31	20
La pollution des sols (usage des engrais, pesticides)	24	21	29	21	14	27	24
La désertification, la sécheresse	23	17	28	17	24	22	28
Vous ne savez pas	7	7	7	5	8	7	9
Aucun	4	7	2	3	4	4	6

HISTORIQUE MONDE



PARTIE B

CONNAISSANCE ET PERCEPTION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

B1. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ?

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Oui, certainement	61	53	75	60	53	54	65
Oui, probablement	30	33	22	33	30	35	27
Non, probablement pas	5	7	1	4	9	6	4
Non, certainement pas	1	4	1	1	5	2	1
Vous ne savez pas	3	3	1	2	3	3	3
ST Oui	91	86	97	93	83	89	92
ST Non	6	11	2	5	14	8	5

B3. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous :

2022 (EN %)
Base : À tous

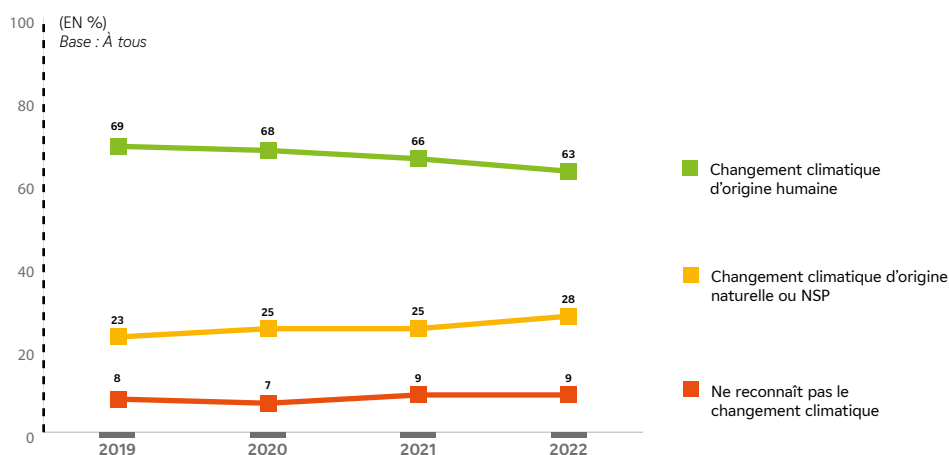
	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Qu'il est principalement dû à l'activité humaine	65	60	78	66	59	62	61
Qu'il est principalement dû à un phénomène naturel, comme la Terre en a toujours connu dans son histoire	24	24	17	25	23	23	27
Qu'on ne peut pas savoir	6	7	3	5	7	9	6
Vous ne savez pas	4	5	1	3	6	4	5
Ne reconnaît pas le changement climatique	1	4	1	1	5	2	1

Question B1/B3 consolidée

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Changement climatique d'origine humaine	63	58	77	64	58	60	59
Changement climatique d'origine naturelle ou NSP	28	28	19	29	25	29	33
Ne reconnaît pas le changement climatique	9	14	4	7	17	11	8

HISTORIQUE MONDE



Nouvelle question

B17. Dans quelle mesure le changement climatique vous préoccupe ou non ?

2022 (EN %)
Base : À tous

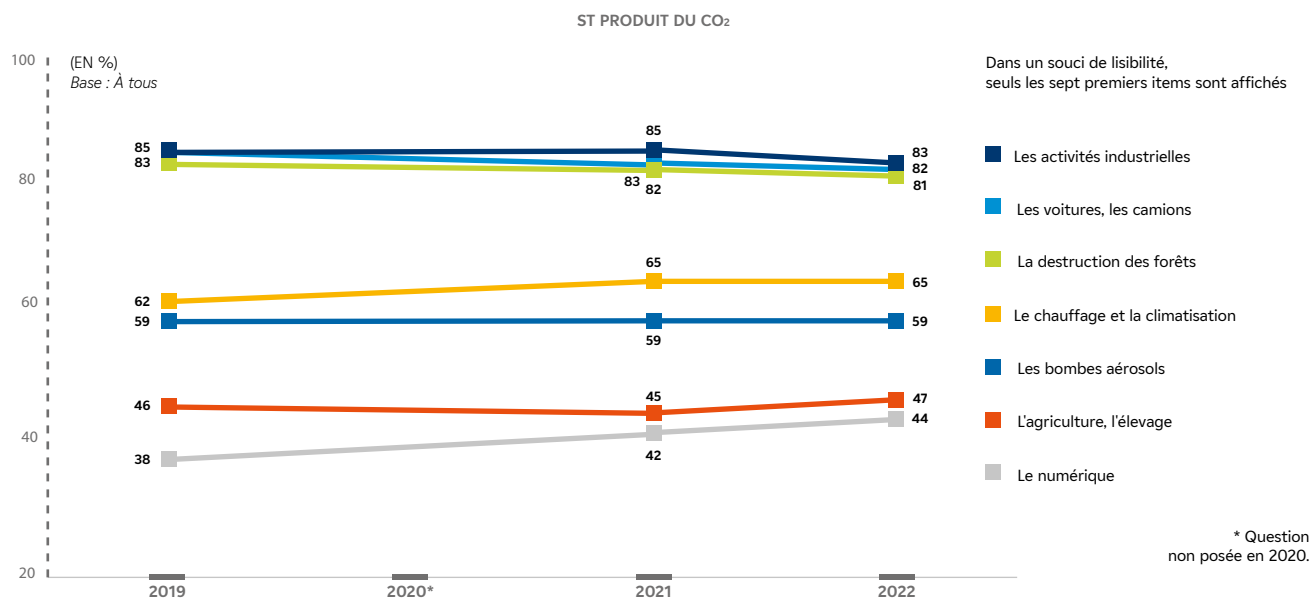
	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
0 Pas préoccupé du tout	1	2	0	0	2	2	1
1	1	2	0	0	2	1	1
2	2	3	1	0	3	2	1
3	2	3	1	1	3	3	2
4	3	4	1	2	3	3	3
5	7	8	4	6	9	9	8
6	9	9	5	8	9	10	9
7	13	12	9	15	13	15	12
8	16	16	14	20	14	16	14
9	16	14	17	20	16	14	14
10 Très préoccupé	27	21	46	25	20	21	31
(NR)	3	6	2	3	6	4	4
ST 0 à 6	25	31	12	17	31	30	25
ST 7 à 8	29	28	23	35	27	31	26
ST 9 à 10	43	35	63	45	36	35	45
Moyenne	7,7	7,1	8,6	8	7,2	7,3	7,7

B9. Pour chacune des activités suivantes, dites-moi si, selon vous, elle produit beaucoup, assez, peu ou pas du tout de CO₂, le gaz à effet de serre qui provoque le changement climatique ?

2022 (EN %)
Base : A tous

		MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Les activités industrielles	ST Produit du CO ₂	83	79	89	83	81	83	80
	ST Ne produit pas de CO ₂	12	13	7	13	10	11	15
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	5	8	4	4	9	6	5
Les voitures, les camions	ST Produit du CO ₂	82	76	89	84	80	79	79
	ST Ne produit pas de CO ₂	14	17	8	13	12	15	17
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	4	7	3	3	8	6	4
La destruction des forêts	ST Produit du CO ₂	81	77	89	83	79	79	77
	ST Ne produit pas de CO ₂	14	14	7	14	12	14	18
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	5	9	4	3	9	7	5
Les centrales de production d'électricité au charbon, au gaz ou au fioul	ST Produit du CO ₂	81	77	87	83	79	81	79
	ST Ne produit pas de CO ₂	13	14	9	13	11	12	16
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	6	9	4	4	10	7	5
Le traitement des déchets	ST Produit du CO ₂	68	64	77	76	63	65	62
	ST Ne produit pas de CO ₂	24	24	17	19	23	25	31
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	8	12	6	5	14	10	7
Le chauffage et la climatisation des bâtiments	ST Produit du CO ₂	65	58	71	77	64	65	54
	ST Ne produit pas de CO ₂	28	30	23	19	24	26	39
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	7	12	6	4	12	9	7
Les bombes aérosols	ST Produit du CO ₂	59	53	80	62	49	55	54
	ST Ne produit pas de CO ₂	30	35	15	27	37	32	33
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	11	12	5	11	14	13	13
Les centrales nucléaires	ST Produit du CO ₂	57	49	77	59	41	45	67
	ST Ne produit pas de CO ₂	34	38	16	34	44	45	24
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	9	13	7	7	15	10	9
L'agriculture, l'élevage	ST Produit du CO ₂	47	50	46	52	53	54	32
	ST Ne produit pas de CO ₂	46	40	48	43	36	38	61
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	7	10	6	5	11	8	7
Le numérique : les ordinateurs, les serveurs, internet	ST Produit du CO ₂	44	36	49	52	37	45	36
	ST Ne produit pas de CO ₂	47	49	43	42	48	44	54
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	9	15	8	6	15	11	10

HISTORIQUE MONDE



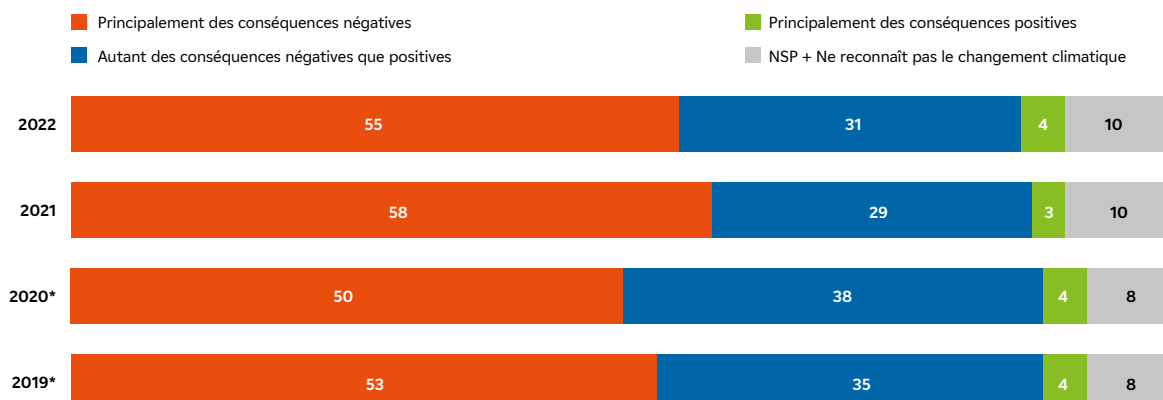
B5. À votre avis, le changement climatique aura-t-il là où vous habitez ?

2022 (EN %) Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Principalement des conséquences négatives	55	46	69	53	52	51	58
Autant des conséquences négatives que positives	31	32	23	34	28	32	30
Principalement des conséquences positives	4	7	2	6	4	3	5
NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	10	15	6	7	16	14	7

HISTORIQUE MONDE

(EN %) Base : À tous



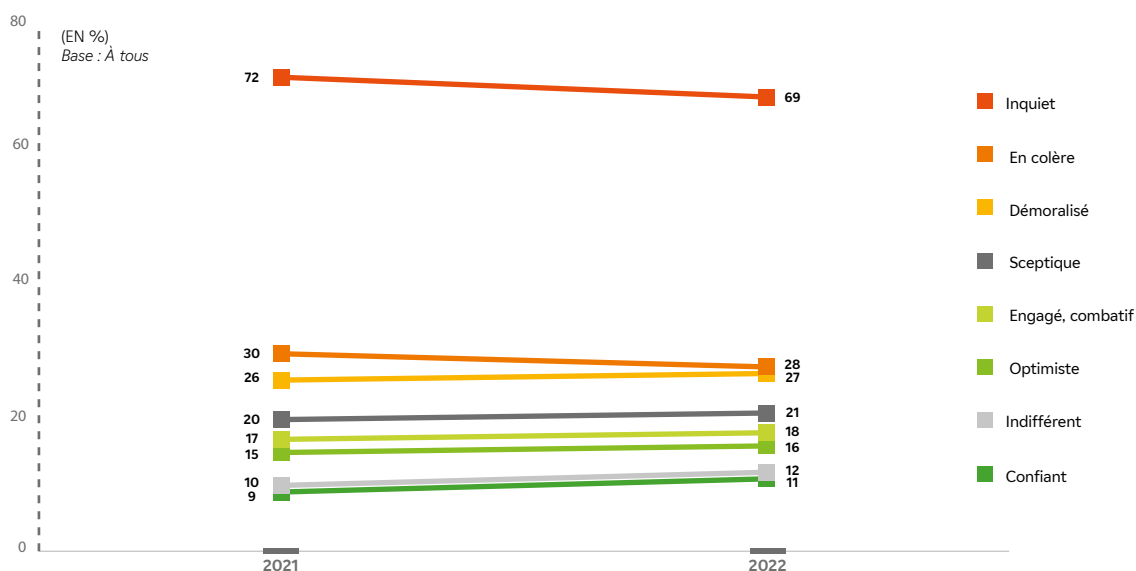
* Libellé en 2019 et 2020 : « À votre avis, le changement climatique aura-t-il dans votre région : uniquement des conséquences négatives, des conséquences à la fois négatives et positives, uniquement des conséquences positives, vous ne savez pas. »

NEW4. Personnellement, quand vous pensez au changement climatique, quel est votre état d'esprit ? Vous vous sentez : (plusieurs réponses possibles)

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Inquiet	69	62	82	72	60	65	68
En colère	28	29	30	27	31	29	27
Démoralisé	27	20	31	21	16	27	32
Sceptique	21	23	10	21	27	23	21
Engagé, combatif	18	9	27	25	6	13	17
Optimiste	16	16	15	19	16	11	20
Indifférent	12	17	7	13	19	11	13
Confiant	11	11	10	13	7	10	12
Rien de tout cela	11	14	6	10	15	14	8
ST Négatif	79	71	89	81	67	77	81
ST Positif	35	27	44	43	24	28	37
ST Neutre	29	33	16	31	37	31	32
Ne reconnaît pas le changement climatique	1	4	1	1	5	2	1

HISTORIQUE MONDE



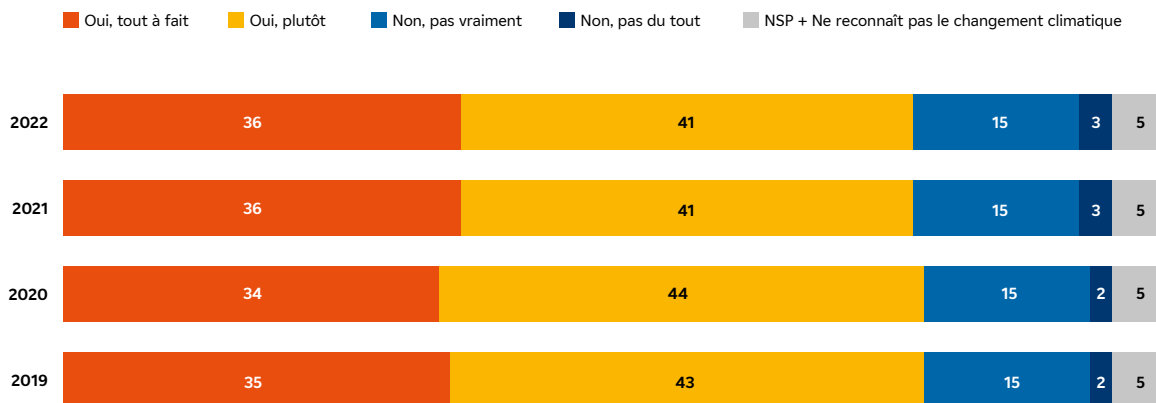
B7. Globalement, diriez-vous que, dans votre région, vous avez déjà constaté les effets du changement climatique ?

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Oui, tout à fait	36	29	59	34	26	25	43
Oui, plutôt	41	41	30	48	37	44	37
Non, pas vraiment	15	16	7	12	21	20	12
Non, pas du tout	3	4	1	1	7	4	3
ST Oui	77	70	89	82	63	69	80
ST Non	18	20	8	13	28	24	15
NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	5	10	3	5	9	7	5

HISTORIQUE MONDE

(EN %)
Base : À tous

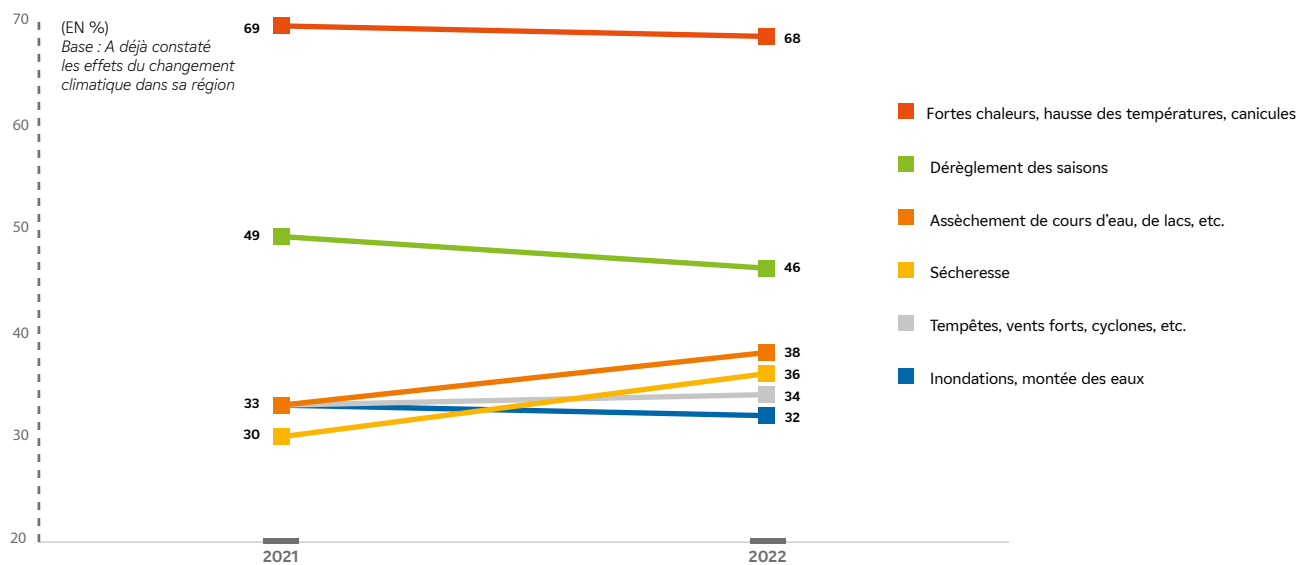


B6B. Là où vous habitez, avez-vous subi ces dernières années les conséquences de désordres climatiques parmi la liste suivante ? (plusieurs réponses possibles)

2022 (EN %)
Base : A déjà constaté les effets du changement climatique dans sa région

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Fortes chaleurs, hausse des températures, canicules	68	71	67	70	63	71	65
Dérèglement des saisons	46	44	46	43	51	45	48
Assèchement de cours d'eau, de lacs, etc.	38	33	44	28	29	46	38
Sécheresse	36	28	40	26	37	46	33
Tempêtes, vents forts, cyclones, etc.	34	44	33	37	56	35	28
Inondations, montée des eaux	32	32	32	40	55	22	34
Rien de tout cela	2	3	1	2	4	3	2
Autre	1	2	1	1	3	1	1

HISTORIQUE MONDE

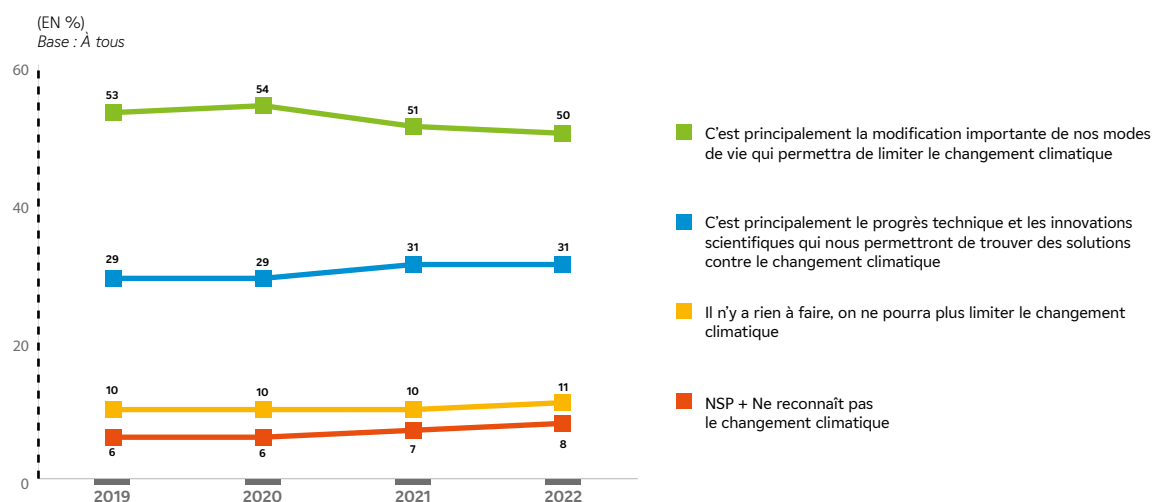


B8. De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
C'est principalement la modification importante de nos modes de vie qui permettra de limiter le changement climatique	50	45	64	51	48	47	46
C'est principalement le progrès technique et les innovations scientifiques qui nous permettront de trouver des solutions contre le changement climatique	31	32	23	32	28	30	34
Il n'y a rien à faire, on ne pourra plus limiter le changement climatique	11	9	8	10	8	12	13
NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	8	14	5	7	16	11	7

HISTORIQUE MONDE

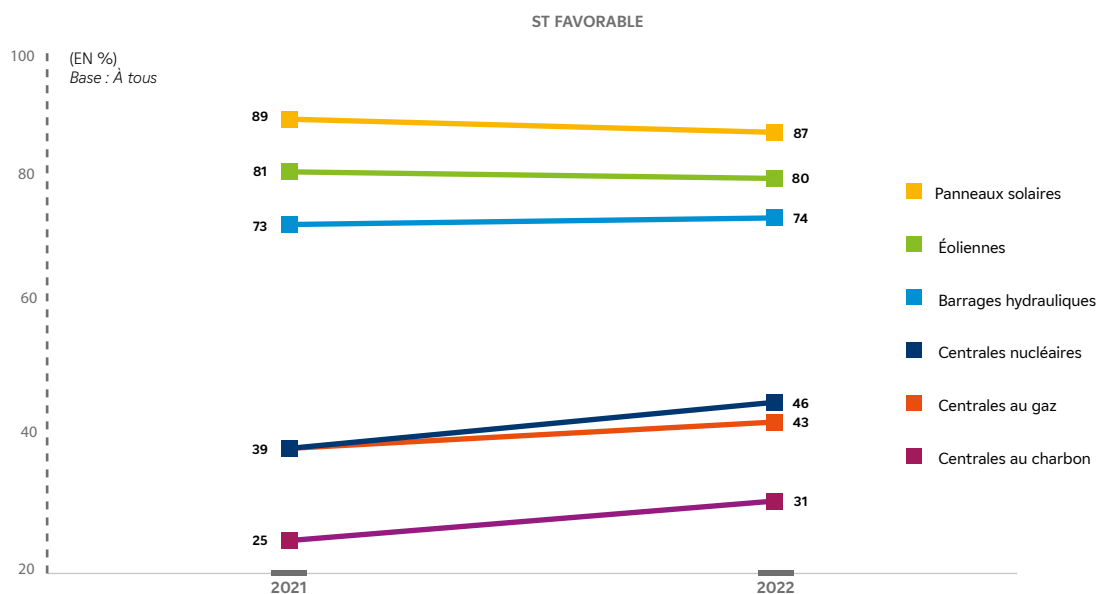


B11. Pour produire l'électricité dont vous aurez besoin à l'avenir dans votre pays, êtes-vous favorable ou opposé à chacun des modes de production suivants ?

2022 (EN %)
Base : À tous

		MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Les panneaux solaires	ST Favorable	87	84	92	83	90	86	89
	ST Opposé	9	11	5	13	7	9	8
	NSP	4	5	3	4	3	5	3
Les éoliennes	ST Favorable	80	77	81	80	80	77	84
	ST Opposé	14	17	10	13	15	17	11
	NSP	6	6	9	7	5	6	5
Les barrages hydrauliques	ST Favorable	74	68	64	78	68	76	78
	ST Opposé	16	16	26	14	11	12	15
	NSP	10	16	10	8	21	12	7
Les centrales nucléaires	ST Favorable	46	47	20	49	43	51	51
	ST Opposé	44	41	69	43	45	38	42
	NSP	10	12	11	8	12	11	7
Les centrales au gaz	ST Favorable	43	35	37	49	38	36	55
	ST Opposé	45	51	50	41	46	49	38
	NSP	12	14	13	10	16	15	7
Les centrales au charbon	ST Favorable	31	28	24	37	30	22	42
	ST Opposé	59	60	64	54	59	66	52
	NSP	10	12	12	9	11	12	6

HISTORIQUE MONDE



PARTIE C

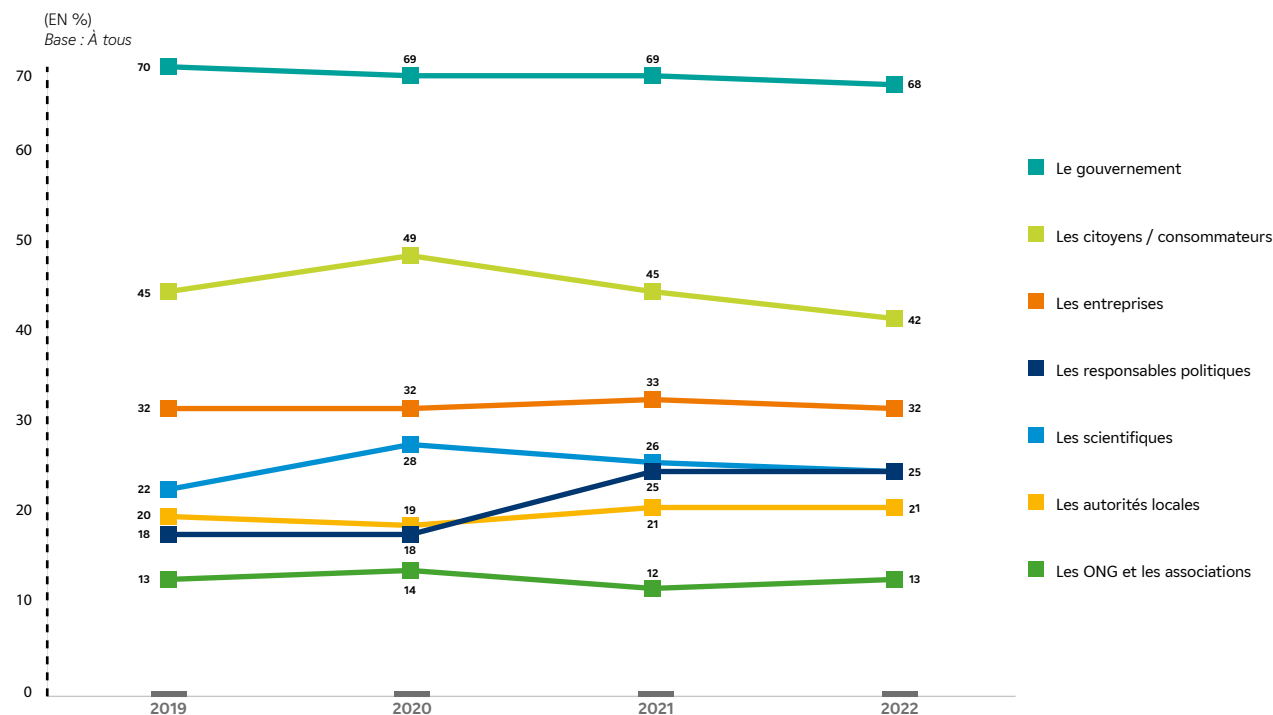
MOBILISATION DES DIFFÉRENTS ACTEURS

C3. Selon vous, parmi la liste suivante, quels sont ceux qui doivent agir en priorité pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ? (trois réponses possibles)

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Le gouvernement	68	62	72	68	72	70	64
Les citoyens / consommateurs	42	45	49	42	32	40	43
Les entreprises	32	39	41	35	37	32	24
Les responsables politiques	25	27	19	23	35	32	18
Les scientifiques	25	24	20	22	21	23	31
Les autorités locales	21	12	18	27	14	20	21
Les ONG et les associations	13	8	19	13	5	9	18
Ceux qui ne reconnaissent pas le changement climatique	1	4	1	1	5	2	1

HISTORIQUE MONDE

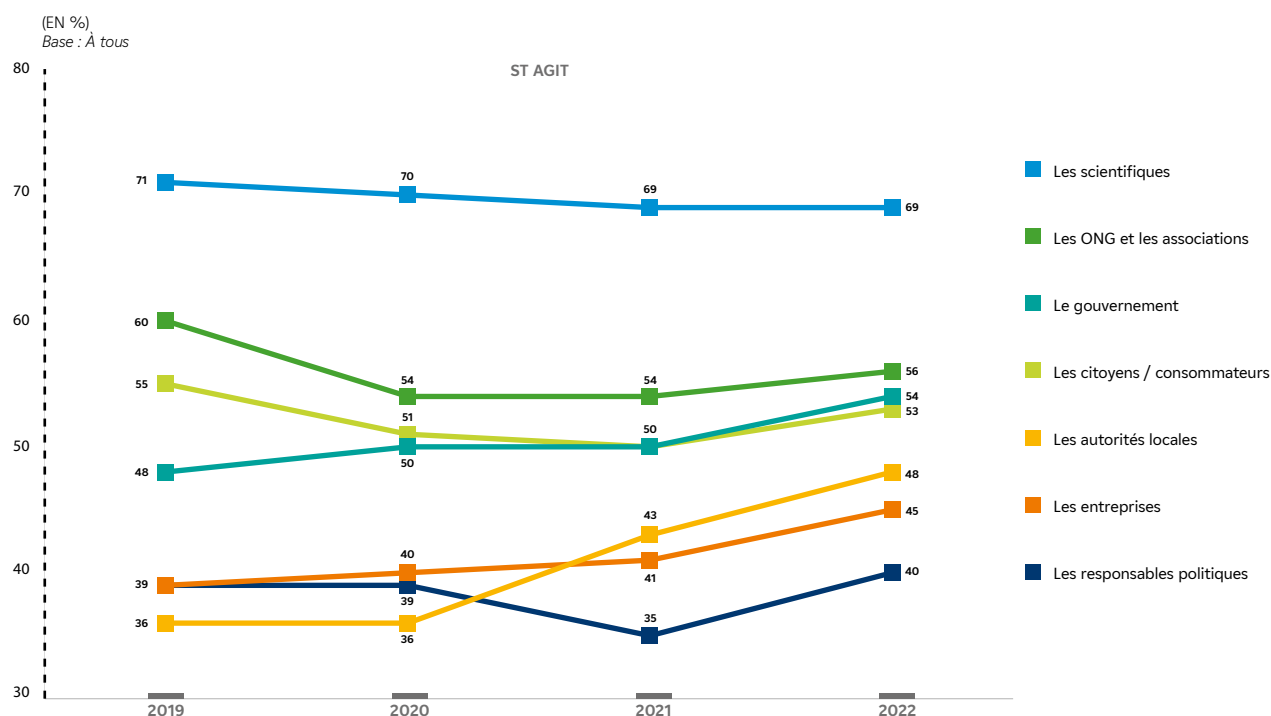


C2. Et pour chacun des mêmes acteurs, estimez-vous qu'ils agissent pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ?

2022 (EN %)
Base : À tous

		MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Les scientifiques	ST Agit	69	73	74	68	75	64	70
	ST N'agit pas	22	16	17	24	12	25	23
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	9	11	9	8	13	11	7
Les ONG et les associations	ST Agit	56	50	69	59	46	48	60
	ST N'agit pas	33	30	22	32	32	37	32
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	11	20	9	9	22	15	8
Le gouvernement	ST Agit	54	54	52	64	51	44	60
	ST N'agit pas	40	37	43	31	39	49	35
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	6	9	5	5	10	7	5
Les citoyens / consommateurs	ST Agit	53	58	54	56	62	49	53
	ST N'agit pas	41	34	42	39	28	43	42
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	6	8	4	5	10	8	5
Les autorités locales	ST Agit	48	43	44	59	44	41	53
	ST N'agit pas	45	46	50	34	44	50	41
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	7	11	6	7	12	9	6
Les entreprises	ST Agit	45	45	46	52	40	38	49
	ST N'agit pas	47	44	47	42	47	52	44
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	8	11	7	6	13	10	7
Les responsables politiques	ST Agit	40	42	31	46	42	35	44
	ST N'agit pas	53	49	63	48	48	57	49
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	7	9	6	6	10	8	7

HISTORIQUE MONDE

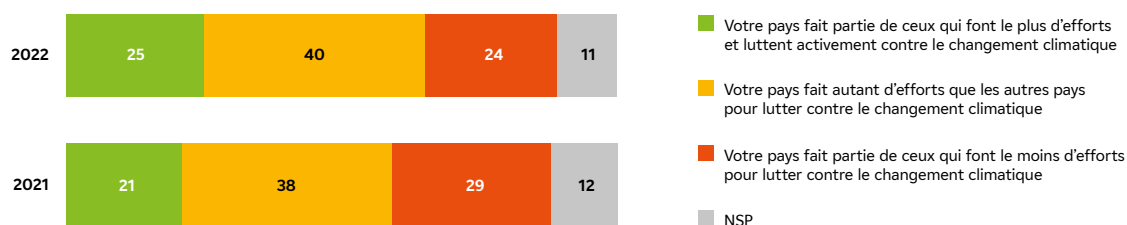


C4BISNEW. Selon vous, quelle est la situation de votre pays vis-à-vis de la lutte contre le changement climatique ?

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Votre pays fait partie de ceux qui font le plus d'efforts et luttent activement contre le changement climatique	25	26	15	32	16	21	30
Votre pays fait autant d'efforts que les autres pays pour lutter contre le changement climatique	40	45	38	39	44	47	31
Votre pays fait partie de ceux qui font le moins d'efforts pour lutter contre le changement climatique	24	15	38	20	27	19	30
NSP	11	14	9	9	13	13	9

HISTORIQUE MONDE

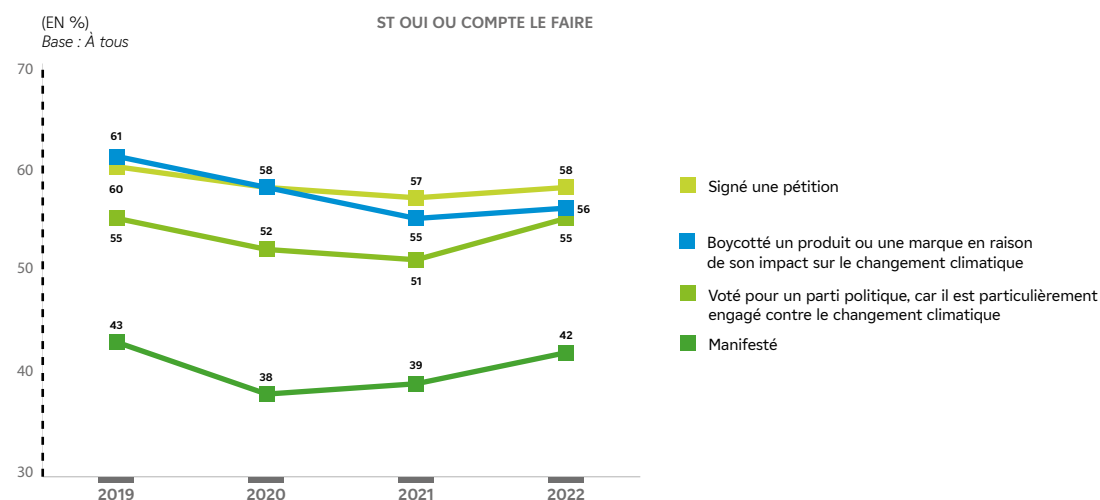
(EN %)
Base : À tous

C4. Vous-même, concernant la lutte contre le changement climatique, avez-vous déjà :

2022 (EN %)
Base : À tous

		MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Signé une pétition	Oui	29	32	43	23	38	28	24
	Non, mais vous comptez le faire	29	24	30	32	17	23	38
	Non, et vous ne comptez pas le faire	33	37	18	36	39	40	28
	NSP	9	7	9	9	6	9	10
	ST Oui ou Compte le faire	58	56	73	55	55	51	62
Boycotté un produit ou une marque en raison de son impact sur le changement climatique	Oui	27	27	24	27	32	28	29
	Non, mais vous comptez le faire	29	24	26	32	19	23	38
	Non, et vous ne comptez pas le faire	33	40	36	32	39	37	24
	NSP	11	9	14	9	10	12	9
	ST Oui ou Compte le faire	56	51	50	59	51	51	67
Voté pour un parti politique, car il est particulièrement engagé contre le changement climatique	Oui	27	32	36	24	41	25	22
	Non, mais vous comptez le faire	28	23	27	32	15	23	36
	Non, et vous ne comptez pas le faire	34	36	26	32	37	40	31
	NSP	11	9	11	12	7	12	11
	ST Oui ou Compte le faire	55	55	63	56	56	48	58
Manifesté	Oui	16	13	20	18	11	10	21
	Non, mais vous comptez le faire	26	18	30	25	16	22	34
	Non, et vous ne comptez pas le faire	50	63	41	49	68	60	37
	NSP	8	6	9	8	5	8	8
	ST Oui ou Compte le faire	42	31	50	43	27	32	55

HISTORIQUE MONDE



PARTIE D

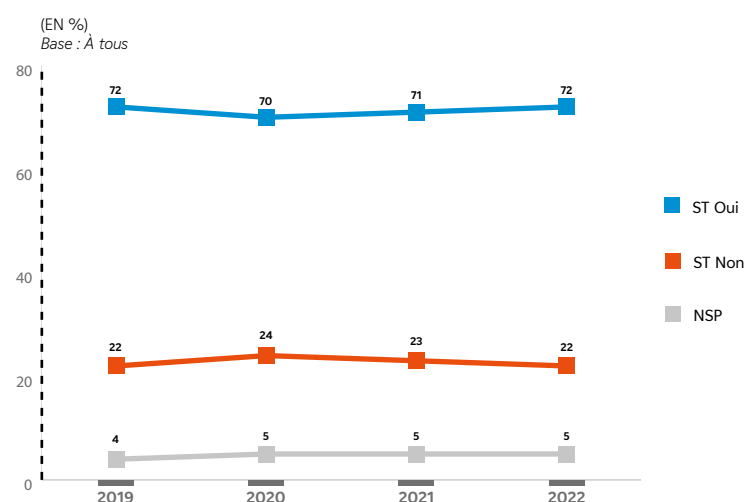
LA PRISE EN COMPTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU QUOTIDIEN

D1. Avez-vous le sentiment de savoir ce que vous pouvez faire à votre niveau pour lutter contre le changement climatique ?

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Oui, tout à fait	25	19	37	25	16	17	30
Oui, plutôt	47	49	44	47	49	53	41
Non, pas vraiment	18	19	13	18	21	19	17
Non, pas du tout	4	5	2	4	6	4	5
ST Oui	72	68	81	72	65	70	71
ST Non	22	24	15	22	27	23	22
NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	6	8	4	6	8	7	7

HISTORIQUE MONDE

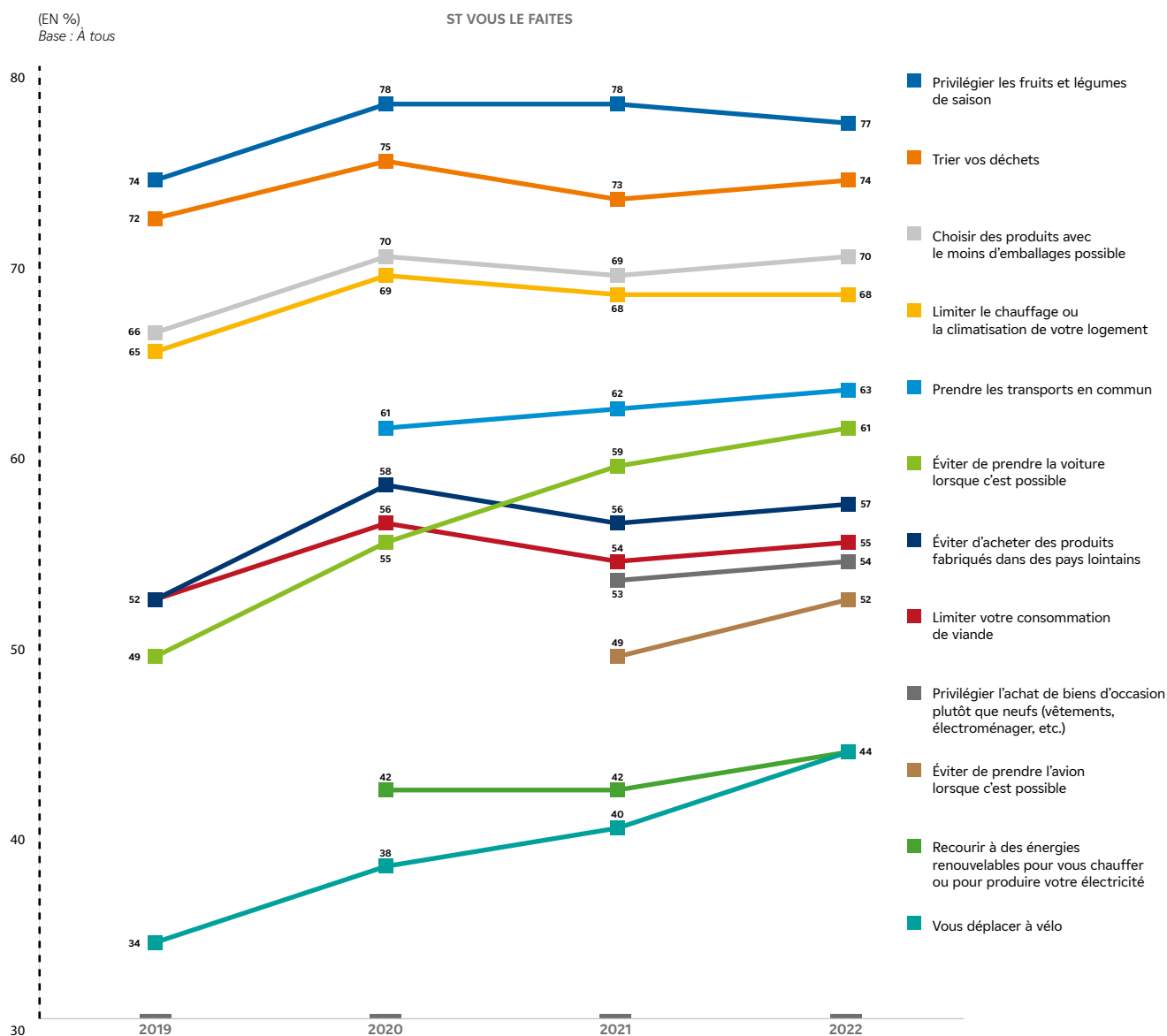


D3. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si : vous le faites systématiquement ou presque, vous le faites de temps en temps, vous ne le faites pas encore mais envisagez de le faire, vous ne souhaitez pas ou ne pouvez pas le faire, non concerné - vous ne savez pas.

2022 (EN %)
Base : A tous

		MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Trier vos déchets	Vous le faites systématiquement ou presque	48	49	45	40	60	65	27
	ST Vous le faites	74	71	76	74	79	81	59
Privilégier les fruits et légumes de saison	Vous le faites systématiquement ou presque	42	33	55	33	39	45	41
	ST Vous le faites	77	69	85	74	73	77	75
Limiter le chauffage ou la climatisation de votre logement	Vous le faites systématiquement ou presque	34	27	46	28	33	37	30
	ST Vous le faites	68	64	72	68	71	68	65
Choisir des produits avec le moins d'emballages possible	Vous le faites systématiquement ou presque	30	23	41	26	28	29	27
	ST Vous le faites	70	66	80	68	69	70	64
Prendre les transports en commun	Vous le faites systématiquement ou presque	29	15	43	35	14	26	29
	ST Vous le faites	63	37	78	71	47	56	67
Éviter de prendre l'avion lorsque c'est possible	Vous le faites systématiquement ou presque	27	27	30	24	20	31	22
	ST Vous le faites	52	49	53	53	42	52	48
Éviter de prendre la voiture lorsque c'est possible	Vous le faites systématiquement ou presque	26	20	33	24	16	27	22
	ST Vous le faites	61	52	71	59	47	61	58
Éviter d'acheter des produits fabriqués dans des pays lointains	Vous le faites systématiquement ou presque	22	17	28	21	22	21	23
	ST Vous le faites	57	57	62	52	61	58	55
Recourir à des énergies renouvelables pour vous chauffer ou pour produire votre électricité	Vous le faites systématiquement ou presque	21	16	21	22	25	20	24
	ST Vous le faites	44	36	45	48	46	38	51
Privilégier l'achat de biens d'occasion plutôt que neufs (vêtements, électroménager, etc.)	Vous le faites systématiquement ou presque	20	22	24	18	20	19	22
	ST Vous le faites	54	59	63	48	59	54	55
Limiter votre consommation de viande	Vous le faites systématiquement ou presque	19	17	22	17	14	21	19
	ST Vous le faites	55	47	66	50	47	55	56
Vous déplacer à vélo	Vous le faites systématiquement ou presque	18	10	23	21	7	18	17
	ST Vous le faites	44	32	52	52	22	45	40

HISTORIQUE MONDE



Nouvelle question

D3B. Faites-vous des efforts pour maîtriser la consommation d'énergie dans votre logement ?

2022 (EN %)

Base : A tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Vous le faites systématiquement ou presque	47	42	65	32	48	54	41
Vous le faites de temps en temps	37	40	28	48	37	31	41
Vous ne le faites pas encore, mais vous envisagez de le faire	9	8	4	13	6	8	10
Vous ne souhaitez pas ou ne pouvez pas le faire	3	4	1	3	4	3	3
Non concerné - NSP	4	6	2	4	5	4	5
ST Oui	84	82	93	80	85	85	82
ST Oui ou Vous envisagez de le faire	93	90	97	93	91	93	92
ST Non	12	12	5	16	10	11	13

Nouvelle question

D3C. Pour quelle raison principale faites-vous ou envisagez-vous de faire des efforts de maîtrise de consommation d'énergie dans votre logement ?

2022 (EN %)

Base : Ceux qui font des efforts systématiquement ou presque, de temps en temps, ou ne le font pas encore mais envisagent de le faire

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Combattre le changement climatique, protéger l'environnement	29	24	36	37	23	20	33
Diminuer ma facture d'énergie	57	64	48	48	70	67	52
Éviter la pénurie d'énergie	12	10	14	14	5	10	14
Autre	1	1	1	0	1	1	0
NSP	1	1	1	1	1	2	1

Nouvelle question

D3D. Pour quelle raison principale ne faites-vous pas ou ne pouvez-vous pas faire des efforts de maîtrise de consommation d'énergie dans votre logement ?

2022 (EN %)

Base : Ceux qui ne souhaitent pas faire d'efforts ou ne peuvent pas en faire

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Vous ne voulez pas diminuer votre confort	19	23	29	29	20	19	8
Ce n'est pas important pour vous	16	18	7	13	23	18	16
Les efforts individuels ne servent à rien	17	9	20	20	9	13	24
Vous ne savez pas comment faire / quels gestes adopter	13	14	7	14	10	6	25
Les installations de votre logement ne le permettent pas (chauffage central, etc.)	22	14	18	12	19	32	19
Autre	5	9	2	1	17	6	1
NSP	8	13	17	11	2	6	7

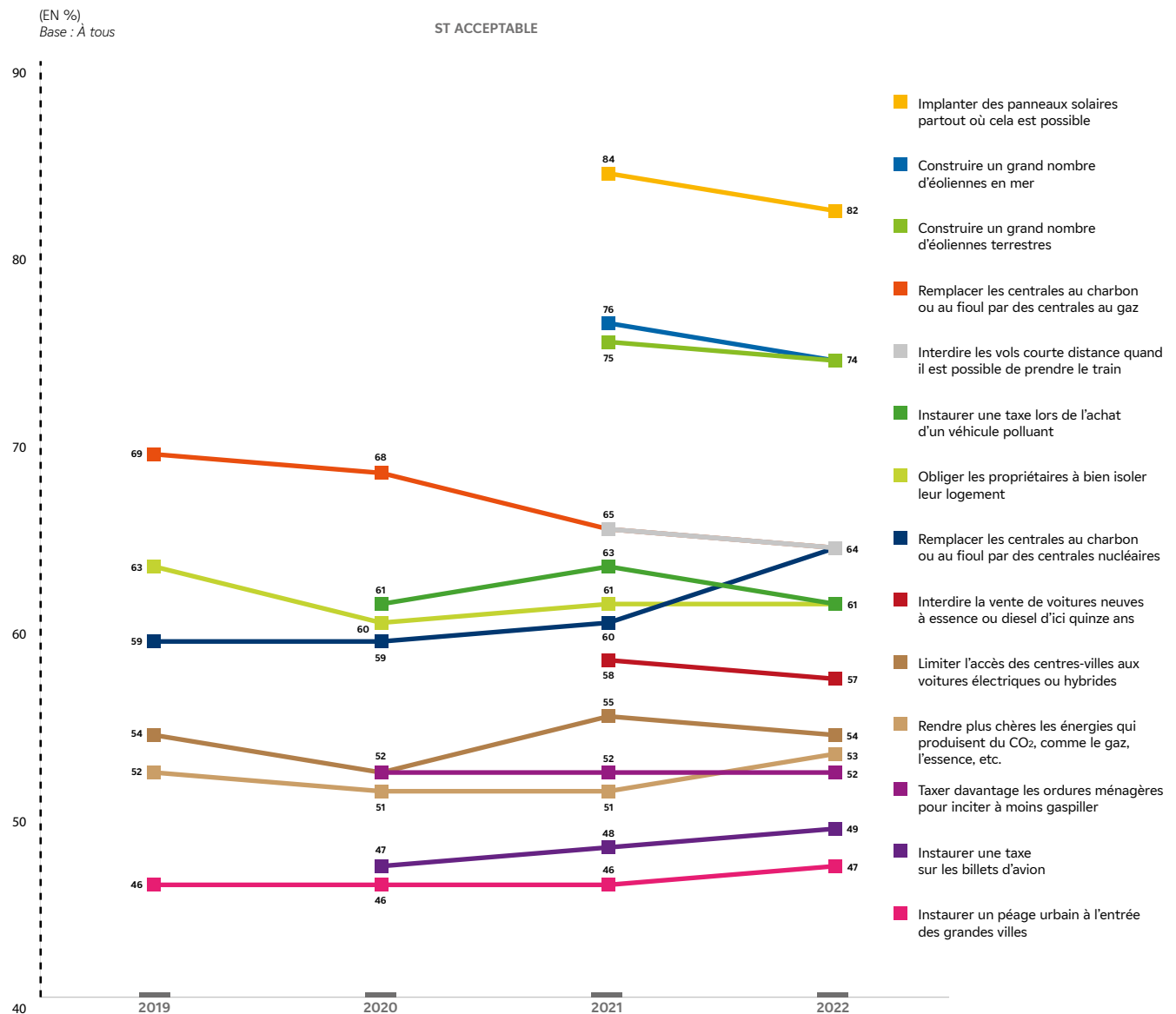
D5. Voici des mesures que l'on pourrait adopter dans votre pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît : très acceptable, plutôt acceptable, plutôt pas acceptable, pas acceptable du tout, vous ne savez pas.

2022 (EN %)
Base : À tous

		MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Implanter des panneaux solaires partout où cela est possible	ST Acceptable	82	78	89	77	84	82	85
	ST Pas acceptable	12	13	6	18	7	11	9
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	6	9	5	5	9	7	6
Construire un grand nombre d'éoliennes terrestres	ST Acceptable	74	69	80	74	73	69	79
	ST Pas acceptable	17	18	10	17	15	20	14
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	9	13	10	9	12	11	7
Construire un grand nombre d'éoliennes en mer	ST Acceptable	74	68	75	76	72	70	81
	ST Pas acceptable	16	18	13	16	15	18	12
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	10	14	12	8	13	12	7
Remplacer les centrales au charbon ou au fioul par des centrales nucléaires	ST Acceptable	64	62	60	61	57	62	72
	ST Pas acceptable	25	21	28	29	27	24	19
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	11	17	12	10	16	14	9
Remplacer les centrales au charbon ou au fioul par des centrales au gaz	ST Acceptable	64	57	69	70	56	54	74
	ST Pas acceptable	23	23	20	20	25	28	18
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	13	20	11	10	19	18	8
Interdire les vols courte distance quand il est possible de prendre le train	ST Acceptable	64	50	70	66	45	62	69
	ST Pas acceptable	27	36	22	26	42	29	24
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	9	14	8	8	13	9	7
Instaurer une taxe lors de l'achat d'un véhicule polluant	ST Acceptable	61	48	65	72	44	51	68
	ST Pas acceptable	31	41	28	22	45	39	25
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	8	11	7	6	11	10	7
Obliger les propriétaires à bien isoler leur logement	ST Acceptable	61	64	41	67	71	58	67
	ST Pas acceptable	30	24	47	23	18	32	24
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	9	12	12	10	11	10	9
Interdire la vente de voitures neuves à essence ou diesel d'ici quinze ans	ST Acceptable	57	48	71	64	49	44	64
	ST Pas acceptable	34	39	21	28	38	45	28
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	9	13	8	8	13	11	8
Limiter l'accès des centres-villes aux voitures électriques ou hybrides	ST Acceptable	54	37	62	60	33	45	63
	ST Pas acceptable	38	52	30	33	55	45	29
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	8	11	8	7	12	10	8
Taxer davantage les ordures ménagères pour inciter à moins gaspiller	ST Acceptable	53	45	60	65	39	39	60
	ST Pas acceptable	40	45	33	30	51	52	33
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	7	10	7	5	10	9	7

		MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Rendre plus chères les énergies qui produisent du CO ₂ , comme le gaz, l'essence, etc.	ST Acceptable	52	47	54	61	43	39	62
	ST Pas acceptable	39	41	37	32	43	50	30
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	9	12	9	7	14	11	8
Instaurer une taxe sur les billets d'avion	ST Acceptable	49	42	47	59	37	46	50
	ST Pas acceptable	41	45	42	33	51	43	41
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	10	13	11	8	12	11	9
Instaurer un péage urbain à l'entrée des grandes villes	ST Acceptable	47	37	44	56	28	36	61
	ST Pas acceptable	42	47	45	33	54	53	29
	NSP + Ne reconnaît pas le changement climatique	11	16	11	11	18	11	10

HISTORIQUE MONDE



Nouvelle question

D6. Ces derniers mois, dans votre foyer, avez-vous été affecté par la hausse des prix de chacune des énergies suivantes ?

 2022 (EN %)
 Base : À tous

		MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Le gaz	Oui, beaucoup	40	42	61	32	27	29	51
	Oui, un peu	29	29	26	41	28	25	27
	Non, pas vraiment	13	13	8	17	16	14	12
	Non, pas du tout	6	5	2	5	7	7	4
	Non concerné, n'utilise pas cette énergie	10	9	2	3	19	22	3
	Sans réponse	2	2	1	2	3	3	3
	ST Oui	69	71	87	73	55	54	78
	ST Non	19	18	10	22	23	21	16
L'électricité	Oui, beaucoup	48	34	59	39	40	42	63
	Oui, un peu	33	40	29	40	41	36	23
	Non, pas vraiment	12	18	8	15	11	14	8
	Non, pas du tout	4	5	2	4	5	5	3
	Non concerné, n'utilise pas cette énergie	1	1	1	1	1	1	1
	Sans réponse	2	2	1	1	2	2	2
	ST Oui	81	74	88	79	81	78	86
	ST Non	16	23	10	19	16	19	11
L'essence	Oui, beaucoup	51	50	56	42	57	46	64
	Oui, un peu	27	29	21	34	27	28	21
	Non, pas vraiment	9	10	9	12	7	10	7
	Non, pas du tout	4	4	4	4	2	4	3
	Non concerné, n'utilise pas cette énergie	7	5	7	6	5	10	3
	Sans réponse	2	2	3	2	2	2	2
	ST Oui	78	79	77	76	84	74	85
	ST Non	13	14	13	16	9	14	10

HABITUDES DE CONSOMMATION

CAR1. En moyenne, à quelle fréquence utilisez-vous votre voiture (hors pandémie de Covid-19) ?

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
Tous les jours ou presque	37	50	28	27	52	41	40
Plusieurs fois par semaine	21	21	14	23	25	22	20
1 à 2 fois par semaine	13	12	11	15	12	14	8
Moins de 1 fois par semaine	5	4	4	9	2	5	4
Jamais	2	1	2	4	1	2	2
N'a pas de voiture	22	12	41	22	8	16	26
ST Au moins plusieurs fois par semaine	58	71	42	50	77	63	60

PLANE1. En moyenne, à quelle fréquence prenez-vous l'avion, que ce soit pour des raisons professionnelles ou personnelles (hors pandémie de Covid-19) ?

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
1 fois par an	19	19	16	16	23	21	19
2 fois par an	16	16	13	17	19	16	17
3 fois par an ou plus	20	19	13	25	21	18	23
Jamais	45	46	58	42	37	45	41
ST Prend l'avion	55	54	42	58	63	55	59

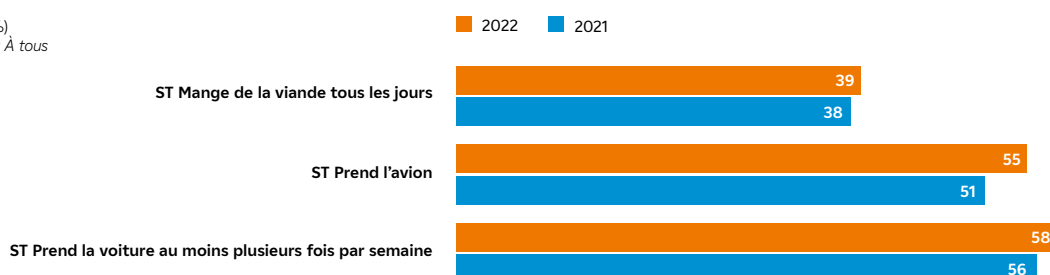
MEAT1. À quelle fréquence mangez-vous de la viande ou des plats à base de viande en moyenne ?

2022 (EN %)
Base : À tous

	MONDE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE	AUSTRALIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT / AFRIQUE
À tous les repas / 2 fois par jour	15	25	12	19	17	12	16
1 fois par jour	24	32	22	21	33	22	26
Plusieurs fois par semaine, mais moins de 1 fois par jour	45	33	43	40	41	52	44
Moins de 1 fois par semaine	13	7	20	16	6	10	13
Jamais	3	3	3	4	3	4	1
ST Tous les jours	39	57	34	40	50	34	42

HISTORIQUE MONDE

(EN %)
Base : À tous



LEXIQUE

Analyse en composantes principales (ACP)

L'objectif de l'ACP est de déterminer les dimensions qui organisent principalement les résultats d'une enquête. Ces dimensions (non corrélées entre elles) sont symbolisées par des axes auxquels on attribue une signification en regardant quelles sont les variables qui contribuent le plus à la détermination de ces axes. Graphiquement, on représente en général les deux premiers axes les plus contributeurs et on projette les variables illustratives qui ne servent pas à la détermination des axes mais apportent des informations complémentaires pour les décrire. En général, une grande partie de l'information contenue dans les variables d'entrée peut être synthétisée par un nombre d'axes limité.

L'ACP est souvent utilisée comme une première étape avant d'autres analyses, comme la typologie ou la régression, car elle permet de déterminer des dimensions peu corrélées entre elles.

Coefficient alpha de Cronbach

Le coefficient alpha de Cronbach est une statistique utilisée pour mesurer la cohérence interne (ou la fiabilité) des questions posées dans un questionnaire. Il permet de déterminer si plusieurs items d'une échelle mesurent bien la même dimension psychologique. Sa valeur est inférieure ou égale à 1, étant généralement considérée comme « acceptable » à partir de 0,7.

Classification ascendante hiérarchique (CAH)

La classification ascendante hiérarchique (CAH) est l'une des techniques permettant de partitionner une population en différentes classes ou groupes. On cherche à ce que les individus regroupés au sein d'une même classe soient le plus semblables possible et les classes le plus dissemblables les unes des autres. La classification est ascendante, car elle part des observations individuelles et crée des groupes au départ très petits avec des individus très proches, puis elle les regroupe dans des groupes plus vastes, avec des individus plus dissemblables, et ainsi de suite, jusqu'à former un arbre hiérarchique de groupes (arbre de classification ou dendrogramme). En découpant cet arbre à une certaine hauteur choisie, on produira la partition désirée.

Régression

Cette technique permet d'expliquer une variable à partir d'une combinaison d'autres variables. Par exemple, si l'on cherche à expliquer le degré de préoccupation pour le changement climatique (variable à expliquer), on peut introduire dans le modèle des variables dont on veut mesurer le degré de contribution à cette préoccupation : le niveau de diplôme, l'âge, l'opinion sur le changement climatique... (variables explicatives). On obtient une équation de régression avec des coefficients, qui permettent de mesurer l'impact des variables explicatives sur la variable à expliquer. Il existe plusieurs types de régression (multiple, logistique...) en fonction des variables utilisées.

Tau de Kendall

Il s'agit d'un coefficient de corrélation entre deux variables ordinales (dont les valeurs peuvent être rangées), qui permet de mesurer l'intensité de la relation entre ces variables. Sa valeur est comprise entre - 1 et 1 : s'il s'approche de 1, on peut supposer l'existence d'une corrélation positive (variation dans le même sens) ; s'il tend vers - 1, on peut dire qu'il existe une corrélation négative. Si le tau est proche de 0, il est fort probable qu'il n'y ait aucune liaison entre les deux variables.

R de Pearson

Le coefficient de corrélation (ou r) de Pearson est un indice reflétant une relation linéaire entre deux variables continues (qui expriment des valeurs). Sa valeur est comprise entre - 1 et 1 : s'il s'approche de 1, on peut supposer l'existence d'une corrélation positive (variation dans le même sens) ; s'il tend vers - 1, on peut dire qu'il existe une corrélation négative. Si le r est proche de 0, il est fort probable qu'il n'y ait aucune corrélation entre les deux variables.

P-value

La P-value, ou valeur-p, est utilisée pour quantifier la significativité statistique d'un résultat. S'il est inférieur à un seuil (couramment : 5 %), il indique que le résultat obtenu n'est pas la situation de référence ou la situation la plus banale du phénomène mesuré, ce que l'on appelle en statistique l'« hypothèse nulle », et qu'il est donc significatif.



Obs'COP 2022

Observatoire international
Climat et Opinions Publiques

Retrouvez l'ensemble des résultats de l'Obs'COP 2022
et bien d'autres contenus sur :

www.edf.fr/observatoire



Ce papier est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

Imprimé en France.
Dépôt légal : avril 2023.
ISBN : 978-2-9555487-3-8





EDF SA
22-30 avenue de Wagram
75382 Paris cedex 08 - France
Capital de 2 000 466 841 euros
552 081 317 R.C.S. Paris
www.edf.fr

Obs'COP 2022

Observatoire international
Climat et Opinions Publiques

www.edf.fr/observatoire

L'énergie est notre avenir, économisons-la !